

# Compte rendu officiel

## D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07-09

Séances publiques  
n<sup>os</sup> 8 et 9 p. 09-58

Questions au  
Gouvernement p. 58-99

2023-2028

n°4



## Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-06

Nouvelles lois ..... p. 07-09

Séances ..... p. 09-58

8<sup>e</sup> séance du mercredi 20 décembre 2023 ..... p. 09-33

9<sup>e</sup> séance du mardi 16 janvier 2024 ..... p. 33-58

Questions au Gouvernement ..... p. 58-99

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

#### Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés  
23, rue du Marché-aux-Herbes  
L-1728 Luxembourg  
Tél. 466 966-1

#### Impression :

Imprimerie Heintz  
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

#### Date d'impression :

07/02/2024

#### Concept et layout :

brain&more  
agence en communication,  
Luxembourg



## D'Chamber erënnert un d'Affer vun der Shoah



*D'Chamber gedenkt am Kader vum Internationalen Holocaust-Gedenktag der Liberatioun vum Konzentrationslager Auschwitz-Birkenau de 27. Januar 1945. Schätzungen no koumen am KZ Auschwitz-Birkenau iwwer eng Millioun Mënschen ëm d'Liewen. Eng 1.300 lëtzebuergesch Judde si vun den Nazien ëmbruecht ginn.*

### L'Administration parlementaire recrute :

**un gestionnaire des ressources humaines (m/f/d) sous le régime du fonctionnaire  
(par la voie du changement d'administration)**

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant : [https://www.chd.lu/fr/offres\\_emploi](https://www.chd.lu/fr/offres_emploi)



Visite de la Présidente du Parlement européen

## « Les élections européennes, un investissement dans notre avenir commun »



*La Présidente du Parlement européen, Mme Roberta Metsola, a été reçue au Luxembourg dans le cadre de sa « tournée européenne » en vue des élections européennes du mois de juin 2024.*

Dans le cadre de sa « tournée européenne » en vue des élections européennes qui auront lieu du 6 au 9 juin 2024, Mme Roberta Metsola a été accueillie à la Chambre des Députés le 24 janvier 2024 pour un échange de vues avec les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, ainsi que les députés européens luxembourgeois.

L'objectif de la visite de travail de la Présidente du Parlement européen au Grand-Duché était clair : sensibiliser les citoyens à voter aux prochaines élections européennes. Devant les parlementaires luxembourgeois réunis en salle plénière, la Présidente a précisé qu'« elles ne doivent pas être considérées comme une obligation ou un exercice forcé, mais comme un investissement dans notre futur commun ». Mme Metsola a poursuivi en affirmant que si « nous ne nous engageons pas maintenant, nous ne ferons pas passer le message ».

La Présidente de nationalité maltaise du Parlement européen a souligné l'importance de mettre en avant le travail réalisé par les institutions européennes afin que les citoyens européens puissent prendre conscience de l'impact direct des décisions prises au sein de ces institutions sur leur vie quotidienne. Revenant sur ce qu'elle considère comme étant des réussites européennes, Mme Metsola a rappelé que, ces dernières années, l'Union européenne a dû faire face à des défis exceptionnels, tels que la crise sanitaire, l'invasion russe en Ukraine ou encore le conflit au Proche-Orient. Sur le plan législatif, elle a mis en avant le fait que le Parlement européen aura validé, d'ici la fin de la législature, quelque 1.000 textes législatifs. « Ceux-ci faciliteront la vie des citoyens européens », a-t-elle encore souligné face aux parlementaires.

### La relation des jeunes face à la politique

Interrogée par un membre luxembourgeois du Parlement européen sur la manière dont les hommes

et les femmes politiques devraient réagir au désintérêt des jeunes pour la politique, la Présidente du Parlement européen a relevé la nécessité pour les responsables politiques de mener des campagnes ciblées lors des élections européennes, particulièrement parmi les jeunes. Elle a insisté dans ce contexte sur l'importance de la lutte contre la désinformation en ligne. Une autre approche efficace pour sensibiliser les jeunes à la politique européenne consisterait à engager un dialogue direct en visitant les établissements scolaires. De plus, il serait essentiel de rappeler aux citoyens européens, en particulier aux jeunes, que certaines opportunités ne seraient pas possibles sans l'UE. Mme Metsola a exprimé des regrets quant à la tendance de considérer de nombreux acquis comme allant de soi. Au cours des discussions avec les parlementaires, la Présidente a également signalé les difficultés rencontrées pour recruter des jeunes et des femmes candidats.

### La politique d'élargissement de l'UE

Dans le cadre des discussions sur la politique d'élargissement de l'UE, un député a exprimé le souhait de connaître les préparatifs du Parlement européen pour accueillir de nouveaux pays candidats. Mme Metsola a souligné l'importance de la décision des 27 chefs d'État et de Gouvernement en décembre 2023 d'entamer des négociations d'adhésion avec l'Ukraine et la Moldavie. Cependant, elle a également appelé à « ne pas être naïfs, car les Balkans occidentaux patientent depuis 20 ans pour entrer dans l'Union ». En termes d'attribution de sièges supplémentaires au sein du Parlement européen, la Présidente a rassuré les députés que l'institution était prête à « s'adapter ».

Les députés luxembourgeois ont sollicité l'avis de la Présidente du Parlement européen sur la manière de réduire la distance entre Bruxelles et les citoyens européens. Mme Metsola a reconnu qu'il s'agissait d'un phénomène auquel est confrontée la politique en général, ce qui explique également la montée de l'extrémisme, car « les citoyens expriment leur frustration en votant pour des partis qui proposent des solutions simplistes à des questions complexes ». Dans cette optique, elle a appelé tous ceux qui s'investissent politiquement à assumer leur responsabilité en ne détournant pas le regard des problèmes et se poser la question cruciale en quels domaines l'UE a échoué.

### Le traitement des dossiers européens à la Chambre

Les députés ont informé la Présidente du Parlement européen que la Chambre des Députés prévoit prochainement la mise en place d'une sous-commission des affaires européennes afin d'améliorer le suivi des directives et règlements européens. Dans ce contexte, ils ont souhaité savoir comment les parlements nationaux pouvaient améliorer leur relation avec le Parlement européen. Mme Metsola a salué cette initiative et encouragé les parlementaires à recourir plus fréquemment au mécanisme de contrôle du principe de subsidiarité. Selon elle, il s'agit d'un « instrument sous-estimé » par les parlements nationaux dans son potentiel effet sur la procédure législative européenne.



*Les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes ont reçu la Présidente du Parlement européen à la Chambre. Les députés européens luxembourgeois ont fait le déplacement au Luxembourg pour participer à cet échange.*

## Trois questions à Roberta Metsola



### Quel message souhaitez-vous faire passer aux députés luxembourgeois ?

Dans un peu moins de cinq mois, les citoyens européens, y compris tous les Luxembourgeois, parti-

ciperont aux élections européennes pour choisir leurs représentants pour les cinq années à venir. Ces cinq années seront un grand défi pour l'Europe et nous aurons besoin de chaque député, y compris au Luxembourg, pour faire transmettre ce message.

Les citoyens doivent voter pour décider qui les représentera pour les décisions que nous prendrons sur l'immigration, sur le climat, sur la sécurité ou sur le digital, des thématiques qui ont un impact sur la vie quotidienne de tous les citoyens luxembourgeois. Ce sont des décisions qui sont prises aussi bien au niveau européen qu'au Luxembourg. Si nous travaillons ensemble, nous pouvons arriver à surmonter les grands défis de la distance, du soi-disant déficit démocratique, que nous avons connus pendant les dernières décennies.

### Les décisions au niveau européen doivent-elles être prises à l'unanimité de tous les États membres ou à la majorité ?

Le Parlement européen est clair sur le fait que le système actuel ne peut pas continuer à fonctionner en l'état, tout d'abord en ce qui concerne l'attribution de plus de compétences au niveau européen, pour surmonter ce qui semblerait être des situations impossibles à cause des véto, ou encore pour essayer de trouver des solutions au fait que les décisions qui sont actuellement prises à 27 seront prises à 32, 33 ou même 35. Cela nécessitera

une grande réforme de la manière dont nous prenons les décisions. Mais ne vous méprenez pas, nous avons eu les moyens de prendre des décisions à la majorité depuis de nombreuses années et parfois, il n'y a pas eu la volonté politique de le faire. Nous avons surmonté ce manque de volonté politique, que ce soit pendant la pandémie ou pendant l'invasion russe illégale en Ukraine.

Je pense que nous pouvons continuer dans cet élan qui consiste à améliorer la vie de nos citoyens européens.

### En 2024, près de 50 % de la population du monde participeront à une élection. Comment appréhendez-vous cette situation ?

C'est effectivement une méga année électorale avec un exercice démocratique très large aux États-Unis et une absence d'exercice démocratique en Russie où des élections auront également lieu.

En ce qui me concerne, je m'engagerai toujours contre la désinformation pour que les électeurs aient un vrai choix en ce qui concerne les personnes qu'ils peuvent élire pour les représenter. C'est un droit fondamental et il ne faut pas le considérer comme un acquis, parce que trop de millions de personnes dans le monde n'ont pas ce droit. Je dirais : « Utilisez votre vote, choisissez de manière avisée afin de vous sentir représentés après les élections ! »



## Ausstellung op der Chantiersclôture vum Wiltheim-Gebai

D'Clôture vum Chantier vum Wiltheim-Gebai ass gläichzäiteg Raum vun enger temporärer Ausstellung. De Fotograf Marc Schoentgen huet dem Chamberpresident Claude Wiseler Erklärunge ginn zu senge Fotoen, déi architektonesch Elementer vum historeschen Haaptgebai weisen.

## Comment sauver des documents menacés lors de sinistres ?

Les bons réflexes pour sauver des documents et des ouvrages, par exemple en cas d'inondation, ont fait l'objet d'une formation à la Chambre des Députés. Elle est en effet responsable de 1,45 kilomètres de documents d'archives, certes stockés dans des conditions optimales, mais une catastrophe n'est jamais entièrement exclue. Une formation a ainsi été animée par des experts en conservation préventive et restauration de collections patrimoniales à destination des membres de l'Administration parlementaire.

L'objectif était d'acquérir, comme cela serait le cas pour du secourisme, les bons gestes pour préserver au maximum des documents mis en péril. Cela

consiste entre autres à mettre en place rapidement une chaîne de traitement d'urgence post-sinistre consistant à documenter le sinistre, évaluer et constater l'état du document, évacuer et trier les documents, identifier la bonne technique de nettoyage ou encore à emballer les ouvrages selon les normes afin de les stocker ensuite dans un environnement réfrigéré.

Après une introduction théorique, les membres de l'Administration parlementaire ont pu pratiquer les différentes techniques directement dans les locaux de la Chambre des Députés et sont désormais prêts à prendre une part active dans la résilience de la Chambre face aux sinistres.



Visite du Commissaire européen à la Justice

## « L'État de droit au Luxembourg fonctionne de manière efficace »



*Le Commissaire européen à la Justice, M. Didier Reynders (au premier plan), s'est rendu au Grand-Duché pour présenter le rapport de la Commission européenne sur l'État de droit.*

Le Luxembourg est un bon élève en matière d'État de droit, mais il doit fournir des efforts supplémentaires concernant le registre de transparence et l'encadrement du « lobbying ». Le Commissaire européen à la Justice, M. Didier Reynders, a présenté le 22 janvier 2024 son rapport sur l'État de droit aux députés réunis en salle plénière.

Pour la quatrième année consécutive, le Commissaire européen à la Justice s'est rendu au Grand-Duché pour présenter son rapport sur l'État de droit. D'emblée, le Commissaire européen a qualifié le Luxembourg de « partenaire fort et fiable de la Commission européenne dans ses efforts pour promouvoir et défendre l'État de droit au sein de l'Union européenne ». Selon lui, « l'État de droit au Luxembourg fonctionne de manière efficace ».

Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a souligné que ce rapport est un « instrument de travail d'une importance primordiale – aussi bien au niveau européen qu'au niveau national ». Il a encore mis en avant le fait que les députés utilisent régulièrement les recommandations émises dans le rapport dans le cadre de leur travail législatif. Un exemple concret est celui des travaux législatifs qui ont mené à l'adoption d'une nouvelle Constitution, a précisé M. Wiseler. Le Président de la Chambre a encore souligné le fait « qu'à l'époque où l'Union européenne et ses valeurs sont mises à dure épreuve et que certains États membres s'éloignent toujours plus des principes de l'État de droit, nous devons faire preuve – maintenant plus que jamais – de fermeté dans la protection de l'État de droit et de nos valeurs fondamentales ».

### Les efforts qui restent à réaliser au Luxembourg

De manière générale, le Commissaire européen a salué les efforts entamés par le Grand-Duché pour adopter toutes les réformes constitutionnelles prévues. La création du Conseil national de la justice, les réformes législatives concernant la composition du Conseil national de la justice – avec un alignement sur les normes européennes – et le renforcement de l'indépendance du ministère public sont plusieurs points positifs soulevés par le Commissaire européen. M. Reynders a notamment mis en avant le fait que le Luxembourg est régulièrement cité en tant que modèle par d'autres États membres de l'UE.

En 2022, la Commission européenne a émis pour la première fois des recommandations aux États membres dans le cadre du rapport sur l'État de droit. Dans son rapport de 2023, la Commission a ainsi pu mener pour la première fois une évaluation quant à la mise en œuvre de ses recommandations. Le Luxembourg a pleinement mis en œuvre ou a accompli des progrès significatifs quant à l'adoption de la réforme des pouvoirs du Conseil national de la justice et la garantie de ressources adéquates pour les services de poursuites chargés de la criminalité économique et financière. Il doit cependant fournir davantage d'efforts dans la poursuite de la mise en œuvre et de l'évaluation de la nouvelle législation sur le lobbying au Parlement, y compris le registre de transparence.

Lors de sa présentation, M. Reynders a relevé que le Luxembourg n'a pas réalisé de progrès concernant la réforme visant à rendre l'aide juridique plus accessible. De plus, la Commission européenne n'a observé aucun développement supplémentaire en ce qui concerne l'amélioration du processus de prise de décision législative, en offrant aux parties prenantes des possibilités plus larges de participer aux débats publics.

Dans ce contexte, le Président de la Chambre des Députés a souligné que des efforts ont d'ores et déjà été mis en œuvre qui n'ont pas pu être inclus dans le rapport de 2023, mais il espère que ces évolutions seront prises en compte dans le rapport de 2024. Il s'agit notamment de la transparence et de l'accessibilité du travail parlementaire avec la publicité de certaines séances de commissions parlementaires et de la révision du code de conduite des députés en précisant les règles de déontologie (notamment les relations avec les lobbyistes). Concernant la recommandation relative à l'assistance judiciaire, M. Wiseler a mentionné que les députés ont approuvé, lors de la législature précédente, un projet de loi visant à réformer ce mécanisme.

De manière générale, les députés et les députés luxembourgeois siégeant au Parlement européen ont profité de l'occasion pour aborder les relations entre Bruxelles et Budapest, notamment la décision de la Commission européenne du mois de décembre 2023 ayant abouti au déblocage d'une enveloppe de 10 milliards d'euros en faveur de Budapest sur les quelque 30 milliards qu'elle avait auparavant suspendus en raison des manquements de la Hongrie en matière d'État de droit.

Un autre sujet évoqué par les députés a été celui de la situation des médias et des journalistes, qui, selon l'avis de certains députés, se dégrade partout en Europe. Un constat partagé par M. Reynders qui met en avant que le « Media Freedom Act » – sur lequel s'est accordée l'UE en décembre 2023 – permettra de mieux protéger l'indépendance éditoriale et le pluralisme des médias. En outre, ces règles prévoient des garanties sans précédent pour permettre aux journalistes d'accomplir leur travail librement et en toute sécurité.



*Le Commissaire européen s'est livré aux questions des députés et députés européens luxembourgeois.*

## Échange et protection d'informations classifiées avec la France

**8161 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française concernant l'échange et la protection des informations classifiées, fait à Paris, le 1<sup>er</sup> juillet 2022**

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'approuver un accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française concernant l'échange et la protection des informations classifiées, fait à Paris, le 1<sup>er</sup> juillet 2022.

L'accord visé par le projet de loi sous rubrique remplace l'accord général de sécurité du 24 février 2006 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République française.

Une réforme de la réglementation relative à la protection du secret de la défense nationale et des changements apportés au système de classification français, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2021, a imposé la négociation et la signature d'un nouvel accord concernant l'échange et la protection des informations classifiées entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 24/02/2023

Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région  
(Président : M. Gusty Graas) :

21/12/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

08/01/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16/01/2024

## Échange et protection d'informations classifiées avec la Lituanie

**8162 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lituanie concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Bruxelles, le 7 décembre 2020**

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'approuver un accord concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées entre les Gouvernements du Grand-Duché de Luxembourg et de la République de Lituanie, fait à Bruxelles, le 7 décembre 2020.

L'accord visé par le projet de loi s'inscrit dans une série d'autres accords bilatéraux que le Luxembourg a déjà conclus en la matière avec d'autres États. Il a pour but de garantir la protection des informations classifiées échangées ou produites dans le cadre de la coopération des deux pays et d'établir un ensemble de règles et de procédures régissant leur protection réciproque.

L'échange et la protection réciproque d'informations classifiées entre le Gouvernement de la République de Lituanie et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg seront désormais régis par cet accord, ainsi que par les lois nationales respectives en vigueur. Il est fait exception des pièces classifiées tombant sous l'empire d'un régime de protection qui leur est propre.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 24/02/2023

Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région  
(Président : M. Gusty Graas) :

21/12/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

08/01/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16/01/2024

## Jours fériés tombant sur un même jour

**8266 – Projet de loi portant modification : 1° du livre II, titre III, chapitre II, du Code du travail ; 2° de l'article 28-4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État**

Le présent projet de loi entend compléter le libellé de l'article L. 232-3 et apporter des modifications aux articles L. 232-6 à L. 232-9 du Code du travail pour tenir compte expressément de l'hypothèse dans laquelle deux des onze jours fériés légaux énumérés à l'article L. 232-2 tombent sur un même jour de calendrier. Par la même occasion et dans un but identique, une précision en ce sens sera insérée à l'article 28-4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 25 avril 2019 portant modification : 1) des articles L. 232-2 et L. 233-4 du Code du travail ; 2) de l'article 28-1 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, chaque travailleur tombant sous le Code du travail ou le statut général des fonctionnaires de l'État a dès lors droit à onze jours fériés légaux par année de calendrier.

En 2024, deux de ces onze jours, à savoir l'Ascension et la journée de l'Europe, tombent sur le 9 mai alors qu'un tel cas de figure n'est actuellement pas expressément réglementé par les dispositions légales.

Dépôt par M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 30/06/2023

Rapporteur : M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Travail

(Président : M. Marc Spautz) :

10/01/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen des avis des chambres professionnelles

Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16/01/2024

## Imposition minimale effective des sociétés

**8292 – Projet de loi relative à l'imposition minimale effective en vue de la transposition de la directive (UE) 2022/2523 du Conseil du 15 décembre 2022 visant à assurer un niveau minimum d'imposition mondial pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure dans l'Union**

Le projet de loi 8292 vise à assurer un niveau minimal d'imposition de 15 % pour tous les groupes d'entreprises multinationales réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 750 millions d'euros. Cette initiative (communément appelée « Pilier Deux »), qui repose sur un accord politique conclu en 2021 au niveau de l'OCDE, a été rendue juridiquement contraignante pour les États membres de l'UE avec la publication de la directive (UE) 2022/2523 du Conseil du 14 décembre 2022 visant à assurer un niveau minimum d'imposition mondial pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure dans l'Union (ci-après « directive 2022/2523 »). Le présent projet de loi vise donc à transposer la directive 2022/2523, dont le délai de transposition est fixé pour le 31 décembre 2023.

Le projet de loi introduit trois mécanismes correctifs fiscaux, qui visent, en fonction de la situation d'un groupe d'entreprises multinational donné, à garantir qu'un niveau minimal d'imposition de 15 % lui est appliqué. Ces mesures se résument comme suit :

– Si un groupe d'entreprises, dont le siège social est à Luxembourg, n'atteint pas un niveau d'imposition minimal de 15 % au niveau d'une juridiction déterminée, alors la société mère se verra prélever par le Luxembourg un impôt complémentaire « top-up » correspondant à la différence entre le taux minimum de 15 % et le taux effectif appliqué aux entités constitutives faiblement imposées situées dans cette juridiction (règle d'inclusion du revenu, ci-après « RIR ») ;

– Si le siège d'un groupe d'entreprises se trouve dans une juridiction qui n'applique pas la règle d'inclusion du revenu, alors les entités constitutives de ce groupe situées

au Luxembourg (indépendamment du fait qu'elles soient faiblement imposées ou pas) doivent payer un impôt complémentaire correspondant à la différence entre le taux minimum de 15 % et le taux effectif appliqué à toutes les entités faiblement imposées de ce groupe et pour lesquelles une RIR ne s'applique pas (règle relative aux bénéficiaires insuffisamment imposés, ci-après « RBII »).

Les juridictions des entités constitutives faiblement imposées ont le droit de leur appliquer prioritairement un taux minimum d'imposition de 15 %, avant que le Luxembourg applique la RIR ou bien la RBII pour les groupes, respectivement les entités constitutives qui se trouvent sur son territoire (application d'un impôt national complémentaire qualifié).

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 04/08/2023

Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Adehm) :

05/12/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Présentation des amendements gouvernementaux

15/12/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation d'un projet de rapport

18/12/2023 Présentation (suite) et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/12/2023

Loi du 22 décembre 2023

Mémorial A : 2023, n° 864, page 1

## Budget provisoire de l'État

### 8338 – Projet de loi relative au budget provisoire pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 avril 2024

Le présent projet de loi a pour objet d'ouvrir des crédits provisoires pour les quatre premiers mois de l'année 2024, à valoir ultérieurement sur le budget voté de l'État pour l'ensemble de l'exercice 2024. Il vise en outre à autoriser la perception des impôts directs et indirects existants au 31 décembre 2023 et à proroger certaines dispositions de la loi budgétaire de l'exercice 2023. Il permet d'assurer le fonctionnement des services publics au-delà de la fin de l'année budgétaire en cours ainsi que de permettre au Gouvernement issu des élections du 8 octobre 2023 de préparer le projet de Budget de l'État pour l'exercice 2024.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 27/10/2023

Rapporteuse : Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Adehm) :

28/11/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

08/12/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/12/2023

Loi du 22 décembre 2023

Mémorial A : 2023, n° 829, page 1

## Autoliquidation de la taxe sur la valeur ajoutée

### 8339 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Le projet de loi sous avis a pour objectif de modifier l'article 61 de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée (loi TVA) afin de modifier les dispositions relatives à l'autoliquidation de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Le champ d'application des opérations à soumettre au mécanisme d'autoliquidation est étendu aux livraisons de téléphones mobiles, de tablettes informatiques, d'ordinateurs portables, de consoles de jeu et de circuits intégrés, ainsi qu'aux livraisons de métaux bruts ou semi-finis.

L'article 61 de la loi TVA définit la personne qui est redevable, à l'égard du Trésor public, de la TVA en raison d'une livraison de biens ou d'une prestation de services effectuées. En principe, cette personne est l'assujéti qui effectue la livraison de ces biens ou la prestation de ces services.

En raison de fraudes à la TVA, notamment de « fraudes carrousel », l'article 199bis de la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée offre aux États membres la faculté de mettre en œuvre un mécanisme d'autoliquidation. Les États membres peuvent ainsi désigner, pour des livraisons de biens et des prestations de services, prédéfinies, qui présentent un risque de fraude, l'acquiescent comme redevable de la TVA due.

Certaines facultés offertes par l'article 199bis de la directive 2006/112/CE ont été transposées au paragraphe 3 de l'article 61 de la loi TVA. Le Luxembourg a mis en place un mécanisme d'autoliquidation en cas de cessions de certificats d'émission de gaz à effet de serre, d'électricité ou de gaz entre deux assujettis établis à l'intérieur du pays.

L'application des dispositions basées sur l'article 199bis de la directive 2006/112/CE est limitée dans le temps. La période d'application a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2026.

La prolongation de la période d'application du mécanisme d'autoliquidation résulte de la conviction que le risque en la matière est toujours d'actualité et relève souvent de la criminalité organisée, voire du financement du terrorisme. Il est donc fort probable que la directive 2006/112/CE sera à nouveau adaptée au niveau des règles en matière de TVA. Or, jusqu'à l'adoption d'un nouveau texte les faiblesses subsisteront en la matière.

Pour éviter de s'exposer à un tel risque financier majeur, le projet de loi entend parfaire la législation nationale en étendant le champ d'application des opérations à soumettre au mécanisme d'autoliquidation.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 03/11/2023

Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Adehm) :

30/11/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

15/12/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/12/2023

Loi du 22 décembre 2023

Mémorial A : 2023, n° 838, page 1

## Impôt sur le revenu des personnes physiques

### 8343 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Le présent projet de loi a pour objet d'adapter le barème d'imposition de l'impôt sur le revenu des personnes physiques à hauteur de 4 tranches indiciaires dès l'année d'imposition 2024. Il introduit par ailleurs une adaptation à l'évolution de l'indice des prix à la consommation des coefficients de réévaluation prévus à l'article 102, alinéa 6 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R).

Le renforcement du pouvoir d'achat des ménages constitue l'une des priorités du nouveau Gouvernement. Ainsi, l'accord de coalition 2023-2028 prévoit, entre autres, qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2024, le barème d'imposition des personnes physiques sera adapté de 4 tranches indiciaires, y compris l'adaptation du barème de 2,5 tranches indiciaires déjà arrêtée par la loi du 5 juillet 2023 portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu. Le présent projet de loi vise donc à rajouter 1,5 tranches indiciaires supplémentaires dès l'année d'imposition 2024. Concrètement, les limites des tranches sont adaptées de 10,38 % par rapport au tarif applicable depuis 2017.

Cette mesure se comprend comme une première étape d'une démarche plus générale pour réduire la charge fiscale des petits et moyens revenus.

Le déchet fiscal de cette modification du tarif de 4 tranches indiciaires est estimé à un total de 480 millions d'euros.

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 27/11/2023

Rapporteuse : Mme Diane Adehm



Travaux de la Commission des Finances  
 (Présidente : Mme Diane Adehm) :  
 30/11/2023 Désignation d'un rapporteur  
 Présentation du projet de loi  
 12/12/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État

15/12/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/12/2023  
 Loi du 22 décembre 2023  
 Mémorial A : 2023, n° 826, page 1

## 8<sup>e</sup> séance

### Sommaire

- |  |  |
|--|--|
| <p><b>1. Ouverture de la séance publique</b> <span style="float: right;">p. 10</span><br/>                 M. Claude Wiseler, Président</p> <p><b>2. Changement de composition d'une délégation luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale</b> <span style="float: right;">p. 10</span><br/>                 M. Claude Wiseler, Président</p> <p><b>3. 8343 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu</b> <span style="float: right;">p. 10</span><br/>                 Rapport de la Commission des Finances : Mme Diane Adehm<br/>                 Discussion générale : Mme Diane Adehm   M. Patrick Goldschmidt   M. Franz Fayot (dépôt des amendements 1 et 2)   M. Fred Keup   Mme Sam Tanson (dépôt de la motion 1)   M. Sven Clement (dépôt de la motion 2)   M. David Wagner<br/>                 Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances<br/>                 M. François Bausch   M. Marc Spautz<br/>                 Vote sur l'amendement 1 (rejeté)<br/>                 Vote sur l'amendement 2 (rejeté)<br/>                 Vote sur une proposition de priorité pour une motion conformément à l'article 41, point 4, du Règlement de la Chambre des Députés (adoptée)<br/>                 Motion 1 : M. Gilles Roth, Ministre des Finances   Mme Sam Tanson   Mme Taina Bofferding   M. Patrick Goldschmidt   M. Sven Clement   M. Marc Spautz   M. Fred Keup   M. David Wagner<br/>                 Vote sur la motion 1 (rejetée)<br/>                 Vote sur l'ensemble du projet de loi 8343 et dispense du second vote constitutionnel<br/>                 Motion 2 : M. Sven Clement   M. Gilles Roth, Ministre des Finances   Mme Taina Bofferding   Mme Sam Tanson   M. Marc Spautz   M. Patrick Goldschmidt   M. Fred Keup<br/>                 Vote sur la motion 2 (rejetée)</p> <p><b>4. 8338 – Projet de loi relative au budget provisoire pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 avril 2024</b> <span style="float: right;">p. 20</span><br/>                 Rapport de la Commission des Finances : Mme Diane Adehm<br/>                 Discussion générale : Mme Diane Adehm   M. André Bauler   Mme Taina Bofferding   M. Fred Keup   Mme Sam Tanson   M. Ben Polidori   M. David Wagner</p> | <p>Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances   M. Fred Keup (parole après ministre)<br/>                 Vote sur l'ensemble du projet de loi 8338 et dispense du second vote constitutionnel</p> <p><b>5. 8292 – Projet de loi relative à l'imposition minimale effective en vue de la transposition de la directive (UE) 2022/2523 du Conseil du 15 décembre 2022 visant à assurer un niveau minimum d'imposition mondial pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure dans l'Union</b> <span style="float: right;">p. 25</span><br/>                 Rapport de la Commission des Finances : M. Laurent Mosar<br/>                 Discussion générale : M. Patrick Goldschmidt   M. Franz Fayot   M. Fred Keup   Mme Sam Tanson   M. Sven Clement   M. David Wagner (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. Sven Clement)<br/>                 Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances<br/>                 Vote sur l'ensemble du projet de loi 8292 et dispense du second vote constitutionnel</p> <p><b>6. 8339 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée</b> <span style="float: right;">p. 31</span><br/>                 Rapport de la Commission des Finances : M. Laurent Mosar<br/>                 Discussion générale : M. Patrick Goldschmidt   M. Franz Fayot   M. Fred Keup   Mme Sam Tanson   M. Sven Clement   M. David Wagner<br/>                 Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances<br/>                 Vote sur l'ensemble du projet de loi 8339 et dispense du second vote constitutionnel</p> <p><b>7. Discours de M. le Président</b> <span style="float: right;">p. 32</span><br/>                 M. Claude Wiseler, Président   M. Marc Spautz   Mme Taina Bofferding   M. Gilles Baum (intervention de M. Claude Wiseler, Président)   Mme Sam Tanson   M. Fred Keup   M. Sven Clement   M. David Wagner   M. Gilles Roth, Ministre des Finances</p> <p>Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président<br/>                 Au banc du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre</p> |
|--|--|

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. Gilles Roth**, Ministre | Nee, Här President.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Minister.

## 2. Changement de composition d'une délégation luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale

Wat d'Zusammensetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, hunn ech folgend Ofännerunge matgedeelt kritt: An der EISC, dat heescht der European Interparliamentary Space Conference, ersetzt den Här Gérard Schockmel d'Madamm Carole Hartmann als effektive Member an d'Madamm Hartmann gëtt Membre suppléant. Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

## 3. 8343 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Mir fänken d'Sëtzung vun de Mëtte mam Projet de loi 8343 iwwert d'Upassung vum Steuerbarème u véier Indextranchen un. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet 15 Minutten, d'CSV 31, d'DP 24, d'LSAP 21, d'ADR 15, déi gréng 10, d'Piraten 10, déi Lénk 10 an d'Regierung 15 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Diane Aehm, den Här Patrick Goldschmidt, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Diane Aehm. Madamm Aehm, Dir hutt d'Wuert.

### Rapport de la Commission des Finances

**Mme Diane Aehm** (CSV), rapportrice | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet, iwwert dee mir elo ofstëmme wäerten, beinhalt zwee wichteg Punkten. Den éischte Punkt ass d'Adaptatioun un d'Präisdeierecht vun de Coefficients de réévaluation vum Prix d'acquisition oder vum Prix de revient vun den Immobilien, esou wéi se am Artikel 102 Alinea 6 vum Steiergesetz virgesinn ass. Dës Adaptatioun gëtt all zwee Joer gemaach.

Dësen éischte Punkt stoung ursprönglech am Gesetzesprojet iwwert d'Douzièmes provisoires, mee gouf op Urode vum Staatsrot aus deem Text erausgeholl an an dësen Text integréiert.

Den zweete Punkt aus dem Projet de loi vun haut de Mëtteg, an dat ass de weesentleche Punkt vun dësem Gesetzesprojet, gesäit d'Adaptatioun vum Steuerbarème vun de Privatpersounen ëm véier Indextranché vir, an dat ab dem 1. Januar 2024.

D'Kafkraaft vun de Stéit stäerken ass eng vun de Prioritéite vun der neier Regierung. Duerfir huet si an hirem Koalitionsofkommes festgehalten, op den

1. Januar 2024 d'Steiertabell vun de Privatpersounen ëm véier Indextranchen unzepassen.

Dozou ass awer ze soen, dass d'Gesetz vum 5. Juli 2023, dat d'Steiergesetz vum Dezember 1967 ofännert, schonn eng Adaptatioun vum Barème ëm 2,5 Indextranché virgesinn huet. Mat dësem Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut ofstëmme, kommen also nach eng Kéier 1,5 Indextranché bäi. Esou ginn d'Limite vun den eenzelen Tranchen aus der Steiertabell jeeeweils ëm ronn 10,38 % ugepasst par rapport zu 2017.

Bis elo huet e Steierzueler an der Steierklass 1 ab engem Joresakomes vun 11.265 Euro ugefaangen, Steieren ze bezuelen. Ab dem 1. Januar 2024 ginn eréischt ab engem Joresakomes vun 12.438 Euro Steiere bezuelt. D'Steierfräit Joresakomes geet also ëm ronn 1.200 Euro pro Joer erop.

D'Upassung vun der Steiertabell kënn alle Steierzueler zegutt. Deemetspriedend gräift och de Spätzesteiersaz méi spéit. Goufe bis elo 42 % Steieren ab 200.004 Euro an der Steierklass 1 bezuelt, esou fänkt elo de Spätzesteiersaz eréischt ab 220.788 Euro un ze gräifen.

Mir hunn an der zoustänneger Chamberkommissioun och verschidde Rechebeispiller virgestallt kritt. Ech huele just eent, ech mengen, déi aner kënn der noliesen. Ech huelen d'Famill mat zwee Kanner, déi e järelecht Bruttoakomes vu 75.000 Euro huet. Dës Famill bezilt aktuell 5.252 Euro Steieren. Ab dem 1. Januar 2024 bezilt dës Famill just nach 4.468 Euro u Steieren. Dat si 784 Euro manner.

Fir komplett ze sinn, muss awer heizou gesot ginn, dass am Gesetz vum 5. Juli 2023 e Crédit d'impôt conjoncture fir d'Joer 2023 agefouert gouf. D'Zil vun dësem Crédit d'impôt conjoncture ass, fir de Steierzueler direkt an de Genoss vun der Adaptatioun vum Steuerbarème un zwou Indextranché kommen ze loossen. An dësem Gesetz ass virgesinn, dass Enn vun dësem Joer dës Crédit d'impôt conjoncture ausleeft. Aus dësem Grond huet dës Famill aus dem zitierete Beispill ab dem 1. Januar 2024 net déi theoreetesche 784 Euro, mee 250 Euro weider.

De Minister huet eis awer och matgedeelt, dass am Kader vun der Ausaarbechtung vun dësem Gesetzesprojet festgestallt gouf, dass verschidde Steierzueler duerch d'Ewechfale vum Crédit d'impôt conjoncture bei der Adaptatioun vun der Steiertabell un d'Inflatioun e gewëssene Manque à gagner hunn. De Finanzminister huet eis zougesécher, dass géif dru geschafft ginn, fir e Genre „Crédit d'impôt barème“ fir dës Steierzueler ze schafen. Laut provisoiresche Rechnunge léich de Käschtepunkt vun dëser Mesür tëschent 3,5 a 5 Milliounen Euro.

De Käschtepunkt vun deem Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut ofstëmme, gëtt op 480 Milliounen Euro geschat. Dat sinn also 180 Milliounen méi wéi déi, déi schonn am Gesetz vum 5. Juli 2023 virgesi sinn.

Fir komplett ze sinn, wéilt ech awer och drop hiweisen, dass d'LSAP an der zoustänneger Chamberkommissioun en Amendement deposéiert huet, dee virgesäit, dass d'Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun soll duerch en Eropsetze vum Crédit d'impôt salariés, pensionnés an indépendants ersat ginn. D'LSAP wëll awer um Gesetz vum 5. Juli 2023 festhalen, dat d'Berengung vun der Steiertabell ëm 2,5 Indextranchen ab dem 1. Januar 2024 virgesäit. Dësen Amendement gouf an der Finanzkommissioun ofgewisen, well e contraire zum Koalitionsofkommes vun der aktueller Regierung ass.

Här President, de Staatsrot huet keng Awänn zu dësem Gesetzesprojet gemaach.

D'Chambre des Salariés begréisst dës Adaptatioun vum Steuerbarème un d'Inflatioun. Si rechent aus, dass dës Mesür haaptsächlech de kleng Revenuen entgéintkëmmert, mee an hiren Ae geet et net duer, ënner anerem och well zënter der Steierreform vun 2017 am Ganzen aacht Indextranchen erfall sinn. Duerfir freet si, fir de Steuerbarème reegelméisseg un d'Inflatioun unzepassen.

Des Weidere weist d'Chambre des Salariés op e Problem um Niveau vun de Crédits d'impôt hin. Wann nämlech de Seuil, bis deen eng Persoun kann e Crédit d'impôt kréien, net reegelméisseg un d'Inflatioun ugepasst gëtt, da geet d'Zuel vun de Leit, déi an de Genoss vun engem Crédit d'impôt kommen, duerch d'Inflatioun erof. Wann op der anerer Säit de Seuil, bis deen een e Crédit d'impôt kritt, ugepasst gëtt, mee de Betrag vum Crédit d'impôt gëtt net ugepasst, da geet de reelle Wäert vum Crédit d'impôt erof. Laut der Chambre des Salariés hunn duerch dës Phänomene ronn 10 % vun de Salariéë keen Urecht méi op de Crédit d'impôt salarial. Fir d'Chambre des Salariés mussen also souwuel de Betrag vum Crédit d'impôt wéi och de Seuil, bis wéini eng Persoun eligibel ass, reegelméisseg un d'Inflatioun ugepasst ginn.

D'Chambre des Métiers huet keng Observatiounen zum Gesetzesprojet a geet dervunner aus, dass duerch dës Gesetzesprojet de Leit hir Kafkraaft gestärkt gëtt an dass d'Betribler dat positiv ze spiere kréien.

Fir all weider Detailler zu dësem Gesetzesprojet verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport an all aner Dokumenter, déi virleien. Ofschléissend soen ech alle Bedeelegte Merci.

Voilà, Här President, domadder wier ech fäerdeg mat mengem Rapport an ech géif Iech vläicht bidden, meng Auer erëm op Null ze stellen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech kann dat elo net selwer hei maachen, mee ech ginn dervunner aus, datt d'Regie Iech héieren huet.

**Mme Diane Aehm** (CSV), rapportrice | Voilà, merci, et ass geschitt. Voilà, an ech géif dann elo weiderfueren als mandatéierte Spriecher vun der CSV.

### Discussion générale

Här President, versprach ass versprach. Mat dësem Gesetzesprojet léist d'CSV eent vun hire Walversprieden an. An dëst geschitt elo schonns, nodeems déi nei CSV/DP-Regierung nëmme knapp ee Mount am Amt ass! All Steierzueler gëtt ab Januar 2024 entlaascht an huet dann um Enn vum Mount méi Netto vum Brutto. An den Ae vun der CSV a vun der jëtzege Regierung ass et wichteg, d'Kafkraaft vun de Leit ze stäerken, well dëst kënn eiser Wirtschaft zegutt. Dës Gesetzesprojet ass e wichtegen éischte Schritt an d'Richtung, fir de Leit weider Steiererlichterungen zegutt kommen ze loossen.

Am Koalitionssaccord ass virgesinn, dass och déi aner véier Indextranchen, déi zënter 2017 erfall sinn, am Steuerbarème neutraliséiert ginn, wann d'Staatsfinanzen et zouloossen. D'Zil ass, fir am Joer 2026 e Projet virzeleeë mat enger eenzeger Steierklass fir all Steierzueler.

Här President, wéi scho gesot, d'Leit brauche Kafkraaft. Duerch d'Netupasse vun der Steiertabell un aacht Indextranchen zënter 2017 hunn d'Leit vill Steiere weider bezuelt. Vun der Steierverwaltung gëtt dës Betrag u Meereinnahme vum Staat op ronn 1,8 Milliarde geschat. Dozou muss awer gesot ginn, dass duerch de Crédit d'impôt conjoncture – 260 Milliounen –, de Crédit d'impôt énergie – 500 Milliounen – an duerch d'Eropsetzung vum Crédit d'impôt salariés, pensionnés an indépendants – 110 Milliounen – dës Meereinnahme vum Staat erofgedréckt ginn op ongeféier eng Milliard

Euro. Et kann een och soen, dass d'Leit eng Milliard Euro manner Kafkraaft zur Verfügung haten.

Et ass mir awer och wichteg ze soen, dass duerch déi aacht Indextranchen, déi zënter 2017 erfall sinn, dem Staat seng Ausgaben och eropgaange sinn.

Mat deem Gesetzesprojet, dee mir haut stëmmen, ginn d'Steierzueler also ëm 480 Milliounen Euro entlaascht. Dat sinn 180 Milliounen méi wéi déi 300 Milliounen, déi schon am Gesetz vum 5. Juli 2023 virgesi waren.

Komme mir dann zum Amendement, dee vun der LSAP d'lescht Woch an der Chamberkommissioun proposéiert gouf. Amplaz d'Leit weider steierlech ze entlaaschten, wëll d'LSAP just un der Inflationssberengung vun 2,5 Indextranché vun der Steiertabell festhalen, esou wéi se am Gesetz vum 5. Juli 2023 virgesinn ass. Si wëllen déi 1,5 supplémentär Tranchen aus deem Gesetzesprojet net matdroen. Hir Propos ass, fir de Crédit d'impôt salariés, pensionnés an indépendants eropzesetze vun 300 op 725 respektiv vu 600 op 1.025 Euro.

D'Steierverwaltung huet ausgerechent, dass dës Propos vun der LSAP géif d'Recettë vum Staat ëm 230 bis 240 Milliounen Euro no ënnen drécken – pro Joer! Dat wier dättelech méi wéi den aktuelle Gesetzesprojet mat 180 Milliounen Euro. Ech si gespaant op de mandatéierten LSAP-Spriecher, well ech wéisst gären, wou si déi zousätzlech Milliounen hierhuelen, déi hir Propos weider kascht.

*(Interruption)*

En plus stelle mir fest, dass d'Propos vun der LSAP just en Deel vun de Leit entlaascht. Déi Leit, déi e méi héicht Joresakkomes hu wéi 80.000 Euro, kréiche bei de Sozialisten also näischt bäi. Mee och dës Leit brauche Kafkraaft.

**M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!**

*(Interruption)*

**Mme Diane Adehm (CSV) |** Mat der LSAP hirer Propos bleift déi breet Mëttschicht außen vor. Si musse weiderhi kucken, an dësen Zäiten iwwert d'Ronnen ze kommen. Ech soen dobäi just dat Stéchwuert Logement. An ech mengen, domadder ass alles gesot. Am Kloertext kascht d'LSAP-Propos vill méi deier an et gétt net jiddereen entlaascht, mol net déi breet Mëttschicht.

Als CSV kënnen mir net domadder averstane sinn an hunn dowéinst dës Proposen ofgeleent. En plus ass dës Propos net am Aklang mam Koalitionsaccord vun der CSV/DP-Regierung.

Här President, méi Netto vum Brutto, manner Steiere fir jiddereen, steierlech Entlaaschtung fir d'Leit, ech hunn et ugangs gesot: Dat war eent vun den zentrale Walversprieche vun der CSV. D'Regierung huet alle Kriticken zum Trotz hiert Wuert gehalen. Ab dem 1. Januar 2024 hunn all d'Leit méi an der Täsch.

Dofir ginn ech den Accord vun der CSV zum Gesetzesprojet iwwert d'Upassung vun der Steiertabell un véier Indextranchen a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix | Très bien!**

**M. Claude Wiseler, Président |** Ech soen der Maddamm Adehm villmools Merci an hirer éischter Qualitéit als Rapportrice fir hire schrëftlechen an hire mündleche Rapport. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Patrick Goldschmidt. Här Goldschmidt, Dir hutt d'Wuert.

**M. Patrick Goldschmidt (DP) |** Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den internationale Kontext, multipel Krisen, d'Inflation, méi héich Zënse, fir d'Inflation an de Grëff ze kréien, hu mat sech

bruecht, dass d'Kafkraaft vun de Bierger massiv negativ impaktéiert gouf. Dëst mécht et a mengen Aen onëmänglech, datt mir all déi virgesinnen Adaptatiounen vun deemem Projet de loi ënnerstëtzen.

Dowéinst wëll ech och direkt iwwergoen zu de Moosnamen, déi d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei matdréit, fir d'Kafkraaft vun de Leit substanzuell ze stäerken.

Jo, d'Kafkraaft vun de Leit ass eng vun de Prioritéiten och vun der Demokratescher Partei. An de leschte Joren huet d'Demokratesch Partei derfir gesuergt, dass konkret Mesure geholl goufen, fir d'Leit ze entlaaschten. An och dës Gesetzesprojet steet ganz am Zeeche vun den Tripartitt-Negotiationsen, déi d'DP mat verhandelt an ënnerstëtzt huet.

Haut steet d'Upassung vum Barème ëm véier Indextranchen zum Vott. Dat ass en Equiliber tëscht der Prioritéit, d'Leit ze entlaaschten, op der enger Säit, awer op der anerer Säit och den Auswirkungen op d'Staatsfinanzen. Mëttelfristeg wäert de Steierbarème integral un d'Inflation, wéi scho vu menger Virriednerin gesot ginn ass, ugepasst ginn.

Och wann et ëm e Projet zu der Akommessteuer fir Privatpersone geet, wëll ech ervirhiewen, dass mir mat dëser Approche och der Economie insgesamt erëm neie Schwong ginn, dëst net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee och an der Groussregioun. Dës Steierentlaaschtung kënn och de Betriber zegutt, well d'Demande gestärkt gëtt, spréich, d'Leit wäerten erëm méi akafen.

Dofir begréisst d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei de Gesetzesprojet, fir de Steierbarème ëm véier Indextranchen op den 1. Januar unzepassen.

Dat heescht, d'Steiertabell gëtt ëm 10,38 % no ënnen ugepasst. 10,38, fir déi, déi sech froen, wéi mer dorop kommen, mee dat ass 1,025 héich 4 oder 4-mol 1,025 an dann ëmmer matenee multiplizéiert, da kommt Der op dee Prozentsaz. An dëst ass nëmmen d'Hallschent vun deem, wat mer misste säit 2017 adaptéieren.

Jo, de Lëtzebuerg Modell beinhalt eeben eng automatesch Indexatioun vun de Salären, an dozou steet och d'Demokratesch Partei. Dëst bedeit op der enger Säit, datt d'Geld, den Euro, manner wäert gëtt, awer och dass d'Leit duerch déi Augmentatiounen vun hirem Akomes, déi se kréien, och méi Steiere musse bezuelen. Dëst nenne mer déi kal Progressioun an dëst géllt et, eeben an deemem Gesetzesprojet ze adaptéieren an ze kompenséieren.

Fir kloer ze sinn a fir dass mer all hei vun dem selwechte schwätzen: Dës Adaptatioun vum Steierbarème betrëfft d'Steieren oder d'Steierzueler, also d'Leit, déi haut Steiere bezuelen. Et gëtt awer och vill Leit, déi net vill verdéngen an net vun dëser Adaptatioun wäerte profitéieren. Dofir sinn an de leschte Joren eng Partie Steierkreditter agefouert ginn, sougenannt negativ Steieren, op déi ech spéider eng Kéier kuerz zrëckkommen.

Soulaang déi grouss ugekënnegt Steierreform net do ass, ass et onëmänglech, fir d'Steiertabell un d'Inflation unzepassen, an dëst huet déi aktuell Majoritéit och wëlles, elo an engem éischte Schratt eeben, wéi gesot, mat der Hallschent vun der Upassung.

Ech géif och gären der Kritik virgräifen, et géif een net wäit genuch goen oder bei den aneren ze wäit, well déi viregt Regierung hat jo 2,5 Tranché mat de Sozialpartner decidéiert. Wéi Der all matkritt hutt – an et ass schonn de Mëtte gesot ginn –, sinn an de leschte Joren eng Partie Steierkreditter agefouert ginn, ob dat elo de Crédit d'impôt salariés ass, ob dat de Crédit d'impôt salaire social minimum ass, ob dat de Crédit d'impôt CO<sub>2</sub> ass, ob dat de Crédit d'impôt énergie ass oder elo de Crédit d'impôt conjoncture. Jo, all déi Steierkreditter,

déi, mengen ech, och schonn déi eng oder aner Kéier vun Staatsrot a Fro gestallt gi sinn.

Ech kommen awer elo op zwee Steierkreditter zrëck. Dat eent ass de Crédit d'impôt énergie, dee vun Abrëll 2022 bis Mäerz 2023 agefouert ginn ass an deen haaptsächlech deene schwaache Revenuen zeguttkomm ass, wou d'Leit maximal 84 Euro de Mount kritt hunn. An dëst war, fir eng Indextranche ëm ee Joer ze verréckelen, mee awer och virun allem, wéi gesot, fir déi kleng Revenuen direkt mat enger negativer Steuer ze entlaaschten. Am Juli 2023, nodeems dass dann dräi Méint d'Leit déi 84 Euro manner haten, ass réckwierkend op den 1. Januar de Crédit d'impôt conjoncture agefouert ginn, maximal 54,25 Euro, Maximum awer op den héije Salären, dësen, fir zwou Indextranchen ze kompenséieren. Dës Kredit leeft, wéi och scho vu menger Virriednerin gesot ginn ass, den 31. Dezember 2023 aus. Dat heescht zwee Kreditter, déi a sech dëst Joer oder Enn dëst Joer zumindest net méi do sinn an an deem Sënn net kompenséiert gi sinn.

Dir verstitt elo hoffentlech, wou ech wëll erauskomme: Falls mer d'Steiertabell nëmmen un 2,5 Indextranché géifen upassen, da géifen d'Leit dobaussen am Januar maximum d'Kompensatioun vun enger hallwer Indextranche spieren.

Dofir huet dës Majoritéit, vu déi schwierig ekonomesch Zäite fir all d'Stéit – oder vill Stéit zumindest –, decidéiert, véier Indextranchen an der Steiertabell unzepassen. An de Finanzministère huet och ugekënnegt, d'nächst Joer en neie Steierkredit auszuschaffen, fir och deene Schwächsten hire Kafkraaftverloscht ze kompenséieren. Dofir ass dat heiten de richteg Wee.

D'DP ass mat enger Haaptambitioun an dës Chamberwale gaangen: d'Leit steierlech ze entlaaschten, fir hir Kafkraaft ze stäerken. An dës Visioun gëtt duerch dës Gesetzesprojet Realitéit. Ech ginn domadder schlussendlech den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu deemem Gesetzesprojet.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix | Très bien!**

**M. Claude Wiseler, Président |** Merci, Här Goldschmidt. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

**M. Franz Fayot (LSAP) |** Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir si weiderhin an enger ugespaanter wirtschaftlecher Lag, wéi de Stater eis dat a senger leschter Note de conjoncture dës Mount gesot huet. D'Inflation geet zwar erof ënnert dem Effet vun der restriktiver Geldpolitik vun der Europäescher Zentralbank – d'nächst Joer ginn 2,6 % virausgesot –, mee d'Economie dréit méi lues, wat jo natierlech och gewollt ass, wann een esou eng Geldpolitik mécht, fir alles e bëssen erfroezueren. An och d'nächst Joer wäerte mer net vill Wuesstem hunn. Mir sinn also weiderhin an enger schwieriger wirtschaftlecher Lag.

An deem Kontext huet d'Regierung annoncéiert, dass se wëll d'Kafkraaft stäerken. An d'Regierung ass also hei, wéi déi viregt Regierung och, beméit, de Leit méi Kafkraaft ze ginn, wat – dat wëll ech och direkt soen – mir als LSAP begrëissen.

Et ass awer u sech kee ganz neie Moment par rapport zu där Politik, déi vun der viregter Regierung gemaach gouf, well och déi huet schonn eng ganz Rei Mesure geholl, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze stäerken. An ech wëll just pour rappel nach eng Kéier soen, dass mer zum Beispill de 25. Abrëll dëst Joer e Gesetz gestëmmt hunn hei an der Chamber, dat de bëllege Akt ëm 10.000 Euro gehéicht huet, an zwar eestëmmege.

E weideren Deel vun den Tripartitt-Mesuren zur Stäerkung vun der Kafkraaft ass den 29. Juni ugehall ginn,

och hei eestëmmeg: eng direkt Adaptatioun vum Steuerbarème ëm zwou Indextranchen iwwert de Wee vum Konjunktursteierkredit, deen de Patrick Goldschmidt elo nach eng Kéier rappeliert huet; d'Adaptatioun vum Barème ëm 2,5 Indextranché vum nächstem Joer un; den neien, eegestännegen CO<sub>2</sub>-Steierkredit an Héicht vu bis zu 144 Euro och vum nächste Joer un an dann och nach weider iwwer e Règlement grand-ducal d'Erhéijung ëm 50 % vum Plaffong vum den ofsetzbaren Zënse op engem Immobiliëprêt.

Mir hunn also net ganz op dës nei Regierung gewaart, fir d'Kafkraaft ze stärken, dat ass och schonn an der leschter Regierung geschitt. Mir wëssen, dass d'Leit weiderhi konfrontéiert si mat héijen Zënse, mat Deierecht op enger ganzer Rei Produits de base, déi se brauchen an hirem Wuerekerf all Dag, an dass mer eis dowéinst eens sinn, dass mer d'Kafkraaft mussen stärken.

Déi grouss Fro allerdéngs ass déi, ob een dat, virun allem wann een eng méi kleng budgetär Marge huet an dësen Zäiten, soll bei alle Revenue maachen, bei all Niveau de revenu quer duerch d'Bänk, also och bei deene Leit, déi ganz vill verdéngen. Dat ass eng Diskussioun, déi mer iwwert déi lescht zwou Joer des Éfteren haten an Tripartitten a wou mer oft fonnt hunn, och an der viregter Regierung, dass et sénnvoll wier, iwwer Steierkreditter geziilt a sozial differenzéiert anzegräifen, haaptsächlech bei deene Revenusklassen, bei deene Quintillen, wou de Schong am meeschte gedréckt huet.

An hei ginn dann och eis Meenung an déi vun der Regierung bei dësem Gesetzesprojet dach relativ wäit ausenaner. Et ass nämlech kloer, dass net jiddwereen d'selwecht leit ënnert der Deierecht an deene méi héijen Zënse. Natierlech leiden déi kleng an déi mëttel Revenue vill méi drënner wéi déi mat enger décker Pai.

Wann een elo higeet an de Barème nach eng Kéier ëm 1,5 Indextranché berengegt, da kritt jiddwereen, en apparence nëmmen, eng „Tournée générale“, wéi de Marc Baum dat d'lescht Kéier genannt huet a senger Ried. Mee awer nëmmen op éischt Siicht, well a Realitéit kënnst deejeinege vill besser dobäi ewech, dee vill huet, wéi deen, dee wéineg huet, bei där Tournée générale. Et kann een allerdéngs ... Dat kann een iwwregens och gutt mat Botter illustréieren, dat kënnst op de selwechte Rasonement eraus.

Eise Wee ass hei ganz kloer en aneren, Här President. De Premier huet a senger Regierungserklärung gesot, seng Regierung wier net de Vertrieeder vun enger Grupp, mee vum Intérêt général. Abee, bei dësem éischte Steierprojet vun der Regierung schwätzen déi plakeg Zuelen eng aner Sprooch: E Jonggesell mat engem Bruttoakomes vum 150.000 Euro kritt 662 Euro Steiererliichterung, ee mat engem Bruttoakomes vu 37.000 Euro huet just 189 Euro méi an der Täsch iwwert dës Steierreform. Also deen, dee ronn véiermol sou vill huet, kritt nach eng Kéier dräi an en halleft Mol sou vill Steiererliichterungen derbäi. Dat ass net eis Iddi vu Steiergerechtekheet.

Déi dote Politick passt allerdéngs och e bësse bei de Verglach, deen Dir, Här Finanzminister, beméit, wann Der vun de Bierger/inne schwätzt als „Aktionäre“ vun dësem Land. Här Finanzminister, fir eis ass d'Lëtzebuerger Land keng Aktiegesellschaft. An een, an eisen Ae soll och deen, dee méi Steiere bezuele kann, dofir net besser behandelt gi bei enger Steierreform.

Ech hunn et gesot, eise Wee ass hei ganz kloer en aneren. De Barème ass natierlech eng Méiglechkeet, fir Steiererliichterungen ze maachen. En ondifferenzierten, wéi ech dat elo just gewisen hunn, deen

deenen, déi méi verdéngen, vill verdéngen, disproportionéiert méi zeguttkënn wéi deenen, déi kleng vore mëttel Paien hunn. Dofir huet eis Léising am Fong dee wichtigste Avantage, dass d'Suen an eisen Ae besser verdeelt ginn. De Steierkredit ass e wäertvoll Instrument, och haaptsächlech well ee ka selektiv bei deene Leit d'Steierlaascht erofsetzen, wou den zousätzleche Spurt am meeschte gebraucht gëtt.

De Steierkredit, dat sinn, vereinfacht gesot, Sue cash an d'Täsch op der Paitut um Enn vum Mount, déi d'Steierlaascht direkt erofsetzen. Zanter 2017 ass de Steierkredit sozial gestaffelt. Wie manner verdéngt, kritt méi Entlaaschtung, bis zu engem Bruttoakomes vum 80.000 Euro, wou dann de Steierkredit ausleeft. De Steierkredit huet och praktesch Virdeeler: E bedeit par rapport zu anere Steiermesuren administrativ och manner Opwand fir d'Steierverwaltung.

Mir ginn och mat deem Amendement, dee mer proposéiert hunn, op eng Suggestioun vum Direkter vun der Salaristkummer an, deen nach eng Kéier en Appell gemaach hat un d'Politick, fir de Steierkredit ze revaloriséieren. Méi wéi zwou Drëttel vun de Salarieën heizuland profitéieren vum Steierkredit. Mat de successiven Indextranchen allerdéngs hu se awer schrittweis ëmmer manner dovunner kritt.

Här President, eng aner Deklaratioun, déi d'Regierung gemaach huet, dat war, dass se gären hätt, dass de Gruef tëscht Aarm a Räich sollt manner grouss ginn. Eis Ambitioun geet an déi selwecht Richtung. Mir wëllen och, dass dee Gruef net nëmme manner grouss gëtt, mee virun allem dass d'Schéier tëscht Aarm a Räich och erëm méi kleng gëtt, méi zesummekënn. An aus deem Grund hu mer scho bei där Steierdebatt, déi d'lescht Joer am Summer hei stattfont huet, an och an eise Walprogramm u sech d'Proposition gemaach, dass mer eng ambitiéis Steierreform brauchen, bei där de Mindestloun steierfräi gemaach gëtt, wou d'Progressioun ënnen am Barème méi lues eropgeet an och en contrepartie zwou zousätzlech Tranchen uewe solle bäigesat ginn, fir dat Ganz géigenzefinanzéieren.

Ech géif gär soen an dësem Kontext, dass mer gespaant sinn op Är Proposen, déi jo bis 2026 solle kommen, wou Der wëllt eng Individualiséierung vun eise Steiersystem maache mat enger eenzegter Steierklass. Ech wëll Iech och soen, dass mer prett sinn, bei där Diskussioun matzemaachen, dass mer do wëlle konstruktiv matschaffen, well ech mengen, et ass evident, wann een eng Steierreform mécht, ass dat net nëmmen eng Steierreform, mee dat ass och eng Gesellschaftsreform, wou jiddwereen, mengen ech, dru gewënn, wann een do e breede politesche Konsens huet.

Här President, e weidere Kritikpunkt an eisen Ae bei dësem Projet de loi an och an deem ugekënnegte Plang, fir aacht Tranché ganz am Barème ze adaptéieren, dat ass effektiv, dass dat heiten all Joer e strukturelle Käschtepunkt wäert gi vun enger Milliard Euro, just fir eng Inflatiousberengegung, wou dann nach keng Spuer vun iergendenger politescher Visioun ass a wou och virun allem an eisen Aen an dëse schwierigen Zäite wéineg Spurt wäert bleiwe fir all déi Saachen, déi mussen gemaach ginn hei am Land, all déi vill Investitiounen, déi op eis duerkommen, sief et Infrastruktur, sief et Logement, sief et an der Defense, Kooperatioun – ass d'APD um selwechten Niveau? –, mir müssen an eis Economie investéieren. Bref, mir hunn x Beräicher, wou mer riseg Besoine wäerten hunn a wou mer net kënnen stoe bleiwen. A mir hunn hei e bëssen d'Gefill, dass d'Regierung sech mat dëser, dach, jo, automatescher Upassung un den Index déi Marge de manoeuvre a ganz schwierigen Zäiten hëlt. An dat fanne mer net gutt.

Mir gesinn och net wierklech déi Géigefinanzéierung duerch d'Croissance. Mir wëssen, dass dat de Credo ass vun dëser Regierung, dass u sech duerch déi Steiererliichterungen, duerch déi aner Mesuren, déi geholl ginn, zum Beispill am Beräich vum Logement, d'Croissance géif ugekerbelt ginn an dass déi Croissance och erëm géif integral dann an d'Economie zrëckfléissen. Mir hunn Iech schonn e puermol international Experten, och international Organisatiounen zitiiert, déi dat invalidéieren, haaptsächlech an enger klenger Economie, déi immens op ass a wou ganz vill vun eise Wuesstem an d'Ausland geet, well mer och natierlech sou vill hei importéieren, a wou just e klengen Deel finalement hei am Land bleift. An och do, mengen ech, ass eis Propos an eisen Ae méi pertinent, well et ass och erwisen – och dat soen eng ganz Rei vun internationalen Organisatiounen –, dass méi Suen an de Circuit zrëckkommen, wann d'Entlaaschtung effektiv ënnen ukënn. An an eisen Aen ass eis Propos eng, wou d'Suen effektiv do ukommen, wou se gebraucht ginn, a wou dann och géif méi zrëck an eis Economie fléissen.

Här President, mir stinn als LSAP fir e gesonden Equiliber vu Mesuren, déi e Ganz erginn. Mir stinn zu där Adaptatioun ëm 2,5 Indextranchen aus dem Tripartitt-Accord, deem, wat mer natierlech matgedroen hunn, och zu den anere Steiermesuren vun der viregter Regierung, notament am Beräich vum Logement, der zousätzlecher Ëmverdeelung, déi mer proposéieren duerch eng Revalorisatioun vum Steierkredit ëm bis zu 425 Euro a wou eng Persoun mat engem qualifizéierte Mindestloun bei eiser Propos 236 Euro méi géif erauskréie wéi mat der Adaptatioun ëm annerhalff Indextranché vun der Regierung.

An, Här President, ech ginn Iech hei och elo nach eng Kéier deen Amendement eran, dee mer an der Kommissioun proposéiert hunn. Deen Amendement ass am Fong ëmgeännert, fir déi effektiv 50 Milliounen Surcoût erauszehuelen, well dat war effektiv e Feeler, well mer ausgaange si vun där Base ouni deen CO<sub>2</sub>-Steierkredit. Mir hunn deen elo erausgeholl an domat ass am Fong eisen Amendement an eis Propos, fir iwwert de Steierkredit ze fueren, wat den Déchet fiscal ugeet, wat de Coût ugeet, dee selwechte wéi dee vun Ärer Propos, fir déi zousätzlech annerhalff Tranchen iwwert de Barème ze huelen. Här President, ech ginn Iech dann heimadder den Amendement.

### Amendement 1

*L'article 2 est remplacé par la disposition suivante :*

« Art. 2. La loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu est modifiée comme suit :

À l'article 152ter, paragraphe 2, 1<sup>er</sup> alinéa, premier tiret, le montant de « 300 » est remplacé par celui de « 725 », le montant de « 600 », figurant au second et au troisième tiret, est remplacé à chaque fois par celui de « 1.025 » et le coefficient de « 0,015 » au troisième tiret est remplacé par celui de « 0,025625 ».

À l'article 154quater, paragraphe 2, 1<sup>er</sup> alinéa, premier tiret, le montant de « 300 » est remplacé par celui de « 725 », le montant de « 600 », figurant au second et au troisième tiret, est remplacé à chaque fois par celui de « 1.025 » et le coefficient de « 0,015 » au troisième tiret est remplacé par celui de « 0,025625 ».

À l'article 154quinquies, paragraphe 2, 1<sup>er</sup> alinéa, le montant de « 300 » est remplacé par celui de « 725 », le montant de « 600 », figurant au troisième et au quatrième tiret, est remplacé à chaque fois par celui de « 1.025 » et le coefficient de « 0,015 » au quatrième tiret est remplacé par celui de « 0,025625 ». »

*Commentaire de l'amendement de l'article 2*

*L'amendement de l'article 2 a pour objet de recourir à une revalorisation du crédit d'impôt pour indépendants, du*

crédit d'impôt pour salariés ainsi que du crédit d'impôt pour pensionnés d'un montant maximal de 425 euros à partir de l'année d'imposition 2024. Une telle revalorisation permet d'augmenter le pouvoir d'achat des ménages de manière plus ciblée qu'une adaptation supplémentaire du barème d'imposition de l'impôt sur le revenu à hauteur de 1,5 tranches indiciaires. L'accord entre le Gouvernement, l'Union des Entreprises Luxembourgeoises et les organisations syndicales LCGB, CGFP et OGBL à l'issue de la réunion du Comité de coordination tripartite du 3 mars 2023, prévoit déjà une adaptation du barème à hauteur de 2,5 tranches indiciaires. Cette adaptation du barème d'imposition a été consacrée par la loi du 5 juillet 2023 portant modification 1<sup>o</sup> de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ; 2<sup>o</sup> de la loi modifiée du 12 mai 2022 instaurant une compensation financière permettant la réduction temporaire du prix de vente de certains produits pétroliers. Les auteurs de l'amendement sous rubrique tiennent à confirmer leur adhésion à l'adaptation de 2,5 tranches indiciaires prévue par cette loi. Par rapport aux montants du CII, CIS et CIP, il convient d'appliquer le principe *lex posterior derogat lex priori*. La baisse des montants du CII, CIS et CIP, prévue par ladite loi du 5 juillet 2023, est donc implicitement abrogée.

(s.) Franz Fayot, Taina Bofferding, Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel.

#### **Amendement 2**

L'article 3 est supprimé.

Commentaire de l'amendement de l'article 3

L'adaptation supplémentaire du tarif de l'impôt ayant été remplacée par une revalorisation du CII, du CIS et du CIP, il convient de supprimer la modification de l'article 120bis L.I.R. étant donné que la modification s'avère superflue.

(s.) Franz Fayot, Taina Bofferding, Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Fayot.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Här President, ofschléissend géif ech gären nach eng Kéier soen, dass mer der Meenung sinn, dass mat der Regierung hirer zousätzlecher Adaptatioun déi 180 Milliounen net do ukommen, wou se wierklech gebraucht ginn, fir alideeglech Ausgaben ze decken. Mir sinn och der Meenung, dass d'Schéier tëscht Aarm a Räich weider wäert auserneegeen an d'Ongläichheeten an eisem Land wäerten zouhuelen, mat alle Problemer, déi dëst fir eise sozialen Zesummenhalt bedeit. Drëtens si mer och der Meenung, dass d'Regierung hei den einfachste Wee hëlt an et u sech bei der Gestaltung vum Barème, mat all sengen Ongerechtegkeeten, beim Ale bleift. D'Chancen, fir hei och e bësse méi Steiergerechtgkeet materanzebréngen, si verpasst ginn.

Aus dese Grënn wäert d'LSAP diesen Text net matstëmme. Mir sinn awer och net der Meenung, dass mer elo hei blann wëlle géint den Text stëmme. Mir hunn och, mengen ech, eng konstruktiv Propos gemaach fir en Amendement, fir en anere Wee, a mir hoffen, dass deen Zoustëmmung fënnt, mee mir wäerten eis bei diesem Projet de loi enthalen.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Fayot. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Léif Dammen, léif Hären, léif Kollegen, d'Steiertabell soll also elo endlech ugepasst ginn un den Index, méi genee u véier Indextranchen, un déi se ni ugepasst ginn ass. Am Ganzen ass d'Steiertabell net un acht Indextranchen ugepasst ginn. Acht Indextranchen, dat ass de Verloscht, deen de Steierzueler ze bekloen huet, well d'Regierungspartei sech geweigert hunn,

eng automatesch Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun ze ënnerhuelen, soudass d'Kafkraaft, also dat, wat d'Leit an der Täsch hunn, bei all Indextranche zrëckgaangen ass. Et ass eigentlech näischt anescht wéi eng verstoppte Steiererhéijung. Oder wéi de Mann am Bistro géif soen: „Si hunn eis beklaut!“

Et handelt sech also hei net ëm e Kaddo, dee mir als Chamber de Leit maachen, mee mir ginn hinnen dat, wat hinnen eigentlech zousteet. An dat ass och néideg. Dat mierkt een dorunner, dass vill Leit an enger schlechter finanzieller Situatioun sinn, Leit an d'Aarmut rutschen, Leit um Enn vum Mount d'Enner net méi beieneekréien. Dat ass nämlech de Fall hei am Land ëmmer méi – Lëtzebuerg 2023.

Dofir ass net nëmme déi verstoppte Steiererhéijung hei verantwortlech – mee awer och! Ech erënnere drun, dass dës Regierung als quasi éischte Projet eng Steiererhéijung virgeholl huet, an zwar d'CO<sub>2</sub>-Steier, duerch déi och d'Kafkraaft erofgeet. Manner Cash an der Täsch. Mir als ADR hätten eis eng Aussetzung vun der CO<sub>2</sub>-Steier gewünscht.

Wat elo d'Zukunft vun der Steiertabell ugeet, sou wier et elo ubruecht, fir sou schnell wéi méiglech déi ganz Upassung vun acht Tranchë virzehuelen an dann eng reegelméisseg automatesch Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun virzehuelen. Gëtt dat net gemaach, da si mer nach ëmmer am System vun enger verstoppter Steiererhéijung, wou d'Leit net dat kréien, wat hinnen eigentlech zousteet.

Här President, mir als ADR stëmme hei kloer fir dese Projet vun der Upassung u véier Indextranchen, well déi schaffend Leit an déi Pensionéiert hei méi Geld iwwreg wäerten hunn. D'Chamber hat hei schon decidéiert no den Tripartit-Accorden – an ech betounen och, dass d'Chamber dat decidéiert hat, net d'Regierung! –, fir zwou an eng hallef Tranchen unzepassen.

Mir hoffen dann elo, dass d'Chamber haut ofstëmmt, fir weider 1,5 Tranchen unzepassen. Dat ass och eng Entscheidung vun der Chamber an do soe mir als ADR kloer Jo. Et war en zentraalt Thema am Walprogramm vun der ADR a mir kënnen hei e flotten Deel vum ADR-Walprogramm zum Wuel vun de Leit erfüllen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Keup. Déi nächst ageschriwwene Riednerin ass déi honorabel Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir diskutéieren also elo haut iwwert déi éischt legislativ Mesür, déi d'Walversprieche, haaptsächlech vun der CSV, soll ëmsetzen. Et ass net déi éischt richteg Mesür, déi a Kraaft tritt – iwwert déi hu mer gëschter diskutéiert; dat war den Accord vum Verbuet vun alle Forme vum Heeschen an der Stad Lëtzebuerg –, mee et ass dann dat éischt Gesetz, wat wierklech de Stempel vun der CSV dréit.

Contrairement awer zu deem, wat am Walkampf versprach gouf, nämlech datt grad déi Kleng- a Mëtteleverdenger an d'Mënschen an der Steierklass 1a sollen entlaascht ginn, ass et en fin de compte eng Mesür, déi virun allem Leit mat engem méi héije Verdéngscht méi entlaascht. Ech kommen nach drop zrëck.

Fir d'éischt awer emol zur Kommunikatioun ronderëm dës Mesür: Am Kader vun der Tripartit war schon eng Upassung vun zwee an eng hallef Mol vun der Steiertabell un d'Inflatioun decidéiert ginn. Dat war e Kompromëss tëscht de Sozialpartner, deen den Indextranchen, déi gefall sinn zënter der leschter Upassung, sollt Rechnung droen, sachant, datt – an

dat gëtt hei dacks a gär vergiess – d'Ofschafe vun deem Automatismus bei den Indexupassungen net an de leschten zéng Joer decidéiert gouf, mee 2012, an dat vum deemolege Finanzminister Luc Frieden an Zesummenaarbecht mam Rapporteur Gilles Roth.

Den Text, deen 2012 ofgeschafft gouf, war schon 1996 ëmgeännert ginn. Ob dat elo eng Ofschwächung oder eng Verbesserung war, do sinn d'Meenungen deemools ausenanergaangen. Fakt ass jiddwerfalls, datt zënter 2012 néierens méi esou eng automatesch Upassung virgesinn ass. Ech fannen et also pour le moins ulkeg, datt ënner anere déi Partei, déi de ganze System ofgeschafft huet, hei elo e bësse mécht, wéi wann de Staat zéng Joer laang dem Bierger e bëssen d'Suen aus der Täsch gezunn hätt, mat deene Rechnungen, déi mer an der Kommissioun diskutéiert hunn, déi elo nach eng Kéier virbruecht gi sinn. Well d'Gronddecision, fir net méi automatesch d'Steiertabell unzepassen, déi geet op d'CSV zrëck.

An och d'CSV hat deemools hir Grënn, dat ze maachen. Am Exposé des motifs steet lapidairesch: „Dans le contexte actuel, les considérations de politique budgétaire ne permettent pas de maintenir [...] une disposition en matière de l'impôt sur le revenu qui renferme l'adaptation du tarif à la variation de l'indice pondéré des prix à la consommation“.

Wéi mer an de leschte Méint d'Inflatiounsberengung vun der Steiertabell diskutéiert hunn – den honorabele Franz Fayot ass schon dorobber agaangen op déi Diskussiounen, déi waren –, do ass awer och vill gesot ginn, dass net méi Sputt do wär wéi déi zwou an eng hallef Upassung plus de ganze Pak un anere Mesüeren, déi decidéiert goufen. Miraculeusement ass dat elo de Fall, obwuel déi zousätzlech Mesür, déi Der jo elo decidéiert hutt, 180 Milliounen kascht a mer ons an enger Phas vu wirtschaftlech Ralentissement befannen, wéi de Statec eis nach gëschter confirméiert huet.

Wéi dëst géigefinanzéiert soll ginn, wësse mer net, a wat och den Impakt vun diesen 180 Milliounen op zukünfteg Investitiounen, noutwenneg Investitiounen, wäert sinn, och dat ass à ce stade net bekannt. Dofir fannen ech et bal sarkastesch, wann elo d'Riednerin vun der CSV d'LSAP freet, wéi si dann hir Mesür wëlle géigefinanzéieren, well mir wësse bis haut nach net, wéi déi 180 Milliounen solle finanzéiert ginn.

(Interruption)

Wat awer gewosst ass, dat ass, ween am meeschten heivu profitéiert. Natierlech kann een dat, wéi Der dat gemaach hutt, a Prozenter ausdrécken a soen, datt prozentual gesinn ee mat engem méi klengen Revénu méi doduerch gewënnt. Wann een awer déi absolut Zuelen hëlt, da gesäit een, datt déi Prozenter fir Klengverdenger relativ moer an absoluten Zuele sinn. Zuelen awer, déi leider net sou verëffentlecht goufen – ech hat dat och gefrot an der Kommissioun –, mee just de Gesamtpak gouf an d'Vitriinn gestallt, vun deem allerdinge de Gros, also 2,5 Tranchen, schon decidéiert war.

Just dann als Rappel: Eng Persoun, déi 3.000 Euro de Mount verdéngt, wäert duerch dës zousätzlech Mesür 14 Euro de Mount méi hunn. Eng Persoun, déi 12.000 Euro de Mount verdéngt, kritt schon 41 Euro de Mount bäi. Sozial gerecht ass anescht! A mer wësse jo awer, datt grad déi, déi net esou vill hunn, déi meescht Problemer hunn, d'Enner beieneekréien, virun allem eeben an Zäite vun engem zolitten Inflatiounsdruck.

Fir e Pak, deen 180 Milliounen kascht, ass dat net grad gerecht. Wa mer schon a méi komplizéierten Zäiten esou vill Suen an de Grapp huelen, da wier et gutt gewiescht, dat méi cibléiert ze maachen. Duerch déi éischt Decision gouf jo en Deel vun der Tabell

ugepasst, fir jiddwerengem entgéintzekommen, also déi Decisioun aus der Tripartitt. Et wier elo d'Geleeënheet gewiescht, séier eppes prioritär fir déi ze maachen, déi et am meeschte brauchen an déi am meeschten ënnert der héijer Inflation leiden.

Wat mech awer fundamental stéiert, ass déi Diskussioun, déi mer an der Kommissioun haten an déi och hei elo erëm ugeklongen ass, wann et duergestallt gëtt, wéi wann iwwert déi lescht Joren d'Bierger d'Sue quasi aus der Täsch gezu kritt hätten. Déi Debatt geet komplett laanscht de Fait, datt Steiere bezuelen net eng Strof ass, mee eng Bedeegung vum Einzelnen en fonction vu senger Méiglechkeeten zur Allgemengeheet, grad eeben och a méi komplizierten Zäiten.

Natierlech kann een der Meenung sinn, et bräicht een e schlanke Staat, de Staat sollt sou mann wéi méiglech agräifen an ergo bräicht een och net vill Steieren anzedriewen. Wa mer awer visionär an d'Zukunft vum Land investéiere wëllen, an ons Schoulen, an ons Klinicken, an ons Mobilitéit, da brauche mer e staarke Staat. A wa mer wëllen, datt déi, déi manner hunn, déi, déi am Besoin sinn oder méi Hëllef brauche wéi anerer, wa mer gär hätten, datt déi kënne vum Staat ënnerstëtzt ginn, brauche mer dofir och Steierrecetten. Dat klaut de Staat net, e verdeelt ëm, en hëllef, Ongerechtegkeeten aus der Welt ze schafen.

Duerfir brauch de Staat och Flexibilitéit bei der Festleegung vu Steieren, och grad an Zäite vun héijer Inflation. Dat hat de Legislatateur 2012 ënnert dem Impuls vum CSV-Finanzminister deemools zu Recht decidéiert. Déi Constraints budgétaires, déi 2012 richtig waren, déi sinn och haut pertinent.

Mir hoffe jiddwerfalls, datt dat hei elo net ausschlaggebend gëtt fir d'Steierpolitick vun den nächste fënnef Joer. Mir hoffen, datt en attendant déi grouss Steierreform, an där d'Steierklassen ofgeschafft solle ginn an eng eenzeg fir jiddweren geschaf soll ginn, eppes, wat absolutt luewenswäert, noutwendeg ass a wat mer ënnerstëtzen, kënn, och eppes fir déi Kleng- a Mëttelverdenger geschitt, sou wéi dat am Walkampf an am Koalitionsaccord versprach gi war, genee wéi och fir d'Mënschen, iwwert déi mer scho ganz laang hei schwätzen, an der Steierklass 1a. Dat hätt een och elo scho relativ unkompliziert kënne maachen, et ass nach net geschitt.

Dowéinst awer meng zwou Froen un Iech, Här Finanzminister: Dir sidd elo e bësse méi wéi ee Mount am Amt. Mir hunn all scho gemierkt, Dir hutt Iech schon intensiv ageschafft. A wéi enger Echeance maacht Der eppes fir d'Steierklass 1a? An ass geplangt, ausserhalb a virun allem virun där grousser Steierreform, mat där d'Steierklasse sollen ofgeschafft ginn, och eppes méi geziilt ze maache fir Kleng- a Mëttelverdenger?

Mir hunn och an deem Sënn eng Motioun preparéiert a froen, datt iwwert déi als Question préalable virum Vott zu dësem Projet de loi ofgestëmmt gëtt, konform zum Artikel 41 vum Chamberreglement. Mir froen heiran, datt bei zukünftigen Adaptatioune vum Barème méi sozial cibléiert virgaange gëtt, datt en Allègement bannent 12 Méint proposéiert gëtt fir d'Persounen aus der Steierklass 1a an datt mer alles maachen, fir déi nächste Joren och genügend Steierrecetten ze hunn.

Mir wäerten onst Ofstëmme bei dësem Text vun där Motioun hei ofhängeg maachen. Mir sinn nämlech der Meenung, datt dat hei zu engem groussen Deel nach op den Accord mat de Sozialpartner zrëckgeet, deen an der vieregter Regierung ausgehandelt gouf, mee et geet eebe méi wäit. Et stellt d'Fro vun der Géigefinanzierung an et verstärkt d'Ongerechtegkeeten. Wa sech elo bei nächsten Adaptatioune awer méi zolidd ëm déi méi Schwaach gekëmmert gëtt,

da kënne mer dëst hei matdroen. Wann dat net de Fall sollt sinn an et just en éischte Schratt ass an, wéi schon ugeklongen, an den nächste Méint dann déi nächst véier Tranchen decidéiert ginn, ouni datt e méi staarken Akzent op déi méi Schwaach geluecht gëtt, op déi, déi et am meeschte brauchen, dann enthalte mer ons bei dësem Text.

Wann d'Regierungsmajoritéit sech mat engem Jo zu dëser Motioun elo haut derzou engagéiert, fir an den nächste Joren eng verantwortungsvoll a sozial gerecht Steierpolitick ze maachen, da kënne mer dëse Projet de loi matdroen. Wann dat net de Fall sollt sinn an et just en éischte Schratt ass vun enger genereller Politick vu manner Steieren, vun där an der éischter Linn déi Räichst profitéieren an déi riskéiert, op laang Siicht zu enger Spuerpolitick bei Investitioune an Sozialtransferten ze féieren, da kënne mer dat hei net matdroen an dann enthalte mer eis bei dësem Text.

Merci.

### Motion 1

*« relative à l'adaptation du barème d'imposition »*

*La Chambre des Députés,*

*– notant la proposition d'adaptation générale du barème d'imposition à l'inflation de 1,5 tranches indiciaires de la part du Gouvernement, venant s'ajouter à l'adaptation du barème de 2,5 tranches indiciaires déjà votée par la Chambre des Députés ;*

*– considérant que l'accord de coalition du Gouvernement prévoit, « à moins que la trajectoire budgétaire ne le permette pas », que « les autres tranches indiciaires échues depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 ou à échoir seront neutralisées dans le barème au courant de la présente législature » et que « parallèlement, le Gouvernement s'engagera pour réduire la charge fiscale des petits et moyens revenus » ;*

*– soulignant l'importance de soutenir fiscalement les ménages à bas et moyens revenus pour lutter contre le risque de pauvreté et stimuler la consommation des ménages en temps de ralentissement économique selon le principe du « trickle-up » ;*

*– considérant l'incertitude entourant le développement de la situation économique et par conséquent des finances publiques dans leur globalité ;*

*– soulignant l'importance de continuer voire accroître les investissements publics dans les années à venir afin de faire face aux crises multiples actuelles,*

*invite le Gouvernement*

*– à mettre l'accent à l'occasion de la prochaine modification du barème sur des mesures socialement plus ciblées en allégeant la charge fiscale prioritairement pour les revenus bas et moyens ;*

*– à proposer endéans les 12 prochains mois un allègement temporaire – en attendant la réforme promise pour 2026 – des personnes imposées dans la classe 1a ;*

*– à garantir les recettes fiscales nécessaires pour garantir le financement de dépenses et d'investissements publics indispensables dans les années à venir.*

(s.) Sam Tanson, François Bausch, Joëlle Welfring.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Tanson. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen: „Mat all Indextranche kritt een 2,5 % um Bruttoloun bäi. Netto bleiwen awer keng 2,5 % iwwreg, well ee mat méi Bruttoloun och méi Steiere muss bezuelen. All Indextranche kënn deemno mat enger Steiererhéijung an doduerch geet d'Kafkraaft vun de Leit“ zwar op den éischte Bléck erop, mee gläichzäiteg awer och erëm erof. All Index bréngt engem

Mindestlounempfänger – aktuelle Mindestloun – ronn 65 Euro méi brutto a kascht en direkt ëm déi 16 Euro Steieren – 15,9, fir genau ze sinn. An de Staat hëlt sech also déi direkt erëm.

„Fir déi Situatioun ze änneren, muss de Steuerbarème mat indexéiert ginn.“ Dat kompenséiert datt zumindest zum Deel. „D'Piraten wäerte sech [weiderhi] fir eng järelech Indexéierung vum Steuerbarème asetzen. Dat awer mat enger Deckelung op den héchsten Tranché vum Barème. Richtig gesi kascht dës Moossnam de Staat näischt, well bei de Steuerrecetten alles esou bleift, wéi et der aktueller Realitéit entsprécht, an d'Leit behalen d'Indextranche vun 2,5 % [...]. Domadder gëtt d'Kafkraaft [...] gestärkt.“

Dat, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, war en Extrait aus eise Walprogramm, eent zu eent zitéiert. An dat ass eppes, zu deem mer och weiderhi wäerte stoen. Mir begrëssen also, datt dës Upassung kommen. Et ass och gutt, datt mer a Richtung Automatismus wëlle goen, wat d'Upassung ueget, well d'Regierung der Chamber ab elo all zwee Joer wëll d'Donnéee fir eng eventuell Upassung virlieën.

Mee dat geet eis net duer. Nëmme duerch eng järelech Upassung kann een dës indirekt Steiererhéijung duerch gefallen Indextranchen op e Minimum reduzéieren. Well och dann nach kann eng Indextranche, soe mer, am Februar falen an d'Leit bezuelen zéng Méint laang op déi 2,5 % méi Pai Steieren.

Wann een déi momentan Situatioun kuckt, da sinn zanter Januar 2022 véier Tranché gefall. Do sinn zwee Joer da scho ganz laang fir eng Upassung. An och wann et nëmme eng eenzeg Tranche wär, déi mer no 20 Méint kompenséieren, hätten d'Leit 20 Méint indirekt eng Steiererhéijung bezuelt. Dofir, Här President, wäert ech ganz um Schluss nach eng Motioun deposéieren, fir datt de Steuerbarème all Joer amplaz all zwee Joer ugepasst soll ginn.

An de leschte fënnef Joer huet de Lëtzebuurger Staat ronn 2 Milliarden Euro Steieren duerch eeben dës Indextranché méi kritt. Mir ginn also de Leit just dat Geld zrëck, wat se u sech dem Staat geléint hunn. Et ass eng Neutralisatioun, keng Erlicherung an deem Sënn.

Well, Här President, fairerweis muss ee jo soen, datt dës Kéier net véier Tranchen ugepasst ginn, mee datt mer annerhalfe Tranchen derbäisetzen, well dës Chamber huet schon dëst Joer zwou an eng halfe Tranchen ugepasst. Dat war am Summer, a sou laang geet mäi Gediechtnes nach zrëck, datt ech mech ganz gutt kann drun erënneren, datt mer dat hei gemaach hunn. Dat heescht, u sech mécht dës Regierung net véier Tranchen, se mécht annerhalfe Tranchen, well dat anert hu mer virdru scho gestëmmt.

(Interruptions)

Déi al wéi déi nei Regierung hunn hei also ee Schratt an déi richtig Richtung gemaach, mee se sinn nach net do, wou mir hiwëllen.

Här President, ech wëll awer och ganz kuerz op den Amendement vun der LSAP agoen. Generell ass et ëmmer gutt, wann Oppositionsparteien am Parlament Gesetzesännerunge proposéieren oder och Amendementer proposéieren. Mir hunn eis d'Alternativ awer ugekuckt an ech wëll ganz kloer soen: Mir wäeren derfir gewiescht, datt de Staatsrot hätt kënnen en amont aviséieren, ech mengen, datt dat zu de gudde Gepflogeneheete vum Parlamentarismus gehéiert, datt mer zumindest en Avis froen.

Um Fong, wa mer da vun der Form ofgesinn, si mer awer net ganz averstane mam Amendement, well wann een dat eng Kéier duerchrechent, da fänkt et ab 4.000 Euro brutto de Mount un, datt d'Leit eppes

verléiere par rapport zu der aktueller Propos. 4.000 Euro de Mount brutto, dat ass ongeféier d'Medianakommes pro Personne adulte an engem Menage. Dat heescht ganz konkret, dass den Amendement vun der LSAP d'Hallschent vun de Steierzueler méi schlecht géif stelle wéi d'Propos, iwwert déi mer kënnen ofstëmme. Dat ass fir eis net akzeptabel an deementsprechend kënnen mer déi Amendementer och am Fong net matdroen.

Wann ee méi sozial Steierpolitik wëll maachen, da muss een déi breet Mëttschicht mathuelen. Da muss mer definitiv iwwert d'Medianakommes erausgoen. Da muss mer driwwer schwätzen, dass mer bei 70 %, 75 % mindestens vun de Steierzueler derbäi sinn. Ech géif souguer soen, 80 % bis 85 %, well dat ass déi breet Mëttschicht, déi mer müssen abannen, net just déi Leit, déi bis d'Medianakommes verdéngen, wat ganz konkret heescht, dass d'Hallschent vun de Steierzuelerinnen a Steierzueler méi schlecht ewech géif kommen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir Piraten wäerten dofir éischter d'Propos vun der Regierung ënnerstëtzen, well och wann déi net dat ass, wat mer wëllen, well et keen Automatismus ass, well et och kee Plaffong fir d'Groussverdénger gëtt – ech denken, dass déi iewescht 20 % vun de Steierzueler zum Beispill net misste voll berengegt ginn –, esou ass et besser wéi näischt oder just d'Upassung vum Steierkredit.

Mir rappeléieren awer nach eng Kéier, dass et hei dréms geet, de Leit dat zréckzeginn, wat hinnen zousteet, an dass dat heite kee Chrëschtagskaddo ass. Oder anescht: Deen heite Kaddo – wann Der et da Kaddo wëll nennen –, deen hunn d'Leit sech selwer gemaach.

Ech soen Iech Merci. An Dir kritt nach eng Motioun.

## Motion 2

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:*

*– Mat all Indextranche kritt een 2,5 % um Bruttoloun bäi, mee netto bleiwe keng 2,5 % Kafkraaft iwwreg, well eng Persoun mat all Erhéijung méi Steiere muss bezuelen (= kal Progressioun).*

*– Zënter der leschter Steierreform 2017 sinn aacht Indextranchë gefall a mam Gesetzesprojekt 8342 gëtt de Steierbarème vun der Akommessteuer ëm véier Indextranchen ugepasst.*

*– Fir ze verhënnere, dass d'Upassung Joren ze spéit duerchgefuert ginn, misst de Steierbarème an Zukunft järelech un d'Indextranchen ugepasst ginn.*

*Aus dese Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,*

*1. an deser Legislatur ee Gesetzesprojekt op de Wee ze bréngen, fir d'Indexéierung vum Steierbarème ze automatiséieren, mam Zil, dass de Barème ufanks vun all Joer um Stand vum leschten Index um 31.12 ugepasst gëtt.*

*(s.) Sven Clement, Marc Goergen, Ben Polidor.*

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci dann zweemol, Här Clement. An den nächsten ageschrieben Riedner ass den Här David Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, den Här Clement huet et grad gesot – an ech mengen, et ass wichteg, dass ze soen, a mir wollten och nach eng Kéier dorun erënneren –, dass d'Regierung sech et e bëssen einfach mécht, wa se seet, se géif elo véier Tranchë berengegen. Dobäi sinn tatsächlech 2,5 Tranchë scho gestëmmt ginn. Ech hu se leider net matgestëmmt, well ech dee Moment net an der Chamber war, hätt dat awer gemaach. Mee

elo stëmme mer 1,5 Tranchen. Dat ass en Deel vun de Walversprieche vun der CSV, déi ëmgesat ginn. Warscheinlech ass et och ee Walversprieche vun der CSV, wou ech nach domadder ka liewen, deen ëmgesat gëtt, well déi aner Walversprieche si vläicht net onbedéngt sou agreabel fir d'Leit. Ech mengen, et wäert och warscheinlech dobäi bliewen.

Mee natierlech, mir sinn der Meenung, dass dat eng Steiererliichterung fir d'Salariat bedeit. Dobäi gëtt et Kriticken, déi gemaach gi sinn an op déi ech och wäert zréckkommen. Mee nodeems awer och no der leschter Tripartitt – därer een och net vergiessen – immens vill Kaddoe gemaach gi si fir d'Betribler, war et och un der Zäit, fir eppes fir d'Salariat ze maachen.

Am grouse Ganzen huet d'Salariat 8 Tranchë verluer. Et kritt dann elo 2,5 plus 1,5 bäi. Hätte mer déi 8 Tranchen adaptéiert, hätt zum Beispill eng Persoun an der Kategorie 1, déi 5.000 Euro brutto verdéngt, ongeféier 100 Euro Steiere manner bezuelt de Mount, also quasi 1.200 Euro manner d'Joer.

De Problem ass tatsächlech deen – dee gouf och vu jidderengem oder e puer Leit ugeschwat –, dass mer trotzdem och mat deser Adaptatioun e bësse mat der Géisskan fueren an dass u sech all d'Tranchë wäerten an de Genoss dovunner kommen, och déi Räichst. An d'CSV huet vun enger breeder Mëttschicht geschwat. Ech weess net, wéi breet déi Mëttschicht geet an den Ae vun der CSV, mee et muss een awer och trotzdem bedenken, wann et eis och dréms geet, dass d'Salariat erëm Konsumfäegkeet kritt, nodeems et Konsum verluer huet duerch d'Inflatioun, an dass en Deel elo berengegt gëtt, dass u sech awer och déi iewescht Klassen, déi, déi och am meeschte verdéngen, och wann déi duerno méi wäerte kréien, nodeems mer dat heite gestëmmt hunn ..., dass dee Surplus net onbedéngt an de Konsum erageet. Dee geet op aner Plazen. Doriwwer kënnen mer och nach diskutéieren herno bei den Douzièmes provisoires, dozou gëtt et nach villes ze soen, mee u sech iergendeng Kéier, ab iergendengem Niveau geet de Surplus net an de Konsum an ass an deem Sënn och net onbedéngt berechtigt.

Mir maachen eis awer och eng Partie Suergen, wa mer schonn dobäi sinn, well et geet jo dréms, dass de Steierbarème inflatiounsberengegt gëtt. De Problem ass jo och deen, dass den Automatismus vum Index a Fro gestallt ginn ass, an dee gëtt och vun deem heite Koalitiounsaccord a Fro gestallt, well am Koalitiounsaccord steet dran: Sécher ass eng Tranche pro Joer. Déi ass sécher. Déi ass sécher. Déi aner Tranchen, déi géifen erfalen, wann d'Inflatioun – wee weess? – erëm eng Kéier an d'Héicht géif goen. Déi aner Tranchen, do gëtt driwwer diskutéiert innerhalb vun der Tripartitt an do kucke mer, wat mer maachen. Dat ass sou, wéi mir dat gelies hunn. Dat heescht, dass stëmmt eis awer och nach net ganz positiv u sech, déi heiten Ausso.

D'Madamm Adehm huet sech gewonnert, well si huet vun der Propos vun den Amendementer vun der LSAP geschwat, huet sech gewonnert, wou mer deen Déchet fiscal vun 230 Milliounen kéinte siche goen. Et ass eng legitim Fro. Et ass ëmmer eng legitim Fro, sech d'Fro ze stellen, wou een en Déchet fiscal siche geet. Dorobber gëtt et awer och Äntwerten. An do wiere mer erëm beim Steierbarème iwwerhaapt a bei enger Steierreform.

An dat ass jo och vläicht de Problem, dee mer elo hei hu mat der Upassung un d'Inflatioun vum Steierbarème, dass dat een dat aneschtens misst upaken, fir dass et och méi gerecht gëtt. Dat heescht, dass ee fir d'éischt emol eng Steierreform mécht an dass een och de Spätzesteiersaz an d'Luucht setzt an deen, wéi mir et proposéieren, wéi d'Chambre des Salariés

et d'ailleurs och proposéiert, bis 50 % eropgeet an enger éischter Phas. A mengen Ae kéint et roueg driwwer goen. An den 80er-Jore ware mer op 56 % an ech mengen net, dass d'Liewen deemools sou problemaatesch war. An dass een och iwwert d'Palieren, iwwert d'Seuilen diskutéiert, well iergendeng Kéier déi héijer ... Beim Mëttschichtbockel geet et jo relativ séier, fällt ee relativ séier an eng aner Tranche, mee duerno déi iewescht, wou et duerno och bei 200.000 Euro ophält, 42 %, do gëtt et awer nach vill Sputt no uewen.

Dat heescht, mir sinn der Meenung, fir d'éischt emol misst de Steierbarème reforméiert ginn an dann hätte mer och enger gerechter Upassung un d'Inflatioun geschafft. Dat gëtt elo net gemaach an elo hu mer e Problem. A Wierklechkeet, wou mer ... Géife mer deen heite Projet de loi net matstëmme, géif et awer och bedeuten, dass déi ënnescht Schichten net ugepasst géife ginn. A mir sinn awer trotzdem der Meenung als Lénk, dass dat awer misst geschéien. D'autant plus, dass et schlussendlech dann nëmme 4 Tranchë sinn, also 1,5 fir dese Coup, mee schlussendlech nëmme 4 Tranchë sinn am plaz vun 8. Anersäits natierlech kritt jidderengem d'Tournée générale. Dat ass e Problem och an eisen Aen. An eisen Aen ass dat awer keen Argument, fir ze soen, dass mer dee Projet de loi net géife matstëmme, quitte dass mer et léiwéer aneschtens gestalt hätten.

Mir kënnen och an deem Sënn d'Amendementer vun der LSAP matdroen an, ech mengen, warscheinlech déi Motioun vun de Gréngen och. Ech muss déi nach liesen, mee ech mengen, déi ginn an déi richtig Richtung. Ech mengen, dass et kohärent ass, déi zwee Amendementer vun der LSAP matzestëmme, déi warscheinlech net ugeholl ginn. Souwäit ech verstanen hunn, géife se net ugeholl ginn. Ech weess et net.

Trotzdem géife mer deen heite Projet de loi awer matstëmme, well et gëtt nach nozebesseren. A wee weess, vläicht wäert des Majoritéit duerno nach eng gréisser Steierreform maachen, wou déi héijer Revenue méi misste bäidroen. Ech hunn d'Hoffnung nach net komplett opginn.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech soen Iech Merci, Här Wagner.

An dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Finanzminister.

## Prise de position du Gouvernement

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll Iech villmools Merci soen, dass mer dese wichtige Gesetzesprojekt kënnen elo virem Enn vun Joer stëmme. E Merci dofir un déi ganz vill Aarbecht, déi geleescht gouf an deene leschte véier Wochen no Untrëtt vun deser Regierung, souwuel um Niveau vun dem Ministère, um Niveau vun der Steierverwaltung, awer och um Niveau vun der Chamber. Mir haten eng Rei vu gudden Meinungsustauschen iwwert dese Gesetzesprojekt an der Chamberskommissioun, an der Finanzkommissioun. An ech wëll Iech och ganz opriichteg Merci soe fir déi flott an argumentéiert Debatt, déi mer elo déi leschte Stonn hei haten.

An ech géif eigentlech soen, wann ech héieren, wat argumentéiert a gesot gouf – an ech wëll dat wierklech ënnersträichen, ech appreciieren dat! – souwuel vun der LSAP, vun der DP, vun der CSV, vun der ADR, de Piraten, deene Lénken an déi gréng: Dese Gesetzesprojekt ass eigentlech da bëssen de goldene Mëttschicht vum deene Meinungen, déi am Parlament ausgedréckt goufen.

Dese Gesetzesprojekt dréit eppes Rechnung – an ech mengen, dass ass net a Fro gestallt –, nämlech dass

d'Leit méi Kafkraaft kréien ab dem 1. Januar vum nächste Joer. Dat ass sou virgesinn, net an engem Koalitionsaccord eleng, mee et ass virgesinn an engem Regierungsprogramm, deen hei an der Chamber mat enger grousser Majoritéit gestëmmt gouf. Et ass och dat, Dir Dammen an Dir Hären, wat d'Gewerkschaften an anerer dobaussen am Virfeld vun de Chamberwalen gefuerdert hunn an och elo nach mat Nodrock fuerderen.

Et ass virun allem eng Entlaaschtung vun all de Steuerzueler iwwer de Barème. Et ass eng strukturell Moosnam, déi bewierkt, dass d'Leit ab dem Januar 2024 méi Netto vum Brutto hunn, déi bewierkt, dass d'Leit méi Suen an der Täschen hunn, well all Netupassung – an et ass op ville Plazen, an och haut erëm an dëser Debatt, ënnerstrach ginn – vun der Steiertabell, dat ass de facto eng verstoppte Steiererhéijung. An dat wëlle mer verhéieren, well eng verstoppte Steiererhéijung, Dir Dammen an Hären, dat ass Géif an enger Zäit, wou d'Leit méi Kafkraaft brauchen!

Et ass richtig, dass mer eng ugespaante Situatioun hunn, den Här Fayot ass drop agaangen. Et ass haut och nach eng Kéier de Bericht vun dem Statec komm. Mee grad dann, Dir Dammen an Dir Hären, muss een de Leit ënnert d'Äerm gräifen. Et muss een de Leit hëllefen, fir méi Kafkraaft um Enn vum Mount ze hunn, sief dat fir d'Konsumausgaben ... An den Här Goldschmidt huet dat richtig gesot, de Konsum hëlleft jo och der Geschäftswelt, dat hëlleft de Kleng- a Mëttelbetriber, dass d'Leit weider de Konsum hunn, an et hëlleft och de Leit bei héijen Zënse, déi se mussen op hir Prête bezuelen.

Dir Dammen an Dir Hären, déi véier Indexranchen, déi sech ab dem 1. Januar 2024 strukturell wäerten am Steuerbarème erëmfinden – par rapport zu dem Steuerbarème 2023, och dat ass e Fakt –, dat ass dat eng Entlaaschtung vun iwwer 10 % vun der Steuerlaascht, déi d'Leit am Duerchschnitt ze droen hunn. An et si besonnesch déi Kleng- a Mëttelverdänger, déi am meeschten dervu profitéieren. Ech kommen herno nach dorobber zrëck. Et si besonnesch déi Leit, déi an der Steuerklass 1a sinn, déi am meeschten entlaascht ginn an zu Recht entlaascht ginn.

Well kuckt emol, bei engem versteierbaren Akommes vu 50.000 Euro brutto an der Steuerklass 1a mécht dat ëmmerhin 1.160 Euro aus par rapport zum Barème, wéi en haut applikabel ass. A wann een de Crédit d'impôt conjoncture, dee jo just op dëst Joer limitéiert ass, ewechhëlt, da mécht dat nach ëmmer e Plus vu 709 Euro aus. Dat ass net näischt!

Bei engem versteierbare Bruttoakommes vun enger Famill, d'Madamm Adehem huet dat ugefuert, vun 125.000 Euro an der Steuerklass 2 sinn dat ëmmerhin 2.189 Euro. Hëlt een de Crédit d'impôt conjoncture ewech, dann ass dat nach ëmmer e Plus vun 1.333 Euro Steieren, déi déi Famill muss manner bezuelen. Aner Rechebeispiller sinn an der Presentatioun, déi de Finanzministère gemaach huet, déi ëffentlech zougänglech war, opgefuert.

Dëse Projet dréit och enger laangjäregger Fuerderung Rechnung, nämlech där, dass de steierbefreien Agangsmontant, dat heescht dee Montant, ab deem een iwwerhaapt Steiere bezilt, natierlech doduerch, a berechtgeterweis, an d'Luucht geet. An ech wëll Iech just ee Beispill ginn: Dee läit de Moment bei 11.265 Euro an der Steuerklass 1. Dee geet erop mat dëser Upassung, op 12.438 Euro geet deen an d'Luucht.

An ech wëll just allegueren deene Leit eppes soen, déi soen: „Ma dat ass eng einfach automatesch Applikatioun vun engem Steuerbarème.“ Nee! Et ass en Entgéintwierke géint déi kal Progressioun, wou an Däitschland d'Bundesregierung gesetzlech verflucht

ass, fir där besonnesch bei dem Agangsmontant Rechnung ze droen. Ech wëll Iech just soen, Madamm Tanson, dass an Däitschland aktuell de Betrag, ab deem ee Steiere bezilt, wäert ab dem 1. Januar 2024 op 11.604 Euro an d'Luucht goen. Dat heescht am Umkehrschluss: Hätte mer déi Adaptatioun hei net gemaach, da géif een an Däitschland ab dem 1. Januar méi spéit Steiere bezuele wéi dat, wat haut aktuell zu Lëtzebuerg ass.

E weidere Punkt ass deen, dass d'Steiertranchë verbreedert ginn. Dat ass eng arithmeetesche Applikatioun, mee bréngt awer och mat sech, dass de berüümte Seuil vum 40 %, dat heescht déi 39 % aus dem Barème plus d'Solidaritéitssteier, plus d'Contributioun zu der Fleegeversécherung ... Domadder kënnt een nämlech da schonn iwwer 40 %, wat awer net näischt ass – ouni mol dat, wat zousätzlech d'Soziallaaschten derbäimachen. Dann heescht dat am Kloertext, dass ee bis haut an der Steuerklass 1 ab 45.000 Euro iwwer déi 40 %, also global, komm ass fir all 100 Euro, déi ee méi verdéngt. Ab dem 1. Januar wäert dee Montant op iwwer 50.000 Euro an d'Luucht goen, a fir Leit an enger Steuerklass 2 ass dat iwwer 100.000 Euro.

Ech wëll och ganz kloer soen, dass de Regierungsprogramm virgesäit, dass dat hei eng éischt Upassung vun dem Steuerbarème ass. D'Hallschent vun deenen aacht Indexranchen, déi opgelaf sinn zanter 2017 duerch eng Netupassung vun der Steiertabell, déi gëtt heimat berengegt.

Jo, et sinn Einzeler, déi hu méi gefrot. Dat hei ass dat, wat à ce stade am Regierungsprogramm festgeluecht gouf. An ech mengen och, wann ech déi verschidden Intervenanten héieren, ass dat effektiv net nëmmen d'Hallschent vun aacht, mee et ass och de goldene Mëttelwee, wann ech déi eenzel Intervenanten hei héieren.

Ech wëll awer ganz kloer ënnersträichen, well dat ass jo och vu Verschiddene gefrot ginn, berechtget gefrot ginn, fir net ze soen och duerch Motioune gefuerdert ginn: Jo, de Regierungsprogramm gesäit och vir, dass an Zukunft – an ech hoffen, dass dat ka sou schnell wéi méiglech bewerkstelt ginn – deenen Indexranchen, déi nach opstinn, nämlech deene véier reschtliche plus deenen, déi eventuell nach erfalen en cours de route – a wann ech richtig gelies hunn, huet de Statec haut gesot, dass um Enn vum Joer 2024 kéint nach eng weider Indexranche erfalen –, muss a wäert natierlech och a weidere Schrëtt vun der Upassung vun dem Steuerbarème Rechnung gedroe ginn.

Dat ass also en éischte Schrëtt, anerer kommen no. Ech hoffen, dass déi finanziell a budgetär Méiglechkeete vum Staat erlaben, fir datt deem sou schnell wéi méiglech – och am Interessi vun der Kafkraaft an am Interessi, dass d'Leit net permanent steierlech méi belaaucht ginn – Rechnung gedroe gëtt. Et ass also e Punkt aus engem Gesamtpak.

Eng weider Moosnam wäert zäitno an de Méint Januar, Februar kommen – an ech hoffen och an engem Konsens; dat ass net ëmmer en unanimmen Accord, wat mer mussen maachen – am Wunnengsbau, well Dir wësst, déi, déi fréier an der Regierung waren, déi do héich Verantwortung, besonnesch am Wirtschaftsberäich, gedroen hunn, dass de Wunnengsbaumaart ugespaant ass. A mir mussen alles drusetzen, dës Regierung muss a wäert och alles drusetzen, fir dass de Wunnengsbaumaart erëm eng Kéier ugekuert gëtt, fir dass, jo, virun allem och séchergestallt gëtt, dass déi vill Leit, déi am Constructiounssecteur beschäftegt sinn – an ech mengen, do si mer eis allegueren eens –, sech net, wa se aus hirem wuelverdéngte Kollektivurlaub zrëckkommen, dann herno op der Strooss erëmfinden.

An ech komme bei eng weider Moosnam, dat ass déi, déi d'Madamm Tanson ugeschnidden hat. Dat ass déi vun der Steuerklass 1a. Ech bannen dat, wann Der erlaabt, Här President, a meng Ried mat an, well dann ass dat ...

(Interruption)

... e ganze Pak. Dass Der mech do net ze vill sanctionéiert op menger Riedezäit. Wann Der sot: „Ech hale strikt un der Riedezäit fest!“, da wier dat entgéint deem, wat Der gëschter gemaach hutt, mee dann halen ech mech un d'Riedezäit. Also, dat musst Der mer just elo soen.

(Hilarité)

**Une voix** | Dir hutt nach e bëssen Zäit.

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | Ok.

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech géif elo mol déi Zäit ausnotzen, déi Der hutt, Här Roth. Dir hutt der nach vill.

(Hilarité)

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | Ok. Also, puncto Steuerklass 1a: De Regierungsprogramm gesäit ganz kloer vir, dass mëttelfristeg – an do ass jo eng Zäitschinn dragesat: 2026 – de Finanzminister invitéiert ass, no Consultatioun e Projet op den Dësch ze leeën, dass mer net méi ënnerscheeden, ob mer gepacst, gekummert, gescheet, bestuet sinn, mee dass all Mënsch iwwer déi selwecht Steuerklass gefouert gëtt. Dat heescht, dass de facto déi Steuerklassen 1, 1a an 2 ofgeschafft ginn.

Dir wësst awer allegueren, déi, déi fréier Regierungsverantwortung gedroen hunn, déi, déi fréier an de Majoritéitspartei waren, dass dat net ka vun haut op muer bewerkstelt ginn. Och dee System vun enger eenzeger Steuerklass oder vun der Individualiséierung vun der Steier, dee muss een, och scho fir verfassungsrechtliche Problemer aus dem Wee ze goen, op eng gewësse Période transitoire strecken.

De Regierungsprogramm hëlt awer en attendant – an dat steet och ganz kloer dran – d'Engagement, dass an där Transitionphas d'Leit an der Steuerklass 1a schonns virdu weider a verstärkt entlaascht ginn. Dat kann ee maachen iwwer eng Adaptatioun vun der berüümter Formel, wou ee vun der Steuerklass 1 an d'Steuerklass 1a kënnt. An et ass virgesinn, fir dat am Laf vum nächste Joer ze maachen, fir dass ab 2025 déi Entlaaschtunge kënnen gemaach ginn. Dat zu deene Punkten.

Ech wëll nach kuerz agoen op déi Amendementer, déi vun der LSAP an der Finanzkommisioun virgeluecht goufen an déi haut an der Substanz nach eng Kéier reitériert goufen, nämlech dass een déi Steierkreditter fir déi niddregst Akommessen sollt erhéien. An d'LSAP huet gesot: „Mir wëllen duerfir net, dass véier Indextranchë berengegt ginn, mee dass nëmmen zwou an eng hallef berengegt ginn an déi aner Sue sollen da verwert ginn, fir déi Steierkreditter an d'Luucht ze setzen.“

Ech begrëissen et ëmmer, well dat ass eng héich komplex Matière, wann eng Fraktioun, ob dat vun der Majoritéit oder vun der Oppositioun ass, sech eege Gedanke mécht an och kuckt, fir déi an en Text ze coulëieren. Dat ass eng technesch schwierig Aufgab. Mir hunn net déi Moyenen, d'Parteien zu Lëtzebuerg, wéi dat an aner grouse Länner ass, fir dat ze bewerksteltgen. Ech hunn dat selwer gesinn an deenen zéng Joer, wou ech an der Oppositioun war. Duerfir merci fir allegueren déi Efforten. Et kann een eng aner Meenung hunn. An dësem Fall huet d'Regierung eng aner Meenung. Déi ass och argumentéiert



ginn. Mee ech soe Merci, fir deen intellektuellen Input gemaach ze hunn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | D'Regierung gesäit heivun of, net well dat net an engem Koalitionsaccord steet. Also, wa mer eis esou anengen, da komme mer un e Punkt, wou mer praktesch net méi handlungsfäeg sinn. Mir sinn an engem liewegen Debat an ech mengen, besonnesch a weesentleche Punkte wéi deem vun der Steierpolitik, wat oft an d'Gesellschaftspolitik erageet, do muss een och kucken, e gréisstméigleche Konsens ze hunn, quitte dass ee sech ëmmer op eng Majoritéit an enger Chamber muss kënnen baséieren.

An duerfir wëll ech och soen – an dat hunn ech an der Finanzkommissioun gesot an ech stinn derzou an ech soen et och hei eng Kéier an enger öffentlecher Sitzung –: Déi Ëmuerdnungen um Niveau vun der Steierklass 1a wäert ech, op jidde Fall vu mengem Point de vue, kucken, mat engem gréisstméigleche Konsens ze maachen, soudass verschidde Modellen op den Dësch geluecht ginn an dass mer déi an der Finanzkommissioun offen diskutéieren. An dann op Base vun där Diskussioun muss d'Regierung eng Kéier d'Verantwortung iwwerhuelen an dat an e Projet de loi acalculéieren.

Hei ass de weesentleche Punkt, dass de Regierungsprogramm virgesinn huet, dass mer gären hätten à ce stade, fir d'Kafkraaft vun all Steierzueler ze stäerken, dass mer dat wëllen duerchzéien duerch de ganzen Tarif. An den Här Clement – wou ass en; deen ass kuerz eraus – huet dat eigentlech gesot: Mir sinn der Meenung, dass och Leit, déi iwwer méi wéi de Medianakommes verfügen, zu enger Mëttelschicht gehéieren an dass een net hei sollt higoen, dass déi an deser Zäit sollte steierlech méi belascht ginn, wat de facto géif geschéien, wa mer se net géifen iwwer d'Inflationsberécksiichtigung an der Steiertabell berécksiichtegen. An dat soen ech och nach eng Kéier ganz kloer: Dat ass eigentlech dat Argument, firwat dës Regierung plädéiert, fir deem do net Rechnung ze droen.

An da wëll ech ofschléissend, Här President – ech maachen dat méi kuerz –, soen, dass d'Gewerkschaften, a besonnesch d'Chambre des Salariés an d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, iwwregens och fannen, dass dat hei e Schrëtt an déi richteg Richtung ass, dass déi och eng Äntwert dorobber ginn. An do sinn ech mat der Madamm Tanson – mee ech respektéieren Är Meenung – net d'accord, dass hei éischter d'Spëtzeverdénger géife méi entlaascht ginn. Nee, déi ginn eebe prozentual manner entlaascht. Elo sot ... Jo, Dir kënnt elo eng Kéier laachen, mee et sinn och déi breet Schëlleren, déi richtegerweis an enger Solidargemeinschaft, meeschtens och am Montant absolu, méi Steiere bezuelen. Dat muss een och esou unerkennen.

Also, wéi gesot, hei seet d'Chambre des Salariés ... an ech liesen Iech nach eng Kéier dee Saz. Et ass zwar op Franséisch, mee dat hält dat dann erëm, wat ech Iech elo op Lëtzebuergesch gesot hunn. D'Chambre des Salariés, net d'Regierung, seet: „En vertu de la progressivité fiscale, le premier contribuable paie davantage“, dat ass also deen, dee méi vedéngt, „d'impôts que le second et, de ce fait, le premier se fait donc rembourser davantage que le second en cas d'allègement linéaire et proportionnel des contributions fiscales. Proportionnellement“, an dat ass fett gedrukt, „cependant, cette mesure bénéficie davantage aux petits revenus.“ Hei ass den Avis vun der Chambre des Salariés zu deem Punkt.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | Dat gesot, Här President, wëll ech Merci soe fir all déi konstruktiv Abréngunge vu Meenungen, déi

ënnerschiddlecher Natur sinn. Ech mengen, dovunner lieft eng Demokratie. An d'Demokratie lieft och dovunner, dass eng Majoritéit iwwer e Projet de loi decidéiert.

Ech soen Iech Merci. Ech hu 50 Sekonne méi geschwat an ech hu mech fir de Rescht awer un Är Zäit gehalten. De Rescht maachen ech vun donidden. Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Finanzminister. Gesitt Der, et ass souguer mat Amendement bal gaangen. Voilà, domat hätte mer dann d'Diskussioun ofgeschloss.

An da komme mer zum Vott. An ech widderhuelen nach eng Kéier émmer: Déi Leit, déi wëlle matstëmme, hu vläicht besser, sech anzeloggen, well soss geet dat net.

Mir kommen also fir d'éischt zu der Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 8343, mee awer fir d'éischt iwwer d'Amendementen.

*(Interruption)*

Fir d'éischt iwwer d'Amendementen. An dat, wat ech ofgi krut oder um Büro läit, ass zwar een Ziedel, mee zwee Amendementen. An dofir muss mer separat iwwer deen éischten an duerno iwwer deen zweeten ofstëmme. Här Bausch, Dir frot nach d'Wuert.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, Här President. D'Madamm Tanson hat gefrot, fir laut dem Artikel 41 eng Question préalable ze stellen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Dat ass alles ... Dat maache mer, Här Bausch. Do komme mer duerno drop. Mee fir d'éischt stëmme mer d'Amendementen. D'Madamm Tanson huet gefrot, fir iwwer hir Motioun als Question préalable virum Vott vum Projet de loi ofstëmme ze loossen. An deen ass no den Amendementen. Also fir d'éischt d'Amendementen.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Dann entschëllegt mech.

**M. Claude Wiseler**, Président | Dat ass guer kee Problem. Da weess och jiddwereen, ëm wat et elo geet. Den Här Spautz huet nach d'Wuert gefrot.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Merci, Här President.

**M. Claude Wiseler**, Président | Et ass zwar net, fir zu den Amendementen ze schwätzen, Här Spautz.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Nee, ech wollt just soen, dass mir déi Amendementen ofleenen.

*(Hilarité)*

Mee et éiert awer d'LSAP – dat ass scho gesot ginn –, dass se sech d'Aarbecht gemaach huet, et auszeschaffen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Jo.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Mee et geet net mat deem iwwereneen, wéi mir et gesinn. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Spautz. Mee trotzdem nach eng Kéier: Bei den Amendementen ass a sech keng Riedezäit virgesinn. Dat soll am Prinzip gemaach ginn an der Discussion générale selwer.

**Amendements**

An dofir komme mer och elo zu der Ofstëmmung iwwer deen Amendement 1.

**Vote sur l'amendement 1**

An ech maachen de Vott op. D'Procuratiounen. An dann ass de Vott ofgeschloss.

D'Resultat ass: Jo: 17, Nee: 43, Abstentioun: keng. An domat ass den Amendement Nummer 1 mat 43-Nee-Stëmme géint 17 Jo-Stëmme ofgeleent.

*Ont voté oui* : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

*Ont voté non* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen (par M. Sven Clement) et Ben Polidori.

Den Artikel 2 vum Projet de loi bleift also ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Da komme mer bei de Vott zum Amendement 2 vun der LSAP, deen als Objet huet, den Artikel 3 ofzeschaffen.

**Vote sur l'amendement 2**

Och do maachen ech de Vott op. D'Procuratiounen. An da schlëisse mer de Vott of.

D'Resultat vum Vott: Jo: 17, Nee: 43, Abstentioun: keng. An domat ass den Amendement Nummer 2 mat 43-Nee-Stëmme géint 17 Jo-Stëmme ofgeleent.

*Ont voté oui* : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

*Ont voté non* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Luc Emering), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen (par M. Sven Clement) et Ben Polidori.

Den Artikel 3 vum Projet de loi bleift also ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

**Vote sur une proposition de priorité pour une motion conformément à l'article 41, point 4, du Règlement de la Chambre des Députés**

An éier mer zum Vott iwwert de ganzen Text kommen, hu mer eng Motioun vun deene Gréngen, d'Motioun Nummer 1, hei kritt, wou gefrot ginn ass op Basis vum Artikel 41 iwwert d'Question-préalables, de Punkt Nummer 4, fir eng Proposition de priorité pour une résolution ou une motion ze froen. Normalerweise hu mer dat ëmmer nëmme gefrot, wa mer bei Propositionen oder Motiounen waren, fir eng virzehuelen. Et gesäit awer näischt am Règlement vir, datt et net kann och virun engem Gesetzestext gemaach ginn. Mee well et eng Proposition ass, géif ech d'Chamber froen, ob se mat där Proposition d'accord ass.

A wien domat d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Ech maachen d'Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dat ass also unanimement ugeholl, soudatt mer elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun 1 vun der Madamm Sam Tanson kommen.

**Motions****Motion 1**

An ech wollt do froen, ob et nach Wuertmeldungen dozou gétt. Här Minister.

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | Merci, Här President. Fir dass mer eis op de kloer Wuertlaut vun der Motioun vun der Madamm Tanson ..., d'Meenung vun dem Finanzminister oder vun der Regierung, dass déi kloer ass. Et gétt eischtens gefrot, dass een an enger „prochaine modification du barème“ den Akzent op „mesures socialement plus ciblées en allégeant la charge fiscale prioritairement pour les revenus bas et moyens“ setze soll. Bon, dat hänkt natierlech dervun of, wéi een dat bewäert.

Ech hunn Iech virdu gesot, wat, mengen ech, och richteg ass: dass, wann een eng Adaptatioun vum Barème mécht, dann natierlech besonnesch déi Kleng- a Mëttelevenuen automatesch duerch d'Inflationsberengung vum Barème méi entlaascht ginn. Ech mengen, dat ass dat, wat ech Iech dozou ka soen.

Ech kann Iech och weider soen, ouni dass ech mech dozou kann – well do musse jo Berechnunge gemaach ginn – engagéieren: Mir haten an der Finanzkommission d'Fro: Wéi ass et mat dem Echelonement vun de Steierkreditter? Dat heescht: Wéi wäit gräifen déi? Ech hu mech engagéiert ... Dat war d'Motioun, déi mer d'lescht Woch vum Här Clement haten. Do hunn ech mech engagéiert, dass ech géif déi Berechnunge mat der Steierverwaltung – ech kann déi net maachen – zesumme kucken, an da géif ech der Finanzkommission ënnerbreeden, wat een do ka maachen a wat dann den entsprecheden, ech soen, estiméierten Déchet fiscal dovunner ass.

Mee ech ka mech net méi prezis zu Saachen elo engagéieren. Well wann Dir zu mer sot: „Jo, eng Adaptatioun vum Barème ass fir eis keng Mesure socialement ciblée an Dir hutt Iech awer deemools engagéiert, fir Mesures socialement plus ciblées ze maachen“, jo, da si mer eis op der Form do net eens.

Ech hunn Iech och virdrun op der Chambertribün gesot, Madamm Tanson, dass de Regierungsprogramm virgesäit, dass ee géif en attendant déi Individualiséierung vun der Steierlandschaft fir d'Privatpersounen un der Schrauf dréien, fir dass een déi Leit, déi an der Steierklass 1a sinn – dat sinn also Leit, déi verwitwet sinn; dat si Leit, déi Elengerzéier sinn, oder Leit, déi 65 Joer sinn an eleng sinn –, transitoire, also kuerzfristeg, dann ab dem 1. Januar 2026 géif entlaaschten. Wéi wäit ee se entlaascht, dat muss ech

Iech an der Chamberskommission no Berechnunge matdeelen.

An deen drëtten Punkt ass deen: Jo, all Staat huet natierlech d'Obligatioun, fir ze kucken, fir méiglechst vill Steieren eranzekréien, fir Investissementer kënnen ze maachen. Ech soen Iech awer och – an dat gétt jo och ëmmer gefrot –, dass et muss e gesonden Equilibre sinn zwëschen deene Leit, déi d'Investissementer finanzéieren. Dat sinn op där enger Säit d'Privatpersounen an op där anerer Säit sinn dat och d'Betribler. An dat muss ee kucken an enger Globalitéit. Et muss ee kucken, fir d'Kompetitivitéit vun de Betribler generell ze erhalen. Well et kann een natierlech bei de Betribler nëmmeen dropschloen, mee wa se herno anzwousch aneschtens ginn, jo da stitt Der mam Fanger am Mond do, well da si keng Sue méi do. An dat selwecht zielt och nun eeben emol bei der Steierlaascht, déi den eenzele Privatpersounen entsprécht, well wa mer do ze vill dropdrécken, da si besonnesch déi Leit, déi natierlech de Choix hunn, ob se zu Lëtzebuerg schaffen oder ob se zu Lëtzebuerg hir Steiere bezuelen oder soss an aneren europäesche Memberstaaten oder doriwuer eraus, och net do. Et ass also e gesonden Equilibre.

An der Zilsetzung hunn ech kee Problem mat där Motioun, mee ech loosse mech awer och net gären esou festleeën, dass ech keng Marge de manoeuvre méi hunn. A virun allem d'Regierung, déi handelt am Kader vun hirem Regierungsprogramm als Ensemble, als Unitéit. Dat huet se bis elo gemaach an ech hätt och gären, dass se an deem Ensemble, an där Unitéit kéint weiderfuere.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Roth. Ech hunn eng Rei Wuertmeldungen. Ech fänke mat der Auteure vun där Motioun un, der Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Merci, Här Finanzminister, fir d'Explikatiounen. Also, fir den éischten Tiret, dat ass och dee Punkt, wou ech u sech keng Äntwert op meng Fro krut, weeder elo haut nach an der Kommission. Dat baséiert sech eigentlech op Äre Koalitionsaccord, well do beschreift Der, op der Säit 33 sot Der, dass Der eeben de Barème neutraliséiere wëllt. Dat ass jo elo hei eng Etapp. Dir hutt och ugekënnegt, Dir maacht déi nächst Tranchen och nach.

An da steet dee Saz hannendrun, dee mech scho méi wéi eng Kéier interpelléiert huet: „Parallèlement, le Gouvernement s'engagera pour réduire la charge fiscale des petits et moyens revenus.“ An dat ass jo meng Fro, dat heescht: Ass dat onofhängeg vun där grousser Reform, déi Der fir 2026 maacht? Dat heescht, Dir maacht nach eppes virun 2026, virun där grousser Reform, wat fir déi Kleng- a Mëttelevenue soll gëllen?

Bis elo huet kee mer confirméiert, dass dat och effektiv wäert sinn. An ech schwätzen net vun der Steierklass 1a an ech schwätzen net vun der automatescher oder vun der Upassung vun der Steiertabell, dat heescht nach eng drëtt Variant. An dat ass dat, wat mer hei mengen. Maacht Der onofhängeg vun den Adaptatiounen ... Mir froen Iech am Fong, dass Der dat maacht, zu deem Der Iech engagéiert an Ärem Koalitionsaccord, dass Der méi cibléiert eppes maacht, esou wéi och den Amendement vun de Kolléeg vun der LSAP zum Beispill, fir déi, déi et am allermeeschte brauchen.

Natierlech bezuelen déi méi Steieren, déi méi verdéngen. Mee mir wëssen, dass grad – an ech mengen, Dir hutt dat am Walkampf vertrauden a vill anerer och – bei deenen, déi wierklech ënnen an där Tabell sinn, de Besoin am gréissten ass, fir nach zousätzlech eppes ze maache wéi just déi Upassung. Dat ass et am Fong, méi froe mer net.

An dat anert, deen zweeten Tiret, ass jo dat, wou Der Iech engagéiert hutt. Dir hutt dat elo hei haart gesot, dass der am Laf vum nächste Joer dat géift proposéieren, den 1a.

An den drëtten, do sidd Der souwisou och d'accord, wann ech Iech richteg verstinn. Dat heescht, dat ass am Fong net eng Anengung an e Carcan, dat ass eppes, wou Der mer elo eigentlech confirméiert hutt, dass Der et wëllt maachen. An den éischten Tiret steet am Koalitionsaccord. Duerfir sinn ech e bëssen erstaunt, dass Der elo an der Logik sidd: „Mir stëmmen dat do net mat. Mir sinn do dergéint!“

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vun der Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Här President, de Finanzminister huet grad gesot, dass vun him e prezist Engagement verlaangt gétt. Bon, grad dat fanne mer ganz gutt. D'Madamm Tanson huet grad erklärt, am Kader vun där Upassung vum Steierbarème, dass een do méi cibléiert soll virgoen, an huet och direkt gesot, dass eisen Amendement do kann eng Äntwert drop sinn, fir eeben déi Revalorisation vum Steierkredit ze maachen. Genau duerfir stëmmen mer deem heiten zou, bis eeben d'Konzept vun der eenzeger Steierklass 2026 um Dësch läit.

Et kann een duerch Initiativen huelen. Ech mengen, do kann ee kuerzfristeg och scho méi sozial equilibréiert Moossnamen huelen. Mir hunn do jo e Steierpositionspabeier ausgeschafft, do kann ee sech gären drun inspiréieren, wat ee kuerzfristeg do ka maachen. An dann, jo, selbstverständlech brauch een déi néideg Recetten, fir och kënnen weiderhin ze investéieren.

Wéi gesot, dofir stëmmen mer dat heite gäre mat.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Bofferding. Nächst Demande de parole ass vum Här Goldschmidt.

**M. Patrick Goldschmidt** (DP) | Merci, Här President. Zu där Motioun kann ech soen, dass mir als Demokratesch Partei déi net kënnen matdroen. Ech sinn e bëssen iwwerrascht: Mir schwätzen hei vun enger Adaptatioun vum Steierbarème. Dat ass dat, wat mer haut wäerte stëmmen. An an deem Kader gi mer da gefrot, fir bei der nächster Modifikatioun vum Barème cibléiert Allégementer ze maachen, wat a sech näischt domadder ze dinn huet. Eng Adaptatioun vum Steierbarème, déi kënt duerch d'Indextranchen, duerch den Indexsystem, dee mer jo alleguerten hei vertrieben. An den Indexsystem, dee bréngt eebe mat sech, dass effektiv méi héich Revenue méi bäikréie wéi déi méi niddreg. An dofir huet de Finanzminister jo och gesot, dass e kuckt, fir do Adaptatiounen ze maachen, dass mat negative Steieren aner Kreditter géife kommen.

Mee méi cibléiert bei enger nächster Modifikatioun vum Barème, déi vläicht net kënt, géifen also keng Mesure méi kommen, wann de Barème elo an deenen nächsten zwee Joer aus iergendengem Grund net kéint adaptéiert ginn. Dofir geet den éischten Tiret schon net.

Den zweeten Tiret, majo, do huet d'Regierung jo gesot, se géif dat maachen an deenen nächsten zwoelf Méint. Do gesinn ech net an, firwat mer dat elo hei sollen nach eng Kéier stëmmen. Ech wëll Iech drun erënneren: 1a, dat si vill méi Leit. Dat sinn déi iwwer 65, dat sinn der, déi zesummeliwen a Kanner hunn. Do muss ee genee oppassen, wann der zwee an engem Stot sinn, déi zwee Kanner hunn an eent an eent opdeelen, da si se an der 1a, dass een do net

besser ewechkënt wéi an enger 2. Dofir ass jo déi Individualiséierung wichteg.

An deem drëtten, d'Recette-fiscallen. Jo, mir hunn de Leit a sech déi lescht Jore vill Recetten ewechgeholl, déi hinnen zoustoungen. Dofir sinn ech der Meenung, dass dat elo hei net erapasst, „garantir les recettes fiscales“. Déi kënne mer nëmme garantéieren, falls mer e gutt ekonomesch Einfeld hunn a wa vill Leit op Lëtzebuerg kommen. Déi, déi Interessé hunn, sollen e bësse google goen, wat a Frankräich Leit mat héije Revenuen u Steiere bezuelen. Komescherweis ass dat bei ganz héije Revenuen deelweis manner wéi hei, well mir sinn hei, wann ee bei iwwer 200.000 oder iwwer 150.000 ass, mengen ech, bei 47 %, ouni d'Sécurité sociale mat bäizerechnen. Also, se sollen ophalen, hei elo ze soen, dat muss nach eropgoen, quitte dass dat elo net an där heiter Motioun derbäisteet. Mee awer dee leschte Punkt, „garantir les recettes fiscales“, huet fir mech elo näischt mat der Adaptation vum Steuerbarème ze dinn.

Dofir wäert d'DP-Fraktioun des Motioun net matstëmmen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Goldschmidt. Ech hunn nach dräi Wuertmeldungen. Dat ass den Här Clement, den Här Spautz an duerno den Här Keup. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Eis ass déi Motioun ganz sympathesch. Ech muss awer och soen: Den éischten Turet, wéi en elo interpretéiert gouf vusäite vun der Majoritéit, interpretéieren ech net esou. Ech interpretéieren deem éischter esou, dass mer Allègementer fir déi ënnescht Akommesstranchë mussen maachen. A wann Der mer virdrun nogelasschert hutt, do hunn ech Iech gesot: Bei enger Indextranche kritt een um Mindestloun haut 64 Euro bäi an et bezilt ee 16 Euro méi Steieren. Dat si 25 % Steuerlaascht op där Indextranche, also ouni d'Sécurité sociale. Um Mindestloun gëtt eng Indextranche mat 25 % besteiert.

Wann ech dat nämmelecht maachen um Plafond cotisable – dat ass fënnemol de Mindestloun; ech hunn einfach iergendee Montant missen huele fir e Besserverdänger –, da bezilt ee 45 % op seng Indextranche. Dat heescht, et ass eng Progressivitéit dran. Mee eis Meenung ass, dass déi Progressivitéit am Ufank vill ze héich ass. 25 % scho mussen ze bezuelen, wann ech eng Indextranche bäikréie beim Mindestloun! An eisen Ae misst dee steierfräi sinn! An dofir mengen ech, dass een dat genau iwwert de Barème reegele kann, andeem een de Barème modifiéiert – net adaptéiert, mee wierklech modifiéiert. Dofir huet deem éischte Punkt, esou wéi en hei geschriwwen ass, eise vollste Support.

An déi zwee aner Punkten, dat si jo souwisou Fuerderungen, déi genannt goufen. Déi kënne mer tel quel ënnerstëtzen. Mee ech mengen, dass Beispill, dass eng Indextranche um Mindestloun mat 25 % besteiert gëtt, dass misst eis awer allegueren d'Aen opmaachen, dass mer do definitiv de Barème eng Kéier mussen upassen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Clement. Den Här Spautz.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll nach eng Kéier drop agoen. Hei gëtt ëmmer elo gläichzäiteg Index- a Steierpolitik matenee vermëscht. An der Indexpolitik ass gesot ginn: „Mir maache gären, dass d'Inflation ugepasst gëtt un d'Steiertabell.“ Elo gi véier Indextranchen ugepasst. Duerno sollen der och nach eng Kéier véier ugepasst ginn, wann de Moyen besteet. A wann et ze laang dauert, eventuell souguer fënnef, wann d'nächst Joer dann, wéi de Statec et gerechent huet, nach eng

Indextranche géif bäikommen. Ech hunn dës Deeg eng Botterfra gesinn, déi erkläert huet, wéi den Index hei zu Lëtzebuerg fonctionéiert.

*(Hilarité)*

An dee fonctionéiert schéi propper, queesch duerch de Gaart.

*(Interruptions)*

Mee dat war e bëssen eng Mëllechmeedcherechnung, déi do gemaach ginn ass, well eng Adaptation ass keng Modifikatioun. A mir maachen hei eng Adaptation vun de Steiertabellen, vun deem, woufir mer eis engagéiert hunn. Mir hu gesot: Déi éischte Kéier déi zwou an eng hallef, déi schonn an der Tripartit ofgemaach gi sinn. Dunn huet et geheescht, et gëtt der elo op den 1. Januar véier. An duerno huet de Minister nach eng Kéier drun erënnert, dass der nach eng Kéier véier respektiv fënnef bäikommen.

Mir hunn hei net geschwat vun enger Modifikatioun. An dem Invite steet dran: „eng Modifikatioun vum Barème“. A fir eng Modifikatioun kënnen ze maachen – dat huet de Minister ënnerstrach an der Finanzkommission, och elo nach eng Kéier heibannen –, mussen kënnen Berechnungen gemaach ginn, déi an den Detail ginn. An et kann een net aus der Héft eraus elo einfach soen: „Mir maache Modifikatiounen.“

Déi Adaptatiounen, déi kommen, an dofir ass et fir eis net méiglech, des Motioun esou, wéi se hei formuléiert ass vun deene Gréngen, unzehuelen. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Spautz. Elo huet den Här Keup d'Wuert.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Jo, et geet e bëssen an déi selwecht Richtung. Wéi ech dat hei gelies hunn, hunn ech mer geduecht: „Hei ginn awer zwou Saache matenee vermëscht.“ Engersäits schwätze mer hei dervun, fir eeben eng verstoppte Steiererhéijung, déi leider do ass wärend e puer Joer, erëm riichtzebéien a fir de Leit am Fong dat ze ginn, wat hinnen zousteet.

A wann ech dat heiten esou liesen, da kënn dat mer esou vir – den éischten Alinea bei den Invitten –, wéi wann et do am Fong drëms geet, fir dat déi nächste Kéier aneschters ze maachen a fir also souzesoen deenen engen dat net méi ze ginn, wat hinnen am Fong awer zousteet, wat am Fong op näischt aneschters erauskënn wéi eng Steiererhéijung fir verschidde Leit.

Mee ech mengen, wann een dat wëllt maachen, wann déi gréng dat wëlle maachen an och anerer, da solle se heihinnerkommen an eng Steiererhéijung fir en Deel vun der Populatioun konkret hei virschloen. Dann ass dat méi éierlech.

*(Interruption par M. François Bausch)*

Well et kënn op dat eraus.

**M. Claude Wiseler**, Président | Här Bausch, wann ech gelift.

**M. Fred Keup** (ADR) | Dat anert, dass mer hei och e bëssen eng Aart vun Deckelung hunn, déi jo dohinner geet, dass een dat Ganz jo wëllt deckelen an allkéiers ab engem gewëssene Loun de Leit dat net méi wëllt zougustoen. Do komme mer an eng Logik era wéi bei der Deckelung vum Index, wat ëmmer zur Diskussioun steet, wat awer eng ganz geféierlech Saach ass a wat näischt anescht ass wéi eng Manipulatioun vum Index.

A wann een hei ufänkt, esou Saache gär ze deckelen, dann ass de Wee net méi wäit bei d'Deckelung vum Index. An do géif ech soen, grad déi Parteie vu lénks, déi sollen do ganz virsiichteg sinn. Mir maachen op

jidde Fall esou eppes net mat a mir stëmmen dofir och déi Motioun hei net mat.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Keup. Dann huet den Här Wagner d'Wuert.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech verstinn elo d'Argumentatioun vun der CSV manner, nodeems den Här Spautz d'Wuert ergraff huet.

*(Hilarité)*

**Une voix** | Dir net aleng.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Well u sech, esou kompléiert ass et jo net. Mir hunn zurzäit eng Steuerstruktur, e Steuerbarème, dee justement net en faveur ass vun den ënneschte Schichten. Et geet jo relativ séier bis zu 39 %. Do si mer eréischt bei Leit, déi bei 45.000 Euro d'Joer leien. An dono waart ee laang. 40 %, do muss ee schonn 100.000 Euro d'Joer verdéngen et cetera. An et hält relativ fréi op. Et geet elo net drëms, bis an de leschten Detail ze goen.

Et muss een elo keng grouss Etüd maachen, wéi dat elo vun der CSV gefuerdert gëtt, fir ze wëssen, dass ee muss de Steuerbarème esou änneren, dass déi, déi duerno um Enn kommen, also an den ieweschte Schichten, méi besteiert ginn an dass déi allegéiert ginn, déi relativ wéineg verdéngen oder am Mëttelstand sinn.

Iwwert d'Detailer kann een natierlech diskutéieren, iwwert de Komma kann een natierlech och diskutéieren, mee ech verstinn elo net, wat do esou kompléiert soll sinn, fir dee Prinzip iwwerhaupt kënnen unzehuelen a fir déi Motioun dann deementspreechend net wëllen unzehuelen. Also, mir wäerte se op jidde Fall matstëmmen. An dat ass net aus der Héft geschoss, dass ass eng laang Diskussioun.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Wagner. Ech mengen, domat sinn elo d'Positiounen alleguer kloer.

An da komme mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun 1 vun der Madamm Tanson.

**Vote sur la motion 1**

Ech maachen de Vott op. De Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen a keng Abstentioun. Domat ass des Motioun ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Weltring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen (par M. Sven Clement) et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick*

*Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

An da kënnen mer zum nächste Punkt kommen, an dat ass d'Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8343. Den Text steet am Document parlementaire 8343<sup>4</sup>.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 8343 et dispense du second vote constitutionnel**

An d'Ofstëmmen kann elo ufänken. De Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 45 Jo-Stëmme, keng Nee-Stëmmen a 15 Abstentiuonen. Domat ass dee Projet de loi mat 45 Jo-Stëmme a 15 Enthaltungen ugehooll.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen (par M. Sven Clement) et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

*Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

Als zweete Punkt um Ordre du jour kënn den Projet de loi 8338 iwwert ...

*(Interruption par M. Sven Clement)*

#### **Motions (suite)**

##### **Motion 2**

Mir hunn nach eng Motioun. Mir hate schon eng Motioun, dofir hat ech d'Motiounen ofgeschloss. Mee selbsterständlech huet den Här Clement Recht an d'Piraten hunn och d'Recht, fir datt hir Motioun ofgestëmmt gëtt. Dofir wollt ech den Här Clement froen, ob en nach eppes dozou wëllt soen.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Wierklech ganz kuerz. Ech mengen, ech hunn et virduun an der Ried ugeschwat: Dat heiten ass eng Motioun, déi u sech d'Regierung just invitéiert, fir an absebarer Zäit ze legiferéieren, fir déi Upassung net all zwee Joer ze proposéieren, mee all Joer. Ech hunn och a menger Ried virgerechent, wat dat fir en Impact kann hunn. Dat kann zéng Méint haut schon hu mat deem, wat mir proposéieren. An deem System, deem d'Regierung huet, kann dat och gäre mol véier Indextranchen ausmaachen. Deemetspriedend ass

dat einfach eng Motioun mat engem fromme Wunsch un d'Regierung, datt een dat méi séier ausgläicht an Zukunft, soubal déi véier Indextranchen, déi elo nach ausstinn, dann och ausgeglach sinn.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Clement. Wie freet d'Wuert zu dëser Motioun? Ech fänken u mat dem Här Finanzminister.

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | Jo, Här President. Ech wëll kloer soen, dass d'Regierung zu deem steet, wat am Regierungsprogramm steet, an dass d'Engagement och do festgehalen ass, dass iwwert déi nächst Joren déi Indexupassungen kommen.

Hei gëtt gefrot, dass praktesch, wann eng Indextranche kënn – loosse mer soen am Oktober d'nächst Joer –, automatesch d'Steiertabell dann dat Joer drop schonns ugepasst gëtt. Dat ass an der Vergaangenheet och net de Fall gewiescht. Wat awer net ausschléisst, dass ee sech Gedanke ka maachen, fir erëm eng Kéier op dee System ze kommen, deen, wéi richtegerweis drop higewise ginn ass, 2012 ofgeschafft gouf. Dat war nämlech de berühmten Artikel 125 aus der Akommessteuer, nämlech dass, wann eng gewësen Inflation ugestaut ass, d'Regierung dann obligéiert ass, fir e Gesetzesprojet ze deposéieren, fir där Rechnung ze droen. Dat ass an der Vergaangenheet net ëmmer genau esou gemaach ginn, mee et ass an der Vergaangenheet ëmmer esou gewiescht, dass dat awer no enger Rei vu Joren, an der Reegel ëmmer mindestens eng Kéier an enger Legislaturperiod, ënner verschiddene Regierungskonstellatiounen, gemaach gouf. Dat war mat der CSV/LSAP sou, dat war och virdu mat der CSV/DP sou.

Meng perséinlech Meenung ass déi, dass dat e System ass, op deem ee lues, mee sécher erëm eng Kéier sollt histeren, ouni dass ech awer hei dat Engagement wëll konkret huelen, dass, wann eng Indextranche erfält, een dann direkt dat Joer drop automatesch déi voll Adaptatioun an dem Barème soll erëmfannen. Dat ass d'Positioun vun der Regierung. Mee selbsterständlech, mir fügen eis enger Majoritéit, déi déi Motioun entweeder unhëlt oder ofleent.

*(Interruption et hilarité)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Dat ass och gutt esou. An elo kucke mer, ob se dann ugehooll gëtt oder net ugehooll gëtt. Ech hunn dräi Wuertmeldungen zu deem Sujet ganz genau. Dat sinn d'Madamm Bofferding, d'Madamm Tanson an den Här Spautz. Ech fänke mat der Madamm Bofferding un.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Merci, Här President. Bon, grondsätzlech si mer jo ëmmer frou, wann den Index spillt. Hei ass awer elo de Punkt, dass mir fir e ganz anere Barème stinn. Ech mengen, do hate mer scho ganz kloer Propositionen ausgeschafft, déi méi sozial gerecht, méi sozial equilibréiert sinn. Dat ass fir eis de bessere Wee wéi eeben elo eng automatesch Indexéierung a fir och déi Ongerechtegkeeten, déi mam aktuelle Barème bestinn, weiderzeféieren. An duerfir wäerte mer dëser Motioun net zoustëmmen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Bofferding. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, merci. Also, wéi schon a menger Interventioun virdu gesot, mir halen et mam Finanzminister vun 2012, dee fënn, dass de Staat, d'Regierung, sech soll den néidege budgetäre Spillraum loosse an dass een dat eeben net iwer e Gesetz soll imposéieren.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann huet den Här Spautz d'Wuert an duerno den Här Goldschmidt.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Jo, also mir leenen déi Motioun och of. Ech mengen, den Här Finanzminister huet kloer duergeluecht, firwat a wisou. An dofir wäert d'CSV dëser Motioun och keng Zoustëmmung ginn. Villmools merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Spautz. Här Goldschmidt, et ass un Iech.

**M. Patrick Goldschmidt** (DP) | Merci, Här President. D'Demokratesch Partei leent déi Motioun och of. An d'Argumenter sinn elo all vum Här Minister scho virbruecht ginn. Ech soen Iech Merci.

*(Interruption par Mme Sam Tanson)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Wannechgelift, Madamm Tanson. D'Saache si kloer. D'Wuert ass elo fir den Här Keup. Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Jo, wann ech mech net ieren, sinn et schon esou Motiounen ginn an de leschte Joren, déi dann och vun enger ganzer Partie Oppositionsparteie matgestëmmt gi sinn. An deemools war dat alles kee Problem. Also, ech géif soen, dass dat hei awer eng positiv Saach ass. A mir wäerten dat hei op jidde Fall, esou wéi d'leschte Kéier, dann och dës Kéier matstëmmen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Voilà, domat ass dann d'Diskussioun iwwert dës Motioun ofgeschloss an ech géif déi Motioun zum Vott stellen.

#### **Vote sur la motion 2**

De Vote par procuration. An ech schléissen elo de Vott of. De Vott ass ofgeschloss.

Jo-Stëmme: 10, Nee-Stëmme: 48, Abstentiuonen: 2. An domat ass dann dës Motioun vun de Piraten ofgeleent mat 48-Nee-Stëmmen géint 10 Jo-Stëmme an 2 Abstentiuonen.

*Résultat définitif après redressement : la motion 2 est rejetée par 8 voix pour, 50 voix contre et 2 abstentions.*

*Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen (par M. Sven Clement) et Ben Polidori.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Luc Emering) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.*

*Se sont abstenus : MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

## **4. 8338 – Projet de loi relative au budget provisoire pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 avril 2024**

Da komme mer zum zweete Punkt vum Ordre du jour, an zwar dem Projet 8338 iwwert de provisoiresche

Budget fir d'Period vum 1. Januar bis den 30. Abrëll 2024, déi sougenannten „Douzièmes provisoires“. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet 15 Minutten, d'CSV 31, d'DP 24, d'LSAP 21, d'ADR 15, déi gréng 10, d'Piraten 10, déi Léink 10 an duerno d'Regierung 15 Minutten. Et hu sech schon ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm duerno fir d'CSV, den Här André Bauler, d'Madamm Taina Bofferding, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm.

### Rapport de la Commission des Finances

**Mme Diane Adehm** (CSV), rapportrice | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an dësem Gesetzesprojet geet et ëm déi sougenannten „Douzièmes provisoires“. Sait 2014 ass dës Prozedur an eiser Gesetzgebung verankert. Genee wéi et schon 2013 an 2018 de Fall war, gëtt mat deem heite Gesetzesprojet e provisoiresche Budget gestëmmt, an dës provisoiresche Budget géllt, wéi säin Numm et seet, fir déi éischt véier Méint vum Joer 2024.

Dës Budget ass wichteg, well en erlaabt et dem Staat, fir säi Fonctionnement sécherzestellen. Dat bedeit u sech, dass domadder kënnen d'Ministèren an d'Verwaltungen an all d'Organer vum Staat fonctionéieren an dass och d'Paie vun de Leit, déi beim Staat schaffen, kënnen bezuelt ginn. Dëst ass iwwerengs och déi gesetzlech Basis, fir dem Staat et ze erlaben, Steieren anzendriewen.

Technesch gesinn, fir deen heite Budget opzestellen – oder déi Douzièmes provisoires –, baséiere mir eis op de Budget vum Joer 2023 a mir huele véier Zwieleftel dovunner fir déi éischt véier Méint vum 2024.

Et gëtt awer eng ganz Partie Ausnamen zu dësem generelle Prinzip vum de véier Zwieleftel. Do gëtt et zum Beispill engersäits Ausgaben, déi een net pauschal kann duerch zwielef dividéieren an da mat véier multiplizéieren, well et Ausgabe sinn, déi entweder éischer am Joer integral ufalen, oder et sinn aner Ausgaben, déi net gläichméisseg iwwert déi véier Méint verdeelt sinn. Dës Ausgabe sinn am Gesetzesprojet ganz detailléiert opgeléicht. Ausserdeem dréit de Prinzip vum den Douzièmes provisoires der Entwécklung vun der Échelle mobile des salaires net Rechnung.

Här President, ech kommen zu den Avisen. De Staatsrot begréisst a sengem Avis, dass et eng gesetzlech Basis gëtt fir de Gesetzesprojet iwwert d'Douzièmes provisoires. Ursprénglech war an dësem Projet de loi och nach eng Upassung vum Steiergesetz virgesinn. Et geet ëm d'Adaptatioun un d'Präisdeierecht vun de Coefficients de réévaluation vum Prix d'acquisition oder Prix de revient vun den Immobilien, esou wéi et am Artikel 102 Alinea 6 vum Steiergesetz virgesinn ass. Dës Adaptatioun gëtt all zwee Joer gemaach. No enger Remark vum Staatsrot gouf dës Upassung an de Gesetzesprojet iwwert d'Upassung vun der Steiertabell iwwerholl. Dat ass dee Gesetzesprojet, iwwert dee mer elo grad ofgestëmmt hunn.

De Staatsrot huet och virgeschloen, d'Upassung vum Taux vun de Biocarburanten an Treibstoff am Gesetz iwwert d'Accises separat ze maachen. An dat war och ursprénglech an dësem Gesetzesprojet virgesinn. Och dës Remark vum Staatsrot gouf Rechnung gedroen a mir hunn dës Upassung gëschter Mëtteg gestëmmt.

D'Chambre de Commerce huet keng Observatioun zu den Douzièmes provisoires en tant que tel, mee si huet awer vun der Geleeënheet profitéiert, fir hir Revendicatiounen zum Thema Index ze rappeliéieren.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet och keng Remarken zu den Douzièmes provisoires.

Nodeems de schrëftleche Rapport iwwert dës Gesetzesprojet den 8. Dezember an der Finanzkommissioun ugeholl gouf, sinn och nach Avise vun der Chambre des Salariés, der Chambre des Métiers an dem Syvicol erakomm. Duerfir komme si net a mengem schrëftleche Rapport vir. Ech wéilt awer ganz kuerz a mengem mëndleche Rapport drop agoen.

D'Chambre des Salariés huet hir generell Analys virgeluecht iwwert déi wirtschaftlech Situatioun vum Land an huet Recommendatiounen virgestallt zu Sujete wéi Aarmutsbekämpfung, Logement a Steieren.

D'Chambre des Métiers notzt och dës Projet de loi, fir hir Revendicatiounen un d'Regierung a puncto budgetärer Politick vun der Regierung ze maachen an op hir Fuerderungen a puncto Wunnengsbau hinzeweisen.

De Syvicol huet a sengem Avis keng speziell Observatioun zu den Douzièmes provisoires.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, domadder wier ech fäerdeg mat mengem Rapport zu den Douzièmes provisoires an ech géif nach just e puer Wuert als Message am Numm vum mandatéierte Spriecher vu menger Partei mat op de Wee ginn.

Ech waarden dann, bis d'Auer erëm op null ass. Voilà, merci.

### Discussion générale

Als Spriecher vun der CSV wollt ech der vieregter Regierung Merci soen, dass si dës Projet de loi deposéiert huet. Genee wéi 2013, wou mir och de Budget provisoire deposéiert haten, dréit dëst zum richtege Fonctionnement vum Staat bäi, an dat ass och gutt esou. Dëst gehéiert zu enger geuerdenter Transitioun vum Pouvoir an och zum richtege Fonctionnement vum Rechtsstaat.

Ech wéilt nach eng Kéier ënnersträichen, dass dës Gesetzesprojet vun den Douzièmes provisoires e reng techneschen Text ass. En dréit der neier Opdeelung vun de Ministèren net Rechnung an en erlaabt och net, Réckschlëss ze zéien op d'zukünfteg Regierungspolitick. Dës provisoiresche Budget gëtt der neier Regierung déi néideg Zäit, e komplette Budget fir 2024 ze deposéieren. An eis als Chamber gëtt en déi néideg Zäit, dësen ze analyséieren a virum 30. Abrëll unzehuelen.

Domadder soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der CSV fir dës Projet de loi.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Adehm, och fir Äre schrëftlechen a mëndleche Rapport. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler.

**M. André Bauler** (DP) | Merci, Här President. Léif alleguer, an e puer Woche geet dëst Joer op en Enn an domadder och de Budgetexercice vum Joer 2023. Et ass virdrun och ugeklongen: Genau wéi am Hierscht vun de Joren 2013 an 2018 – déi zwee Joer also, wou och Landeswale waren – läit keen detailléierte Budgetsprojert vir, well et der neier Regierungsekip eben aus verständleche Grënn nach net méiglech war, dësen am Detail opzestellen.

All déi Deputéiert heibannen, déi schon eemol d'Éier haten, dierfen de Budgetsrapporter ze sinn, an un den Aarbechte vun der Finanzkommissioun deelgeholl hunn, wëssen, dass dat natierlech eng opwändig Aufgab ass. D'Regierung brauch also och hei déi néideg Zäit, fir de Staatsbudget vum Joer 2024 a Rou opzestellen.

De Klassenche Budgetskalenner kann dofir also net agehale ginn an dowéinst géife mer, wéi d'Rapportrice gesot huet, op d'Douzièmes provisoires zrëckgräifen, fir eeben den Här Finanzminister a sengem Ministère a senger Beamten déi néideg Zäit ze ginn, fir de Budget vum kommende Joer auszeschaffen.

Ech wéll nach drun erënneren, dass d'Douzièmes provisoires keng parlamentaresch Ausnam sinn. Tëschent de Joren 1945 an 1969 gouf de Staatsbudget och eréischt eng Rei Méint nom Ufank vum Budgetexercice gestëmmt. De Grond fir dës Retard vum Budget war an der Zäit nom Zweete Weltkrich, dass iwwer all eenzelne Punkt an der Chamber ofgestëmmt an diskutéiert gouf an et dowéinst méi laang gedauert huet.

Och eis Noperen Däitschland an d'Belsch hu schon esou Mesüre geholl am Fall, wou hir nei Regierung nach keng Zäit hat, fir de genaue Budget opzestellen. Déi ganz Debatt, déi Der elo an de leschte Wochen a Méint an Däitschland konnt suivéieren, iwwert déi sougenannt „Scholdebremms“, huet elo derzou gefouert, dass et och bei hinne virum 31. Dezember dës Joers keen definitive Budgetsrapport fir 2024 wäert ginn. Dofir wäerten och si mat engem sougenanntem „Iwwergangsbudget“ schaffen. Ech hunn extra nogekuckt, an der Bundesrepublik nenne si dat „vorläufige Haushaltsführung“. Voilà.

Et kënnt also och net zu engem Shutdown, wéi mer dat aus Amerika kennen, aus de Vereenegte Staaten. Och den däitsche Staat sengersäits bleift voll handlungsfäeg a ka seng Leit bezuelen.

Mir heiheim fueren also mat den Douzièmes provisoires. Domadder ass de Fonctionnement vum Staat zu all Moment garantéiert a gläichzäiteg huet déi nei Regierung genuch Handlungsfreiheet respektiv Spillraum, fir de Budget, den neie Budget, auszeschaffen, deen op de Prioritéite vun der neier Koalitioun baséiert.

Et dierft och keen heibanne verwonneren, dass ech als mandatéierte Spriecher vu menger Fraktioun den Accord zu dësem Gesetzesprojet ginn. Merci fir Är Opmierksamkeit.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Bauler. Déi nächst ageschriwwene Riednerin ass d'Madamm Taina Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Här President, dat heiten ass effektiv éischer en techneschen Exercice, esou wéi d'Rapportrice dat och ganz gutt erkläert huet, a vu datt et och e Budget ass, deen nach ënnert der vieregter Regierung souzosen opgestallt ginn ass, wäert d'LSAP dës Projet de loi och matstëmmen. Well et eben haaptsächlech déi lafend Käschten deckt, wäert ech och elo net spezifesch op déi Detailer do agoen.

Ech géif awer gäre vun deem Iwwergangsbudget op de Budget 2024 eriwergoen, well niewent der Presentatioun vum Koalitionsaccord ass awer den nächste Budget, mengen ech, dee grouse Moment vun dëser neier Regierung. Mäi Rot, deen ech Iech nämlech wéll mat op de Wee ginn, Här Finanzminister, zesumme mat Ärer Regierung, ass: Verpasst d'Chancen net! Huelt net fir déi komplex Schwierigkeiten, déi mer elo hunn, ëmmer déi einfachsten Optiounen! A virum allem: Reagéiert net op d'Defien, d'Erausforderungen, déi sech stellen, mat Äntwerten, déi mer scho gëschter haten, wou mer wëssen, dass se net déi Léisunge kënnen sinn!

An ech hat och scho bei der Presentatioun vum Koalitionsprogramm gesot: Mir wëllen e Lëtzebuerg, wou de Staat méi ass wéi just e Businesscenter fir



d'Entreprises. Mir wëllen e Staat, dee solidaresch ass a keen op der Streck leie léisst.

A wa mer nach eis Debatt gëschter kucken, déi mer am Kader vum Verbuet vun der Mendicitéit haten, wou mer jo och ganz vill iwwert d'Aarmutsbekämpfung geschwat hunn, do huet effektiv d'Regierung och gesot, dass d'Aarmutsbekämpfung eng vun hire Prioritéiten ass, an et ass wicteg, dass hei weider Mesüre geholl ginn.

Den entscheidenden Ännerscheid awer tëschent – soen ech emol – Iech an eis ass: Dir sot, dass d'Schéier tëschent Aarm a Räich net weider d'uerf auserneegoen. Ben, mir soen, dass d'Schéier tëschent Aarm a Räich muss erëm méi enk zesummekommen. An dofir ass et wicteg, dass eebe Mesürene nach kommen. A mir hoffen, dass am Budget 2024 do eebe Moosnamen erëmzefanne sinn. Ech denken, gëschter ass d'Housing-First-Konzept e puermol am Debat genannt ginn. Do wäre mir frou, wa mer déi géifen, wéi gesot, am kommende Budget erëmfannen.

A wann ech scho beim Thema Logement sinn, dem Problem Nummer 1 hei am Land: Och do hate mer gëschter nach d'Projeten Elmen an Izegerknupp gestëmmt. Do ass et och wicteg, dass weider déi Investitioune gemaach ginn, grad esou grouss Projekte vun esou enger grousser Envergure. An hei wëll ech just drop hiweisen, dass am Fonds spécial fir den Developement vum Logement elo 2023 ron 200 Milliounen virgesi waren, also festgeschriwwen waren, an am Pluri-annuel sollt deen op 300 Milliounen eropgoen. Am Koalitiounsprogramm steet, dass weider Investitioune solle gemaach ginn. Et ass net ganz kloer, wéi eng. Mir hoffen natierlech, dass domadder awer de Fong gemengt ass. A mir wäerten eis natierlech och net deem verschléissen, wann Der wëlles hutt, deen nach weider mat finanzielle Moyenen opzestocken.

Wat allerdinges scho bekannt ass, ass den Amortissement accéléré an och de bëllegen Akt fir d'Investisseuren – wa mer elo beim Thema Logement bleiwen. Do si mer der Meinung, dass et déi falsch Akzenter sinn. Mir hätte léiwer, mir géifen dat net am nächste Budget begéinen. Virun allem hoffe mer, dass awer net nach nei Mesüre bäikommen, Iwwerraschungen, déi nëmmen d'Säit vun der Offer bedéngen respektiv doduerch och manner Recetté generéieren. A wéi ech grad gesot hunn, ass et wicteg, dass mer d'Recetté kréien, fir eeben déi grouss Investissementer kënnen ze tätigen.

Dann nach eng Remark allgemeng zur Steuerpolitik. Dat ass jo awer och dee Sujet, deen eis des Woch an der Chamber bei ganz ville Projet-de-loie beschäftegt. Et ass haut scho gesot ginn: 2026 wëll d'Regierung gären eng Reform, also e Konzept fir eng eenzeg Steuerklasse, virleeën. An och haut ass scho gesot gi vum Här Fayot, dass mer dat absolutt begrëissen. Allerdénges heescht dat net – an dat hu mer och scho virdrun an der Debatt bei de Motiounen gesot –, dass een net awer scho kann Initiativen huelen, bis déi grouss Reform steet. An och hei hat ech schon op eise Positionspabeier higewisen. Also, näischt steet am Wee, dass een awer kuerzfristig zum Beispill de soziale Mindestloun géif steuerfräi maache respektiv och ka kucken, do nach weider Initiativen ze huelle respektiv och elo eng direkt Erhéijung vum Mindestloun, wéi mer dat emol gefuerdert hunn.

En anere Punkt ass ..., an ech mengen, och do musse mer – wäerte mer – e bësse méi opmierksam sinn, an zwar ass dat de Punkt: Wann d'Steuerrecetten net esou wäerte spruddelen, wéi d'Regierung dat hofft, ben, da besteet de Risiko, dass natierlech herno op verschidde Plazen am Budget wäert gestrach ginn. Well déi Equation, déi ëmmer sou gutt presentéiert gëtt, d'Equation „Steiererlicherunge fir alleguerte

bedeit méi Recetté fir de Staat“, ben, dat ass eng Theorie, déi relativ al ass, déi net ëmmer opgaangen ass. A virun allem, mengen ech, ass d'Finanzpolitik méi kompliziert wéi dat. An dofir ass et wicteg, trotzdeem och do de berüümte Plang B ze hunn, well dat alles net esou opgeet, fir eeben dem früie Marché hei all d'Problemer ze iwwerloossen an eeben ze kucken, dass de Staat hei eng ënnergeuerdent Roll spillt.

Eng Mesür, déi wuel net am Budget wäert optauchen, wou mer eis awer géife wënschen, dass se am Budget optaucht, dat ass d'Verlängerung vum Congé parental vu sechs op néng Méint wéi och de sougenanntenen „Temps partiel familial“, deen Der wëllt aféieren. Firwat soen ech „net optauchen“? Ben, well e jo wäert onbezuelt ginn. Dat ass eng Mesür, déi sech jo nëmmen déi Leit eigentlech kënnen herno leeschten, déi genuch verdéngen. A mir wäre frou, wann déi Mesürene herno am Budget wären, well dat géif nämlech bedeiten, dass de Staat géif do eeben Dependé fir d'Familljen tätigen, zum Beispill en Deel vun de Cotisatioune iwwerhuelen, wéi mir et gefuerdert hunn. Duerfir hoffe mer natierlech, dass déi Mesürene do optauchen. Mee esou, wéi Der et natierlech schon ukléngelooss hutt, wäert et net op deem Punkt sinn.

Dann, fir ofzeschlëssen nach e Wuert zur Santé, well dat fir eis och e Beräich ass, wou an den nächste Joren nach ganz vill muss investéiert ginn, net nëmmen a Material an a Gebaier, mee virun allem och an de Formatioune. Ech erënneren drun, dass méi wéi eemol hei am Haus gesot ginn ass, dass mer méi Gesondheetspersonal brauchen, méi Dokteresch, méi Dokter, Medeziner. Ben, déi fale jo net einfach vum Himmel erof. Ech mengen, och do muss een investéieren. Do muss ee kucken, dass et attraktiv genuch ass, dass Leit sech hei wëllen ausbilde loosse. Hei muss een och kucken, dass een dat mat der Uni Lëtzebuerg nach weider kann ausbauen.

Wéi gesot, dat bedeit Investitioune, genau sou wéi och de Preventiounsprogramm, epees, wat fir eis, d'LSAP, enorm wicteg ass, an och den Ausbau vun de Strukturen an der Santé sociale, fir eeben och esou d'Sucherverhalen ..., och dat war jo e bëssen d'Diskussion gëschter an eiser Debatt, an och fir Leit mat psychesche Problemer kënnen ze hëllef.

Dann ee Punkt, deen ech mer nach opgeschriwwen hunn, well ech nämlech net weess, ob de Finanzminister doriwier a Kenntnis ass, dat war eng Ausso vum Inneminister an der zoustänneger Chamberskommission, dee gesot huet, dass ee sech kéint virstellen, dass eventuell an Zukunft de Staat géif d'Pensioune vun de Gemengebeamtinnen a -beamten iwwerhuelen. Ech erkläre mech. Dir hutt warscheinlech matritt ... Op d'mannst déi Leit, déi an de Gemengen aktiv sinn, wëssen, dass d'CPFEC – dat ass d'Caisse de prévoyance vun de Fonctionnaires an Employés communaux – ab demselben Joer defizitär ass. Ech hat och deemools als Inneministeschen an Arrêté ministériel geholl, fir dass awer genuch Liquiditéiten do sinn.

Mee trotzdeem, et ass e Punkt, deen ech hei wëll uschwätzen, well dat eis natierlech frappéiert huet, wéi den Inneminister gesot huet, dass an Zukunft d'Pensioune fir d'Gemengepersonal kéinten iwwert de Staatsbudget, jo, ausbezuelt ginn, wuel wëssend, dass d'Gemengen nach ëmmer déi Zoustänneg sinn, déi d'Leit stellen. Dofir froe mer eis, wéi dat herno sollt kommen.

A just fir Iech hei awer och nach eng Info mat op de Wee ze ginn: Deemools hate mer och am Pluriannuel gekuckt, dass fir 2026 en Defizit vu 87 Milliounen virgesi wär. Also, wann Der dat Lach herno sollt an Ärem

Budget hunn, dann ass dat schon awer e gudd Montant.

Dofir wollt ech just matginn, fir dass Der einfach Bescheid wësst, wat den Inneminister do versprochen huet, wat eng Léisung kéint sinn. An ech mengen, do musse mir nach eng Kéier drifwer diskutéieren, tout en sachant, dass et souwisou eng Reform vun där Keess brauch. Mee wann dann an Zukunft sollen d'Pensioune vum Gemengepersonal iwwert de Staatsbudget finanziert ginn, mengen ech, kréie mer nach gutt Diskussiounen.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Bofferding. An als nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup agedroen. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, dat hei ass wierklech en aussergewöhnlechen Exercice, dee mer elo fir d'drëtt Kéier an de leschten zéng, eelef Joer hei virhuelen. Et ass sécherlech net vergläichbar mat enger normaler Budgetsdebat. Et ass kloer, dass de Staat och vum 1. Januar u muss fonctionéieren, souwuel op där enger Säit, wat d'Recetten ubelaangt, wéi och op där anerer Säit, wat d'Depensen ubelaangt. An dofir versteet een och, dass d'Chamber an dëser Situatioun eeben elo esou ee Gesetz muss hei stëmme, fir iwwert déi berüümten Douzièmes provisoires eeben déi Méiglechkeeten ze schafen, fir dass de Staat sengen Obligatioune an deenen zwou Richtungen nokéint.

Et ass natierlech fir déi eng Parteien heibanne méi liicht a fir déi aner méi schwéier, esou engem Projet zoustëmme. Fir Parteie wéi d'LSAP an déi gréng, déi vun der Majoritéit an d'Oppositioun gaange sinn, ass et méi liicht. Si hunn éischtens de Projet gemaach, zweetes stëmme se also elo engem Drëttel vun hirem eegene Budget vum leschte Joer nach eng Kéier nodréiglech zou – aus hirer Siicht, well deen esou gutt war. An op där anerer Säit ass natierlech eng Partei, déi an d'Majoritéit komm ass, d'CSV, déi d'lescht Joer wéi déi gesamt Oppositioun am Kader vun der Budgetsdebat vum Budget vun 2023 am Fong kee gutt Hoer un deem Budget gelooss huet. Déi kommen dann hehinner, mussen elo noutgedrongen awer een Drëttel vun deem Budget nodréiglech guttheschen an deem zoustëmme.

Fir eis als ADR ass d'Situatioun vill méi liicht. Mir kënnen konsequent an eiser Positioun bleiwen. Dee Budget war 2023 am Ganzen näischt an aus eiser Siicht ass en dofir ze engem Drëttel net besser. An d'uerfir kënnen mir net zoustëmme an wäerten dergéint stëmme.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Keup. Déi nächst ageschriwwene Riednerin ass déi honorabel Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Dat war elo ganz séier gaang. Ech hunn elo séier missen hehinner kommen. Also, et geet, wéi schon ugeklongen ass, jo bei deem Gesetz hei drëm, dass de Staat ka weider fonctionéieren, bis d'Regierung dann den definitive Budget fir 2024 virgeluecht huet. Deementspriedend enthält natierlech de Projet elo keng nei politesch Akzenter. Dat ass normal. En ass an der Kontinuitéit ze gesi vun deem, wat déi virregt Regierung am Budget 2023 decidéiert hat. A mir droen also d'uerfir dësen Text och mat.

Mee wéi och schon dem Taina Bofferding seng Approche ass och fir mech déi Debatt hei eng gutt

Geleëenheet, e bësse méi wäit no vir ze kucken – net ganz wäit, well ech ka mer virstellen, dass Der ganz geschwënn ofänkt, de Budget vum nächste Joer dann och richteg ze preparieren. A mir hunn an de vergangene Woche jo schon déi eng oder déi aner Saach vun dëser Koalitioun gelies oder héieren. Ganz viles ass nach vag, wat jo och zum Deel normal ass, Dir sidd en décke Mount am Amt.

Den definitive Budget 2024 wäert dofir nom Koalitionsaccord dann deen éischte richteg Praxistest fir d'Regierung ginn, wou mer dann och wäerte méi doriwwer gewuer ginn, wéi d'CSV an d'DP dann d'Roll vum Staat an Zukunft nach gesinn.

Dat, wat mer bis elo héieren hunn – och de Projet vu virdu war jo schon d'Geleëenheet, doriwwer ze diskutieren –, ass, dass de Staat soll méi schlank ginn, d'Prozedure solle vereinfacht ginn, d'Steieren erofgesat. Wéi ass et mat Investitiounen? Wéi ass et mat de Sozialausgaben? Duerfir vläicht e puer Deeg viru Chrëschttag esou eppes wéi eng Wonschläscht fir de Budget 2024, wou Der jo bestëmmt schon amgaange sidd, drun ze schaffen.

Mir wënschen ons, dass d'Onsicherheit ëm d'Verlängerung vun de Subside fir energieetesche Renovierung a Fotovoltaik, wou jo glécklecherweis elo decidéiert gouf, se emol fir sechs Méint ze verlängeren, just op normal Startschwierigkeiten zrëckzuführen ass an datt mer awer och an Zukunft net erliewen, wéi d'Regierung zwar verséiert, hir wier de Klimaschutz wichtig, se awer gläichzäiteg probéiert, Klimaschutzmesüeren an Hëllef fir jiddwieren zrëckzuführen.

Mir hoffen och, dass d'Duerchwänke vum Heescherte-verbuet um Réck vun deene Vulnerabelsten net d'Aarmutsbekämpfung zu Lëtzebuerg symboliséiert, an där et drës geet, dem Grand public d'Gefill ze ginn, et géif ee sech ëm d'Sicherheit sueren. Mir wënschen ons eng koordinéiert Aktioun vun der Regierung an deem Beräich a prioritär hei an deem Beräich eng Simplification administrative, fir datt grad déi Leit, déi et am meeschte brauchen, onkomplizéiert déi Hëllef kréien, déi se brauchen. Mir héieren ëmmer nees, datt mer vill manner Aarmut zu Lëtzebuerg hätten, wann déi Aiden, déi existieren, vu jiddweringem genotzt géife ginn. Dat muss eng absolutt Prioritéit sinn an dat muss sech och am Budget 2024, deem definitivem, erëmpigelen.

Mir wënschen ons och, dass d'Steierkaddoen, déi des Koalitioun elo kuerzfristeg verdeele wëll a vun deene virun allem déi mat den héije Paie profitieren, just d'Aléise vun engem Walversprieche kuerz no de Chamberwalen sinn a sech net do hannendrun den Ufank vun enger allgemenger Politik vu Steierreduktiounen verstoppt, quitte datt Der jo virdu net d'accord waart, meng Motioun matzestëmmen. Duerfir gesi mer dann do am Budget 2024, wéi et wäert ausgesinn.

Mir wënschen ons och, dass am Wunnensbau prioritär un de Logement abordable geduecht gëtt an net just blannemännchen eng Politik aus den 1990er-Jore gemaach gëtt, andeem just privat Promoteure gestärkt ginn. Dobäi wësse mer, datt grad beim erschwéngleche Wunnraum de gréisste Besoin ass.

Mir hoffen, datt mer den Äntwerten op des Wënschen beim Depot vum Budget an e puer Wochen e gutt Stéck méi no kommen. A mir hoffen och, dass mer am Interêt vum Land a senge Bierger a Biergerinnen an och deenen nächste Generatiounen op all des Froe können déi berouegend Äntwert ginn, datt des nei Regierung fir e staarke Staat steet.

Well wann déi lescht Joren eppes gewisen hunn, dann datt, eis Zukunft eleng an d'Kraaft vum private Marché ze setzen, de falsche Wee ass. Au contraire, mir

brauchen e staarke Staat, deen de richtige Kader setzt, deen investéieren kann a bezuelbare Wunnraum, an erneierbar Energien, an eng kamoud an nohaltig Mobilitéit a gutt Infrastruktur, deen ëmverdeelt, déi Ärmst a Vulnerabelst an eiser Gesellschaft schützt an domat och de sozialen Zesammenhalt héichhält.

Jo, mir brauchen e Staat, deen net just passive Spectateur ass, mee deen och an Zukunft handlungsfäeg bleibt. Alles dat si Jalonien, déi grad a Krisenzäiten fir deen Einzelne gradesou wéi och fir d'Betriber noutwennig sinn. An duerfir wäerte mer da mat Spannung op de Budget vum nächste Joer kucken. An deen heiten, dee stëmme mer elo mol mat.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson.** A wann ech elo richtig verstanen hunn, ass den nächsten ageschriwwene Riedner den Här Ben Polidori. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

**M. Ben Polidori (Piraten) | Merci, Här President.** Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat deem Projet schafft déi nei Regierung sech Zäit, fir e Budget fir 2024 opzesetzen. En Iwwergangsbudget ass wichtig, fir sécherzestellen, dass d'Paie bezuelt kënne ginn, nei Leit agehallt kënne ginn a Projekte weiterlafle kënnen. Mir Piraten haten de Budget 2023 lescht Joer op dëser Plaz net matgestëmmt. Mir haten en net matgestëmmt, well mer gradewéi déi Jore virdu eis méi vum Budget erhofft hunn haten. D'Logements-, d'Energie- an d'Klimakris sinn déi Theemen, déi eist Land an d'Bevölkerung am meeschte beschäftegen. Leider huet de Budget 2023 keng Lösung fir déi Krise gewisen an dësem Iwwergangsbudget logescherweis och net.

Mir fäerten, dass bis op d'mannst nach Enn Abrëll weider mat der Géisskan iwwert d'Land geschott gëtt. Mir haten eis dofir a ville Punkte méi cibléiert Hëllef gewünscht, méi sozial Mesüeren, déi déi Schwächsten an eiser Gesellschaft an dësen Zäite schützen: Elengerzéiend, Kanner, d'Leit, déi ënner oder un der Aarmutsgrenz liewen an net wëssen, wéi se mat den héijen Energiepräisser nach sollen iwwert d'Ronne kommen. Dat gouf mat dem Budget vun 2023 an och mam Iwwergangsbudget fir 2024 net gemaach. Dat hätt an eisen Aen awer missen de Kär vun deem Iwwergangsbudget sinn.

Op dëser Plaz hat den Här Clement virun engem Joer gesot, dass net alles schlecht ass, wat am Budget virgesi war. Mee mir Piraten wollten a wëllen nei Prioritéiten. Mir hoffen, dass déi nei Regierung hei méi Courage weist a méi cibléiert schafft. Dofir hoffe mir och, dass déi nei Regierung sech net Zäit bis Enn Abrëll hält, well dee Moment schon 10 % vun hiner Amtszäit ëm sinn, mee éischer mat engem Projet fir e Budget an d'Chamber kënn.

Här President, mir wëllen dann och hei drop opmierksam maachen, dass mat deem neie Budget och eng Hëllef fir d'Leit auslaffe gelooss gëtt. D'TVA wäert den nächste Mount erëm ëm 1 % klammen. Wann d'Betriber sech dann alleguerten un der Reduktioun bedeelegt hunn, da wäerten also d'Präisser ëm 1 % klammen. Mir Piraten sinn der Meinung, dass d'Inflation nach net genuch ofgeflaacht ass, fir dass et responsabel wier, déi TVA-Reduktioun elo ofzeschaffen. D'Leit leiden nach ëmmer ënnert der Präisdeierrecht. Dat huet och déi rezent Émfro vun Eurostat nach eng Kéier gewisen. Mir hunn un d'Regierung appelléiert, fir déi Reduktioun vun 1 % weiderlafle ze loosson. Dat gëtt awer elo net gemaach. D'Leit këmpfen nach ëmmer mat de Präisser. Mir Piraten si ganz kloer géint eng Erhéijung vun der TVA!

Här President, da wëll ech och hei eng kleng Klammer maachen a soen, dass mir eis vun der neier Regierung dann eng besser juristesche Aarbecht erhoffe

wéi vun der aler Regierung. Well och an deem Dossier – dat ass scho bal Tradition an de Budgetgesetzter – ass versicht ginn, Gesetzer ëmzesetzen, déi näischt am Budget ze sichen hunn. Dës Kéier war et dann d'Treibstoffgesetz. Wéi gesot, mir hoffen, an den nächste Budgetgesetzter keng esou Saache méi ze gesinn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, no deene Kriticke wäert et Iech net iwwerraschen, dass mir Piraten dësen Iwwergangsbudget net wäerte matstëmmen. E baséiert op dem Text vum Budget 2023, dee mir net matgestëmmt hunn, well en net den Erausforderung vun haut gerecht gëtt. D'TVA klëmmt erëm op 17 %, an dat ass net am Sënn vun all Biergerinnen a Bierger dobaussen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori.** Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner.

**M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President.** Mir wäerten des Douziemes provisoires matstëmmen, net well mer mat der Ausrichtung vum auslaffende Budget averstane wieren, mee well mer och mengen, datt de Staat fir déi nächst véier Méint funktionsfäeg soll bleiwen. An den USA géif esou eng Situatioun, also datt kee Budget um Enn vum Joer gestëmmt gouf, zu deem berüchtete Shutdown féieren, wou Beamten net méi géife bezuelt ginn. An dat wëlle mer jo net a mir si jo och net an den USA. An ech hoffen och, datt mer um Enn vun dëser Legislaturperiode, am Prinzip a fënnef Joer, keng US-amerikanesch Verhältnisser kréien nach an aneren Domänen.

Ier des Regierung awer am Amt war, do, wou déi zwou Biergerlech Parteie matenee verhandelt hunn, huet den Här Frieden den Toun uginn, déi ekonomesch Situatioun wier „ganz komplizéiert“. Also, mir si jo net naiv a mir wëssen, op wat et histeiert, wa Biergerlech Regierungen erzielen, mir wieren an enger komplizierter Situatioun. Mee d'Fro stellt sech: komplizéiert fir wien?

Wann ee sech d'Zuelen ukuckt, da schéngt et awer net onbedéngt esou komplizéiert fir jiddereen ze sinn. Mir mengen och, datt zu Senneng deemoos de Formateur Luc Frieden net ganz éierlech op deem Niveau war. Mir hu jo och Zuelen. Et gëtt Zuele vun der Comptabilité nationale, an do schneiden déi verschidde Secteure vun der Lëtzebuerger Wirtschaft guer net sou schlecht of, wat d'Profitter uegt. Wann een de Volume vum PIB kuckt, deen net wierklech ausschlaggebend ass, da kéint ee mengen, datt et der Wirtschaft schlecht oder immens schlecht géif goen. Mee dat ass net de Fall, wann een de reale PIB kuckt, also do, wou d'Profitter gemaach ginn a gemooss ginn.

Well wie gëtt besteiert? D'Besteierung geschitt op der Valeur, op dem Meerwäert, dee geschafe gëtt, also och op de Profitter, net op dem Volume vum PIB, mee um Wäert, dee geschafe gëtt. An deen eenzege Secteur, wou et wierklech staark biergof gaangen ass – an am Wäert souguer méi wéi am Volumen –, ass dee vum Transport a vum Entreprisage. An dat erkläert sech och doduerch, datt dee Secteur während dem Covid iwwerperformant war. Zum Bausecteur wäert ech och nach eppes soen.

Fir de Finanzsecteur ass d'Situatioun och net onbedéngt sou komplizéiert. Am Volume geet et natierlech fir d'Banken zrëck, wat jo och kee Wonner ass. A mir wësse jo och all firwat: Well d'Zënsen sinn eropgaangen an et goufe manner Kreditter accordéiert. Mee d'Margë vun de Banken, déi sinn net erfogaangen. D'Gewënner op den Zënsen si souguer zolidd erfogaangen: Fir déi éischt sechs Méint vun deem Joer

si se op 5,1 Milliarden eropgeklommen, 2,1 Milliarde méi wéi déi sechs éischt Méint vum leschte Joer. Natierlech hunn déi héich Zënsen en Impakt op déi wirtschaftlech Aktivitéit. D'Banke profitéieren natierlech dovunner a sanen of an d'Wirtschaft trëppelt dann deemtspriechend e bësse méi lues. Mee dat heescht bei Wäitem net, dat hei keng Profitter gemaach ginn, ganz am Contraire.

An dat seet och d'Europäesch Kommissioun d'ailleurs: D'Realprofitter vun de Betreiber zu Lëtzebuerg sinn dëst Joer ëm 4,71 % eropgaangen. Dat ass méi wéi d'Léin. D'Léin sinn nëmmen ëm 3,68 % eropgaangen, also manner wéi d'Profitter. An dat hu mer glécklecherweis och dem Index ze verdanken, deem d'Deierecht nach relativ opgeholl huet. Dat war d'lescht Joer nach net esou. Do sinn d'Realprofitter ëm 0,38 % eropgaangen, währenddeems d'Realléin awer ëm 2,76 % erfogaange sinn. Dat ass souwiso eng europawäit Tendenz.

An obwuel d'Profitter vum Patronat eropginn, wat seet d'Regierung dann? D'Steiere vun de Betreiber müssen erofgesat ginn. Den Här Finanzminister huet versicht, eis dat e bëssen als eng antizyklisch Mesür ze verkaufen, mee ech mengen, manner Steiere fir d'Betribler, zemoos wa se Profitter maachen, dat ass bei Wäitem keng antizyklisch Politick. Et ass souguer éischter de Géigendeel. Well wat heescht antizyklisch? Dat heescht u sech, géint d'Tendenz vun der Wirtschaft ze goen. Wann et der Wirtschaft schlecht geet, da gräift de Staat an. An de Staat ass – aneschtens, wéi oft och den Här Bettel ëmmer gesot huet –, net e Stot. Wann ech 4.000 Euro de Mount verdénge an ech ginn all Mount 5.000 Euro aus, da kommen ech ganz séier an d'Laboranten.

Mee de Staat, dee funktionéiert jo aneschtens. Dee kann investéieren, ka sech souguer verscholden, wann en och richtig investéiert, wann en zum Beispill massiv Wunnenge baue léisst oder den öffentliche Transport ausbaut oder öffentlech Crèche baut oder an ëmweltfrëndlech Energien investéiert. Da gi Leit beschäftegt an dat schafft Aarbechtsplazen. Dat gëtt Paieren, op déi och Steieren a Cotisations bezuelt ginn. An dat gëtt Recettë fir de Staat an et mécht och d'Liewe fir jiddere méi agreabel.

Mee d'Regierung mengt, en anere Wee goen ze müssen, a wéll d'Kapital manner besteieren. A woumadder finanziert sech de Staat? Dat krute mer och nach net gesot. Mir wësse just, dass de Räichum, dee schonn do ass, sech weiderhi wäert unhäufen, dass déi puer Räich a Glécklech – enfin, glécklech weess ech net, mee op jidde Fall räich – nach méi räich wäerte ginn.

D'Regierung seet awer: „Jo, mee wann d'Betribler manner Steiere bezuelen, dann investéiere se méi.“ Dat géllt vläicht fir kleng Betribler – vläicht. Mee a Wierklechkeet gi Steiererliichterungen an Dividenden oder Renditten investéiert. An dat si Suen, déi de Staat a mir all dann och verléieren!

Mir si vläicht en enger komplizierter Situatioun, mee mir mengen net onbedéngt dat selwecht. De Bau ass jo ee vun de Secteuren, wou et tatsächlech och komplizéiert ass. Allerdéngs mécht dee Secteur och nach Profitter, och wann de Volumen erfogaangen ass. A wa manner gebaut gëtt, wa manner kauft gëtt, dann huet dat mat zwou Saachen ze dinn: d'Zënsen, déi ze héich sinn an déi zu décke Profitmargen am Bankesecteur bäidroen, an d'Präisser, déi ze héich sinn. A wann Dir dohinnergitt an Dir setzt d'Steieren nach weider erof iwwer den Amortissement accélééré, iwwert d'Meerwärtsteier, dann errecht Dir nëmmen eng Saach: De Secteur wäert weider Profitter

maachen, mee d'Präisser wäerte weiderhi fir Normalstierflecher onerreechbar bleiwen!

An Dir wäert eis nach froen: „Wat soll een da maachen?“ A mir mengen, dat een de Géigendeel muss maachen. Ech hunn dat scho virdrun ugedeit: investéieren. Kommt, mir maachen dat, wat och an anere Länner funktionéiert, wat och gemaach gëtt, an da funktionéiert et och: öffentlich bauen an investéieren, iwwer eng öffentlich Wunnensbaugesellschaft zum Beispill. Mir brauchen 30.000 öffentlich Wunnengen. An da gëtt gesot: „Jo, mee dat kascht!“ Jo, dat kascht, mee wann een d'Betribsteier erfosetzt, wann een déi Villverdenger aus hirer Verantwortung bäizedroe léisst, da kritt een natierlech keng Recetten.

Dofir, wa mir soen, dass déi Räichst méi Steiere bezuele sollen, dann ass dat net aus Jalousie. Eis geet et drëms, esou vill materiell Gläicheet wéi méiglech ze schafen, engersäits, well dat besser fir d'Gesellschaft ass a besser fir d'Ëmwelt souguer, mee och, fir fir déi néideg Finanzementer ze suergen.

An do stellt sech dann och d'Fro, wou een d'Sue siche geet, wann ee weess, dass d'Personnes physiques, also d'Leit, eendeiteg méi zu de Recettë bäidroen wéi d'Personnes morales, also d'Betribler. A fir méi genau ze sinn: Tëscht 2000 an 2022 hu sech d'Recettë vun de Steieren, déi d'Leit bezuelen, verfënneffacht, währenddeems d'Recettë vun de Steieren, déi d'Betribler bezuelen, sech nëmmen e bësse méi wéi zweefacht hunn.

An dann, wa mer scho bei der Besteuerung vun de Leit sinn, da kann et och net sinn, dass de Gros vun der Steuerlaascht beim Mëtzelstand läit an dass de Spëtzeleiersaz bei 42 % läit an och an der Tranche vun 200.000 Euro d'Joer ophält. Dat heescht, dass déi, déi 400.000, 500.000, 600.000 d'Joer an driwwer verdéngen, net méi Steieren ze bezuele brauchen.

Mir sinn net méi an den 80er-Joren, wou de Gros vun der Regierung och nach jonk war, wou ech e Kand war a wou quasi jiddereen Aarbechtsperspektiven an Zukunftsperspektiven hat, och ouni vill Schoule gemaach ze hunn. D'Leit, zemoos déi méi jonk, maache sech hautzudaags ëmmer méi Suergen ëm hir Zukunft. An dat éischt, wat se vun deser Regierung matkréien, ass, dass déck Promoteuren a Patronen nach manner Steiere wäerte bezuele müssen – fir dann herno ze behaupten an Koalitiounsaccord, dass Aarbecht sech erëm soll lounen, wat e bëssen eng Frechheet ass, well et si grad déi, déi schaffen, déi ënnerbezuelt sinn! Et si grad déi, déi 4.000 Euro de Mount oder drënner bis zum Mindestloun verdéngen, déi am meeschte schaffen. An de Gros vun hirer Pai muss se dann och de Proprietären iwwerweisen, de Proprietären, déi vun deser Regierung nach weider Steierkaddoe gemaach kréien.

Déi heite Regierung, Här President, soll eis also net erzielen, se géif iergendeppes maachen, fir dass Schaffe sech erëm lount! Mee wie vill huet an dofir net vill muss schaffen, dee wäert vun deser Regierung belount ginn. Dat ass op jidde Fall den Trend, dee mir an deenen nächste Méint oder Jore wäerte bekämpfen.

Dat gesot, wäerte mer awer déi Douzièmes provisoires matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Wagner.

Dann ass et elo un der Regierung. Här Finanzminister, Dir hutt d'Wuert.

#### *Prise de position du Gouvernement*

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech Merci fir déi eenzel Beiträg, déi gemaach goufen. Ech

mengen, et ass richtiggestallt ginn, souwuel vun der Rapportrice wéi och vun deem éischte Sprischer, dem Här Bauler, dass et sech hei ëm en Iwwergangsbudget handelt mat de sougenannten Douzièmes provisoires, deen eenzeg an eleng dorobber zrëckzeféieren ass, dass d'Walen am Oktober waren an dass et an der Reegel fir eng nei Regierung schwierig ass, a manner wéi zwee Méint e funktionelle Budget opzestellen, dee seng Globalitéit beinhalt, an dat an där kuerzer Zäit, déi zur Verfügung steet.

Duerfir ass dat hei e Budget, dee virgesinn ass an dem Kontabilitéitsgesetz an deem vun de sougenannten Douzièmes provisoires, an deen u sech näischt aneschtens virgesäit, wéi dass engersäits de Staat d'Autorisatioun kritt, fir Steieren ze erhiewen, an anersäits och, fir déi Investissementsausgaben, déi en cours sinn, weiderzeféieren, a virun allem och de Staatsbeamten emol d'Pai ze ginn. Dat sinn déi sougenannten Dépenses obligatoires, déi hei virgesi sinn.

Duerfir soen ech Merci, dass och partei- a koalitiounsiwwergräifend hei eng, mengen ech, breet Zoustëmmung zu deem Gesetzesprojet ass. Also, wa mer hei mat Jo stëmmen oder wa mat Jo gestëmmt gëtt, da kréien d'Leit aus dem öffentliche Dénsgsch emol hir Pai. D'Pensioune lafe virun, wat jo och emol eng gutt Saach ass.

Ech weess awer och, dass doriwwer eraus eng Rei vu politeschen Debaten ugefouert goufen. Ech géif dozou soen: Dës Koalitioun, och wann dat wéllt esou klischehaft duergestallt ginn, ass net déi vum kalen Häerz. An dës Koalitioun ass och déi – d'Madamm Bofferding huet et ugefouert –, déi wäert d'Schéier zwëschent Aarm a Räich, wann déi elo breet ass, zesumme féieren. Dat sinn Engagementer, déi sinn an dem Regierungsofkommen gemaach ginn. Dat sinn Engagementer, déi hei och an der Chamber eng breet Majoritéit fonnt hunn.

An ech soen awer och gradsou däitlech, dass dës Regierung net déi ass vum Kulturkampf oder vum Klassekampf. Mee et ass eng Regierung, déi ass ugetrueden, fir alle Facettë vu Lëtzebuerg Rechnung ze droen, vun engem kompetitive Lëtzebuerg fir d'Entreprises, vun engem attraktive Lëtzebuerg, wat de Finanzsecteur ubelaangt, a vun engem Lëtzebuerg, wou déi breet Mëttschicht soll déi néideg Kafkraaft kréien, déi se brauch an deenen Zäiten, fir och kënnen déi Investissements ze tätigen, fir déi Konsumausgaben ze tätigen. An dozou steet dës Regierung an duerfir huet se och e klere Plang A, dee se duerchzitt, a se brauch duerfir och net Plan-Ben, wann ënnerstallt gëtt, mee dat géif alles net opgoen.

Dann ass et och net hei, dass mer grouss Steierkaddoe verdeelen. Nee, mir maachen dat, wat an deem Projet virdu gesot gouf a wat e breede Konsens, mengen ech, hei awer fonnt huet, zumindest eng breet Majoritéit: dass mer de Leit déi néideg Kafkraaft ginn an dass mer d'Leit net permanent mat méi Steiere belaaschten. Dat ass dat, wou dës Regierung wéllt drop erausgoen.

Da wéll se och deen néidege Spillraum hunn – ech soen dat och ganz kloer –, fir op d'Erausfuerrunge vun der Zäit anzegoen. An zu den Erausfuerrunge vun der Zäit gehéiert natierlech – ech mengen, dat stellt keen heibannen a Fro – de Wunnensbau, wou de Premierminister ugekënnegt huet, dass en an den éischten zwee Méint géif e klere Programm op den Dësch leeën, deen net nëmme Steiermoosname beinhalt, deen och Investitionsausgabe beinhalt an dee virun allem all Acteure vun deem Secteur ouni Beréierungängsch wéll zesumme féieren. Och dat wéll ech eng Kéier kloer soen: Dat ass de Staat, dat



sinn d'Gemengen, dat sinn och d'privat Promoteuren, dat sinn d'Leit, déi an dem Bau schaffen, an dat sinn och déi Leit, déi sech derzou bereet fillen, fir Investissementer als Privatpersoun um Niveau vun dem Wunnensbau ze maachen.

Well et ass nëmmen duerch e kollektiven Effort an et ass nëmmen duerch en Effort, deen op déi éischt Zäit strikt gemooss ass, dass een dee Kick erëm eng Kéier an deem Bausecteur gëtt, fir dass dee Bausecteur, deen immens wichteg ass fir eis Economie, deen immens wichteg ass fir eis Land, erëm eng Kéier un d'Fuere kënn. Duerfir muss ee souwuel Moosname maachen um Niveau vun der Offer, mee et muss ee se och kuerzfristeg maachen um Niveau vun der Demande.

Da kommen ech op weider Punkten, wou gefrot gouf: „Wéi ass et mat den Infrastrukturen?“ Mee selbstverständlech wäert dës Regierungskoalitioun, dës Regierung, dofir Suerg droen, dass d'Infrastrukture weider héichgehal ginn. Mir wäerte kucken, dass déi néideg Investissementer an d'Mobilitéit wäerte gemaach ginn. Mir wäerten derfir suergen – an ech mengen, dat hu mer ënnerstrach, och wann dat vläicht haut e bëssen a Fro gestallt gëtt.

Déi Engagementer, déi gemaach goufe fir eng nohaltig Gestaltung vum Land, déi Engagementer, déi gemaach goufen zum PNEC, déi sinn net a Fro gestallt. An déi Gesetzter, déi bis elo hei an der Chamber gestëmmt goufen, déi hunn dat och alleguerte ganz konkret ënnerstrach. Klimaschutz wäert och ënnert dëser Regierung eng weesentlech Erausforderung bleiwen. Dat steet am Regierungsofkommes, dat steet an dem Regierungsprogramm an dat hu mer och ënner Beweis gestallt bei deene Gesetzter, déi déi lescht Deeg hei gestëmmt goufen.

Dann ass déi Fro ... Ech hunn awer eng Kéier – dat muss Der mer erlaben, Madamm Bofferding, als fréier Inneministesch – missen e bëssen driwwer schmunzelen: Dir waart nach Inneministesch bis virun engem Mount an do gitt Der eis gutt Rotschléi, wat alles op eis géif zoukomme bei dem Finanzement vun de Pensionne vun de Gemengebeamten. Bon, ech mengen, dee Problem – dat soen ech Iech awer riichter aus, well ech awer bis virun engem Mount och nach Buergermeeschter vun enger gréisserer Gemeng am Land war an e bësse weess, wat am Gemengesecteur ass –, dee Problem, deen ass net nei. Also, deen huet sech am Laf vun der Zäit opgestockt.

A wann Dir sot: „Dir musst oppassen, et komme 67 Milliounen Euro (veuillez lire: 87 Milliounen Euro), déi op Iech duerkommen, a si kommen net vun haut op muer“, bewäerten ech dat net, Är Ausso, mee ech soen: Selbstverständlech wäert dës Regierung derfir suergen, dass och fir d'Gemengebeamten, déi an der Pension sinnen, a fir déi Gemengebeamten, déi wäerten an d'Pension goen, déi Versprieche, déi se gemaach kruten, wéi se Beiträg bezuelen hunn, ofgeséichert sinn. Mee schiibt awer wannechgelift elo net dee Problem eenzeg an eleng op déi Regierung, déi elo zënter engem Mount am Amt ass. Ech wëll dat eng Kéier kloer gesot hunn: Jo, mir stinn zu deenen Engagementer, mee dréckt net alles op déi, déi elo am Amt sinn!

Da wëll ech och soen zum Här Polidori – ech soen Iech Merci, ech verstinn och, dass Dir sot: „Mir bleiwen eis trei. Mir hunn de Budget net gestëmmt, duerfir stëmme mer och net déi Douzièmes provisoires.“ –: Mir suergen awer derfir, dass d'Paie vun de Staatsbeamte weidergefouert ginn an dass Är Pai – entschëllegt, mee déi hutt Der zegutt – och weider kann assuréiert ginn.

Dir hutt awer eng konkret Saach opgegraff, dat ass déi vun der TVA. Jo, et ass richtig, dass gemääss den

Tripartitt-Ofkommessen ... An déi huet – bon, ech d'äerf et elo net soen – déi fréier Chamber an enger Globalitéit gestëmmt, wat och richtig war. Mee Dir wësst, an dat soll een eng Kéier konkret soen, dass déi Reduktioun vun 1 % vun der TVA, nämlech vu 17 % op 16 % an dann déi intermédiaire Taxen, ab dem 1. Januar ophält. Jo, déi hält op, well d'Tripartitt gesot huet: „Dat ass eng Ënnerstützungsmoosnam vun den Entrepreneuren, mee déi ass zäitlech begrenzt.“

Wat ass den Impakt, dee budgetären Impakt, gewiescht op dat lescht Joer? Dir wësst, dass mer an der Finanzkommissioun driwwer rieds haten an dass d'Vertrieder vun Enregistrement gesot hunn, dat kann een iwwert den Domm mat ronn 150 Milliounen Euro Belaaschtung fir de Staatsbudget op d'Joer 2023 bewäerten.

Elo wëll ech awer soen, dass net alles méi deier gëtt. Mee d'Marge vun de Betriber geet ënner Ëmstänn ëm 1 % – verhältnisméisseg, muss ee soen, 1 % verhältnisméisseg; vu 16 % op 17 % ass fir e Betrib méi – fir Verschiddener erof. Dat ass net fir den normale Konsum, well alles dat, wat d'Leit an de Supermarché kafen, läit an der Reegel mol net bei de 16 % oder 17 %.

Den zweete Punkt ass deen, dass natierlech fir grouss international Gruppen ..., do kascht d'Jeansbox – fir dat vereinfacht ze soen – zu Arel, zu Metz oder zu Lëtzebuerg an der Reegel dat selwecht, well dat einfach international Präisser sinn, déi fixéiert sinn. An d'Marge ass dann eebe vu Land zu Land ënnerschiddlech. Dat ass de reellen Impakt. Ech mengen net, dass, wann elo d'TVA erëm vu 16 % op 17 % eropgeet, doduerch géifen all d'Präisser duerchschloend och deementspreechend an d'Luucht goen.

Dat war also eng zäitlech begrenzte Moosnam. Déi Moosnam war och an der Tripartitt festgehalen, déi huet och hei an der Chamber e largë Konsens fonnt.

Fir de Rescht géif ech soen: Déi Wonschlech, déi vu Verschiddenen ausgedréckt gouf, déi huet d'Regierung zur Kenntnis geholl. Den Detail, dee wäert den nächste Budget an enger gewësserer Moosschonn erëmispigelen. Et ass och esou, ech soen Iech et nach eng Kéier ganz kloer: Dës Regierung stellt net alles a Fro, wat an der Vergaangenheet geleescht gouf. Duerfir wäert et och 2024 en – ech soen – Iwwergangsbudget si mat lichten Adaptatiounen, mat neie Moosnamen, déi natierlech an dem Regierungsprogramm och stinn.

An ech wëll soen, dass deen Zäitraum – an duerfir géif ech domadder ofschléissen – och fir de Budget 2024 relativ sportlech gëtt. Well Dir wësst, mir mussen dat bis den 30. Abrëll stoen hunn. Et ass och eng Ouschtervakanz do. An ech hu mat eenzelne Vertrieder vun der Finanzkommissioun rieds gehat, dass dat, soubal de Budget deposéiert ass, dann hoffentlech zäitno kann a ville Sitzungen, déi sech kënnen op méi wéi zwou pro Woch ausdeenen, analyséiert ginn, sou wéi sech dat gehéiert. Déi néideg Budgetcirculaire, déi war e Méindeg am Regierungsrot an déi ass och e Méindeg de Mëtten, mengen ech, mat menger Signature un déi eenzel Departementer geschéckt ginn.

Duerfir nach eng Kéier merci fir de largë Support. Och 2024 wäert d'Vergaangenheet net total a Fro gestallt ginn. Mir wäerten zesummen, hoffentlech mat engem breede Konsens, hei an der Chamber am Interess vum Land déi Erausforderungen ugoen, déi ustinn.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Finanzminister. Ech hunn nach eng Wuertmeldung. A wat fir engem Propos?

**M. Fred Keup** (ADR) | Parole après ministre. Jo, den Här Minister huet hei gesot, wéi och virdu scho

verschidde Leit ugedeit haten, dass, wann een elo hei déi Verlängerung vum Budget net mat Jo géif stëmme, dann d'Staatsbeamte keng Pai méi kreen. Dat kann een e bësse relativéieren, well bis dohinner kéint ee jo och nach eppes aneschtchers maachen, fir dass se awer hir Pai géife kréien.

Ech wëll awer hei ganz einfach Follgendes soen: De Budget, dee mer d'lescht Joer gestëmmt hunn, also virun engem gudden Joer, engem Joer an – wéini war dat? – zwee Méint, wa mer deen net gestëmmt hätten, dann hätte se och keng Pai kritt. Also déi Parteien, déi géint e Budget stëmme, déi stëmme jo dann an där Logik och dergéint, dass d'Staatsbeamten hir Paie kréien. Duerfir géif ech do e bësse méi virsichteg sinn. Also weeder do nach hei sinn d'Staatsbeamtepaie, mengen ech, a Fro gestallt.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Sou, dat war elo keng Fro, Här Keup, soudatt mer op keng Fro och keng Äntwert brauchen. An domat géif ech also d'Diskussioun ëm dës Projet de loi ofschléissen.

A mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8338. Den Text steet am Document parlementaire 8338<sup>4</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 8338 et dispense du second vote constitutionnel**

An d'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat ass dat follgend: Jo: 52, Nee: 8, Abstentoun: keng. De Projet de loi ass also mat 52-Jo-Stëmme géint 8 Nee-Stëmme ugeholl ginn.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Mars Di Bartolomeo), Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

*Ont voté non* : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen (par M. Sven Clement) et Ben Polidori.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

**5. 8292 – Projet de loi relative à l'imposition minimale effective en vue de la transposition de la directive (UE) 2022/2523 du Conseil du 15 décembre 2022 visant à assurer un niveau minimum**

## d'imposition mondial pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure dans l'Union

A vu datt mer keng Motioun a keng Resoloutioun hunn, komme mer dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour: Dat ass de Projet de loi 8292, d'Upassung vun der Pilier-2-Initiativ, déi fir e minimale Steierniveau vu 15 % soll suerge fir all multinational Firma, déi en Émsaz vun iwwer 750 Milliounen Euro mécht. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet 10 Minutten. All Fraktioun an all Sensibilitéit huet 5 Minutten. D'Regierung huet 10 Minutten. Et ass mer gesot ginn, datt d'Kommissioun decidéiert hätt, datt de Rapporteur vläicht eng oder zwou Minutte kéint méi hunn. Ech ginn also och Akt dovunner. An et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, den Här Patrick Goldschmidt, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. Den Här Rapporteur huet elo d'Wuert. Här Mosar.

### Rapport de la Commission des Finances

**M. Laurent Mosar** (CSV), rapporteur | Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Finanzminister, de Projet de loi, deen d'Direktiv iwwert d'Mindestbesteuerung vu groussen Entreprises transposéiert, ass sécherlech ee vun deene wichtigste Projete de-loien, deen an de leschte Joren am Kontext vu méi Steiergerechtheet weltwäit, EU-wäit, awer och an eisem Land wäert gestëmmt ginn.

Erlaabt mer, Här President, iert ech op de Projet selwer aginn, eng generell Remark zu den Aarbechte vun eiser Kommissioun zu deemem Projet ze maachen. De Projet, dee mer haut an hei diskutéieren, ass net nëmmen en extreem wichtige Projet, mee en ass och vun enger extreem grousser Technicitéit an esouguer Spezialisten, déi behaapten, vun dëser Thematik eppes ze kennen – an dozou zielen ech mech net –, hu Problemer, fir sech an dëser komplexer Matière ermëtzefannen.

Mir sinn, Här President, am Ufank vun enger Legislaturperiod a mir sinn eis warscheinlech op alle Säiten hei eens, datt mir als éischte Pouvoir vun dësem Land net nëmme wëllen eng Caisse enregistreuse sinn, mee datt mer au contraire och versichen, eise parlamentareschen Input an d'Gesetzestexter, sou wéi se eis da vun der Regierung presentéiert ginn, materanzebréngen.

*(M. Fernand Etgen prend la présidence.)*

Dat setzt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, viraus, datt mer eis besonnesch bei komplizéierten Texter wéi deem heiten och déi néideg Zäit ginn, fir se am Detail kënnen ze studéieren, awer och op alle wichtige Punkte kënnen d'Regierung ze hannerfroen, wat zum Beispill dës Texter och fir Repercussione fir eis Entreprises hei am Land wäerten hunn.

Mir haten duerfir als Finanzkommissioun an der éischter Sitzung, wou mer dëse Projet virgestallt kritt haten, eigentlech decidéiert, eis hei déi néideg Zäit ze kënnen, déi noutwendeg ass, fir dee komplexen Text och kënnen a Rou an am Detail ze analyséieren, a gesot, et kéint ee sech och virstellen, datt een deen Text eréischt géif am Ufank vum nächste Joer stëmmen.

Mir sinn eis dunn awer de leschte Freiden an der Kommissioun eens ginn, datt mer dat net géife maachen, dat aus verschiddene Grënn, op déi ech elo kuerz wëll nach eng kéier agoen.

Dës Direktiv gesäit vir, datt se muss vun alle Memberslänner bis den 31. Dezember vun dësem Joer transposéiert ginn, fir datt se och kann den 1. Januar 2024 a Kraaft trieden. Et si bis haut nëmme fënnf Länner, déi et warscheinlech net wäerte fäerdegbréngen – zum Deel och aus verständlechen innerpolitische Grënn, well se grad Walen haten –, fir dës Direktiv an de virgeschriwwenen Delaien ëmzesetzen.

Et hätt eisem Land net gutt zu Gesiicht gestanen, wa mir an esou engem sensibelen Theemeberäich wéi der Besteuerung vu ganz groussen Entreprises net an de virgesinnenen Delaien transposéiert hätten, a mir wäeren och domadder de Risk agaangen, vun der Kommissioun virun den Europäesche Gerichtshaff zitéiert ze ginn.

Et kënn awer och derbäi, datt an dëser extreem wichtiger Thematik elo scho ganz vill Länner transposéiert hunn an déi nei Reegele vun der Mindestbesteuerung also vum nächsten 1. Januar u wäerten uwenden, wa mir déi Reegelen net d'nächst Joer oder eventuell mat enger Retroaktivitéit ugewannt hätten (veuillez lire: Et kënn awer och derbäi, datt mir an dëser extreem wichtiger Thematik, wou elo scho ganz vill Länner transposéiert hunn an déi nei Reegele vun der Mindestbesteuerung also vum nächsten 1. Januar u wäerten uwenden, d'nächst Joer nach déi besteeënd Reegelen ugewannt hätten). Dëst wär net am Interessu vun deene concernéierten Entreprisë gewiescht an hätt kënnen fir Rechtsongesécherheet an Netprevisibilitéit suergen. Och aus deem Grond ass et duerfir eminent wichtig, datt de Projet de loi nach virum 31. Dezember wäert adoptéiert ginn an och kann den nächsten 1. Januar a Kraaft trieden.

Dëst, léif Kolleeginnen a Kolleegen, soll awer an deenen nächste Méint a Joren net d'Reegel ginn, an duerfir géif ech och en Appell an eis alleguerte riichten, natierlech fir d'éischt och un d'Regierung, mee awer och un eis, och un de Staatsrot, datt mer versichen, besonnesch bei esou technesch schwierige Projete éischter mat eisen Aarbechten unzekommen, an eis ouni Zäitdrock och kënnen eist Bild oder e komplett Bild iwwert déi Projete maachen. Dëst wär op jidde Fall e Wonsch, deen ech och als Rapporteur vun dësem Projet, ech mengen, och am Numm vun alle Kolleeginnen a Kolleegen aus der Finanzkommissioun, wëll artikuléieren.

Dat gesot, Här President, erlaabt mer dann awer elo, op de Fong vum Projet de loi anzegoen. Wéi ech scho kuerz a menger Introduction ausgeféiert hunn, geet et hei also ëm eng Initiativ, déi den 8. Oktober 2021 vun 135 Membere vun der OECD geholl ginn ass an déi eng Mindestbesteuerung vu multinationalen Entreprisë virgesäit, déi mindestens 750 Milliounen Joresémsaz maachen.

Et geet hei virun allem drëm, datt dës multinational Entreprises iwwerall do e gerechten Deel u Steiere bezuelen, egal wou se hir Aktivitéiten ausüben an egal wou se hir Benefisser generéieren.

Op dëser Base a mat deenen Objektiven huet d'OECD de 14. Oktober 2021 e Rapport ugeholl iwwer Steiererausforderungen, déi duerch d'Numerisatioun vun der Wirtschaft soulevéiert ginn, an hunn do e Modell vu globale Reegele vun der Besteuerungsbase festgeschriwwen, déi als sougenannten „zweete Peiler“ elo qualifizéiert ginn.

Wat sinn elo d'Objektive vun dësen neie Reegelen? Hei geet et virun allem drëm, datt elo mol soll e sougenannte „Seuil-plancher“ fixéiert ginn, op Base vun deem d'Steiertauxen op de Benefisser vun de Gesellschaften an deem eng weltwäit Mindestbesteuerung fixéiert gëtt (veuillez lire: Hei geet et virun allem

drëm, datt elo mol soll e sougenannte „Seuil-plancher“ fixéiert ginn, op Base vun deem d'Steiertauxen op de Benefisser vun de Gesellschaften harmoniséiert ginn, andeem eng weltwäit Mindestbesteuerung fixéiert gëtt).

Fir dat Objektiv ze erreechen, baséiert sech de sougenannten „zweete Peiler“ op d'Festleeung vun enger sougenannter „Zousazsteuer“ op de Benefissen, déi an enger Jurisdiction realiséiert ginn, wann den Taux effectif vun der Besteuerung vun engem multinationale Grupp an dëser Jurisdiction ënnert der Mindestbesteuerung vu 15 % läit.

Déi Prinzippien, déi ech elo hei kuerz virgestallt hunn, sinn dann och relativ schnell vun der Europäescher Unioun an enger Direktiv ficeléiert ginn, déi den 22. Dezember 2021 vun der Kommissioun och definitiv presentéiert an zrëckbehal ginn ass. Am Dezember 2022 huet dann och de Conseil déi Direktiv, déi mer dann och haut sollen transposéieren, definitiv ugeholl.

Här President, wat elo relativ einfach kléngt, huet awer zu enger „Gebrauchsanweisung“ – wann ech déi mol sou kann nennen – geféiert vun engem Text vun iwwer 200 Säiten, dee mir dann och elo integral an eis Gesetzgebung iwwerhuelen.

Här President, eng relativ komplex Gebrauchsanweisung vun engem a sech einfache Prinzippien.

Am Dezember, genau de 15. Dezember 2022, huet de Conseil vun der Europäescher Unioun duerfir déi Direktiv verabschit, déi eebe genau dës minimal Besteuerung och op all déi Grupp d'entreprises multinationales an aner grouss Gruppen an der Europäescher Unioun applizéiert.

D'Direktiv alignéiert sech och hei méiglechst genee op de Contenu, awer och un d'Struktur vun de Reegele vun der OECD.

Fir an Zukunft d'Exigence vun dësen neie Bestëmmungen ze respektéieren, wäerten also all déi Gruppen, déi déi Envergure vun engem Chiffre d'affaires vu 750 Milliounen erfüllen, och hei zu Lëtzebuerg integral ënnert déi nei Bestëmmunge falen.

Wat heescht dat elo ganz konkret? Fir déi minimal Besteuerung vu 15 % anzeféieren, ginn a sech an eisem Steierrecht zwou nei Steieren agefouert, déi op zwou verschiddenen, onofhängege Reegele baséieren: op där enger Säit de sougenannten RIR, dat heescht dann op Franséisch Règle d'inclusion du revenu, an dat anert de sougenannten RBII, an dat ass déi Règle relative aux bénéficiaires insuffisamment imposés. Kléngt alles ganz komplizéiert, et ass awer nach méi komplizéiert, wéi et kléngt. Méi generell wäert deen RIR sech op d'Entités mères applizéieren par rapport zu engem Montant vun Zousazsteuer, deen am Virfeld determinéiert gëtt, vun allen Entitéiten, déi direkt oder indirekt vun dëser Entitéit mère gehale ginn.

Nom Depot, Här President, vum Projet de loi sinn awer den 10. November vun dësem Joer vun der Regierung eng ganz Rei vun Amendementer adoptéiert ginn, déi a sech och schonn am Laf vun dem Avancement vun den Aarbechten eng Rei vu Klarifikatiounen mat sech bruecht hunn.

An ech maachen och direkt hei eng Klammer: D'Aarbechte vum Pilier 2 sinn a sech e permanente Prozess, an deem och ëmmer erëm déi sougenannten „administrativ Instruktiounen“, op Englesch „agreed administrative guidance“, mat solle verschafft ginn, eng Rei vu Punkten, déi dann och de Fonctionnement a sech solle veränneren, awer och an deene meeschte Fäll preziséieren. Dofir ass et och net ausgeschloss – an dat huet esouwuel d'Kommissioun och an hirem schrëftleche Rapport zrëckbehal wéi ech et dann och elo

nach eng Kéier a mengem mëndleche soen –, dass dës Gesetzgebung och muss am Laf vun deenen nächste Méint oder Joren nach eng Kéier amendéiert ginn.

Wat elo d'Avisu betrëfft, fir unzefänke mam Avis vum Staatsrot, ass deen eigentlech äusserst positiv an huet ausser enger klenger Opposition formelle, déi éischter mat der Terminologie vun enger Notioun ze dinn hat, eigentlech just eng Rei vu legisteschen Ännerungsvirschléi materabruucht, ouni datt awer hei substanzuell Kritikken um Contenu vum Projet artikuléiert gi sinn.

Den Avis vun der Chambre des Salariés begréisst de Projet an ënnersträicht och nach eng Kéier d'Wichtigkeet vun esou enger minimaler Besteuerung, suggeréiert allerdéngs, den Taux vu 15 % op 25 % eropzesetzen.

D'Chambre de Commerce huet an engem éischten Avis de Projet och begréisst, weist awer op eng Rei vu Risiken hin, notament wat d'Kompatibilitéit vun deemem Projet mat anere Projekte betrëfft, a gëtt entre autres do d'Beispill vun der Bonification d'investissement vun den Entreprises. D'Chambre de Commerce huet dann och kritizéiert, datt d'Regierung net genuch op Optiounen zréckgegraff hätt, déi eigentlech an deem zweete Peiler virgesi wieren. Entre-temps sinn allerdéngs eng Rei vun deenen Optiounen gezu ginn iwwer de Wee vun deenen Amendementen, déi d'Regierung jo den 10. November heizog agereecht huet.

Déi Thematik vun der Netkompatibilitéit ass och eng, wou d'Kommissioun sech bewusst ass, datt do eventuell muss nach eng Kéier nogebessert ginn, natierlech – an dat wëll ech och nach eng Kéier hei preziséieren – mat der ganz kloer Oplag, datt d'Objektiv vun deene minimal 15 % Besteuerung net dierf op déi eng oder aner Manéier ënnerhielegt oder contournéiert ginn.

An hirem zweeten Avis, dee mer leider e bësse kuerzfristeg kritt hunn, ass d'Chambre de Commerce dann nach eng Kéier op eng Rei vun Interpretationsschwierigkeeten agaangen, notament wat d'Fongebetrëfft, an haaptsächlech op d'Entitéiten, déi vun dese Fongen direkt oder indirekt gehale ginn an déi net consolidéiert sinn.

Eng lescht Kritik, déi och an eenzelnen Avisen erëmkomm ass, ass déi, datt et keng kloer Fiche financière géif fir dese Projet ginn, mee dorobber huet de Finanzminister an der zoustänneger Kommissioun jo scho méi wéi kloer geäntwert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen domadder zum Schluss vu mengem Ausféierungen, andeem ech hei nach eng Kéier ënnersträichen, datt dat Gesetz, wat mer dann hoffentlech elo mat grousser Majoritéit an deenen nächste Minutte wäerte stëmmen, e Meilesteen um Wee vun enger méi gerechter Besteuerung, ganz besonnesch vu grousser multinationaler Entreprisé weltwäit, an der Europäescher Unioun, awer och bei eis ass.

Et bleiwe sécherlech nach ganz vill praktesch Froen op, wat déi konkret Ëmsetzung betrëfft, an et kann een elo scho soen, datt an den nächste Joren nach wäerten oft Modifikatiounen zu deene grousser Prinzipien kommen.

D'Kommissioun ass op jidde Fall der Meenung, datt dese Gesetzestext am Interêt vun enger méi grousser Sécherheet an awer och Previsibilitéit fir d'Entreprises och bei eis am Land ass, soudatt mir Iech alleguerter suggeréieren, dese Projet och nach haut ze stëmmen.

An dann, Här President, dréien ech mech eng Kéier ëm, fir Iech och ze soen, datt meng Fraktioun, d'CSV, dese Projet mat grousser Begeescherung wäert

stëmmen. An ech soen Iech Merci fir Är ganz laang Opmerksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président de séance | An ech soen dem Här Rapporteur Laurent Mosar Merci a ginn d'Wuert weider un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Patrick Goldschmidt. Här Goldschmidt, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

**M. Patrick Goldschmidt** (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech profitéieren dovunner, fir dës Kéier awer dem Rapporteur Merci ze soen, fir dass en et fäerdegbruecht huet, dese komplexe Projet all de Memberen hei, all de Kolleegen a Kolleeginnen, gutt erkläert ze hunn, dass se et elo och alleguerter ganz gutt verstinn. A sech hätt ech net méi vill dozou ze soen, mee ech hoffen awer, dass trotzdeem déi Professionell dobaussen an deenen nächste Wochen, net an deenen nächste Joren, vläicht nach déi eng oder déi aner Circulaire kréien, wou verschidde Saachen awer nach e bësse méi kloer sinn, wéi dat dann duerno ze handhaben ass.

Haut stëmme mer iwwer en immens wichtige Gesetzesprojet of: d'Minimalbesteuerung vun de grousser Sociéiteiten. Et ass e Constat, deen net nei ass: An enger globalisierter Welt mussen d'Staaten zesummeschaffen, fir eng effikass a fair Besteuerung vun de multinationalen a grousser Gruppen ze garantéieren. Fir dat Zil ze erreechen, mussen d'Staate sech also zesummeffannen an no Léisunge sichen. Dat ass an deene leschte Jore geschitt, wéi de Rapporteur et scho gesot huet: Um OECD-Niveau hunn 135 Staaten dorunner geschafft a sinn och zu gudde Konklusione komm.

Duerch déi enk Zesummenaarbecht ass eng effikass a gerecht Besteuerung hautzudaags méiglech, dofir begrësse mir de Progrès, an ech si frou, dass déi Direktiv, déi mer haut an e Gesetz stëmmen, an dese laangjäreg Prozess domadder a Musek ëmgesat kënne ginn.

Fir d'Demokratesch Partei steet fest: Lëtzebuerg muss sech weiderhin un déi international Reegelen a Standarden halen. Just esou kënne mer d'Vetrauen an eis Finanzplaz garantéieren an esou och fir déi nächst Joren a Joerzénge zolidd opstellen. Sait 2013 schonn hunn d'Finanzministere vun der DP sech konsequent derfir agesat, fir Lëtzebuerg am internationale Verglach méi kooperativ an transparent opzestellen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Patrick Goldschmidt** (DP) | Et war eng bewosst Decisioun an déi nei Politick gouf och konsequent ugewannt, mam Resultat, dass ons Finanzplaz haut eng staark opgewäerte Renommée huet.

Mat deser Direktiv kënnt elo eng ganz nei Etapp derbäi. Dës Direktiv huet als Zil, de Piller 2, deen am Oktober 2021, wéi scho gesot, op OECD-Niveau approvouéiert gouf, ëmzesetzen. Am Prinzip gëtt e Seuil fixéiert, a wann an enger Juridictioun e Grupp ze wéineg Steiere bezilt, da muss dese Grupp an enger anerer Juridictioun déi Differenz bezuelen. Dese Seuil, déi effektiv Mindestbesteuerung, gëtt an enger éischter Etapp op 15 % ugesat. Ënner dese Champ d'application fält e Grupp also ab 750 Milliounen Euro Ëmsatz. Dat bedeit, dass déi kleng a mëttelgrousser Entreprises, eise Mëtzelstand, vun deemem Gesetzesprojet, wéi en hei virläit, net betraff sinn.

Fir eis Fraktioun ass et evident, dass de Level-Playingfield zu all Moment muss garantéiert sinn. Mir brauchen also déi selwecht Reegelen fir jiddereen.

Dat ass keng nei Fuerderung. De fréiere Steierdirekter vun der OECD, den Här Pascal Saint-Amans, huet

alt gesot, de Level-Playingfield wier e lëtzebuergesch Wuert, vu dass ons Politiker sou staark drop insistéieren.

Effektiv ass Lëtzebuerg eng kleng an oppen Ekonomie an dowéinst si mir nach e gutt Stéck méi vum internationale Kontext ofhängeg. Mir müssen also derfir suergen, dass dese Level-Playingfield och an Zukunft vu jiddwengem respektéiert gëtt.

Niewent dem Risiko, dass dat eent oder aner Land sech kéint Virdeeler verschafe par rapport zu deenen aneren, kënne sech nach aner Risike manifestéieren. Dofir ass et och fir ons Fraktioun immens wichteg, dass d'Risiko fir ons Finanzplaz konstant evaluéiert ginn, soudass mir och eise Méiglechkeeten no an Zukunft besser opgestallt kënne ginn.

Ech hu virdu gesot, dass Lëtzebuerg sech un internationale Standarden muss halen. Wann ech op déi nächst Jore kucken, da wëll ech awer insistéieren, dass Lëtzebuerg sech och proaktiv un den Initiative fir méi Kooperatioun an Transparenz bedeelege muss, sief dat op EU-Niveau oder och um OECD-Niveau.

*(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)*

Fir dës ze garantéieren an eeben och fir dass kee Land benodelegt gëtt, hunn d'Koalitionspartner sech déi Ambitioun ginn, dass méi Lëtzeburger an den europäeschen an internationalen Institutiounen solle vertruede sinn. Detachementer sollen also encouragéiert ginn.

Här President, léif alleguer, d'Demokratesch Partei steet kloer zu méi Transparenz an internationaler Kooperatioun, e Choix, fir dee mir eis konkret seit Joren asetzen. A gläichzäitig muss mir kucken, wat d'Auswirkungen op eist Land kënne sinn, an eis deementsprechend opstellen. An deemem Sënn gëtt d'DP-Fraktioun och hiren Accord zu deemem Projet de loi.

Ech soen Iech all Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Goldschmidt. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Merci, Här President. Mat deemem Projet de loi iwwer de sougenannte Piller 2 féiere mer hei direkt dräi nei Steieren an. Dat kann der neier Regierung net schmaachen, déi sech jo virgeholl hat, guer keng nei Steieren opzehiewen oder anzeféieren. An de Rapporteur, dat ass de Laurent Mosar. Dir kënnt Iech awer mengen ech, drun tréischten, dass dat heiten effektiv en internationalen Accord ass an eng Ëmsetzung vun enger Direktiv vun Dezember 2022.

Mir begrëissen als LSAP dese Projet de loi. Et ass e Gesetzesprojet, deen um Enn vu jorelaangen Efforte fir méi Steiergerechtegkeet, Transparenz a Fairness um internationale Plang steet. Et ass e Projet de loi, dee sech och areit an eng méi breet Diskussioun iwwer international Steiergerechtegkeet, déi heimat ganz sécher net eriwuer ass, och wann een d'Besoine kuckt, déi d'Staaten hunn. A mir schwätze jo elo seit e puer Deeg iwwer Steierprojeten an iwwer d'Finanzierung vun der Regierung, och elo mat den Douzièmes provisoires. Wann een déi enorm Besoine gesäit, déi d'Staaten hunn, fir d'Transitioun ze finanzéieren, fir d'Besoinen an Infrastruktur an esou weider, all déi Saachen, iwwer déi mer scho geschwat hunn, dat ass also net eriwuer. An hei sinn natierlech och nach aner Steieren, déi diskutéiert ginn um internationale Plang, wéi zum Beispill d'Finanztransaktionssteuer, wéi d'Iddi vun engem Impôt sur la fortune op ganz grousser Fortunen, déi notament vum Observatoire européen

de la fiscalité an engem rezente Rapport och presentéiert gouf.

Här President, mir begrëissen dësse Projet de loi. Mir begrëissen och de Fait, dass en nach dëst Joer ka gestëmmt ginn an dass en och kann den 1. Januar 2024 a Kraaft trieden. An ech si frou iwwert d'Begeeschterung, déi nei Begeeschterung vum Laurent Mosar iwwert dësse Projet de loi. Et huet ee Moment esou ausgesinn an der Finanzkommissioun, dass do ausgerechent aus dem Finanzminister senger Partei Géigewand zu dësem Projet de loi war, fir deen elo nach am Dezember ze stëmmen. Justement am Numm vum Level-Playingfield sinn do ganz vill Bedenken ugemellt ginn. An dunn ass awer e bëssen op eng verwonnerlech Aart a Weis dat heiten an d'Rei gaangen, soudass mer haut alleguerter begeeschtert dann dësse Projet de loi hei kënnen stëmmen.

Doriwwer sinn ech frou a meng Fraktioun och, aus dräi Grënn haaptsächlech: éischtens wëinst der juristescher Onsécherheet, déi bestanen hätt, wa mer dat heite gäre retroaktiv applikabel gemaach hätten. Zweetens, och ganz einfach, well et de Staat géif Sue kaschten. Wann zum Beispill e franséische Grupp zu Lëtzebuerg 2024 misst eng complémentaire Steuer bezuelen, well se an hiren Operatiounen net op déi 15 % Besteuerung komm wären, dann hätte se, à défaut vun enger Base légale zu Lëtzebuerg, missen dee Complement un de franséische Fisk bezuelen. Mat aller Léift zu eise franséische Frënn wär dat schued gewiescht. Dofir ass et gutt, dass mer dat Gesetz effektiv elo hei direkt kréien. An dann drëtts och aus Reputatiounsgrënn. Ech mengen, et hätt eis net gutt zu Gesiicht gestanen, wa mer dat heiten als Lëtzebuerg, als e grouse Finanzzentrum, elo net an den Delaien ëmgesat hätten.

Den Impakt: Mir hunn och iwwert den Impakt vun dësem Gesetz geschwat an der Commissioun. Et ass, wéi gesot, e komplexen Text, deen och nach evolutiv ass. Do hänken OCDE-Normen drun, och Norme vum International Accounting Standards Board, déi hei erspillen an deen Text. Et gëtt geschat, dass ongeféier 7.500 Gesellschaften zu Lëtzebuerg kéinten heivunner concernéiert sinn. Ech mengen, et muss een net erwaarden, dass der elo vill heiweinst fortginn, mee et ass kloer, dass bei verschiddene Finanzgesellschaften vläicht awer sech d'Fro gestallt gëtt, ob et dann nach derwärt ass, fir d'Presenz hei zu Lëtzebuerg ze behalen, wann een natierlech och nach aner Coûte vun der Presenz heizuland dann derbärechent. Mee ech mengen, grosso modo muss een net fäerten, dass mer elo heimadde e Kompetitivitätsdesavantage kréien. Et muss een, hoffen ech, domadder rechnen, dass et awer e positive budgetären Impakt kritt; eppes, wou mer da mol e bësse Suen domat kënnen verdéngen – dat ass jo och schéin – a wou een dann, mengen ech, och, wéi gesot, grosso modo e positiven Impakt kritt.

Et sinn effektiv zwou Froen, déi vill diskutéiert goufen an déi eis och als LSAP immens wichteg sinn an där Diskussioun. Déi éischt, dat ass, dass déi Mindestbesteuerung net ka contournéiert ginn oder ausgehelegt ginn duerch national Steierinstrumenter wéi zum Beispill d'Bonification d'impôt. Dat ass eis zougeséichert ginn. Dat ass och am Rapport sou verankert, dass dat net ka stattfannen. An dann ass et awer esou, dass et hei effektiv och eng Partie Inkompatibilitéit gëtt mam nationale Steierrecht, déi mussen an deenen nächste Méint och dann ausgebigelt ginn.

Mee, wéi gesot, dat hei ass definitiv fir eis e grouse Schrëtt an déi richteg Richtung. Et ass kee perfekte Text. Et gëtt awer nach ... En ass e bësse verwässert ginn, och an deene villen Diskussiounen, mee et ass awer e ganz wichtige Schrëtt an déi richteg Richtung, an dofir wärte mer deen Text hei och matstëmmen.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Fayot. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Fred Keup. Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Ech wäert et och féx maachen hei. Ech héieren hei jo vill Begeeschterung fir dëst Gesetz, vum Här Mosar, och den Här Fayot huet sech an déi Richtung geäussert, woubäi mir dat heiten och elo matstëmmen. Mee esou begeeschtert si mer awer net sou richtig, well mer och net genee wëssen, wéi alleguerter déi aner Leit heibannen, wat dat dote wäert an Zukunft bedeiten.

Kloer ass, dass mer en internationalen Accord hei ëmsetze vu ganz ville Länner op der Welt. Dat ass jo mol prinzipiell eppes Guddes, och well dat natierlech zu enger gewëssener Gerechtegkeet féiert a verhënnert, dass Betriber, ouni Steieren ze bezuelen, dervukommen, wat och eng gutt Saach ass.

Mir soen och ëmmer: Wat gutt fir d'Finanzplaz ass, dat ass gutt fir Lëtzebuerg. An dofir steet d'ADR och ëmmer do fir d'Finanzplaz. An ech mengen, dat hei ass och eppes, wat der Finanzplaz, wa mer dat elo ëmsetzen, wäert zeguttkommen.

Allgemeng muss een awer oppassen, wann een esou Steierungläichunge mécht tëscht de Länner, well et ass awer esou, dass eng Steierkonkurrenz och gewësse positiv Säiten huet. An een Haaptpunkt, dee gutt ass bei enger Steierkonkurrenz, ass am Fong deen, dass d'Steierkonkurrenz de Staat och derzou zwéngt, fir gewëssenhaft mat de Steieren ëmzuegoen, an en net ëmmer erëm Steieren doduerch kann erhéijen. Et ass also eng ganz effizient Manéier, d'Steierkonkurrenz, fir dass d'Staaten effizient ëmgi mat hiren Ausgaben.

Wat dat hei elo genee fir d'Zukunft bedeit, dat schéngt jo da kee sou richtig nach ze wëssen. Wat genee et fir eise Budget vum Lëtzebuurger Land bedeit – méi Einnahmen, manner Einnahmen –, schéngt och kee sou ganz genau ze wëssen. Ech hoffen dann och emol, dass et gutt geet. Bei sou villen Onsécherheete wier dat ubruecht, fir positiv ze denken, optimistesches, an da stëmme mer dat heiten an enger gudder Laun mat.

Merci.

(Hilarité)

**M. Claude Wiseler**, Président | Très bien.

Merci, Här Keup. Dann ass den nächsten ageschriwwene Riedner déi honorabel Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, merci, Här President.

(Interruption)

**M. Claude Wiseler**, Président | D'Madamm Tanson huet d'Wuert!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Den Text, et ass schonn ugeklongen, iwwert dee mer haut ofstëmmen, ass e ganz wichtige Text. En ass sécherlech net perfekt, wat elo näischt mam Lëtzebuurger Finanzministère ze dinn huet, mee mat den internationalen Negociatiounen. Déi ganz Demarche awer hannendrun, déi laangwiereg Negociatiounen um Niveau vun der OCDE, déi schliisslech an déi Direktiv an dann an dat Gesetz hei eragefloss sinn, déi weisen awer, dass et méiglech ass, dass weltwäit eng 140 Staate sech zesummendinn, fir géint d'Steierflucht virzuegoen.

A bon, d'Diskussioun zitt sech e bësse wéi e roude Fue dem iwwert de ganzen Nomëtten, mee grad bei

der Betriebsbesteuerung a bei der Besteuerung vun de ganz Räichen an onser Gesellschaft huet een heiansdo d'Impressioun, et wier esou en heikele Sujet, eng Zoomuddung quasi an et misst een alles Méiglech maachen, fir dass se sou mann wéi nëmmen néideg misste bezuelen.

Dobäi wësse mer, dass grad Mënsche mat manner Revenu wéi och méi kleng a mëttel Betriber vill manner Auswäichméiglechkeeten hunn, wann et drëms geet, Steieren ze bezuelen, an déi Agilitéit, fir Steieren ze evitéieren, duerch d'Globaliséierung verschäerft gëtt. An dat dréit derzou bäi, dass grad Milliardären an internationaler Konzern am beschte wëssen, wéi se op 0 % Steiere kommen.

An do ass natierlech d'Gerechtegkeetsfro an d'Fro vun der sozialer Kohäsioun enk domat verbonnen. Wéi soll ee Mënschen an och Betriber mat manner Revenu vun der Wichtegkeet iwwerzeegen, Steieren ze bezuelen, wa se gesinn, dass de Billionär oder déi Multinationale niewendrun nëmmen do contribuëiert, wou et hir och wierklech an de Krom passt?

Mee d'Steierflucht ass keng Fatalitéit. Mir heibannen, gradesou wéi ons Pairen an anere Länner, sinn déi, déi derfir suerge kënnen, dass d'Steierflucht age-dämmt gëtt. Et sinn d'Gesetzter, déi maache kënnen, dass dat net geschitt, a virum allem, wann déi Reegelen international änlech sinn, sou wéi dat hei de Fall ass, hu se e groussen Impakt.

Ech ginn elo net nach eng Kéier dorobber an, wisou et wichtig ass, dass mer Steiere bezuelen, mee wéi aneschtens sollen d'Staate kënnen Investitiounen an d'Zukunft tätigen, wann net iwwer Steieren? An esou coordonéiert Aktiounen wéi dës, andeem esou vill Länner un engem Strang zéien, sinn dowéinst en extreem wichtige Schratt a Richtung méi Gerechtegkeet op villen Niveauen.

Jo, et gëtt nach ëmmer Schlupflöcher, Kompromësser, ouni déi den Text hei iwwerhaupt net zustane kommen wier. A jo, den Taux kéint méi héich leien, zum Beispill bei 20 %, wéi ursprüngelech geplangt. E kéint awer och méi niddereg sinn, wéi aner Länner dat wollten. Dofir ass dat heiten eppes, wat e wichtegt Instrument ass, wou ech ganz frou sinn, dass dat elo schlussendlech awer nach virum Enn vun dësem Joer gestëmmt ka ginn. Et hätt natierlech juristesche Onsécherheete ginn. Et hätt awer och grad Lëtzebuerg wierklech net gutt zu Gesiicht gestanen, wa mer do der Saach hannendrugelaf wären an dësse fundamentalen Text net matzäit ëmgesat hätten.

An da kënn natierlech nach derbäi: De Mechanismus ass jo scho vum Reporter duergeluecht ginn, mee wa mir den Text net ëmsetzen, dann heescht dat net, dass déi Steieren net vun engem anere Land agedriwwen ginn, soudass mer en plus dann nach op wäertvoll Steierrecettë verzicht hätten. Dowéinst ginn ech hei den Accord vun der grénger ... Sensibilité politique.

(Hilarité)

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Tanson. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, bei dësem Projet muss ee jo als Éischt – an dat hunn d'Virriednerinnen an d'Virriedner jo och gemaach zu engem groussen Deel – iwwert d'Objektiv vum Gesetz schwätzen an duerno méi an den Detail mat den Zuele goen.

Mir Piraten setzen eis a fir Steiergerechtegkeet – Punkt! Dëst tëscht de Bierger/innen duerch eng Steierreform, déi mer nach ëmmer fuerderen, mee och tëscht dem Staat an de Firmen. Lëtzebuerg huet



(Hilarité)

An ech wollt dat awer och soen, well déi afrikanesch Tax Association, déi ass elo guer net méi frou iwwer d'Ëmsetzung a verschiddeenen europäesche Länner vun deenen Direktiven.

(Interruption par la présidence)

Ënner anerem d'Schwäiz huet et ëmgesat mam Resultat, datt, éischtens, u sech d'Steieren net dohin zrëckginn, wou se missten, dat heescht do, wou d'Profitter erschafe ginn, dat heescht an diversen afrikanesche Länner. An zweetens huet déi Schwäizer Gesetzgebung derfir gesuergt, datt se u sech déi Steieren, déi dann déi Multinational der Schwäiz misste bezuelen, iwwer aner Weeër erëm zrëckkréien.

(Interruption par la présidence)

**M. Claude Wiseler**, Président | Här Wagner, kommt zu Äre Konklusiounen, wannechglift!

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Meng Konklusioun ass: D'Schwäizer, dat sinn awer kleng Filouen.

(Hilarité)

An ech hoffen, datt net jiddereen dat esou mécht. An deementspriechend, mir sinn u sech fir dee Prinzip, mee fir eis ... Mir wëllen net dergéint stëmmen. Mir wäerten och net derfir stëmmen. Mir wäerten eis enthalen, well et ze vill grouss Inconnuë gëtt, a mir hunn Angscht, datt et och net an déi Richtung geet, wéi et initialement geduecht war.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner epuséiert.

An dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Finanzminister, et ass un Iech.

#### Prise de position du Gouvernement

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll Iech ausdrëcklech Merci soen, dass mer dëse Projet de loi nach elo um Enn vum Joer kënnen stëmmen. Ech soen awer riichteraus: Jo, dat war keng glécklech parlamentaresch Prozedur, fir dozou ze kommen, huet awer dermat ze dinn, dass déi Contrainte de temps, déi och vun der Europäescher Unioun gesat gouf, ganz enk war.

Et ass richtig bemierkt ginn: Dat Ganzt ass e Kader, dee vun der OECD geschaf gouf, vu Paräis. Dunn huet d'Europäesch Unioun en Instrument, nämlech eng europäesch Direktiv, geschaf, fir dass zumindest um Niveau vun der Europäescher Unioun et eenheetlech Reegele géif ginn, wéi dee Kader vun der OECD géif ëmgesat ginn. An dee Kader ass zrëckbehale gi virun engem gudden Joer, nämlech am Dezember 2022, fir da mussen ëmgesat ze si fir den 1. Januar 2024.

Dir wësst och, dass mer Walen zu Lëtzebuerg haten – dat ass en demokratesche Virgang – an dass eng exzellent an extreem gutt Aarbecht geleescht gouf mat engem Text, deen iwwer 200 Säiten huet, iwwer 200 Säite vun enger Steierverwaltung, vun engem Finanzministère vun engem dach kleng Land. An ech wëll och – une fois n'est pas coutume – all deene Leit villmools Merci soen, fir dat bewerkstelt ze hunn. Ech wëll och derfir den Deputéierte fir déi Flexibilitéit Merci soen. Ech wëll och dem Conseil d'État Merci soen, well wann eppes 220 Säiten huet, da muss och een oder méi Leit am Conseil d'État dozou en Avis ginn. A wann dat eng héich komplex Matière ass, da muss een och deen Knowhow hunn, fir doriwwer e fundéierten Avis ze maachen.

Dat hei huet misse riichtgebéit gi virun dem 1. Januar 2024 an de Rapport, den Här Mosar, ass drop agaang. Et wier fir Lëtzebuerg, den Här Fayot huet et gesot, fir eis Reputatioun sécherlech net gutt gewiescht, wa mir an esou engem weesentlechen, fundamentalen Text, dee mer haut ofstëmmen, net bei deene gewiescht wieren, déi dat fristgerecht wéi anerem ëmgesat hätten.

Et ass zum Beispill Spuenien, zum Beispill Polen, zum Beispill Portugal, déi dat net fir den 1. Januar ëmgesat kréien. Mee Dir wësst, dass an deene Länner um Niveau vun der Regierung keng handlungsfäeg Regierung oder d'Majoritéit net vollends do ass. Mir hunn awer eng handlungsfäeg Regierung no Walen, déi stattfonnt hunn am Oktober. An duerfir, mengen ech, ass et och eis Pflicht aus deem Grond an als internationale Finanzzentrum a Businesszentrum, fir dat esou ëmzesetzen.

Ech soen awer gradesou riichteraus: Dat hei wäert net déi leschte legislativ Upassung si vun deem Text. Dat wäert souwuel misse gemaach ginn um Niveau vun dem Gesetz oder iwwer Präzisiounen, souwäit dat méiglech ass, déi iwwer Instruktiounen vun der Steierdirektioun kommen.

An den Här Fayot huet och e juristescht Element, gradewéi d'Madamm Tanson, genannt: Wa mir deen Text hei net ugepasst hätte virun dem 1. Januar 2024, dann hätte mer fir eng Rei vun Entrepreneuren, déi heidrënner falen – an et ass jo de Chiffer genannt gi vu 7.500 potenziell méiglechen Entrepreneuren –, ënner Ëmstänn eng méi héich Steierlaascht fir Einzelner bewierkt. An Dir wësst alleguerten, dass dee Prinzip net réckwierkend um Niveau vun der Steiergesetzgebung gaange wier. Dat heescht, dat Eenzegt, wat mer hätte kënnen maachen, dat wier, dass mer eréischt 2025 operationell gewiescht wieren, mat alle Konsequenzen niewent der Reputatioun, niewent och eventuell dem Uleiere vu Sanktionsmechanisme vun der Europäescher Kommissioun.

Et huet och e grouse Virdeel, well mer heimat Rechtssécherheet schafen a mir schafe Vorausseebaarkeet fir déi Leit, déi mat deem Instrument hei mussen schaffen. Dat sinn engersäits d'Entrepreneuren a zweetens, wéi Der mat Recht gesot hutt, alleguerten déi Cabineten, sief dat Affekotenetüden, sief dat och Big-Fourten, dat heescht grouss Kontabilitéitsentrepreneuren, déi domat mussen ëmgoen.

Jo, et ass richtig, hei kënn eng Mindestbesteuerung vu 15 %, an et sinn eng Rei vun Entrepreneuren bei eis, déi heidrënner falen, déi ënner 15 % bezuelen, an et sinn och eng Rei vun Entrepreneuren, déi net heidrënner falen, déi an Zukunft och warscheinlech eng duerchschnëttlech Besteuerung hunn, déi nach weiderhin ënner 15 % wäert leien.

Ech mengen, dat muss een och an aller Transparenz soen.

Et muss een och an aller Transparenz soen, dass et sech hei, fir op déi 15 % ze kommen, souwuel ëm d'Betriebssteuer handelt, dat heescht den Impôt sur le revenu des collectivités, wéi ëm d'Gewerbesteuer – déi fällt och dran an de Berechnungsmodus –, gradewéi ëm d'Vermögenssteuer, déi, wéi gesot, och vun den Entrepreneuren bezuelt gëtt. Dat sinn also déi dräi Steieren, déi a Betruecht gezu ginn, fir op déi 15 % par rapport zu dem Bénéfice d'exploitation ze kommen.

Dann ass déi Fro opgeworf gi vun der Madamm Tanson a vun dem Här Fayot: Wéi verhält dat sech an där Interaktivitéit mat deem Gesetzesprojekt, dee mer gëschter ofgestëmmt hunn, nämlech deem vun der sougenannter Steierbonifikatioun, wann een Investisementer mécht? Ech hunn och do ganz kloer gesot, ech soen dat och hei op der Chambertribün: De Seuil

vu 15 %, do kann een och mat allem Awierke vun der Bonification à l'investissement net drënner kommen. Dat ass esou. Dat ass e Plancher minimum, dee muss also garantéiert ginn.

Drënner fale 7.500 Entrepreneuren. Elo ass déi Fro: Jo, de Finanzminister, weeder dee viregten nach dee jëtzege nach d'Steierverwaltung kënnen soen, wat den Impakt ass, deen herno op de Budget dovunner kënn, spréich méi oder manner Steuerrecetten. Ech soen Iech haut riichteraus an aller Éierlechkeet: Ech kann dat haut net soen. An et sinn eng Rei vu Facteuren, déi sinn awer och genannt ginn, firwat dass dat net méiglech ass.

Firwat? Mir hunn de System, dass eng Entitéit vun engem Grupp, dee méi wéi 750 Milliounen Euro Benefiss, also Ëmsatz, pro Joer mécht, wann déi zu Lëtzebuerg ass an déi fällt ënner 15 %, jo da kréie mer méi Steiere vun där eran, wa mer soen: „Dir leit ënnert deem Seuil vu 15 %.“

Et kéint awer och sinn, dass an engem anere Land esou eng Entitéit wier, déi net op 15 % géif kommen, a mir hätten d'Mammegesellschaft hei. Och där Struktüre gëtt et. Da gëtt déi upgrade mat enger Top-up-Steier, fir op déi 15 % ze kommen. Also géife mer do och méi Steiere kréien.

Da gëtt et nach en drëtten Fall. Wann d'Mammegesellschaft an engem anere Land ass plus eenzel Entitéite vun där Mammegesellschaft an engem anere Land sinn, wou déi allkéiers net op déi 15 % kommen, da kënnen mer, wa mer iergendeng aner Entitéit zu Lëtzebuerg hunn, déi och nach upgraden, fir op déi 15 % ze kommen.

Mee! Mee – an dat ass groussen M – déi aner Länner hunn och déi Méiglecheeten. An dat ass dat, wat et esou schwéier mécht, fir ze evaluéieren, jee nodeems, wat an deenen anere Juridictiounen geschitt, wat dann am Endeffekt den Impakt konkret op Lëtzebuerg ass.

An dann ass geschwat ginn – do ginn ech Iech net ganz Recht, Här Wagner – vum Impakt op Drëttlänner. Mee och Drëttstaaten hunn d'Méiglecheeten, wann an hirem Land Entitéite wieren, déi net op déi 15 % géife kommen, fir do en Impôt complémentaire ze verlaangen, souwäit se dëst Instrument applizéieren.

Also, et ass d'Wisselwierkung vun deem Instrument hei, dat jo a villen anere Länner sech och applizéiert, déi mécht, dass een als Lëtzebuurger Finanzminister, als Lëtzebuurger Verwaltung haut keng konkret Indicatione ka maachen, wivill dat méi Steiere wäert generéieren oder net.

Ech engagéiere mech awer – an dat hunn ech an der Finanzkommissioun gesot –, dass mer, soubal mer éischt Erfahrungswärter hunn – an dat wäert da fréistens 2025 sinn, well déi betreffend Entrepreneuren, déi gi jo hir Steierklärung fir 2024, dat heescht 2025, of an da muss ee kucken, dass déi zäitno gepréift ginn –, an d'Finanzkommissioun kommen an dann e Rapport intermédiaire maachen, wéi dat sech ausgewierkt huet. Dat kann de Finanzminister ... Dat ass keng politesch Decisioun, mee ech mengen, dat wësst Der alleguerten, et gëtt e Steiergeheimnis an dat muss dann eng Steierverwaltung jee no Méiglecheeten erklären.

Dat gesot, wëll ech Iech villmools Merci soen an ech sinn, éierlech gesot, houfreg drop, dass mer et als klengt Land zesumme fäerdegbréngen, an esou weesentleche Froe wéi där doter, souwuel vun eise Verwaltungen ... An Dir hutt déi Beamte gesinn, déi kennen déi Matière aus dem Effe, wat extreem

schwierig ass. Ech weess och, dass der vill vun de Big Four, dat heescht vun deene grouse Cabineten, op d'Steierverwaltung ugeruff hunn, op de Ministère ugeruff hunn a soen: „Wéi verhält dat sech? Well mir hu selwer Problemer ze wëssen, wéi dat konkret ëmgesat gëtt.“ An ech mengen, dat sinn net déi Eenzeg.

A virun allem sinn ech frou, dass mer déi Flexibilitéit – mat allen Ofstrécher, déi ech gären op meng Kap dann huelen, och wann ech net eleng derfir kann – bei der Chamber fonnt hunn, fir dee Projet hei – ech soen, net onbedéngt gemääss de Gepflogenheeten, wéi e Gesetzesprojet am Detail sollt analyséiert ginn – iwwert d'Bün ze kréien. An duerfir soen ech Iech wierklech vill, villmools Merci fir d'Zoustëmmung zu dësem Projet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Finanzminister. Domat ass d'Diskussioun dann ofgeschloss.

A mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8292. Den Text steet am Document parlementaire 8292<sup>7</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 8292 et dispense du second vote constitutionnel**

An d'Ofstëmme fänkt un. D'Votes par procuration. D'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

D'Resultat ass: Jo-Stëmme: 58, Neen: keng, an 2 Abstentiounen. De Projet de loi ass also mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Enthaltungen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferdin, Liz Braz, Francine Cloener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen (par M. Ben Polidori) et Ben Polidori.*

*Se sont abstenus : MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

## **6. 8339 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée**

An da komme mer zum leschte Projet vum Ordre du jour vun de Mëtten. Mir hunn de Projet de loi 8339 um Ordre du jour, also eng Ofännerung vum TVA-Gesetz am Kader vum Autoliquidationsmechanismus.

D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeel: zéng Minutte fir de Rapporteur, jee weils fënnf Minutte fir all Fraktioun an all Sensibilitéit an d'Regierung huet zéng Minutten. Et sinn elo schon ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, den Här Patrick Goldschmidt, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson an den Här David Wagner. An elo huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Laurent Mosar, d'Wuert. Här Mosar, et ass un Iech.

### **Rapport de la Commission des Finances**

**M. Laurent Mosar** (CSV), rapporteur | Jo, Här President, mam virleiede Projet de loi gëtt eng weider Upassung am Beräich vun der TVA virgeholl. Et geet hei drëms, Steuerbedruech ze evitéieren an déi sougenannten „TVA-Karusellsinfraktiounen“ ze bekämpfen.

An der Vergaangenheet ass des Ëftere versicht ginn, iwwert dës sougenannte „fraudes carousel“ u Steiergelder erunzekommen, an déi europäesch TVA-Direktiv huet deem virgegraff. An och eist Land huet natierlech dorobber reagéiert an zënter Längerem de Mechanismus vun der sougenannter „autoliquidation“ agefouert. Dese gëtt aktuell am Beräich vun den CO<sub>2</sub>-Zertifikater am Emissionshandel, wéi awer och beim Kaf vu Gas- an Elektreschzertifikater ugewannt. Einfach ausgedréckt muss de Keefer vun dësen Zertifikater dem Staat d'TVA iwwerweisen an net de Verkeefer.

Mat dësem Gesetz gëtt elo den Uwendungsberäich vun dësem Mechanismus vun der Autoliquidation op de Verkauf vun Handyen, Laptops, Computeren an esou weider an awer och op Eedelmetaller a Metaller ausgeweit. Fir dës Produkte gëtt elo och eng Autoliquidation virgesinn, wat a sech eng Exceptioun ass.

Am Projet ass awer eng kloer Limitt dran. Dat heescht, d'Autoliquidatioun spillt nëmme bei Rechnung vum iwwer 10.000 Euro. An dese Fäll ass et de Keefer, deen duerno d'TVA bezilt. Domadder ass séchergestallt, dass alles, wat virun der Chaîne de vente geschitt, wou keng TVA opgefouert ginn ass, och net als Fraude ka benotzt ginn.

De Staatsrot huet a sengem Avis keng Bedenken zum Projet de loi geäussert an drop higewisen, datt déi europäesch Direktiv virgesäit, datt en änleche Mechanismus och fir Livraisonsen a Servicier am Beräich vun der Konstruktioun kéint agefouert ginn.

Léiwen Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och dëst ass erëm eng komplizéiert, technesch Thematik. Duerfir géif ech mer och nach eng Kéier erlaben, fir fir all déi zalreich Froen, déi Der sécherlech hutt, op mäi schrëftleche Rapport hinzewiesen an haaptsächlech och op de Commentaire des articles.

Dat gesot, Här President, dréien ech mech nach eng Kéier ëm a wëll och hei den Accord vun eiser Fraktioun ginn. A well et de leschte Projet de loi vun haut a vun dëser Woch ass, wënschen ech och direkt schéi Feierdeeg. Merci.

**Plusieurs voix** | A!

**Une voix** | Villmools merci!

**Une autre voix** | Merci gleichfalls!

**M. Claude Wiseler**, Président | Léiwen Här Mosar, dat ass ganz léif vun Iech. Ech soen Iech Merci fir Äre schrëftlechen a mëndleche Rapport.

An als éischte Riedner ass den Här Patrick Goldschmidt ageschriwwen.

### **Discussion générale**

**M. Patrick Goldschmidt** (DP) | Merci, Här President. Ech hunn de Message verstane vum Rapporteur, dofir

wollt ech och just dervu profitéieren an den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet de loi ginn a Merci fir dee gudden Rapport soen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Goldschmidt. Den nächste Riedner ass den Här Franz Fayot. Här Fayot.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Effektiv, déi Fraudë bei der TVA sinn net just eng abstrakt Anekdot, mee dat si Fraudë mat ganz reellen a ganz substantziellen Ausfäll fir de Budget.

Zum Beispill déi sougenannte „fraude carousel“ bei den CO<sub>2</sub>-Zertifikater, déi 2009 un d'Dageslicht komm ass, wou u sech an engem éischte Land e Kont opgemaach ginn ass, fir an engem zweete Land CO<sub>2</sub>-Zertifikater opzekafen, déi vun der TVA fräigestallt gi sinn, déi dann duerno mat der TVA weiderverkaaft gi sinn. Dat war op EU-Niveau e Steieraussfall vun net manner wéi 5 Milliarden Euro. Dat heescht, hei si mer an engem Beräich, wou mer wierklech mussen handeln. Lëtzebuerg huet schon eppes gemaach bei der Autoliquidation, mee deen hei Text mécht dat nach weider. An dofir ass dat e gudden Text, dee mer och mat wäerte stëmmen.

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Fayot. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Ech maachen et ganz kuerz: Mir stëmme hei mat Jo.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Keup. Déi nächst ageschriwwene Riednerin ass d'Madamm Sam Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Här President, och mir wäerten deen Text hei matdroen. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann ass et um Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Fir et ganz kuerz ze maachen, kéint ech soen: „Mir droen et mat.“ Ech erlaube mer awer eng kleng Remark, well et hei awer, mengen ech, ëm eppes Wichteges geet. An der Vergaangenheet si wierklech fiktiv Geschäfte gemaach gi mat Handyen, Laptops an aneren, ënner anerem den ETS-Zertifikaten. An datt mer dat heiten elo maachen, ass, mengen ech, e Schlupflach zoumaachen, wou och bis elo net wierklech bekannt ass, wéi grouss de Schued fir Lëtzebuerg war.

Wat awer elo wichtig ass – an ech mengen, dat war am Rapport jo och ugeklongen –, ass, datt mer déi Grenz vun deenen 10.000 Euro halen. An dat wëll ech nach eng Kéier reiteréieren, wéi wichtig et ass, datt mer d'Grenz héich genuch usetzen, awer och niddreg genuch usetzen, fir datt déi Fraude effektiv ka bekämpft ginn. An ech hoffe wierklech, datt mer hei de „juste milieu“ getraff hunn. Wann net, wäerte mer dat an engem oder zwee Joer vläicht nach eng Kéier mussen nobesseren.

Dat gesot, ginn ech eisen Accord.

**M. Claude Wiseler**, Président | Dat war bal ganz kuerz, Här Clement. Merci.

(*Interruption par M. Sven Clement*)

An d'Wuert huet elo den Här David Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, den Här Clement huet absolutt Recht a mir stëmmen dee Projet de loi mat.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Wagner.  
D'Regierung.

### **Prise de position du Gouvernement**

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | D'Regierung ass net Spillverdierwer a seet Merci fir déi breet Zoustëmmung.

*(Hilarité)*

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Domat ass d'Diskussion dann elo ofgeschloss.

A mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8339. Den Text steet am Document parlementaire 8339<sup>2</sup>.

### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 8339 et dispense du second vote constitutionnel**

An d'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass fäerdeg.

D'Resultat ass dat follgend: 60 Jo-Stëmmen, deemgemäss keng Nee-Stëmmen a keng Abstentioun. An de Projet de loi ass domat eestëmmegeg uegoll ginn.

*Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Octavie Modert), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Luc Emering) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig (par M. Jeff Engelen) ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen (par M. Ben Polidori) et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## **7. Discours de M. le Président**

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn elo um Enn vun der leschter öffentlecher Sëtzung fir dëst Joer ukomm. D'Traditioun wëllt et, datt de Chamberpresident e puer Wuert un d'Chamber riicht, an déi Traditioun huelen ech natierlech ganz gären un.

A fir unzefänke wëll ech ganz kuerz e puer Leit Merci soen. Éischtens dem Generalsekretär, dem Laurent Scheeck, a sengen zwee Adjoints, dem Benoît Reiter an dem Isabelle Barra; alle Mataarbechter aus der Verwaltung, déi ech an deene leschte Woche konnt kenneléieren, an och deenen, déi ech nach net

kennegeléiert hunn – mee déi meescht kennen ech awer esou lues –; de Fraktiounen an de Sensibilitäten. An all déi Leit, déi hunn eis an deene leschte Wochen duerch hir ganz wäertvoll Aarbecht ënnerstëtzt. An ouni si kéinte mer dese Betrib oder des venerabel Institutioon net un d'Fonctionéiere kréien a mir kéinten heibannen och net esou gutt schaffen, wéi mer schaffen. Merci och der parlamentarescher Press, déi mat derzou bäidréit, fir d'Bierger iwwer eis Aarbechten ze informéieren.

Et war fir eis alleguer, mengen ech, e komplizéiert Joer – oder fir déi meescht vun eis op jidde Fall –, e Joer mat zwou Walen. Dat hëlt mat, dat hëlt heiansdo physesch mat, dat hëlt heiansdo och mental mat. An dofir hu mer alleguer nom Ufanksspurt hei an der Chamber eis e puer Deeg Rou, mengen ech, verdéngt.

Mee ech wëll Iech awer soen: Och wann d'Walcampagne heiansdo méi haart war – et heescht jo net „Walkampf“ fir näischt –, dann huet de Wieler elo geschwat an de Wieler huet eis alleguer, esou wéi mer hei sëtzen, en Optrag heibanne ginn. En huet eis den Optrag ginn, hien ze vertrieide mat eisen Iddien, mee op eng Aart a Weis, déi déi ass vun engem respektvollen Dialog vun den Iddien, am Nolauschteren, am Verstoen an am Decidéieren heibannen.

An enger Zäit, wou an der Welt, wou an Europa d'Demokratie op ville Plazen a Fro gestallt gëtt, wou Krich och souguer an Europa present ass, agezunn ass, ass et, mengen ech, ganz einfach wichteg, datt mir heibannen op eis Aart a Weis weisen, datt d'Demokratie och eng grouss Iddi vun der Zukunft ass.

Ech wënsche ganz einfach Iech alleguer, Äre Familjen an deenen, déi Der gär hutt, e puer Deeg Rou, schéi Feierdeeg an e flotte Joreswiessel. Ech freeë mech drop, am neie Joer mat Iech kënnen weiderzeschaffen. Maacht et gutt!

**Plusieurs voix** | Très bien!

*(Applaudissements)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Den Här Spautz huet d'Wuert gefrot.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Här President, léif Kolleegen, oder Kolleeg aus der Regierung – virun e puer Méint souz en nach hei op dëser Säit –, léif Kolleegen aus der Chamber, léif alleguer, fir d'éischt wëll ech dem President an eiser aller Numm villmoos Merci soe fir seng léif a perséinlech Wieder.

Ech mengen, e Joer geet zu Enn, wat wirtschaftlech, ekonomesch schwierig war – kuckt, wat lass ass weltwäit mam Fridden. An et huet och fir verschidde Leit politesch Ännerunge mat sech bruecht. Déi eng si frou doriwwer, déi aner si manner frou doriwwer.

Mir haten e Joer mat zwou Walen, zwou Walen, enger am Juni, wou d'Gemengen nei gewielt gi sinn – d'Basis vun eiser Demokratie, déi an de Gemenge läit –, an am Oktober Walen hei an der Chamber, wou et deenen enge Kolleege besser ergaangen ass wéi deenen aneren. Verschidde Kolleegen hunn de Wee net méi heihinner erëmfonnt, anerer sinn nach ëmmer hei. Dofir war et e ganz intensiivt Joer fir eis alleguerten an och en intensiivt Joer fir de President.

Ech wëll ganz besonnesch all de Kolleegen heibanne Merci soen, och wa mer net ëmmer enger Meenung sinn, och wann een heiansdo matenee streit. Et ass awer wichteg – an de President huet et ënnerstrach –, dass een dann awer och nach ëmmer gutt ka matenee schwätzen an et och fäerdegbréngt, wann d'Theema eriwuer ass, och nach wéi normal an erwuesse Leit mateneen ze diskutéieren. Ech mengen, dass dat wichteg ass an dass dat eng grouss Chance ass, déi mer hei am Parlament hunn.

Här President, Iech merci, Dir hat et dës Woch net einfach mat eis alleguerten.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Mat Iech, jo.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Ech hoffen, dass et déi nächst Wochen a Méint, déi op eis zoukommen, déi sécherlech och net vill méi einfach ginn, awer dann e bësse méi gemässegt heibannen erofgeet. An ier dat awer alles kënnt, wëll ech och der Regierung Merci soen an alles Guddes wënschen an Iech alleguerte schéi Chrëschtdeeg a virun allem, dass Der och kënnt no deenen zwou ustrengende Walen e bësse erofkommen an dass Der alleguerten zesumme mat Ärer Famill kënnt gemittlech Deeg verbréngen an d'Joer 2024 bei beschter Gesondheet ufänken, well d'Gesondheet ass dat Eenzegt, wat wierklech richtig zielt, well ouni eng gutt Gesondheet ass alles näischt. Villmoos merci a schéi Feierdeeg!

**Plusieurs voix** | Très bien!

*(Applaudissements)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci. Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Jo, wann d'Ronn dann op ass, schléissen ech mech deene Wieder un.

*(Hilarité)*

Et ass grad gesot ginn, et war en intensiivt Joer. Esou wéi ech eis kennen, sinn ech ganz sécher, dass et intensiv weidergeet. Am Numm vun der LSAP wënschen ech Iech alleguerte schéi Feierdeeg an da freeë mer eis op dat kommend Joer fir déi nächst Erausforderungen. An Iech alleguerten e grouse Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Bofferding. Här Baum.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, de Marc huet dat esou androcksvoll scho gesot. Ech wëll awer vläicht Leit Merci soen, déi ganz oft vergiess ginn, an dat ass d'Administratioun hannendrun. Ech mengen, mir hunn eng Administratioun vun ëm déi 140 Leit.

**M. Claude Wiseler**, Président | 160.

**M. Gilles Baum** (DP) | Vill vun deenen heibannen, mengen ech, besonnesch déi jonk Kolleegen, kennen déi net. Vill Leit sëtzen uewen am informatésche Service. Déi gesäit een och net all Dag. Mee ech wëll vun dëser Plaz aus hinnen alleguerten e ganz, ganz grouse Merci soen.

Ech géif mer fir dat nächst Joer wënschen, dass mer esou, wéi mer et elo fäerdegbruecht hunn, a Kollegialitéit kënnen weider zesummeschaffen. An et ass wichteg, dass ee sech och no engem Debat nach ka riicht an d'Ae kucken an dass een och nach kann zesummen e Patt huele goen.

**Plusieurs voix** | A!

**M. Gilles Baum** (DP) | Doropshin géif ech jiddwerengem vun Iech ... Jo, ech weess, dass ech bal ëmmer dee leschte sinn, deen heemgeet.

*(Hilarité)*

Ech géif jiddwerengem besënnlech Deeg wënschen, e gudde Rutsch an haaptsächlech eis alleguerten eng gutt Gesondheet!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Baum. Ech mengen, d'Madamm Tanson huet nach d'Wuert gefrot.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Also, ech weess, déi eng wëllen heem an déi aner hunn awer elo d'Wuert gefrot, fir eppes ze soen. An och am Numm



vun deene Grénge wënschen ech natierlech jiddwerengem heibanne ganz schéi Feierdeeg an e gudde Rutsch an dat nächst Joer an dass Der mat gudder Energie a Gesondheet zréckkommt.

An ech wollt natierlech awer och, Här President, Iech scho felicitéiere fir Ären Ufank. Dir hutt dës Woch scho vill missen duerhalen. Ech sinn op alle Fall der Meenung, dass Der dat extreem gutt gemeeschtert hutt. An och wann et vläicht hefteg war gëschter, mir hunn dat awer, mengen ech, op engem ganz intensiven, mee fairen Niveau gemaach. A wa mer dat esou equilibriert kënnen iwwert déi nächst fënnef Joer weidermaachen, da kënnen mer hei e gudden Job maachen. An duerfir elo scho merci. An ech freeë mech, Iech dann all am nächste Joer erëmzegesinn – oder muer an der Kommissioun.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler, Président** | Merci, Madamm Tanson. Den Här Keup nach.

**M. Fred Keup (ADR)** | Jo, da muss ech jo och. Den ...

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler, Président** | Dir dierft och.

**M. Fred Keup (ADR)** | Am Fong wollt ech elo schnell heemfuere, mee den Här Baum huet mech effektiv op eng grandios Iddi bruecht. Elo gi mer emol ee Gudden huelen. Mee ech wënschen Iech alleguerten och vun eis aus schéi Chrëschtdeeg, e gudde Rutsch an d'neit Joer an ech freeë mech, fir Iech alleguerte gesond a monter am nächste Joer hei erëmzegesinn. Merci.

**M. Claude Wiseler, Président** | Den Här Clement an dann den Här Wagner, dann hu mer den Tour gemaach.

**M. Sven Clement (Piraten)** | Ob Der dann elo heemfuert oder ob Der op de Patt gitt, ech wënschen Iech alleguerten och vun de Piraten e ganz gudde Rutsch a ganz schéi Feierdeeg.

Ech mengen, de Gilles Baum huet mat engem Merci ugefaangen un d'Verwaltung. Et gëtt nach eng Kéier ronn 120, 130 aner Leit, déi ronderëm eis schwirren an déi derfir suergen, datt mer gutt preparéiert an eis Debaten eraginn, déi derfir suergen, datt d'Texter iwwerlies ginn, déi derfir suergen, datt dat Ganzt preparéiert gëtt, an dat sinn natierlech d'Mataarbechterinnen an d'Mataarbechter an de Fraktiounen an an de Sensibilitäten. Och deenen e grouse Merci.

Fir Verschiddener ass et eng nei Tâche, fir anerer war et leider no de Walen, genausou wéi fir d'Kolleginnen an d'Kollegen, déi net erëmgewielt goufen, e Schluss. Ech wënschen all deene vill Erfolleg op hirem weidere Wee. An ech hoffe wierklech, datt mer och mat deene weiderhi kënnen gutt zesummeschaffen, well och dat gehéiert zu der parlamentarescher Aarbecht derzou.

Dat gesot, schéi Feierdeeg an e gudde Rutsch!

**M. Claude Wiseler, Président** | Merci, Här Clement. An dann den Här Wagner.

**M. David Wagner (déi Lénk)** | Ganz séier. Ech wënschen Iech natierlech och schéi Feierdeeg, Iech, Här President, Iech all hei am Sall, dem ganze Personal hei an och de Leit, déi et bis elo ausgehalen hunn, déi eis nokucken, an och deenen, déi net nokucken, deenen, déi d'Méiglechkeet haten, ...

*(Hilarité)*

... deenen, déi d'Méiglechkeet haten, eis am Oktober ze wielen, awer och deenen, déi hei liewen an déi

d'Méiglechkeet net haten, eis am Oktober ze wielen. Hoffe mer, datt dat sech eng Kéier ännert. Deenen och alles Guddes!

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler, Président** | Très bien, Här Wagner. An den Här Roth am Numm vun der Regierung.

*(Hilarité)*

**Une voix** | Dir musst!

**M. Gilles Roth, Ministre des Finances** | Jo, merci, Här President. Och am Numm vun der Regierung an a mengem perséinlechen Numm merci fir Är léif Wënsch. Ech wëll virun allem dat ophuelen, wat d'Virriedner gesot hunn, dass ee sech no engem ustrengende Waljoer, nom Juni an nom Oktober, an no allen Divergenzen, déi waren, op Aenhéicht a virun allem mat Respekt begéint, egal op wat fir enger Plaz ee sëtzt, op dëser Säit, op där Säit, op dëser Säit oder douewen. Dat ass dat Wichtigst fir eis an engem klengen Land, well mir sollen zesummeschaffen, Regierung, Chamber an aner Institutiounen, am Interesse vum Land. A fir dass dat geet, wënschen ech Iech alleguerten an Äre Familljen dat Bescht a frou a besénnlech Chrëschtdeeg a virun allem e gudde Rutsch an dat neit Joer. Merci.

*(Applaudissements)*

**M. Claude Wiseler, Président** | Villmools merci. Villmools merci Iech alleguer. A mat deene gudde Virsätz si mer dann elo um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge si fir de 16., 17. an 18. Januar 2024 virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehewen.

*(La séance publique est levée à 17.55 heures.)*

## 9<sup>e</sup> séance

### Sommaire

<b>1. Ouverture de la séance publique</b>	<b>p. 34</b>
M. Claude Wiseler, Président	
<b>2. Communications</b>	<b>p. 34</b>
M. Claude Wiseler, Président	
<b>3. Ordre du jour</b>	<b>p. 35</b>
M. Claude Wiseler, Président	
<b>4. Octroi d'un titre honorifique à d'anciens députés</b>	<b>p. 35</b>
M. Claude Wiseler, Président	
<b>5. Octroi d'un titre honorifique à deux anciens fonctionnaires de l'Administration parlementaire</b>	<b>p. 35</b>
M. Claude Wiseler, Président	
<b>6. Changements de composition de commissions parlementaires</b>	<b>p. 35</b>
M. Claude Wiseler, Président	
<b>7. Changement de composition d'une délégation luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale</b>	<b>p. 35</b>
M. Claude Wiseler, Président	
<b>8. Heure de questions au Gouvernement</b>	<b>p. 35</b>
<b>Question n° 9 du 16 janvier 2024 de M. Jeff Boonen relative au « Landwirtschaftsdësch », adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture</b>	<b>p. 35</b>
M. Jeff Boonen   Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture	

<b>Question n° 10 du 15 janvier 2024 de Mme Paulette Lenert relative à qualification de la mendicité simple comme infraction de par son ancrage dans le code pénal, adressée à Mme la Ministre de la Justice</b>	<b>p. 36</b>
Mme Paulette Lenert   Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice (interventions de M. Georges Engel, Mme Sam Tanson et Mme Octavie Modert)	
<b>Question n° 11 du 15 janvier 2024 de M. André Bauler relative au projet « Schlaskéier » à Wiltz, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale</b>	<b>p. 37</b>
M. André Bauler   Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale	
<b>Question n° 12 du 16 janvier 2024 de M. Fernand Kartheiser relative à la situation des droits de l'homme et à la confiscation éventuelle de biens de l'État russe en Ukraine, adressée à M. Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur</b>	<b>p. 37</b>
M. Fernand Kartheiser   M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur	
<b>Question n° 13 du 16 janvier 2024 de Mme Nathalie Morgenthaler relative à la Journée internationale du sport féminin (JISF), adressée à M. le Ministre des Sports</b>	<b>p. 38</b>
Mme Nathalie Morgenthaler   M. Georges Mischo, Ministre des Sports	
<b>Question n° 14 du 15 janvier 2024 de M. François Bausch relative à la législation sur le contrôle des concentrations entre entreprises dans le contexte de la fusion annoncée de deux grandes sociétés du</b>	

secteur de distribution de boissons au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

M. François Bausch | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

**Question n° 15 du 15 janvier 2024 de M. Gérard Schockmel relative au service d'ePrescription dans le secteur de la santé, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

M. Gérard Schockmel | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

**Question n° 16 du 16 janvier 2024 de M. Marc Goergen relative à l'interdiction de la mendicité dans la capitale et plus précisément sur l'opération de contrôle, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**Question n° 17 du 15 janvier 2024 de M. Marc Baum relative à l'interdiction de la mendicité dans la capitale et plus précisément sur l'opération de contrôle, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**Question n° 18 du 15 janvier 2024 de Mme Taina Bofferding relative à l'interdiction de la mendicité dans la capitale et plus précisément sur l'opération de contrôle, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**Question urgente n° 176 du 15 janvier 2024 de M. Sven Clement et de M. Marc Goergen relative aux directives dans le cadre du contrôle de l'interdiction de la mendicité dans la capitale**

M. Marc Goergen | M. Marc Baum | Mme Taina Bofferding | M. Sven Clement | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures (interventions de M. Marc Goergen et M. Sven Clement) | M. Sven Clement (parole pour fait personnel) (intervention de Mme Sam Tanson)

**Question n° 19 du 16 janvier 2024 de Mme Paulette Lenert relative au projet d'ouverture d'une maison médicale dans la région Est, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

Mme Paulette Lenert | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

**9. 8266 – Projet de loi portant modification :**

**1° du livre II, titre III, chapitre II, du Code du travail ;**

**2° de l'article 28-4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État**

Rapport de la Commission du Travail : M. Marc Spautz

Discussion générale : M. André Bauler | M. Claude Haagen | M. Jeff Engelen | M. François Bausch | M. Sven Clement | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : M. Georges Mischo, Ministre du Travail

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8266 et dispense du second vote constitutionnel

**10. 8161 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement**

p. 38

p. 39

p. 40

p. 42

p. 42

**de la République française concernant l'échange et la protection des informations classifiées, fait à Paris, le 1<sup>er</sup> juillet 2022**

**8162 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lituanie concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Bruxelles, le 7 décembre 2020**

p. 44

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région : M. Gusty Graas

Discussion générale : M. Christophe Hansen | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8161 et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8162 et dispense du second vote constitutionnel

**11. Heure d'actualité du groupe politique déi Lénk au sujet du conflit au Proche-Orient**

p. 46

Exposé : M. David Wagner (dépôt de la résolution 1 et de la motion 1)

Débat : M. Christophe Hansen | M. Gusty Graas (dépôt de la motion 2) | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. Claude Wiseler, Président | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Motion 1 : M. Gusty Graas | M. Franz Fayot | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. Fernand Kartheiser | M. Christophe Hansen | M. David Wagner

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Motion 2 : M. Fernand Kartheiser | M. Yves Cruchten | M. David Wagner | Mme Sam Tanson

Vote sur la motion 2 (adoptée) (interventions de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, et M. Gilles Baum)

Résolution 1 : M. Gusty Graas | M. David Wagner (interventions de M. François Bausch et M. Meris Sehovic) | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement | M. Christophe Hansen

Vote sur la résolution 1 modifiée (adoptée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Lex Delles, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, M. Georges Mischo, Mme Elisabeth Margue, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)

**1. Ouverture de la séance publique**

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. Xavier Bettel**, Vice-Premier ministre | Dat ass net de Fall, Här President.

**2. Communications**

Da maachen ech e puer Kommunikatiounen:

Éischstens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn oder zrëckgezu gi sinn, ass och verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

**Communications du Président – séance publique du 16 janvier 2024**

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8347 – *Projet de loi portant approbation du quatrième Protocole portant amendement à la Convention du 27 octobre 1956 entre la République fédérale d'Allemagne, la République française et le Grand-Duché de Luxembourg au sujet de la canalisation de la Moselle, fait à Schengen, le 18 septembre 2023*

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 11/01/2024

8348 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine*

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 11/01/2024

3) La proposition de loi suivante a été retirée du rôle des affaires :

6092 – *Proposition de loi visant – à renforcer le pouvoir budgétaire de la Chambre des Députés,*

*– à promouvoir la modernisation de la gestion publique, et portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999*

*a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;*

*b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;*

*c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'État,*

de la caisse générale de l'État et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (telle qu'elle a été modifiée)

Dépôt : M. Roger Negri, Député, le 09/12/2009

Retrait du rôle des affaires : 18/12/2024

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2992 – Demande de pétition publique : Pour une revue, voire l'abolition du plafond de l'indemnité de congé parental

Dépôt : Mme Chiara Biondi, le 19/12/2023

2993 – Demande de pétition publique : Pour une meilleure protection des professionnels contre les non-paiements et les retards de paiement

Dépôt : M. Nicolas Ribeiro, le 25/12/2023

2994 – Demande de pétition publique : Pétition pour lutter contre le mobbing et le cybermobbing dans les écoles

Dépôt : Mme Sara Cardoso Jorge, le 01/01/2024

2995 – Demande de pétition publique : Silvester feieren, ewéi sech dat gehéiert, Feierwierk iwwerall!

Dépôt : Mme Belma Joldic, le 01/01/2024

2996 – Demande de pétition publique : [FR] Augmenter la limite des chèques-repas utilisés par jour. (minimum 10/ jour) / [DE] Erhöhung der täglich genutzten Essensgutscheine (mindestens 10/Tag)

Dépôt : M. Eduardo Maiello, le 02/01/2024

2997 – Demande de pétition publique : Transports publics de nouveau payants

Dépôt : M. Mike Schmit, le 03/01/2024

2998 – Demande de pétition publique : Obligatioun, fir Lëtzebuergesch ze beherrschen an oder ze léieren

Dépôt : M. Angelo Gusty Winandy, le 07/01/2024

2999 – Demande de pétition ordinaire : Garantéiere vun enger Policegarde zu Péteng 24/7

Dépôt : M. Bob Walisch, le 26/12/2023

3000 – Demande de pétition publique : Prime (chef de famille) pour toute la population ayant des enfants à charge au Luxembourg

Dépôt : Mme Dara Miranda, le 08/01/2024

3001 – Demande de pétition publique : Annulatioun vun der Konventioun tëschent Staat an der CLT-UFa an Ofschafte vun alle staatleche Subventiounen un RTL

Dépôt : M. Carlo Kirsch, le 08/01/2024

3002 – Demande de pétition publique : L'adoption plénière : Un droit pour les célibataires

Dépôt : M. João António Da Conceição Nunes, le 10/01/2024

3003 – Demande de pétition publique : Für die Abschaffung des Geschichtsunterrichts

Dépôt : M. Marc Kintgen, le 11/01/2024

3004 – Demande de pétition ordinaire : Assurancë vun de Gefrierer sollten dem Alter ugepasst ginn an net ëmmer op den Neipräs

Dépôt : M. Carlo Luck, le 12/01/2024

3005 – Demande de pétition publique : Besteuerung vu Ministeren an Députés-Maires

Dépôt : M. Théophile Schickes, le 12/01/2024

3006 – Demande de pétition publique : Congé maternité en cas d'un accouchement prématuré plus de 6 semaines. / Qu'on a droit d'un repos supplémentaire si l'enfant est né plus de 6 semaines avant la date prévue et que son hospitalisation est obligatoire. / Dans ce cas, le congé maternité commence seulement le jour de la date prévue de

l'accouchement. / Et la durée du congé maternité (prénatal et postnatal) reste identique de 6 semaines.

Dépôt : Mme Sabrina Persico, le 13/01/2024

3007 – Demande de pétition publique : Revoir l'accueil et l'assistance aux urgences dans les hôpitaux au Grand Duché de Luxembourg. Même en cas de situation grave, il n'y a pas d'assistance aux urgences, pour la raison qu'il n'y a pas de médecins. Clinique Bohler, Hôpitaux Robert Schuman, CHL, etc.

Dépôt : M. Igor Djouhou, le 14/01/2024

3008 – Demande de pétition ordinaire : Délai des voies de recours suite au décompte d'impôts

Dépôt : Mme Sonia Badna, le 15/01/2024

3009 – Demande de pétition publique : Soutenez la pétition pour une semaine de travail de quatre jours !

Dépôt : Mme Vanessa Defive, le 15/01/2024

3010 – Demande de pétition publique : Remplacement des jours fériés catholiques par des jours de congé mobiles

Dépôt : M. Jean-Christophe Demoors, le 15/01/2024

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

### 3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech och zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

**Plusieurs voix** | Jo.

**M. Claude Wiseler**, Président | Dann ass dat esou decidéiert.

### 4. Octroi d'un titre honorifique à d'anciens députés

De Bureau huet den 20. Dezember 2023 opgrond vun den Artikelen 195 an 197 vum Chamberreglement virgeschloen, follgende fréieren Deputéierten den Éierentitel vun hirer Fonctioun zouzeerkennen: der Madamm Semiray Ahmedova, dem Här Jean Asselborn, der Madamm Simone Asselborn-Bintz, der Madamm Tess Burton, dem Här Frank Colabianchi, dem Här Jean-Marie Halsdorf, dem Här Aly Kaes, dem Här Henri Kox, dem Här Charles Margue, der Madamm Lydia Mutsch, dem Här Roy Reding an dem Här Jean-Paul Schaaf. Ass d'Chamber mat dëse Virschléi averstanen?

**Plusieurs voix** | Jo.

**M. Claude Wiseler**, Président | Dann ass dat och esou decidéiert. Den neien Éierendeputéierten eis hærzech Felicitatiounen!

### 5. Octroi d'un titre honorifique à deux anciens fonctionnaires de l'Administration parlementaire

Opgrond vun der Decisioun vum Bureau vun der Chamber an nom Artikel 43 vum Beamtestatut vun der Chamber gëtt der Madamm Gabrielle Fischbach, Redakter, an dem Här Patrick Nacciareti, Expéditionnaire dirigeant, déi d'Administration parlementaire pensiounschalber verlooss hunn, den Éierentitel vun hirer Fonctioun zouerkannt. Felicitatiounen un Iech!

(Applaudissements)

An eng schéi Pensiou vun eis alleguer!

### 6. Changements de composition de commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ugeet, si follgend Ännerunge matgedeelt ginn:

An der Commission des Comptes ersetzt d'Madamm Claire Delcourt d'Madamm Taina Bofferding an den Här Claude Haagen ersetzt den Här Yves Cruchten.

An der Commission des Sports ersetzt d'Madamm Joëlle Welfring d'Madamm Sam Tanson.

An der Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture ersetzt den Här Marc Goergen den Här Ben Polidori fir de Volet Déiereschutz.

An an der Commission de la Justice ersetzt den Här Sven Clement den Här Marc Goergen, ausser fir de Volet Penal.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi? Ech gesinn, dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

**Plusieurs voix** | Jo.

**M. Claude Wiseler**, Président | Dann ass dat esou decidéiert.

### 7. Changement de composition d'une délégation luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerung matgedeelt kritt:

An der Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional (CPI) ersetzt den Här Maurice Bauer den Här Charel Weiler als effektive Member an den Här Charel Weiler gëtt Membre suppléant.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

Ech gesinn, dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

**Plusieurs voix** | Jo.

**M. Claude Wiseler**, Président | Dann ass dat esou decidéiert.

### 8. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chamberreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 9 vum Här Jeff Boonen un d'Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau iwwert de Landwirtschaftsdësch. Här Boonen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 9 du 16 janvier 2024 de M. Jeff Boonen relative au « Landwirtschaftsdësch », adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

**M. Jeff Boonen** (CSV) | Här President, léif Kollegeginnen a Kollegegen. An Däitschland demonstréieren d'Bauern. Zanter enger gudder Woch si si mat hiren Trakteren ënnerwee a blockéieren d'Stroossen iwwer Land an an de Stied. Eis Lëtzebuurger Bauerenorganisatiounen weisen Verständnis fir hir däitsch Kollegegen, soen awer och, dass d'Situatioun hei am Land nach méi entspaant ass.

Am Koalitionsaccord ass e Landwirtschaftsdëschréck gesinn, deen a reegelméisseg Ofstänn stattfanne soll. Ech mengen, dass dës Versammlung mam Secteur wichteg sinn, fir engersäits de Bols ze fillen an andersäits gemeinsams Léisunge fir déi ënnerschiddlech Erausforderungen ze sichen. Et ass besser, mat de Leit a mam Secteur ze schwätze wéi iwwert d'Leit.

Dofir wollt ech op dëser Plaz d'Madamm Landwirtschaftsminister froen, wéi et mat der Organisatioun vu sou Treffere steet. Ass schonn e Landwirtschaftsdëschréck virgesinn? A wat kéinten zu dësem Zäitpunkt Theeme sinn, déi ugeschwat ginn?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Boonen. D'Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau huet d'Wuert. Madamm Ministesch.

**Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Merci, Här President, an och merci fir déi Fro. Effektiv hu mer am Koalitionsaccord drastoen, an dat hu mer eis och fest virgeholl, dass mer den Dialog mat de Leit vum Terrain gäre wëlle verstärken an dass mer u sech och de Landwirtschaftsdëschréck reegelméisseg aberuffen, sou wéi den Här Deputéierten Boonen dat gesot huet. Mir hunn och schonn en éischten Datum fest, an dat ass de 4. Mäerz, wou mer also den éischte Landwirtschaftsdëschréck wäerte maachen.

Mir hunn och schonn d'Sujete souzesoe fest: Een Haaptujet wäert d'Bauen an der Gréngzon sinn, wou aktuell nach ëmmer immens vill Diskussioune sinn. Een zweete Sujet wäerten d'Emissiounen sinn, do geet et virun allem ëm den Ammoniak. An een drëttes Sujet wäert d'Aktualitéit sinn, well et sinn ëmmer erëm aktuell Sujeten, aktuell Probleemer, déi och mussen a sollen diskutéiert gi mat den Acteuren vum Terrain. Also déi dräi Sujeten de 4. Mäerz.

A vu dass mer hei och e gudden Deel Ëmwelt dran hunn, wäerte mer den éischte Landwirtschaftsdëschréck dann net nëmmen zesumme mat de Bauere maachen, mee och zesumme mam Ëmweltminister, deen do wäert deelhuele. Mir wäerten dee Landwirtschaftsdëschréck awer och institutionaliséieren. Dat dierf kee One-shot sinn an en dierf och net nëmmen dann zesummekommen, wa grad e Problem ass. Nee, mir hu festgeholl, dass mer de Landwirtschaftsdëschréck reegelméisseg all sechs Méint wäerte maachen, organiséieren.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Ministesch.

Mir kommen zur Fro Nummer 10 vum der Madamm Paulette Lenert un d'Madamm Justizministesch iwwert de Verbuet vum der einfacher Heescherei wéinst senger Verankerung am Code pénal. Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 10 du 15 janvier 2024 de Mme Paulette Lenert relative à qualification de la mendicité simple comme infraction de par son ancrage dans le code pénal, adressée à Mme la Ministre de la Justice**

**Mme Paulette Lenert** (LSAP) | Merci, Här President, a merci fir d'Wuert och. Mir wëssen, dass am Moment eng grouss Debatt lassgetrëppelt ginn ass ronderëm déi „einfach Heescherei“, wéi een dat nennt. Dat ass dat, wat Stein des Anstoßes ass, well sech do d'Geeschter scheeden, wéi ee sou schéi seet, ob dat rechtens ass oder net hei am Land. Dat entspréngt dem Reglement vum der Gemeng Lëtzebuerg an dat, wat an der Debatt ass, ass d'Positioun vum der Regierung dozou, déi geäussert ginn ass duerch den Innenminister, de Léon Gloden.

An d'Fro, déi opkënnst a wou lo keng kloer Äntwert am Raum ass, ass déi: Hu mer eng Base légale am Code pénal oder net – wat, Madamm Minister, Ären Zoustännegkeetsberäich ass –, fir déi einfach Heescherei hei zu Lëtzebuerg ze verbidden? Dat ass 2008 op eng sécherlech onglécklech Aart a Weis verschwonnen aus dem Code pénal. Dat sinn déi eng Stëmme, déi dat soen. Mir hunn awer den Innenminister, dee ganz kloer a beharrlech behaupt, dass dat am Code pénal verankert bliwwen ass. E beriff sech dobäi op eng Foussnout.

Haut, an dat ass déi Fro, déi ech Iech stellen, ech mengen, dat ass dat, wat Land a Leit interesséiert: Wéi ass d'Positioun vum der haiteger, neier Justizministesch zu dësem Punkt?

Mir wëssen, dass, historesch gesinn, eng Rei Leit sech prononcéiert hunn. Dat sinn net nëmme Regierungsmembere gewiescht. Dat war 2009 schonn den deemolege Staatsanwalt, dee ganz kloer Instruktiounen un d'Police ginn huet, dass dat net méi am Code pénal verankert wär. Et waren duerno successiv de François Biltgen an de Jean-Marie Halsdorf, deemools als Innenminister, déi déi selwescht Positioun schréfflech bezunn hunn. Mir hunn d'Madamm Tanson, déi sech geäussert huet, a mir hunn entretemps och Gerichts-urteiler, déi eng ganz kloer Sprooch schwätzen, op déi och an där Foussnout verwise gëtt.

Mir wëssen, dass an engem Rechtsstaat d'Trennung vun de Gewalten eppes extrem Wäertvolles ass. Eng fräi Justiz, dat ass d'Réckgrat vum engem Rechtsstaat an dat dierf kee Pabeiertiger sinn. Mengem Verständnis no gehéiert dozou och, dass dat, wat e Gericht schwätzt, respektéiert gëtt vum der Exekutiv. Wéi stitt Dir zu der Trennung vun de Gewalten? Wat ass Är Interpretatioun vum Code pénal? Dat ass déi Fro, déi haut u Iech adresséiert ass.

Ech soe Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Lenert. D'Madamm Justizministesch huet d'Wuert. Madamm Ministesch.

**Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | Merci, Här President an och merci der Madamm Lenert fir dës Fro. Ech mengen, dass et e bëssen e faux Débat ass, well mer net mussen dervun ausgoen, dass eppes muss am Code pénal stoen, fir dass mer dat kënnen an engem Gemengereglement aschränken.

Ech mengen, dass mer kënnen ... Fräiheete gi per Gesetz ageschränkt, mee et gëtt eng large Interpretatioun, notament vum Conseil de l'Europe. Wat heescht dat, e Gesetz, wat kann eng Fräiheet aschränken? Wann Der mecher awer elo fro: „Stee et nach am Code pénal?“, da muss ech Iech soen: reng legistesesch, techesch, wann een den Text kuckt ... Effektiv, mir schwätzen, wéi gesot, vum deem faméisen Artikel Artikel 563 Punkt 6 vum Code pénal, deen eeben d'Mendicité simple als Contravention vum der véierter Klass virgesäit, a wéi Der richteg sot, säit 2008 hu mer am Fong déi Diskussioun, ob dee Punkt net u sech ofgeschaf ginn ass duerch d'Immigrationsgesetz.

Dat Immigrationsgesetz, do ass et guer net ëm d'Heesche gaangen. Do ass et ëm d'Libre circulation des personnes gaangen an ëm d'Immigratioun. An do war virgesinn, dass den zweeten Alinea vum dem Punkt 6 vum Artikel 563, dee virgesinn huet, dass auslännesch Heescherten iwwert d'Grenz gefouert ginn, ofgeschafft gëtt, well dat effektiv net méi zäitgeméis war säit Schengen.

Do war kloer och am Artikel, also am Commentaire des articles, virgesinn, dass et guer net drëm geet, de Punkt 6 en tant que tel ofzeschaffen. An dunn ass natierlech dee Mëssel komm, dass d'Zuelen do

duerchernee geheit gi sinn an dass rieds war vum Alinea 2 vum Punkt 6. Et gëtt awer keen Alinea 2 an deem Artikel 563, soudatt et fir mech kloer ass, dass een eppes, wat et net gëtt, net kann ofschafen. A reng legistesesch gesinn ass en an deem Sënn net ofgeschafft. Et ass awer richteg, wéi Der sot, dass d'Justizautoritéiten en net applizéieren. Dat ass eng Realitéit.

An deem Sënn ass eng gewëssen Onkloerheet am Moment, mee genau wéi déi Justizministesch viru mir gesinn och elo kee Besoin, fir do ze legiferéieren, fir dee Punkt ze klarifiéieren. Ech hunn ...

*(Interruptions)*

Ech kann dat gären eng Kéier an engem Gesetz maachen, genau wéi d'Madamm Tanson dat geäntwert hat op eng Fro vum Mäerz, an engem Kontext vum enger méi genereller Reform vum Code pénal, mee et ass elo net virgesi vum dëser Regierung, do ze legiferéieren op deem Punkt. Et ass och net d'Iddi, fir national d'Heescherei ze verbidden. Ech mengen, dass verhënnert awer net, wéi den Här Gloden et gesot huet, dass d'Gemenge kënnen temporär an zäitlech begrenzt d'Heeschen aschränken, wa se da mengen, se hätten e Besoin dofir.

An dobäi wëll ech och soen, dass dës Regierung sech deem Problem iwwerhaupt mol unhëlt. Dës Regierung erkennt, dass mer e Problem op verschiddene Plazen hunn a si wëllt Léisunge bidden iwwert déi nächst fënnef Joer, fir dass vläicht d'Gemengen an Zukunft dat do net méi musse virgesinn.

**Plusieurs voix** | Très bien!

*(Interruptions)*

**M. Georges Engel** (LSAP) | Dir loosst den Doute bestoen!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Justizministesch.

*(Brouhaha)*

Nee, mir sinn net hei am Fall vum engem Fait personnel elo. Mir sinn hei am Fall vum ...

*(Interruption par Mme Sam Tanson)*

Nee. Lauschtert mol, mir sinn hei an enger Question Time.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, mee ...

**M. Claude Wiseler**, Président | An enger Question Time gi Froe gestallt un d'Regierung an Äntwerten ...

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Mäin Numm ass gefall, Här President, an ech wëll gär eppes rectificéieren, wat gesot ginn ass.

*(Interruptions)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Nee. Et huet och näischt mat Ärem ... an et ass och net ...

*(Interruptions et brouhaha)*

**Mme Octavie Modert** (CSV) | D'Reglement ass explizit an der Heure de questions ...

**M. Claude Wiseler**, Président | Et deet mer leed, Madamm Lenert. Et ass net virgesinn an enger Question Time, ...

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Dat do ass awer net an der Rei, dat ass net dat, wat am Reglement steet!

**M. Claude Wiseler**, Président | ... fir Zousazfroen ze stellen. Dat kënnst Der bei der Question ...

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Et ass keng Fro!

**M. Claude Wiseler**, Président | Dat kënnst Der bei der Question élargie maachen. Dat kënnst Der net an der Question Time maachen. Wann Der jugéiert, dass d'Fro net beäntwert ginn ass, dann hutt Der nach

aner Moyen-parlementairen, fir nozefroen a fir ÄR Prezisiounen ze kréien. Hei stellt Dir Froen, Dir kritt d'Äntwerten. D'Äntwerte gefalen Iech oder gefalen Iech net, mee dat ass d'Reegel, no där mir hei fuere.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Här President, ech hu keng Fro gestallt, mäin Numm ass gefall an et ass eppes gesot ginn, wat ech wëll rectificieren.

(Interruptions)

**M. Claude Wiseler**, Président | Jo, et geet net duer, ...

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo dach!

**M. Claude Wiseler**, Président | ... datt Ären Numm gefall ass, ...

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | A sou?

**M. Claude Wiseler**, Président | ... datt Der ...

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Et steet am Reglement, wann een eppes wëilt rectificieren, da kéint een de Fait personnel ufroen. An ech wëll dat elo gär maachen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Nee, et steet am Reglement, datt, wann eppes gesot ginn ass, wat falsch ass oder wat Iech concernéiert, Der et kënnt rektifizieren. Hei si mer elo an enger normaler Prozedur vun ...

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Mäin Numm ass gefall an et ass eppes gesot ginn, wat net stëmmt. Dat heescht, ech muss awer d'Recht kënnen hunn, dat ze rectificieren.

**M. Claude Wiseler**, Président | Jo.

(Interruptions)

Kommt, elo fuere mer weider!

Mir kommen elo zur Fro Nummer 11 vum Här André Bauler ...

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Dat hei ass wierklech net an der Rei, Här President!

**M. Claude Wiseler**, Président | ... un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert de Projet ...

**Mme Octavie Modert** (CSV) | An der Heure de questions ass et kloer dat, wat am Reglement steet, a soss näischt!

**M. Claude Wiseler**, Président | ... „Schlasskéier“ zu Wolz. An den Här Bauler huet elo d'Wuert.

– **Question n° 11 du 15 janvier 2024 de M. André Bauler relative au projet « Schlasskéier » à Wiltz, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

**M. André Bauler** (DP) | Merci, Här President. Nieft dem Spidol zu Wolz soll an Zukunft e medezinneschen Zenter entstoen, deen den Numm „Schlasskéier“ dréit. De Maître d'ouvrage ass d'Gemeng Wolz. De Moment schéngt et awer nach net ganz kloer ze sinn, wat dese Projet kaschte wäert.

Do wollt ech der Madamm Gesondheitsministesche folgend Froe stellen:

Wat kann d'Madamm Ministesch eis iwwert déi rezent Entwécklung an deem Dossier soen?

Gëtt et do och méi Kloerheeten, wat de Käschtepunkt ueget? A wéi engem Mooss wäert de Gesondheitsministère zum Finanzement vun deem Projet bäidroen?

A wéi stellt d'Madamm Ministesch sech d'Zukunft vum Klinikstanduert Wolz vir, wuelwëssend, dass d'Bevëlkerung an der Stad Wolz, am Kanton Wolz an doriwier eraus an den nächste Joren zolidd wäert wuessen?

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Bauler. D'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet huet d'Wuert.

**Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci dem Här Bauler fir dës Fro. De Projet „Schlassgaart“ (veuillez lire: „Schlasskéier“) huet seng Originen am Joer 2022. Do ass en offiziell ugeduecht ginn. Partner sinn d'Gemeng vu Wolz an de Centre Hospitalier du Nord. D'Commission permanente pour le secteur hospitalier huet elo den definitive Go ginn, fir déi nächst Phas vun der Planifikatioun no deenen éischte Pläng, an dat hu se gemaach de 27. Oktober an hirer Sitzung. Den 8. Dezember hunn ech d'Informatioun doriwier viruginn un de CHdN.

Wat ass elo do geplangt? Ma d'Gemeng ass fir den Terrain zoustänneg, fir d'Gréisst vum Gebai, fir d'Architektur, an de Centre Hospitalier du Nord mécht d'Strategie vun der Spezialisatioun an der Diversifikatioun par rapport zu sengen zwee Sitten. Et muss een dozou soen, datt dee Site „Schlasskéier“ manner wéi 250 Meeter vum Site vu Wolz ewech ass, also ass dat elo keng Antenn „Nei Generatioun“, dat heescht dat ass Partie intégrante vum Site vu Wolz.

D'Strategie 2024–2029 vum Ettelbrécker Spidol gesäit vir, datt den Haaptsite zu Wolz an Zukunft méi Rééducation gériatrique a Gériatrie aigue mécht, e behält vläicht eng kleng Radio, fir Leit, déi falen, direkt an d'Radiologie kënnen ze huelen, an de Site „Schlasskéier“ kritt eng Intervention chirurgicale ambulatoire, dat heescht, déi kritt OPen, wou d'Leit kënnen moies ragoen an owes eraus. An e kritt ee grouse Centre de radiologie. An deem Centre de radiologie gëtt en IRM installéiert, et gëtt en Osteo-Densitometer installéiert an déi gängeg Radiologieapparaten.

Et kënnt keng Mammografie op Wolz, déi bleift zu Ettelbréck, a fir de Rescht ass d'Fläch 3.700 Meeterkaree. Et kënnt Parking derbäi. Alles ass op engem Stack an et gëtt eng llicht Augmentatioun vun de Ressources humaines benéidegt. Fir d'Käschte vum Site sinn 38,3 Milliounen Euro ugesat, wouvunner 80 % iwwert de Fonds hospitalier bezuelt ginn, an déi 20 %, déi bleiwen, iwwert d'CNS.

Wann doriwier raus nach Froe sinn, da kënnt der eng nächst kéier drop zrëckkommen. Dat ass alles, wat ech Iech de Moment wollt mat op de Wee ginn.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Ministesch.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 12 vum dem Här Fernand Kartheiser un den Här Minister fir auswärtig Ugeleeënheeten an Aussenhandel iwwert d'Mënscherechtheetsituatioun an der Ukrain an déi eventuell Konfiskatioun vu Wäertsachen, déi dem russesche Staat gehéieren. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 12 du 16 janvier 2024 de M. Fernand Kartheiser relative à la situation des droits de l'homme et à la confiscation éventuelle de biens de l'État russe en Ukraine, adressée à M. Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur**

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Här President, villmools merci. Ech sinn och frou, datt den Här Minister haut hei ass, fir mol iwwert d'Ukrain ze schwätzen. Mir schwätze jo herno nach, op d'Initiativ vun deene lénke Kolleegen, iwwert de Moyen-Orient, mee mir hunn eebe leider déi zwee grouss Konflikter, mat deene mer elo konfrontéiert sinn.

Den Här Minister weess, datt d'Lëtzebuurger Regierung sech als en noen Alliiéierte vun der Regierung zu

Kiew consideréiert, an do ass natierlech d'Mënscherechtheetsproblematik och eng, déi mer mussen kucken. Mir haten elo nach rezent de Fall vum Här Gonzalo Lira, dat ass en amerikanesche Journalist, dee gestuerwen ass. E wollt an Ungarn goen. En huet e Video gemaach, fir politeschen Asyl an Ungarn ze froen. En huet an der Ukrain gelieft, ass awer verhaft ginn a kuerz drop, wéi et heescht, un enger Longenentzündung an engem ukrainesche Prisong gestuerwen.

Et gëtt och vill aner Suergen, déi ee kann hunn. Selbstverständlech kënnen mer hei nëmmen iwwert déi Situatioun diskutieren an deenen Territoiren, déi och effektiv vun der Ukrain kontrolléiert ginn. Fir de Rescht kënnen se jo net verantwortlech sinn. Mee et sinn awer eng ganz Rei Suergen, wat d'Mënscherechtheetsituatioun och an deem Deel vun der Ukrain ueget, wou Kiew nach eng effektiv Kontroll huet.

An d'Fro un d'Regierung ass: Gëtt dat och thematiséiert vun der Lëtzebuurger Regierung? Ech mengen, dem Här Selenskyj seng Regierung ass jo eng, déi dem Här Bettel och ganz no steet. Ass dat en Thema, wat do diskutéiert gëtt, d'Mënscherechtheetsituatioun och an deem Deel vun der Ukrain?

Deen anere Sujet betrëfft eigentlech déi Problemer – ursächlech kënn dat och dohier –, datt et ëmmer méi schwéier ass, och an Amerika, fir eng finanziell Ënnerstützung fir d'Ukrain ze sécheren. Dir kennt déi Problemer mam amerikanesche Kongress. Dofir ass och méi Drock vun der Administratioun vum Här Biden, fir eng Finanzéierung iwwert d'Saisie vun der russesche Gidder, déi a verschiddene Länner sinn ..., fir déi der Ukrain zur Verfügung ze stellen. Dat ass u sech d'Iddi, an d'Belsch ass concernéiert, och Lëtzebuerg ass concernéiert, och Frankräich, an dat ass elo e Problem an deem Sënn – och vun alle politesche Consideratiounen ofgesinn –, well et un d'Staatenimmunitéit erueget.

U sech ass dat do net zoulässg, ausser et ass een am Krich mat engem Land – a mir sinn net am Krich mat Russland! – oder et huet een e Mandat vum UNO-Sécherheetsrot, fir dat ze maachen, wéi et, mengen ech, nach beim Irak de Fall war. Déi Konditiounen sinn net erfëllt.

Dofir stelle sech da Froen, wa mer et sollte maachen, wann d'Europäesch Unioun oder eng aner Instanz esou eng Decisioun géif huelen, awéiwäit dat legal ass, well déi üblech legal Basen, Krichserklärung oder UNO-Sécherheetsmandat, also déi Motiver, déi ee kann hunn, fir d'Staatenimmunitéit ze verletzen, net gi sinn.

Ass et net e Prezedenzfall, wou dann eventuell och westlech Gidder an anere Länner kënnen saiséiert ginn? Ass et net e Problem fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg, déi politiséiert ka ginn an den Ae vu Leit, déi baussent der EU vläicht eng Finanzplaz sichen, a Konkurrenz zu Singapur, zu Hongkong, déi scho gesot hunn, datt se dat net géife maachen? An do sinn also eng ganz Rei vu Suergen, déi ee kann hunn an deem Kongress, ob mer esou wäit solle goen.

Ech weess, datt a Frankräich an och a villen anere Länner Hesitatiounen sinn. An dowéinst wär et ganz gutt ze wëssen – well och Lëtzebuerg eng grouss Finanzplaz huet, wou awer eng grouss Zuel vu russeschen Avoiren am Abléck, wéi et heescht, „gefreet“ sinn, mee net „geseizt“ –, wéi d'Lëtzebuurger Regierung dann dozou steet, fir eventuell vum „freezen“ op „seizen“ ze goen, fir am englesche Jargon ze bleiwen. Et ass eng wichteg Fro, mengen ech, souwuel wat de Respekt virum internationale Recht wéi och virum der Finanzplaz Lëtzebuerg ueget.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Kartheiser. An d'Wuert huet den Här Minister fir auswärteng Ugeleeënheiten an Aussehandel.

**M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Merci, Här President. Ech wëll net polemiséieren, mee ech wëll drun erënnere, dass den Aggresseur am Ukrain-Krich Russland ass an dass mer awer net sollen eng Inversion des rôles maachen. An dass all Dag Honnerte vu Leit hiert Doheem verléieren, blesséiert ginn, aner Leit stierwen! A mir sollen elo net mengen, et wier eng ëmgedréite Situatioun, d'Ukrainer wieren am Fong déi Béis.

De Fall awer, deen den Här Kartheiser zitëiert huet, ass e Fall, wou ech elo keng genau Informatiounen hunn. Wann ech mech net ieren, war et e proruschesche Blogger, an dee wier vun anere Prisonéier maltraitéiert ginn, wann dat déi richteg Informatioun sinn, déi ech hunn. Wann dat de Fall ass, wann esou Fäll sinn, da soll ee selbstverständlech och mat den ukraineschen Autoritéiten driwwer diskutéiere kënnen. Mais j'insiste: On n'inverse pas les rôles! Den Aggresseur ass Russland an net d'Ukrain!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Zu deem zweete Punkt: Bei dem Gel vun den Avoire gehéiere mir zu deene Länner, déi éischter virsiichteg wëlle virgoen. Mir sinn der Meenung, dass et net gutt wier – an et wier souguer eng dramatesch Situatioun –, wa mer se géifen allouéieren an et géif eng Décision de justice kommen, dass dat falsch wär an dass se missten zrëckbezuelt ginn. Well wie bezilt se duerno zrëck?

Dowéinst: Am Moment si mir der Meenung, dass se solle weider gefreezed sinn. An esou laang keng international Decisioun gefall ass vun engem Organ, dat och déi Kompetenzen huet, fir esou eppes kënnen ze allouéieren, solle mer do ganz virsiichteg sinn. Et ass Drock do, Drock vun enger Rëtsch vu Länner, déi der Meenung sinn, mir sollte se direkt allouéieren. Mir sinn der Meenung, soulaang mer keng international Decisioun hunn, solle mer se freezeen. D'Intèrête vun deene gefreezte Sue ginn attribuéiert un d'Ukrain, mee awer de Produit, de Fruit selwer, de Montant vun deene „frozen assets“, soll an onsen Aen nach net allouéiert ginn. Well et wier eng dramatesch Situatioun, wa se duerno missten zrëckbezuelt ginn, a wa méiglech dann och nach vun deem, dee se kritt huet, an d'Ukrain se och net kéint zrëckbezuelen! Dat wier en décke Problem, dee mer géifen hunn.

Dowéinst, bei där éischer: Ech kucken do no, mee ech géif wierklech net d'Rollen inverséieren.

A bei där zweeter: „Prudence“, mengen ech, ass hei e Maître-mot, dee muss geholl ginn. Et sinn net eis! A soulaang keng Justizdecisioun gesot huet, dass et engem anere seng sinn, sinn et nach ëmmer deem seng, deem se gehéieren. Voilà!

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Ausseminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 13 vun der Madamm Nathalie Morgenthaler un den Här Sportsminister iwwert den internationale Fraesportdag. Madamm Morgenthaler, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 13 du 16 janvier 2024 de Mme Nathalie Morgenthaler relative à la Journée internationale du sport féminin (JISF), adressée à M. le Ministre des Sports**

**Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV) | Merci, Här President. De 24. Januar ass den internationalen Dag vun de Fraen am Sport. D'Iddi, esou en Dag an d'Liewen ze ruffen, ass viru genee zéng Joer a Frankräich entstanden, nodeem de Conseil supérieur de l'audiovisuel festgestallt huet, dass de Fraesport an de Medien ennerrepresentéiert ass. Hien huet sech doropshi mam franséischen olympesche Komitee zesummegeesat, fir deem entgéintzewirken.

Aner Ziler waren donieft awer och zum Beispill, méi Fraen an de Sport ze kréien an hir Unzuel an der Direktioun vun de Veräiner oder de Federatiounen eropzeschrauwen. Dëst Joer féint dësen Dag dann eng éischte Kéier och zu Lëtzebuerg statt an den Här Sportsminister weess et selwer am beschten, well et eng Initiativ vun der Stad Esch war, där weider zéng Gemenge sech fir eng éischt Editioun ugeschloss hunn.

An dësem Kontext wéilt ech dem Sportsminister gären zwou Froe stellen:

Nodeems d'Gemenge sech elo schonn eens gi sinn, dësen Dag an Zukunft all Joer ze organiséieren, an dëst mat der Mathëllef vum CNFL, dem nationale Fraerot also, an hoffentlech och erëm ënnert dem Patronage vum Sportsministère, awer och dem Gläichstellungs- an dem Diversitéitsministère, ass et eventuell ugeduecht, dësen Dag bei nächsten Editiounen och finanziell ze ënnerstëtzen?

An zweet Fro: Wéi gedenken déi zwee Ministère, d'Ziler vum Regierungsprogramm, wat d'Gläichstellung tëschent de Geschlechter am Sport ugeet, ëmzesetzen? Wat kann ee konkreet ënner „mesures spécifiques pour la promotion de l'égalité des genres dans le sport“ verstoen?

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Morgenthaler. An den Här Sportsminister huet elo d'Wuert.

**M. Georges Mischo**, Ministre des Sports | Merci, Här President. Merci, Madamm Deputéiert, fir Är Fro zum enorm wichtige Sujet vun der Gläichstellung tëschent Fraen a Männer am Sport.

Fir mech perséinlech missten am Joer 2024 déi dote Froen iwwerflësseg sinn. Se sinn et awer leider net, an dat aus véier Grënn: dass nach ëmmer manner Frae Sport maache wéi Männer; dass de Fraesport, wéi d'Madamm Morgenthaler et schonn erwänt huet, manner mediatiséiert gëtt wéi den Häresport; dass an CAen nach ëmmer mat 79 % méi Männer wéi Frae sinn; an dass nach ëmmer Stereotypen, dass Frae kee Rugby oder kee Boxe solle maachen, bestinn.

D'Stad Esch war effektiv Virreider op deem Gebitt hei zu Lëtzebuerg an huet d'Thematik 2019 schonn opgegraff an den Debat mat verschiddeenen Aktiounen och lancéiert.

Wann ech gesinn, dass dës éischer lokal Aktioun zwëschenzäitlech eng national Envergure kritt huet, sinn ech houfreg op meng al Ekip vum Service des sports vun der Escher Gemeng, an ech sinn iwwerzeegt dervun, dass och déi dësjäreg Editioun en Erfolleg wäert ginn.

Ech sinn als Sportsminister awer och ganz frou, dass elo insgesamt eelef Gemenge sech der Thematik ugeholl hunn an Initiativen ergraff hunn. 2022 ass d'Thematik och verstärkt am Sportsministère opgegraff ginn, an zesumme mam INAPS an dem deemolege Ministère fir Gläichstellung tëschent Fraen a Männer ass den 23. September 2023 op der Uni Lëtzebuerg e grouse Symposium „Women in sports“ organiséiert ginn.

Wéi Der et gesot hutt, Madamm Deputéiert, sinn ech immens frou driwwer, dass d'Thematik vun der Gläichstellung tëschent Mann a Fra am Sport och am Koalitiounsaccord zrëckbehalte ginn ass.

Da konkreet Äntwerten op Är Froen: Wéinst all deem, wat ech elo gesot hunn, ass et fir mech opportun an och eng Evidenz, dass de Sportsministère, wann dat gewënscht ass, d'Organisatioun vun esou engem Event zukünfteg chaperonéiert an och finanziell, logistesche matënnerstëtz.

Fir de Regierungsprogramm ëmzesetzen, wäerte mir a véier Beräicher Akzenter setzen.

Deen éischte Beräich besteet doranner, dass mer am Kader vun enger Reform fir d'Subside fir d'Sportveräiner – wat iwwregens mäin Zil ass, wat eng vu mengen éischte Prioritéiten ass – wäerte Krittären aflësse loosse, déi d'Veräiner motivéieren, hir Offer esou weider ze entwëckelen, dass mer der Egalitéit dätlich méi no kommen.

Den zweete Beräich ass dee vun der Formatioun. Mir wäerten d'Thematik verstärkt via den INAPS an de Formatiounen am Sport verankere, an dëst souwuel am Beräich vun der Trainerausbildung wéi och an där vun den Dirigeantë vun de Sportsveräiner an de Federatiounen.

Duerch Formatiounen a béide Beräicher kann engersäits sensibiliséiert ginn, gläichzäiteg kënnen de Kandidat konkreet Tools an d'Hand gi ginn, wéi dës d'Egalitéit op allen Niveauen an hire Strukturen kënnen fërderen: den Dirigeant an der Gouvernance an an der Verwaltung vum Veräin, an den Trainer mat senger Coaching Skills, an och op sportwëssenschaftlechem Performanceniveau, wou een déi physiologesch Ënnerscheeder als Dammentrainer op kee Fall dierf ignoréieren.

Weiderhi wäert den INAPS d'Federatiounen an hire Konzeptarbechten duerch d'Expertis ënnerstëtzen, fir dass op allen Niveauen déi néideg Qualitéitsentwëcklung gefërdert gëtt. Akzenter sollen och net nëmme an der Formation initiale gesat ginn, mee och an der Formation continue via Symposien, Workshops, Ateliers, Seminären a Konferenzen.

Déi drëtt Achs si grëisser Sensibilisatiounscampagnen, wou mir mat Hëllef vun Ambassadrice an Ambassadeure vun innerhalb an ausserhalb der Sportswelt de Message breetfläچهg an eiser gesamter Populatioun verankere. Mir wëllen domadder net nëmme de Secteur errechen, mee och d'Elteren, d'Léierpersonal, d'Educatoren an d'Dirigeantë vun all de Strukturen, déi Afloss op eis Kanner a Jugendlecher hunn. Etüden hu gewisen, dass den Dropout aus dem Sport bei de Meedercher während der Pubertéit méi héich ass wéi bei de Jongen. Hei musse mer also alleguerten zesummen Efforte maachen.

Déi véiert a lescht Achs ass eng fest a prioritär Verankerung vun der Thematik an eisem nationale Strategieplang fir d'Entwëcklung vum Sport an der Bewegung hei zu Lëtzebuerg, déi mer eis während dëser Legislaturperiod wäerte ginn.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Sportsminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 14 vun Här François Bausch un den Här Minister fir Wirtschaft, PMEen, Energie an Tourismus iwwert d'Gesetzgebung, déi d'Konzentratioun vu Betriber kontrolléiert am Kader vun der ugekënnegter Fusioun vun zwee Betriber vum Secteur vun der Gedrénksverdeelung. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 14 du 15 janvier 2024 de M. François Bausch relative à la législation sur le**

## contrôle des concentrations entre entreprises dans le contexte de la fusion annoncée de deux grandes sociétés du secteur de distribution de boissons au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Et ass an engem gewëssene Sënn och e bëssen, datt ech déi Geleeënheet hei wëll notzen, fir op eppes opmierksam ze maachen, wou zu Lëtzebuerg eng Lacune an der Gesetzgebung ass, wou jo och eppes am Koalitiounsofkommes, wéi ech gelies hunn, vun der Regierung steet. Mee ech mengen, datt dat hei e gudden Ulass ass, fir eis eng Kéier doriwwer ze ënnerhalen an ze lauschteren, wat d'Regierung dozou mengt.

Ech mengen, Dir wësst, datt zwee gréisser Acteuren aus dem Gedrénksbusiness zu Lëtzebuerg fusionéieren, also sech zesummendinn, an déi Fro, déi sech natierlech stellt, ass, ob dat net herno derzou féiert, datt déi eng Position dominante um Marché kéinte kréien. Am Moment ass et sou, datt d'Autorité de concurrence keng Befugnisser huet, weeder fir Fusiounen ze verhënneren nach fir déi direkt ze jugéieren. An et muss een och soen: Mir sinn dat eenzegt Land an der Europäescher Unioun, wou et keng Kontrollinstanz duerfir gëtt. A wann ee weess, wéi staark den Trend vun de Konzentratiounen haut an eiser Gesellschaft an an eiser Economie ass, dann ass dat awer sécherlech noutwendeg.

De vieregte Minister, den Här Fayot, huet zwar am August 2023 nach e Gesetz deposéiert. Et ass och nach keen Avis vum Staatsrot do. Do geet et ënner anerem em Concentratiounen vun Entreprisefusiounen an -acquisitiounen oder och d'Kreatioun vu „certaines entreprises communes dans le droit national“, wou déi solle reevaluëiert ginn. An duerfir meng Fro – well dat dann natierlech och am Regierungssaccord sän Nidderschlag fonnt huet, datt d'Regierung dat wëllt iwwerschaffen – un de Minister, wat en zu deem heite Sujet spezifesch wëll soen, mee virun allem awer och zu der Gesetzgebung, an a wéi eng Richtung datt d'Regierung do wëll goen.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Bausch. Dann huet den Här Minister fir Wirtschaft, PMEen, Energie an Tourismus d'Wuert.

**M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools. Loosst mech och dem Här Bausch villmools Merci soe fir dës Fro, well se wierklech eng Kéier d'Geleeënheet gëtt, iwwer dee Punkt am Koalitiounssaccord ze schwätzen. Dir hutt et gesot: Et ass e Gesetz deposéiert ginn, e Projet de loi, den 23. August, also viru 6 Méint. Dir kënnt Iech virstellen, dass do nach keen Avis vum Staatsrot do ass, soudass et, souguer wann dat do net géif am Koalitiounssaccord stoen, dass mer dat Gesetz do nach eng Kéier géifen iwwerschaffen, och an deem konkrete Fall hei näischt ännere géif.

Jo, Dir hutt mech gefrot, wéi meng Meenung zu där Fusioun ass. Et ass net mäi Rôle, eng Meenung zu där Fusioun ze hunn. Op där enger Säit kennen ech net den Detail dovun, ech hu just en Zeitungsartikel gesinn, wou dat opbruecht ginn ass. Op där anerer Säit hunn ech also keng Elementer, fir mer kënnen doriwwer e Jugement ze maachen.

Dat, wat an deem Gesetz iwwert de Contrôle steet, dee Contrôle de concentration, dat ass jo am Fong dee Volet ... A jo, dat ass richtig. Datt eenzegt Land, wat an der OECD nach kee sou ee Gesetz iwwert de Contrôle huet, ass Lëtzebuerg. Dofir ass et och wichtig, dass dat Gesetz deposéiert ginn ass an dass mer

dann och domat eng Base légal ginn. Well dat Gesetz gesäit eebe vir, de Contrôle virun der Konzentratioun ze maachen.

Wéi Dir jo wësst, ass elo déi eenzeg Méiglechkeet, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, eng onofhängeg Autoritéit ass, d'Konkurrenzautoritéit, déi dat doten onofhängeg eréischt no enger Konzentratioun vu Betriber ka kucken, wat awer natierlech verschidde Problemer mat sech bréngt. Ech mengen, et huet een och schonn an aneren europäesche Länner gesinn, dass, wann e Contrôle duerno gemaach gëtt an et géifen Irregularitéiten duerno opfalen, dat ganz grouss Problemer mat sech bréngt, well dat setzt nämlech da viraus, dass déi ganz Transaktioun, déi virdu gelaf ass, annulléiert gëtt, wat ganz grouss Käschte mat sech bréngt, sou wéi dat och schonn an anere Länner an Europa war. Dofir steet déi Regierung hei ganz kloer zu deem Contrôle, dee soll virdu gemaach ginn.

Mir wäerten awer nach mat deene verschidde Acteuren eng Kéier en Tour dréien, notament vum Point de vue vun der Simplification administrative, well dat och ee Punkt ass, dee bei deemno wéi enge Betriber ganz schwierig ass. Dofir wäerte mer nach eng Kéier do en Tour dréien an dann déi néideg Amendementer maachen. Mee déi Regierung hei steet ganz kloer zu deem Gesetz, fir de Contrôle virdu kënnen ze maachen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 15 vum Här Gérard Schockmel un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert den ePrescriptions-Service am Santésecteur. Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

### – Question n° 15 du 15 janvier 2024 de M. Gérard Schockmel relative au service d'ePrescription dans le secteur de la santé, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

**M. Gérard Schockmel** (DP) | Här President, zënter dem 1. Juli 2022 kënnen d'Dokteren Ordonnancen elektronesch ausstellen a se ginn dann och digital un d'Apdikte weidergeleet. An zu dësem Sujet hätt ech e puer Froen un d'Madamm Gesondheitsminister.

Déi éischt Fro ass: Madamm Minister, kënnt Dir eis eng Kéier de genaue Verlaf erkläre vun esou enger elektronischer Preskription? Wellech Ekipementer sinn dozou noutwendeg?

Dann: Wéi vill Dokteren hunn esou Preskriptione bis elo ausgefëllt? Wéi vill elektronesch Preskriptione goufen insgesamt säit dem 1. Juli 2022 ausgefëllt?

An dann: En enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro vu Mee 2022 ass gesot ginn, datt déi elektronesch Preskriptione vu Medikamenter eng éischt Phas wier an datt an enger zweeter Phas och virgesi wier, datt elektronesch Preskriptione gemaach géife gi fir Radiologieënnersichungen oder fir medezinesch Déngschtleeschungen, zum Beispill Kinesithérapie. Hei ass einfach d'Fro: Wou sti mer, wat déi zweet Phas ubelaangt? Wa se ugelaf ass: Wéi vill radiologesch Preskriptione goufen ausgefëllt? Wéi vill Preskriptione fir aner Déngschtleeschunge goufen ausgefëllt? A falls dat nach net ugelaf wier, dann ass natierlech d'Fro, wéini d'Ëmsetzung vun dëser zweeter Phas dann ugeduecht wier.

Ech soen Iech villmools Merci.

**M. Gilles Baum** (DP) | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Schockmel. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet. Madamm Ministesch.

**Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci och heifir. Déi éischt Fro: Wéi

gëtt dat ausgestallt? Wéi eng Ekipementer brauch een? Ma den Dokter, dee stellt iwwer sän Outil logiciel, deen en huet, eng kodifizéiert, strukturéiert elektronesch Preskription aus. Wat heescht dat? Ma do ass op deem Pabeier, deen en ausstellt, e QR-Code drop an déi Donnéeë kënnen strukturéiert hannerluecht ginn. Dat kann awer och herno op engem PDF hannerluecht ginn.

Wichtig ass, datt de Patient op senger Ordonnance e QR-Code drop huet, a mat deem QR-Code kann en da bei de Prestataire goen, deen dee liest, och mat engem Outil, an da gëtt d'Ordonnance iwwersat. Alles dat ass mam Datschutz konform. À terme soll och d'Dispensatioun vu Medikamenter, dat heescht d'Ausstellung mat der Posologie, drakommen, mee dat ass de Moment nach net virgesinn.

Wéi eng Ekipementer brauch den Dokter dann, fir dat ze maachen? Ma d'Software vum Dokter a vum Apdikter respektiv vun anere Prestataire, déi dann och iergendwann eng Kéier d'ePrescription kënnen liesen, muss mam zentrale Serveur vun der ePrescription verbonne ginn a kompatibel gemaach ginn. An déi Kompatibilitéit geet iwwer e Label, deen d'Agence eSanté ausstellt. Alles dat sinn extreem techesch Detailler, déi de Moment nach an Diskusioun sinn.

Wéi vill Doktere bidden de Moment d'ePrescription un? Ma, dat ass dann déi nächst logesch Konsequenz, wann ech soen, do sinn nach vill Detailler ze klären: De Moment keen eenzege. Mee während der Covid-kris ass dat awer scho mol partiell gemaach ginn, fir ze probéieren am Kader vun der Teleconsultatioun.

Am Mäerz lo dëst Joer, 2024, wäert dann deen éischte Pilotprojet ulafe mat ongeféier zéng Dokteren. Dat heescht, zéng Dokteren hu sech fräiwëlleg erklärt, dat doten ze teste fir d'Verschreiwung, awer just vun de Labosanalysen.

Wéi vill elektronesch Preskriptione goufen dann zënter dem éischte Juli 2022 ausgestallt? Ma nach keng, well et nach vill Froen, Aktiounen, Elementer vun de verschidde Acteuren ginn: De legale Kader muss adaptéiert ginn, et gëtt keen Interfaçage mat den Editeuren, d'Gestioun vum Consentement vum Patient muss nach diskutéiert ginn.

Dann, am Kader vun där zweeter Phas: Dir hutt gefrot, ob déi zweet Phas schonn ëmgesat ginn ass. Ma natierlech net, well déi éischt Phas ass nach net ëmgesat. De Projet vun Ausschaffe vun op d'mannst zwee Referentielle fir d'Radiologie ass nach net fäerdeg an dofir mussen eng ganz Partie Entitéiten zesummeschaffen, fir déi fäerdeg ze maachen. Jo, radiologesch Preskriptione sinn dann och nach keng ausgestallt ginn. Dat heescht, ech äntworten op den Deel: „Falls net, ma wéini gi mer dann an déi zweet Phas?“ Ma, wéi ech virunner gesot hunn: All déi Aarbechten, déi elo nach net gemaach sinn, kënnen net zäitlech chiffréiert ginn. Dofir kënnen mer och nach net soen, wéini mer an déi zweet Phas ginn.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Ministesch.

An da komme mer zu enger Serie vu Froen iwwert dee selwechte Sujet, d'Mendicitéit an d'Opération-de-contrôlen. Do géif ech proposéieren, datt mer se lo zesumme behandelen. Also d'mëndlech Fro Nummer 16 vum Här Marc Goergen, déi mëndlech Fro Nummer 17 vum Här Marc Baum an déi mëndlech Fro Nummer 18 vum Madamm Taina Bofferding sinn allen dräi un den Inneminister gericht a betreffen d'Policekontrollen an der Stad am Kader vum Heescheverbuet. Ech proposéieren och, datt mer déi

Fro Nummer 176 vun den Häre Sven Clement a Marc Goergen behandelen – do ass d'Urgence unerkannt ginn, soudatt mer déi och haut kënnen op den Ordre du jour huelen an direkt matbehandele loosson –, déi a sech dee selwechten Inhalt oder en änlechen Inhalt huet, mat all den Nuancen, déi dann do an enger Fro kënnen ausgedréckt ginn. Mir halen och déi Uerdnung bäi, sou wéi se a sech den Tablo normal géif beinhalten a mir huelen d'urgent Fro hannendrun.

Elo huet dann d'Wuert: den Här Goergen.

– **Question n° 16 du 16 janvier 2024 de M. Marc Goergen relative à l'interdiction de la mendicité dans la capitale et plus précisément sur l'opération de contrôle, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

– **Question n° 17 du 15 janvier 2024 de M. Marc Baum relative à l'interdiction de la mendicité dans la capitale et plus précisément sur l'opération de contrôle, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

– **Question n° 18 du 15 janvier 2024 de Mme Taina Bofferding relative à l'interdiction de la mendicité dans la capitale et plus précisément sur l'opération de contrôle, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

– **Question urgente n° 176 du 15 janvier 2024 de M. Sven Clement et de M. Marc Goergen relative aux directives dans le cadre du contrôle de l'interdiction de la mendicité dans la capitale**

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Meng Fro geet un de Policeminister.

Et ass jo esou, dass den Inneminister a sengem schéine waarme Büro decidéiert huet, d'Heescheverbuet ze ënnerschreiwen, mee et muss jo awer och een dat um Terrain ëmsetzen. An ech mengen, et war Är Fraktioun, déi jorelaang hei stoung, et wären net genuch Beamten do. Ech héieren nach ëmmer d'Policegewerkschaft mat den Iwwerstonnen an dass et net méiglech wär, normal Kontrollen duerchzuführen. Elo hutt Dir jo nach eppes bäigesat. An du war ech gëschter Owend, jo, scho bal erschreckt, wéi ech dann am „Wort“ gelies hunn, dass Dir dann elo aus anere Policebüroen, fir Äert Heescheverbuet ëmsetzen, géift Leit ofzéien. An dofir bréngen ech dann elo mol d'Fro mat. Ech huele jo un, Dir wësst, aus wéi enge Büroen Der dann elo déi Beamten ofgezunn hutt, well menges Wëssens ass et och nach esou, dass de Problem vun den Iwwerstonnen, déi ëmmer kritiséiert gi si virun dräi, véier Méint, wéi Der nach déi aner Säit souzt, nach ëmmer do ass an nach ëmmer net genuch Beamten do sinn.

Mee wann Dir awer elo a vereenzelte Kommissariater nach Beamten ofgezunn hutt, fir Är Politick elo duerchzusetzen an der Haaptstad, da stellen ech mer awer d'Fro, wéi et mat der Sécherheet am Land ass.

An dofir hunn ech Iech konkret Froe matbruecht, wéi vill Polizisten Der dann elo ageplangt hutt gëschter an och an den nächsten Deeg. Dann, a wéi enge Servicer dass Der déi ofgezunn hutt. An dann eng ganz wichteg Fro: Wéi eng Gemengen hunn dann elo den Nodeel? Aus wéi enge Gemengen hutt Der déi Beamten dann elo zesummegezunn, fir dass Der Äert Heescheverbuet an der Stad kënn ëmsetzen? A wéi een Impakt huet dat? Well d'Iwwerstonne sinn nach ëmmer do. Dir hutt méi Aufgabe ginn, well d'Poliziste setzen dat elo fir Iech ëm, déi eng manner gären. Ech hunn nach kee getraff, deen et gären ëmsetzt. Si setzen et ëm, well Dir hinnen déi Instruktioun ginn hutt. An do wäert de Sven herno nach drop agoen. Well déi zweet Fro wäert sinn: Wéi genau hutt Der de Polizisten de Message weiderginn?

Duerfir elo emol d'Informatioun, wéi enge Gemengen dass Der d'Polizisten ewechgeholl hutt, fir Är Dreem an der Stad ëmzesetzen. Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Goergen. Här Baum, et ass elo un Iech.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Gëschter, Méindeg, de 15. Januar, ass dat méi wéi ëmstriddent Heescheverbuet an déi sougenannte Repressivphas agevueden.

An deem Kontext wollt ech den Inneminister froen, wéi vill Polizisten da bei dëser Aktioun mobiliséiert goufen. Ëmmerhi gouf et ugekënnegt mat engem „großes Polizeiaufgebot“, konnt een an der Press liesen. Wéi eng genee Consigné kruten d'Polizisten, wat hiert Virgoen ugeet? Gëtt et ee Bilan, wiwill Leit kontrolléiert respektiv eventuell verbaliséiert gi sinn? Mécht d'Police d'Differenz tëschent aggressiver an organisierter Mendicité an där einfacher, also dat, wat an der leschter ..., virum leschte Mount hei versprach ginn ass, souwuel vum Inneminister wéi vun der Stater Buergermeeschtesch?

Eng weider Fro ass: Ass et bei dëser Aktioun zu Platzverweiser komm? Ëmmerhi konnt een haut an der gréisster Dageszeitung folgend Zeen beschriwwen liesen: Eng jonk Koppel gouf gëschter Moien an hire Schlofsäck vun der Police waakreg gemaach, well se e Kartrongsschëld viru sech stoen hat, op deem se beschriwwen huet, dass se obdachlos wier an Hëllef bräicht. D'Polizisten, esou den Artikel, hätten déi zwee waakreg gemaach, hinne gesot, dass dat verbuede wier, a se opgefuerdert, d'Plaz ze verloossen.

Ech wéilt an dësem Fall also wëssen, opgrond vu wéi enger juristescher Basis hei e Platzverweis ausgeschwat ginn ass. Opgrond vum Artikel 5bis vum Policegesetz kann et jo wuel kaum sinn. Hunn d'Polizisten eventuell Instruktiounen kritt, fir dëst ze maachen? Mir wëssen, Här Gloden, dass Iech dat aktuell Platzverbot net wäit genuch geet. Nawell ass et esou, dass mer an engem Rechtsstaat sinn an datt et d'Chamber ass, déi driwwer decidéiert, wat d'Reegele sinn, fir e Platzverweis auszeschwätzen, an net anerer.

An dat féiert dann zu menger leschter a méi genereller Fro: Wéi wéilt Der den Ënnerscheed maachen tëschent Heescherten an Obdachlosen? Oder wéilt Der an der Praxis d'Heescheverbuet ausweiden, soudatt et an der Praxis dozou féiert, dass generell Leit ouni Daach iwwert dem Kapp op deene Plazen hei an der Stad kujenéiert ginn? Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Baum. Dann ass et un der Madamm Bofferding. Dir hutt d'Wuert.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Merci, Här President. Meng Froe bezéie sech och op deen éischten Asaz, deen da gëschter vun der Police duerchgefouert ginn ass eeben. Wéi vill Leit waren do am Asaz, aus wéi enge Kommissariater sinn déi Leit zesummegehallt ginn? An notamment och, wéi eeben déi Differenz zwëschent der einfacher Form vum Heeschen an der organisierter, aggressiver Form soll gemaach ginn. Mir hunn nach de Moien déi Stater Buergermeeschtesch héieren, déi nach eng kéier kloer gesot huet, dass et net ëm déi einfach Form vun der Heescherei geet, wuel wëssend, dass am Reglement awer alleguerten d'Forme viséiert sinn. A mir wëssen och, dass d'Police gehalen ass, sech un d'Texter ze halen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Interesséieren deet eis och: Wéi geet et elo weider? Wat hutt Der elo

wëlles? Wat sinn do déi nächst Etappen? Déi Leit, déi gëschter eeben ugesprach gi si respektiv deenen hir Nimm opgeschriwwen gi sinn, wat ass, wann déi elo op där selwechter Plaz nach eng kéier setzen – ganz roueg, friddlech – mat hirem Becher fir ze heeschen? Ginn déi elo an Zukunft protokolléiert? Sinn do vläicht schonn Aktiounen Enn der Woch virgesinn?

Wat bedeit dat och, wann eng Persoun protokolléiert gëtt a vläicht souguer e puer Protokoller kritt, déi se net ka bezuelen? Wat ass do genau de Suivi, tout en sachant, dass déi Leit jo oft kee feste Wunnsätz hunn? Wéi sollen déi Strofe si dann errechen?

An een Aspekt géif ech nach gär mat an d'Diskussioun bréngen, dat opgrond vun der Ausso vun der Presidentin vun der Policegewerkschaft, déi an engem Zeitungsartikel an engem Interview gesot huet, dass eventuell och d'Agent-municipallen hei kéinten an den Asaz kommen, dat duerch d'Kompetenzerweidung, déi se jo kritt hunn, dass se elo déi kleng Incivilitéiten, déi aus engem Policereglement kommen, kënnen bestrofe respektiv se och bei de Sanction-administrativë kënnen agesat ginn. Ech denken net, dass dat esou méiglech ass, mee ech géif och gären hei d'Stellung vum Minister dozou héieren.

A wann ech just scho bei den Agent-municipalle sinn, wéll ech just drop hiweisen, an dat hu mer jo och am Gesetz deemools esou virgesinn, dass si duerch aus eng aktiv Roll och an der Sécherheetsfro kënnen iwwerhuelen, dat am net repressive Beräich. Do ass jo d'Méiglechkeet vun de Gemengen, dass se kënnen esou e Service de proximité aféieren, eebe grad, wou déi Agente kéinten aktiv agesat ginn, fir eeben derfir ze suergen, dass déi éffentlech Uerdnung agehale gëtt, an déi och duerno kucken, dass d'Leit sech och méi sécher spieren. Doduerch – wéll ech just soen – sinn och Méiglechkeeten haut scho ginn, wou een déi nach kann asetzen. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Bofferding. Dann ass et elo un dem Här Clement. Den Här Clement stellt seng Fro am Kader vun enger Question écrite, wou d'Urgence unerkannt ginn ass. En huet also fënnf Minutten, fir seng Ausféierung ze maachen.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Gëschter, de 15. Januar, huet d'Police dann ugefaangen, wéi meng Virriednerin a meng Virriedner et gesot hunn, an der Stad dat an der Seance vom 14. Dezember an der Chamber dach staark kontrovers – an ech mengen, dat ass nach fein ausgedréckt – diskutéiert Heescheverbuet ëmzesetzen an éischt Persounen ze protokolléieren oder zumindest hir Nimm opzeschreiwen. Esou ganz kloer ass jo aus de Presserapporten net ervirgängen, wat dann elo tatsächlech gëschter bei där „action coup-de-poing“, wéi se genannt gouf, gemaach gouf.

Esou wéi an der Chamber an der genannter Seance, huet et och an de Medien, zum Beispill vun der Presidentin vun der Policegewerkschaft, Aussoen dozou ginn, dass, entgéint den Erklärungen vum Minister hei an der Chamber, hei op der Tribün, keen Ënnerscheed dierf a ka gemaach ginn tëscht aggressiven an net aggressiven Heescherten, voire organisierteren oder net organisierteren Heescherten.

De Minister war a sengen Aussoen an der Chamber de 14. Dezember kloer, an ech zitieren aus dem Verbatim: „A mir sinn eis jo all eens, dass hei keen déi einfach Mendicité viséiert.“ Zitat Léon Gloden, Intérieurs- oder Policeminister hei an der Chamber.

Seng eege Policegewerkschaft seet, dat kéinte se guer net ëmsetzen. Verschieden Utilisateuren op de soziale Medie ginn esouguer esou wäit an nennen de Minister Gloden dowéinst e Ligener, soen, en hätt d'Chamber belunn.



Ech géif nach net esou wäit goen. Dofir stellen ech jo déi Froen haut. Et geet mer nämlech drëm, erauszefannen, wat de Minister dann der Police gesot huet. Well d'Madamm Presidentin vun der Policegewerkschaft huet ganz kloergemaach, se hätte keng Instruktiounen kritt. Se hätte weeder gesot kritt, wéi se dat sollen ëmsetzen, nach wéi se dat kéinten ëmsetzen. An dofir stellt sech dann nach ganz konkreet d'Fro, wéi de Minister seng Ausso „mir sinn eis jo all eens, datt hei keen déi einfach Mendicité viséiert“ dann um Terrain ëmgesat wëll gesinn.

Déi éischt Fro wär also: Huet et säitens vum Här Minister da schrëfflech an/oder mëndlech Direktive ginn, wat d'Ëmsetze vum Règlement säitens de Policeagenten ugeet? Falls jo, kann den Här Minister preziséieren, wat des Direktiven dann och waren?

An da stellt sech jo awer d'Fro: Wann déi Direktiven existéieren, op wat fir enger Base légale an engem État de droit – a mir sinn eis alleguerten eens, datt mer hei an engem État de droit liewen, et gouf virunner eng Kéier vun der Justizministeresch ervirgestrach –, e Minister der Police seet, wéi eng Infractionen ze protokolléieren sinn oder net? Well och déi Fro stellt sech jo. D'Argumentatioun ass: D'Mendicité simple ka verbuede ginn, mee de Policeminister kann awer der Police soen: „Protokolléiert dat net!“

Also e Méindeg kënn den Här Reynders an d'Chamber, fir eis de Rapport iwwert den État de droit virstellen. Glécklecherweis ass déi heiten Episod nach net an dee Rapport drakomm, well ech mengen, soss hätte mer interessant Diskussiounen.

Ceci dit kann de Minister eis jo vläicht erklären, wat dann déi Base légale wär. Ech hunn op alle Fall d'Gefill, datt d'Police hei hänke gelooss gëtt, hänke gelooss an enger Onkloerheet, wou se net weess, wéi se dat, wat hire Minister decidéiert huet, wéi en d'Kap vum Inneminister unhat, dann elo soll ëmsetzen. A genau déi Onkloerheet wäert sech iwwert déi nächst Wochen a Méint weider zéien a wäert derfir suergen, datt virun allem och Decisiounen ongläich applizéiert wäerte ginn.

Déi eng Heescherte ginn erwächt, well se e Pabeierschëld viru sech stoen hunn, a kréie gesot, se missten d'Plaz verloossen. Anerer gi guer net réischt gestéiert, well déi Beamten dat, wat de Minister hei an der Chamber gesot huet, fir boer Mënz geholl hunn, an um Enn vum Dag féiert dat zu Ongerechtegkeeten, Ongläichheeten an zu engem System, enger Situatioun, déi eisem État de droit net wierdeg ass an dofir, Här Minister, wär ech frou, wann Der kéint hei der Chamber dann awer ganz kloer emol soen, ob Der dann elo Direktive ginn hutt, a wa jo, wéi déi ausgesinn, a virun allem, op wat fir enger Base légale Der dat gemaach hutt. Ech soen Iech Merc.

**Une voix** | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Clement. D'Wuert huet elo den Inneminister. Här Inneminister.

**M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci fir déi verschidde Froen. Fir unzefänke wëll ech soen, datt mer déi Policepresenz, déi gëschter ugefaang huet an an den nächsten Deeg a Wochen eropgefuer gëtt, mat der Stad Lëtzebuerg a mat der Police ofgemaach hunn, fir eng gréisser Presenz um Terrain ze weisen, fir géint den Drogkampf virzegoen, fir déi illegal Immigration ze bekämpfen, fir d'Mendicité agressive an harcelante ze bekämpfen a fir d'Salubrité publique um Terrain hierzustellen, do, wou et muss sinn.

Generell Remark zu der éischter Fro vum Här Goergen: Wéi vill Poliziste ware gëschter um Terrain? Et ware sechs uniforméiert Agenten an zwee Agente vun der

Police judiciaire an Zivil um Terrain, an ech wäert hei net en séance publique strateegesch-operationell Informatiounen ginn. Muer ass jo eng Commission jointe vun der Justizkommission a vun den Affaires intérieures, an ech sinn do gär bereet, wann deen Deel à huis clos ass, doriwwer Auskunft ze ginn.

Dann zu der Fro vum Kolleg Marc Baum. Hien huet mer do eng Rei Froen gestallt. Déi éischt Fro hunn ech beäntwert mat der Presenz vu gëschter. Wéi gesot, graduell gëtt d'Presenz ropgefuer, mee da kritt Der muer déi Infoen, déi der gefrot hutt iwwert déi zukünfteg Opstellung vun de Patrullen. Zu de Consignes: Ech hat mat der Madamm Buergermeeschtesch, mat Verrieder vum Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg, mat Verrieder vun der Police d'lescht Woch eng Reunion bei mir am Ministère, wou mer gekuckt hunn, wéi mer eeben déi Presenz kënnen um Terrain verstärken am Sënn vun deem, wat ech elo grad gesot hunn.

Et ass do ganz kloer festgehal ginn, datt d'Police um Terrain sech soll e Lagebild maachen, datt se mat deene Leit soll schwätzen, fir och ze verstoen, firwat se do sëtzen. Et ass och ganz kloer gesot ginn, datt d'Mendicité agressive an harcelante soll bekämpft ginn an och do, wou et néideg ass, d'Salubrité soll hiergestallt ginn.

Et ass kee PV bis elo gemaach ginn. Et ass och keng Geldstrof prononcéiert ginn. Dat kënnen Poliziste guer net an duerfir, all déi, déi hei vun État de droit schwätzen, Här Clement, ... well dat muss an engem Text virgesi sinn, dat heescht hei ka guer keng Geldstrof vun engem Polizist ...

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ech hunn Iech déi Fro guer net gestallt, Här Gloden.

**M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | Generell vum État de droit. Ech erklären Iech d'Reegele vum État de droit.

*(Exclamations)*

**Une voix** | Här Gloden, wannechgelift. Wannechgelift.

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Den Här Gloden huet d'Wuert.

**M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | D'Poliziste kënnen hei guer net eng Geldstrof prononcéieren. D'Prozedur wier, déi Pve virunzeginn un de Parquet, an de Parquet muss dann decidéieren opgrond vum Principe d'opportunité des poursuites, fir eng Action judiciaire ze lancéieren an, le cas échéant, géif de Riichter dann am Fong eng Geldstrof prononcéieren.

Et gëtt och drop higewisen nach eng Kéier, an dat steet jo och ganz kloer um Flyer vun der Stad Lëtzebuerg, wat fir eng Méiglechkeeten et gëtt, fir datt déi Leit kënnen waarm ënnerkommen, an ech hunn haut de Moien nach mat engem vun der Police geschwat, an dee sot mer, datt d'Polizisten och d'Leit nach eng Kéier drop hiweisen, wéi zum Beispill op d'Waneraktioun, an datt do och vereenzelter Merci gesot hu fir déi Info, déi dat awer, trotz der grouss ugeluuechter Infoscampagne, bis elo net matkritt hunn.

Dunn ass gefrot ginn: Wat maacht Der géint d'Sans-abrien? Näischt, well déi si jo net viséiert. An nach eng Kéier ganz kloer: D'Agente si sensibiliséiert ginn, an déi Responsabel vun der Police ginn och mat op den Terrain, fir eebe kloerzustellen, datt hei d'Mendicité agressive viséiert ass. D'Leit kréien och Froen gestallt, fir eeben erauszefannen, ob et – entre guillemets – „einfach Heescherte“ sinn oder ob et Leit sinn, déi exploitéiert ginn, an datt d'Polizisten och do Informatiounen kréien.

Dann zu der Fro vun der Madamm Bofferding. Ech mengen, déi war ganz generell gehal. Op déi meescht Froen, déi Der elo hei mëndlech gestallt hutt, hunn ech Iech geäntwert, op déi Fro vun den Agents municipaux. Menger Meenung no ass dat net hir Aufgab opgrond vun deene 17 – ech mengen, et si 17 – Aufgabebereicher, déi mer am Gesetz festgehal hunn.

Da wëll ech awer och soen, quitte datt deen elo hei net mentionéiert ass, datt ech dem Här Engel och nach eng Kéier schrëfflech drop äntwerte wäert, mee dat passt elo an de Kontext. Här Engel, wann Der erlaabt, soen ech Iech d'Äntwert, déi Der da schrëfflech kritt op déi Froen, déi der de 15. Januar gestallt hutt mat de Limousinnen. Ech hunn nogefrot. De Parquet huet d'Police judiciaire beoptraagt, eng Enquête ze maachen, a vu datt ech mech net an eng Enquête améschen, kann ech Iech net méi soen.

Dann zu der Fro vun de Kollegee vun de Piraten: mëndlech Direktiven. Bon, ech hunn am Fong elo op d'Question urgente geäntwert. Ech wëll och nachهربäisoen: Et gëtt eng Note régionale. Déi ass amgaang, finaliséiert ze ginn, fir eeben déi Leit, déi aus deenen anere Kommissariater hei op Lëtzebuerg elo an d'Stad komme fir ze hëllefen. Ech wëll och dorop insistéieren, datt och allkéiers e Rappel vun den Instruktiounen gemaach gëtt an datt och en Debriefing gemaach gëtt, fir eebe sécherzustellen, datt just déi Saachen observéiert ginn, déi ech a menger Introductioun gesot hunn. Voilà, merci.

**Une voix** | Platzverweis!

**M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | Zum Platzverweis: Ech hunn net matgedeeelt kritt, datt een opgrond vu Platzverweis ewechgeholl gi wier.

*(Interruption)*

An der Zeitung steet och „coup-de-poing“. Dat ass keng Expressioun vu mir.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | An Dir wëllt net soen, wéi eng Gemenge Beamten ewechgeholl kruten?

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Inneminister.

*(Interruption par M. Sven Clement)*

Dir musst mir erklären, wat de Fait personnel ass.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Dir hutt selwer esou Question-parlementaire gestallt.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo. Ech wëll just kloerstellen, datt ech hei net insinuéiert hunn, datt Poliziste géife Geldstrofe verhängen. Dat huet de Minister mir an de Mond geluecht.

**M. Claude Wiseler**, Président | Ok, mee dat ...

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ech wëll kloerstellen, datt dat net esou war.

**M. Claude Wiseler**, Président | Dat hutt Der scho virdu gesot gehat. Villmools merci, Här Clement. Da sinn d'Saachen elo kloer. Elo ass et ...

*(Interruption)*

Elo hu mer eng Stonn hei eriwuer, mee vu datt mer d'Question urgente ...

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Et ass awer en „deux poids, deux mesures“, Här President.

**M. Claude Wiseler**, Président | Jo. Ok. Vu datt ...

*(Interruption)*

Also, et ass eng Stonn eriwuer, mee selbstverständlech, vu datt mer eng Question urgente haten, huele mer déi Fro vun der Madamm Paulette Lenert, déi nach um Ordre du jour steet, elo nach. Dat ass d'Fro Nummer 19 un d'Ministesch fir d'Gesondheet a sozial

Sécherheet iwwert de Projet vun enger Maison médicale am Osten. Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 19 du 16 janvier 2024 de Mme Paulette Lenert relative au projet d'ouverture d'une maison médicale dans la région Est, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

**Mme Paulette Lenert (LSAP) |** Merci, Här President, fir mir déi Geleeënheet nach ze ginn. Ech géif gären drun erënneren, hei am Haus war de Sujet vun enger Maison médicale am Oste ganz oft um Ordre du jour. Ech hat oft d'Geleeënheet a menge fréiere Fonctiounen, hei ze erklären, firwat et net esou wäit komm ass. Dat war ni schlechte Wëllen – och a viregte Regierungen net –, mee et war e Problem vun Démographie médicale.

Nichtsdestotrotz erënnere mer eis, et ass net laang hier, dass an der Walcampsagne grad vun de Regierungsparteie ganz grouss ugefëiert ginn ass, dass esou eng Maison médicale soll kommen am Oste, ganz kloer, an natierlech och am Norden, esou ass vun der Madamm Hansen ëmmer erëm taktéiert ginn.

Deemno war ech ganz erstaunt ..., bon, éischtens emol war ech interesséiert, ze wëssen, wéi Der Iech dat da virstellt. Well mer jo vill Echangingen haten iwwert déi Problemer, déi gemaach hunn, dass et net esou wäit komm ass, war ech eigentlech gespaant, wat dann d'Wonnerléisung wär, fir dat esou schnell aus dem Steen ze schneiden. Ech war awer nach méi erstaunt, wéi ech gelies hunn, Madamm Minister, dass Der déi selwecht Constaten elo maacht, dass dat net esou séier wäert goen, dass Der eng Étude de faisabilité wëllt maachen, eebe grad och well d'Démographie médicale et am Moment net esou richtig hiergëtt – dee selwechte Constat also, dee mer scho säit Joren awer virleien hunn, dee gewosst war!

An d'Fro, déi ech Iech stellen: Wat wäert déi Étude de faisabilité sinn? Mengem Verständnis no ass et eng Rechnung, déi ze maachen ass. Eng Maison médicale brauch x Leit, fir bedriwwen ze ginn. Hu mer déi? Hu mer se net? Jo, et erënnert mech eigentlech un den Opnameexamen fréier, fir op Septième ze kommen, wou een dat hätt kënne ginn. Ech sinn awer ganz gespaant, wat Der virhutt als Étude de faisabilité a wat Der Iech erwaart a wat den Timing ass a wat d'Problemer sinn, déi Dir elo no esou kuerzer Zäit scho gesitt, déi net hei am Haus bekannt ware virun de Wälen, wéi mer alleguerete lassgezu sinn, fir d'Leit ze iwwerzeegen, wat mer alles wäerte maachen.

Merci.

**M. Claude Wiseler, Président |** Merci, Madamm Lenert. An d'Wuert ass elo fir d'Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet. Madamm Minister.

**Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale |** Merci, Här President. A merci fir d'Frostellung. Ech war net an der Walcampsagne. Ech hu keng esou Aussoe gemaach. Ech ka mech just beruffen op dat, wat am Koalitiounsprogramm steet. Am Koalitiounsprogramm steet textuel: „Après une analyse de faisabilité, le Gouvernement se prononce pour l'ouverture d'une maison médicale dans la région Est et d'une deuxième maison médicale dans la région du Grand Nord du pays dès que la démographie médicale le permettra.“

Dat heescht, et muss eng Analys gemaach ginn a mir maachen näischt aneschtens, wéi de Regierungsprogramm auszufëieren. Duerfir hunn ech en éischt Gespräich gehat mat de Servicer an der Santé, wéi déi sech dat virstellen. Hir éischt Reaktioun war net „Juppi, jo, mir maachen eng!“, mee se hu confirméiert, datt eng Étude de faisabilité muss gemaach ginn,

awer net nëmme mam Osten, mee och mam Norden an och mam Westen, an deemspriechend hunn ech och an deem Interview, deen Der uschwätzt an Ärer Fro, geäntwert.

An deem hunn ech elo näischt bäizefügen. Ech kommen dorobber zrëck, wa mer d'Étude de faisabilité da gemaach hunn.

Merci.

**M. Claude Wiseler, Président |** Ech soen Iech Merci, Madamm Ministesch. An domat hu mer dann eis Froestonn vun haut ofgeschloss.

## 9. 8266 – Projet de loi portant modification :

**1° du livre II, titre III, chapitre II, du Code du travail ;**

**2° de l'article 28-4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État**

A mir kommen op den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten, an dat ass de Projet de loi 8266 iwwert d'Aféierung vun engem Ersatzcongésdag wéinst den zwee Feierdeeg, déi op den 9. Mee falen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapportier huet zéng Minutten, d'Fraktiounen a Sensibilitéite jee weils fënnf Minutten, d'Regierung huet zéng Minutten. Et sinn ageschriwwen hei op menger Lëscht: den Här André Bauler, den Här Claude Haagen, den Här Jeff Engelen, den Här François Bausch, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. D'Wuert huet elo de Rapportier vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

### Rapport de la Commission du Travail

**M. Marc Spautz (CSV), rapporteur |** Merci, Här President. De Projet de loi, dee virläit, do geet et drëm, wa mer Feierdeeg hunn, déi openeefalen, dass déi géife verréckelt ginn. Ier den 11. Dag agefouert ginn ass, den Europadag, hate mer dat hei zu Lëtzebuerg weider ni, dass zwee Feierdeeg openeegefall sinn. Wat mer awer haten, dat ass, dass e Feierdag mat engem Sonndeg openeegefall ass. An do war och ëmmer d'Reegelung, wann e Feierdag op e Sonndeg fält, dass deen dann innerhalb vun dräi Méint géif erageholl ginn.

Ganz fréier, dorunner kënnen déi e bësse méi stänneg Kolleegen heibanne sech nach erënneren, ass deen direkt op den Dag drop geluecht ginn. Mee dat ass ofgeschafft gi virun 20 Joer, wéi et geheescht huet, e géif net op den Dag drop geréckelt, mee e géif innerhalb vun dräi Méint erageholl ginn.

Dëse Projet de loi ass den 30. Juni 2023 vum Aarbechtsminister Georges Engel deposéiert ginn. An déi éischte Kéier ass an der Kommissioun ..., ass och e Renvoi gemaach ginn de 7. Juli 2023. Duerno sinn d'Avise komm vun de Berufschamberen. Dee vun der Chambre de Travail koum de 24. November (veuille lire: vun der Chambre des Salariés koum den 19. Oktober), dee vun der Chambre des Métiers den 22. Dezember an dee vun Conseil d'État och den 22. Dezember 2023.

An do wëll ech soen, do huet d'Kommissioun eppes gemaach, wat net grad üblech ass. Ech wëll dat direkt viwewechhuelen an ech wëll och dofir ganz besonnesch all Mënsch, dee Member ass vun där Kommissioun, villmools Merci soen.

Mir hunn an där selwechter Kommissioun d'Avise gekuckt. Mir hunn de Rapport gemaach. Mir hunn de Rapport ugeholl, fir dass mer haut kënnen am

Plenum iwwert dat Gesetz ofstëmme, well et nämlech wichteg ass, an dat geet och aus verschiddenen Avisen ervir, dass d'Leit gär Rechtssécherheet hätten, wéi dee Problem ass. Well bei der Interpretatioun ware mer eis scho méi laang eens, dass dat esou misst gereegelt ginn, mee dass elo endlech en definitiven Text virläit fir dat. An dofir wëll ech allegueren deene Leit, déi an der Commission du Travail sinn, e grouse Merci soen, dass mer dat esou konnte maachen.

Ech wëll och ënnersträichen, dass kee Feierdag bäikënn. Et bleift nach ëmmer bei deenen eeleg legale Feierdeeg, déi mer hunn. A wéini dat elo nach eng Kéier ka geschéien, dass der zwee openeefale wéi den Europadag a Christi Himmelfahrt, dat huet och mam Kalenner ze dinn. Dir wësst, dass mer am Kalenner Feierdeeg hunn, déi ëmmer fest sinn, déi ëmmer op deem selwechten Dag sinn. An Dir wësst, dass mer Feierdeeg hunn, déi ëmmer 40 Deeg no anere Feierdeeg erfalen. An doduerch ass dat net alljoers d'selwecht, och net all siwe Joer d'selwecht, well och déi Kalennere wandere. Dofir ass dat iwwerhaupt och méiglech gewiescht.

De Conseil d'État huet drop higewisen, dass et e Problem géif gi fir de Secteur communal, notamment dee vun de Musekschoulen, well et do Problemer gëtt. Mir hunn e Gesetz gestëmmt, Dir kënn Iech allegueren erënneren, de 26. Juli 2023 hu mer hei a voller Begeeschterung e Gesetz gestëmmt iwwert d'Musekschoulen. An do huet de Conseil d'État ënnerstrach, dass et awer och wichteg wier, dass déi Situatioun vun deene Leit géif gekläert ginn an dass och de Ministère de l'Intérieur sech wäert dorëmmer bekëmmere.

Well aneschtens wéi am Privatsecteur, ginn déi Dispositiounen ëmmer ..., all dräi Joer hält de Conseil de Gouvernement fest, wéini d'Vakanzen an d'Fräizäit an der Educatioun sinn. An do falen all Schoulen drënner. An do war d'Diskussioun, ob och d'Musekschoulen drënnerfalen oder net. Déi Interpretatioun ass esou ugeholl ginn. Mee do muss den Interieur nach déi entspreichend Dispositiounen huelen.

An den Avisa vun de Chambre-professionellen ass ënnerstrach ginn, dass domadder endlech eng Clarification an eng Sécurité juridique kënn. D'Chambre des Salariés huet och nach eng Kéier drun erënnert, dass een och nach hätt kënnen aner Dispositiounen mat eranhuelen, mee an der Vitess, wéi et eis drëm gaangen ass, déi Legalitéit ze schafen, hu mer eis op dat beschränkt, wat do war.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet och drun erënnert, dass et wichteg ass, dass dat och fir d'Congéé vun de Fonctionnaire-communale gemaach ginn ass. Déi Leit, déi heibannen och kommunalpolitesch Verantwortung droen, déi wëssen, dass do schon d'lescht Joer am November eppes komm ass, wou festgehal ginn ass, dass déi Deeg och esou rattrappéiert ginn, dass deen een Dag erfält an dass deen aneren innerhalb vun dräi Méint misst erageholl ginn.

Et ass och d'Diskussioun geféiert ginn, firwat déi Diskussioun wier mat deenen dräi Méint. Firwat net einfach en Dag Congé derbäi? Do huet den Aarbechtsminister an der Sitzung vum 10. Januar ënnerstrach, dass et eebe wichteg ass, dass deen net einfach wéi laang opgeschobe gëtt, mee dass dee wierklech muss an engem Delai, wéi zum Beispill vun deenen dräi Méint, och erageholl ginn.

Dann hate mer nach den Avis vun der Chambre des Métiers, déi sech d'Fro gestallt huet, ob dat hei eng Solution politique wier, déi mer hei géifen huelen, déi dat e bësse méi kritesch gesinn huet, mee dass

et awer par hasard ëmmer emol kéint virkommen, dass zwee Deeg openeefalen. Ech wëll dobäi ënnersträchen: De Punkt ass, wéi ech virdu gesot hunn, dass dat eent fix Feierdeeg sinn an dat anert Feierdeeg sinn, déi net op engem festen Datum leien.

Duerno hu mer déi verschidde Positione gekuckt. Mir hunn och elo verschidde Cas-de-figures. Mir hunn ..., wann zwee Deeg ..., wa Leit op deem Dag schaffen, wou de Feierdag erfält, wéi do d'Dispositione sinn, wéi déi dann erageholl ginn, dass deen deen Dag, wou e schafft, zegutt huet plus dann och nach eng Kéier deen Ausfall, deen en huet. Mir hunn d'Situatioun vun deene Leit, déi net géifen drop schaffen. Déi hu jo deen ee Feierdag, esou wéi en erfält, an deen anere kënne se innerhalb vun dräi Méint eranhuelen. An da muss een och nach eng Kéier soen, dass et och Leit gëtt, déi do nëmme hallefdaags schaffen, well déi nëmme Kontrakter hunn, déi op hallefdaags ginn, wéi och do déi Kompensatioun géif gemaach ginn.

Dat sinn déi Positionen, déi mer festgehalten hunn, déi och elo deemtsprechend am Gesetz agefouert gi sinn, a woumadder et, wann ech richteg gekuckt hunn, awer elo nach wäert méi wéi zéng Joer daueren, bis dat do nach eng Kéier geschitt, well duerch d'Schaltjore kënn jo och ëmmer eng Verschiebung all véier Joer vun deenen Deeg. Mee da misst déi Problematik awer och definitiv am Code du travail gekläert sinn, fir dass een net méi drop zréckkënn.

Dat gesot, nach eng Kéier alleguerten de Kollege villmools merci fir déi konstruktiv Aart a Weis. An och versprach: Dat dote maache mer net méi op déi doten Aart a Weis, dass mer dat esou séier maachen. Mee et war dës Kéier am Interêt vun de Salariéen a vun de Betriber, dass jiddweree weess, wat d'Rechtslag ass mat dësem 9. Mee. Villmools merci. An ech ginn dann och, Här President – ech huelen dann eng Sekonn vun där anerer Zäit –, den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Spautz, och fir Ären exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

### Discussion générale

**M. André Bauler** (DP) | Jo, merci, Här President. Och wann ech heihinner kommen, wëll ech Iech direkt soen, dass et net ze laang wäert maachen. Ech wollt Iech jiddefalls Merci soen, dass Dir an eiser aller Numm dem Rapporteur Merci gesot hutt.

*(Hilarité)*

Datt zwee Feierdeeg op dee selwechten Dag falen, ass eng Situatioun, déi sou rar virkënn, dass se bis ewell nach net gesetzlech gereegelt war. Haut leee mer also fest, dass kee Feierdag verluer geet, mee dass deen zweete Feierdag mat engem zousätzleche Congésdag soll kompenséiert ginn.

Feierdeeg sinn nämlech net nëmme Deeg, op deenen net geschaff gëtt, also aarbechtsfräi Deeg, mee si hunn dacks eng symbolesch Valeur. Si ërennen eis un Evenementer, déi eng Gesellschaft kollektiv erlieft huet oder déi sech aus der kultureller oder reliéisier Geschichte vun engem Land erginn a vu Bedeutung sinn oder als ërennerungswierdeg empfונnt ginn.

Christi Himmelfahrt oder „Christi-klamm-op“, wéi verschidde Lëtzebuurger soen, fält wéinst dem variablen Datum vun Ouschtere vu Joer zu Joer op en aneren Datum. Et ass en ale Feierdag, deen eebe 40 Deeg no Ouschtere stattfënn.

Den 9. Mee ass e gesetzleche Feierdag, deen 2019 vun der leschter Regierung agefouert gouf. Dësen Dag ërennt un d'Deklaratioun Schuman vun 1950, déi eng éischte Kéier eng enk Zesummenaarbecht tëschent den europäesche Länner virgezechent huet. Den 9. Mee gëllt domadder souzesoen als „Grënnungsdag“ vum Europa, wat mir haut kennen, an deem mir haut liewen. Als Grënnungsmitglied vun der Europäescher Gemeinschaft huet Lëtzebuerg der EU vill ze verdanken, virun allem eise Wuelfstand, eis Sécherheet an eis Beweegungsfräiheet. Aus dëser Iwwerzeegung eraus huet déi lescht Regierung ënner dem deemolege Premier- a Staatsminister Xavier Bettel, engem bekennenden Europäer, den 9. Mee zum Feierdag gemaach.

**M. Fernand Etgen** (DP) | Très bien!

**M. André Bauler** (DP) | Dës Entscheedung soll awer net derzou féieren, dass de Leit dëst Joer en anere Feierdag, nämlech Christi Himmelfahrt, verluer geet. All Feierdag huet eebe seng eege Bedeitung a säin eegene Wäert. An dofir soll dës Gesetzesprojet jo dann haut vun eis gestëmmt ginn.

**Une voix** | Très bien!

**M. André Bauler** (DP) | Dat gesot, ginn ech natierlech gären den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet a soe Merci fir d'Opmierksamkeit.

**M. Fernand Etgen** (DP) | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Bauler. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Haagen.

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Merci, Här President. D'LSAP-Fraktioun gëtt den Accord zu dësem Projet de loi, dee vum fréieren Aarbechtsminister, dem Här Engel, deposéiert ginn ass an deen d'Problematik natierlech och léist mat deenen zwee Feierdeeg, wa se op een Dag falen. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Très bien, Här Haagen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Engelen.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Jo, merci, Här President. Ech wëll dem Här Marc Spautz dann en häerzleche Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport zu dësem „Turbogesetz“, wann een esou wëllt soen. Ech hoffe jo net, dass et ëmmer virkënn. Den Här Spautz huet et jo gesot: Et war ausnamsweis am Sënn vun der Saach.

Ech mengen, et muss jo och iergendwéi Rechtssécherheet do si fir d'Leit dobaussen. An dat kann ee jo net besser maache wéi am Ufank vum Joer mat dësem Gesetz hei. Ech mengen, dat ass jo ganz kloer, well am Ufank vum Joer gi jo déi eenzel Congésdeeg festgeluecht an och de Betrib muss dat jo kënnen organiséieren.

Erlaabt mer awer vläicht eng ganz kleng Remark zum Schluss vu menger Interventioun. Wéi deemools de Feierdag agefouert ginn ass, do hu mir virgeschloen, mir sollten et den 10. Oktober maachen. Dann hätte mer dee Problem haut net gehat. Mee dat gesot, wollt ech awer drop opmierksam maachen, dass et och dat deemools gesot hunn. Dat wier jo dann d'Journée de commémoration. Dann hätte mer dat du gehat, da wier dee Problem haut net komm.

An an deem Sënn ginn ech den Accord vun der ADR zu dësem Gesetz an ech soen dem Här Spautz nach eng Kéier Merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Engelen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här François Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Här President, ech wollt dem Här Spautz Merci soe fir säi Rapport.

*(Hilarité)*

An och wann haut kee Feierdag ass, stëmme mer dat Gesetz mat.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Bausch. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Här President, dat weist, dass et méi einfach wär, wann all d'Feierdeeg no engem gereegelte Kalenner géife stattfannen an net 40 Deeg no engem aneren Evenement, wat och nach vun iergendengem Moundkalenner erëm ofhänkt. Bon, mir hunn awer elo nach déi Feierdeeg an deemtsprechend ass et wichteg, dass mer hei eng Léisung hunn, déi vläicht dann an deenen nächsten 30, 40 Joer nach eng Kéier gebraucht gëtt. Dofir stëmme mer dat heiten och mat am Interêt vun de schaffende Leit.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Clement. An dann ass et um Här Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Den 9. Mee hu mer dann dëst Joer de Christi-klammop-/Europadag.

*(Hilarité)*

A well dat esou ass, dass zwee Feierdeeg openeentrefen, ass eeben een zousätzlechen Dag, deen a Congé verwandelt gëtt, deen innerhalb vun dräi Méint ze huelen ass. Et ass also net esou, dass e Congésdag einfach esou bäikënn, mee et ass e Feierdag, deen an e Congésdag verwandelt gëtt.

Dozou dräi kuerz Bemierkungen: Déi eng ass – den Här Spautz huet et gesot –, dass mer a ganz séierem Tempo do derduerch gaange sinn, wat awer an dësem Fall, mengen ech, richteg war, fir Sécherheet ze ginn de Salariéen an awer och den Entreprises, wat op se duerkënn. Duerfir ass et och wichteg, dass mer dat hei elo votéieren.

Déi Remark mat deenen dräi Méint huet eigentlech dorobber ofgeziilt, dass et awer zwee Regimmer gëtt: deen ee vun der Fonction publique, wou deen Dag einfach bäigesat gëtt, an dee vun de Salariéen, de Privatgestallten, déi en innerhalb vun dräi Méint mussen huelen. Dat ass e klengt Hoer an der Zopp, mee mer loossen et an dësem Fall dann och do, wou et ass, nämlech an der Zopp, a waarden drop, dass endlech d'Congésdeeg eropgesat gi vu 26 op 30 an dass mer endlech eng Kéier eng sechste Congéswoch kréien.

Merci.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Baum.

An dann ass et elo un der Regierung.

### Prise de position du Gouvernement

**M. Georges Mischo**, Ministre du Travail | Merci, Här President. Ech wollt de Membere vun der Kommission och nach eng Kéier e grouse Merci soe fir déi Flexibilitéit, déi se un den Dag geluecht hunn, fir dat doten esou séier wéi méiglech kënnen ze evakuéieren. An ech mengen, et ass soss alles gesot ginn. Och dem Rapporteur nach eng Kéier villmools merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Voilà, d'Diskussioun ass also elo ofgeschloss.

An dann, éier mer zum Vott kommen, erënneren ech wéi üblech drun, datt Der Tech misst aloggen, wann Der wëllt matstëmme. An dat wär gutt, wann Der géift matstëmme.

Sou, da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8266. Den Text steet am Document parlementaire 8266<sup>o</sup>.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 8266 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. D'Votes par procuration sinn och gemaach. An de Vott ass dann heimat ofgeschloss.

D'Resultat ass dat follgend: Jo-Stëmme: 59, Nee-Stëmme: keng, an Abstentiuon: keng. De Projet de loi ass also mat 59 Jo-Stëmme eestëmmeg ugeholl ginn.

*Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8266 est adopté à l'unanimité des 60 votants.*

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat also esou decidéiert.

### **10. 8161 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française concernant l'échange et la protection des informations classifiées, fait à Paris, le 1<sup>er</sup> juillet 2022**

### **8162 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lituanie concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Bruxelles, le 7 décembre 2020**

Mir kommen elo zum Projet de loi 8161, engem Accord tëscht Lëtzebuerg a Frankräich, an zum Projet de loi 8162, engem Accord tëschent Lëtzebuerg a Litauen, béid iwwert den Austausch an de Schutz vu

géigesäiteg klassifizierten Informatiounen. D'gemeinsam Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet zéng Minutten, déi jeeweileg Sensibilitäten a Fraktiounen fënnf Minutten, d'Regierung huet zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Christophe Hansen, den Här Yves Cruchten, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Sam Tanson an den Här Sven Clement.

Ech krut virdru gesot, datt verschidde vun de Riedner net onbedéngt misste schwätzen. A wa se net géife schwätzen, géif dat heeschen, datt se den Accord vun hirer Fraktioun oder Sensibilitéit géife ginn, wat eng positiv Haltung zu eiser Zäitorganisatioun ass. D'Wuert huet also elo de Rapporteur vun deenen zwee Projet-de-loien, den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

#### **Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région**

**M. Gusty Graas** (DP), rapporteur | Merci, Här President. Mir liewe leider an enger Welt vun enger gewëssener Onsécherheet. Mir stellen all Dag permanent Konflikter fest, sief dat um militäresche Plang; mir hunn terroristesch Uuschléi; déi organiséiert Kriminalitéit hält ëmmer aner Dimensiounen un; an da gëtt et och d'Industriespionage an dann déi nei, modern Waff, dat ass jo déi sougenannte „Cyberattack“. Et heescht also da besonnesch an deenen demokratesch gesënnte Länner, Preventiounen festzehalen, fir all déi Attacken kënnen awer dee Moment ze evitéieren.

Dowéinst gëtt et schonn zënter méi Laangem eng Rei vun Accorden, fir sougenannte klassifizéiert Informatiounen auszetauschen. Dat heescht, hei geet et ëm de Schutz vu vitalen nationalen Interesse vun deenen eenzelne Staaten. Duerfir muss och versicht ginn, datt wichteg Informatiounen net einfach kënnen esou divulgéiert ginn, a fir datt net aner Staate kënnen versichen, eenzel Staaten ze destabiliséieren. A jee no Grad vun deenen Informatiounen ginn och da gewësse Kategorië festgehale.

Et ass och nach vläicht hei ze bemierken, datt et awer och spezifesch Informatiounen gëtt, déi engem spezielle Protektiounsregimm ënnerleien, da schwätze mer vun engem sougenannte multilaterale Kader. Ech nennen hei d'NATO. Ech nennen natierlech och d'Europäesch Unioun. An an deenen eenzele Länner gëtt et dann awer erëm eng kéier spezifesch Gesetzer, fir am Fong geholl och eng Base légale ze schafen, fir datt deen Informatiouns Austausch do ka stattfannen. Hei zu Lëtzebuerg ass dat d' modifizéiert Gesetz vum 15. Juni 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité.

Op Basis vun dësem Gesetz gëtt et hei zu Lëtzebuerg u sech véier Kategorië vun Informatiounen. Dat heescht fir d'éischt emol déi, déi streng geheim sinn, da sinn et déi, déi geheim sinn, da sinn et déi, déi vertraulich sinn, an dann och déi, déi enger limitéierter Verdeelegung ënnerleien.

Et dierft wuel keen iwwerraschen, datt déi Informatiounen, déi streng geheim sinn, datt déi just vun de Membere vun der Regierung, vum Chef d'état-major vun der Arméi respektiv vum Direkter vun Geheimdéngscht souwéi och eenzele Fonctionnaire kënnen natierlech agesi ginn.

Do gëtt et natierlech eng ganz spezifesch Prozedur, op déi ech elo am Detail net wäert agoen.

Haut stëmme mer zwee Accorden. Deen een ass mat Frankräich, deen aneren ass mat Litauen. Mat Frankräich ass elo vläicht e bëssen den éischte Moment lichter iwwerraschend, well ee seet: Ma wéi ass et da

méiglech, datt mer mat deem Land nach keen Accord ënnerschriwwen hunn? Dat stëmmt awer nëmme zum Deel. Mir hu selbstverständlech mat Frankräich schonn eng kéier esou en Accord ënnerschriwwen, an dat war am Joer 2004. Mee vu datt Frankräich entretemps hir Legislatioun ugepasst huet, mussen och eis Accorde mat hinnen nei verhandelt gi respektiv och dee Moment zréckgehalen.

Ech behandelen elo am Fong geholl déi zwee Gesetzesprojeten och hei zesammen aus deem ganz einfache Grond, well se inhaltlech u sech dat selwecht erëmgin, soudatt et a sech net noutwendeg wär, dann zweemol getrennt iwwert déi eenzel Projet-de-loien ze schwätzen.

Dës Projet-de-loie respectivement den Inhalt dervu sinn natierlech och direkt liéiert un de Geheimdéngscht hei zu Lëtzebuerg. Dat erkläert och, firwat, wéi mer déi Projeten an der Kommissioun presentéiert respektiv och diskutéiert hunn, datt do och Membere vun Geheimdéngscht natierlech uwiesend waren. Just entre parenthèses: De Geheimdéngscht besteet zënter 1960 hei zu Lëtzebuerg.

Wat wichteg ass an deem Accord, dat ass, datt déi jeeweileg Parteie sech dozou verpflichten, u sech déi ausgetoschen Informatiounen op deem selwechten Niveau ze behandelen an deenen zwee verschiddene Länner.

Da ginn natierlech och gewësse Reegelen opgestallt, wat d'Reproduktioun an d'Zerstéierung vun deenen Informatiounen ubelaangt. Wat och wichteg ass ze ënnersträichen, ass, datt déi Informatiounen nëmme kënnen um diplomatesche Wee ausgetosch ginn. Et ass also net esou, datt een dat dann iwwer, wéi mir dat jo esou reegelméisseg maachen, eng E-Mail oder sou ..., esou einfach ass et natierlech net. Ech mengen, dat ass ganz kloer, datt do scho mussen extreem streng Reegele gëllen.

Ech wëll och dann hei drun erënneren, datt déi zwee Projete keen Impact op de Staatsbudget hunn. Bis elo sinn eng ronn 31 Accorden esou mat enger Rei Länner ënnerschriwwen ginn. An d'Absicht vun der Regierung ass, fir doriwwer eraus natierlech och nach mat Länner aus der Europäescher Unioun, wou mer nach keen esou en Accord hunn, dann esou Accorden ze ënnerschreiwen. A firwat och net mat Länner, déi net onbedéngt Member vun der Europäescher Unioun sinn. Ech denken hei natierlech virun allem an éischter Linn un NATO-Memberstaaten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi zwee Accorde goufen de 24. Februar 2023 vum fréieren Ausseminister, vum Här Jean Asselborn, hei deposéiert. An den 21. Dezember gouf de President vun der aussepolitichescher Kommissioun dann och zum Rapporteur vun deenen zwee Gesetzesprojeten hei designéiert.

Dann nach e Wuert vläicht iwwert d'Avisen. Déi zwee Avisen vum Conseil d'État si vum 21. Juli 2023 respektiv 10. Oktober 2023. Zum Fong hat u sech déi héich Kierperschaft näischt zu deenen zwee Projeten ze soen. Ech wëll allerdéngs op een Aspekt nach hei hiweisen aus dem Avis vum Staatsrot (ndlr. aus dem Avis vum Staatsrot zum Accord mat Frankräich). Dee betrëfft den Artikel 16.2., „deesäit zum Beispill vir, datt „en tant que de besoin, les [...] Autorités de sécurité compétentes des Parties se consultent au sujet des aspects techniques spécifiques concernant l'application du présent Accord.“ De Conseil d'État huet dorauer beschloss, well et sech dann nëmme ëm technesch Mesüeren handelt, datt déi u sech net méi misste vun der Chamber approuvéiert ginn, mee se missten awer am Journal officiel publizéiert ginn.

D'Avisen vun der Chambre de Commerce, déi datéiere vum 18. Abrëll 2023 respektiv 25. Abrëll 2023. An

zweemol hat och d'Chambre de Commerce déi Projet-de-loien approuvéiert.

Wat elo d'Commentairé vun den Artikelen ubelaangt, sou hu mer als Kommissioun eng Remark ze maachen. U sech bestinn déi zwee Gesetzesprojete just aus engem eenzegem Artikel. Da bräichte mer u sech nëmmen e Commentaire zu engem eenzegem Artikel ze maachen. Mir waren allerdéngs der Meinung, wéinst der Transparenz a fir awer och e bësse méi den Inhalt no bausse bekannt ze maachen, datt een awer och de Commentaire des articles aus dem Exposé des motifs zu dem Accord selwer géif iwwerhuelen. Ech ginn natierlech elo net op déi eenzel Artikelen hei an, mee et ass awer wichteg, datt an deem Projet de loi dann och emol den Inhalt vum Accord méi bekannt gemaach gëtt.

Ech wëll drop hiweisen, datt zum Beispill den Accord mat Litauen 13 Artikelen hat, an dee mat Frankräich, deen hat der 17.

Just, ëm wat ass et inhaltlech do gaang? Ganz kuerz déi wichtegst Theemen hei nach eng Kéier an Erënnerung bruecht: d'Sécherheetsprinzipien an d'Äquivalenzen zwéischent deene verschiddene nationale Klassifikatiounen, awer och d'Visite vun den Echangingen, well, wéi gesot, och do kënnen déi Länner mutuel Visite maachen, fir ze kucken, wéi d'Entwécklung vun dem Echange vun deenen Informatiounen ass.

Voilà. Déi zwee Rapporte goufen eestëmmeg de leschten 8. Januar ugeholl. Ech weess, dat hei ass elo e bësselche méi en technesche Projet, mee en ass awer mat Sécherheet net onwichtig, well et geet hei virun allem och ëm d'Sécherheet a vital Interesse vun eisem Land. An ech géif jo dovun ausgoen, datt keen heibannen ass, deen dat wëll a Fro stellen.

Dofir bréngen ech och ofschléissend den Accord vun der Demokratescher Partei a soen Iech Merci fir d'No-lauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Graas, fir Äre mëndlechen a schrëftleche Rapport.

An d'Wuert huet elo den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Christophe Hansen.

### Discussion générale

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. An de Rapporteur Gusty Graas war immens komplett. Dat erlaabt mir dann och, immens kuerz ze sinn.

Ech mengen, déi zwee Gesetzestexter, déi mer hei haut stëmmen, sinn immens wichteg. Et geet hei ëm déi national Sécherheet, zum Beispill bei Menacé vun Terrorismus, bei Cyberkriminalitéit, Proliferatioun vu Waffen an änleche Bedroungen. Et geet ëm eng verbessert international Zesummenaarbecht an enger méi vernetzter Welt tëschent verschiddene Länner. An et geet natierlech och ëm d'Optimisatioun vu Ressourcen. Well wann Experten esou Donnéeën, déi klassifizéiert sinn, mussen traitéieren, wa se dat op béide Säite vun enger Grenz mussen maachen, kascht dat natierlech méi Ressourcé vun dem Point de vue Ressource humaine, awer och vun der Aarbecht. Dat heescht, et ass zwar hei elo käschenneutral, wat mer votéieren, mee et spuert awer och Käschen. An ech mengen, dat ass wichteg, eng Kéier ze ënnersträichen.

Mir wäerte bei Krisen a Menacen, wéi ech se genannt hunn, méi reaktiv kënnen sinn a besser anticipéieren kënnen. Dat erlaabt eis och, Risiken ze minimiséieren. An dat kann am schliëmste Fall dann eeben och, oder am beschte Fall, Liewe retten. An dofir sinn dat heiten zwee wichteg Texter, déi mer da wäerten ofstëmmen.

Ech mengen, déi Ofkommessen, déi zwee, sinn awer och en Zeeche vun engem staarke géigesäitege Vertrauen tëschent Länner. An ech mengen, et ass och e Beweis, dass eis Diplomatie funktionéiert. An dofir kann d'CSV hei och mat zwou Hänn mat ënnerschreiwelen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Hansen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Yves Cruchten. En huet mir matgedeelt, e misst net onbedéngt dozou schwätzen, dat géif awer heeschen, datt den Accord vun der LSAP-Fraktioun ofgeséichert wier.

Dann huelen ech den nächsten ageschriwwene Riedner, dat ass den Här Fernand Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. E puer Kommentare vun eiser Säit vläicht. Dat éischt ass, datt mer eis scho méi dacks gewonnert hunn, wéi laang et dauert, bis esou Accorden dem Parlament virgeluecht ginn.

Mir haten am Joer 2016 eng Nott kritt aus dem Staatsministère, datt den Accord mat Litauen „en voie de finalisation“ wär „en 2016“. 2016 hu mer dat gesot kritt, 2020 ass en dunn ënnerschriwwen ginn. 2023 ass en an de legislative Prozess komm an 2024 hu mer en elo hei leien. Dat ass ganz laang.

An deemools krute mer och gesot, et wär mat Italien, Malta, Rumänien an Ungarn, déi wäeren och ... Ech weess elo net, wou déi dru sinn. Mee d'Fro ass net nëmmen, ob mer elo geschwënn do sinn, wou mer hiwëllen, nämlech datt mer mat all NATO-Staat an all EU-Staat esou en Accord hunn, mee och, wéi déi Delaie sinn, datt dat vläicht ka méi séier goen. Mir liewen an enger onsécherer Welt, och aner Kolleegen hunn dat gesot, a mir wäeren op jidde Fall frou, wann déi Aarbechte kéinte séier virugeen.

Eng zweet Bemierkung betrëfft déi Habilitations de sécurité. Fir d'nächst Kéier, wa mer eng Plenièere hunn, huet d'ADR eng Question élargie gestallt. Den Här Frieden ass dann d'nächst Kéier do, Enn Januar, da wäerte mer doriwwer schwätzen.

Et ass eis Suerg, datt déi Habilitations de sécurité net deem Niveau entsprechen, dee se missten hunn. Mir haten och schonn e puermol dem Här Staatsminister – dat war dunn an der Vergaangenheet den Här Bettel – eng Question parlementaire gestallt. Den Här Bettel huet eis geäntwert, datt hien déi Suergen net géif deelen. Mir hu se awer nach a mir wäerten elo dem neien Här Staatsminister och déi Froe stellen, och mat eiser Argumentatioun. Et ass fir eis ganz wichteg, datt Lëtzebuerg e kredibele Partner ass an datt déi Habilitations de sécurité esou ausgestallt kënnen ginn, datt se effektiv och zuverlässeg eng gewësse Sécherheet kënnen bidden.

Deen drëtten Punkt ass de Kommentar zum Staatsrot, dee mer gesinn hunn an deem Gesetz, wat eis mat Frankräich elo esou en Accord gëtt. Den Här Graas hat doriwwer geschwat. An do ass eigentlech gesot ginn, datt den Artikel 37 vun der Verfassung géif virgesinn, datt eebe just – an dat ass och richtig esou, mir haten en Avis juridique virun e puer Joer gehat am Kader vun der Defense – Accorden net der Ratifizierung vun Parlament hu misse virgeluecht ginn, déi reng en Echange vun techneschen Donnéeë géife betreffen, zum Beispill d'Telefonnummere vu verantwortleche Beamten an iergendengem Dossier. Sou Saache brauchen natierlech net am Parlament behandelt ze ginn. Alles anescht awer schonn!

Elo ass et awer esou, datt deen Artikel 37 an där Form net méi existéiert, well mir haten an der Tëschenzäit eng Verfassungsrevisioun. Am Artikel 46, deen elo d'Traitée concernéiert an där neier Verfassung, feelt ee wichtege Saz an eisen Aen, deen am Artikel 37 vun där fréierer Versioun vun der Verfassung awer do war, an dee Saz ass: „Les traités secrets sont abolis.“ Esou huet et fréier geheescht an der Verfassung. An eisen Ae vollkommen zurecht. An där neier ass dee Saz net zréckbehale ginn, wat mir bedauern.

Elo ass et awer esou, datt domadder och eng Rei Konsequenze kënnen verbonne sinn, an et ass natierlech d'Interpretatioun, wéi och de Staatsrot gesot huet, datt an Zukunft och weider alles soll dem Parlament virgeluecht ginn, ausser deene ganz techneschen Accorden.

An d'Fro un d'Regierung ass natierlech: Ass dat och d'Intentioun vun der Regierung, fir weiderhin all Accord, egal wéi en heescht, ob dat e Mémoire d'entente ass oder en Traitée oder soss iergendene internationalt Offkommes, wéi et och d'Jurisprudenz preziséiert, dem Parlament zur Ratifizierung virzeleeën? Wa jo, an dat hoffe mer jo, datt dat d'Linn vun der Regierung ass, dann ass natierlech och d'Fro un d'Regierung: Gëllt dat dann an Zukunft och fir d'Programmes indicatifs de coopération, déi bis elo, an eisen Ae fälschlecherweis, net dem Parlament virgeluecht goufen, wou mir awer ëmmer insistéiert hunn als ADR, datt mer och déi Accorde mussen hei an der Plenièere kënnen diskutéieren en vue vun enger Ratifizierung, sou wéi all aneren internationalen Accord och?

Dat ass eng Fro, déi mer alt bei dëser Geleeënheet dann och un d'Regierung wëlte riichten, a mir soe villmools Merci fir d'Antwort. Mir droen als ADR selbstverständlech och déi zwee Accorde mat. Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Kartheiser. Wann ech richtig verstanen hunn, wëllt d'Madamm Tanson d'Wuert elo net huelen. Dat heescht dann och, datt si den Accord vun der grénger Sensibilitéit ginn hätt, wa se geschwat hätt. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass dann den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Ech probéieren, et ganz kuerz ze maachen. A viwech: Mir ginn den Accord fir déi zwee Texter. Ech mengen, datt et ganz kloer ass, datt mer eis do mussen mat eise Partner concertéieren an och eis mat eise Partner mussen eens sinn, wéi mer dat géigesäiteg maachen, wann et ëm de Geheimnisschutz geet.

Elo maachen ech awer e bëssen deen nammlechte Constat wéi mäi Virriedner. Mir hunn an e puer Question-parlementairen an der Vergaangenheet ëmmer rëm déi „security clearances“, wéi se genannt ginn, kritesch begleet, well eeben och schonn an der internationaler Press awer doriwwer geschwat gëtt a Lëtzebuerg u sech do ëmmer mat engem bloen Aen ewechkënn.

Et gëtt ëmmer erëm, ënner anerem och elo rezent an der europäescher Press, awer och schonn an der Lëtzebuergescher Press, doriwwer geschwat – „Reporter“ huet do ënner anerem zitéiert –, a souguer d'Regierung huet an engem Projet de loi, nämlech am 7741, gesot, datt d'ANS (ndlr: Autorité nationale de sécurité) zum Beispill op verschidden Datebanke wéi de Fichier central – do fillt ee sech dann op eemol rëm fënnf Joer méi jonk – keen Accès méi hätt. An – an dat ass da ganz witzeg – an den Amendementen zum Projet de loi 7741 steet dann dran, vun der Regierungshand geschriwwen, datt déi ANS, déi mam Gesetz 6961 – nach ëmmer um Instanzewee zënter 2016! – ze kreéiere wär,

da rëm géif Accès kréien, well mer et an deem Gesetz géife verankeren.

Jo, mir hunn dat Gesetz awer nach ëmmer net gestëmmt! Dat heescht, mir hunn nach ëmmer esou e Couac dran, datt dat eent Gesetz zwar een Accès rëm erméiglecht, dat anert Gesetz awer nach net gestëmmt ass, wat deem Accès operationaliséiert, sou datt zumindest en Deel vun deene Kritikpunkten, déi u Lëtzebuerg erugedroe gi vun der internationaler Press, fir mech net ausgeraumt sinn.

An deementspriedend sinn ech frou, wann d'Regierung do nach eng Kéier wäert an deenen nächste Woche kloer Stellung huelen. Mir waarden op alle Fall mat Nodrock drop, datt och dat ANS-Gesetz weidergeet um Instanzewe. Ech stelle just fest, datt do scheinbar keng Prioritéit ass, well wann dat zënter 2016 do läit an nach ëmmer do läit ...

(Interruption)

... dann ass dat net ganz, ganz séier. Déi lescht Amendement vum der Regierung si vum 25. Abrëll 2023.

Dat gesot, dat hunn ech scho virdu gesot, gi mir eisen Accord fir dee Projet hei, fir déi zwee Projeten. Nichtsdestotz wär et awer gutt, wa mer och géifen eis Hausaufgabe maachen an net nëmmen eis Accorde géife stëmmen, mee och géifen déi Security Clearances rëm op e stabilt Fundament setzen.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler**, Président | Domadder ass d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss an d'Regierung huet d'Wuert.

### **Prise de position du Gouvernement**

**M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Merci, Här President. Ech soen dem Rapporteur Gusty Graas Merci. Ech mengen, e war a sengem Rapport méi wéi kloer.

Ech wëll mech hei net améschen an d'Aarbecht vun der Chamber, mee ech wëll just drun erënneren, dass et och Revendicatioune vu Primmen et cetera, et cetera gi sinn, déi d'Saache mat an d'Längt gezunn hu bei verschiddeenen Texter. Ech ginn elo net an den Detail, Dir wësst ganz genau, vu wat ech schwätzen.

Déi zweet Saach ass: Et gétt och e Contentieux! Dofir ginn ech och net op de Fong an. Mee ech si selbstverständlech frou, als fréiere Responsabele vun der ANS, wann dat neit Gesetz esou séier wéi méiglech gestëmmt ka ginn, mee ech sinn net méi responsabel iwwert deen Dossier.

Dofir beschränken ech mech op deen heite Punkt, fir just dem Rapporteur Merci ze soen a fir och ze soen, dass et selbstverständlech wichteg ass, mat Partner en Echange ze hunn an och Vertrauenspartner ze sinn. Wa mer keng Vertrauenspartner wieren, géifen d'Leit och net mat eis Accorden ënnerschreiwene, dat wëll ech och just soen. Mee mir sinn och nach net fäerdeg, well hei ass d'Informatioun ...

(Brouhaha)

Ass de Kaffiskränzche fäerdeg hei oder net?

(Coups de cloche de la présidence)

**M. Claude Wiseler**, Président | Also, wann Diskussiounen sinn, géif ech bieden, déi dobaussen ze féieren. Ansonst lauschtere mer dem Ausseminister no, deen d'Wuert huet.

(Interruptions)

**M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Just ... Nee, mee et ass kee Problem, de Stater Schäfferot hat eng wichteg Reunoun.

(Hilarité)

**M. Claude Wiseler**, Président | Här Ausseminister, zum Sujet.

**M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Just, Här President, et ass wichteg, dass mer net hei d'Gefill ginn, mir wiere kee vertrauensvolle Partner, soss géife mer och net haut déi zwee Texter stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech soen der Regierung Merci.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung vun de Projets de loi, well d'Diskussioun ofgeschloss ass. Mir haten zwar eng gemeinsam Diskussioun iwwert déi zwee Gesetzestexter, mussen awer selbstverständlech zwee separat Votte maachen.

An déi éischt Ofstëmmung geet iwwert de Projet de loi 8161. Deen Text steet am Document parlementaire 8161<sup>3</sup>.

### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 8161 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt un. De Quorum ass erreecht. Mir kommen zum Vote par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass dat folgend: Jo-Stëmmen: 58, Nee-Stëmmen: 2, a keng Enthaltung. De Projet de loi ass also mat 58 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch (par M. Meris Sehovic), Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

*Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8162. Den Text steet am Document parlementaire 8162<sup>3</sup>.

### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 8162 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt un. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass dat folgend: Jo-Stëmmen: 57, Nee-Stëmmen: 2, a keng Enthaltung. De Projet de loi ass also mat 57 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch (par M. Meris Sehovic), Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

*Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

## **11. Heure d'actualité du groupe politique déi Lénk au sujet du conflit au Proche-Orient**

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert de Konflikt am Noen Osten, déi déi politesch Sensibilitéit déi Lénk ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chamberreglement festgehalten an d'Riedezäite sinn déi folgend: Den Auteur vun der Aktualitéitsstonn huet zéng Minutten, jiddwer Fraktioun a Sensibilitéit huet jeeweils fënnf Minutten, d'Regierung huet fofzëng Minutten. Et hu sech elo schonn ageschriwwen: déi Häre Christophe Hansen, Gusty Graas, Yves Cruchten, Fernand Kartheiser, d'Madamm Sam Tanson an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo den honorabelen Här David Wagner als Vertrieeder vun der politescher Sensibilitéit déi Lénk. Här Wagner.

### **Exposé**

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci villmools, Här President. Zanter de mäerdereschen a grujelege Krichsverbrieche, déi d'Hamas géint eng 1.200 Zivilisten, also géint eng 900 Ziviliste plus 300 Membere vun de Sécherheetsdängschter, am Süde vun Israel de 7. Oktober begaangen huet a wouropshin och eng 700 Geisele festgeholl goufen, wouvunner der en Deel fräi gelooss goufen, huet déi humanitär a mënschlech Situatioun am Noen Oste katastrophal Proportiounen ugeholl.

Doropshin huet Israel eng militäresch Offensiv gestart, déi e katastrophaal Ausmooss ugeholl huet. Et ass schwéier ze soen, wéi vill Leit an der Gazasträif bis elo der israellescher Arméi zum Affer gefall sinn, well souwuel d'Press wéi och d'ONGen an d'UNO-Agencen net richtege schaffe kënnen oder beschoss ginn. Mee et kann een dervunner ausgoen, datt wéinstens

23.000 Leit, dorënner ëm déi 10.000 Kanner, ermuert gi sinn an eng 60.000 verwonnt.

Mee net nëmmen dat! Fir déi, déi net ënnert de Bomme stierwen, do suergt de Staat Israel derfir, d'Gazasträif onliefbar ze maachen, andeems Schoulen, Spideeler, Drénkwaasser, Liewensmëttel, Medikamenter an all wieweswichtig Infrastrukturen zerstéiert ginn. D'israelesch Regierung erklärt, dat wär alles wichteg, fir d'Hamass ze zerstéieren.

Mee et gëtt vum Dag zu Dag méi kloer, datt de Krich géint d'Hamass zum Virwand geholl gëtt, fir d'Palästinenser aus Gaza ewechzedreiwen. Méi wéi eng Kéier hunn héichrangeg Regierungsmembere vun Israel kloergestallt, d'Palästinenser wiere „menschlech Déieren“. Esou de Verdeedegungsminister Joaw Galant oder de Sécherheitsminister Itamar Ben-Gvir oder och de Finanzminister Bezalel Smotrich, déi der Meenung sinn, et wier besser, d'Palästinenser géifen hir Heemecht verloossen. Net ze vergiessen de Premierminister Benjamin Netanjahu, deen och d'Aalt Testament zitiiert, fir e Masseurd ze justificéieren.

Natierlech sinn esou Aussoen net representativ fir déi gesamt Bevëlkerung an Israel a bestëmmt och minoritär. A genauou wéineg, wéi et falsch ass, déi palästinensesch Bevëlkerung mat der Hamass gläichzestellen, esou wéi déi israelesch Regierung et mécht, ass et falsch, d'Judde mam israelesche Staat gläichzestellen, iwwerhaapt israelesch Bierger mat hirem eegeen Staat gläichzesetzen.

En anere Feeler, deen een net begoe soll, ass, eng Symmetrie tëscht den zwou Partien ze schafen. Mir hunn et hei net ze di mat engem Konflikt tëscht zwéi Staaten, déi an territorialer Konkurrenz wieren an déi iwwer vergläichbar Verdeedegungsmëttel verfüge géifen. Mir hunn et mat enger kolonialer Situatioun ze dinn, wou een dominante Staat, Israel, enger Bevëlkerung, der palästinensescher, d'Recht op Selbstbestimmung verneint. An net nëmme verneint, mee lues a lues, Stéck fir Stéck, déi unerkannte palästinensesch Territoire besidelt. D'Kolonien am Westjordanland sinn net just moralesch verwerflich, mee och juristescht illegal.

Dës Heure d'actualité hate mer de 14. Dezember ugefrot an an der Tëschenzäit huet sech d'Situatioun weiderhi staark entwéckelt. Den Zoufall huet et awer esou gewollt, datt dës Debatt zum richtigen Zäitpunkt stattfënt, nämlech e puer Deeg nodeems den Här Ausseminister sech d'Situatioun op der Plaz ugekuckt huet a sech mat ville Responsabele vun der Palästinensescher Autoritéit, de Vereenten Natiounen an der israelescher Regierung ausgetosch huet. An dës Initiativ ass och ausdrécklech ze begrëssen. Si ass ëmsou méi ze begrëssen, well den Här Ausseminister kloer Wieder geschwat huet an ënner anerem de Stopp vun der Koloniséierung vum Westjordan gefuerdert huet a sech fir en humanitäre Waffestëllstand ausgeschwat huet.

Esou Aussoe sinn net extravagant. Si schreiwe sech an de Respekt vum internationale Recht an, deem sech all Natioun op dëser Welt ze verpflichten huet.

Här President, ech muss awer och zouginn, datt d'Ausso vum Premierminister a sengem Neijoerschinterview op RTL méch relativ staark schockéiert huet. An ech war bei Wäitem net deen Eenzege, deen an deem Fall war.

*(Interruption)*

D'Ausso vum Här Frieden war, ech zitiiere: „Ech verbidde mer total ze jugéieren, wéini ee muss ophale mat reagéieren oder net!“ Ech mengen, Här President, jiddereen, deen e bëssen eppes vum internationale Recht hält, deem mussen d'Ouere spatz gi

bei esou enger Ausso, déi all Form vu kricherescher Aggressioun legitiméiert an d'internationaalt Recht total aushiewelt. Esou eng Ausso dréit och derzou bäi, Lëtzebuerg international ze isoléieren.

Här President, souwuel de Massaker an der Gazasträif wéi och de Fakt, datt Israel zënter iwwer 70 Joer eng illegal Siidlungs- a Besatzungspolitik bedreift, gëtt fir ëmmer méi Leit op der Welt als ondrobar wouergeholl. Dat erklärt och, firwat zanter elo dräi Méint all Woch op der ganzer Welt Solidaritéitsdemonstratiounen stattfannen.

De Versuch vun der israelescher Regierung, dës Demonstratiounen als antisemitesch oder als vun der Hamass manipuléiert duerzestellen, ass gréisstendeels gescheitert. D'Leit loosse sech net beieren. An dat mierkt een zemoos an den USA, wou Milliounen Leit reegelméisseg op d'Strooss ginn, fir hir Solidaritéit mat der palästinensescher Bevëlkerung auszudrécken. Dat sinn dacks jonk Leit, mee net nëmmen. Dat sinn dacks Leit, déi ekonomesch net privilegiéiert sinn. Dat sinn dacks Leit, déi selwer wéinst hiren Originne ënnerdréckt ginn oder goufen, Latäinamerikaner, Natives, Afroamerikaner, Araber an och Judden. An dat gëllt souguer net just fir d'USA.

Zréck bei den Droit international: Dee gëtt et! An e kennt Reegelen, déi fir all Staat gëllen. Allerdéngs ass et esou, datt d'Mënschen am sougenannte „globale Süden“, also Afrika, Latäinamerika oder Asien, ëmmer méi den Androck hunn, d'internationaalt Recht géif ni fir déi räich Länner vun Europa, Nordamerika oder Australien, Japan an eeben och Israel gëllen. A leider gouf dat och an der Vergaangenheet méi wéi eng Kéier bestätegt.

An dat ass de Problem. De Weste gëtt sech gären als moraleschen an zivilisatoresche Kompass vun der Welt, verpflichtet sech a Sonnesrieden der internationaler Rechtsuednung. Mee wann et dréms geet, ass e bereet, seng Interessen ouni Rücksicht ze verdeedegen, a wann et muss sinn, bis an den Hindukusch.

Mee si mer eis sécher, ob de Rescht vun der Welt eis als moraleschen an zivilisatoresche Kompass ugesäit? Ech schwätzen emol net vun de Regierungen, mee vun der Bevëlkerung. Ech mengen net.

An der Politik ass et wéi am Liewen. Et sinn d'Doten, déi zielen, net d'Parolen. A wann d'Doten net folgen, wann d'Hypokrisie iwwerhand hëlt, dann ass et gläich eriwuer mat der internationaler Rechtsuednung. Da komme vläicht och aner opstriedend Welt- oder Regionalmuechten op d'Idi, fir hir Interessen, wann néideg, mat Gewalt duerchzesetzen. An dat ass jo och scho souguer hei an Europa de Fall.

Här President, d'Hamass ass eng reaktionär Organisatioun, an déi meesch Palästinenser wëssen dat och. Déi Organisatioun ass jo eréischt 1987, 1988 entstanden. D'Hamass ass net um Ursprung vun der palästinensescher Befreiungsbewegung. Au contraire! Si ass haaptsächlech vu fortschrëttlechen, net reliéisen an emanzipatoresche Bewegunge gedroe ginn, déi vu Métt léns bis ganz léns gaange sinn. An déi goufe bekämpft. Si goufe bekämpft, an, wat vläicht nach méi schlëmm ass, si goufen diskreditéiert. Zemoos d'Partei vum aktuelle President Mahmoud Abbas a sengem Virgänger, dem Jassir Arafat, also d'Fatah. Si goufen diskreditéiert, well se zu Kompromësser gezwonge goufen, déi vu ville Palästinenser als net akzeptabel ugesi gi sinn, zum Beispill iwwer d'Zusammenaarbecht mat der Besatzungsmuecht. Déi endeemesch a vläicht och gewollte Korruptioun vun engem Deel vun der palästinenseschen Eliten huet och net gehollef.

Datt 2006 d'Hamass d'Wale gewonnen huet an herno och geputscht huet – mee datt se awer d'Wale gewonnen huet, och mat Stëmme vu Chrëschten! –, war

méi e Protestvott géint iwwer enger diskreditierter Féierung. Et hätt kënnen anescht kommen.

Déi katastrophen Situatioun an der Gazasträif ass also net vum Himmel gefall an et soll ee sech hidden ze mengen, d'Hamass wier den natierlechen Ausdrock vun enger réckwäerts gewanter arabescher Populatioun. Ech mengen, si wéilten a Wierklechkeet vun der Hamass befreit ginn, mee si wéilten dat warscheinlech och selwer maachen.

Wien also mengt, d'Hamass kéint ee mat Bomme bekämpfen, deen iert. Et gëtt aner Weeër, fir der palästinensescher Bevëlkerung ze hëllefen, derfir ze suergen, datt den Zyklus vun der Gewalt, deen onnéideg Zivilisten d'Liewe kascht, ophält. Déi bestinn an der Schafung vun engem liefbare Staat a senger voller Integritéit a Souveränitéit an dem Ofbau vun de Siidlungen. An dofir ass an enger éischter Phas e Cessez-le-feu unabdingbar.

An do kommen ech, Här President, dann un d'Enn vum menger Riedezäit. Mir wollten eng Resolutioun an eng Motioun presentéieren. Ech wollt awer just soen: Ech hat e kleng Mëssel elo mam Ausdréck vun der Motioun, déi ech elo awer hei krut.

An ech géif ufänke mat der Presentatioun vun der Resolutioun, eng Resolutioun, déi an Zesummenaarbecht geschriwwen ginn ass mat der LSAP-Fraktioun a mat de Gréngen, déi och vun hinne gedroe gëtt, an ech wollt hinnen och ausdrécklech Merci soen.

Mir hu festgestallt, datt d'Lëtzebuurger Parlament warscheinlech eent vun de wéinegen an Europa ass, dat sech zum Konflikt nach net ausgedréckt huet, obwuel e schonn zanter iwwer zwee Méint amgaangen ass. Ech wëll dofir op d'Haaptlinn vun dëser Resolutioun agoen. An de Considerante gi mer engersäits op dee grauenhaften Attentat vum 7. Oktober am Süde vun Israel an, deen iwwer 1.200 Mënschen d'Liewe kascht huet, wou 3.400 blesséiert goufen an och eeben, wéi ech virdu gesot hunn, 700 Leit entfuert goufen.

D'Resolutioun rífft och dozou op, sämtlech Geiselen direkt fräizeloossen.

Dës Resolutioun wëll och an deem Sënn mat grousser Fermetéit dat terroristescht Attentat vum 7. Oktober condemnéieren.

Genausou ferm wëlle mer déi israelesch Reaktioun an der Gazasträif condemnéieren, déi an eisen Aen an engem Blutbad vun der Zivilbevëlkerung resultéiert.

Mir erkennen dem israelesche Staat dat selwecht Recht wéi all Staat op dëser Welt zou: d'Recht, sech ze verdeedegen. Mee dat Recht, sech ze verdeedegen, schwief net an engem lofleere Raum, mee ass strikt encadréiert vum internationalen an humanitäre Recht. Dat, wat elo an der Gazasträif geschitt, entsprécht deem net. D'Attacken hu bis elo iwwer 23.000 Mënscheliwe gefuerdert, dovunner iwwer 10.000 Kanner. A wéi ech och virdu gesot hunn, kënn derbäi, datt sämtlech iwwerlieweswichtig Infrastrukturen och zerstéiert ginn.

Dat geschitt alles an engem Kontext, wou ranghéich israelesch Regierungsmembere offen zouginn, d'Bevëlkerung vu Gaza op e Minimum reduzéieren ze wëllen.

Dofir soll d'Chamber sech och ausdrécklech fir en direkte Waffestëllstand ausdrécken, all Acteur opfuere, der ziviller Bevëlkerung ze hëllefen an e Friedensplang auszeschaffen, deen op enger Zweestaateléisung baséiert.

Mir géifen dann dofir och de Chamberspresident bidden, dës Resolutioun de kompetenten israeleschen a palästinenseschen Autoritéiten ze iwwerreechen. Voilà, ech iwwerreechen Iech an deem Sënn och eis Resolutioun. Wannechglift.

**Résolution 1**

La Chambre des Députés,

– considérant que, le 7 octobre 2023, le groupe terroriste Hamas a commis un attentat terroriste abject d'une cruauté sans précédent en Israël faisant plus de 1.200 victimes dont une grande partie de civils dont au moins 75 ressortissants étrangers dont des citoyens de l'Union européenne, y compris des actes de torture et des viols ; qu'au moins 3.400 personnes ont été blessées ; que le groupe terroriste Hamas a enlevé, selon les estimations, quelque 200 personnes dont une grande partie est toujours tenue en otage à Gaza ;

– considérant que le 7 octobre 2023 a été le jour le plus meurtrier pour le peuple juif depuis la Shoah et qu'il est à l'origine du plus grand nombre de décès en une seule journée de l'histoire d'Israël ;

– considérant que l'organisation terroriste du Hamas ne représente pas le peuple palestinien ni ses aspirations légitimes ;

– reconnaissant à l'État d'Israël le droit légitime de se défendre, dans des conditions strictes définies par le droit humanitaire et international et en protégeant la population civile des dommages collatéraux de son intervention ;

– considérant la résurgence et l'aggravation de violences par l'armée israélienne et les colons extrémistes en Cisjordanie en parallèle avec l'opération militaire à Gaza ;

– notant avec inquiétude les déclarations convergentes de membres du Gouvernement israélien actuel tendant à qualifier les habitants de Gaza d'« animaux humains » et à vouloir « réduire la population de Gaza à son minimum » ;

– considérant que le Gouvernement israélien a procédé à un siège complet de la bande de Gaza, en coupant notamment la fourniture d'électricité, de nourriture et d'eau sur le territoire ; que les forces de défense israéliennes ont demandé l'évacuation irréalisable d'environ 1,1 million de Palestiniens vivant dans la ville de Gaza et dans le nord de la bande de Gaza vers le sud de la zone ; considérant que les forces armées israéliennes procèdent également à des bombardements de la zone sud ; que la suspension de la fourniture d'électricité, de nourriture, d'eau et de carburant à la bande de Gaza entraîne une nouvelle détérioration grave de la situation humanitaire dans la région ; que selon les autorités palestiniennes, les représailles militaires israéliennes ont depuis causé la mort de plus de 23.000 personnes dont la plupart des personnes civiles ;

– s'interrogeant sur la proportionnalité des interventions militaires israéliennes par rapport aux objectifs déclarés d'éradiquer le Hamas du territoire de Gaza ;

– considérant que la Cour de justice internationale a été saisie en urgence à l'initiative de la République d'Afrique du Sud afin qu'elle statue sur le caractère génocidaire de l'intervention dans la bande de Gaza (entre-temps soutenue par un certain nombre de d'États) et afin qu'elle enjoigne à Israël de suspendre immédiatement ses opérations militaires ;

– vu la résolution adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU en date du 12 décembre 2023 et soutenue par le Luxembourg, réclamant un cessez-le-feu humanitaire immédiat, la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages et la garantie de l'accès humanitaire ;

– vu la résolution du Parlement européen du 18 octobre 2023 sur les attaques terroristes abjectes du Hamas contre Israël, le droit d'Israël de se défendre conformément au droit humanitaire et international et la situation humanitaire à Gaza ;

– rappelant ses motions et résolutions précédemment adoptées et son soutien à la solution dite « à deux États » ;

– condamne avec la plus grande fermeté les attentats terroristes et les meurtres abjects commis par le Hamas contre Israël et sa population le 7 octobre 2023 ;

– condamne avec la plus grande fermeté la réaction militaire du Gouvernement israélien comme étant démesurée et disproportionnée et que celle-ci résulte en un carnage de la population civile dans la bande de Gaza ;

– réclame un cessez-le-feu immédiat afin de permettre un accès humanitaire sans entrave et sûr dans la bande de Gaza ;

– demande la libération immédiate et inconditionnelle de l'ensemble des personnes prises en otage par le groupe terroriste Hamas et le rapatriement des dépouilles des otages décédés ;

– exige des parties belligérantes, ainsi que de tous les acteurs internationaux, à entreprendre tous les efforts possibles pour venir en aide aux populations civiles en souffrance et notamment pour rétablir des conditions de vie dignes dans la bande de Gaza ;

– exhorte les parties belligérantes, ainsi que tous les acteurs internationaux, à relancer un nouveau processus de négociation ambitieux pour conclure une paix durable basée sur la solution à deux États ;

– demande au Président de la Chambre des Députés de faire parvenir la présente résolution aux autorités israéliennes et palestiniennes compétentes.

(s.) David Wagner, Yves Cruchten, Sam Tanson.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Wat d'Motioun ugeet, Här President, wollt ech wëssen, ob ech déi duerno nach kéint presentéieren? Ass dat méiglech? Ech hunn nach Zäit warscheinlech.

**M. Claude Wiseler**, Président | Dir hutt am Prinzip elo keng Zäit méi.

**Une voix** | Zwou an eng hallef Minutt.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Zwou an eng hallef Minutt. Ech mengen, et war ...

**M. Claude Wiseler**, Président | Wëllt Der dat duerno maachen?

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, duerno, wann dat méiglech ass.

**M. Claude Wiseler**, Président | Da kënt Der Är Motioun duerno theoreetesch presentéieren.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Ok. Ech soen Iech villmools Merci, Här President.

**Motion 1**

La Chambre des Députés,

– rappelant le soutien historique et constant du Luxembourg à la justice internationale en général et à la Cour permanente de justice internationale et sa successeure, la Cour internationale de justice, en particulier ;

– considérant les obligations découlant pour le Luxembourg de la Charte des Nations Unies et du Statut de la Cour internationale de justice, qui en fait partie intégrante et dont l'article 2 assure l'indépendance de cette juridiction en tant qu'organe judiciaire principal des Nations Unies ;

– considérant les obligations découlant pour le Luxembourg de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, en particulier de son article I<sup>er</sup>, qui impose aux États, entre autres, de « prévenir » et de « punir » ce crime ;

– considérant les obligations découlant pour le Luxembourg du Statut de Rome de la Cour pénale internationale et du Titre I bis de son Code pénal qui transpose en droit national les crimes définis par ce Statut ;

– notant qu'en vertu de l'article IX de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, la République d'Afrique du Sud a saisi le 29 décembre 2023 la

Cour internationale de justice d'un litige contre l'État d'Israël en raison de la violation potentielle par celui-ci de ses obligations au titre de ladite Convention ;

– rappelant que le Statut de la Cour internationale de justice permet aux États parties de ladite Convention d'intervenir ;

– condamnant par ailleurs solennellement l'ensemble des violations du droit international humanitaire commises par les belligérants dans le cadre du conflit au Proche-Orient et rappelant la compétence de la Cour pénale internationale et des juridictions nationales, y compris luxembourgeoises, d'en connaître et d'en punir les responsables,

invite le Gouvernement

– à évaluer, en temps opportun, une intervention du Luxembourg en soutien à la procédure initiée par la République d'Afrique du Sud contre Israël pour des actes de ou préparant à un génocide contre les Palestiniens ;

– à déclarer que le Luxembourg soutiendra l'exécution d'éventuelles mesures provisoires prononcées par la Cour internationale de Justice dans cette affaire en attendant le jugement de l'affaire sur le fond ;

– à intervenir le cas échéant dans cette procédure, comme le permet le Statut de la Cour, par des observations.

(s.) David Wagner, Yves Cruchten, Sam Tanson.

**M. Claude Wiseler**, Président | Ok, merci. Ech soen dem Här Wagner Merci.

Dann ass den éischten ageschriwwene Riedner den Här Christophe Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

**Débat**

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. Dann och merci den Initiateure vun dësem Debat. Ech mengen, et ass e Konflikt, den Noostkonflikt, dee sécherlech net fir d'éischt um Ordre du jour vun dësem Haus steet an héchstwahrscheinlech och nach net fir d'lescht hei steet. An ech mengen, fir d'éischt muss e kloerstellen: Déi terroristesch Attack vun der Hamas vum 7. Oktober verurteele mir op dat Schäerfst. An ech mengen, dat muss jidderengem heibanne bewosst sinn.

An egal wéi eng politesch Motivatioun ee kann hunn, et gëtt kee Grond, dee rechtfertegt, Zivilisten, Kanner, Fraen ze vergewaltigen, lieweg ze verbrennen, ze zerstéckelen oder ze entféieren. An déi aktuell Situatioun ass dramatesch. Verschidden Zuele si scho genannt ginn. No 100 Deeg vun deem Konflikt huet d'UNO Zuele publizéiert: an Israel 1.200 Doudeger, dovunner 36 Kanner a ronn 7.500 Blesséierter, an an der Gazasträif 23.357 Doudeger, dovunner ganz vill Kanner a Fraen, an 59.000 Blesséierter. Dat ass natierlech dramatesch, wann ee weess, datt déi meeschst Spideeler dohannen net méi richteg funktionéieren.

Et geet awer elo net drëms, fir hei ze determinéieren, wien deem aneren elo am meeschte wéigedoen huet oder net, wou déi meeschten onschëlleg Leit an Zivilisten an deem Konflikt sinn. An ech mengen, et geet och net ëm Scholdzouweisungen, wien à la base schold un deem Konflikt ass, deen et gëtt.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Fakt ass awer, dass onschëlleg Zivilisten, Fraen a Kanner, déi sinn, déi am Moment am meeschten ënnert dësem grausame Krich ze leiden hunn. A Fakt ass och, dass déi gross Majoritéit vun de Palästinenserinnen a Palästinenser keng Hamas-Terroriste sinn an dass eng ëmmer méi grouss Majoritéit och an Israel Ofstand vun den Aktiounen vun hirer Regierung a vun hirem Militär hëlt.

Soulaang Kugelen, Bommen a Rakéite fléien, wäert et keng seriö Verhandlung ginn, fir Fridde oder op



d'mannst eng Wafferou an der Kris ze kréien. A wat méi laang geschoss gëtt, wat méi verbrannt gëtt, wat et méi schwéier gëtt, herno och erëm eng Kéier e Schratt zrëckzemaachen. An do muss mer elo definitiv usetzen. A wat méi laang Kugelen, Bomben a Rakéite fléien, wat et méi warscheinlech gëtt, dass déi nächst Generatioun un Terroristen erugezillt gëtt. An ech mengen, dat kann a kengem sengem Interêt sinn. A wann dat sollt de Fall sinn, dann, muss ech Iech soen, ass dat wierklech de Combel vum Zynismus an eng extreem bluddeg Ierfschaft an eng mäerderesch Ierfschaft fir déi nächst Generatioun.

Well wann den Israel-Palästina-Konflikt weider opflaamt, kënt et och zu Spillover-Effekter a Konsequenzen an enger Regioun, déi wäit méi grouss ass wéi d'Gazasträif, d'Westjordanland oder Israel. Als Beweis, mengen ech, mussen d'Situatioun am Libanon mat der Hisbollah an d'Attacke vun den Huthien op Handelsschëffer am Roude Mier als Beweis definitiv duergoen. Well 12 % vum Welthandel lafen duerch de Suezkanal. A wann elo Schëffer alternativ mussen ëm ganz Afrika kuerven – dat dauert 20 Deeg méi laang –, huet dat natierlech och en Impakt op de Präis vun de Gidder, déi an der Europäescher Unioun ukommen, an natierlech och den indirekten Impakt op d'Inflatioun. Dat heescht, ech mengen, do ass nach vill méi hannendrun a mir mussen eis och bewosst sinn, dass déi do terroristesch islamistesche Organisatiounen och direkt an indirekt vum aktuellen iranesche Regimm ënnerstëtzt ginn.

Mir brauchen elo direkt eng Wafferou. Mir brauchen eng humanitär Offensiv. Mir brauchen d'Fräiiloosung vun alle Geiselen. Mir brauchen e Stopp vun der Koloniséierung. A mir brauchen endlech déi berüumten Zweestaateléiung. A wat mer net brauchen, ass eng Zwangsdeportatioun vun der Populatioun an der Gazasträif. Dat ass fir eis en absoluten No-Go.

An do muss mir och elo als EU eis Responsabilitéiten iwwerhuelen. Mir sinn als EU dee gréisste Geldgeber, och fir d'Palästinenser, finanzieller, awer och humanitärer Natur. Mee mir mussen eng Etapp méi wäit goen. An ech mengen, do ass et och um Service européen pour l'action extérieure ënnert der Leedung vum Josep Borrell a sengem Nofolger, fir do wierklech dat doten als Proufstee ze benotzen. Mir mussen do wierklech och diplomatesch en Impakt huele kënnen. An ech mengen, d'EU hëllef dem palästinensesche Vollek, wéi gesot, finanziell an humanitär, mee mir mussen ophalen, just eng Bank ze sinn. Mir mussen och endlech zu engem diplomateschen Acteur an der Regioun ginn.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président de séance | Merci vilmools, Här Hansen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

**M. Gusty Graas** (DP) | Merci, Här President. Leider ass dat heiten e Konflikt mat enger ganz laanger Vergaangenheet. Ech mengen, spéitstens d'Balfour-Deklaratioun vun 1917 huet derzou bäigedroen, dass mer haut an där Situatioun sinn, déi mer kennen. Déi huet u sech de Grondsteen, kann ee soen, fir deen eternelle Sträit geluecht. Deemools ass zrëckbehale ginn, dass d'jüddesch Bevëlkerung Urecht hätt op en eegene Staat, mat gläichzäiteger Ausso awer, dass och déi Leit, déi op deem Territoire liewen, déi net jüddesch sinn, hir Rechter géife behalen.

Déi definitiv Grënnung vum jüddesche Staat, dat war de 6. Ijjar 5708 (veuillez lire: de 5. Ijjar 5708). An eisem Sproochgebrauch war dat de 15. Mee 1948 (veuillez lire: de 14. Mee 1948). An zënterhier ass dat Land net zu Rou komm. Ech wëll net hei erëm déi eenzel Etappen opzielen, just 1967 de

Sechsdageskrich, 1973 de Jom-Kippur-Krich an, wéi gesot, zënter dem 7. Oktober elo dee grausame Krich, déi grausam terroristesch Attack, muss een hei soen, vun dem Hamas.

Evident ass et – an ech mengen, do si mer eis och alleguer heibannen eens –, wann e Land attackéiert gëtt, dass et e Recht huet op Verteidigung. Natierlech muss een awer och eng Kéier d'Fro stellen, wéi wäit déi Verteidigung ka goen, wéini se ufänkt, op eemol disproportional ze ginn.

Dat, wat de Moment an der Gazasträif geschitt, dass ass onvirstellbar. Déi Informatiounen, déi mir kréien, loosse drop schléissen, dass hei extreemt mënschlecht Leed geschitt. A wat ganz besonnesch schlëmm ass, besonnesch extreem dramatesch, ass, dass vill Kanner, vill Fraen hei hiert Liewe mussen loosse. Ech mengen, dese Krich, kann ee roueg soen, iwwerschrëit praktesch all d'Grenze vun der Barbarei.

An Israel huet jo och ugekënnegt, dee Konflikt weiderzeféieren, bis se am Fong geholl hir gréisser Feinden, dat heescht d'Topterroriste vun Hamas – entschëllegt den Ausdrock –, eliminiéiert hunn, virun allem hire Chef, de Yahya Sinwar.

Et huet een d'Gefill, dass de Moment den Dialog am Fong geholl nach just duerch den Haass animéiert gëtt, an dat ass natierlech ni gutt an dat ass och ganz kloer eng Ausso, dass e Fridden de Moment jiddefalls net méiglech ze si schéngt.

Déi international Communautéit muss sech allerdéngs bewosst sinn, wat hei wierklech amgaangen ass ze Entstoen, dass sech hei wierklech kann e Flächebrand entwéckelen, wat kéint mat ganz negative Konsequenze behaft sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi kann dann elo an deem Konflikt hei eng dauerhaft Léisung fonnt ginn? An ech wëll direkt hei op déi Visitt vun eisem Ausseminister, dem Xavier Bettel, zrëckkommen. Ech wëll dem Här Bettel och e ganz grouse Merci aussprechen, dass seng éischt offiziell Visitt grad an där doter Regioun war, wat och beweist, dass fir eng Sensibilitéit e fir déi Problematik do weist. An ech ka mer och virstellen, dass en eis herno a senger Positioun och déi eng oder déi aner wichteg Informatiounen wäert iwwer seng Ennerriedungen hei matdeelen.

Dann natierlech ass et ganz kloer, an ech mengen, et ass och scho vu menge Virriedner hei gefuerdert ginn, dass e Cessez-le-feu immédiate muss hei gefuerdert ginn, dass ass ganz kloer – ouni dat ka keng weider Entwécklung, gutt Entwécklung, vun deem Konflikt Entstoen –, an natierlech gläichzäiteg mat Fräiiloosung vun deenen eenzelne Geiselen.

De Problem kann natierlech nëmme mat Wëlle vun deenen zwou Säite geléist ginn. Da si mer ganz séier och bei der Zweestaateléiung. Och do muss een awer éierlech soen: Dass ass natierlech keen neie Virschlag. Dass ass e Virschlag, dee scho Joerzénge dorëmmer diskutéiert gëtt.

Ech wëll drun erënneren, dass zum Beispill de fréiere Ministerpräsident, den Ehud Olmert, schon 2006 konkreet Propositionen gemaach hat, zum Beispill dass 94 % vum Westjordanland sollen an d'palästinensesch Hänn kommen, Ostjerusalem sollt ënner Protektioun dann och vun de Palästinenser kommen an d'ganz Alstad Jerusalem sollt ënner eng international Verwaltung kommen. Ech wëll net weider an d'Detailer agoen. Mee deemools war natierlech de Mahmoud Abbas awer géint déi Propositionen.

D'Fro ass natierlech och: Wéi soll den Territoire dann opgedeelt ginn? An dat ass warscheinlech de sprangende Punkt, ass och deen delikaatsten Punkt, well da si mer natierlech ganz séier och bei der Fro vun der

Siidlungspolitik vun Israel. An och do muss een awer dann dach d'Ausso hei maachen, ob dat net eng Provokatioun ass, eng permanent Provokatioun vis-à-vis vun de Palästinenser.

Eppes ass ganz kloer: Et ka kee Fridden hei erreicht ginn an där Regioun ouni Interventioun an der internationaler Communautéit an an éischer Linn natierlech och den den USA, den Amerikaner, déi hei warscheinlech dee gréissten Afloss hunn, souwuel op Israel wéi vläicht och op d'Palästinenser. Ech denken awer och u gewëssen arabesch Staaten, déi hei och kéinten eng ganz wichteg Roll spillen.

Dann dierf een awer och net déi innepolitesche Situation ënnerschätzen de Moment. Den Här Netanjahu, dee steet jo awer, kann ee scho bal soen, mam Réck zur Wand. En huet och extreem intern Problemer. Déi lescht Deeg ware vill Demonstratiounen zu Tel Aviv, déi och souguer de Récktrëtt vum Här Netanjahu gefuerdert hunn. An et kënt een ëmmer méi och bal zur Konklusioun, dass d'Hamas besonnesch elo d'Situatioun ausgenutzt huet, fir grad elo déi Attacke ze lancéieren, well mer jo wëssen, dass et déi aktuell israellesch Regierung do awer d'Intention hat, fir eng Réforme judiciaire ze maachen, déi awer och elo gestoppt ginn ass vun dem Ieweschte Gerichtshaff vun Israel, soudatt mer do an enger Situatioun sinn, wou ganz kloer erkennbar ass, dass Israel och intern extreem Problemer huet.

Als Konklusioun ass festzhalen, dass et natierlech immens schwéier ass ze tranchéieren. An ech soen dass ganz éierlech: Et ass mat Sécherheet net richtig, sech reng op eng Säit festzeleeën. Wa mer den historichesche Kontext kucken, da muss een awer feststellen, dass souwuel déi eng Säit wéi och déi aner Säit Fehler gemaach huet, provokativ virgaangen ass. An do wéinst – an dat ass, géif ech och soen, eng Attitud, déi meng Partei vertritt – versiere mer, sachlech un déi Problematik erunzegoen, awer wierklech mat aller Determinatioun, fir dass mer esou séier wéi méiglech dee Problem do geléist kréien.

Wa mer dat net fäerdgebréngen, da riskéiere mer och, wéi gesot, iwwert dee ganzen Territoire eraus do nach zousätzlech antisemitesche Reaktiounen duerch d'ganz Welt ze kréien. Mir wëssen, wat dat bedeit.

Här President, wann et mer erlaabt ass, dann awer och kuerz nach op eng Motioun anzegoen, déi ech och hei am Numm vun der Regierungspartei wollt deposéieren, wou ech och frou sinn, dass se entretemps och souwuel vun der Kollege vun deene Gréngen wéi och vun de Piraten ënnerschriwwen ginn ass. Et ass mer och mëndlech zougesot ginn, dass souwuel d'Kollege vun der ADR wéi och d'Kollege vun der LSAP bereet wäeren, déi hei matzeënnerschreiwen. Ech hu se och de Kollege vun de Lénken zur Verfügung gestallt, hunn awer Verständnis, dass se se nach net konnten esou am Detail hei kucken.

Ech ginn och nëmme ganz kuerz drop an. Ech mengen, dass sinn eng Rei Fuerderungen, déi souwuel ..., mengen ech, wann ech dem Här Wagner hei nogelauschert hunn, deem ech Merci soe fir d'Demande vun där Heure d'actualité, déi ganz wichteg ass, dass ech, wéi gesot, do d'Gefill hunn, dass awer eng Rei Iwwerschnidungen do sinn, déi mer alleguer gläichermooße wëllen hei verrieden. Fir d'éischt natierlech ganz kloer eng Libération immédiate vun den Otagen, dann natierlech de Cessez-le-feu immédiate an dann natierlech awer och, dass Israel muss déi néideg Konditiounen schafen, dass awer humanitär Hëllef an Zukunft ka garantéiert ginn.

An dann, wéi gesot, nach e wichtige Punkt och, deen ech awer wëll hei ënnersträichen, dass ass, dass mer

am Fong déi Kolonisatiounspolittick vun Israel hei awer och méi wéi kritesch gesinn an am Fong geholl och si opfuerderen, hei awer iwwert de Wee vun diplomateschen Diskussiounen, Relatiounen ze versichen, hei där Polittick en Enn ze setzen.

Dat kéint awer vläicht derzou bäidroen, datt mer zu engem eternalen Fridden an där Géigend kommen. Dat wier dee ganz grouse Wonsch net nëmme vun eisem Parlament hei zu Lëtzebuerg, vun eis allegueren. Well wa mer dat net fäerdegrëngen, da riskéiert d'Welt awer, hei en nach méi e grouse Problem an Zukunft ze kréien.

Ech soen Iech Merci.

### Motion 2

*La Chambre des Députés,*

– *condamnant l'attaque brutale par le Hamas contre Israël en date du 7 octobre 2023 au cours de laquelle plus de 1.200 personnes ont été tuées et environ 250 personnes ont été prises en otage selon le Gouvernement israélien ;*

– *soulignant qu'un cessez-le-feu en novembre 2023 a conduit à la libération de 105 otages par le Hamas en sorte qu'Israël compte toujours 132 otages ;*

– *notant que chaque État a le droit de défendre ses citoyens contre des attaques terroristes, et ce dans les limites de la proportionnalité tout comme dans le respect du droit international humanitaire ;*

– *constatant que la guerre déclarée par Israël à la suite des attaques susmentionnées a fait au moins 24.000 morts dans la bande de Gaza selon le ministère de la Santé de Gaza ;*

– *considérant que le Luxembourg a récemment fourni des contributions d'un montant total de 3,5 millions d'euros à l'aide humanitaire d'urgence dans la bande de Gaza et la région ;*

– *affirmant que la résolution du conflit israélo-palestinien passe invariablement par la solution des deux États, soutenue de manière constante par le Luxembourg et l'Union européenne, impliquant la coexistence et la reconnaissance mutuelle de deux États démocratiques et souverains, à savoir l'État d'Israël et l'État de Palestine ;*

– *considérant que la politique de colonisation menée par le Gouvernement israélien est contraire au droit international et constitue une entrave majeure au processus de paix dans la région,*

*invite le Gouvernement*

– *à continuer de soutenir les efforts de médiation afin de permettre la libération immédiate de tous les otages détenus par le Hamas ;*

– *à œuvrer en faveur d'un cessez-le-feu immédiat ;*

– *à persister dans la demande adressée à Israël, l'exhortant à mettre en œuvre des mesures renforcées, absolument nécessaires, en vue de garantir la protection des populations civiles à Gaza ;*

– *à soutenir la mise en œuvre de toutes les mesures nécessaires afin d'assurer un acheminement sans entrave de l'aide humanitaire à toutes les populations dans le besoin ;*

– *à continuer ses propres contributions à l'aide humanitaire d'urgence à Gaza et dans la région ;*

– *à maintenir son attachement à la solution des deux États comme seul moyen de garantir une paix juste au Moyen-Orient en rendant justice aux aspirations légitimes de tous les peuples de la région ;*

– *à réitérer sa condamnation de la politique de colonisation du Gouvernement israélien et de continuer à soutenir les efforts diplomatiques de la communauté internationale pour mettre fin à cette politique.*

(s.) *Gusty Graas, Sven Clement, Christophe Hansen, Sam Tanson.*

**Une voix | Très bien!**

**M. Fernand Etgen**, Président de séance | Merci villmools, Här Graas. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci, Här President. Jo, et ass wichteg, datt och mir als e klengt Land no deene schrecklechen Attentater vun der Hamas eis Verantwortung huelen an déi richteg Wieder fannen, fir eng kloer Positioun ze bezéien. Mir hate bis haut jo nach keng Geleeeënheet, fir dat hei an der Chamber ze maachen, an dofir soen ech de Kollege vun deene Lénken villmools Merci fir déi Aktualitéitsstonn.

Dat terroristescht Attentat vun der Hamas géint onschëlleg Israaelien de 7. Oktober wäert als eent vun den allerschlämmsten an d'Geschicht agoen: 1.200 Doudeger, 240 Geiselen. Op deser Plaz wëlle mer eis grouss Solidaritéit mam israeelesche Vollek ausdrécken. De Jean Asselborn hat des brutal Attacke vun der Hamas direkt op dat Allerschäerfst verurteilt, an deem kann d'LSAP-Fraktioun sech nëmme uschléissen.

Mir fuerderen och, datt d'Geiselen, déi nach ëmmer festgehalte ginn, direkt fräizeloosse sinn.

(*M. Claude Wiseler reprend la présidence.*)

Nom 7. Oktober huet Israel du reagéiert. An den éischten Deeg nom Attentat stoungen d'Befreiung vun de Geiselen, de Schutz vun der israeelescher Populatioun an d'Eliminatioun vun der Hamas am Mëttelpunkt. Wéinstens huet et esou geschéngt.

Ma relativ séier huet d'Weltgemeinschaft misse feststellen, dass déi israeelesch Arméi wéineg bis guer keng Rücksicht op d'Zivilisten hëlt. Zivill Infrastrukturen, Klinicken, jo, ganz Wunnquartiere ginn all Dag ënner Beschoss geholl. Mir hunn et scho gesot: Iwwer 23.000 Mënsche sinn zanterhier ëm d'Liewe komm, dovunner anscheinend 10.000 Kanner. Hei ass ganz kloer, datt déi israeelesch Regierung net cibléiert géint Hamas-Terroriste virgeet, mee déi onschëlleg Populatioun vu Gaza reegelrecht massakréiert gëtt!

Et gëtt natierlech och fir Israel e Recht op Selbstverteidigung. Mee dat Recht huet Limitten a muss am strenge Kader vun humanitären an internationale Recht ausgeübt ginn. No dräi Méint Bombardementer an där graver humanitärer Kris, déi entstanen ass, sinn dës Limitte wäit iwwerschratt. Eenzel israeelesch Regierungsmemberen zécken och net méi, haart ze soen, wat se wierklech wëllen, nämlech déi ganz palästinensesch Populatioun aus der Gazasträif ze verdreiwen.

An den Noriichten hunn ech gelies, dass Lëtzebuerg géif eng neutral Positioun anhuelen an deem Konflikt. Mee a mengen Ae kann een hei net neutral sinn! Et kann een net neutral sinn, wann een engersäits Biller gesäit, wou israeelesch Ziviliste vergewaltigt, geschloen an ëmbruecht ginn! An et kann een och net neutral sinn, wann ee gesäit, datt ganz Wunnquartieren, Spideeler a Schoulen zu Gaza plattgemaach ginn! Et kann een net neutral sinn, et muss een dat alles kloer denoncéieren! An dat ass haut eng Geleeeënheet.

Den Här Ausseminister sot, et soll een net géint deen een oder deen aneren an deem Konflikt sinn. An do huet e jo och am Prinzip Recht. Mir sollen net géint ee sinn, mee mir solle fir ee sinn! Mir solle fir de Schutz vun Ziviliste sinn, fir de Schutz vun de Mammen an de Kanner, fir e laangfristige Fridden an där doter Regioun!

D'LSAP verurteilt op ganzer Linn déi ondifferenziéiert militäresch Attacken op d'Zivillpopulatioun vu Gaza

an dat palästinensesch Vollek als Ganz. D'Gewalt vun den israeeleschen Autoritéite limitéiert sech och net méi op d'Gazasträif. Och an de besate Gebidder an am Westjordanland si Palästinenser der Gewalt ausgesetzt. Et gëllt awer onbedéngt, den Ennerscheid ze maachen tëschent enger terroristescher Hamas an engem ganze Vollek, de Palästinenser.

Ech brauch net méi am Detail drop anzegoen, wéi batter dréngend déi humanitär Hëllef ass. Ma eréischt leschte Freiden huet den humanitäre Büro vun der UNO deklariéiert, datt déi israeelesch Autoritéiten hinne systematesch den Accès zum Norde vun der Gazasträif blockéieren. Do muss een also feststellen, datt déi israeelesch Autoritéiten humanitär Operatioune carrement verhënnere!

Fir d'LSAP ass kloer, datt et e bedéngungslose Waffestellstand muss ginn an en direkten humanitären Accès. A mir fuerderen, datt eis Regierung sech derfir asetzt vis-à-vis vun der israeelescher Regierung a bei eisen europäeschen an internationale Partner!

Här President, déi systematesch Gewalt vun den israeeleschen Autoritéite géint dat palästinensesch Vollek geet jo vill méi wäit zréck wéi Oktober zejoert. Mir kéinte Joerzëngten zréckgoen. Mee ech gi just zréck op den 1. Februar 2022. Do hat Amnesty International e Rapport publizéiert, an deem duergeluecht gëtt, wéi déi systematesch Oppressioun an Dominatioun vun israeelesche Staat géint d'Palästinenser all d'Konditioune vun der Definitioun vun Apartheid nom internationale Recht erfüllen.

Mir schwätze vu systematescher Diskriminatioun, Gewalt, Entegnungen an Trennung vu Familljen a villem méi. An der aussepolitescher Debatt verzejoert war ech méi genee op dee Rapport gaangen an hat derfir plädéiert, datt d'Cour pénale internationale sech d'Situatioun aus der Perspektiv vun internationalen humanitäre Recht soll genee ukucken, notament an deem Kontext vun der Apartheid. Haut ass d'Situatioun nach vill méi schro, wéi ee sech dat hätt deemools kënnen virstellen.

D'LSAP ënnerstëtz selbsterständlech weiderhin eng Zweestaateléisung mat engem séchere Staat Israel an engem onofhängegen a liewensfäeige palästinensesche Staat mat de Grenze vun 1967. Mee den Ament ass d'Zweestaateléisung ganz, ganz wäit ewech.

Elo ass Haltung gefrot vun der internationaler Communautéit, och vun der Europäescher Unioun, déi ee kaum héiert den Ament. Wéinstens seet de Josep Borrell de Moien am „Monde“, datt et dräi Prioritéite muss ginn. Éischstens: verhënnere, datt sech de Konflikt op de Libanon ausbreet. Zweetens: déi katastrophen Situatioun zu Gaza verbessere mat gläichzäitege Verhandlung fir d'Fräilöschung vun Rescht vun de Geiselen. An drëtzens: Weeër opmaache fir eng Léiung vun Konflikt, andeems d'Gewalt géint d'Palästinenser am Westjordan direkt ophéiert.

Wa mir wëllen, datt déi zukünftige Generatioune jeeemools do sollen als gutt Nopere kënnen zesummeliewen, dann däre mer haut net de Bak halen!

Ech soen Iech Merci.

**M. Georges Engel** (LSAP) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech soen dem Här Cruchten villmools Merci. An den nächsten geschrifwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Villmools merci, Här President. A mir soen och deene lénke Kollege Merci, datt se d'Initiativ geholl hunn. Mir si frou, datt mer endlech kënnen och iwwert d'Situatioun am Noen Osten hei schwätzen.

De 7. Oktober ass d'Hamas op israeelesch Staatsgebitt agedrongen an huet op eng grausam an

indiskriminierend Manéier iwwer 1.200 Zivilisten ëmbruecht. D'ADR verurteelt dës schrecklech Verbrechen.

Doropshin huet Israel am Kader vu sengem onzweifelhafte Recht op Selwerdeedegung eng militäresch Campagne an der Gazasträif lancéiert, fir esou vill wéi nëmme méiglech vun der Hamas ze zerstéieren.

Haut nach sinn iwwer 132 israeelesch Geiselen an der Gewalt vun der Hamas. Si an hir Famillje maache Schrecklech mat. D'ADR verlaangt, dass si direkt an ouni Konditiounen fräigelooss ginn.

Mir wëssen awer, och e bëssen als Reaktioun op dat, wat hei scho gesot ginn ass, dass déi israeelesch Arméi och grouss Ustrengeung gemaach huet, fir dat humanitært Krichsrecht anzehalen. Wa Spideeler, déi hei genannt gi sinn, als militäresch Base vun der Hamas benotzt ginn, ass dat natierlech eng besonnesch schwierig Situatioun.

Trotzdeem sinn an der Gazasträif Dausende vun zivilen Affer ze bekloen. Dacks sinn d'Zivilisten téschent zwee Feieren Affer vu massive Bombardementer an där Regioun. An et ass ganz schwéier, sech dat ganz Leed wierklech virzestellen.

D'ADR géif dowéinst nach weider Efforte begrëssen, fir et ze erlaben, déi humanitär Noutlag vun der ziviler Populatioun an der Gazasträif opzefänken an d'Situatioun ze verbesseren. Dëst kann och a Form vun humanitäre Pause geschéien.

D'ADR rëfft d'Regierung dozou op, der palästinensescher ziviler Populatioun an der Gazasträif massiv a generéis humanitär Hëllef ze leeschten. Et ass schonn eppes gemaach ginn. Mir wiere frou, wann dat och kéint virugefouert ginn.

Mir waarden op d'Stellungnam vum Internationale Gerichtshaff an der Saach Südafrika géint Israel, fir d'Situatioun kënne juristescht besser anzeschätzen an doduerch och politesch nei ze evaluéieren.

Et muss alles gemaach ginn, fir de Krich – oder besser gesot: d'Kricher – am Noen Osten op en Enn ze bréngen an endlech zu enger ëmfaassender Friddensléisung ze kommen.

D'ADR begrëisst, dass den Här Ausseminister Bettel op Jerusalem an op Ramallah gefuer ass. Si hofft, dass déi Lëtzebuurger Regierung an Zukunft net méi esou pauschal a generell israelfeindlech optrëtt wéi ënner fréiere Regierungen, esouwuel an der EU ewéi och an der UNO, mee dass si et fäerdegbréngt, eng frëndschaflech, intensiv a vertrauensvoll Relatioun souwuel mam Staat Israel wéi och mat enger demokratesch legitimierter Palästinensescher Autoritéit opzebauen.

Här President, mir brauche politesch Léisunge fir d'Zukunft vun der Regioun a speziell vun de Palästinenser, dorënner och eng palästinensesch Autoritéit fir d'Westjordanland a fir de Gaza, déi d'Existenzrecht vun Israel unerkennt. Esou gëtt et méiglech, zu Verhandlungen ze kommen, déi déi Zweestaateléisung an unerkannten a séchere Grenze fir jidderee méiglech maachen. Wann dat geschitt ass, soll Lëtzebuerg selbstverständlech deen nei geschafene palästinensesche Staat diplomatesch unerkennen.

D'ADR wëll, dass déi multilateral Diplomatie an de Respekt vum internationalen öffentliche Recht nees méi zur Geltung kommen. Den UNO-Sécherheitsrot soll d'Méiglechkeet kréien, sengen Aufgabe gerecht ze ginn.

D'ADR wëll keng Ausweitung vum Konflikt a rëfft all Parteien an där Regioun derzou op, sech zrëckzehalen

a mat Verantwortung a guddem Wëllen u friddleche Léisunge matzeschaffen. An deem Kontext schéngt eis och e Waffestëllstand an der Gazaregioun e wichtegt Element ze sinn. Eng diplomatesch Léisung muss esouwuel vun Israel wéi och vun den islamesche Staaten als dee méi vernünftege Wee kënnen akzeptéiert ginn. Si rëfft besonnesch den Iran an all bedeelegt Fraktiounen am Jemen derzou op, d'Sécherheet vun de maritimme Verbindungen ze garantéieren an eng weider Eskalatioun ze verhënneren.

Här President, d'ADR mécht sech besonnesch Suerge ëm déi jüddesch Communautéit zu Lëtzebuerg an ëm den Antisemitismus, dee mir leider och an eisem Land musse bekloen. Si war entsat iwwer dee rezenten Tëscheffall um Bazar international, wou Israel kee Stand hat.

D'ADR akzeptéiert keen Antisemitismus, weeder vu riets nach vu lénks nach aus den islamesche Communautéiten. Eis jüddesch Matbiurger musse kënnen an aller Sécherheet hei liewen. D'ADR fuerdert de Staat op, alles ze maachen, fir dat ze garantéieren. Si hofft och, dass d'Schura e moderéierenden Afloss huet.

D'ADR ënnerstëtzt déi Fuerderung vum RIAL, dass besonnesch Organisatiounen, déi vun der Regierung finanziell ënnerstëtzt ginn, keng antisemitesch Propaganda däerfe maachen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fred Keup (ADR) | Très bien!**

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser.** An déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Sam Tanson.

**Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dir Dammen** an Hären, 100 Deeg ass de Konflikt elo al, deen eng ganz Regioun nees op en Neits destabiliséiert. Eent virop: Dat, wat de 7. Oktober geschitt ass, déi Massakere, déi do waren, sinn terribel gewiescht. Et gëtt heifir keng Justifikatioun an och keng Legitimitatioun.

Onschëlleg Fraen, Männer a Kanner sinn op déi brutalst Aart a Weis ermuert ginn oder verschleeft ginn. Ech weess net, wéi et Iech geet, mee mir perséinlech geet ee Bild net aus dem Kapp vun enger jonker Fra, déi wéi e Stéck Véi op e Camion gehäit gouf an esou duerch d'Géigend transportéiert gouf, hallef plakeg. An dobäi sinn nach vill méi schlëmm Saache geschitt, déi zum Deel dokumentéiert goufen. Mee et kann ee soen, dass dat, wat deen Dag geschitt ass, total onmenschlech ass.

Vun dohier ass et absolutt novollzéibar, dass Israel reagéiert huet. D'israeelesch Regierung wollt dat net esou hinuelen a wollt géint déi virgoen, déi dat verursaacht hunn. D'israeelesch Regierung wollt a wëll natierlech och d'Geiselen aus den Hänn vum Hamas befreien an erëmkreien.

Mee déi Reaktioun vun Israel, déi erlaabt et net, eng ganz Zivilbevëlkerung och an eng onmenschlech Situatioun ze setzen. Se erlaabt et net, Dausende vu palästinenseschen Zivilisten als Affer a Kaf ze huelen, fir géint den Hamas virzegoen. Se entschëllegt net, dass d'Palästinenser net méi genuch z'iesse an ze drénken hunn a se net kënnen medezinnesch versuergt ginn. Och dëst sinn onschëlleg zivil Affer an deem Konflikt.

Mir begrësse grondsätzlech de Positionnement vum Ausseminister am Kader vu senger Visitt an der Regioun, mee mir hätten ons méi zolidd Wieder och vum Premierminister an deem Fall erwaart, grad och – et ass schonn ugeklongen – am Neijoerschinterview op RTL. Et ass vläicht bedéngt duerch déi fréi Opnam, mee en huet jiddwerfalls refuséiert, kloer Wieder hei géint déi Ripost vun der israeelescher Regierung ze benotzen.

Den Ausseminister huet Recht, wann e seet, dass d'Argumenter vun der Proportionalitéit a vun der legitimer Selbstverdeedegung ëmmer méi schwéier oprechtzerhale sinn, jee méi zivil Affer d'Virgoe vun der israeelescher Arméi fuerdert a jee méi zivil Infrastruktur och doduerch zerstéiert gëtt.

Mir begrëssen och d'Veurteilung vun den illegale Siidlungsaktivitéiten, déi vun der israeelescher Regierung ënnerstëtzt ginn. Dës Aktivitéit sinn eent vun de ganz groussen Hindernisser fir eng Zweestaateléisung, déi längerfristeg deen eenzegen Auswee aus deem Kreeslaf vun Aggressioun a Reaktioun ka sinn, mee déi – et ass och schonn ugeklongen – ëmmer méi wäit ewech vun eis réckelt.

Mee domat geet et net duer. All Dag kommen nei Entwécklungen derbäi. Esou hunn den 12. Januar d'UN-Mënscherechtsagence an hiren Héichkommissär festgestallt, dass verschidden Attacke vun der israeelescher Arméi géint d'humanitært Vëlkerrecht verstoussen.

Mat der Klo vu Südafrika ass et elo um Internationale Gerichtshaff, fir Stellung ze huelen. Et ass vu bausse esou wäit fort, schwierig ze soen, wéi déi Faite juristescht ze qualifizéiere sinn. Dowéinst ass et och gutt, dass an dëser Urgenceprozedur den Internationale Gerichtshaff elo emol eng éischt méi juristescht Meinung, Analys, ka maachen an, souwäit et geet a ce stade, Kloerheet schafe kann.

Mee onofhängeg vun där juristescher Definitioun ass et net erdrobar, dass iwwer 20.000 Palästinenser gestuerwe sinn, dorënner vill Kanner, dass 80 % vun der Populatioun an der Gazasträif deplacéiert goufen, dass iwwer d'Hallschent vun den Haiser zerstéiert oder beschiedegt gouf, dass et keng sécher Plaz méi an der Gazasträif gëtt.

Natierlech weist Israel sech schockéiert iwwer de Virwurf vum Genozid. Déi bescht Aart a Weis awer, fir do dergéint virzegoen, fir deem entgéintzewierken, ass et, opzehalen, d'palästinensesch Populatioun ënner Beschoss ze huelen, ass et, humanitär Hëllef zouzeloossen, ass et, mat deem sënne Krich opzehieren.

Et bleift ofzewarten, wéi Israel mat där zukünftiger Decisioun vum Gerichtshaff wäert ëmgoen. Et ass jiddefalls ze hoffen, dass, egal wéi déi Decisioun ausfällt, e Waffestëllstand kënnt an deen och aktiv vun der internationaler Communautéit gefuerdert gëtt.

An deem ganzen Debat däerf een eng wichteg Gefor net ignoréieren, dass ass d'Gefor vun der Radikalisierung vun extreem ville Jonken am Noen Osten.

Vill Observateure gesinn d'Aktioun vum Hamas als genee dat: Eng Provokatioun, fir zur Radikalisatioun vun der Populatioun ze féieren! Dass dee Plang net opgeet an d'Eskalatioun vu Gewalt an Haass gestoppt gëtt, dass muss d'Zil sinn, natierlech an éischter Linn vun de Konfliktparteien, mee och doriwwer eraus vun der internationaler Communautéit. Et muss elo schonn den Terrain preparéiert gi fir d'Zukunft, eng Zukunft, an där d'Palästinenser onofhängeg an a Fridde kënnen an hirem eegene Staat liewen an och d'Israeelen a Sécherheet an a Fridde an hirem eegene Land sinn.

Mir erwaarden ons vun onser Regierung, hei net just d'Roll vun engem Observateur ze spillen a mat enger oder zwou Woche Verspéidung d'Positione vun europäesche Partner ze widderhuelen. Grad als Member vum UN-Mënscherechtsrot ass Lëtzebuerg hei an der Verantwortung.

**Une voix | Très bien!**

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Dat ass émsou méi wouer, wéi mer alleguer all Dag mat Biller an Neiegekeiten aus Gaza konfrontéiert sinn. Ons politesch Decideure si gefuerdert, fir de Bierger/inne bei der Auerdnung vun deem ze hëllefen, wat si an Echtzäit op hire Bildschiermer gesinn. An deem Fall muss d'palästinensesch Populatioun Gehéier fannen a gehollef kréien. Dat geet nëmmen iwwer e Waffestëllstand. Deen aktiv bei Israel anzefuerderen a sech gläichzäiteg derfir anzesetzen, datt d'Geisele vum Hamas fräigelooos ginn, ass fir ons de richtege Wee.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Tanson. An als leschten ageschriwwene Riedner huet elo den Här Sven Clement d'Wuert. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de 7. Oktober sinn d'Terroriste vun der Hamas an Israel agefall an hunn de Mënschen, déi do ronderëm gelieft, gefeiert oder geschafft hunn, Schrecklechtes ugedoen. 1.139 Mënschen hunn hiert Liewen deen Dag gelooss. Anerer goufe verschleeft an eng 200 bis 250 Geisele sinn haut nach an den Hänn vun den Terroristen. Israel war an ass am Schockzoustand no dëser Attack.

Et dierf een dat, wat de 7. Oktober geschitt ass, net verharmlousen. An Israel, an dat huet glécklecherweis heibanne bis elo jiddweree gesot, huet kloer d'Recht, fir géint des Terroriste virzegoen.

Mënsche sinn ëmbruecht ginn, zerstéckelt, vergewaltet a vun hire Famillje fortgerappt. Kee vun hinnen oder hire Familljen huet dat Schicksal verdéngt. An näischt rechtfertigt dës onmënschlech Doten!

Et ass net ganz kloer, wéi vill Geiselen nach am Gaza verschleeft sinn a wéi et hinne geet, mee kloer ass, datt et d'Zil vun der internationaler Communautéit muss sinn, dës Leit, dës Elteren, Geschwëster a Kanner fräizekréien.

Kloer fir eis Piraten ass och: D'Hamas ass net Palästina! D'Hamas steet net fir d'palästinensesch Zivilbevölkerung. Och si sinn nämlech Affer vun den Terroriste vun der Hamas, duerch déi elo hir Haiser zerstéiert gi sinn a si an hir Famill a Liewensgefor schwiewen. D'Affer vum Kampf géint d'Hamas ass d'Zivilbevölkerung op béide Säite vun der Grenzmauer, an onofhängeg vum Pass.

Mir Piraten fuerderen eis Regierung op, fir weider humanitär Hëllef ze leeschten, well d'Mënschen do am Moment a ganz kritisches Zoustand ouni genuch Stroum, medezinnesch Versuergung a villes méi mussen ëm d'Iwwerliewe kämpfen. A wa mer Mënsche soen, da menge mer zum gréissten Deel Kanner, well 2020 war all Zweeten an der Gazasträif ënner 18 Joer al. All Zweeten!

Mir Piraten fuerderen och, datt d'israelesch Regierung an hir Zaldoten a soss Leit am Asaz sech kloer un internatiounaalt Recht halen. Jo, u sech ass dat eng Fuerderung, déi sou vun selwe kënn, déi jiddwereen, deen an engem Konflikt dran ass, wann de Konflikt dann onausweichlech gëtt, sollt anhalen, well all Attack muss eng proportional Äntwert fannen.

D'Zivilbevölkerung am Gaza ass net de Feind an dierf net als Feind consideréiert ginn. Am Gaza sinn et d'Zivilisten, déi sech net kënnen a Sécherheet bréngen, well et gëtt kee Wee eraus a se kënnen kengem trauen. Zegausenden hu schonn duerch d'Attack vun der Hamas mussen hiert Liewe loossen. Et kann net esou weidergoen!

Här President, d'Piratenpartei huet sech nach ëmmer fir eng Zweestaateléisung ausgeschwat. An dëser Positioun bleiwe mer weiderhin trei. D'Grenze vun

1967 misste laangfristeg erëm hiergestallt ginn. Dofir brauch een natierlech och en demokratesch gewielten Uspriechpartner, deen d'Mënscherechter respektéiert, och op palästinensescher Säit. An deen hu mer nach net.

Wat dann d'Klo vu Südafrika zu Den Haag ugeet, esou si mir Piraten der Meenung, datt een d'Riichter an hir Aarbecht soll maache loosse. Et steet jiddwereengem fräi, fir esou eng Plainte ze deposéieren, an dat gouf jo gemaach. Et ass un de Geriichter ze entscheeden, ob dës begrennt ass a wat d'Konsequenze vun esou enger Plainte sinn. Ech halen et awer fir verfréit, datt mir heibanne géifen engem Urteel oder anere Mesüre virgräifen. Mir si Signataire an deemspriechend decouléieren eis Obligatiounen ganz kloer dorauer.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bis elo kennt dës Kampf géint d'Hamas keng Gewënner. Bis elo huet Israel net gewonnen an d'Zivilbevölkerung am Gaza ass definitiv de Verléierer an deem Konflikt.

D'Piraten a Europa hunn dann och hire Support no den Hamas-Attacke gewisen an ee vun deenen éischten europäeschen Ausseminister war e Pirat, deen an Israel gereest ass, fir Support an Hëllef unzebidden.

Um Enn gëllt fir eis all: Et muss ee Versteesdemech an Empathie a sengem Kapp an a sengem Häerz fir béid Säiten hunn, fir d'Zivilbevölkerung op deenen zwou Säiten, well et sinn déi, déi am meeschte leiden. Et sinn déi, déi als Éischt de 7. Oktober gelidden hunn. An et sinn déi, déi och elo op där anerer Säit vun der Grenzmauer am meeschte leiden. A genau dowéinst brauche mer ganz dréngend e Cessez-lefeu. Genau dowéinst brauche mer endlech eng Resolutioun vun deem Joerdtausenden ale Konflikt. Ech mengen net, datt mer dat an enger Stonn Heur d'actualité hei an der Chamber wäerten hikkéieren. Mee all Dréps kann derzou féieren, datt d'Faass iergendwann eng Kéier voll ass a mir eng Léisung fannen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Clement. Ech ginn dann elo – géint d'Reegele vun der normaler Heur d'actualité, mee well mer virdrun eng Rei technesch Problemer haten, ënner anerem, fir d'Motioun erauszedecken – dem Här David Wagner ganz kuerz d'Wuert, fir seng Motioun ze presentéieren.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, kuerz. Ech wäert eng Motioun presentéieren, déi ech schonn deposéiert hunn an déi och schonn ausgedeeft gouf. Ech hoffen, datt jidderee se konnt liesen. Wéi Der wësst – dat ass schonn e puermol gesot ginn –, hunn zu Den Haag och iwwert dës Weekend dann eeben déi Plaidoirie stattfonnt iwwert d'Requête vu Südafrika opgrond vun Artikel 9 vun der Konventioun fir d'Preventioun an d'Repressioun vum Crime de génocide, där Lëtzebuerg och ugehéiert. Do huet Südafrika dat dann eebe virun der Cour de justice internationale deposéiert.

Et soll drëms goen, festzeleeën, ob d'Aktioun vun Israel an der Gazasträif als Genozid ka qualifizéiert ginn. An der Tëschenzäit hunn eng ganz Partie Länner déi südafrikanesch Initiativ ënnerstëtzt. Lëtzebuerg huet natierlech d'Konventioun vun der Repressioun vum Crime de génocide ratifizéiert. Dat heescht och, datt Lëtzebuerg, wéi all Partie prenante vun där Konventioun, Obligatiounen huet, déi och am éischten Artikel festgeluecht goufen an déi follgendermoosse kléngen: „Les parties contractantes confirment que le génocide, qu'il soit commis en temps de paix ou en temps de guerre, est un crime du droit des gens, qu'elles s'engagent à prévenir et à punir.“

Ech wollt awer och den zweeten Artikel vun dëser Konventioun kuerz zitieren, deen de Genozid definéiert. Well den Haaptkrittär ass net dee vun der Unzuel, mee dee vun der Intentionalitéit: „commis dans l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel,“ an da gi fënn Fäll opgezielt. Ech zielen déi elo net méi op, mee se sinn net cumulativ.

Mir mengen – dat ass op jiddwer Fall d'Meenung vun déi Lénk –, datt leider warscheinlech d'Definitioun misst getraff ginn. Dat ass „Meurtre de membres du groupe“, „Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe“, „Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre“ an esou weider.

Mir sinn der Meenung – an déi gréng an d'LSAP hunn dës Motioun och matënerschriwwen –, datt mer géifen awer d'Regierung opfuerderen, en temps oportun déi südafrikanesch Prozedur ze ënnerstëtzen an och deemno wéi an der Prozedur Observatiounen ze maachen, an datt Lëtzebuerg och soll provisoersch Mesüeren ënnerstëtzen, wéi zum Beispill e Waffestëllstand, well mir wësse jo net, wéi laang dat kann daueren, bis en Urteel gefallt gëtt.

Voilà, ech soen Iech Merci, Här President, a pardon nach fir dee klenge Mëssel. Voilà, mee ech hoffen, datt mer vläicht nach op e gréngen Zweig kommen. Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Mir hunn de Mëssel jo elo opgehewe kritt. Ech gesinn, et sinn direkt Wuertmeldungen do. Ech géif elo proposéieren, datt mer et esou maachen, datt mer erëm déi normal Uerdnung drakréien.

Mir ginn der Regierung d'Wuert an duerno huele mer déi eenzel Motiounen an da kënnen selbsterständlech déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitäten dozou Stellung huelen. Da si mer erëm am normalen Oflaf dran. Här Ausseminister, et ass un Iech.

#### **Prise de position du Gouvernement**

**M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Här President, e grouse Merci. Et kënn jo net oft vir, datt ech och dem Här David Wagner e grouse Merci soen, mee ech mengen, dass d'Agenda et fäerdegbruecht huet, dass et méi wichteg wéi jee ass, deen Debat haut an dëser Chamber och kënnen iwwert dës Sujet ze hunn.

Dur hutt et alleguer gesot: Ech war d'lescht Woch a Palästina. Ech war zu Ramallah an ech war och zu Jerusalem. An et ass am Fong meng éischt Auslandsmissioun gewiescht. Ech hat jo bilateral Visitten zu Berlin an zu Paräis. Dat ware Visites de courtoisie bei den Noperen, mee dëst ass déi éischt Visitt, déi ech gemaach hunn. An dat beweist et fir mech selwer an och fir d'Regierung, wéi wichteg dës Sujet ass.

Mir sinn op béide Säiten empfaange gi vun héichrangige Politiker: a Palästina vum Premierminister, och vum Ausseminister an awer och vun der Zivilgesellschaft, vum President vun enger ganzer Medezinnsorganisatioun, an och enger Fra – déi eenzeg Fra, déi bis elo am Comité vun der OLP war, hate mer och d'Chance, kënnen ze gesinn –, an op israelescher Säit vum Staatschef, dem Isaac Herzog, iwwert de Chamberpresident, och den Ausseminister konnte mer gesinn an och eng Vertriederin vun enger ONG. An a Palästina hate mer och d'UNRWA, den Här Lazzarini, begéint.

Erlaabt mer fir d'éischt, Här President, vun enger ... An et war eng Missioun – pardon, ier ech et vergiessen – zesumme mat menger Ekip aus den Affaires étrangères an och vun der Kooperatioun an dorops wäert ech och agoen. Här President, den éischten Deel war dee vun der Desolatioun. Mir sinn

ukomm, wéi mer de Kibbuz a Südisrael besiche gaang sinn, deen attackéiert ginn ass de 7. Oktober ... an ech sinn och frou, duess jiddwereen déi Attack vum Hamas condemnéiert huet. Et ass gräisslech, wat do geschitt ass. Et war Feierdag an Israel. D'Leit sinn do erschoss ginn, d'Leit si verbrannt ginn, d'Leit si lieweg verbrannt ginn, an et ass eng ... Ce sont des scènes de désolation, wou ee gesäit, wou jonk Leit, wou Kanner, wou Fraen, wou Leit ëmbruecht gi sinn duerch Terror-attacken, déi vum Hamas begaange gi sinn. Et war eng ganz komesch Situatioun, well mir waren do – an dir hutt jo och d'Fotoe gesinn – a mir konnten héieren, wéi Rakéite gefall sinn a wéi d'Mitrailletten op e puer Honnert Meeter fonctionéiert hunn. An ech kann Iech soen: Dat si Situatiounen – mir waren op där enger Säit, wou mer wéineg Geforenen hatten –, déi ee sech schwéier ka virstellen. An ech kann Iech soen: D'Billen, déi wäert ech och net vergiessen.

Desolatioun awer och, Här President, déi Deeg drop, wéi ech a Palästina war, wéi ech gesinn hunn, wéi do ... Et ass eng „*prison à ciel ouvert*“. Et ass eng Mauer ronderëm. Ech war e Camp vu Refugié besichen: déi Desolatioun, dee Manque de perspectives, dee Manque d'avenir, déi Situation d'hygiène. An dat war dann nach zu Ramallah, wou ech gesinn hunn, wou ee sech dann net ka virstellen, wéi zu Gaza d'Situatioun ass; zu Gaza, eng Situatioun, wou wierklech – an ech ginn duerno méi an den Detail och an iwwert d'Responsabilitéiten – d'ganz Regioun do am Moment amgaangen ass, futti gemaach ze ginn. Dat ass ee Constat: d'Destructioun vun enger Regioun.

Zur Situation humanitaire muss ech Iech soen, dass déi dramatesch ass, mee och d'Situation économique. An ech kann de Risk net vun der Hand weisen ..., dass och e Risk vun ekonomeschem Kollaps vu Palästina besteet, well déi gréisst Rentrées financières, déi se kréien, sinn eeben duerch den Echange mat Israel, duerch Taxen, déi bezuelt ginn, duerch Steieren, déi bezuelt ginn. A wann do d'Grenzen zou sinn, da besteet de Risk, dass et op eng Kéier do, wou elo nach ..., net Gaza, mee dat heescht zum Beispill am Westjordanland an op deenen anere Plazen, och zu Meutereie kënn. D'Leit hunn déi lescht Woche keng Pai kritt. An déi lescht Pai, déi se kritt hunn, dat ass e puer Méint hier, dat war eng hallef Pai – juste pour vous dire. Dat heescht, dass och nach de Risk besteet vun engem Colapse économique an der Gazasträif.

Wann ee vu Responsabilitéite schwätzt, ech hunn Iech et virdu gesot: Den Hamas ass e Fait déclencheur gewiescht, mee d'Situatioun war net einfach virdu. Mee de 7. Oktober ass en neie Moment gewiescht, wou wierklech eng Attacke komm ass vun enger terroristescher Organisatioun. Dat, wat een awer muss wëssen, ass, dass den Haass ganz déif sëtzt. An et ass och eng Etüd gemaach gi vum Palestinian Center for Policy and Survey Research. Déi seet am Fong, dass 72 % vun der Populatioun dat vum Hamas net condemnéieren. An ech waarden haut nach – an ech hunn dat selbstverständlech och mengen Interlocuteurs a Palästina gesot – op eng Condamnatioun vun den Attacke vum 7. Oktober, ob déi awer géif weisen, dass de Fatah an déi net dat cautionéieren, wat den Hamas gemaach huet.

Mee et muss een d'Situatioun gutt kennen, fir ze wëssen, dass den Hamas awer och eng politesche Partei ass an dass et eng Partei ass, déi am Moment an den Ëmfroen net déi lescht ass. Dat heescht, dass et scho kritesch ass. Mee et ass eng Haine, déi grouss ass, a mer mussen onbedéngt verhéieren, dass am Fong déi jonk ... Bal all Riedner huet et gesot: Et dierf ee Palästina net mat Hamas vergläichen. Dat wier dee gréisste Feeler. Mee de Risk ass, dass, wann déi jonk Leit, déi am Moment do sinn, keng Perspektive

gesinn, am Fong d'Bildung, déi se hunn, d'Bildung vum Hamas ass an de Support och vum Hamas ka sinn, well den Haass ... an déi Leit, déi Beamten, déi och mat mer do waren, soen, dass den Haass ee vis-à-vis vun deem aneren nach méi grouss ass wéi virum 7. Oktober an dass et d'Vertrauen am Fong guer net méi gëtt tëschen den Israeeli an de Palästinenser.

Hei si vill Zuele gefall. Huet mer et net iwwel, Här President, ech wäert keng Zuelen nennen. Ech weess haut net, wéi vill Geisele lieweg sinn. Ech weess haut net, wéi vill Dausende vu Leit ënnert den Trümmere leien an der Gazasträif, déi mer nach net konnte fannen. Dowéinst, ech wëll ... D'Zuele si sécher, op déi géif ech agoen: iwwer 20.000 Leit – iwwer 20.000 Leit; mir si bei 23.000 Leit –, déi gestuerwe sinn. An awer – Zuelen, dat si Fakten –: 70 % vun deene si Fraen a Kanner. An et wäert kee mir erklären, dass dat alles Terroriste si vum Hamas! Dat si keng Terroriste vum Hamas. Et war vläicht deen een oder deen aneren, deen e Sympathisant war, mee fir do ze soen, dass déi 23.000 Leit Terroriste vum Hamas wieren, wier falsch.

Et ass eng Reconstructioun, déi muss ganz opgebaut ginn. Gaza ass amgaangen, plattgemaach ze ginn. An Dir hutt am Moment ... De ganzen Norde gëtt am Fong evakuéiert an do sinn am Moment schon iwwer 1,9 Millioun Leit, déi deplacéiert gi sinn. Stellt Iech vir, déi puer Meeterkaree – et sinn 30 Meeter (veuillez lire: 30 Kilomeeter), also an der Längt, wéi grouss et ass –, wéi vill Millioun Leit elo an 1,9 Milliounen, déi just an de Süde verfracht ginn, wat fir eng Situatioun mer do hunn, eng desolat Situatioun, eng humanitär, eng sanitär Situatioun. Déi wäert sech och net vill verbessern.

An och déi Kolonisatioun, déi Siidlungen: Do ass jo am Moment nach puer Provokatiounen an där Situatioun, déi schon esou brenzeleg ass. An et sinn Aussoe komm. Ech ginn och net op déi Aussoen an. Ech hunn déi awer zitéiert, well Dir hutt se net all zitéiert. Et ass souguer e Minister, dee gesot huet, Gaza misst et ginn ouni Gaza-Awunner. Et ass souguer vun engem gesot ginn, et misst eng nuklear Bomm benotzt ginn. Vun där anerer Säit wësse mer awer och, dass verschidde Leit soen, dass d'Enn vum Staat Israel en Zil muss sinn, dass d'Israeeli mussen och verschwannen. Dat heescht, vun deenen zwou Säite gëtt et Proposen, déi inakzeptabel sinn an déi och ze condemnéiere sinn!

Här President, mir hunn och säit dem 7. Oktober Hëllef gehat, direkt fir an d'Gazasträif. An erlaabt mer, fir dass ... Mailt se einfach de Kollegen hei an der Chamber weider ..., mee einfach d'Zuelen, wee wat kritt huet, och vun där Hëllef, déi mer gemaach hunn, vun 3.250.000 Euro, déi komm si fir am Gaza. An et ass och nach eng Kéier eng materiell Hëllef vun 142.000 Euro. Ech si ganz transparent. Ech ginn Iech déi of, wann Der se just de Kollege kënn mailen, dann hu se och déi Zuelen, wou elo och direkt gekuckt ginn ass, fir do déi humanitär Hëllef kënnen ze hunn.

*(M. Xavier Bettel dépose une documentation.)*

Eng Léisung, Här President, well mir schwätzen oft dovun, ass den Zweestaatesystem. Mee de Problem ass: Am Moment si mer nach net esou wäit. A mir kréie se och net direkt. D'Vertrauen ass wierklech ze vill fort, fir déi Zweestaateléisung am Moment kënnen op den Dësch ze setzen, fir se direkt kënnen ënnerschriwwen ze kréien. Dat wier den Dram, well Fridde bei deem engen ass dee beschte Garant fir Fridde bei deem aneren. Dat ass eng Realitéit, et huet een et och heibanne gesot, dat ass d'Realiteit! Wann deen ee Fridde huet, huet deen aneren en och. Well déi eng soen Iech: „Mir hunn Angscht vis-à-vis vun der Hamas, mir kënnen hei net als Bierger liewen,

währenddeems mer wëssen, dass mer terroristesch Aktivitéiten niewendrun hunn.“ An, selbstverständlich, d'Gaza-Awunner, déi si jo och net op Aenheicht vis-à-vis vum Staat Israel, hunn och Angscht. D'Palästinenser hunn Angscht vis-à-vis vun de Siidlungen oder vis-à-vis vun Aktiounen vum der israelescher Arméi.

Dofir, wat fir eis wichteg ass am Moment, ass d'Fräiloossung vun de Geiselen. Déi Geisele sinn déi éischt wichteg Etapp. An et ass gesot ginn: „Jo, mee hält dann Israel op, wann d'Geiselen all fräi sinn?“ Op jidde Fall ass e groussen Argumentaire vun der Justificatioun vun de Bombardementer vum Gaza da fort. Ech wëll awer just drun erënneren, fir deen een oder aneren, deen et nach net matkritt huet, dass déi israelesch Regierung awer gesot huet, dass dat net duergeet, dass se wëllen am Fong den Hamas lassginn.

Ech hunn och op menger Rees, Här President, insistéiert, dass den Hamas eng Ideologie ass. Eng Ideologie kritt Dir net aus dem Kapp esou geläsch! Ech wëll Iech just drun erënneren, dass nach viru puer Joren d'Aube dorée, eng Nazipartei a Griicheland, bal 10 Prozent vun de Stëmme gemaach huet – eng Nazipartei! Mir hu jo alleguer gemengt, nom zweete Weltkrich géif een net méi vun Nazie schwätzen. Just fir Iech drun ze erënneren, dass se mengen, et géif een eng Pensée lassginn, wat eppes ass, wat net méiglech ass. Mee tatsächlech ass et am Interêt vun der Regioun, dass den Impact matériel, d'Finanzméiglechkeete vum Hamas esou kleng sinn, dass se och keng Gefor méi si fir hiren Noper.

Mir brauchen e Waffestëllstand. Här President, ech war nach Premier, wéi ech an engem Conseil européen souz zu Bréissel, wou mer stonnelaang driwwer geschwat hunn, ob et e „Cessez-le-feu“ ass mat „s“, ouni „s“, ob et „humanitaire“ sollt sinn oder net „humanitaire“ – et ass mir esou laang wéi breet, Här President, wéi et heescht!

Mir hu just gemierkt, dass dee Moment, wou d'Geisele fräikomm sinn, während engem Waffestëllstand war. Mir hu just gemierkt, dass wa mer wëlle Corridors humanitaires maachen, fir dass d'Leit aus dem Süden nees kënnen an den Norden erop goe mat de Familjen, dat och just geht, wann e Waffestëllstand do ass. Dofir: Et ass mer egal, wéi Dir e wëllt nennen, mee et brauch een e Cessez-le-feu. Da kritt Dir d'Argument: „Jo, mee mat engem Cessez-le-feu gëtt nees den Hamas gestärkt, da kënnen se sech nees opbauen.“ Ech kann Iech just soen, dass wa kee Waffestëllstand kënn, déi Situatioun sech do net verbessert. An déi eenzeg Momenter, wou mer Geisele fräikritt hunn, waren och während engem Waffestëllstand. Déi Siidlung mussen och ophalen. Si gi géint d'internationaalt Recht. Do si mer eis och alleguer eens.

Ech hat e Message, Här President, deen ech eriwweerginn hunn, an deem mer och gesot hunn, dass déi Situatioun am Moment, déi do ass, um europäeschen Niveau ..., dass een d'Gefill huet, et misst een d'Frënn vu Palästina sinn oder d'Frënn vun Israel sinn, et misst ee säi Camp eraussichen. Dir musst fir déi eng a géint déi aner sinn oder ëmgedréint.

Ech kann Iech just soen – an ech hunn dat och scho gesot –: Mir si Frënn vum Fridde! Mir sinn der Meinung, dass hei jiddwereen en Deel Responsabilitéit huet. Mir sinn der Meinung hei, dass et awer virun allem am Moment Generatiounen gëtt vu jonke Leit, déi, wa se keng Perspektive kréien, rëckéieren, fir eng Doktrinn vun enger politescher Organisatioun messbraucht ze ginn, dass se keng Chancen hunn, sech kënnen ze entwéckelen, wann net Fridde fir si garantéiert gëtt.

Dir hutt jo och Motiouen a Resolutiounen an ech fannen, ... Ech muss Iech ganz éierlech soen, Här President, ech weess, et ass Séparation des pouvoirs, ech hunn näischt dozou ze soen, mee déi Resolutioun an déi Motiouen – dat si verschidden Termen, do musst Dir driwwer kënnen diskutéieren – fannen ech, sinn akzeptabel. Ech ginn Iech meng perséinlech Meenung, well se awer rasonabel sinn. Mir ginn net ..., andeem mer soen: Deen doten huet honnertprozenteg Recht an deen doten huet honnertprozenteg Onrecht. Well hei huet keen honnertprozenteg Recht, keen!

Dat, wat och ass: Dir hutt och gefrot bei der CPI an d'Madamm Tanson an den Här Wagner sinn och drop agaang iwwert d'CPI. Dir wësst – mir hunn dat jo och schonn éffentlech gemaach –, dass mer der Meenung sinn, dass mer elo sollen d'Hearingen ofwaarden an d'Konklusioun ofwaarden. Et war jo schonn Drock gemaach ginn, ob mer net wéilten och schonn dès le départ matmaachen. Nee, mir waarden do of, bis d'Etüde gemaach gi sinn. Déi zweet Motioun, déi dréckt e bëssen an eng Richtung, wéi wa scho Konklusioun misste gezu ginn. Ech kann Iech just hei d'Garantie ginn, Här President, dass des Regierung déi ofwaart an dann och hir Konklusioun wäert hunn. An ech géif Iech proposéieren, dass mer eis och dee Rendez-vous ginn, dass, soubal d'Urteil – oder d'Decisioun – getraff gëtt vun der CPI, mer eis och an der Kommissioun kënnen treffen, fir doriwwer ze diskutéieren a gemeinsam eng Positioun ze hunn.

Ech fannen, d'Stärkt vun eisem Land, Här President, ass, wa mer et fäerdegbréngen, hei an dëser Chamber net eng Droite géint eng Gauche ze hunn, net eng proisraeesch géint eng propalästinensesch Politik ze maachen, mee dass mir eis bewosst sinn, wat de Fridde fir e Wäert huet. An dass mer eis bewosst sinn, dass et net la loi du plus fort ass, mee dass et awer och net ka sinn, dass een a Gefor leeft.

Et ass och an onsem Interêt, dass am Noen Osten Stabilisatioun kënt. An ech kann Iech just soen, dass mir et net eleng wäerte fäerdegbréngen – well hei ass gesot ginn, mir hätte Responsabilitéit –, mir wäerten et net eleng fäerdegbréngen! Wa mer wëllen eng Léisung fannen, kënne mer nach 56 Friddenskonferenzen organiséieren – wann Israel net mat um Dësch ass, fanne mer och keng Léisung! An dofir géif ech wierklech insistéieren, fir ze soen, dass weeder d'Frënn vu Palästina nach d'Frënn vun Israel sech sollen zesummeseetzen, mee d'Frënn vum Fridden. Et ass an hirem Interêt an och an onsem.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech soen dem Ausseminister villmools Merci. Domat wär d'Diskussioun ofgeschloss.

**Motions et résolution**

Mir kommen dann zu de Motiouen. Ech hunn hei um Büro zwou Motiouen an eng Resolutioun leien.

**Motion 1**

Ech proposéieren, dass mer mat de Motiouen a mat där éischer Motioun – quitte dass se méi spéit presentéiert ginn ass – vun dem Initiateur vun der Heure d'actualité ufänken. Den Här Wagner, mengen ech, huet seng Motioun schonn erkläert, ech géif also froen: Wie wëllt zu der Motioun 1 nach d'Wuert huelen? Ech gesinn den Här Graas, den Här Fayot. Ok. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

**M. Gusty Graas** (DP) | Merci, Här President. Jo, zu där Motioun ass allerdéngs elo nach déi eng oder aner Ausso ze maachen. Fir d'éischt muss ech natierlech emol d'Fro stellen: Wat ass e Genozid?

An d'Fro och ze stellen: Si mer de Moment schonn an enger Situatioun, wou ee ka vun engem Genozid schwätzen? Dorobber eng Äntwert ze ginn ass zu dem Zäitpunkt, mengen ech, ganz schwiereg.

Da gëtt hei gefrot, dass mir eis als Lëtzebuerg sollen do ralliéieren, dass mer „en soutien à la procédure initiée par la République d'Afrique du Sud contre Israël“ ... Ech mengen, den Ausseminister huet elo am Fong schonn eng Äntwert dorobber ginn, dass mer elo emol sollen ofwaarden, bis dass déi Instruktioun vun der CPI fäerdeg ass, dass mer da gesinn, wat fir eng Resultater do erauskomm sinn an dass sech duerno Lëtzebuerg dann och ka positionéieren. Duerfir fanne mir et prematuréiert, fir zu dem Zäitpunkt elo am Fong geholl schonn d'Regierung opzufuerderen, an déi Richtung ze goen. Aus deem Grond géif ech da menger Fraktioun – oder eiser Fraktioun – proposéieren, des Motioun ofzeleenen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Graas. Dann hunn ech eng Wuertmeldung vum Här Fayot.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Jo, also mir als LSAP, mir sinn der Meenung, dass des Motioun eng gutt Motioun ass, dass mer déi ënnerstëtzen. Mir sinn iwwerhaapt der Meenung, dass mer dee Recours, dee Südafrika gemaacht huet géint Israel, sollen eescht huelen. Mir sinn e Land, wat sech zum Multilateralismus bekennt an och ëmmer e staarke Supporter vun der Cour internationale de justice ass.

Mir sinn eis natierlech och der Gravitéit vun dem Recours bewosst. Et geet hei em Genozid, eng Infractioun, déi erfondt gouf 1944 vum Raphael Lemkin, engem polnesch jüddeschen Affekot, deen déi Infractioun erfondt huet mat Bléck op d'Shoah. An dass déi haut géint Israel invoquéiert gëtt, huet natierlech eng ganz besonnesch Gravitéit.

Nawell si mer der Meenung, dass mer eis elo hei net einfach kënnen do eraushalen. Mir kënnen net, mengen ech, wéi de Premier dat expriméiert huet a sengem Interview, einfach hei Israel gewäerde loosse, ouni eis mat där Fro ausernaneresetzen. Mir hunn Obligatiounen ënnert der Convention sur le génocide, déi eis verpflichten, dat do ganz enk am Bléck ze behalen.

Ech war och am September 2022 an den Territoires occupés. Ech hunn och dee Kontext gesinn, deen deemools schonn do virgeherrscht huet, déi Apartheid, wéi den Yves Cruchten dat genannt huet, déi schrecklech Konditiounen, ënnert deenen d'Palästinenser do diskriminiéiert ginn. A mat aller Vehemanz an och mat aller Rigueur, mat deenen ee muss de 7. Oktober condemnéieren, ass dat net an engem Vakuum geschitt. An dofir, mengen ech, muss een, ouni hei Säiten ze huelen, trotzdeem wierklech ganz genee nokucken, wat do geschitt. Et sinn Deklaratiounen gemaach gi vun israeelsche Regierungsmemberen, déi weisen, wat hei de Geescht ass vun deenen Interventiounen, déi elo säit méi wéi 100 Deeg undauern.

An dofir menge mer wierklech, dass mer, wéi gesot, eis heimadder sollen ausernaneresetzen, dass mer dat sollen evaluéieren a le moment venu dann och net zécken, fir do eventuell ze intervenéieren an där Prozedur, déi do ugefaangen huet.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Fayot. Ech hunn nach d'Wuertmeldung vum der Madamm Tanson, dem Här Clement, dem Här Kartheiser an dem Här Hansen. An ech ginn der Madamm Tanson d'Wuert.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo. Ech hänke bësse mech drun un dat, wat de Franz Fayot elo grad gesot huet. Et geet hei net drëm, ech mengen, definitiv

Positioun ze huelen. Dass deen Term Genozid hei puermol virkënt, ass absolutt normal, well et ass déi Konventioun, em déi et geet a wou d'Fro gestallt gëtt, vu ville Leit d'ailleurs, och vun den Experten, wou kontrovers diskutéiert gëtt, ob een hei an deem Cas de figure ass oder net. An dat wat d'Cour de justice internationale elo muss decidéieren, dat ass virun allem och emol verschidde méi provisoersch Mesüeren, wou dann och gesot gëtt oder ka ginn, zum Beispill zu Israel, se sollten ofhalen. Se sollen e Wafeställstand elo emol applizéieren.

A wat mir u sech froen, dat ass, dass Lëtzebuerg net einfach just ofwaart, mee dass eng Analys gemaach gëtt vun där Requête, déi Südafrika gemaach huet an dann, wéi dat och schonn emol gemaach gouf, Positioun geholl gëtt zu där Requête. Dat muss jo net eng honnertprozenteg Ënnerstëtzung sinn, mee dat kann awer eng Ënnerstëtzung vum internationale Recht sinn, zu deem mir eis ëmmer haut et fort bekennen an dat ass jo och richtig esou.

Wat mer awer och fuerderen, an dat fannen ech awer och elo scho preventiv ganz wichteg, dat ass, egal, wat herno déi Decisioun ass vun der Cour de justice internationale, dat ass, dass Lëtzebuerg dat ënnerstëtzt, dass déi och ëmgesat gëtt. Do ass e Risk, dass se net ëmgesat gëtt, well coercitiv Moosnamen huet d'Cour net, fir déi Decisioun herno ze renforcéieren, soudass dowéinter mir mat där Motioun hei vun deene Lénke ganz gutt kënne liewen an déi och ënnerstëtzen, well se u sech just eng Affirmatioun vun deem ass, wat Lëtzebuerg säit Joerzéngte leeft a plädéiert: dat ass déi vun der Ënnerstëtzung vun der internationaler Rechtsstaatlechkeet.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Clement, et ass un Iech.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Erlaabt mer, et licht anescht ze gesi wéi meng zwee Virriedner.

Ech fannen d'Motioun interessant. Et ass en Debat, dee mer féiere mussen. Et ass awer, mengen ech, wéi ech och a menger Ried gesot hunn, verfréit, fir elo hei u sech d'Regierung opzufuerderen, eng Prise de position ze huelen.

Ech mengen, dass déi Motioun hei ganz gutt gedoen hätt, perséinlech, wa se sech op den zweeten Tret, op den zweeten Invite, limitéiert hätt. Den 2. Invite ass nämlech deen, deen, mengen ech, kruzial ass. Dat ass, wann de CPI u provisoersch Moosname kënt, donunner ginn, mengen ech, déi meeschte Länner aus, och déi, déi d'Mesüeren net ... déi, déi Prozedur net ënnerstëtzen oder net direkt ënnerstëtzen, dass Lëtzebuerg déi ënnerstëtzt, mee u sech decouléiert dat och direkt dorauer, dass mir Deel vun der Konventioun sinn.

Dat heescht u sech, wa mer géife soen, mir géife se net ënnerstëtzen, géife mer soen, mer géifen eis egen Engagementer brieschen an dat, mengen ech, wéi jo heibanne keen an dofir hätt ech mam Punkt 2 ganz gutt liewe kënnen. Mam Punkt 1 a mam Punkt 3 hunn ech awer meng Problemer. Dat gouf zum Deel schonn och vun anere Leit heibannen erzielt, mee ech mengen, et ass wierklech wichteg, dass mer eis um Punkt 2 eens si vun dëser Motioun, wou kloer drasteet, dass Lëtzebuerg d'Exekutioun vun esou provisoersch Moosnamen ënnerstëtzt, wat awer net heescht, dass Lëtzebuerg Partie prenante vun enger Plainte, wéi se elo deposéiert ass, gëtt oder dass Lëtzebuerg do Partei ergräift. Well ech mengen, dass mir guer net d'Moyenen hunn, dat ze evaluéieren. A fir elo sech unzereien un all déi Leit, déi schonn eng Kéier zu Jerusalem an zu Ramallah waren: Ech hat d'Chance, virun zwee Joer och do ze sinn an ech muss Iech ganz éierlech soen, et ass

bedréckend, zu Ramallah ze sinn. Et ass bedréckend, wann een do gesot kritt: „Dir musst de Bus wieselen, fir iwwerhaupt kënnen mat Äre palästinenseschen Homologen ze schwätzen.“ Ech hunn dat immens bedréckend empfunnen an dat ass, wéi mat den Auslänner ëmgaange gëtt. Da schwätze mer nach guer net dovun, wéi mat der Zivilbevölkerung sur place ëmgaange gëtt.

Mee ech kann Iech soen, dat heescht awer nach laang net, datt mer hei direkt vu Genozid musse schwätzen, mee wann d’CPI dat féinnt, da muss Lëtzebuerg dat och ënnerstëtzen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Clement. Et ass elo um Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Här President, villmools Merci. Mir soen och deene Lénke Merci, well et ass natierlech e Sujet, wéi mer et haut och gesinn hunn, deen eis alleguer ganz déif beréiert an deen eng ganz gross politesch a moralesch Dimension huet. Dofir ass dat hei, mengen ech, méi wéi legitim, fir sech déi Fro ze stellen, ob Lëtzebuerg an esou engem Prozess soll intervenéieren oder net. Ech mengen, mir müssen dat kucken no zwee Krittären.

Deen éischten: Ass dat néideg? An deen zweeten: Ass et opportun? Ass et néideg? Nee, well Südafrika huet jo déi Fro gestallt dem internationale Geriichtshaff a mir kréie jo eng Äntwert vum internationale Geriichtshaff onofhängeg dovunner, ob Lëtzebuerg sech elo an eng Prozedur améisch, déi souwiesou amgaang ass. Mir brauchen eigentlech, fir déi Äntwert ze kréien, nëmmen ofzewaarden, ouni, wéi d’Virriedner gesot hunn, do onbedéngt musse Partei ze ergreifen. Also et ass net néideg, datt mer intervenéieren, fir déi Äntwert ze kréien op déi Fro, déi hei gestallt ginn ass.

Ass et opportun? Nee an ech wëll och do kuerz soe firwat, well mir hunn an dëser Situatioun einfach de Bedarf, datt mer géintwuer Israel a géintwuer de Palästinenser kënnen als Verhandlungspartner, als Europäesch Unioun an Zukunft oprieden.

Et ass dacks beklot ginn an eisen Ae vollkommen zu Recht, datt déi Europäesch Unioun kee politesche Profil, op jidde Fall net genuch politesche Profil, net genuch Eenheet konnt weisen an dësem Dossier an et läit eis awer ganz um Häerz, datt mer musse méi wäit denke wéi déi Kris, an där mer am Abléck sinn, an dee Prozess och, deen hei vum Här Wagner ugeschwat ginn ass.

Mir müssen als Verhandlungspartner, als kredibel Verhandlungspartner fir déi zwou Säiten och no dem Enn vun dëser akuter Kris zur Verfügung stoen. Dofir ass et wichteg, datt mer an der Europäescher Unioun verënnern, datt deen een oder deen aneren ... Jiddereen kann natierlech maache wéi e wëll, awer u sech solle mer politesch an eng Richtung schaffen, datt mer e méiglechste breede Konsens hunn, datt mer an Zukunft géintwuer vun deenen zwou Säiten als Verhandlungspartner, als Mediateur, als e kredibelen Interlocuteur kënnen oprieden.

Wa mer dat hei géife maachen, géife mer d’Unitéit an der Unioun a Fro stellen, well keen anere warscheinlech oder net vill anerer an der Unioun wäire bereet, esou e Schrëtt ze maachen. Mir géifen also deem Ganze schueden an och der Zukunft vun engem Fridensprozess, an deem Europa kéint e Profil weisen. Aus all deene Grënn kënnen mer dat hei wuel an der Intentioun unerkennen, datt dat sécher gutt gemengt ass, fir esou eng Initiativ ze proposéieren, mee no der Krittäre vun der Noutwendegkeet an der Opportunitéit géife mir dat hei net ënnerstëtzen. Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Kartheiser. Dann ass nach eng Wuertmeldung vum Här Christophe Hansen do. Här Hansen, Dir hutt d’Wuert.

**M. Christophe Hansen** (CSV) | Jo, villmools Merci, Här President. An ech géif just nach eng Kéier ganz kuerz un de Virtrag vum Här Ausseminister Xavier Bettel erënneren, wou e gesot huet, wéi wichteg et ass, datt mer elo net mengen, mir misste Schwaarz-wäiss-Molerei maachen oder fir ee Partei ergreifen.

Ech mengen, dat ass dat Allerwichtigst, wa mer wëlle kredibel als Negotiateur iergendwann eng Kéier oprieden an, ech mengen, dat géife mer och am beschten zesumme mat eisen aneren europäesche Memberstaate maachen, datt mer do eng gëeente Positioun hunn, dann hu mer déi beschte Chance.

Wann elo jiddereen seng Saach mécht, wäerte mer déi Positioun an den Negotiationen schwächen. Dat, mengen ech, wier e Problem an ech mengen, evaluéiert gëtt et. Den Här Ausseminister huet et gesot an ech mengen, dat ass och richtig esou. À ce stade géife mir do awer als CSV déi heite Motioun elo net matdroen aus deene Grënn, déi och den Här Bettel genannt huet. Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Hansen. Dann huet den Auteur vun der Motioun nach gefrot, fir kuerz Stellung ze huelen.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo. Merci, Här President. Ech mengen, et soll net den Androck entstoen, datt mer hei esou an enger classescher Geriichtsprzedur wieren, wéi mer dat kennen a wéi jiddereen dat kennt, dat heescht wéi wann elo d’Chamber sech misst iwwert iergendeng Prozedur um Civil oder um Pénal ausschwätzen.

Do si mer an enger ganz anerer Prozedur, déi gängeg ass, wou Lëtzebuerg dat d’ailleurs och scho gemaach huet, en cours de route, datt et intervenéiert huet. Dat ass den Usus. Ech si keen Expert am Droit international, mee ech hu mech awer a leschter Zäit e bësse renseignéiert an och vun Experte conseilléiere gelooss an et ass immens spannend, wat do ass, an do muss een och soen, Lëtzebuerg huet justement déi Konventioun géint de Genozid ratifizéiert an déi seet awer ganz kloer Saachen an u sech, de Choix, dee mer géife maachen, wa mer déi Motioun géifen unhuelen, fir ze soen, datt, le temps important en plus ..., also d’Regierung kritt eng gewësse Latitud.

Et hätt ee kënnen dat ewechloossen, mee d’Regierung kritt eng gewësse Latitud, fir op Säite vun der Requête och kënnen ze intervenéieren, et entsprécht awer och dem éischten Artikel iwwerhaupt vun dëser Konventioun, déi ganz kloer seet, datt Partie-contraignanteë müssen „non seulement punir“ den Auteur vun engem Genozid, mee och „prévenir“, an dat ass net einfach esou gratis – ech mengen, et ass scho gesot ginn och vu Virriedner, dat heescht an deem Sënn, am Fall justement, datt Lëtzebuerg, als kleng Staat en plus, deen dat matgedroen huet, ... well mer all Interêt drun hunn, datt mir gesot hunn: „Mir ënnerschreiw den.“ An dat gëtt eisem Staat och eng Obligatioun, fir justement e Genozid ze prevenéieren, an déi heite Requête kann och esou interpretéiert ginn, datt se justement e Genozid prevenéiert, well scho Mesures provisoires kënnen geholl ginn, déi derzou féieren, datt e Cessez-le-feu immédiat, also en Enn vum Doutmaachen an der Gazasträif kéint imposéiert ginn. Dat heescht, u sech respektéiere mer eng Konventioun, déi mir ratifizéiert hunn. Et ass an deem Geescht, wou een dat misst gesinn. Voilà.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär déi lescht Stellungnam zu dëser Motioun ofgeschloss.

Mir géifen dann zum Vott iwwert d’Motioun 1 kommen, déi vum Här David Wagner deposéiert gouf.

### Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. Vote par procuration. De Quorum ass erreicht an de Vott ass ofgeschloss.

D’Resultat vum Vott ass: Jo: 17 Stëmme, Nee: 43 Stëmme, Abstentiuonen: 0. Dës Motioun ass also mat 43 Stëmme géint 17 Stëmme ofgeleent.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

### Motion 2

Mir kommen zur zweeter Motioun, déi deposéiert ginn ass vun dem honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt scho Stellung geholl. Wëllt Dir nach eng Kéier? Da froen ech, wien zu dëser Motioun wëllt d’Wuert huelen. Den Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d’Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här President, mir soen Iech villmools Merci. Mir hunn als ADR dem Här Graas gesot ..., a mir soen och deenen anere villmools Merci, datt se déi Initiativ hei geholl hunn. Mir hunn deen Text hei, déi Motioun, net matënnerschriwwen, mir droe se awer mat. Firwat hu mer net matënnerschriwwen? Well enzel Aspekter heivunner awer vläicht e bëssche kënnen diskutéiert ginn. Ech wäert dat elo net maachen. Mir hunn et zum Deel scho virdrun an der Interventioun gesot.

Et ass awer eng Saach, déi ech wëllt ervirsträchen an dat ass déi Diskussioun ronderëm d’Kolonien. Et ass vollkommene richteg, a mir deelen dat als ADR, datt dat absolut diskutabel ass, datt Aspekter vun der Kolonisierung och géint internationaalt Recht verstoussen. Net alles, mee awer e gudden Deel. Et ass eng ganz komplex Fro. A mir müssen op jidde Fall och géintwuer eisen israelesche Frënn ëmmer erëm insistéieren: dat internationaalt Recht muss respektéiert ginn, och an dem Kontext vun de Kolonisierungen am Westjordanland! Dat ass net bestridden.

Wat awer de Punkt ass, an et ass vläicht net ganz glécklech, datt mer dat haut esou vill ervirsträchen, et ass awer schon e bësschen en anere Sujet: Wa mer net wëllen den Androck ginn, datt d’Kolonisatioun am Westjordanland kann iergendwéi eng

Justifikatioun si fir deen Terroruslag, deen d' Hamas de 7. Oktober ugeféiert huet, dann hätte mer eis u sech gewënscht, datt dat separat diskutéiert gëtt, souwäit et kritikabel ass. Mir stellen dat net a Fro. Wéi gesot, d'Kolonisierungsplott muss ee kënnen kritisieren. Awer mir gesinn et schlecht an dem Zesammenhang hei vun esou enger Motioun, well fir eis ass déi Attack egal wéi ze condemnieren, absolut ze condemnieren, mat Kolonisierungspolitik oder ouni!

Et ass vläicht e kleng Schéinheitsfeeler an deemem Text. Wéi gesot, mir droen et mat, awer mir ënnerschreiwen et net sou, wéi et hei steet.

Villmoos merci.

**M. Claude Wiseler, Président |** Merci, Här Kartheiser. Sinn nach aner Wuertmeldungen? Ech hunn den Här Cruchten, duerno den Här Wagner. Här Cruchten.

**M. Yves Cruchten (LSAP) |** Jo, merci, Här President. Merci och dem Auteur vun där Motioun. Mir wäerten déi Motioun och matdroen. Et sinn e puer Formulatiounen dran, wou ech mer e bësse Froe stellen, mee en général geet se awer an déi richteg Richtung. A virun allem steet hei dran, dass mer d'Regierung opfuerderen, fir en direkte Waffestëllstand ze plädieren. Dat huet den Här Ausseminister och kloer an dättelech haut hei op der Tribün gesot an ech mengen, dass dat wichteg war, dass et do keng Ambiguitéit gëtt an dass et och do keng verschidden Nuancé gëtt, mee dass et ganz kloer ass, dass mer gären hätten, dass d'Waffe solle rouen.

An dann ass eng Saach, déi mech e bëssen interpelléiert huet an den Invitten. Hei steet: „à continuer ses propres contributions à l'aide humanitaire d'urgence à Gaza et dans la région“. Ech hoffen – ech hoffe jo wierklech –, dass kee Mënsch eis Aide humanitaire a Fro gestallt huet an der Vergaangenheet! Mee bon, selbstverständlech wäerte mir deen Text matdroen.

**M. Claude Wiseler, Président |** Villmoos merci, Här Cruchten. Här Wagner.

**M. David Wagner (déi Lénk) |** Jo, merci, Här President. Mir hu se net matënnerschriwwen. Dat war éischter eng Fro vun Timing, mengen ech. Mee mir kënnen ... Voilà. Mee mir hunn eis se awer duerchgelies an u sech mécht se och e bëssen Echo an engem gewëssene Mooss och mat der Resolutioun, déi mir deposéiert hunn. Mee eng Motioun ass eng Motioun an eng Resolutioun ass eng Resolutioun an et ass jo och wichteg, datt souwuel d'Chamber d'Regierung invitéiert, Saachen ze ënnerhuelen, wéi och datt d'Chamber sech selwer prononcéiert. Mir gesi keng gréisser Schwierigkeete mat dëser Motioun. Deementspriedend: Also mir fannen, datt se an déi richteg Richtung geet. An dat berouegt eis och an deementspriedend wäerte mir se matstëmmen.

**M. Claude Wiseler, Président |** Merci, Här Wagner. D'Madamm Tanson huet d'Wuert nach gefrot.

**Mme Sam Tanson (déi gréng) |** Jo, merci, Här President. Ech gesinn dat sou wéi meng zwee Virriedner: dass et extreem wichteg ass, dass mer eis hei net just eeben als Chamber selwer eng Positioun ginn, mee och d'Regierung opfuerderen. An dat geet definitiv an déi richteg Richtung. Ech sinn och frou, dass de Wording elo dee ganz kloer ass. Ech hat dat och esou gefrot, dass wierklech „un cessez-le-feu immédiat“ géif gefrot ginn. Ech hunn de Premier – pardon, ech sinn nach ëmmer net am richtige Film: den Ausseminister – héiere soen, dass vill natierlech diskutéiert gëtt iwwer „cessez-le-feu“, „cessez-le-feu humanitaire“ oder wéi ee „cessez-le-feu“ dann och géif schreiwen.

Ech weess net, ob dat esou eng Diskussioun ass, mee op alle Fall: Et ass scho wichteg, dass een do keng Nuancé mat erëbréngt, mee dass et drëms geet,

dass einfach elo e Waffestëllstand kënn an deen net nach en Adjektiv hannendrugehaange kritt, dee kéint och mëssverstane ginn. Dofir geet dat hei och fir eis absolut an déi richteg Richtung an natierlech ass et extreem wichteg, d'Aide humanitaire weiderzeféieren an och eebe fir eng Zweestaateléierung anzetrieden.

**M. Claude Wiseler, Président |** Merci, Madamm Tanson. Ech hunn elo keng aner Wuertmeldung gesinn.

Da géife mer zum Vott iwwert dës Motioun, also d'Motioun vum Här Gusty Graas, kommen. Mir kënnen doriwier par main levée ofstëmmen, wann Dir domat d'accord sidd. Ass een, deen e Vote électronique freet? Dat ass net de Fall.

#### **Vote sur la motion 2**

Da proposéieren ech de Vote par main levée. An domat d'Géigeprouf, dat froen ech awer aus Sécherheetsgrënn:

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

An domat ass dës Motioun à l'unanimité ugehol. Da komme mer zum leschte Punkt.

**M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur |** Et ass net Usus, mee ech wollt Iech just Merci soen. Dir weist Grandeur als Chamber, dass mer et fäerdegrëngen, eng Unanimitéit ze hu bei dëser Fro! Ech wollt Iech just als Regierungsmember Merci soen.

**M. Claude Wiseler, Président |** D'Chamber huet ëmmer gär, wa se Merci gesot kritt.

*(Hilarité)*

Merci, Här Premier. An da komme mer zum leschte Punkt vum ...

*(Hilarité, brouhaha et interruption par Mme Sam Tanson)*

Madamm Tanson, ech hunn déi selwecht Problemer wéi Dir!

**M. Gilles Baum (DP) |** Dat dauert nach e puer Joer!

**M. Claude Wiseler, Président |** Merci, Här Ausseminister. Mir gewinnen eis awer nach drun. Et war déi leschte Kéier, jo. Ok.

#### **Résolution 1**

Also, komme mer elo zur Resolutioun Nummer 1, déi vum Här Wagner hei erabruecht ginn ass. Här Wagner, ech mengen, déi hat Dir schon explizéiert. Dofir: Sinn zu dëser Resolutioun Wuertmeldungen? Den Här Graas, den Här Kartheiser, den Här Clement an den Här Hansen. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

**M. Gusty Graas (DP) |** Jo, merci, Här President. Also, a priori muss ech soen, datt déi Resolutioun hei eis och sympathesch ass. Mir mierke jo, datt et eng ganz Rei Interferenze gëtt mat där Motioun, déi d'Majoritéit virgeluecht huet, ouni elo erëm an den Detail ze goen. Mee, ech mengen, déi grouss Fuerderungen, déi an eiser Motioun dann enthalen sinn, déi fënn enen och hei an dëser Resolutioun erëm, soudatt mir a priori déi kënnen esou matdroen.

Allerdéngs wollt ech zwou Remarque maachen, déi awer méi textueller Natur sinn. Ech wier och frou, vläicht, wann den Auteur, den Här Wagner, géif sech dozou bereeterklären. An zum Beispill ass dat elo am sechste Paragraph vun de Consideranten: „notant avec inquiétude“, hat Dir geschriwwen, „les déclarations convergentes de membres du Gouvernement“, do wiere mer frou, wann Dir géift schreiwen: „notant avec inquiétude certaines déclarations de membres du Gouvernement.“ Ech gesinn un Ärer Mimik an un Ärer Reaktioun, dass der domat d'accord sidd. Merci.

An dann direkt deen zweete Punkt, wou mer licht Problemer hunn, géife mer Iech och bieden, vläicht e bëssen ofzeschwächen. Dat ass dann, wou een dann d'Fro stellt a Fuerderung stellt bei „condamne avec la plus grande fermeté la réaction militaire du Gouvernement israélien comme étant démesurée et disproportionnée et que celle-ci résulte en un carnage de la population civile dans la bande de Gaza“. Do géif ech Iech proposéieren: „condamne avec fermeté la réaction militaire du Gouvernement israélien comme étant démesurée“. Bon, ech hat awer, ech mengen, Här Hansen, sidd mer net béis, wann ech Äre Virschlag direkt hei mat iwwerhuelen. Dat ass dat, wat vum Här Hansen kënn: „étant démesurée dans le temps et disproportionnée d'envergure“, an dann e Punkt. Dat heescht, da géife mer dee Schluss vun deem Saz do strächen: „et que celle-ci résulte en un carnage de la population civile de la bande de Gaza“.

Här Wagner, wann Der domadden d'accord wiert – ech mengen, dat dierft Iech jo net allze schwéierfalen –, da géife mer selbstverständlech dat do matdroen. Sidd Der domat d'accord? Ma dat ass léif. Da géif ech proposéieren, datt dee Moment den Här President ...

**M. Claude Wiseler, Président |** Normalerweis stellen ech déi Fro, ob den Här Wagner domat d'accord ass. Mee ech mengen ...

*(Hilarité)*

**M. Gusty Graas (DP) |** Entschëllegt, Här President, datt ech meng Kompetenzen iwwerschratt hunn.

**M. Claude Wiseler, Président |** Nee, Dir hutt ... Et ass kee Problem. Se ass gutt gestallt.

Här Wagner.

**M. David Wagner (déi Lénk) |** Merci, Här President. Bon, eng Saach: Ech sinn ee vun de Signatairë vun dëser Resolutioun, mee et sinn zwee aner Signatairë vun dëser Resolutioun, d'Madamm Tanson an den Här Cruchten. Inwiefern ech elo am Numm vu jidderengem ka schwätzen, ass eng aner Fro.

**M. François Bausch (déi gréng) |** Mir sinn d'accord.

**M. Meris Sehic (déi gréng) |** Jo.

**M. David Wagner (déi Lénk) |** Dir sidd d'accord? Jo. Ech weess net, ob et an der LSAP ...

Ech kann och prinzipiell mat den Ännerunge vum Här Graas liewen. Mir hu bei den Invitten, bei de Condamnatiounen, do hu mer u sech dee selwechte Wording benotzt: „Condamne avec la plus grande fermeté les attentats terroristes“, an duerno: „Condamne avec la plus grande fermeté la réaction militaire“. Ech wëll elo och net op de Wieder spillen. Et geet drëms, dat ze condemnieren. Mee déi zwou mussen d'selwecht condemnéiert ginn. Ech mengen, dat ass schon emol wichteg, fir ze soe „condamne“, ob mat der „plus grande fermeté“ oder just „avec fermeté“, mee da muss et richteg si fir déi zwee. Et ass just dat a mengen Aen awer e Prinzip. Mee soss si mer averstan.

**M. Claude Wiseler, Président |** Den Auteur ass also mat deenen Ännerungsvirschléi averstanen. Bei deenen nächste Wuertmeldunge schwätze mer also iwwert déi Versioun, wou den Auteur averstanen ass mat den Ännerungen. Här Cruchten. Ech hat zwar elo ... Pardon, et deet mer leed, Här Cruchten. Ech hat den Här Kartheiser, den Här Clement an den Här Hansen, mee Dir wollt vläicht iwwert d'Ännerungsvirschléi eppes soen?

**M. Yves Cruchten (LSAP) |** Jo, jo.

**M. Claude Wiseler, Président |** Mee da kritt Dir vir-drin d'Wuert. Ech mengen, dat ass méi richteg.

**M. Yves Cruchten (LSAP) |** Also ech wëll hei déi Harmonie, déi hei entstee, och elo net brieche, dofir



wäert ech och selbstverständlech déi Propos do unhuelen.

Ech wëll awer nach eng Kéier soen, dass dat net esou onschëlleg ass, wat mer hei drageschriwwen hunn. Mir hunn hei drageschriwwen, dass et eigentlech, op Franséisch, e „carnage de la population civile“ gëtt an der Gazasträif. An dat ass op Däitsch iwwersat e „Blutbad“ oder e „Gemetzelt“, fir eeben net den Term vum Genozid ze huelen.

Bon, Dir wëllt dat elo alles eraus hunn. Ech mengen, mir hunn eis alleguete kloer ausgedréckt hei op der Tribün, wat mir vun der iwwerdrüwwener militärescher Reaktioun halen. Dofir sinn ech frou, dass dat alles an de Minutte vun der Chamber festgehalten ass. Dowéinst kann ech domadder liewen. Mee ech halen och ganz staark dorobber, dass d'Terminologie bei der Verurteilung souwuel vun den terroristeschen Attentater vun der Hamas wéi och bei der Réaction militaire, dass dat eent an dat selwecht ass, fir do keng aner Gewiichtung eranzebréngen.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten, Här Kartheiser.**

**M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools merci.** An och hei e Merci un d'Auteurs, d'Signatairé vun deem Text, deen eis erlaabt, iwwert dës wichteg Froen ze diskutéieren.

Mir wäerten eis hei enthalen an ech wéilt Iech soen, aus wéi enge Grënn. Dat Éischt ass, dass wuel hei vollkommen zu Recht, muss ech soen, eng Rei vu Kommentare vu Membere vun der israellescher Regierung zitéiert ginn, déi revoltéieren. Mir haten dat hei e puermol diskutéiert. Verschidde Kolleegen hunn dat an hire Gieden ervirgestrach. Do sinn Terme gefall a Methode gefuerdert ginn, déi wierklech baussent engem ziviliséierten Ëmgang ënner Staate leien. An dat ass eppes, dat muss ee ganz kloer soen.

Et ass awer eppes, wat ganz wichteg ass, wat och feelt hei, dat ass, dass den israellesche Staatspräsident sech dovunner kloer distanzéiert huet an ënnerstrach huet, dass dat absolutt net d'Positioun vun Israel ass.

Wann een also seet, dass hei verschidden israellesch Politiker en Term gebraucht hunn, an dat hu se, dee fir eis net akzeptabel ass, mengen ech, géif et awer d'Éierlechkeet verlaangen, fir och ze soen, dass den israellesche Staatspräsident dat kloergestallt huet, dass dat net kann als israellesch Positioun consideréiert ginn.

A mir sollen dat hei als Resolutioun och den israelleschen Autoritéite matdeelen. Et wär also falsch, wa mer da géifen higoen an den israelleschen Autoritéiten en Text iwwerreechen, wou mer de Propos vun hirem Staatspräsident einfach ignoréieren.

Dat Zweet ass, an dat ass dee groussen Ënnerscheid mat där Motioun, déi den Här Graas an d'Regierungs-partiee proposéiert haten, dat ass d'Artikulation an der Zäit.

Den Här Graas hat an där Motioun, déi si proposéiert haten als Regierungspartei, gesot, „œuvrer“ fir dee „cessez-le-feu“. Dat ass e wichteg zäitlecht Element. An hei froe mer „immédiat“. Mee do feelt dach d'Artikulation. An do wëll ech erëm insistéieren, dass jiddereen, deen an der internationaler Staatgemeinschaft am Abléck probéiert ze negociéieren, net de „cessez-le-feu immédiat“ als realistesch Optioun ka gesinn, well einfach d'Artikulation ass: Wéini ginn d'Geisele fräigeloo, ënner wéi enge Konditiounen? Wéi gëtt mat den Huthi verhandelt? Well d'Huthi am Jeme jo soen, dass si dat maachen als Reaktioun op d'Repressioun géigeniwwer de Palästinenser an der Gazasträif.

Dat heescht, mir hunn eng ganz Rei vu komplizéierten Negotiatiounen, déi mer onbedéngt musse féieren, fir dat Resultat ze errechen, dat mer wëllen errechen, nämlech souwuel eng Berouegung an de maritimme Kommunikatioun wéi prioritär selbstverständlech déi humanitär Situatioun am Gaza reegelen. Mir brauchen also eng zäitlech Artikulation, obschonn eist Zil ass, fir dat Ganzt esou séier wéi méiglech op en Enn ze bréngen.

Dofir ass dee groussen Ënnerscheid, an dowéinst hu mer och dem Här Graas säin Text matgestëmmt, „œuvrer en faveur de“, well dat ass dat Zäitlecht, genau déi Zäit, déi mer brauchen, fir déi Verhandlung ze féieren. De „cessez-le-feu immédiat“ ouni Konditiounen, Geisele – „immédiat“ –, dat ass alles gutt gemengt. Et ass awer net dee realistesch Wee.

Dowéinst, zu deenen zwou Consideratiounen, déi praktesch, dass mer eng Artikulation brauchen, dass mer eis och hei als Lëtzebuerg net sollen isoléiere géigeniwwer eise Partner an der Europäescher Unioun, an der Transatlantischer Allianz, well mer eng Negotiatioun musse kohärent féieren, wou mer als Westen och solle méiglech geschloss oprieden, fir iwwerhaapt deen Afloss nach kënnen an där Region auszeüben, virun allem als Europäesch Unioun, déi mer awer hopen, kënnen als Mediateur ze erfüllen. E bëssen dee Rasonement, dee mer och virdu geféiert hunn.

Dat hei wär e gutt gemengt Signal, ganz kloer. Mee et wär alt nees eng Kéier e bëssen inopportun, notament géigeniwwer den israelleschen Autoritéiten, wa mer och dat ignoréieren, wat de Staatspräsident gesot huet.

Merci.

**M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Kartheiser. D'Wuert huet den Här Clement.**

**M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President.** Ech si frou, dass mer net méi iwwer eenzel Wieder streide mussen, nodeem déi Ännerungen ugeholl goufen. Ech fannen, dass den initiale Wording, wann en och am Sënn ganz kloer war, an der Wuertwal, an den Yves Cruchten huet dat herno nach eng Kéier bestätegt, vläicht immens wäit gaangen ass.

Mir kënnen net op där enger Säit soen ..., an ech mengen, dass och do et wichteg ass, dass mer ganz kloer qualifizéieren, dass déi zwou Attacken inakzeptabel sinn, terroristesch Attacken inakzeptabel si wéi d'Reaktioun disproportionéiert ass. Dat hu mer an eise Riede gesot. Dass mer elo driwwer schwätzen, ob „abject“ oder „carnage“ méi schlëmm oder manner schlëmm ass, ech fannen, dass dat e bëssen e geféierlecht Signal wär an u sech d'Unitéit, déi mer heibanen hunn an deenen heite Froen, géif a Fro stellen.

Ech ka mech ganz gutt domadder identifizéieren, hei e „cessez-le-feu immédiat“ ze fuerderen, ze reklaméieren. Well et ass en Ënnerscheid, ob d'Chamber eppes fuerdert oder ob mer d'Regierung invitéieren, en vue vun eppes ze schaffen. An ech mengen, genau do ass déi Nuance, déi esou wichteg ass. Mir hu virdrun an der Motioun d'Regierung invitéiert, fir op de „cessez-le-feu“ hinzewierken. An d'Chamber als éischte Pouvoir geet hin a seet: „Mir fuerderen deen!“ Ma dat ass nëmme kohärent mat deem, wat mer viru fënnel, zéng Minutte gestëmmt hunn. Et ass kohärent mat der Fuerderung, mat deem Invite, dee mer der Regierung ausgedréckt hunn. An dat direkt hannendru steet, dass d'Otagé mussen ouni Konditioun fräikommen an och ouni e Cessez-le-feu musse fräikommen, ass, mengen ech, genausou wichteg. A genau dofir wäerte mir déi Resolutioun hei matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement.** An dann ass et um Här Christophe Hansen.

**M. Christophe Hansen (CSV) | Merci, Här President.** De Gusty Graas huet scho meng Modifikatioun am zweeten Tiret presentéiert. Mir kënnen awer och domat liewen, aus Kohärenzgrënn, dass mer „condamne avec la plus grande fermeté“, wéi den Här Cruchten et och gesot huet, esou do stoenzeloossen. An da kënnen mir den Text matstëmmen, dee ganz gutt ass. An d'CSV, wéi gesot, steet do och ganz derhannert. An ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler, Président | Voilà.** Ech gesinn elo keng aner Wuertmeldung. Da proposéieren ech, déi Resolutioun vum Här David Wagner, déi op zwou Plazen ofgeännert ginn ass, esou wéi et proposéiert ginn ass an den Ofännerungen, zum Vott ze bréngen. Do kënnen mer elo kee Vote à main levée maachen. Mir mussen e Vote électronique maachen. Dovu ginn ech aus.

(Assentiment)

Ok. Da froen ech, dass de Vott lancéiert gëtt.

### Résolution 1 modifiée

La Chambre des Députés,

– considérant que, le 7 octobre 2023, le groupe terroriste Hamas a commis un attentat terroriste abject d'une cruauté sans précédent en Israël faisant plus de 1.200 victimes dont une grande partie de civils dont au moins 75 ressortissants étrangers dont des citoyens de l'Union européenne, y compris des actes de torture et des viols ; qu'au moins 3.400 personnes ont été blessées ; que le groupe terroriste Hamas a enlevé, selon les estimations, quelque 200 personnes dont une grande partie est toujours tenue en otage à Gaza ;

– considérant que le 7 octobre 2023 a été le jour le plus meurtrier pour le peuple juif depuis la Shoah et qu'il est à l'origine du plus grand nombre de décès en une seule journée de l'histoire d'Israël ;

– considérant que l'organisation terroriste du Hamas ne représente pas le peuple palestinien ni ses aspirations légitimes ;

– reconnaissant à l'État d'Israël le droit légitime de se défendre, dans les conditions strictes définies par le droit humanitaire et international et en protégeant la population civile des dommages collatéraux de son intervention ;

– considérant la résurgence et l'aggravation de violences par l'armée israélienne et les colons extrémistes en Cisjordanie en parallèle avec l'opération militaire à Gaza ;

– notant avec inquiétude certaines déclarations convergentes de membres du Gouvernement israélien actuel tendant à qualifier les habitants de Gaza d'« animaux humains » et à vouloir « réduire la population de Gaza à son minimum » ;

– considérant que le Gouvernement israélien a procédé à un siège complet de la bande de Gaza, en coupant notamment la fourniture d'électricité, de nourriture et d'eau sur le territoire ; que les forces de défense israéliennes ont demandé l'évacuation irréalisable d'environ 1,1 million de Palestiniens vivant dans la ville de Gaza et dans le nord de la bande de Gaza vers le sud de la zone ; considérant que les forces armées israéliennes procèdent également à des bombardements de la zone sud ; que la suspension de la fourniture d'électricité, de nourriture, d'eau et de carburant à la bande de Gaza entraîne une nouvelle détérioration grave de la situation humanitaire dans la région ; que selon les autorités palestiniennes, les représailles militaires israéliennes ont depuis causé la mort de plus de 23.000 personnes dont la plupart des personnes civiles ;

– s'interrogeant sur la proportionnalité des interventions militaires israéliennes par rapport aux objectifs déclarés d'éradiquer le Hamas du territoire de Gaza ;

– considérant que la Cour de justice internationale a été saisie en urgence à l'initiative de la République d'Afrique du Sud afin qu'elle statue sur le caractère génocidaire de l'intervention dans la bande de Gaza (entre-temps soutenue par un certain nombre d'États) et afin qu'elle enjoigne à Israël de suspendre immédiatement ses opérations militaires ;

– vu la résolution adoptée par l'assemblée générale de l'ONU en date du 12 décembre 2023 et soutenue par le Luxembourg, réclamant un cessez-le-feu humanitaire immédiat, la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages et la garantie de l'accès humanitaire ;

– vu la résolution du Parlement européen du 18 octobre 2023 sur les attaques terroristes abjectes du Hamas contre Israël, le droit d'Israël de se défendre conformément au droit humanitaire et international et la situation humanitaire à Gaza ;

– rappelant ses motions et résolutions précédemment adoptées et son soutien à la solution dite « à deux États » ;

– condamne avec la plus grande fermeté les attentats terroristes et les meurtres abjects commis par le Hamas contre Israël et sa population le 7 octobre 2023 ;

– condamne avec la plus grande fermeté la réaction militaire du Gouvernement israélien comme étant démesurée dans le temps et disproportionnée dans l'envergure ;

– réclame un cessez-le-feu immédiat afin de permettre un accès humanitaire sans entrave et sûr dans la bande de Gaza ;

– demande la libération immédiate et inconditionnelle de l'ensemble des personnes prises en otage par le groupe terroriste Hamas et le rapatriement des dépouilles des otages décédés ;

– exige des parties belligérantes, ainsi que de tous les acteurs internationaux, à entreprendre tous les efforts possibles pour venir en aide aux populations civiles en souffrance et notamment pour rétablir des conditions de vie dignes dans la bande de Gaza ;

– exhorte les parties belligérantes, ainsi que tous les acteurs internationaux, à relancer un nouveau processus de négociation ambitieux pour conclure une paix durable basée sur la solution à deux États ;

– demande au Président de la Chambre des Députés de faire parvenir la présente résolution aux autorités israéliennes et palestiniennes compétentes.

(s.) David Wagner, Yves Cruchten, Sam Tanson.

**Vote sur la résolution 1 modifiée**

De Vott fänkt un. D'Procuratiounen. De Quorum ass erreecht. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 55, an Abstentiuonen: 5, soudatt dës Resolutioun mat 55 Jo-Stëmme a 5 Abstentiuonen ugeholl ginn ass.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Emile Eicher, Félix

Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, M. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge si fir den 30. an 31. Januar souwéi fir den 1. Februar virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.50 heures.)

## Questions au Gouvernement

### Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
<b>Session ordinaire 2022-2023</b>							
Facturation électronique	8242	Marc Spautz	60	Lettre d'accompagnement du « diplôme de technicien »	8373	Fred Keup	66
Projet de pont pour piétons et cyclistes entre Machtum et Nittel (DE)	8341	Chantal Gary	60	Banque luxembourgeoise Fortuna Banque	8374	Max Hengel, Laurent Mosar, Marc Spautz	66
Formation professionnelle des conducteurs d'autobus	8359	Gusty Graas, Barbara Agostino	60	Soins à domicile	8375	Fernand Kartheiser, Jeff Engelen	66
État d'avancement des projets de construction de logements publics	8360	Nathalie Oberweis	61	Vote lors d'un conseil communal	8376	Jeff Engelen	67
Courrier envoyé par le Ministère de la Santé à des personnes décédées	8361	Gusty Graas	61	Attaques par phishing	8377	Marc Goergen	67
Concert organisé par le chef d'état-major de l'armée	8362	Marc Goergen	61	Examen du secteur communal	8378	Marc Goergen	67
Site du « Château de Schimpach »	8363	Martine Hansen	61	Gaspillage d'énergie auprès de l'Inspection générale des finances	8379	Marc Goergen	68
Licenciement du directeur de la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI)	8364	Laurent Mosar	62	Familles d'accueil hébergeant des réfugiés ukrainiens	8380	Nathalie Oberweis	68
Systèmes de défense antimissile	8365	Marc Goergen	62	Parc locatif de l'Université du Luxembourg	8381	Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti	68
Relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan	8366	Claude Wiseler	62	Risque de génocide dans la bande de Gaza	8382	Nathalie Oberweis	69
Évolution du football féminin	8367	Jeff Engelen	63	Déclarations d'impôt 2022	8383	Sven Clement	70
Nouveaux OGM	8368	Gusty Graas	63	Aide de l'Union européenne à Gaza	8384	Sven Clement	70
Bronchiolite	8369	Léon Gloden	64	Donations aux communautés religieuses	8386	Sven Clement	70
Nouvelle loi agraire	8370	Martine Hansen	64	Aides financières Covid-19 pour le secteur de la construction	8387	Sven Clement, Marc Goergen	70
Situation de l'ASBL BENU	8371	Marc Goergen	64	Réduction du service provisoire dans le secteur communal	8388	Sven Clement	71
Structures d'accueil et d'éducation pour enfants	8372	Fred Keup, Fernand Kartheiser	65				

Législature 2023-2028							
Plaintes de personnes privées contre des promoteurs	0001	Sven Clement, Marc Goergen	71	Rejet d'un projet visant à réduire l'usage des pesticides dans l'Union européenne	0042	Marc Goergen, Ben Polidori	84
Transparence relative à la composition des délégations dans le cadre des négociations de coalition	0002	Meris Sehovic	72	Bazar international	0043	Marc Goergen	84
Programme « Lëtzebuenger am Ausland »	0003	Sven Clement	72	Fräiraam Festival 2024	0044	Ben Polidori	85
Marchés publics de l'Administration de la nature et des forêts	0004	Ben Polidori	73	Prime à responsabilité pour le coordinateur de cycle dans l'enseignement	0045	Sven Clement, Ben Polidori	85
Imposition des jetons de présence au niveau communal	0005	Marc Goergen	73	Demande pour le congé parental	0046	Sven Clement	86
Accès aux documents des Archives nationales	0007	Sven Clement	73	Problèmes auprès du Service de renseignement de l'État	0047	Sven Clement	86
Situation des personnes dites « Dubliners »	0008	Corinne Cahen, Gusty Graas	74	Vols directs Luxembourg–Chine	0049	Sven Clement, Marc Goergen	86
Surfaces de bureaux de l'État	0009	Sven Clement	74	Salarié handicapé	0050	Alexandra Schoos, Jeff Engelen	87
Paiement immédiat direct	0010	Sven Clement	75	Pension de survie	0052	Alexandra Schoos	87
Baisse de la TVA pour l'année 2023	0011	Marc Baum	75	Accès au cannabis médical	0053	Sven Clement	87
Qualité du cannabis médical	0012	Sven Clement	75	Raccordement d'une installation photovoltaïque	0054	Sven Clement, Marc Goergen	88
Délais dans le cadre d'une demande en obtention d'une mesure exceptionnelle pour le soutien intensif extrahospitalier en vue de garantir le maintien à domicile	0013	Sven Clement	75	Adaptation des taux de la TVA	0055	Sven Clement	88
Propreté dans les transports en commun	0014	Marc Goergen	76	Promotion du réseau ferroviaire au niveau européen	0056	Marc Goergen	88
Traités concernant les armes nucléaires	0015	Sven Clement	76	Licences pour le CargoCenter Luxembourg	0057	Francine Closener, Yves Cruchten	89
Gestion du numéro d'identification à la TVA via MyGuichet	0016	Sven Clement	77	Plateforme « Letzshop »	0059	Laurent Mosar	89
Structures d'hébergement pour les demandeurs de protection internationale	0017	Meris Sehovic	77	Plateforme « Letzshop »	0071	Francine Closener, Dan Biancalana	89
Licences accordées par la CSSF	0018	Sven Clement	77	Lutte contre le tabac	0060	Gusty Graas	89
Protection des données dans le cadre d'une affaire juridique	0019	Sven Clement	77	Option « Forfait bloqué »	0061	Marc Goergen	90
Participation à une séance communale par visioconférence	0020	Sven Clement	78	Bureaux pour les juges d'instruction au Centre pénitentiaire « Ueschterhaff »	0063	Sven Clement, Marc Goergen	90
Estimation d'un bien immobilier par un algorithme	0021	Sven Clement	78	Échanges de données entre le Statec et l'OCDE	0064	Sven Clement	90
Liaison aérienne Luxembourg–Chine	0022	Marc Goergen	78	Absence d'Israël au Bazar international	0065	Fernand Kartheiser	91
Promotion de l'image du Luxembourg	0023	Sven Clement	79	Prolongation des aides supplémentaires de l'accord tripartite pour accélérer la transition énergétique	0066	Sam Tanson, François Bausch	91
Bornes d'appel d'urgence sur les autoroutes	0024	Marc Goergen	79	Autorisations environnementales pour les installations photovoltaïques	0067	Joëlle Welfring	91
Ostéodensitométrie	0025	Jeff Engelen	79	Conclusions des campagnes de vaccination contre la Covid-19	0068	Alexandra Schoos	92
Accès pour personnes à mobilité réduite	0026	Jeff Engelen	80	Rénovation du domaine thermal à Mondorf-les-Bains	0069	Jeff Engelen, Alexandra Schoos	93
Prolongation annoncée de l'autorisation du glyphosate dans l'Union européenne	0027	David Wagner	80	Imposition des sociétés de participations financières	0070	Sam Tanson	93
Décision de la Commission européenne de renouveler l'autorisation d'utilisation du glyphosate	0028	Joëlle Welfring	81	Réforme du cadre de gouvernance économique	0072	Taina Bofferding, Franz Fayot	93
Remboursement du REVIS	0029	Jeff Engelen	81	Résolution des Nations Unies sur la mise en place d'une convention fiscale	0073	David Wagner	94
Financement du film « Where is Anne Frank »	0030	Octavie Modert	82	Arrêté en matière de finances communales	0075	Fernand Kartheiser	94
Dissolution de l'ASBL Benu	0031	Marc Goergen	82	Situation de Liberty Steel à Dudelange	0076	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	94
Changement de direction au Service de renseignement de l'État	0032	Sam Tanson	82	P&R à Rodange	0077	Marc Goergen	95
Licenciement en cas de congé de maladie de longue durée	0033	Ben Polidori	83	Émissions et nuisances en relation avec le site de production d'acier à Esch-Belval	0079	Marc Baum, David Wagner	95
Format du document mis à disposition du conseil communal dans le cadre du vote du budget communal	0034	Marc Goergen	83	Extension du réseau de tramway	0080	Meris Sehovic	96
Arrêt récent de la Cour constitutionnelle concernant l'impôt sur la fortune	0040	David Wagner	83	Déclaration commune à la COP28 par rapport aux capacités de l'énergie nucléaire dans le monde	0081	François Bausch	96
Réseau téléphonique du personnel des infrastructures critiques	0041	Marc Goergen	84				

Digitalisation de l'info trafic	0083	Marc Goergen	96	Chômage de longue durée	0086	Dan Biancalana, Yves Cruchten	98
Conséquences de quatre arrêts de la Cour constitutionnelle en matière de finances communales	0084	Meris Sehovic	97	Vaccins contre la Covid-19	0090	Sven Clement	98
Fête Sainte Barbe	0085	Marc Goergen	97	Déneigement des trottoirs	0193	Fernand Kartheiser	99
					urgente		

**Facturation électronique | Question 8242**  
(21/08/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Aus diverse Gemenge gouf mir bericht, dass et Problemer an der Facturation électronique gëtt, déi op de Prestataire vun dëser Facturatioun zeréckzeféiere sinn. D'Opérateurs économiques hunn ugefaangen, de Gemengen héich Fraisen ze verrechnen, déi se begrënne mat de Käschten, déi een Abonnement beim Prestataire fir d'Facturation électronique mat sech bréngt. Eng Mesure, déi hätt solle Vereinfachunge bréngen, féiert zu méi Käschte fir Betriber, déi am Endeffekt vun der Allgemengheet gedroe ginn.

Dowéinst hunn ech follgend Froen un d'Madamm Inneministesch an den Här delegéierte Minister fir Digitaliséierung:

- Sinn der Madamm Ministesch an dem Här delegéierte Minister dës Problemer bekannt?
- Wa jo, wat gedenken d'Madamm Ministesch an den Här delegéierte Minister dogéint ze ënnerhuelen?
- Wéi sollen d'Gemengen sech verhalten, wann se déi Fraise verrechent kréien?

**Réponse** (17/10/2023) de **M. Marc Hansen**, Ministre délégué à la Digitalisation | **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur

Duerch d'Gesetz vum 13. Dezember 2021 hunn all d'Opérateurs économiques säit spëtstens dem 18. März 2023 eng rechtlech Obligatioun, fir den öffentlichen Entitéiten, dat heescht och déi aus dem Gemengesecteur, Rechnungen am Kader vun engem Marché public oder engem Contrat de concession, elektronesch auszustellen.

D'Gesetz gesäit keng Dispositiounen zum Verrechnen vu Fraise fir d'Erstelle vun elektronesch Rechnung vir. Eng elektronesch Rechnung ass d'nämmlecht ze behandele wéi eng Rechnung um Pabeier.

Am Kader vun der Gemengenautonomie an den Attributione vun den Exekutivorganer am Gemengesecteur kënnen d'Entitéiten aus dem Gemengesecteur hir Kontrakter mat externer Fournisseure fräi negociéieren. Fakt ass, dass et Fournisseure nëmme dat ka verrechnen, wat tëschent him an der Entitéit ausdrécklech ausgemaach gouf – idealerweis iwwer eng schrëftlech Offer, déi vun der Entitéit am viraus akzeptéiert gouf.

**Projet de pont pour piétons et cyclistes entre Machtum et Nittel (DE) | Question 8341**  
(22/09/2023) de **Mme Chantal Gary** (déi gréng)

Lors du « Deutsch-luxemburgisches Weinhappening » de 2022, à Machtum et Nittel (DE), l'idée de la construction d'un pont pour piétons et cyclistes traversant la Moselle et reliant les deux villages a été présentée au public. Il s'agit d'une initiative locale qui vise à redynamiser les relations amicales entre les villages voisins, qui, par le passé, étaient reliés par une liaison en ferry.

Selon les informations diffusées par la presse nationale en 2022, le projet aurait été accueilli favorablement par des représentants communaux des deux communes concernées, ces derniers estimant que le projet pourrait créer une valeur ajoutée pour le tourisme et permettrait en outre la connexion des

résidents de Machtum au réseau ferroviaire allemand. Dans le même article de presse, le maire de la commune de Wormeldange entendait demander un entretien avec les ministres compétents en 2023 pour présenter le projet.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Aménagement du Territoire :

- 1) Monsieur le Ministre a-t-il eu des échanges avec des représentants communaux voire les initiateurs du projet au sujet de la construction d'un pont reliant Machtum et Nittel ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre serait-il en mesure de partager ses réflexions sur le projet ?
- 2) Encore dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer sur les éventuelles suites données au projet voire sur son état d'avancement ?
- 3) Un des objectifs politiques du Plan directeur de l'aménagement du territoire étant le renforcement de la coopération des communes luxembourgeoises avec les territoires voisins, Monsieur le Ministre estime-t-il qu'un tel projet pourrait profiter d'un soutien financier du Ministère de l'Aménagement du territoire ?

**Réponse** (04/10/2023) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Aménagement du territoire

ad 1) Le Département de l'aménagement du territoire (DATer) est impliqué dans le projet à travers le management régional pour la mise en œuvre du concept transfrontalier de développement et de planification territoriale autour de la vallée de la Moselle (Entwicklungskonzept Oberes Moseltal – EOM) que le DATer cofinance. Le management régional est en contact avec les communes initiatrices, à savoir Wormeldange du côté luxembourgeois et Nittel (Konz) du côté rhénan-palatin, pour accompagner le projet. En effet, le projet correspond aux objectifs de la stratégie de l'EOM, dont l'amélioration du réseau transfrontalier de mobilité (douce), des structures et coopérations touristiques transfrontalières, de l'accès transfrontalier des citoyens locaux à des services et commerces ainsi que le soutien de la coopération transfrontalière en général. Le DATer ne peut donc que saluer l'initiative prise pour lancer ce projet.

ad 2) Sur base des premiers plans et visualisations effectués par les communes initiatrices, la prochaine étape est une étude de faisabilité. En tant que zone fonctionnelle transfrontalière, l'EOM profite d'un soutien financier du programme européen de coopération territoriale Interreg VI Grande Région pour la période 2021-2027 qui, pour la première fois, soutient la mise en œuvre de stratégies intégrées transfrontalières par un axe dédié (axe 3 – Une Grande Région plus proche des citoyens). Dans ce contexte, les communes initiatrices, avec le soutien du management régional de l'EOM, sont en train de préparer un projet Interreg pour pouvoir profiter des subventions européennes pour l'étude de faisabilité. En outre, du côté rhénan-palatin, la commune de Nittel/Konz est en contact avec le Ministerium für Wirtschaft, Verkehr, Landwirtschaft und Weinbau du Land de Rhénanie-Palatin, qui compte parmi ses responsabilités le tourisme ainsi que la mobilité.

Du côté luxembourgeois, les échanges avec les ministères potentiellement concernés seront concrétisés après les élections législatives. Par analogie aux premières démarches prises en Allemagne, les ministères potentiellement concernés seront les ministères qui comptent parmi leurs compétences le tourisme ainsi que la mobilité.

ad 3) Le Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT) souligne effectivement l'importance de la coopération transfrontalière pour faire face ensemble à des défis que ni le Grand-Duché, ni les pays voisins ne sauraient aborder seuls. Voilà pourquoi, en 2020, le DATer a mis en place et cofinance le management régional pour la mise en œuvre du concept transfrontalier de développement et de planification territoriale autour de la vallée de la Moselle (EOM) et continuera à soutenir le projet sous objet par son implication dans et son cofinancement dudit management régional.

**Formation professionnelle des conducteurs d'autobus | Question 8359**  
(28/09/2023) de **M. Gusty Graas** | **Mme Barbara Agostino** (DP)

Le secteur des autobus est actuellement touché par une pénurie de chauffeurs importante. Dans ce cadre, il nous revient que les temps d'attente auprès du Centre de formation pour conducteurs (CFC), sis à Sarnem, qui organise la formation professionnelle (code 95) que les conducteurs de bus professionnels sont obligés de suivre, serait actuellement d'environ 10 mois.

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 7569 du 9 février 2023, Monsieur le Ministre avait évoqué une éventuelle réforme de la formation professionnelle.

Ainsi, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les temps d'attente prolongés actuels ?
- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons ? Quelles mesures sont prévues afin de réduire le temps d'attente auprès du CFC ?
- Monsieur le Ministre peut-il fournir des détails quant à une éventuelle réforme de la formation professionnelle des conducteurs d'autobus ? Où en sont les discussions y relatives ?

**Réponse** (23/10/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Les honorables Députés se posent des questions en relation avec la formation professionnelle de conducteurs de bus. Le délai d'attente au Centre de formation pour conducteurs pour les cours de qualification initiale (code 95) pour les chauffeurs de bus a effectivement, temporairement, été de 6 à 8 mois. Ceci était notamment dû à une réduction du nombre de cours dispensés pendant les années de la pandémie (2020-2022). Depuis la fin de la pandémie, le Centre de formation pour conducteurs a continuellement mis en place des mesures pour remédier à cette situation des temps d'attente prolongés, en augmentant considérablement les ressources de personnel, de véhicules et

de salles de classe. Suite aux investissements, et à l'accomplissement des formations internes du personnel embauché, le Centre de formation pour conducteurs a, depuis le 18 septembre 2023, augmenté la capacité de cours de formations de qualification initiale bus de 50 % pour ramener le délai d'attente à 4 mois en moyenne actuellement. Afin de réduire encore davantage ce délai, à partir de janvier 2024, une augmentation supplémentaire du nombre de cours va être mise en place pour arriver à une capacité doublée vis-à-vis de janvier 2023. Avec ces augmentations de quantités de cours dispensés, les listes d'attente vont être résorbées complètement d'ici l'été 2024.

En ce qui concerne une réforme de la formation actuelle, il y a lieu de noter que la formation visée dans la question parlementaire n° 7569 évoquée par les honorables Députés n'était pas la formation professionnelle (qui elle découle d'une directive européenne) du code 95, mais celle de l'apprentissage pour accéder à la fonction d'agent de transport.

.....

**État d'avancement des projets de construction de logements publics** | Question **8360** (02/10/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Récemment, les entreprises de construction et de l'artisanat ont appelé le Gouvernement à accélérer la réalisation voire avancer la mise en travaux des projets de construction de logements publics afin de maintenir un certain niveau d'activités et d'éviter des licenciements économiques dans lesdits secteurs mis en difficulté à cause de la baisse de la demande sur le marché immobilier privé.

Sachant que la Chambre des Députés a voté une série de projets immobiliers d'envergure au cours des mois et des années passés, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

- 1) Monsieur le Ministre estime-t-il que le ralentissement des activités dans le secteur immobilier privé peut permettre une accélération de la réalisation de logements des promoteurs publics ?
- 2) Monsieur le Ministre est-il déjà entré en discussion avec les promoteurs publics notamment le Fonds du logement et la SNHBM pour évaluer la possibilité d'une accélération voire d'un avancement dans le temps de projets de construction ?
- 3) Dans l'affirmative, quels projets de construction en cours ou planifiés pourraient être priorités ou accélérés ?
- 4) Dans la négative, quelles sont les raisons budgétaires, économiques, procédurales ou autres qui empêcheraient dans la situation actuelle l'accélération ou l'avancement dans le temps de projets immobiliers publics ?

**Réponse** (02/11/2023) de **M. Henri Kox**, Ministre du Logement

Face au ralentissement des activités dans le secteur immobilier privé l'on pourrait en effet réfléchir à une accélération de la réalisation de logements des promoteurs publics.

Or depuis 2018 l'accélération des activités de promoteurs publics se présente de la façon suivante : pour la Société nationale des habitations à bon marché, le personnel a été augmenté de 55 % et le chiffre d'affaires en relation avec la construction de logements a été augmenté de 88 %, soit de 17 % en moyenne par an.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

Pour le Fonds du Logement, les dépenses de construction ont connu sur la même période un accroissement

de 60 % voire de +130 % en y incluant les acquisitions foncières. Le personnel a augmenté de 80 %.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

En d'autres termes, depuis 5 ans les deux entités ont mis tout en œuvre pour accélérer la production de logements abordables.

Ils sont ainsi en train de réaliser notamment les projets d'envergure suivants :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

.....

**Courrier envoyé par le Ministère de la Santé à des personnes décédées** | Question **8361** (02/10/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

Après le décès d'une personne, la commune compétente, ainsi que différentes administrations, doivent être informées de son décès. Le décès de la personne concernée est inscrit dans le registre communal et est ensuite mentionné dans le registre national.

On m'a cependant rapporté qu'il arrive parfois que des lettres du Ministère de la Santé soient envoyées aux personnes décédées, et ce même après plusieurs années. C'est une expérience supplémentaire inutile et douloureuse pour les membres de la famille qui sont déjà accablés par de nombreuses procédures administratives après le décès d'un être cher.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

– Madame la Ministre, comment se fait-il que des personnes décédées reçoivent encore des lettres du Ministère de la Santé des années après leur décès ?

– Madame la Ministre, que compte-t-elle faire pour éviter que de tels événements se reproduisent à l'avenir ?

**Réponse** (08/11/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

Les lettres mentionnées par l'honorable Député concernent probablement les envois réalisés dans le cadre des programmes de dépistage. L'envoi des invitations pour les différents programmes se fait exclusivement sur base des données du Registre national des personnes physiques (RNPP) et dépend ainsi de la mise à jour de ce registre.

D'autre part, l'envoi des invitations est automatisé et se fait en général un mois à l'avance de la date de la période de participation. Ceci peut avoir comme conséquence qu'une personne décédée au cours de ce mois, reçoive encore la lettre d'invitation.

Ces contretemps sont effectivement déplorables et il n'est nullement dans l'intention du Ministère de la Santé d'aggraver le chagrin des familles traversant une période difficile suite à la perte d'un être cher.

.....

**Concert organisé par le chef d'état-major de l'armée** | Question **8362** (02/10/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den 18. Oktober invitéiert de Chef d'état-major vun der Arméi op ee Concert mam Titel „Fënnf Joer Engagement fir d'Arméi“. Dësen Owend, zu Éiere vum amtiéierende Verdeedegungsminister, gëtt organiséiert am Trifolion zu Iechternach. D'Lëtzebuurger Militärmusek spillt zesumme mat renommierte Soliste Film- an Jazzmusek.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Premierminister an dem Minister fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Wéi vill wäert d'Verwaltung sech dëse Concert kaschte loosson? Wéi vill kascht d'Locatioun vum Sall, den Engagement vun de Solisten, d'Technik fir de Concert an och de Catering während an dem Concert?

2. Ass et üblech, dass ee Minister um Enn vun enger Legislaturperiod zu sengen Éiere vu senger Verwaltung ee Concert organiséiert kritt? Gouf et dat an der Vergaangenheet scho bei Arméi a Police oder och anere Verwaltungen a falls jo, kann d'Regierung e puer Beispiller nennen? Wosst de Minister vun dësem Concert Bescheed?

3. Kréien déi Leit, déi als Zuschauer dem Concert bäiwunnen, iergendeng Form vun Indemnitéit (pécuniaire an/oder en nature) oder gi si fir de Concert fräigestalt? Wa jo, wéi vill?

4. Wéi steet den zoustännege Minister dozou, dass de Chef d'état-major eng Mail an Optrag ginn huet, dass jidder Militär, ausser fir „raisons impérieuses“, an Uniform soll deelhuefen? Fält d'Bäiwunnen an Uniform vum Concert an déi regulär Aarbechtsstonne vum Zaldot? Wäert de Minister deenen Zaldoten, déi dem Concert musse bäiwunnen, Iwwerstonnen accordéieren?

**Réponse** (19/10/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Défense

D'Arméi huet d'Initiativ geholl, fir bei Geleeënheet vum Enn vu sengem Mandat e Concert zu Éiere vum Verdeedegungsminister ze organiséieren.

Änlech ass am Ausland üblech.

De Verdeedegungsminister fillt sech geéiert a seet der Arméi Merci.

.....

**Site du « Château de Schimpach »** | Question **8363** (03/10/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Zu deem ale „Château de Schimpach“ zu Schëmpech zielt haut ee fréiert Gebai vun der Protection civile, eng al Gierwerei an ee grouse Park. Eisen Informatiounen no steet déi fréier Schoul vun der Protex zënter méi wéi 2 Joer eidel. De Park an d'Grénganlag ronderëm, déi fréier vun engem Portier vun der Protex ënnerhalb gi sinn, si verwaarlost. Déi al Gierwerei ass mat engem grouse Reunionssall schéi reame-nagéiert ginn, steet awer och säit Joren eidel.

Virun 2 Joer hat d'Regierung annoncéiert, Demandeure vun enger Protection internationale op dem Site ënnerzëbréngen. D'Wëntger Schoul huet sech doropshi préparéiert, fir eng Klass d'intégration opzemaachen, wou d'Kanner vun dëse Famillje sollen opgeholl ginn. Bis haut sinn awer weeder Leit an d'Schëmpecher Schloss relogéiert ginn, nach si Kanner vun dësem Site an d'Schoul op Wëntger komm.

An dësem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten an un den Här Ausseminister a Minister fir d'Immigratioun stellen:

1. Wat plangt d'Regierung laangfristeg mat deem gesamte Site ze ënnerhuelen?

– Wat soll mam Übungstuerm vun der Protex geschéien?

– Wat ass konkret fir déi al eidelstoend Gierwerei geplangt?

– Ween ass zoustännege fir d'Ënnerhale vum Park a vun der Grénganlag?

2. Gedenkt d'Regierung, de Site iwwergangswies anescht ze notzen, bis DPlen dohinner wunne kommen? Wa jo, wéi?

– Kéint de Site der Gemeng zur Verfügung gestallt ginn?

**Réponse** (31/10/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Jean**

**Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile

ad 1. De gesamte Site ass dem Office national de l'accueil (ONA) affektéiert. Fir Demandeur vum enger Protection internationale (DPI) am Haaptgebai an op den Dortoier kënnen ennerzebréngen, sinn Aarbechten noutwendeg, déi viraussichtlech Ufank 2024 ofgeschloss kënnen ginn.

Mam Tuerm ass de Moment näischt vum ONA geplangt.

An d'Gierweier soll e Formatiounssall komme fir d'DPIen, déi um Site wunnen, oder eng Schoukllass fir d'Kanner, déi um Site liewen (falls et fir si keng Plazen an de Schoule vun der Gemeng gëtt).

D'Ennerhale vum Park a vun der Grénganlag sinn Deel vun der Gestiou vum Site, déi dem ONA ennerläit.

ad 2. Eng Iwwergaangsnutzung vum Site ass net virgesinn, bedéngt duerch d'Aarbechten, déi amgaange sinn, fir DPIen do kënnen ennerzebréngen.

**Licencement du directeur de la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI) | Question 8364 (03/10/2023) de M. Laurent Mosar (CSV)**

D'après une information relayée récemment par la station de radio 100,7, la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI) s'est séparée de son directeur Monsieur Marc Niederkorn pour le 1<sup>er</sup> octobre 2023. L'intéressé aurait confirmé cette information, tout en contestant le motif pour lequel son contrat de travail a été résilié. De manière générale, il regrette n'avoir pu mettre en œuvre ses projets pour la SNCI dans le financement de projets de transition énergétique notamment. Il aurait été empêché de mettre en œuvre les réformes internes confiées par le Gouvernement et, toujours selon ses dires, la SNCI ne serait plus conforme aux exigences nationales et européennes.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

– Monsieur Marc Niederkorn n'aura été en poste qu'un an. Pour quelles raisons est-ce que son contrat de travail a été résilié ? Qui a pris cette décision ?

– Qui assure le remplacement de Monsieur Marc Niederkorn ?

– Quelles réformes internes le Gouvernement voulait-il voir mises en œuvre au sein de la SNCI ? Pourquoi est-ce que ces réformes internes n'ont pas pu être mises en place ?

– À quelles exigences nationales et européennes la SNCI ne serait-elle plus conforme ? Est-ce que Madame la Ministre partage cette impression ?

– De manière générale, est-ce que Madame la Ministre estime que la SNCI remplit correctement sa mission de financement à moyen et à long terme des entreprises luxembourgeoises ?

**Réponse (13/11/2023) de Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie

La SNCI est un établissement bancaire public dont la mission d'intérêt général est de promouvoir le développement et la diversification économiques du Luxembourg, et ce de façon durable. En tant qu'établissement bancaire de droit public, elle agit de concert avec les banques commerciales et d'autres partenaires.

Les ressources financières de la SNCI constituent un patrimoine public qui doit être géré avec prudence et clairvoyance. Depuis plus de 45 ans, la SNCI joue un rôle clef pour accompagner les entreprises de toutes

tailles : PME des secteurs de l'artisanat, du commerce et de l'hôtellerie/restauration ainsi que grandes entreprises industrielles.

La SNCI a toujours œuvré pour financer le développement de secteurs industriels stratégiques, tout comme l'industrie traditionnelle, en passant par les secteurs des télécommunications et des satellites ou encore d'autres domaines relevant du secteur spatial. La SNCI et sa gouvernance se fondent sur la loi du 2 août 1977 telle que modifiée. La SNCI est administrée par un conseil d'administration qui est de composition tripartite. Y siègent des représentants des chambres professionnelles, des syndicats ainsi que du Gouvernement. Les ministres compétents, au titre de la loi organique de la SNCI, font le suivi de l'établissement public, par le biais de la gouvernance de la banque et notamment via leurs représentants au conseil d'administration.

Lors de sa réunion du 20 juillet 2023, le conseil d'administration de la SNCI a décidé de se séparer du directeur avec effet au 1<sup>er</sup> octobre 2023. Le caractère confidentiel d'une relation employeur-employé ne permet pas de s'exprimer sur les motifs du licenciement.

Le comité de direction en place assure la direction de la SNCI. Le processus pour repourvoir le poste de directeur est en cours. Dans le cadre de cette procédure de sélection publique, l'annonce pour le poste vacant a été publiée dans la presse et peut être consultée sur le site Internet de la SNCI.

De par sa mission publique, la SNCI a une approche stratégique à long terme. Ainsi, elle joue un rôle de facilitateur pour les défis de financement liés à la double transition verte et digitale. Elle a d'ailleurs participé au financement de projets d'éoliennes dès la fin des années 90. La SNCI accompagne les efforts de transition énergétique des entreprises, notamment par le financement de projets d'installation de cellules photovoltaïques sur des sites industriels ou des surfaces agricoles, ainsi que de projets d'énergie hydraulique et de biométhanisation.

Dans ce contexte, la SNCI continuera d'adapter, voire de développer, des instruments de prêt répondant aux besoins des entreprises luxembourgeoises, de concert avec tous les acteurs de la place luxembourgeoise (ministères compétents, banques partenaires, chambres professionnelles, Luxinnovation) et en synergie avec tous les autres acteurs œuvrant au support des entreprises luxembourgeoises.

Les premiers fruits de la réforme des instruments financiers se sont matérialisés à travers le développement d'un projet de PPA (Power Purchase Agreement) dans le domaine des énergies de source renouvelables, (2) le prêt de relance afin de stimuler la demande dans le secteur de la construction, (3) le prêt crise pour financer les besoins du secteur de la construction. Le développement d'autres produits visant notamment la finance verte est en cours.

La SNCI est un établissement de crédit. Sa conformité aux règles européennes et nationales, qui évoluent constamment, est régulièrement contrôlée par les organes de direction de la banque, la fonction compliance, l'audit interne, le réviseur d'entreprises agréé externe nommé par la Chambre des Députés et la CSSF.

La SNCI contribue au développement et à la diversification économiques du Luxembourg. Ainsi, elle a décidé en 2022 des cofinancements globaux, tous instruments fondus, pour un montant total de plus de 426 millions d'euros. Elle a déroulé depuis 2021 un programme pour démarcher activement les clients potentiels, se traduisant par quelque 300 contacts par an. Cet effort des équipes en place, tout comme la

conjuncture économique et la hausse des taux d'intérêts, contribuent actuellement à un nouvel essor de l'activité de financement de la SNCI.

Afin de renforcer le développement et l'attraction d'entreprises technologiques spin-off, start-up et scale-up au Luxembourg, le développement de l'écosystème de fonds de capital à risque via la SNCI se poursuit notamment avec les participations de la SNCI dans le nouveau compartiment du Digital Tech Fund (DTF) et Orbital Ventures SCA ainsi que le lancement du Luxembourg Future Fund LFF II, successeur du LFF I lancé en 2015, pour lequel l'engagement financier de la SNCI s'élève à 160 millions d'euros (complété par 40 millions venant du Fonds européen d'investissement).

**Systèmes de défense antimissile | Question 8365 (03/10/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)**

Däitsch Medie mellen, dass Däitschland een Accord mat Israel fonnt huet, fir Rakéitenofwiersystemer vum Typ „Arrow 3“ ze kafen. Laut Bericht sollen dës Ofwiersystemer och dofir genotzt ginn, fir d'Nopeschlänner vun Däitschland ze schützen, dorënner Lëtzebuerg.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Huet Lëtzebuerg dës Systemer zum Deel mat finanzéiert?
2. Huet Lëtzebuerg och esou Kafverträge ofgeschloss? Wa jo, wat soll kaaft ginn?

**Réponse (11/10/2023) de M. François Bausch**, Ministre de la Défense

ad 1. Nee.

ad 2. Nee.

**Relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan | Question 8366 (03/10/2023) de M. Claude Wiseler (CSV)**

Après une politique d'isolement, le Gouvernement azerbaïdjanais a lancé le 19 septembre une offensive militaire dans le Haut-Karabakh, enclave située en Azerbaïdjan presque exclusivement peuplée d'Arméniens. Craignant des répressions, plus de 100.000 personnes ont dû quitter leur pays d'origine afin de chercher refuge en Arménie. Pour Erevan, l'accueil de cet afflux de réfugiés est un défi majeur.

Les Nations Unies ont annoncé l'envoi d'une mission au Haut-Karabakh pour évaluer principalement les besoins humanitaires. Le Gouvernement luxembourgeois a annoncé de faire une contribution de 200.000 euros au Comité international de la Croix-Rouge.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

- 1) Que compte faire le Gouvernement luxembourgeois au niveau européen pour améliorer la situation des personnes qui ont dû quitter leur pays et se réfugier en Arménie ?
- 2) Que compte faire le Gouvernement au niveau international pour contribuer à la normalisation des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ?
- 3) Le Gouvernement luxembourgeois serait-il favorable, le cas échéant, à soutenir des sanctions au niveau européen contre les responsables de Bakou ?
- 4) Le Gouvernement est-il prêt, le cas échéant, à augmenter l'aide humanitaire accordée au Comité international de la Croix-Rouge ?

**Réponse (31/10/2023) de M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes | **M. Franz**

**Fayot**, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1) Le Luxembourg continue de suivre la situation sur le terrain avec grande attention et d'encourager l'action de l'Union européenne dans la région. Le Luxembourg a condamné avec la plus grande fermeté l'opération militaire menée par l'Azerbaïdjan au Haut-Karabakh. L'action militaire, en particulier dans les zones peuplées, et le recours à la force pour résoudre les différends sont inacceptables. La vie des civils doit toujours être protégée. Prenant note des termes de l'accord de cessez-le-feu, le Luxembourg souligne que l'Azerbaïdjan ne peut se soustraire à la responsabilité de garantir et d'assurer le plein respect des droits et de la sécurité des Arméniens du Haut-Karabakh, en particulier leur droit de vivre dignement dans leur région ancestrale et le droit de retour des personnes déplacées, si elles le souhaitent. L'Azerbaïdjan doit en outre respecter tous ses engagements internationaux, permettre le cas échéant un accès humanitaire sans entrave et veiller à la sauvegarde du patrimoine culturel dans la région.

ad 2) Le Luxembourg soutient pleinement et sans équivoque la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie et attend de tous les acteurs qu'ils fassent de même. Le Luxembourg soutient la médiation du président du Conseil européen Charles Michel, en vue de faciliter le dialogue entre toutes les parties afin d'assurer une paix globale et durable dans l'intérêt de tous les habitants de la région.

ad 3) Cette question n'est à ce stade pas à l'ordre du jour au niveau européen.

ad 4) En réponse aux conséquences humanitaires dévastatrices suite à l'escalade des hostilités le 19 septembre 2023, la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire du Ministère des Affaires étrangères et européennes a décidé de faire une contribution financière additionnelle à hauteur de 200.000 euros pour la réponse opérationnelle du Comité international de la Croix-Rouge en Arménie.

Dans le cadre du mécanisme européen de protection civile et sous la coordination de la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire du Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE), du Ministère de l'Intérieur et du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), le Luxembourg a également procédé à trois évacuations médicales de blessés (MEDEVAC) vers l'Espagne. Cofinancés par le MAEE et l'Union européenne et opérés par Luxembourg Air Ambulance, les vols ont été effectués en utilisant des ressources réservées aux évacuations sanitaires (MEDEVAC) du dispositif emergency.lu, afin de fournir des traitements adéquats aux personnes déplacées ayant subi des blessures et brûlures graves à la suite des violences du conflit dans le Haut-Karabakh.

**Évolution du football féminin** | Question **8367** (04/10/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

De Sport zu Lëtzebuerg entwéckelt sech permanent, souwuel national wéi international. Besonnesch de Leeschtungssport erfuerdert vun den Athleeten en honnertprozentegen Engagement a bréngt ëmmer nees ganz bemierkenswäert Resultater. A bestëmmte Sportarten kéint en awer nach Progrès gemaach ginn, fir e kontinuierlechen Training op héchstméiglechem Niveau ze erméiglechen.

Zu dësen Disziplinne gehéieren och verschidden Damsportarten, an deenen a wuel Fortschrétt gouf, awer nach méi kéint gemaach ginn, fir méi Fraen zu dem Schrétt a Richtung Professionaliséierung ze encouragéieren.

An deem Kontext hätt ech follgend Fro un den Här Sportminister:

– Wéi gesäit den Här Minister d'Zukunft vum Dammefussball zu Lëtzebuerg? Wat sinn déi nächst Schrétt fir d'Professionaliséierung vun de Fraen am Fussball a wéi ass d'Zesummenaarbecht mat de Veräiner? Gëtt et finanziell Hëllef fir dës Disziplin? Wa jo, wéi eng?

**Réponse** (26/10/2023) de **M. Georges Engel**, Ministre des Sports

De Sportministère gesäit den Dammefussball net lassgekoppelt vum Fussball am Generellen an och net ewéi eng eegen Disziplin. Als Sportminister läit d'Gläichberechtigung mir ganz besonnesch um Häerz an et géllt keen Ënnerschied ze maachen tëscht Dammen an Härren, an dëst egal a wéi eng Sportart.

D'Ënnerstëtzung vun de Federatioune gëtt bei eis onofhängeg vum Geschlecht, no de festgeluechte Krittäre gemaach. Et läit dono un de jeeweilige Federatioune, an dësem Fall der FLF, fir de beschtméiglechen Encadrement vu senger Spiller\*innen, op Basis vum LTAD-Konzept an zesumme mat hire Memberen, de Veräiner, auszeschaffen.

**Nouveaux OGM** | Question **8368** (04/10/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

Dans un récent communiqué d'une organisation internationale de protection de l'environnement, j'ai pris connaissance d'un nouveau projet de loi envisagé par la Commission européenne. Celui-ci vise à déréglementer une partie des « nouveaux OGM », obtenus grâce aux Nouvelles techniques génomiques (NGT). Si cette proposition de loi venait à être adoptée, les NTMG ne feraient plus l'objet d'étiquetage ni de contrôle des risques.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Quelle est la position de Madame la Ministre concernant ce nouveau projet de loi envisagé par la Commission européenne ?

2) Madame la Ministre ne pense-t-elle pas qu'il serait nécessaire de poursuivre les efforts contre l'usage des OGM et de rejeter la proposition de la Commission européenne ?

**Réponse** (10/11/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1) Un arrêt de la Cour européenne de justice (C-528/16), datant de 2018, a conclu que la mutagenèse dirigée est à considérer comme modification génétique et est soumise aux mêmes obligations concernant les procédures d'autorisation et d'étiquetage que les OGM conventionnels dans l'UE.

La mutagenèse dirigée induit une ou plusieurs mutations ciblées moyennant un ensemble de techniques permettant d'insérer, remplacer, inhiber ou retirer un ou plusieurs morceaux d'ADN d'un génome, de façon précise et volontaire. Elle réduit le risque de mutations parallèles non désirées. La plus connue de ces techniques d'édition du génome est le CRISPR, encore appelé « ciseaux génétiques ».

Contrairement aux OGM classiques, obtenus par transgénèse avec introduction de gènes étrangers, il est impossible de distinguer une modification obtenue par mutagenèse aléatoire d'une modification obtenue par mutagenèse ciblée lors d'une analyse en laboratoire. Théoriquement, la même mutation pourrait ainsi apparaître de façon naturelle ou de façon dirigée par des

techniques de modification génétique classique. Ces plantes ne se distinguent donc en rien de leur équivalent obtenu de manière conventionnelle. Ceci cause donc un souci majeur aux autorités compétentes des États membres de l'Union européenne et des laboratoires de référence, car ils ne disposent d'aucun moyen pour détecter les variantes issues de techniques de modification génétique dirigées de ces organismes.

Voilà pourquoi le Conseil des ministres a demandé unanimement à la Commission européenne en 2019<sup>1</sup> de modifier le cadre législatif européen des plantes issues de la mutagenèse dirigée.

En juillet 2023, la Commission européenne a donc présenté sa nouvelle proposition pour un cadre législatif concernant les Nouvelles techniques génomiques (NGT).

La proposition classe les plantes issues de ces techniques en deux catégories.

Les plantes NGT qui pourraient également être produites naturellement ou par sélection conventionnelle (« plantes NGT de catégorie 1 ») feraient l'objet d'une procédure de vérification, sur la base de critères définis dans la proposition. Les plantes NGT répondant à ces critères seraient traitées comme des plantes conventionnelles et exemptées des exigences de la législation sur les OGM. Les informations sur les plantes NGT de la catégorie 1 seraient fournies par le biais de l'étiquetage des semences, d'une base de données publique et des catalogues pertinents sur les variétés végétales.

Pour toutes les autres plantes NGT (« plantes NGT de catégorie 2 »), les exigences de la législation actuelle sur les OGM s'appliqueraient. Elles feraient l'objet d'une évaluation des risques et d'une autorisation avant d'être mises sur le marché. Elles seraient tracées et étiquetées en tant qu'OGM, avec la possibilité d'une étiquette facultative indiquant l'objectif de la modification génétique. L'évaluation des risques, la méthode de détection et les exigences en matière de surveillance seraient adaptées aux différents profils de risque et des incitations réglementaires seraient prévues pour les plantes génétiquement modifiées présentant des caractéristiques susceptibles de contribuer à la réalisation des objectifs de durabilité.

Les deux catégories sont interdites dans l'agriculture biologique.

Suite à la décision du Conseil de 2019, le Luxembourg a ainsi accueilli avec intérêt la proposition de la Commission européenne.

Nous avons pris connaissance des études intéressantes du Joint Research Center de l'Union européenne qui prévoient une réduction potentielle de l'utilisation des pesticides de 80 % notamment pour les nouvelles sortes de pommes de terre issues de ces techniques. Par ailleurs, le développement d'un blé ayant une teneur réduite en gluten pourra constituer un progrès notable pour les personnes intolérantes ou allergiques.

Ces techniques promettent aussi des solutions au risque croissant de sécheresse dans l'Union européenne, qui devient une préoccupation aussi au Luxembourg comme l'indique l'Observatoire européen des sécheresses dans son rapport de juin 2023.

Plusieurs éléments doivent cependant encore être analysés en détail par nos experts. Notamment, le principe de précaution devra être garanti pour les deux catégories NGT. L'information des agriculteurs et des consommateurs, à travers un étiquetage adapté, devra permettre à tous un choix éclairé. La coexistence de la culture de ces nouvelles semences avec l'agriculture biologique devra être assurée. Des

<sup>1</sup> <http://data.europa.eu/eli/dec/2019/1904/oj>

mesures devront être établies au niveau national sur base d'un registre des semences. Par ailleurs, le maintien du système des droits d'obtention devra être garanti.

ad 2) La position critique face aux OGM du Luxembourg est clairement établie de longue date.

Concernant ces nouvelles techniques génomiques, la Commission européenne évoque le fait que sa proposition constitue une contribution importante aux objectifs de la stratégie « De la ferme à la table » et en faveur de la biodiversité, notamment ceux relatifs à l'amélioration de la résistance aux nuisibles, à la tolérance au changement climatique et au stress environnemental ainsi que l'objectif visant à renforcer l'efficacité de l'utilisation des nutriments et de l'eau et la séquestration du carbone. Cette innovation permettrait à l'agriculture européenne d'opérer avec succès la transition vers davantage de résilience et de durabilité.

La Commission environnement du Parlement européen, dans son projet de rapport datant du 16 octobre 2023<sup>2</sup>, amende la proposition de la Commission en n'interdisant pas l'utilisation des NGT de catégorie 1 dans l'agriculture biologique en évoquant le fait qu'une telle interdiction ne serait pas basée sur la science.

Notre position définitive sur la proposition de la Commission sera établie par le prochain Gouvernement en se basant sur les connaissances scientifiques et en évaluant les avantages et désavantages de ces nouvelles techniques pour l'agriculture, l'environnement et les citoyens au Luxembourg.

.....  
**Bronchiolite** | Question **8369** (05/10/2023) de **M. Léon Gloden** (CSV)

Den 28. September huet de Gesondheitsministère en Opruff gemaach, fir datt d'Elteren hir Kanner solle géint Bronchiolite impfe loossen. An de Maternitéen ass d'Impfcampagne fir déi Neigebuere méttlerweil ugelaf.

An deem Kontext wëll ech folgend Froen un d'Madam Gesondheitsministesch stellen:

1. Wéi vill Dosen Nirsevimab sinn disponibel?
2. Wéi vill Dose sinn insgesamt bestallt ginn?
3. Geet dat duer, fir nieft den Neigebuerechen och all d'Kanner, déi tëschent dem 1. Januar an dem 30. September 2023 gebuer sinn, ze impfen?
4. Ass den Impfstoff och bei de Kannerdokteren disponibel?  
– Wann nee, firwat net?  
– Ab wéini kënnen och d'Pediateren d'Kanner impfen?

**Réponse** (16/10/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministère de la Santé

ad 1. Am Kader vun der Impfcampagne fir kleng Kanner géint d'Bronchiolite sinn den 21. September 4.500 Dosen (dovunner 2.500 Dose vun 100 mg an 2.000 Dose vu 50 mg) Nirsevimab geliwwert ginn. Déi geliwwert Dose goufen un déi 4 Maternitéen verdeelt, fir Neigebuerechen ze impfen, an och eng Quot Dosen u privat Praxissen.

ad 2. Fir 2023/2024, sinn am Ganze 14.200 Dose bestallt ginn, dovu ginn 8.000 Dose bis Enn vum Joer geliwwert fir déi Neigebuerechen an d'Puppelcher, déi 2023 op d'Welt kommen, ze schützen.

ad 3. Wann ee vun de Statistike vun de Gebuerte vun deene leschte Joren ausgeet, ginn déi jeeeweileg Dosen, déi bis Enn vum Joer geliwwert ginn, duer fir

Puppelcher, déi an där vum honorabelen Deputéierten ugeschwate Period gebuer goufen. Et ass awer ze bemierken, datt, ofhängeg vun hirem Gewicht am Moment vun der Impfung, verschidde Puppelcher, déi tëscht Juli a September 2023 gebuer sinn, de 50 mg Dosage wäerte kréien.

ad 4. D'Kannerdokteren hunn d'Méiglechkeet, déi zwee Dosagen am Kader vum Programme de vaccination national iwwert déi vun den Doktere bekannten Impfstoffbestellungsprozedur ze bestellen.

D'Liwwerungen un d'Kannerdokteren hu freides den 29. September 2023 ugefaang an ab deem Dag ass et méiglech, säi Kand bei engem Pédiateur impfen ze loossen.

.....  
**Nouvelle loi agraire** | Question **8370** (05/10/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Den 13. Juli huet d'Chamber dat neit Agrargesetz gestëmmt. Den Text gesäit eng ganz Rei groussherzoglech Reglementer vir, déi awer leider ëmmer nach net alleguer am Memorial publizéiert goufen.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Wéi vill groussherzoglech Reglementer si bis den 1. September publizéiert ginn?
2. Wéi vill groussherzoglech Reglementer stinn nach aus?  
– Wéini gi se publizéiert?

3 Kann den Här Minister ausschléissen, datt et zu Retarde beim Ausbezuere vun de Primme kënn, well déi entsprechend groussherzoglech Reglementer feelen?

**Réponse** (16/10/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

- ad 1. Keen.
- ad 2. Folgend Projete sinn um Instanzeweie, respektiv sinn nom 1. September 2023 publizéiert ginn:

règlement grand-ducal du 26 septembre 2023 relatif aux régimes d'aides prévus au titre 2 de la loi du 2 août 2023 concernant le soutien au développement durable des zones rurales

- projet de règlement grand-ducal portant application de règles relatives aux paiements directs prévus par la loi du xx concernant le soutien au développement durable des zones rurales
- projet de règlement grand-ducal relatif à la prise en charge par l'État des primes d'assurance contre certains risques agricoles
- projet de règlement grand-ducal instituant un régime d'aide à la restructuration et à la reconversion des vignobles
- projet de règlement grand-ducal instituant des régimes d'aide pour des engagements en matière d'environnement et de climat et d'autres engagements en matière de gestion
- projet de règlement grand-ducal fixant les modalités d'application de l'indemnité compensatoire destinée à indemniser une partie ou la totalité des coûts supplémentaires et des pertes de revenus résultant des contraintes naturelles ou d'autres contraintes spécifiques à une zone
- projet de règlement grand-ducal fixant les modalités d'application d'une aide sur les parcelles agricoles situées dans les zones de protection des eaux
- projet de règlement grand-ducal portant introduction de règles communes à certaines interventions financières prévues par la loi du xx concernant le soutien au développement durable des zones rurales

- projet de règlement grand-ducal relatif aux aides aux investissements et à l'aide à l'installation dans le secteur agricole

- projet de règlement grand-ducal portant exécution des dispositions du « chapitre 9 – Transfert de connaissances, recherche et innovation » de la loi du xxyy0000 concernant le soutien au développement durable des zones rurales

- projet de règlement grand-ducal instituant des aides en faveur de la sauvegarde de la biodiversité en milieu rural.

D'Projete vum Recensement an iwwert d'Limitatioun vum Cheptel sinn nach amgaangen ausgeschafft ze ginn.

– Nodeems de Staatsrot säin Avis ofginn huet.

ad 3. Zu dësem Zäitpunkt ass kee Retard beim Ausbezuere vun de Primmen ze erwaarden.

.....  
**Situation de l'ASBL BENU** | Question **8371** (05/10/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wéi d'„Tageblatt“ an d'„Wort“ mellen, steet d'ASBL BENU vun Esch, déi sech op Kreeslafwirtschaft spezialiséiert huet, mat hire 40 Mataarbechter kuerz virun der Insolvenz. Et gouf Konventioun mat der Stad Esch an dem Ëmweltministère, mee duerch Kommunikationsfeeler schéngt et, wéi wann net kloer gewiescht wier, wie BENU hätt solle mat wéi vill Geld ënnerstëtzen.

An deem Zesammenhang wëllt ech de Ministere fir Aarbecht a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi eng änlech Projete wéi de BENU existéieren nach am Land? Ass de Staat och an dës Projeten implizéiert? Wa jo, wat fir finanziell Mëttel stellt de Staat hei zur Verfügung?
2. Wéi vill Mataarbechter bei BENU sinn direkt iwwert d'ASBL agestallt? Wéi vill sinn iwwert Aarbechtsmoosname bei der ADEM agestallt?

Falls sech beim BENU d'Situatioun finanziell net verbessert an den nächsten Deeg a Wochen, wäerten d'Ministere versécheren, dass aner Initiativen dës Mataarbechter iwwerhuelen?

3. Wéi evaluéiert d'Ministesch d'Resultater vum Projet BENU no 5 Joer?

4. Hunn, ausser dem Ëmweltministère an der Gemeng Esch, nach aner Acteuren an de Projet BENU investéiert? Wa jo, wien a wéi een Undeel?

**Réponse** (16/11/2023) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Georges Engel**, Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | **M. Franz Fayot**, Ministère de l'Économie

ad 1. De Ministère si keng änlech Projete wéi BENU bekannt.

ad 2. An de rezenten Echangë mat der ASBL ass matgedeelt ginn, dass um Stand 8. Oktober 2023 45 Persounen op verschidde Kontrakter bei der ASBL geschafft hunn. Aktuell schaffen zwou Persounen iwwert eng Aarbechtsmoosname vun der ADEM bei der ASBL (1x „Contrat d'appui-emploi“ (CAE) an 1x „Emploi d'insertion“ (EMI)).

Et kann net garantéiert ginn, dass aner Initiativen dës Mataarbechter iwwerhuelen, falls sech bei BENU déi finanziell Situatioun an den nächste Wochen net verbessert.

Zu kengem Zäitpunkt gouf et Obligatiounen, Accorden oder aner Zousoe vu staatlecher Sait, fir an

<sup>2</sup> ENVI-PR-754658\_EN.pdf



d'Richtung vun dëser elo bekannter enormer personeller Opstockung ze goen. Dës Responsabilitéit läit eenzeg an eleng beim Verwaltungsrout vu BENU, dee Leit agestellt huet, ouni eng finanziell Zouso ze hu wat de laangfristige Finanzement vun den Aktivitéiten ugeet.

De Verwaltungsrout an d'Direktioun si fir déi finanziell an organisatoresch Ofleef responsabel. De Staat ass am Moment amgaangen, d'Finanzlag vun der ASBL ze analyséieren, fir dass déi öffentlech Fonge gesetzeskonform agesat ginn. An engem Pressecommuniqué vum 14. November 2023 huet de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung Informatiounen zu dëser Analys matgedeelt.

ad 3. De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung huet d'ASBL BENU bis elo net direkt finanzéiert, mee 2017 an enger éischter Phas d'Escher Gemeng, deemolegen Träger vum Projet, mat enger finanzieller Kontributioun ënnerstëtzt, fir de Projet op d'Been ze stellen. Dës Phas vum Projet ass ofgeschloss.

Déi weider Phase sinn iwwert d'Gemeng finanzéiert ginn. Eng Kontributioun vun der Sait vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung war net méiglech, well déi rechtlech Grondlag gefeelt huet. Deemno läit dem Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung och keng detailléiert Dokumentatioun vir, déi et géif erméiglechen, eng präzis Evaluatioun vun de Resultater duerchzeféieren.

Als Acteur am Beräich vun der Kreeslafwirtschaft gouf de Projet BENU, deen sech och an d'Promotioun vun enger sozialer an ekologescher gerechter Ekonomik aschreift, vum Wirtschaftsministère mat enger „aide de minimis“ ënnerstëtzt.

Et sief drun erënnert, dass et réischt zanter dem 4. September 2023 iwwerhaupt legal méiglech ass, enger ASBL am Beräich vun der Kreeslafwirtschaft eng Subventioun iwwert den Ëmweltschutzfond ze accordéieren, deen an deem Fall géif a Fro komme fir eng finanziell Participatioun.

Am Fall wou eng Konventioun mat de concernéierten Acteuren op d'Bee gestallt géif ginn, wäert et dee Moment och Obligatiounen fir BENU ginn, an dat op allen Niveaue, notamment an der Gestiou vun dem Personal an de Finanze souwéi engem Monitoring vun de geleeschten Aarbechten a Relatioun mat den Objektiv. Dës Kader géif dann dem Staat d'Méiglechkeet ginn, d'Resultater par rapport zu den envisagéierten Ziler ze evaluéieren.

ad 4. Wat eventuell aner finanziell Ënnerstëtzen ugeet, vu kommunaler Sait oder anere karitativen Zwecker, leie just deelweis Informatiounen vir.

## Structures d'accueil et d'éducation pour enfants | Question 8372 (05/10/2023) de M. Fred Keup | M. Fernand Kartheiser (ADR)

Am System vun de Strukturen fir Kanner gëtt et eng ganz Rei vu Phenomeener, déi bei ville Leit fir Irritatiounen suergen.

An deem Kontext hu mir folgend Froen un den Här Familljeminister an den Här Schoulminister:

1. Ee vun deene grouse Problemer ass, dass vill Crèchen nëmmen Aschreiwunge fir pauschal 30 oder 60 Stonnen erlaben, och wann hir Déngschter eigentlech net an deem Mooss gebraucht ginn. Konkreet heescht dat jo och, dass fir vill Elteren an de Staat zum Deel ganz héich Käschten entstinn, fir déi awer op där anerer Sait keng Leeschtung erbruecht gëtt. An de Crèchen a Foyere ginn dat ganz Joer iwwer

Presenze verrechent, och wann d'Struktur zou ass, d'Kand krank oder mat den Elteren an d'Vakanz ass, obschonn do keng Leeschtung stattfënnt. Sollten d'Aschreiwungen an d'Crèchen oder aner Strukturen gesetzlech net esou encadréiert ginn, dass si méi flexibel musse ginn oder awer dass nëmme Presenzstonne vun de Kanner kënnen verrechent ginn?

2. Nom „congé parental“ si vill jonk Elteren, déi hir Kanner wëllen an eng Struktur ginn, domat konfrontéiert, dass déi zwanzeg Gratisstonne fir de plurilinguale Programm eréischt de Mount nom Alter vun engem (1) Joer un applizéiert ginn. Dowéinst mussen déi jonk Elteren dann dräi oder sechs Méint laang op déi 20 Gratisstonne verzichten, a si fale während där Zäit an déi deier Tranche horaire a kréien och den Dapasement op déi voll Stonnenzuel verrechent (den Dapasement gëtt net op déi 20 Gratisstonne vum plurilinguale Programm verrechent). Wëll d'Regierung d'Gesetz esou änneren, dass déi 20 Gratisstonden z. B. scho vun engem Liewensalter vun néng Méint u kënnen gräifen?

3. Bei den Dageseltere gëtt et keng Gratisstonden, wann si och Lëtzebuergesch mat de Kanner schwätzen (also e plurilinguale Programm offréieren). Wëll d'Regierung op de Wee goen, fir och bei der Betreuung duerch Dageseltere, déi eng plurilinguale Betreuung ubidden, zwanzeg Gratisstonden ze verrechnen?

4. De facto schéngt et esou ze sinn, dass a ville Crèchen, déi behaupten, et géif och Lëtzebuergesch mat de Kanner geschwat ginn, dat an der Praxis net geschitt. De Staat bezilt de Crèchen awer e Supplement pro Stonn a pro Kand fir de plurilinguale Programm. An engem gewësse Mooss schéngt esouguer eng Praxis ze bestoen, dass bei „portes ouvertes“, bei der Aschreiwung vun de Kanner oder bei ugemellte Kontrollen zwar lëtzebuergeschproocheg Personal present ass, dat awer dono ofgezu gëtt an op anere Plazen „gewise“ gëtt. Weess d'Regierung vun esou Praktiken? Wëll d'Regierung d'Gesetz esou änneren, dass an Zukunft och net ugemellte Kontrolle vum plurilinguale Programm kënnen duerchgefouert ginn? Wéi vill net ugemellte Kontrolle goufen an deene leschte Jore gemaach, a mat wéi enge Resultater?

5. Net all Kand kritt eng Plaz an enger Maison relais, wat fir déi betreffen Eltere vill zousätzlech Käschte mat sech bréngt. Si mussen dann dacks den Dapasement a Foyeren oder Crèchë bezuelen, och während deene Méint, wou Schoul ass a wou d'Kannerbetreuung jo am Prinzip soll gratis sinn. Och während de Schoulperioden, an deenen d'Kanner jo 26 Stonnen an der Schoul sinn, géllt fir vill Strukturen, dass si nëmme Kontrakter ubidden, déi wäit iwwer deene reelle Besoine vun den Eltere leien. Wéi wëll d'Regierung fir Gerechtegkeet tëschent deenen Eltere suergen, déi fir hiert Kand eng Plaz an enger Maison relais konnte kréien, an deenen, déi déi Chance net haten? Ass et akzeptabel, dass Kontrakter vu Strukturen ugebueden ginn, déi finanziell oder temporär Dispositiounen hunn, déi u sech eng Exploitatioun vun deenen Eltere bedeuten, déi hir Kanner net konnten an enger Maison relais ënnerbréngen?

6. Bei der Berechnung vun den Tariffer an de Vakanze vun net schoufflichtege Kanner kënn et duerch de Plaffong vun den 100 €/Woch bei engem Akommes vun > 2,5-mol de Mindestloun zu sozialen Ongerechtegkeeten. Während de Schoulzäiten an iwwer d'ganz Joer gerechent ass dës ongerecht Tarifkatioun souguer schonnns vun 2-mol de Mindestloun u bemierkbar. Wëll d'Regierung un där aktueller Tarifstruktur festhalen (Erhéijunge pro Echelon SSM, Limitatioun op 100 Euro/Woch während de Vakanze respektiv Ophiewe vum Plaffong vun 100 Euro fir Kanner vu 4–12 Joer)?

7. Verschidde Crèchë – froen no Dokumenter (Chèque-service accueil, Kontrakter, ...), aus deenen d'Akommes vun den Eltere kann ofgeleet ginn;

– verlaangen, dass d'Kanner laang am Virus ugemellt ginn, a froen dann och scho Sue fir déi Perioden tëschent der Umeldung an där effektiver Presenz vun de Kanner.

Kennt d'Regierung esou Praktiken, a wa jo, wat wëll si dogéint ënnerhuelen?

**Réponse (17/11/2023) de M. Claude Meisch,** Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Eng Reform vum Finanzement vun de Bildungs- a Betreuungsstrukture war an der leschter Legislaturperiod ugeduecht ginn, mee konnt awer net méi agefouert ginn. D'Verrechne vun de Stonnen duerch déi verschidden Träger aus der nonformaler Bildung soll am Kader vun enger Finanzreform iwwerducht ginn.

ad 2. a 5. Déi 20 Gratisstonne fir de plurilinguale Programm gëllen net eréischt fir Kanner am Alter vun engem Joer an engem Mount, mee ab dem Mount, wou d'Kand 1 Joer kritt. Och dës Elementer wäerte Géigegestand vun enger Reform vum Finanzement vun de Bildungs- a Betreuungsstrukture sinn.

ad 3. Och dës Elementer wäerte Géigegestand vun enger Reform vum Finanzement vun de Bildungs- a Betreuungsstrukture sinn.

ad 4. Dem Service, dee fir d'Reklamatiounen am Secteur vun der nonformaler Bildung zoustänneg ass, si keng esou Doleancen zougedroe ginn.

De Programm vun der Méisproochegkeet (EPL) ass verpflichtend fir all Crèche, déi eligibel Kanner encadréiert. Et gi Kontrolle gemaach, ier d'Unerkennung fir de Prestataire Chèque-service accueil (CSA) accordéiert gëtt. Den Träger muss beleeden, dass all déi gesetzlech Konditiounen erfëllt sinn.

Net ugekënnegt Kontrollen, ënner anere vum EPL, ginn elo scho vum zoustänneg Service duerchgefouert. Hei gëtt net aleng d'Meisproochegkeet, mee am Allgemengen d'Konformitéit zu de Gesetzer a Reglementer iwwerpréift. Um Niveau vum Personal, ginn an der Reegel all d'Servicer vun engem Gestionnaire/Grupp zesumme gekuckt fir ze vermeiden, dass d'Personal z. B. den C1 op méi Plazen deklaréiert.

Am Joer 2023 si bis elo 115 administrativ Kontrollen an/oder Inspektiounen duerchgefouert ginn. Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 7856 preziséiert gouf, sinn an de leschte Jore ronn 335 net ugekënnegt Kontrollen an de Bildungs- a Betreuungs-servicer duerchgefouert ginn.

Fir sech par rapport zu de festgestallte Verstéiss ze konforméieren, gouf de jeeweilegen Träger eng predefiniéiert Frist accordéiert. An zwee Fäll kruten d'Träger d'finanziell Hëllef vun der EPL gestrach, well si net konform waren. Zwou Suspensiounen vun der Hëllef fir d'Meisproochegkeet sinn ausgeschwat ginn. Eng Rei Träger hunn dem Staat missen d'Suen erëmbesuelen, well hire Service net konform war.

ad 6. Och dës Elementer wäerte Géigegestand vun enger Reform vum Finanzement vun de Bildungs- a Betreuungsstrukture sinn.

ad 7. Wat d'Areche vun Dokumenter, aus deenen d'Akommes vun den Eltere kann ofgeleet ginn, ubelaangt, esou ass dës Praxis den Agente vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend net bekannt. D'Eltere ginn op d'Gemeng respektiv op d'Zukunftskeess, fir de CSA-Kontrakt ze ënnerschreien a ginn dee Moment Dokumenter zum Akommes of. Fir den Träger vun enger Crèche sinn dës Informatiounen net relevant, weeder fir seng Facturatioun am CSA nach fir de Kontrakt mat den Elteren.

Wat d'Umeldung vun de Kanner betrëfft, sou muss ee wëssen, datt d'Aschreiwung vun de Kanner ënnert d'Responsabilitéit vum Träger vun enger Betreiuungsstruktur fällt. Den Träger ass verpflichtet, d'Kapazität, déi hie via Agreement accordéiert krut, ze respektéieren. Den Träger dierf net méi Kanner ophuelen, wéi hie Plazen huet an ass gläichzäiteg drun interesséiert, all seng Plaze besat ze hunn. Dofir ass et sënnavoll fir d'Elteren, fir hir Kanner sou frei wéi méiglech an enger Betreiuungsstruktur unzemellen. Fir eng Plaz kënnen garantéiert ze kréien, froe verschidde Betreiuungsstrukture bei den Elteren eng Kautioun, déi net vum Staat iwwerholl gëtt, dëst ënner anerem och fir ze vermeiden, datt d'Eltere kuerzfristeg ofsprangen an den Träger seng Plazen net besat huet. Doriwwer eraus si keng aner Praktiken an dësem Kontext bekannt.

.....

**Lettre d'accompagnement du « diplôme de technicien »** | Question **8373** (05/10/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

Eis ass do e Fall zougedroe gi vun enger Schülerin, déi dëst Joer am LTAM en Diplom als Elektrotechnikerin am Beräich „Smart Technologies“ krut. Dësen „Diplôme de technicien“, ënnerschriwwen vum Direkter vun der Chambre de Commerce, vun der Presidentin vun der Chambre des Salariés a vum Direkter vun der Berufsausbildung an ausgestellt vun der Regierung, ass an dräi Sproochen (Franséisch, Däitsch an Englesch) ofgefaast. Allerdéngs ass de Begleetbrëf vum Ministère, mam „relevé pour la mention pour élève XY“, deen iwwer d'Modullen informéiert, déi d'Schülerin am Laf vun hirer Ausbildung absolviert huet an déi fir d'Berechnung vun der Mention consideréiert goufen, just op Franséisch. Well d'Meedchen an Däitschland weiderstudéieren wëll an d'Héichschoul eng Iwwersetzung vum Begleetbrëf verlaangt huet, huet d'Schülerin misen en Iwwersetzer engagéieren, fir dëst Dokument iwwersetzen ze loossen, wat net nëmmen eng zousätzlech finanziell Belaaschtung fir d'Schülerin duergestallt huet, mee och dozou gefouert huet, datt d'Schülerin hir Ënnerlagen net fristgerecht un d'Héichschoul schécké konnt an si elo riskéiert, ee Semester ze verléieren.

Wéi eis zu Ouere komm ass, handelt et sech dobäi net ëm en Einzelfall.

Dofir géif ech gär dem Här Héichschulminister folgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt de Begleetbrëf vum „diplôme de technicien“ grondsätzlech just op Franséisch ofgefaast gëtt? Wa jo, aus wéi enge Grënn gëtt dat Dokument just an där Sprooch ausgestellt?

2. Wier den Här Minister bereet, sech bei deene betreffenden auslänneschen Héichschoule fir Studenten anzesetzen, déi duerch dësen Ëmstand riskéieren, e Semester ze verléieren?

**Réponse** (17/11/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Ech reagéieren op dem honorabelen Deputéierte seng Froe mat dëse Präzisiounen.

Et ass richtege, datt deen zitierete Relevé pour la mention nëmmen op Franséisch bis ewell ausgestellt gëtt. Dëst wäert awer bis de Summer 2024 géännert ginn. Effektiv ass de Service vun der Berufsausbildung zanter enger Zäit amgaangen, all d'Dokumenter, déi mam Ofschlossdiplom a Verbindung sinn, ze iwwersetzen. Esou gëtt et haut schonn den Diplom selwer,

d'Certification des modules préparatoires (ouni d'Annex), d'Note moyenne globale (op Demande an ouni d'Annex) an den dräi Sproochen. Des Weidere gëtt de Supplément descriptif au diplôme op Däitsch a Franséisch ausgestellt. Nieft dem Relevé pour la mention wäert dann och de Relevé des modules réussis ab Summer 2024 op dräi Sproochen verfügbar sinn.

Am Prinzipp sinn d'Universitëten an Héichschoulen autonom, wat d'Admissioun vu Studenten ubelaangt.

.....

**Banque luxembourgeoise Fortuna Banque** | Question **8374** (05/10/2023) de **M. Max Hengel** | **M. Laurent Mosar** | **M. Marc Spautz** (CSV)

Am September an am November 2022 hate mir 2 parlamentaresch Froe mat den Nummere 6921 a 7118 zum Stopp vun den Aktivitéite vun der Fortuna Bank gestallt. Mir wollten deemools wëssen, wat mat de Clienten an de Salarié vum der Bank géif geschéien. Ee Joer méi spët wëlle mir op dësen Dossier zeréckkommen, well nach eng Rei Onkloerheete bestinn.

Dowéinst wollt ech folgend Froen un d'Madamm Finanzministesch stellen:

– Huet d'Fortuna Bank hir Aktivitéiten definitiv agestallt?

– Gouf ee Plan social fir d'Salarié vum der Fortuna Bank gemaach?

– Wéi vill Salarié goufe vun der BCEE iwwerholl?

– Sinn d'Clienten vun der Fortuna vun der BCEE wéi annoncéiert iwwerholl ginn an/oder bei enger anerer Bank op der Finanzplaz ënnerkomm?

**Réponse** (06/11/2023) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

Den 12. Oktober 2023 huet den Tribunal d'arrondissement vu Lëtzebuerg d'Liquidatioun vun der Fortuna Bank decidéiert. Dëst Urteil gouf am Kontext vun der Cessatioun vun den Aktivitéite vun der Bank, déi schonn am August 2022 effentlech gemaach gouf, geholl. Saitdeem konnt d'Bilanzzomm vun der Bank ëm 85 % reduzéiert ginn an d'Bank hat zum Schluss an nach just 5 Employéen. Et ass dem Finanzministère net bekannt, wéi vill vun deene fréiere Fortuna-Employéen haut bei der BCEE schaffen.

Am August 2022 hat d'BCEE eng vereinfacht a séier Onboarding-Prozedur fir Fortuna-Clientë lancéiert. Am Kader vun der Liquidatioun ginn d'Depote vun de Fortuna-Clienten, déi vun dëser Prozedur net Gebrauch gemaach hunn, an déi hir Konten och net bei eng aner Bank transferéiert hunn, vum Fonds de garantie des dépôts (FGDL) bis zu engem Montant vun 100.000 Euro rembourséiert.

.....

**Soins à domicile** | Question **8375** (06/10/2023) de **M. Fernand Kartheiser** | **M. Jeff Engelen** (ADR)

Ee vun de wichtegste Piliere vun der Fleegeversécherung sinn d'„soins à domicile“. Ëmmer méi Persoune benotzen dëse Service, wat natierlech entspriechend Käschte mat sech bréngt. Am Intressi vun de concernéierte Leit an der Qualitéit vum Service, awer och am Sënn vun enger responsabler Finanzgestioun, ass et wichteg, datt genuch Kontrollen an deem Domän gemaach ginn.

An deem Zesammenhang géife mir dem Här Minister fir sozial Sécherheet gär dës Froe stellen:

1. Wéi vill Qualitätskontrolle goufen am Beräich vun de „soins à domicile“ an der leschter Legislaturperiod duerchgefouert? Wéi eng Resultater hunn déi Kontrolle bruecht?

2. Wéi eng Konsequenze fir déi eenzel privat Prestataire kënnen geholl ginn, wann eng Qualitätskontroll net zefriddestellend ausfällt?

3. Wéi gesäit et mat de Sproochekenntnesser vun deene Leit aus, déi an deem Secteur schaffen? Wéi eng Exigenze gëtt et a wéi ginn déi kontrolléiert?

**Réponse** (31/10/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1. Am groussherzogleche Reglement vum 13. Dezember 2017<sup>3</sup> sinn d'Critère festgehalen, wat den Inhalt vun der Fleegeokumentatioun ubelaangt, déi de Prestataire muss assuréieren, grad wéi och d'Qualitätsindicateuren an der Prise en charge vun de fleegebedierftege Persounen.

Fir kënnen nozevollzéien, ob déi fleegebedierftege Persounen all d'Leeschungen, déi se zegutt hunn, och kruten, gëtt d'Dokumentatioun vun de realiséierte Leeschungen iwwerpréift. Esou eng Kontroll ass just méiglech, wann den Inhalt vun der Dokumentatioun standardiséiert, vollstänneg an elektronesch zougänglech ass. Dës indirekt Mesure erméiglecht et ze iwwerpréiwen, ob de Prestataire déi adequat Moyenen asetzt, fir eng qualitativ gutt Prise en charge ze assuréieren an domadder esouwuel d'Sécherheet wéi d'Intégritéit vun der fleegebedierfteger Persoun ze garantéieren.

Déi eenzel Indicateure fir d'Qualitéit an der Fleege (z. B. d'Erfaassung vun de Chutten oder Escarren, de Suivi vum Gewiicht) erméiglechen et, e konkreten Unhaltspunkt ze hunn, wat déi vum Prestataire agesaten Hëllef- a Fleegeemoosnamen am Kader vun der Fleegeversécherung ubelaangt.

Am Ganze goufen an der leschter Legislaturperiod tëschen 2018 an 2023 (Stand bis Oktober 2023) 148 Kontrollvisitten duerchgefouert, déi all d'Gestionnairen ofdecken, an d'Établissements à séjour continu an d'Établissements à séjour intermittent. Dovunner sinn 42 Kontrollvisitte bei de verschiddene Fleegeéngschter, déi doheem intervenéieren, duerchgefouert ginn.

D'Qualitéit war och bei der Reform vun der Fleegeversécherung, déi den 1. Januar 2018 a Kraaft getrueden ass, en zentrale Punkt. Dofir gouf ënner anerem och am Code vun der sozialer Sécherheet festgeschriwwen, datt d'AEC all 2 Joer muss eng Analys vun der Qualitéit vun den erbruechte Leeschtunge maachen. Dës Analys gëtt an engem Rapport vun der AEC detailléiert duergestallt an och der zoustänneger Chamberskommissioun virgestallt.

Déi integral Rapport mat all de Resultater, wéi och de Resumé an de Pressecommuniqué kënnen um Internetsite vun der AEC nogelies ginn (Rapport biennal 2020 a Rapport biennal 2022<sup>4</sup>):

<https://aec.gouvernement.lu/fr/docetchiffres/rapportbiennalqualite.html>

ad 2. D'Kontrollvisitte gi 14 Deeg am Virus annoncéiert. Allerdéngs wëssen d'Prestataire net am Virus, wat fir eng Dossiere vu wéi enge Beneficiair vum der AEC kontrolléiert ginn. Dëst gëtt de Responsablen eréischt sur place, am Moment selwer, vun der AEC matgedeelt.

<sup>3</sup> Règlement grand-ducal du 13 décembre 2017 déterminant le contenu de la documentation de la prise en charge et les indicateurs de qualité de la prise en charge

<sup>4</sup> « [...] L'Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance établit un rapport biennal relatif aux contrôles effectués, qu'elle transmet au comité directeur de la Caisse nationale de santé, aux ministres ayant la Sécurité sociale et la Santé dans leurs attributions et aux ministres compétents en vertu de la législation réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique. »

Während der Visitt analyséiert a kontrolléiert d'AEC déi verschidden Dokumentatioune vun den ausgewielte Beneficiairé vun der Fleegeversécherung. Den Debriefing gëtt direkt duerno mat de Responsable realiséiert. An all Fall gëtt och e schrëftleche Rapport vun der AEC un de Prestataire verschéckt. Dëse Rapport hält fest, ob all d'Informatiounen disponibel waren a gëtt e Feedback iwwert déi adequat Fleegepraktiken an iwwert déi Beräicher, déi musse verbessert ginn. Ofhängeg vun dese Constate gëtt eng nächst Kontrollvisitt vun der AEC bei deem jeeweilige Prestataire ageplangt.

An der nächster Kontrollvisitt kuckt d'AEC, ob déi Verbesserungen, déi an deene verschiddene Punkte festgehale goufen, gemaach goufen. D'AEC huet och d'Méiglechkeet, hir Visitt méi heefeg ze maache fir ze assuréieren, dass bestoend Schwieeregkeete behuewe ginn an d'Qualitéit verbessert gëtt.

Déi verschidde Prestatairé sinn sech der permanenter Qualitéitsverbesserung bewosst a benotzen d'Constaten, fir déi néideg Aktiounen ze ënnerhuelen. Aus deenen zwee vergaangene Rapports biennaux geet eng Qualitéitsverbesserung ervir, wéi z. B. d'Erfaassen an d'Dokumentatioun vun den Dekubitus, Stierz oder de Suivi vum Gewicht.

ad 3. D'Sproochekennnisser vun de Mataarbechter vun de mobillen Hëllefes- a Fleegegedngschter gi beim Erstelle vum Agreement an duerno am Kader vun den Agreementsvisitte kontrolléiert.

Dat modifizéiert groussherzoglecht Reglement vum 10. Dezember 2009 gesäit a sengen Artikelen 10 an 13 vir, dass souwuel de Chargé de direction wéi och d'Betreiungspersonal vun engem mobillen Hëllefes- a Fleegegedngscht attestéiere mussen, 2 gängeg Sproochen aus dem Land, dorënner Lëtzebuergesch, ze verstoen an sech och kënnen auszedrécken. Wann dëst net ginn ass, kann de Familljeminister am Kader vum Agreement eng Klausel betreffend d'Weiderbildung erabréngen.

De Gestionnaire attestéiert, dass d'Sproochekonditioune fir säi Personal erfëllt sinn. De Gestionnaire suergt och duerfir, dass säi Personal un deenen néidege Weiderbildung kann deelhuefen.

Sinn d'Sproochekonditiounen net erfëllt, gëtt den Agreement op eng limitéiert Zäit ausgestellt (an der Reegel 1 Joer), an där de Gestionnaire Zäit huet, sech zum Reglement konforméieren.

**Vote lors d'un conseil communal** | Question **8376** (09/10/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Den Artikel 34 vum Gemengesgesetz schreift vir: „Nul n'est admis au premier tour de scrutin s'il ne réunit plus de la moitié des votes valables.

Si aucun des candidats ne réunit la majorité absolue des suffrages, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les deux personnes qui ont le plus de voix, et la nomination a lieu à la majorité des votes.

Si le premier tour de scrutin donne à plus de deux candidats le plus de voix et en nombre égal, un second scrutin est ouvert entre eux, et les deux candidats qui obtiennent à ce scrutin le plus de voix, sont seuls soumis au ballottage. Au cas d'une nouvelle parité de suffrages dans le second scrutin, le sort désigne les candidats à soumettre au ballottage.“

Am Gemengerot huet een normalerweis bei där genannter Wiel vun zwee Kandidaten dräi Méiglechkeete fir unzekräizen: Nieft deenen zwee Kandidaten huet een nämlech nach déi drëtt Méiglechkeet, fir kee vun deenen zwee Kandidaten ze wíelen – dës drëtt Optioun ass gekennzeechent mat „Niemand“.

An dësem Kontext hätt ech follgend Fro un d'Madamm Banneminister:

– Am Fall wou déi zwee Kandidaten am Híbléck op déi dräi Wielméiglechkeeten (also ee vun den zwee Kandidaten oder „Niemand“) op genee déi selwecht Unzuel u Stëmme kommen: Muss dës Wal an deem Fall widderholl ginn oder kann et direkt zum Lousentssscheid kommen?

**Réponse** (11/10/2023) de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur

Den honorabelen Deputéierten informéiert sech iwwert d'Reegele fir d'Ofstëmmungen am Gemengerot.

An der Fro gëtt den Artikel 34 vum ofgeännerte Gemengesgesetz vum 13. Dezember 1988 net vollstänneg zitéiert. Et feelt den 2. Alinea: „En cas de partage de toutes les voix entre deux candidats, le sort décide.“ Dat heescht, wann all d'Stëmme vun de Gemengerotsmemberen op zwee Kandidaten gläich verdeelt sinn, entscheet d'Lous.

Falls den Deputéierten eng rezent Ofstëmmung vum Wëntger Gemengerot viséiert, wëll ech nach präziséieren, dass ech informéiert gi sinn, dass zwee Kandidaten bei der Ofstëmmung fir ee Posten als Delegéierten an engem Syndikat jeeweils 5 Stëmme kritt hunn, an dass et eng Stëmm géint déi zwee Kandidaten ginn ass. An dësem Fall sinn d'Konditiounen, fir d'Lous ze zéien, net erfëllt, well déi zwee Kandidaten net alleguer d'Stëmme vun de Gemengerotsmembere kritt hunn. An deem Fall muss e Ballottage op Basis vum Artikel 34 3. Alinea vum Gemengesgesetz gemaach ginn.

Ech wëll och nach präziséieren, dass, wa méi wéi ee Kandidat sech presentéiert, all Member vum Gemengerot dräi Méiglechkeete muss hunn:

- fir ee vun de Kandidaten ze stëmmen;
- géint alleguerten d'Kandidaten ze stëmmen;
- sech ze enthalen<sup>5</sup>.

Aus deem Grond mussen op all Bulletin separat Casé mat de jeeweiligen Nimm vun de Kandidaten an zousätzlech eng Case, déi „Aucun des candidats“ heescht, stoen.

**Attaques par phishing** | Question **8377** (10/10/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Ëmmer méi heefeg kënn et vir, dass Krimineller Websäiten erstellen, déi ausgesinn, wéi wann se vun engem Geschäft oder enger Bank wieren. Mat falschen E-Mailen oder SMSen, an deene behaupt gëtt, de Client misst dréngend seng Bankdunnéeën aginn, ginn d'Leit op esou Websäite gelackelt a kréien do hir Zougangsdate geklaut. Per Webbanking kënnen déi Kriminell dann op d'Konte vun de Beträffenen zougräifen a maachen se net seelen eidel.

D'Gesetz vum 10. November 2009 gesäit zwar vir, dass eng Bank hire Clienten d'Sue vun engem net autoriséierte Payement muss zeréck iwwerweisen, mee dëst trëfft awer nëmmen zou, wann de Client net duerch eegent Feelverhale selwer eng Matschold dréit.

Rezent waren och Clienté vum POST-Service Eboo befracf.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet, Konsumenteschutz, Wirtschaft a Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi vill Utilisateur si vum rezente Phishing-Veruch bei POST befracf?
2. Wéi ee Gesamtmontant gouf geklaut?

3. Wäert POST de Beträffenen en Deel oder d'Gesamtheit vun de geklaute Suen zeréckginn an eventuell gemaache Scholden net zeréckfroen?

4. Ass d'Regierung der Meenung, dass d'Erafalen op eng Phishing-Mesure e perséinlecht Feelverhalen duerstellt, wat geméiss dem Gesetz vum 10. November 2009 dozou féiert, dass ee kee Remboursement zegutt huet?

Ass d'Regierung der Meenung, dass d'Konsumenten no der aktueller Gesetzgebung gutt genuch geschützt sinn am Fall vu Phishing?

**Réponse** (13/11/2023) de **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Protection des consommateurs

An de leschte Méint sinn effektiv eng Rei Phishing-Versich, déi Clienté vu verschiddene Banken zu Lëtzebuerg viséiert hunn, observéiert ginn.

POST Finance weist drop hin, dass se aus Sécherheetsgrënn net iwwert d'Detailer vun dësen Attacke kommunizéiert.

A ville Fäll konnten déi frauduléis Payementer nach gestoppt ginn, oder d'Sue konnte vun der Bank vum Beneficiaire zeréckgefuert ginn. Dëst ass allerdéngs just méiglech, wann de betraffene Client d'Fraude a kierzter Zäit mellt an esou eng Fuerderung bei der Empfängerbank zäitno ka gemaach ginn. POST Finance recommandéiert dofir, hire Clienté méiglech Frauden direkt ze deklaréieren an eng Plainte bei der Police ze maachen.

Allgemeng hunn d'Banke wéi och POST Finance eng gesetzlech Obligatioun, Clienten ze dedommagéieren, wa Payementer ausgefuert goufen, déi net vum Client autoriséiert goufen. An dese Fäll hunn d'Clienten hir E-Banking-Coordonnéen a LuxTrust-Ënnerschrëften awer selwer uginn an ausgefuert, op frauduléise Websäiten, mat deenen d'Banken näischt ze dinn hunn. Deemo besteet hei aktuell kee gesetzlecht Recht op Entscheedung duerch d'Bank.

Um EU-Niveau lafen Aarbechten, fir den europäesche Gesetzeskader weider ze stäerken an sech eng harmoniséiert Approche ze ginn, déi de Konsument och a sou Fäll besser schütze géif. Esou gëtt aktuell un der Revision vun der Payment Services Directive 2 (ëmgesat um nationale Plang an dem ofgeännerte Gesetz vum 10. November 2009) geschaff. Ee Schwéierpunkt ass d'Stärkung vun den Antifraude-Mesuren, sou ewéi d'Berécksiichtege vun neien Typen vu Fraude wéi dem Phishing.

Et ass an dësem Kontext wichteg, wéi schonns an der Question parlementaire 7703 drop hinweisen, dass säit ville Joren an d'Cybersécherheet investéiert gëtt. Duerfir hei och den Appell un d'Konsumenten, ganz allgemeng virsichteg ze sinn, wann se online ënnerwee sinn, an och sech ze informéieren, sief et zum Beispill iwwert d'Helpline vu BEE SECURE ([www.bee-secure.lu](http://www.bee-secure.lu)) oder um nationale Cybersecutéitportal ([www.cyber-security.lu](http://www.cyber-security.lu)).

**Examen du secteur communal** | Question **8378** (10/10/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Fir dierfen am Gemengesector ze schaffen, muss een als éischt d'Épreuve d'aptitude générale packen an duerno den Examen d'admissibilité. Fir dës Session waren d'Examens d'admissibilité fir d'Leit am Grupp B1, C1 an D1 awer virun deene fir d'Épreuve générale. Wat bedeit, dass dës Leit nëmmen den 1. Exame kënnen maachen, an dann een halleft Joer mussen waarde fir den 2. Deel. Dëst kascht net nëmmen d'Leit Zäit, mee suergt och dofir, dass d'Gemenge Posten eréischt méi spéit kënnen mat dese Kandidaten besetzen.

<sup>5</sup> Pierre Lambert, Manuel de droit communal, Bruylant 1998, p. 139

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir effentelechen Dénngscht a fir Interieur dës Froe stellen:

1. Firwat goufen dës Delaien esou festgehalen?
2. Firwat betreffen dës ënnerschiddlech Delaien nëmmen een Deel vun de Gruppen?
3. Wäert an Zukunft drop gekuckt ginn, dass ee béid Examen op allen Niveaue kann an enger Sessioun maachen? Wann nee, firwat net?

**Réponse** (26/10/2023) de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur | **M. Marc Hansen**, Ministre de la Fonction publique

De Projet de règlement grand-ducal modifiant : 1° le règlement grand-ducal modifié du 20 décembre 1990 portant fixation des conditions d'admission et d'examen des fonctionnaires communaux ; 2° le règlement grand-ducal modifié du 23 avril 2021 portant organisation de la formation pendant le service provisoire des fonctionnaires communaux ainsi que du cycle de formation de début de carrière des employés communaux<sup>6</sup>, deen d'Konditioun vun der Reussite bei der Épreuve d'aptitude générale fir d'Participatioun um Admissibilitésexamen fir de Gemengesecteur ofschaaft, ass den 21. Juni 2023 vum Regierungsrat ugeholl ginn.

Dës Modifikatioun huet dat duebelt Zil, fir engersäits d'Prozedur fir d'KandidatInnen ze vereinfachen an ze acceleréieren an anersäits de Pool vu KandidatInnen, déi sech op ee Fonctionnairesposten am Gemengesecteur mellen, ze vergréisseren.

Vun deem Moment un, wou dës Dispositiounen a Kraaft trieden, wäert sech d'Fro vun der zäitlecher Koordinatioun tëschent den zwou Epreuven net méi stellen.

De Projet ass säit dem 27. Juni 2023 beim Staatsrot.

**Gaspillage d'énergie auprès de l'Inspection générale des finances** | Question **8379** (12/10/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Un eis ass eruedroe ginn, dass bei der Inspection générale des finances Wäert drop geluecht gëtt, dass d'Luuchten an de Pièces communes zu all Moment vum Dag mussen u sinn. Dëst widerspricht awer der Circulaire N° 4168, déi zum Energiespieren opriift.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Firwat mussen dës Pièces communes zu all Moment vum Dag beliicht sinn?
2. Wat ass den zousätzlechen Energieverbrauch duerch dësen Appell vun der Direktioun vun der IGF?

**Réponse** (06/11/2023) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

Am Kader vun der Energiespuercampagne „Zesumme spieren – Zesummenhalen“ sinn och fir staatlech Acteuren am September 2022 Moosname fir d'Reduzierung vum Energieverbrauch ugeholl ginn an eng „note d'instruction aux responsables techniques“ fir staatlech Gebaier ass un all Ministère a Verwaltunge weidergeleent ginn.

De Regierungsrat huet doriwir eraus de 14. Juli 2023 decidéiert, dës Mesurë weiderzeféieren. All d'Regierungsmembere sinn an engem Bréif vum Staatsminister ugehale ginn, fir déi entspreichend Note d'instruction weiderhin an alle Ministère a Verwaltungen ze applizéieren. Dës gesäit vir, dass d'bannenzeg Beliichtung op den néidege Minimum ze limitéieren ass, fir d'Sécherheet vun den Agenten a Visiteuren

<sup>6</sup> <https://legilux.public.lu/eli/etat/projet/pr/20230123>

ze garantéieren, esou wéi dat och am Gebai vun der Generalinspektioun vun de Finanzen ëmgesat gëtt.

**Familles d'accueil hébergeant des réfugiés ukrainiens** | Question **8380** (13/10/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Suite à l'agression militaire russe contre l'Ukraine en février 2022, de nombreux ressortissants ukrainiens ont été obligés de fuir leur pays et de chercher refuge dans d'autres pays européens. Au Luxembourg, des centaines de familles résidentes se sont spontanément proposées à héberger des personnes fuyant la guerre dans leur domicile privé. Les familles d'accueil ont pour cela signé un contrat avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration, lequel portait initialement sur une période de trois mois et qui stipule notamment que l'hébergement proposé consiste en un acte de solidarité dans le cadre d'une crise humanitaire sans contrepartie financière.

Étant donné que le conflit en Ukraine perdure depuis lors, certaines familles d'accueil semblent avoir de plus en plus de peine à supporter la charge financière liée à l'hébergement des réfugiés. C'est en tout cas ce que certains représentants des familles d'accueil ont fait savoir à travers une lettre envoyée au partis politiques. Dans ce courrier, ils se plaignent surtout du manque de soutien par l'État, alors que leur engagement a considérablement aidé à décharger les structures de l'ONA (Office national de l'accueil).

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile et Monsieur le Ministre de la Famille et de l'Intégration :

- 1) Pouvez-vous me dire combien de ménages privés au Luxembourg accueillent des réfugiés ukrainiens, quelle est l'évolution de la situation et quel soutien leur a été fourni par l'État ?
- 2) N'êtes-vous pas d'avis qu'il conviendrait de mettre en place une compensation financière au profit des familles d'accueil ? Dans l'affirmative, cette compensation ne devrait-elle pas couvrir également les efforts financiers déjà fournis par les familles d'accueil ?
- 3) Pouvez-vous me dire de quel soutien étatique les familles d'accueil de réfugiés ukrainiens bénéficient dans nos pays voisins ?
- 4) Quels efforts sont entrepris par le Gouvernement afin de faciliter l'intégration des réfugiés ukrainiens dans la société luxembourgeoise, particulièrement en ce qui concerne la recherche d'un logement et l'intégration sur le marché du travail ?

**Réponse** (13/11/2023) de **M. Jean Asselborn**, Ministre de l'Immigration et de l'Asile | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Début novembre, 4.199 personnes étaient bénéficiaires de protection temporaire (BPT), dont 1.430 étaient hébergées par l'Office national de l'accueil (ONA). L'ONA ne dispose pas de chiffres détaillés quant au nombre de ménages privés accueillant des BPT. Les BPT hébergés en privé ou par l'État ont droit aux mêmes aides<sup>7</sup> que les demandeurs de protection internationale (DPI), dont notamment :

- une allocation pécuniaire de 31,22 € par mois ;
- une aide pour l'alimentation de 243,67 € par mois ;
- une aide pour l'hygiène de 46,48 € par mois.

<sup>7</sup> Montants conformes à la loi (art. 12 et 13 de la loi du 18.12.2015 relative à l'accueil des DPI et des BPT telle que modifiée par les art. 39 et 40 de la loi du 07.08.2023)/montants indexés au 1<sup>er</sup> septembre 2023.

L'ONA propose également un suivi social régulier aux BPT hébergés en privé.

Les BPT ont droit aux aides matérielles de l'Office national de l'accueil à condition de ne pas disposer de moyens de subsistance suffisants, ni de prise en charge par une personne privée.

C'est un honneur pour la société luxembourgeoise qu'il y ait encore autant de familles d'accueil qui accueillent – par conviction et par solidarité – des personnes ayant fui la guerre.

Selon nos informations, les familles d'accueil de réfugiés ukrainiens ne bénéficient pas de soutien financier étatique dans nos pays voisins. Le Luxembourg a pris la même décision.

Les mesures d'intégration du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région (MIFA) s'adressent à toutes les personnes de nationalité étrangère qui résident sur le territoire du Grand-Duché. À la mi-septembre 2022, et afin de fournir un support administratif simple et efficace aux personnes fuyant la guerre en Ukraine, le MIFA a mis en ligne une plateforme d'orientation virtuelle InfoLux.lu.

Cette plateforme, qui a été pérennisée et qui s'adresse maintenant à toutes les personnes nouvellement arrivées sur le territoire, propose des informations et des webinaires sur des thèmes « pertinents » pour faciliter l'intégration des personnes arrivées au Luxembourg. Depuis septembre 2023, des sessions en ligne du webinaire « Welcome » sont également disponibles en ukrainien, à côté des langues anglaise et française.

Pour ce qui est du logement, le MIFA avait mis en place, dès l'arrivée des premiers réfugiés ukrainiens et en collaboration avec des organisations de la société civile (ASTI, Caritas, Croix-Rouge luxembourgeoise) et l'Office national de l'accueil, une plateforme en ligne permettant à des résidents d'héberger des réfugiés ukrainiens chez eux ou de mettre des logements à leur disposition. Dans le même ordre d'idées, le MIFA avait mis en ligne, en collaboration avec des organisations de la société civile (ASTI, Caritas, Croix-Rouge luxembourgeoise), une base de données dans laquelle ont été enregistrées les personnes privées qui souhaitent s'engager bénévolement pour les réfugiés ukrainiens au Luxembourg. Les deux plateformes ont été désactivées ; les personnes intéressées à un engagement bénévole au service des réfugiés ukrainiens sont automatiquement redirigées vers la plateforme [www.benevolat.lu](http://www.benevolat.lu) de l'Agence du bénévolat.

**Parc locatif de l'Université du Luxembourg** | Question **8381** (13/10/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** | **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

L'Université du Luxembourg gère actuellement un parc locatif de 1.000 unités de logements étudiants ne parvenant qu'à couvrir 17 % des demandes. L'université compte actuellement 6.000 étudiant.e.s inscrit.e.s. Face à la nouvelle hausse des loyers sur le marché privé et la situation de crise générale sur le marché de l'immobilier, de nombreux étudiant.e.s surtout celles et ceux venu.e.s de l'étranger ont de plus en plus de mal à trouver des alternatives de logement sur le marché privé. L'université a par ailleurs changé ses critères de durée du contrat de bail, en limitant la durée de location à la durée légale du parcours d'études dans lequel l'étudiant.e est inscrit.e. L'université n'étant elle-même pas propriétaire du parc locatif étudiant, dépend fortement de l'action des communes et de bailleurs sociaux et privés ainsi que des fluctuations sur le marché de l'immobilier privé.

Face à l'urgence de la situation je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du

Logement ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

1) Combien de logements ont été inaugurés par l'Université du Luxembourg au cours des 20 dernières années ?

2) Combien de logements ont dû être abandonnés par l'Université du Luxembourg au cours des 20 dernières années ? Quelles en sont les raisons ?

3) Combien de nouveaux logements sont en phase d'inauguration ?

4) L'université devra-t-elle à l'avenir abandonner d'autres logements pour étudiant.e.s ? Si oui, pour quelles raisons ?

5) Messieurs les Ministres comptent-ils intervenir auprès des communes afin de les pousser à augmenter leur offre de logements étudiants ?

6) Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche compte-t-il s'engager en faveur d'une allocation budgétaire spécifique pour permettre à l'université d'acheter et de gérer son propre lot de logements étudiants ?

7) Quelles sont les conditions impliquées par un contrat de location entre le bailleur privé ou public et l'université ?

8) Quels sont les frais actuellement impliqués par la gestion du parc locatif de logements étudiants par l'université en tant que locataire ?

**Réponse** (13/11/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | **M. Henri Kox**, Ministre du Logement

En réponse à la question parlementaire des honorables Députées Nathalie Oberweis et Myriam Cecchetti concernant le parc locatif de l'Université du Luxembourg, nous avons l'honneur d'apporter les précisions suivantes.

Depuis 2008, date de création du parc locatif de l'Université du Luxembourg, 1.280 logements ont été inaugurés et 208 logements ont été abandonnés pour des raisons de sécurité, de mise aux normes, de vétusté ou encore de fin de bail non renouvelé (volonté du propriétaire).

Plusieurs nouveaux projets de construction sont en discussion, ou bien en cours de préparation :

- le projet « Porte de France » à Belval, avec 130 unités de logement, devrait être achevé en 2027 ;
- des discussions sont en cours avec le groupe CFL pour la construction d'une résidence d'environ 150 à 170 unités au centre-ville d'Esch-sur-Alzette ;
- des unités de logement à proximité du campus de Kirchberg sont en discussion ;
- la reprise de 23 logements actuellement gérés par le Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) à Belval est également prévue.

À ce jour, aucun abandon de logements n'est acté. Néanmoins, en fonction de l'engagement contractuel vis-à-vis de ses différents bailleurs, l'université étudiera, au cas par cas, les prochaines échéances de contrat.

L'université cible, de préférence, des projets ou logements situés à proximité de ses campus en intégrant différents paramètres :

- financement de l'opération ou de l'exploitation d'une résidence ;
- clauses contractuelles (durée d'engagement, loyer, etc.) ;
- conditions administratives de la commune concernée (enregistrement des étudiants) ;
- capacité d'hébergement ;
- conditions d'exploitation de la résidence (maintenance et attribution des logements) ;

- état, configuration et équipements de la résidence ;
- respect des normes en vigueur ;
- présence de moyens de transport à proximité.

Les projets soutenus par les partenaires publics sont privilégiés.

Les frais pour les loyers et charges de l'université pour le parc locatif de logements étudiants étaient de 0,6 million d'euros en 2022 (4,6 millions d'euros de frais, partiellement compensés par 4 millions d'euros de revenus locatifs), et de 1 million d'euros pour les coûts du personnel impliqué dans la gestion du parc locatif, frais qui sont pris en charge par la dotation de l'État.

**Risque de génocide dans la bande de Gaza** | Question **8382** (17/10/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Après les attaques criminelles du Hamas sur le sud d'Israël, qui ont causé la mort de centaines de civils, nous assistons aujourd'hui à une escalade de la violence sans précédent dans la région. La situation est particulièrement dramatique dans la bande de Gaza, où le Gouvernement israélien a décidé de répondre aux attaques illégales du Hamas par des représailles tout aussi illégales au regard du droit international humanitaire.

Monsieur le Ministre n'est pas sans connaître la situation humanitaire dramatique qui existait à Gaza avant cette nouvelle vague de violence. Déjà en 2012, les Nations Unies avaient prédit que Gaza deviendrait invivable à partir de 2020<sup>8</sup>. Aujourd'hui, en raison de la punition collective décidée par les autorités israéliennes, l'enclave est au bord d'une catastrophe.

Ainsi, je voudrais rappeler à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères les éléments suivants :

- la bande de Gaza compte plus de 2 millions d'habitants sur une superficie de 360 km<sup>2</sup>, soit environ 1/7 de la superficie du Luxembourg ;
- la bande de Gaza est aujourd'hui soumise à un blocus total, comprenant notamment l'interruption de l'approvisionnement en eau, en nourriture, en médicaments et en carburant, qui constitue non seulement une punition collective de la population civile gazaouie totalement incompatible avec le principe de distinction entre civils et combattants en droit international humanitaire, mais expose également cette population au risque de sa destruction totale ou partielle ;
- la bande de Gaza subit des bombardements d'une intensité inouïe (6.000 bombes en 6 jours, soit plus que la moyenne mensuelle des États-Unis en Syrie et en Irak pendant la guerre contre Daech<sup>9</sup>), qui violent tantôt le principe de distinction, tantôt le principe de proportionnalité en droit international humanitaire, et rajoutent à la surmortalité de masse dans l'enclave ;
- les habitants de la bande de Gaza font l'objet de sommersations totalement illégales de la part des autorités militaires israéliennes, comme celle demandant à 1,1 million de Gazaouis de quitter la ville de Gaza en 24 heures, dont le caractère matériellement impossible et inhumain a été relevé par le Gouvernement luxembourgeois lui-même ;
- les hauts responsables israéliens, dont une grande partie sont issus d'une extrême droite revendiquant l'objectif d'un « nettoyage ethnique » de la région, multiplient aujourd'hui les affirmations à caractère déshumanisant à l'égard des Palestiniens (« we are fighting

human animals »<sup>10</sup>), remettant en cause la distinction entre combattants et civils palestiniens (« It's not true this rhetoric about civilians [being] not aware, not involved. It's absolutely not true »<sup>11</sup>), voire ouvertement génocidaires (« They will not receive a drop of water or a single battery until they leave the world »<sup>12</sup>).

Au regard de ces éléments, de plus en plus de chercheurs, juristes et spécialistes en droit international parlent de risque de génocide à Gaza<sup>13</sup>. Cette qualification n'est pas simplement rhétorique. La Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide du 9 décembre 1948, à laquelle tant le Luxembourg qu'Israël font partie, cite en effet cinq types d'actes qui tombent sous la définition de génocide lorsqu'ils sont « commis dans l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux ». Sont visés en particulier le meurtre de membres du groupe, l'atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe, ainsi que la soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle.

Sachant que la Convention impose aux États parties non seulement l'obligation de punir le crime de génocide une fois qu'il a eu lieu mais aussi de le prévenir avant qu'il ne soit trop tard, je voudrais poser à Monsieur le Ministre les questions urgentes suivantes :

- 1) Est-ce que vous envisagez d'émettre une déclaration selon laquelle le Luxembourg, vivement préoccupé par le risque de génocide dans les territoires palestiniens occupés, ne manquera pas de dénoncer de tels crimes auprès de la CPI en vertu de l'article 14 du Statut de Rome au cas où ils seraient commis ?
- 2) Quelles sont les autres actions que vous pourriez envisager d'entreprendre pour prévenir le risque d'un génocide à Gaza ?
- 3) Ne pensez-vous pas qu'au regard de la menace existentielle à laquelle fait aujourd'hui face le peuple palestinien, le moment est enfin venu de reconnaître l'État de Palestine, tel qu'il avait été prévu par la Chambre des Députés dans une motion adoptée le 17 décembre 2014, dans laquelle le Gouvernement est invité à « reconnaître formellement l'État de Palestine dans les frontières de 1967 uniquement modifiées moyennant accord des deux parties, au moment qui sera jugé le plus opportun » ?

**Réponse** (26/10/2023) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) Nous partageons votre inquiétude quant à la situation humanitaire très grave dans la bande de Gaza.

Le Luxembourg soutient pleinement les travaux déjà en cours de la Cour pénale internationale. Le procureur de la CPI a ouvert une enquête en mars 2021 sur des crimes relevant de la compétence de la Cour qui auraient été commis dans le cadre de la situation depuis le 13 juin 2014, sur le territoire de Gaza, de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est.

<sup>10</sup> Déclaration du Ministre de la Défense Yoav Gallant le 9 octobre 2023, [https://www.timesofisrael.com/liveblog\\_entry/defense-ministerannounces-complete-siege-of-gaza-no-power-food-or-fuel](https://www.timesofisrael.com/liveblog_entry/defense-ministerannounces-complete-siege-of-gaza-no-power-food-or-fuel)

<sup>11</sup> Déclaration du Président de l'État d'Israël, Isaac Herzog, le 13 octobre 2023, [https://news.yahoo.com/israeli-president-says-no-innocent-154330724.html?guccounter=2&guce\\_referrer=aHR0cHM6Ly90aGV3aXJlLm1uL3dvcmxkL25vcnR0ZjUuLWdhemEtaXNYWVwLXBhbGVzdGluzS1jb25mGjJdA&guce\\_referrer\\_sig=AQAAAL\\_7FvOhFYr6VYg\\_6eMO5qGgzl89cHFLbCZw3\\_63qYmi7\\_8t45huFs\\_F7u8Vfi1c7yS8twYHzRnjc7R0iKQKMsQyLlgojcl6io4aysKmedLbhZk3rY7Y7S-BhDUYcNVF-tGZfAmNzKcSe3fK8LzU59wYK10jK9-4-qacyxd7Z](https://news.yahoo.com/israeli-president-says-no-innocent-154330724.html?guccounter=2&guce_referrer=aHR0cHM6Ly90aGV3aXJlLm1uL3dvcmxkL25vcnR0ZjUuLWdhemEtaXNYWVwLXBhbGVzdGluzS1jb25mGjJdA&guce_referrer_sig=AQAAAL_7FvOhFYr6VYg_6eMO5qGgzl89cHFLbCZw3_63qYmi7_8t45huFs_F7u8Vfi1c7yS8twYHzRnjc7R0iKQKMsQyLlgojcl6io4aysKmedLbhZk3rY7Y7S-BhDUYcNVF-tGZfAmNzKcSe3fK8LzU59wYK10jK9-4-qacyxd7Z)

<sup>12</sup> Tweet du Ministre de l'Énergie et des Infrastructures, Israel Katz, [https://twitter.com/Israel\\_katz/status/1712876230762967222](https://twitter.com/Israel_katz/status/1712876230762967222)

<sup>13</sup> Voir, p. ex. : <https://jewishcurrents.org/a-textbook-case-of-genocide-in-gaza/>

<sup>8</sup> Voir : <https://www.unrwa.org/userfiles/file/publications/gaza/Gaza%20in%202020.pdf>.

<sup>9</sup> Voir : <https://www.washingtonpost.com/world/2023/10/13/israeli-rhetoric-gaza-response-retribution-punishment>.

ad 2) Le Ministre des Affaires étrangères et européennes a exprimé à plusieurs reprises sans équivoque que le droit d'Israël de se défendre doit être conforme au droit international et au droit international humanitaire.

Le ministre a également appelé à une désescalade et à un cessez-le-feu humanitaire, afin d'acheminer en toute sécurité une assistance humanitaire vitale aux 2,3 millions d'habitants de Gaza assiégés. Ces communications ont été diffusées dans des interviews, par communiqué de presse et publication sur les médias sociaux. Le ministre a fait plusieurs déclarations lors de réunions au niveau de l'Union européenne et des Nations Unies.

ad 3) Le Gouvernement a accordé une importance particulière à cette question comme en témoigne sa demande en date du 9 décembre 2019 pour un débat au niveau de l'Union européenne sur la reconnaissance du statut d'État palestinien. Toutefois, le Gouvernement considère qu'une décision de cette ampleur ne doit pas être prise par un seul pays, mais qu'il importe que l'Union européenne se mette d'accord sur une position commune, consciente qu'une fragmentation des positions serait plus susceptible de nuire à la cause de l'État palestinien que de la servir. En ce sens, le Gouvernement maintient qu'un plaidoyer actif au sein de l'Union européenne est la voie la plus prometteuse pour la reconnaissance d'un État de Palestine.

**Déclarations d'impôt 2022 | Question 8383** (17/10/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wéi all Joers gëtt och dëst Joer bei der Steierverwaltung op déi lescht Steiererklärung gewaart. Mengen Informatiounen no, si Stand Mëtt Oktober awer manner Steiererklärung bis elo erakomm wéi déi Jore virdrun.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi vill Steiererklärungen huet d'Steierverwaltung bis elo fir d'Joer 2022 kritt? Wéi vill waren et der bei de Personnes physiques? Wéi vill bei den Entreprises?
2. Wéi vill Prozent vun de Steiererklärungen denkt d'Steierverwaltung, dass am Moment nach feele fir d'Joer 2022?
3. Falls bis elo manner Steiererklärungen erakomm si wéi déi Jore virdrun, hat dëst een Impakt op d'Opschaffe vu Retarden?
4. Wéini wäert dëst Joer ee Rappell erausgoen, fir d'Steiererklärung ze maachen?

**Réponse** (10/11/2023) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

Knapp zwee an en hallwe Méint virum Oflaf vum legalen Delai vum 31. Dezember 2023 fir d'Erareeche vun de Steiererklärungen, wore bei de physische Persounen 168.357 a bei de Kollektivitéiten 41.239 Steiererklärung vum Steierjoer 2022 erakomm. Dat heescht, dass ronn 48 % bei de physische Persounen respektiv ëm déi 65 % vun de Steiererklärung bei de Kollektivitéit vum Steierjoer 2022 nach net dobanne woren.

Doduerch, dass de legalen Delai vum 31. März op den 31. Dezember no hanne verréckelt ginn ass, huet sech d'Verhale vum Steierpflichtegen, wann och nëmme liicht, verännert. Et si wuel manner Steiererklärungen erakomm wéi soss zu dësem Zäitpunkt am Hierscht, mee de Steierpflichtegen huet jo och nach Zäit, fir deem nozekommen.

D'Steierverwaltung huet ee gudden Deal vun de Steiererklärung vum Steierjoer 2022 scho besteiert a konnt och hir Retarde besser opschaffe wéi

d'Jore virdrun, dëst awer och bedéngt doduerch, dass d'Steierverwaltung duerch Personal opgestockt ginn ass.

De 15. November 2023 kréien all d'Contribuabelen, déi bis dohinner hirer Steierpflicht nach net nokomm sinn, ee Rappell geschéckt, wou d'Steierverwaltung si drop hiweist an drun erënnert, dass den Delai fir d'Erareeche vun hirer Steiererklärung den 31. Dezember 2023 ass.

**Aide de l'Union européenne à Gaza | Question 8384** (17/10/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'UNRWA freet dréngend 104 Milliounen US-Dollar fir hir humanitär Aarbecht an der Gazasträif. Déi Fonge gi gebraucht, fir op déi direkt Liewensmëttel-, Gesondheets-, Ënnerdaachs- a Schutzbedürfnisser vu bis zu 250.000 Persounen ze reagéieren, déi Sécherheet an UNRWA-Strukturen a Gaza sichen an aner 250.000 Palästina-Flüchtlingen an der Gemeinschaft. D'Bedierfnesser vu spezifesche vulnerabele Gruppe si berécksiichtegt ginn, dorënner Fraen, Kanner, Leit mat Behënnerungen an eeler Leit. Dëst Geld soll fir déi nächst 90 Deeg de Leit a Gaza hëllefen.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa a Kooperatioun dës Froe stellen:

1. Wäert Lëtzebuerg sech un dësem Hëllefssruff bedeelegen?
2. Wa jo, wéi vill Geld wäert Lëtzebuerg zur Verfügung stellen?

**Réponse** (30/10/2023) de **M. Franz Fayot**, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1. D'Direktioun fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Ugeleeënheeten vum Aussen- an Europaministère verfolge d'humanitär Situatioun an der Gazasträif ganz enk. Déi zoustänneg Servicer hunn d'Opriff fir Noutënnerstëtzung vu verschiddenen internationalen Organisatiounen, dorënner och déi vun der UNRWA, analyséiert.

Wéi de 24. Oktober annoncéiert, wäert Lëtzebuerg eng finanziell Ënnerstëtzung fir déi humanitär Hëllef an der Regioun ginn, déi vun der UNRWA, mee awer och vun aneren internationalen Organisatiounen, wéi dem Internationale Komitee vum Roude Kräiz (CICR), dem Weltenernuerungsprogramm vun de Vereenten Nationen (PAM), dem Koordinatiounsbüro fir humanitär Ugeleeënheeten (OCHA) an dem Norwegian Refugee Council (NRC) gelescht gëtt.

Et ass och virgesinn, déi zwou lëtzebuergesch ONGen Handicap International Luxembourg a Caritas Luxembourg bei hiren humanitären Interventiounen am Libanon an am Westjordanland ze ënnerstëtzen.

ad 2. Als Reaktioun op d'Opriff fir Noutënnerstëtzung, ënnerstëtzt d'Lëtzebuurger Kooperatioun déi humanitär Hëllef fir Gaza an der Regioun mat engem Gesamtmontant vun 2,5 Milliounen Euro. Dës Contributioun dréit virun allem dozou bäi, Noutënnerkënf, Liewensmëttel a psychologesch, gesondheetlech a schoulesch Ënnerstëtzung bereetzstellen.

Dëse Montant beinhalt eng Contributioun vun 1,2 Milliounen Euro un d'Aktivitéit vun der UNRWA an der Gazasträif.

**Donations aux communautés religieuses | Question 8386** (19/10/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

ASBLen a Fondatiounen, déi Ierfschaften oder Schenkungen iwwer 30.000 Euro erhalen, mussen beim

Justizminister eng Geneemegung ufroen, fir dës Suen dierfen unzehuelen.

Am Artikel 10 vun der Konventioun tëscht dem Lëtzebuurger Staat an de reliéise Communautéiten heescht et: „Chaque organe représentatif de la communauté religieuse concernée pourra, sous sa responsabilité, créer une fondation d'utilité publique à autoriser par le Ministre de la Justice.“

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Cultes a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Hunn all d'konventionéiert Reliounsgemeinschaften am Land sech dofir entscheet, eng Fondatioun ze ginn?

Falls net: Wéi ënnerscheet sech de Statut vun de verschiddene Reliounsgemeinschaften?

Wéi eng Alternativen zur Form vun der Fondatioun wiere fir d'Reliounsgemeinschaften méiglech?

2. Wéi laang dauert et an der Moyenne, bis de Justizministère eng agerechten Demande fir eng Schenkung oder Ierfschaft iwwer 30.000 Euro un eng Reliounsgemeinschaft autoriséiert oder ofleent?

Falls dës Informatioun net bekannt ass: Wéi laang dauert et an der Moyenne, bis de Justizministère eng agerechten Demande fir eng Schenkung oder Ierfschaft iwwer 30.000 Euro un eng Fondatioun autoriséiert oder ofleent?

**Réponse** (15/11/2023) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Cultes | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

ad 1. Et ass net esou, dass verschidde Reliounsgemeinschaften sech entscheet hunn eng Fondatioun ze ginn.

Den Artikel 10 dréckt aus, dass déi konventionéiert Reliounsgemeinschaften, als eegestänneg Personne juridique, ënner hirer Responsabilitéit, eng Fondatioun als eng separat eegestänneg Personne juridique kënnen constituéieren.

Vun de konventionéierte Reliounsgemeinschaften hu folgend eng Fondatioun constituéiert:

De Consistoire israélite huet d'Fondation du judaïsme luxembourgeois constituéiert (groussherzoglechen Arrêté vum 11.09.2018); an

d'Shoura huet d'Fondation Waqf constituéiert (groussherzoglechen Arrêté vum 28.01.2019).

Net konventionéiert Reliounsgemeinschaften kënnen soss d'Form vun enger ASBL unhuelen, wann se dat wëllen.

Wéi eng Form Reliounsgemeinschaften am Endeffekt unhuelen, hänkt vu verschiddene Faktoren of, wéi zum Beispill hiren Ziler, hirer Struktur an hire Bedierfnesser.

ad 2. Et dauert an der Moyenne 3-5 Wochen, vun deem Moment un, wou d'Demande komplett ass, bis dass de Justizministère eng Schenkung oder Ierfschaft iwwer 30.000 Euro un eng Reliounsgemeinschaft, déi als ASBL oder als Fondatioun constituéiert ass, autoriséiert respektiv ofleent.

Den Delai ass ëmmer d'nämmlech laang, onofhängeg dovun, ob d'Demande vun enger Fondatioun oder enger ASBL gemaach gëtt.

**Aides financières Covid-19 pour le secteur de la construction | Question 8387** (20/10/2023) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Dezember 2020 huet de Bausector mat der Regierung verhandelt, fir Covid-19-Aiden ze kréien. Et gouf decidéiert, eng „indemnité pour perte d'efficience“ auszebezuolen. De Minister huet mer an enger éischer

Äntwert verschidden Informatiounen ginn, aner Froen awer onbeäntwert gelooss.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Mëttelstand dës Froe stellen:

1. Bis wéini soll dës „indemnité pour perte d'efficience“ un all d'Betribler ausbezuelt sinn?

2. Wéi vill Dossiere si schonn ofgeschloss, bei deenen d'Indemnitéte schonn ausbezuelt goufen?

Wéi vill waren der zum Zäitpunkt vun der Fro N° 8293 ausbezuelt?

3. Kann de Minister den zäitlechen Zesummenhang erklären, deen zu dëser Verspéidung vun 3 Joer gefouert huet?

**Réponse** (15/11/2023) de **M. Lex Delles**, Ministre des Classes moyennes

Am Regierungsrot gouf am Dezember 2020 festgehale, datt d'Ënnerstëtzung fir d'Entreprise aus dem Konstruktionssektor d'Form vun enger fiskaler Mesure sollt kréien, fir d'Frais vum de strenge sanitäre Mesuren ze kompenséieren am Kader vun der Reouverture vun de Chantieren am Abrëll 2020. Well déi fiskal Mesure allerdéngs net ëmsetzbar war, ass et zu Verzögerunge komm an et gouf den 21. Juli 2023 am Regierungsrot eng direkt Ausbezueltung vun der Indemnitéit decidéiert.

Op den Datum vum 23. Oktober 2023 hunn 1.601 Betribler en Dossier bei der Chambre des Métiers eragereecht, fir d'„indemnité pour perte d'efficience“ an Usproch ze huelen, dëst fir e Montant global vun 9.286.038 Euro. Dës Indemnitéit ass en bloc, ausser bei vereenzelten Exceptiounen bei deenen den Dossier nach net komplett ass, de 27. Oktober 2023 ausbezuelt ginn.

**Réduction du service provisoire dans le secteur communal** | Question **8388** (20/10/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Modalitéiten, fir eng Stagereduktioun als Gemeinemployé:e oder -fonctionnaire ze kréien, gi vum Règlement grand-ducal vum 14. August 2017 geregelt. Den 1. Juli 2023 gouf den Artikel 2 vun dësem Règlement ëm follgende Saz ergänzt: „L'agent bénéficiaire d'une réduction du service provisoire à condition que sa formation puisse être accomplie au cours du service provisoire.“

An der Circulaire N° 2023-091 huet de Ministère d'Gemengen den 20. Juli 2023 iwwert dës Ännerung informéiert a kloergestallt, dass an Zukunft keng retroaktiv Nominatiounen méi méiglech wäerte sinn. Konkreet heescht et am Schreiwes: „Je tiens à préciser qu'une éventuelle nomination définitive future ne pourra, le cas échéant, pas avoir d'effet rétroactif.“

Och fir Gemeinemployé:en a -fonctionnaires, déi virum 1. Juli 2023 an den Déngscht vun de Gemenge getruede sinn a schonn eng Réduction du service provisoire accordéiert kruten, sollen déi nei Reegele gëllen. Dëst ass dowéinst problematesch, well net all déi concernéiert Gemeinemployé:en a -fonctionnaires während hirer reduzéierter Stagezäit d'Méiglechkeet kruten, déi gefrote Formatiounen ze maachen, well et net genuch Formatiounsplaze gouf. Dës Persounen müssen – anescht wéi et beim Untriede vun hirem Poste geheescht huet – hire Stage elo ouni d'Méiglechkeet vun enger Nomination définitive mat Effet rétroactif verlängeren a verléieren esou en Deel vun hirem Akommes.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Firwat gouf decidéiert, op eng Iwwergangsreegelung ze verzichte fir Persounen, déi virum 1. Juli 2023

per Arrêté agestallt goufen an och virum dësem Datum hir Reduktioun vum Service provisoire accordéiert kruten?

Hält d'Regierung dru fest, hei keng Iwwergangsregelungen ze huelen?

2. Wéi vill Persounen, déi virum 1. Juli 2023 per Arrêté agestallt goufen an och hir Réduction du service provisoire virum dësem Datum accordéiert kruten, waren den 1. Juli 2023 bei de Gemengen am Service provisoire?

3. Bei wéi ville Formatiounen/Coursé fir Gemeinemployé:en a -fonctionnaires war an de leschten 3 Joer d'Unzuel vun den Umeldunge méi héich wéi d'Unzuel u fräie Formatiounsplazen?

4. Wéi gesinn d'Pläng aus, fir d'Offer u Formatiounsplazen ze verbesseren?

**Réponse** (27/10/2023) de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur

E Règlement grand-ducal vum 25. Mee 2023<sup>14</sup> gesäit vir, dass Gemeinbeamte vum 1. Juli 2023 un eng Reduktioun vun hirem Service provisoire nëmme dann kënnen kréien, wann et hinne méiglech ass, während hirem Service provisoire hir Formatiounen ze suivéieren an déi dozou gehéiereg Examen ze maachen. Eng änlech Dispositioun applizéiert sech schonn zënter enger Zäit fir d'Stagiaires beim Staat.

Dat Règlement gesäit keng Iwwergangsbestëmmung fir déi Persounen vir, déi virum 1. Juni 2023 eng Reduktioun vun hirem Service provisoire accordéiert kruten. Déi nei Bestëmmung betrëfft nëmme déi Reduktiounen, déi säit dem 1. Juli 2023 decidéiert gi sinn.

De Gemeinbeamtstatut gesäit net vir, dass eng definitiv Nominatioun ka retroaktiv applizéiert ginn. Opgrund vun der Pandemie an der Reform vun der Ausbildung vum Gemeinbeamten am Joer 2021, déi en Impakt op d'Aschreiwungsdelaie haten, hat den Inneministère de Gemengenautoritéiten duerch d'Circulaire N° 4149 vum 13. Juni 2022 erlaabt, hire Fonctionnaires a verschiddene Situatiounen retroaktiv eng definitiv Nominatioun ze ginn. Dës temporär Dero-gatioun ass den 31. Juli 2023 ausgelaf an huet näischt mat der Ännerung vum uewen ernimmte Règlement ze dinn.

De Saz, deen den Deputéierten aus der Circulaire N° 2023-091 vum 21. Juli 2023 zitéiert, a laut deem eng eventuell zukünfteg definitiv Nominatioun kee retroaktiven Effekt kann hunn, bezitt sech op dee Fall, an deem e Gemeinbeamten eng Reduktioun vum Service provisoire accordéiert krut, um Enn vu sengem Service provisoire d'Konditiounen, fir definitiv genannt ze ginn, awer net erfëllt an aus deem Grond vum Gemengerot de Service provisoire verlängert kritt. Wann de Gemengerot dem Beamten dono eng definitiv Nominatioun gëtt, kann dës sech net retroaktiv applizéieren.

Den Inneministère féiert keng Statistik iwwert d'Zuel vu Gemeinbeamten, déi eng Reduktioun vun hirem Service provisoire accordéiert kréien.

All Gemeinbeamte muss während sengem Service provisoire eng Formation générale an eng Formation spéciale suivéieren. Fir d'Employés communaux ass just eng Formation générale obligatoresch. D'Formation générale besteet aus engem „tronc commun“ vu 60 Stonnen, dee praktesch all Mount vun Institut national d'administration publique (INAP) organiséiert gëtt, esou dass all Agent, deen am Service provisoire ass, an engem raisonnablen Délai zu dëser Formatioun kann zougelooss ginn. Dobäi kommen nach Formations au choix vun am Ganzen 30 Stonnen, déi de Beamten, jee no senger Disponibilitéit, ka suivéieren.

<sup>14</sup> <https://www.legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2023/05/25/a292/fo>

D'Formation spéciale gëtt vum Inneministère organiséiert an a Form vu Modullen ugebueden, woubäi all Fonctionnaire am Service provisoire 60 Stonnen Coursé maache muss. An deene seelene Fäll, wou e Beamten net konnt an e Cours ageschriwwen ginn, well net genuch fräi Plazen zur Verfügung waren, hunn d'Servicer vum Inneministère probéiert, eng Léisung ze fannen, andeems se mat dëser Persoun zesummen no engem alternative Cours gesicht hunn. D'Formation spéciale gëtt all Joer an zwou Sessiounen ugebueden. Wa Coursen iwwerbeluecht sinn, gëtt probéiert, an deene Matièreen zousätzlech Formatiounen ze organiséieren.

Déi aktuell Offer u Formatioun während dem Service provisoire vu Gemengenagenten erlaabt et, d'Demande aus dem Secteur ofzedecken.

**Plaintes de personnes privées contre des promoteurs** | Question **0001** (24/10/2023) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Baumentreprise am Land stinn no der Covidkris, der Energiekris an den elo falende Präisser a Verkafszuelen um Wunnengsmaart viru groussen Erausforderungen. Retarde bei der Liwwerung vu Matière-première a bei der Fäerdgestellung vu Projete sinn net seelen. Och Faillitten a Verzögerunge bei der Bezuelung komme vir. Rezent war beispillsweis de Wunnprojet an der Cité Ouschterbuer zu Uewerkuer an de Medien thematiséiert ginn, well de Promoteur d'Baumentreprise zäitweileg net bezuele konnt an d'Chantieren dofir net méi weidergoungen. Fir d'Clienten kënnen esou Problemer mat héije Käschte verbonne sinn, wann si d'Zäit bis zur Fäerdgestellung vun hire Projeten iwwerbrécke müssen. Ëmmer nees kënn et vir, dass Clienté Baumentreprise an/oder Promoteure souguer virum d'Gericht huelen, well si keng aner Léisung méi gesinn.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Konsumenteschutz a Justiz dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung Zuelen doriwwer, wéi oft et virkënn, dass Privatleit géint Promoteuren/Maitred'ouvragé kloen? Falls jo: Wéi hunn dës Zuelen an de leschten 10 Joer evoluéiert:

- Wéi vill Fäll waren et pro Joer?
- Wéi oft hunn d'Clienté géint de Promoteur/Maitre d'ouvrage pro Joer gewonnen?

2. Wéi gesinn der Regierung hir Pläng aus, fir de Bausecteur an d'Clienten duerch déi aktuell schwéier Zäiten ze begleeden?

**Réponse** (20/12/2023) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de la Protection des consommateurs | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. Weeder d'Qualitéit, an där eng Persoun viru Geriicht klot, nach d'Qualitéit, an där eng Persoun sech viru Geriicht verdedegt, gi statistesch erfaasst. Aus dësem Grond huet d'Regierung keng Zuelen doriwwer, wéi oft Acquireure géint Promoteure respektiv Persounen, déi fir de Maître de l'ouvrage schaffen, eng Klo viru Geriicht areecheen.

Vu ministerieller Säit kann de Konsumenteschutz follgend Zuele virleeden:

- d'Unzuel vun Dossieren, déi Reklamatiounen géint Immobiliefirmen oder Promoteure betreffen, läit ënner 5 % (116 vu 2.429 Dossieren);
- Entwécklung iwwert déi lescht 3 Joer:

- 2020 – 33 Dossieren
- 2021 – 14 Dossieren
- 2022 – 45 Dossieren
- 2023 – 24 Dossieren

– déi heefegst Ursaach bei der Overture vun engem Dossier si Retarden, Präiserhéijungen oder Penurie vu Materialien;  
– generell gouf och festgestallt, dass Reklamatioune meeschtens am Gudden, d. h. aussergerichtlich geregelt ginn, sief dat duerch eenzel Transaktiounen oder Mediatioun.

De Centre européen des consommateurs Luxembourg huet sengersäits beim Traitement vu grenziwwerscheidenden Dossiere betreffend Immobiliefirmen oder Promoteure folgend Entwécklung:

- 2020: 11 Dossieren
- 2021: 22 Dossieren
- 2022: 42 Dossieren
- 2023: 35 Dossieren

D'Union luxembourgeoise des consommateurs (ULC), déi an der Reegel mat Dossiere befaasst gëtt, déi Lëtzebuurger Entreprisé betreffen, kann am Kontext vun der parlamentarescher Ufro folgend Informatioun matdeelen:

– Malfaçons et questions sur la garantie décennale

- 2020: 71 Dossieren
- 2021: 91 Dossieren
- 2022: 64 Dossieren
- 2023: 72 Dossieren

– Délais de construction, retards de construction (Covid-19 ou pénurie de matériaux et questions sur indemnité de retard)

- 2020: 87 Dossieren
- 2021: 63 Dossieren
- 2022: 106 Dossieren
- 2023: 93 Dossieren

– Révision des prix (application de l'indice sur salaires ou augmentation du prix du matériel)

- 2020: 10 Dossieren
- 2021: 19 Dossieren
- 2022: 45 Dossieren
- 2023: 27 Dossieren

– Questions relatives à la garantie d'achèvement

- 2020: 4 Dossieren
- 2021: 0 Dossieren
- 2022: 0 Dossieren
- 2023: 0 Dossieren

– Faillite du promoteur ou constructeur

- 2020: 2 Dossieren
- 2021: 5 Dossieren
- 2022: 5 Dossieren
- 2023: 5 Dossieren

– Problèmes facturation (tranches ou suppléments)

- 2020: 20 Dossieren
- 2021: 20 Dossieren
- 2022: 16 Dossieren
- 2023: 16 Dossieren

– Questions sur cahier de charge, réception de construction, réserves

- 2020: 8 Dossieren
- 2021: 77 Dossieren
- 2022: 46 Dossieren
- 2023: 46 Dossieren

– Questions d'ordre général sur contrats de réservation et actes notariés

- 2020: 13 Dossieren
- 2021: 72 Dossieren
- 2022: 43 Dossieren
- 2023: 52 Dossieren

– Total des demandes relatives aux constructions et promoteurs

- 2020: 215 Dossieren
- 2021: 347 Dossieren
- 2022: 325 Dossieren
- 2023: 311 Dossieren

ad 2. Am Koalitiounsaccord sinn all d'Mesuren opgelëscht, déi zum aktuellen Zäitpunkt virgesi sinn, fir de Marché vum Wunnengsbau kuerzfristig ze relancéieren.

Pour rappel, hei e puer vun den Haaptmesuren:

– zäitno gëtt e „Logementsdësch“ aberuff, fir sech séier e breet Bild ze maachen an eventuell zousätzlech Mesuren auszeschaffen;  
– déi aktuell schwierig Situatioun am Bausecteur concernéiert och eng Rei aner Ministèren. Esou falen déi am Koalitiounsaccord genannte fiskal an an der Zäit limitéiert Mesuren, déi virgesi sinn, fir de Bausecteur ze relancéieren, an d'Kompetenz vum Finanzministère, wéi:

1. d'Erhéijung vum Taux vum Amortissement accéléré a vun der Period vum Amortissement bei gebaute Wunnengen, déi fir d'Locatioun virgesi sinn; woubäi de Gesamtmontant vum steuerlechen Avantage plafonéiert gëtt;
2. den Taux d'imposition vu Plus-valuë beim Verkaf vun Immobilie soll erofgesat ginn;
3. d'Afëierung vun engem Steierkredit („Bëllegen Akt“) fir Investissementer an de Logement locatif duerch privat Persounen;
4. d'Montante fir Zënsofschreiwunge vun Immobilienkreditte fir Wunnengen, an deenen de Proprietär selwer wunnt oder wäert wunnen, gi gehéicht.

Fir eng ausfëerlech Oplëschtung vun alle Mesuren an de méi detailléierten Erklärungen dozou verweise mir den honorabelen Deputéierten op de Koalitiounsaccord.

.....

### Transparence relative à la composition des délégations dans le cadre des négociations de coalition | Question 0002 (24/10/2023) de M. Meris Sehic (déi gréng)

Le Service information et presse du Gouvernement a publié, en date du 20 octobre, la composition des délégations des 12 groupes de travail dans le contexte des négociations de coalition en vue de la formation d'un nouveau Gouvernement.

Or, selon les informations véhiculées dans la presse, des expert-e-s qui ne sont pas renseigné-e-s sur ce document participent également aux réunions des groupes de travail.

L'article 5 de l'arrêté grand-ducal du 14 mars 2022 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement stipule que « le Gouvernement tient un registre des entrevues ayant eu lieu entre les membres du Gouvernement et des représentants d'intérêts ou des tiers, tant pour les entrevues sollicitées sur initiative des membres du Gouvernement que sur l'initiative des représentants d'intérêts ou des tiers, pour autant que ces entrevues aient eu comme objet la recherche d'une prise d'influence sur les activités législatives ou réglementaires du Gouvernement ».

Étant donné que les délégations des 12 groupes de travail intègrent aussi bien des membres tant de l'actuel que du futur Gouvernement, et que l'objectif des réunions est clairement la définition de la future activité législative et réglementaire du Gouvernement, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre d'État :

1) Toutes les personnes participant aux réunions des groupes de travail dans le cadre des négociations de

coalition ne devraient-elles pas être renseignées sur le document en question ? Dans la négative, quelles sont les raisons qui justifient ce manque de transparence ?

2) Monsieur le Ministre d'État n'estime-t-il pas que les citoyen-ne-s méritent de connaître l'identité de toutes les personnes qui participent actuellement au processus de définition du prochain programme gouvernemental ?

3) La liste de tout-e-s les expert-e-s participant aux réunions des groupes de travail sera-t-elle publiée dans les meilleurs délais ?

4) D'une manière générale, l'arrêté grand-ducal du 14 mars 2022 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement ne devrait-il pas être mis à jour afin d'inclure expressément les négociations de coalition en vue de la formation d'un nouveau Gouvernement, dans la section concernant le registre des entrevues ?

**Réponse (23/11/2023) de M. Luc Frieden, Premier ministre**

ad 1) à 3) Comme l'accord de coalition l'énonce, le Gouvernement met un accent particulier sur le principe de transparence dans la fonction publique.

Un dossier complet au sujet des négociations de coalition et de la formation du Gouvernement est publié sur le site du Gouvernement, incluant les dates et documents y afférents et renseignant les interlocuteurs des groupes de travail : La formation du Gouvernement 2023 – gouvernement.lu//Le Gouvernement luxembourgeois.

ad 4) Les négociations de coalition représentent un processus politique mené par les délégations des partis rencontrant la majorité parlementaire et les membres de ces délégations représentent leurs partis respectifs. Par conséquent, le Gouvernement considère que les règles déontologiques s'appliquent exclusivement aux membres du Gouvernement assermentés suite à la signature des arrêtés grand-ducaux relatifs à la formation du nouveau Gouvernement.

.....

### Programme « Lëtzebuurger am Ausland » | Question 0003 (24/10/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Mam „Lëtzebuurger am Ausland“-Programm – kuerz LamA – kënnen Residenté Bescheed soen, ier se eng Auslandsrees maachen oder ier se an d'Ausland plëneren. Am Fall, wou Schwierigkeeten op der Plaz gëfen optrieden (zum Beispill Konflikter oder Naturkatastrophen), soll de Lëtzebuurger Staat esou méi séier wëssen, wou d'Residenten dru sinn, an hinnen iwwert d'Netzwerk aus Ambassaden a Konsulater besser Hëllef kënnen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten an Europa dës Froe stellen:

1. Wéi vill Leit sinn am Moment op der Lëscht vum Ausseministère agedroen? Wat sinn hei déi heefegsten 3 Länner, déi d'Leit ugin hunn?

2. Wéi hunn dës Zuelen an de leschte 5 Joer (opgelëscht no Mount) evoluéiert? Wat waren, iwwert déi lescht 5 Joer gekuckt, déi heefegste Länner, déi d'Leit ugin hunn?

3. Ass de Ministère der Meenung, dass de LamA bekannt genuch ass zu Lëtzebuerg? Oder müssen hei nach Efforte gemaach ginn, fir dass méi Leit dësen notzen – virun allem wann se an d'Net-EU-Ausland reesen?

**Réponse (16/11/2023) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes**



ad 1. Momentan sinn 1.082 Leit am „Lëtzebuurger am Ausland“ (LamA) agedroen. Déi 3 heefegste Länner, déi d'Leit uginn hunn, si follgend: Däitschland, Frankräich an d'Belsch.

ad 2. (*Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.*)

De Graphique weist, dass déi meescht Leit sech am Summer umellen (an de Méint Juli an August).

Déi heefegste Länner, déi d'Leit uginn hunn, op der LamA-Plattform, sinn d'Vereenegt Staate vun Amerika, Thailand, Frankräich, Italien a Spuenien.

ad 3. De LamA fänkt un ëmmer méi bekannt ze ginn an de Ministère schafft weider drun, fir der Plattform nach méi Visibilitéit ze ginn duerch ënner anerem méi Kommunikatioun op de soziale Medien. Et ass och esou, datt, wa Leit en neie Pass siche ginn, da kréien si en Depliant vum LamA mat den néidegen Explikatiounen ausgehännegt.

**Marchés publics de l'Administration de la nature et des forêts** | Question 0004 (24/10/2023) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

D'Administration de la nature et des forêts (ANF) këmmert sech ënnert anerem ëm verschidden Aspekter vum Natur- an Ëmweltschutz an ëm eng nohalteg Gestiou vum de Bëscher. Dobäi muss si a verschiddene Fäll op d'Arbecht vu private Firmen zeréckgräifen. Fir Projeten, déi méi ëmfangräich sinn, ginn dofir ëffentlech Ausschreiwunge gemaach, esou wéi déi europäesch Reegelen iwwert d'Marchés publics an déi national Gesetze an virgesinn. Bei méi klengen Projete si keng Ausschreiwungen néideg.

An deem Zesummenhang wéilt ech der d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Bei wéi ville Projeten, déi d'ANF an Optrag ginn huet, goufen an de leschte fënnf Joer ëffentlech Ausschreiwunge gemaach?

Wéi vill dovun waren national a wéi vill europäesch Prozeduren?

2. Bei wéi ville Projeten, déi d'ANF an Optrag ginn huet, goufen an de leschte fënnf Joer keng ëffentlech Ausschreiwunge gemaach?

Wéi vill dovun ware jee weils Procédures négociées avec ou sans publication d'avis, procédures restreintes sans publication d'avis oder Marchéën, déi fräi vergi goufen?

3. Wéi eng Entreprisë waren an de leschte fënnf Joer déi fënnf gréissten Optragsneemer vu Projeten ouni ëffentlech Ausschreiwungen?

Wéi vill Opträg hunn déi fënnf gréissten Optragsneemer krut a wéi vill Euro sinn un déi eenzel Firmen ausbezuelte ginn?

**Réponse** (13/12/2023) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Während de Joren 2019–2023 goufen am Ganzen 10 ëffentlech Ausschreiwunge fir Projete vun der Naturverwaltung (ANF) iwwert de Portail des marchés publics gemaach. Heibäi huet et sech ausschliesslech ëm „procédures ouvertes“ gehandelt. Dovun waren 2 Ausschreiwungen europäesch Prozeduren an 8 Ausschreiwungen national Prozeduren. Zwou vun deenen nationalen Ausschreiwungen sinn nach am Lafen.

ad 2. D'ANF gräift reegelméisseg fir verschidde Projete mat engem geschätzte Montant iwwer 60.000 € HTVA op „procédures restreintes sans publication

d'avis“ a „procédures négociées“ laut Artikel 20 vun der Loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics (LMP) zeréck, souwéi op „procédures négociées sans publication préalable“ laut Artikel 64 LMP.

Während de Joren 2019–2023 goufe fir 33 Projeten an där Gréisstenerdung keng ëffentlech Ausschreiwunge gemaach, dovun waren 23 „procédures restreintes sans publication d'avis“ an 10 „procédures négociées“.

ad 3. Déi fënnf Optragsneemer vun der ANF mat der héchster Ausbezielung vu Projeten, wou „procédures restreintes“ oder „procédures négociées“ ofgeschloss goufen, ware fir d'Joren 2019–2023:

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.*)

**Imposition des jetons de présence au niveau communal** | Question 0005 (27/10/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Op Basis vum Artikel 27 vum Gemengegesetz bestëmmt all Gemengerot selwer doriwuer, ob d'Memberen aus dem Gemengerot an d'Leit an de consultative Kommissiounen fir hiert Engagement eng Indemnitéit a Form vu Präsenzjetonen ausbezuelte kréien. Dës Jetone variéieren deemno vu Gemeng zu Gemeng. Wat och variéiert, ass d'Prozedur bei der Besteuerung vun de Jetonen duerch d'Gemeng an d'Steierverwaltung. Verschidde Gemenge bezuelen de Bruttomontant direkt un d'Leit aus, während aner Gemenge schonn eng Retenue um Paiziedel duerchféieren. D'Steierbüroen agéiere mengen Informatiounen no och ënnerschiddlech, wann d'Beneficiairen hir Jetonen un d'Parteien ofrieden.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur a Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi eng Reegele betreffend d'Besteuerung vun de Präsenzjetone fir d'Gemengeréit an d'Memberen aus de Gemengekommissiounen goufen an der Vergaangenheet vun der Steierverwaltung an/oder dem Inneministère opgestallt (Circulären, Reglementer, Arrêtéen etc.)? Ginn dës Reegelen uniform vun alle Steierbüroen ëmgesat?

2. Kënne d'Ministère eng Kéier erklären, wéi d'Besteuerung vun de Präsenzjetone fir d'Gemengeréit an d'Memberen aus de Gemengekommissiounen muss oflafen?

**Réponse** (27/11/2023) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

D'Reegelen, no deenen d'Präsenzjetone besteiert ginn, sinn an der Circulaire L.I.R. N° 91/1 vum 26. September 2003 festgehalen.

Präsenzjetonen, déi u Memberen aus dem Gemengerot bezuelte ginn, fale generell ënnert d'Kategorie vun de Fräiberuffler no Artikel 91 L.I.R.

Ausnamen heizou si Präsenzjetonen, déi un d'Memberen aus de Gemengekommissiounen bezuelte ginn, wou de Jeton entweder un eng Persoun bezuelte gëtt, déi net zum Déngschtpersonal gehéiert, an dës Persoun awer an der Ausféierung vun hire Flichten a Missiounen un de Sëtzungen deelhëlt, oder wann de Jeton vum Employeur u säi Personal bezuelte gëtt. Dës Jetone ginn an der Kategorie vun de Salairen no Artikel 95 L.I.R. besteiert.

Am éischte Fall gëtt et eng Dispens fir d'Lounsteier, an deemno mussen dës Jetonen iwwert de Wee vun der Steiererklärung besteiert ginn, am zweete Fall, wou den Employeur de Jeton u säi Personal bezilt, gëtt Lounsteier drop behuween.

Wann de Beneficiaire vum Jeton keng effektiv Käschten huet, kann de Steierzueler ee pauschale Fräibetrag ufroen, dee sech op 15 € pro Seance beleeft, ouni 45 € pro Mount respektiv 540 € pro Joer ze iwwerschreiden.

De Fräibetrag gëllt net fir déi Jetonen, déi vum Employeur u säi Personal bezuelte ginn. De Fräibetrag kritt de Steierzueler am Prinzipp am Kader vun der Steiererklärung ugerechent. Bei deene Jetonen awer, déi der Lounsteier ënnerleien, kann de Fräibetrag och direkt vun der Gemeng ofgerechent ginn.

Et leie keng Informatiounen vir iwwer verschidden Traitementen an deenen eenzelne Büroen.

**Accès aux documents des Archives nationales** | Question 0007 (31/10/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Historiker:innen, déi sech fir d'Geschicht vu Lëtzebuerg a sengen Awunner:innen interesséieren, kënnen bei den Nationalarchiven eng Demande maachen, fir am Kader vun hirer Recherche Asiicht an nach net ëffentlech zougänglech Dokumenter ze kréien. D'Demande ka vum Direkter vum Nationalarchiv accordéiert ginn, wann d'Autorité versante hiren Accord gëtt a wann d'Asiicht keng „atteinte excessive à la vie privée de la personne concernée“ mat sech bréngt, esou wéi et mam Gesetz vum 17. August 2018 iwwert den Archivage festgeschriwwen gouf. Kritt eng Persoun e Refus op esou eng Demande, da steet et hir op, dem Artikel 17 (7) entspriechend, de Conseil des archives ze saiséieren, deen dann nach emol mat der Autorité versante a Kontakt trëtt.

Rezent soll et zu Fäll komm sinn, wou Persounen just partiell Zougang zu Dossiere kruten, obwuel d'Autorité versante den Accès net ofgeleent hat. Villméi hätt d'Nationalarchiv selwer decidéiert, d'Dokumenter just an anonymiséierter Form zougänglech ze maachen, obwuel keng „atteinte excessive à la vie privée de la personne concernée“ virlocht.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Kultur dës Froe stellen:

1. Wéi definéiert d'Nationalarchiv eng „atteinte excessive à la vie privée de la personne concernée“?

2. Ass et richtig, dass d'Nationalarchiv an deem Kontext decidéiert huet, Wëssenschaftler:innen insgesamt just nach Zougang zu anonymiséierte Quellen ze ginn, onofhängeg dovun, ob eng „atteinte excessive à la vie privée de la personne concernée“ virläit oder net? Falls jo: Firwat gouf dës Entscheedung geholl?

3. Gëtt et eng gesetzlech Basis dofir, dass d'Nationalarchiv onofhängeg vun der Autorité versante entscheet, ob a wéi Wëssenschaftler:innen Zougang zu Quelle kréien?

4. D'Gesetz vum 17. August 2018 gesäit vir, dass Wëssenschaftler:inne bei engem Refus vun hirer Demande de Conseil des archives kënnen saiséieren, fir dass dese mat der Autorité versante a Kontakt trëtt. U wie kënnen sech Wëssenschaftler:inne wenden, wann de Refus awer net vun der Autorité versante, mee vum Nationalarchiv selwer koum?

**Réponse** (15/11/2023) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Culture

ad 1. D'Bestoe vun engem iwwerméissegem Agréiff an d'Privatleiwene vun enger betreffenner Persoun oder vu betreffenner Persounen muss vu Fall zu Fall unhandelt verschiddene Facteuren analyséiert ginn, dorënner d'Empfindlechkeet vun de perséinlechen Donnéeën, de Lien vun de perséinlechen Donnéeën mat der

wëssenschaftlecher Aarbecht, d'Aart a Weis vun der Verëffentlechung vun den Donnéeën oder déi ze erwaardend Konsequenze vun enger Verëffentlechung fir déi betrafte Persounen.

ad 2. D'Nationalarchiv huet net decidéiert, Wëssenschaftler/innen insgesamt just nach Zougang zu anonymiséierte Quellen ze ginn. Wéi scho virun ugedeit, gëtt all Demande vu Fall zu Fall gekuckt. Fir e Gläichgewicht tëschent dem Schutz vu perséinlechen Donnéeën an dem Respekt vum Archivgesetz ze assuréieren, kritt den Demandeur ab elo déi gefrotten effentlech Archiven ënnert net anonymiséierter Form iwwermëttelt, am Fall wou d'Entité versante dës Anonymisation net gefrot huet. Falls d'Entité versante dës Anonymisation spezifesch gefrot huet, kritt den Demandeur déi gefrotten effentlech Archiven ënnert anonymiséierter Form iwwermëttelt. An dësem Fall informéiert d'Nationalarchiv den Demandeur, datt fir en Zougang zu net anonymiséierten Dokumenter d'Erlabnis vun der Entité versante muss ageholl ginn.

ad 3. Am Fall vun enger Zougangsufrö zu Archive virum Oflafe vun de Schutzfristen, gesäit d'Archivgesetz vun 2018 vir, datt den Direkter vum Nationalarchiv, nom Accord vun der Entité versante, dës Kommunikatioun autoriséiert, awer nëmmen ënnert der Konditioun, datt dës Kommunikatioun néideg ass fir d'Realisatioun vun der wëssenschaftlecher Recherche, déi am effentlechen Interessi gemaach gëtt a weeder eng „atteinte excessive à la vie privée de la personne concernée“, nach eng „atteinte excessive aux intérêts protégés par la loi“ mat sech bréngt. Niewent dem Archivgesetz spillen och den RGPD an d'Gesetz vun der Dateschutzkommissioun vun 2018.

ad 4. Et sief ze präziséieren, datt d'Archivgesetz virgesäit, datt et den Direkter vum Nationalarchiv ass, deen, nom Accord vun der Entité versante, den Zougang zu den Archivdokumenter autoriséiert respektiv refuséiert. D'Archivgesetz gesäit vir, datt am Fall vun esou engem Refus de Wëssenschaftler oder d'Wëssenschaftlerin (oder all aneren Demandeur) de Conseil des archives saiséiere kann. E Recours virum Tribunal administratif ass och méiglech.

**Situation des personnes dites « Dubliners » | Question 0008 (03/11/2023) de Mme Corinne Cahen | M. Gusty Graas (DP)**

En date du 20 octobre 2023, Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile a tenu une conférence de presse annonçant que les réfugiés hommes célibataires arrivant dans le cadre du système de Dublin et, par conséquent, ayant déjà entamé une procédure d'asile dans un autre pays européen, ne seraient plus automatiquement admis dans les structures d'accueil de l'État. Il s'avère que malgré les efforts mis en œuvre pour assurer un accueil de réfugiés, le nombre croissant d'arrivants se heurte au manque de capacités d'hébergement et les structures existantes ont atteint leurs limites. Dans ce contexte, RTL Télé Lëtzebuerg a diffusé fin octobre un reportage montrant des personnes vivant actuellement dans des tentes à Luxembourg-ville.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

- 1) Combien de personnes dites « Dubliners » sont actuellement au Luxembourg ?
- 2) Combien de « Dubliners » ont été interdits de séjour sur le territoire luxembourgeois au cours des cinq dernières années ?
- 3) Combien de personnes sont actuellement placées au centre de rétention ? Quels sont les profils de ces

personnes (provenance, statut) et les raisons de leur détention ?

4) Combien de personnes n'ayant pas obtenu le statut de protection internationale ont été expulsées du Grand-Duché au cours des cinq dernières années ? Quelles étaient leurs origines et vers où ont-elles été expulsées ?

5) Combien de personnes déboutées vivent actuellement dans les structures d'hébergement au Luxembourg ?

6) Depuis les annonces récentes de Monsieur le Ministre, est-ce qu'une première diminution de personnes dites « Dubliners » arrivant au Luxembourg a pu être constatée ?

**Réponse (16/11/2023) de M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile**

ad 1) Une procédure de détermination de la responsabilité de l'État pour le traitement d'une demande de protection internationale (dite « procédure Dublin ») est en cours pour 318 demandeurs de protection internationale et pour 6 personnes en séjour irrégulier (qui n'ont pas introduit une demande de protection internationale au Luxembourg). Ce chiffre tient compte uniquement des personnes qui sont présumées séjourner encore au Luxembourg.

S'y ajoutent quelque 90 demandeurs de protection internationale pour lesquels la procédure Dublin n'est pas encore formellement lancée, mais qui sont susceptibles de tomber sous cette procédure au vu de forts indices qu'un autre État membre soit responsable du traitement de leur demande de protection internationale (notamment à cause d'un « hit » dans la base de données européenne Eurodac).

Il convient de préciser dans ce contexte que la procédure Dublin débute avec une prise de contact formelle avec le(s) autre(s) État(s) susceptible(s) d'être responsable(s) en vue d'établir la responsabilité conformément aux critères prévus par le règlement Dublin III. Les délais prévus par le règlement précité pour ces consultations entre États font en sorte que la procédure dure plusieurs semaines. Ce n'est qu'à l'issue de cette procédure que l'État responsable pour le traitement d'une demande est formellement établi et qu'une décision de transfert (actant l'incompétence du Luxembourg pour le traitement d'une procédure de protection internationale et l'obligation pour la personne de quitter le Luxembourg) est prise.

ad 2) Entre 2018 et novembre 2023, un total de 2.920 décisions de transfert, formalisant l'obligation pour les personnes concernées de quitter le Luxembourg vers l'État responsable en vertu du règlement Dublin III, ont été prises en application du règlement Dublin III, dont 2.487 décisions envers de personnes ayant introduit une demande de protection internationale au Luxembourg.

Voici le détail par année :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

Il convient de rappeler qu'au vu des délais inhérents à la procédure Dublin (voir réponse précédente), il y a forcément un décalage temporel entre le moment de constatation d'indices en vue d'une procédure Dublin et le moment où une décision de transfert peut être prise.

ad 3) Le Centre de rétention compte 39 retenus (hommes seuls seulement) au 6 novembre 2023. Les concernés sont majoritairement originaires du Maghreb (23), de l'Afrique subsaharienne (9) et des pays de l'Est (5). Ils sont placés en rétention administrative sur base soit de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la

protection internationale et à la protection temporaire (8 personnes concernées), soit de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration (31 personnes concernées) dans l'optique d'un retour dans leur pays d'origine ou d'un transfert vers leur pays de provenance.

ad 4) Depuis 2018, 697 personnes issues de la procédure de protection internationale sont retournées dans leur pays d'origine ou de provenance, soit par retour volontaire, soit par retour forcé.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

Aux retours enregistrés par la Direction de l'immigration peuvent s'ajouter des retours de personnes qui ont quitté le Luxembourg sans en informer les autorités.

ad 5) L'Office national de l'accueil (ONA) héberge 274 personnes déboutées dont 84 n'ont pas de titre de séjour ou autre document autorisant leur séjour au Luxembourg au 6 novembre 2023.

ad 6) Au cours du mois d'octobre 2023, 294 demandes de protection internationale ont été introduites auprès de la Direction de l'immigration, par rapport à 243 demandes en septembre 2023. Entre le 1<sup>er</sup> novembre et le 14 novembre 2023, 95 demandes de protection internationale ont été introduites. On constate donc une diminution du nombre de demandeurs de protection internationale pour les deux premières semaines de novembre par rapport aux deux mois précédents. On constate également que le taux de demandeurs qui ont été enregistrés auparavant par un autre État dans la base de données Eurodac – indication que la personne est susceptible de tomber sous la procédure Dublin – a été de 53,4 % en octobre 2023 et qu'il est de 41 % pour les deux premières semaines du mois de novembre 2023.

Il convient de noter toutefois qu'il y a toujours des fluctuations dans les flux des arrivées, tant au niveau de la répartition des arrivées journalières qu'au niveau de la provenance des demandeurs, et que les raisons pour ces fluctuations ne sont pas toujours clairement identifiables.

**Surfaces de bureaux de l'État | Question 0009 (08/11/2023) de M. Sven Clement (Piraten)**

Lëtzebuerg affichéiert am europäesche Vergläich, wat den Taux de vacance vu Büroflächen ugeet, mat déi schlechtesten Zuelen. Och de Staat huet Efforten ënnerholl a fir seng Servicer beispillsweis op der Kalchesbréck an zu Schieren zousätzlech Espace kaf oder gelount. Hei ass et an der Vergaangenheet och dozou komm, dass initial als Wunnfläch klasséiert Surfacen nei affektéiert gi sinn. An Zäite vun Digitalisatioun, neie Léisungen, wat d'Work-Life-Balance ugeet (z. B. Teletravail), an enger Logementskris sollt een och hei iwwerleeën, wéi eng nei Affektatiounen haut nach Sënn maachen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Finanzen dës Fro stellen:

1. Betreffend d'Surfacen, déi dem Staat gehéieren, respektiv déi gelount ginn an déi aktuell als Bürofläche genotzt ginn: A wéi vill vun dëse Surfacen (Propriétéit a Locatioun) ass et an de leschten 10 Joer zu Reaffektatiounen komm?
2. Wéi vill Meeterkaree stellen dës Fäll u Reaffektatiounen insgesamt duer?
3. Bei wéi vill vun dëse Fäll handelt et sech ëm Propriétéite vum Stat (an net ëm Locatiounen)?

**Réponse** (06/12/2023) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

De Staat lount keng Surfacen, fir se ze reafektéieren. Dozou kënn, dass an de Locatiounskontrakter, déi de Staat ofschléisst, d'Propriétaires sech och ëmmer dozou engagéiere mussen, d'Surfacë konform zu den applikabele Reegelen an d'Locatioun ze ginn („La baillesse confirme que l'utilisation prévue du bâtiment en vue de la location est conforme aux prescriptions en matière d'urbanisme de la commune de xxx“).

Wat Propriétéite vum Staat ugeet, bei deenen et zu Reafektatiounen kouw, handelt et sech ëm fréier Dénagschtwunnengen. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro 6026 explizéiert gouf, ass d'Majoritéit vun deenen Dénagschtwunnengen iwwer déi leschte Joren a Sozialwunnengen ëmfunktionéiert ginn. Déi eenzeg Surfacen, déi net konnte fir Wunnzwecker reafektéiert ginn, sinn déi Flächen, bei deenen et net méiglech war, se vun de Büroflächen ofzetrengen.

Et gëtt keng Statistiken a Meeterkaree vun de betrafene Surfacen.

**Paiement immédiat direct** | Question **0010** (08/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am September huet de Minister ugekënnegt, dass d'Software fir de PID, de Paiement immédiat direct, mat deem d'Patient:innen hei am Land just nach hiren Deel vun der Rechnung iwwerhuele mussen, prett fir d'Installatioun wier. An enger éischer Linn soll de Programm bei de Generalisten installéiert ginn, éiert duerno d'Zännokteren an d'Spezialisten un d'Rei kommen. Gläichzäiteg goufe 625 € pro Installatioun an Aussicht gestallt, fir den Dokteren ee finanziellen Incentive-Ureiz unzebidden.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Bei wéi ville Generalisten ass de Programm fir de Paiement immédiat direct bis elo installéiert ginn?
2. Wéi vill Prozent vun alle Generalisten hei am Land sinn antëscht mat dem Programm ekipéiert ginn?
3. Wéini ka mat enger Installatioun bei den Zännokteren an anere Spezialisten ugefaange ginn?
4. Fir wéi ee Montant goufe bis elo déi fir d'Installatioun proposéiert finanziell Ureizer un Dokteren ausbezuel?

**Réponse** (12/12/2023) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Zu dësem Zäitpunkt sinn eng 15 Generaliste mam System vum Paiement immédiat direkt equipéiert.

ad 2. Am Joer 2022 si 523 Generaliste bei der Gesondheetskeess konventionéiert, déi eng bedeitend Aktivitéit hunn. Dat heescht, datt aktuell 3 % ekipéiert sinn.

ad 3. D'Aféierung vum Paiement immédiat direct bei den Zännokteren an anere Spezialisatiounen ass virgesinn am Laf vum éischen Trimester 2024.

ad 4. Als Éischt ass ze präziséieren, dass déi direkt finanziell Ureizer fir d'Installatioun vum Paiement immédiat direkt net un d'Dokteren ausbezuel ginn, mee un d'Softwarehersteller, déi deenen Developpement an hirem System integréieren, an dono beim Dokter am Cabinet pro Aarbechtsplaz installéieren. Am Kader vum Paiement immédiat direkt ass bis dato nach keen eenzeg finanziellen Ureiz ausbezuel ginn,

well déi éischt Installatiounen réischt viru Kuerzem realiséiert goufen.

**Baisse de la TVA pour l'année 2023** | Question **0011** (08/11/2023) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Suivant une décision du Comité de coordination tripartite de septembre 2022, le Parlement a voté en octobre de la même année à l'unanimité une baisse des taux de TVA pour l'année 2023. Ainsi, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023, le taux de TVA normal a été ramené de 17 % à 16 %, le taux intermédiaire de 14 % à 13 % et le taux réduit de 8 % à 7 %. Cette mesure avait été prise principalement en vue de réduire la poussée inflationniste. Notons que dans la loi correspondante, aucun mécanisme de surveillance formalisé n'a été prévu pour vérifier l'application de la réduction de la TVA pour le consommateur final par les entreprises.

Partant, je voudrais poser à Monsieur le Ministre de l'Économie les questions suivantes :

- 1) Disposez-vous d'éléments objectifs (sondages, échantillons ou autres analyses) pour évaluer en quelle mesure la baisse des taux de TVA pour l'année 2023 a été transmise par les entreprises aux consommateurs ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me donner les détails de votre évaluation ?
- 2) Pouvez-vous déjà tirer un bilan de l'impact réel de la baisse des taux de TVA sur le niveau d'inflation en 2023 ?
- 3) Pouvez-vous me faire part des projections de vos services concernant l'impact de la fin de cette mesure sur le niveau d'inflation à partir de janvier 2024 ?

**Réponse** (06/12/2023) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Les informations demandées par l'honorable Député sont en grande partie disponibles dans la publication « Regards » n° 8 de juin 2023 du Stater qui peut être consultée sous le lien suivant : <https://statistiques.public.lu/fr/publications/series/regards/2023/regards-08-23.html>.

ad 1) Ainsi, dans ce « Regards » n° 8 le Stater constate que : « L'analyse des données relevées pour le calcul de l'indice des prix à la consommation du mois de janvier 2023 montre des réactions différentes face à la réduction des différents taux de TVA. » Un graphique afférent et plus de détails sont disponibles dans le « Regards » n° 8.

Par ailleurs, les agents du Ministère de la Protection des consommateurs ont interviewé début 2023 des commerçants à travers tout le pays sur le sujet. Ainsi, 20 % des personnes interrogées ont déclaré que leur commerce avait répercuté entièrement ou partiellement la baisse de la TVA. Une réponse récurrente sur les obstacles rencontrés pour l'application de la mesure était notamment que les produits sont souvent livrés préétiquetés avec le prix TTC par la centrale de distribution ou le fournisseur. À noter que les conclusions de cette enquête non représentative ont été présentées au Conseil de la consommation du 21 mars 2023 en présence, entre autres, des représentants des fédérations et des chambres professionnelles.

ad 2) La publication du Stater mentionnée ci-dessus indique également que : « Entre janvier 2023 et mars 2023, la réduction de la TVA a freiné l'inflation de 0,2 point de % ».

ad 3) Le Stater évalue que la fin de cette mesure de baisse de la TVA aurait un impact sur l'inflation de +0,3 point de %.

**Qualité du cannabis médicinal** | Question **0012** (09/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Mir sinn Informatiounen zougedroe gi vu Patiente vu medezinneschem Cannabis, déi nom leschte Fournisseurswissel Problemer bei der Qualitéit vun de Bléie feststellen. D'Patiente bekloen ënnert anerem Bléien, wou d'Wirkung ofgeschwächt ass an déi vum Goût hier onangeneem sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Krut de Gesondheitsministère schonn zougedroen, dass Problemer bei der Qualitéit vum medezinnesche Cannabis sinn? Wa jo, wéi huet de Ministère drop reagiert?
2. Wäert de Ministère Konsequenzen zéien a beim Fournisseur intervenéiere respektiv de Fournisseur wiesselen?
3. De Problem vun der Ofhängegkeet vun engem Fournisseur hunn ech schonn a fréiere Froen thematiséiert, well am Fall wou ee Problem wier, et laang dauert, fir een Ersatz ze fannen. Wéll de Ministère an Zukunft op eng Villzuel u Fournisseure setzen?

**Réponse** (12/12/2023) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Remarquë betreffend d'Qualitéit vum medezinnesche Cannabis vum neie Fournisseur (Schroll Medical) goufen dem Gesondheitsministère zougedroen. Dëse Retour vun de Patiente gouf vun der Division de la Pharmacie et des médicaments (DPM) vun der Gesondheitsdirektioun ugeholl als „quality defect“ an un de Fournisseur weidergeleet.

ad 2. Dem Fournisseur goufen dës Problemer matgedeelt. Falls deenen net reagiert, respektiv de Problem sollt bestoen bleiwen, muss ee kuerzfristeg weider Schrëtt envisagéieren.

Et sief erwäant, dass dëse Qualitéitsproblem keen negativen Impakt op d'Gesondheet an och net op d'Wirkung vum Produit huet.

ad 3. D'Gesondheitsdirektioun hält sech un d'Gesetzgebung<sup>15</sup> betreffend d'Marchés publics. Fir de Cannabis gouf deementspreechend en „appel d'offre“ gemaach, mat engem Fournisseur pro Marché (1 Marché „Bléien“, an 1 Marché „Ueleg“).

Säit August sinn dat:

- Tilray Medical fir d'Cannabis-Ueleg-Extrakter
- Schroll Medical fir d'Cannabis-Bléien.

Dës Virgoensweis erlaabt och potentielle Fournisseuren, méi attraktiv Präisser ze proposéieren, wann e Marché exklusiv fir eng Dauer vun ongeféier 2 Joer un 1 Fournisseur geet.

**Délais dans le cadre d'une demande en obtention d'une mesure exceptionnelle pour le soutien intensif extrahospitalier en vue de garantir le maintien à domicile** | Question **0013** (09/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wann een als Persoun doheem muss gefleegt ginn, kann een eng „demande en obtention d'une mesure exceptionnelle pour le soutien intensif extrahospitalier en vue de garantir le maintien à domicile“

<sup>15</sup> Loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics

domicile“ bei der interministerieller Plattform vum Gesondheetsministère maache, fir finanziell Ënnerstëtzung ze kréien.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi laang si Stand haut Delaie fir bei enger „demande en obtention d'une mesure exceptionnelle pour le soutien intensif extrahospitalier en vue de garantir le maintien à domicile“ eng Acceptatioun oder ee Refus ze kréien?
2. Wéi laang dauert et no enger Akzeptatioun am Schnëtt, bis d'Geld iwwerwise gëtt?
3. Wéi vill Demandë fir d'Joer 2021 sinn nach net ofgeschloss?
4. Wéi vill Demandë fir d'Joer 2022 sinn nach net ofgeschloss?
5. Wéi vill Demandë vun 2021 sinn acceptéiert ginn a Gelder un déi Betraffe geschéckt ginn?
6. Wéi laang waren d'Delaie Stand Juli 2022, fir eng Demande ofzeschléissen (mat Akzeptatioun oder Refus)?

**Réponse (12/12/2023) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

ad 1. a 6. D'Plateforme interministérielle kënnt esou oft zesummen, wéi d'Dossieren, déi ze traitéiere sinn, et verlaangen, si gesäit sech awer minimum zweemol d'Joer, sou wéi et am ROI virgesinn ass. Den exzeptionelle Charakter vun dësen Demandë mécht se och inhaltlech komplex, esou dass oft e puer Sitzunge vun der Plattform pro Demande néideg kënne sinn. Heiansdo sinn och Réckfroen a Reunionne mat de Beträffenen néideg, éier d'Plateforme e motivéierten Avis kann ofginn, wat och erkläert, firwat et bei eenzel Demandë méi laang kann daueren.

Wat elo déi eenzel Dossiere betrëfft, sou sinn am Joer 2021 am Ganzen 4 Demanden erakomm an den Delai, fir dës ze traitéieren, läit do an der Moyenne bei 4,5 Méint.

Fir d'Joer 2022 (Stand Juli) sinn 3 Demanden un d'Plateforme gericht ginn, wou den Delai vum Traitement vun der Demande an der Moyenne bei 10,3 Méint läit.

Dës Delaien erklären sech engersäits duerch d'Komplexitéit vun de Fäll, mee op der anerer Säit och, well d'Prozeduren hu missen ugepasst ginn, wat den Traitement, de finanziellen Engagement an och d'Paement ubelaangt, an dat och, fir den Traitement ze beschleunegen. An deem Kader gëtt och eenzel mat de Leit an de Reseau gekuckt, fir dass d'Demande vu vireran esou komplett wéi méiglech ass.

Doduerch sollt an der Zukunft den Delai, ausser a ganz komplizéierte Fäll, bedeitend erofgoen.

ad 2. Wann d'Plateforme interministérielle hiren Avis ofginn huet an d'Decisioun geholl ass, muss d'Engagement preparéiert a vum Finanzkontroller viséiert ginn, éier déi ministeriell Decisioun kann ënnerschriwwen ginn. D'Geld gëtt fréistens nom Oflafe vun der Rechtsfrist, fir a Recours ze goen, iwwerweisen (ab Receptioun vun der Decisioun). Wann de Beneficiaire éischter säin Accord zu der Decisioun gëtt, kënnen d'Paienter éischter stattfannen.

ad 3. Aktuell ass 1 Demande fir e Remboursement fir d'Joer 2021, déi am August 2022 un d'Plateforme adresséiert gouf, nach net finaliséiert. Dës Demande gouf och bei verschiddenen Echangë mam Beneficiaire, sengem Entourage an dem Prestataire (Réseau d'aides et de soins) méi am Detail diskutéiert, och am Joer 2023, well verschidde Punkten opstoungen. Dës Demande ass vun der Plattform aviséiert ginn an

d'Engagement gëtt an den nächsten Deeg preparéiert.

ad 4. Aktuell stinn 2 Demande fir e Remboursement fir d'Joer 2022 op, déi am Juli 2023 un d'Plateforme adresséiert goufen. Dës Demandë si vun der Plattform aviséiert ginn. An den nächsten Deeg ginn d'Engagementer preparéiert.

ad 5. Vun de 4 Demanden, déi am Joer 2021 un d'Plateforme gestallt goufen, sinn der 4 accordéiert ginn. An 2 Fäll ass de Montant direkt un de professionellen Déngschtleeschter op Basis vu monatleche Rechnungen iwwerwise ginn. An deenen 2 anere Fäll handelt et sech ëm e järeleche Remboursement vum Joer N-1, op Basis vun engem Decompte vun den ufalende Käschten.

Insgesamt huet de Gesondheetsministère am Joer 2021 EUR 889.331,76 u Subsidien ausbezuellet fir déi 4 Demanden.

**Propreté dans les transports en commun | Question 0014 (10/11/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)**

D'Coronapandemie huet eis an der Gesellschaft viles iwwer Gestë bäibruecht, déi jiddereen ënnerhuele kann, fir Infektiounskrankheeten auszebremse. Ee wichtege Aspekt dovunner ass sécherlech d'reegelméisseg Botzen an Desinfizéieren. Während der Covidpandemie konnt ee feststellen, dass d'Busser an d'Zich am ëffentlechen Transport ronderëm d'Auer propper waren an dass permanent d'Disponibilitéit vun Desinfizierungsmëttel garantéiert war. Dat war virun der Coronapandemie net ëmmer de Fall an ass och haut, wann een a verschiddenen Zuch- oder Buslinnen ënnerwee ass, net méi de Fall.

An den Äntwerten op déi parlamentaresch Froen N° 2083 an 2285 hat de Mobilitéitsminister Auskonft dorüwer ginn, wéi Desinfizierung vum Fuermaterial am ëffentlechen Transport säit dem Ausbroch vun der Coronapandemie assuréiert gëtt a wat dat zousätzlech géif kaschten.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Op d'Joren 2019 bis 2023 gekuckt, opgelëscht no Joer, wéi vill Sue ginn all Joer fir d'Botze vun den Zich a Busser bei den CFL ausgin?
2. Wéi oft ginn d'Sëtzplazen am ëffentlechen Transport, bei Bus an Zuch, pro Woch gebotzt an eventuell och desinfizéiert?
3. Wéi vill Aarbechtsopwand a -stonne brauch et am Duerchschnëtt, fir ee Bus oder ee Waggon bei den CFL ze botzen?
4. Wéi eng intern Servicer an extern Sociéité këmmen sech bei den CFL dorëms, dass d'Propretéit am Bus oder Waggon garantéiert ass? Wéi vill Persoune sinn hei, opgedeelt no CFL-intern an externe Sociéitéten, aktiv?

**Réponse (07/12/2023) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

Op d'Joren 2019 bis 2023 gekuckt, belafen sech d'Ausgabe fir d'Botze vun den Zich a Busser bei den CFL op déi folgend Montanten (€):

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

Déi méi héich Zuelen an de Joren 2020 an 2021 sinn op d'Tatsaach zeréckzuféieren, dass während der Pandemie vum Covid-19 méi Desinfektiounsproduite benotzt goufen.

Niewent de reegelméisseg Propretéitskontrollen an Eidelmaache vun de Poubellen, ginn d'Sëtzplazen an den CFL-Busser all 14 Deeg mam Staubsauger ofgesaugt an all 6 Méint mat engem speziellen Extraktiouns-Nassstaubsauger ofgesaugt.

Beim Zuchmaterial gëtt all Dag eng Sichtprüfung gemaach a bei Bedarf gebotzt. A Funktioun vum Trafic, gi systematesch Sëtzplazen all Woch oder all zweet Woch gestaubsaugt. 5-mol am Joer ginn d'Sëtzer am Fong gemaach, also naass opgebott. Vu moies 6.00 Auer bis Mëtternuecht ginn och all Dag bei deenen Zich mat méi engem laangen Openthalt an der Gare Lëtzebuerg, esouvill ewéi méiglech, d'Kontaktpunkte gebotzt.

Betreffend den Aarbechtsopwand an d'Zäit, brauch ee fir ee CFL-Bus vun 12 Meeter an ee CFL-Bus vun 13,7 Meeter ongeféier 55 Minutten. Fir ee grouse CFL-Bus vu 15 Meeter oder ee CFL-Gelenkwon vun 18,75 Meeter brauch een ongeféier 1h15. All 6 Méint gëtt bei den CFL eng grouss Botz gemaach, do gëtt alles ofgewäsch an déi dauert tëschen 3h30-4h30 jee no Bustyp.

Beim Zuchmaterial versteet een als Waggon eng Unitéit, déi +/- 27 Meeter huet, deementspreechend besteet eng Automotrice aus 3 Unitéiten. D'Zäite kënnen jee no Typ vum Gefier a Botzoperatioun variéieren, woubäi d'Botzdauer sech dann tëschen 10-15 Minutten (all Dag) an tëschen 75-90 Minutten (1-mol pro Joer) beleeft.

Beim CFL-Busbetrieb kommen all Dag 3-4 Leit vun enger externer Botzfirma an den Asaz.

Beim Zuchmaterial këmmert sech den CFL-Service Nettoyage mat 10 ETPen (Équivalent temps plein) ëm d'Bausewäsch vun de Gefier an d'Koordinatioun vun der externer Botzfirma. Fir d'Bannebotz vun den CFL-Gefier ass eng extern Botzfirma beoptraagt, déi, fir kënnen hirer Missioun nozekommen, ca. 65 Persoune brauch.

**Traités concernant les armes nucléaires | Question 0015 (10/11/2023) de M. Sven Clement (Piraten)**

Lescht Woch komm d'Nouvelle, dass Russland nees Nuklearwaffen teste wëll. De Wladimir Putin huet den internationale Vertrag gekënnegt, deen Tester vun Atomrakéite verbitt. Lëtzebuerg huet den Atomwafferverbuetsvertrag (TPNW) bis haut net ënnerschriwwen a ratifizéiert. Lëtzebuerg huet d'UN-Resolutioun „Addressing the legacy of nuclear weapons: providing victim assistance and environmental remediation to Member States affected by the use or testing of nuclear weapons“ vum 12.10.2023 23-19839 matgestëmmt. Lëtzebuerg huet den Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT) ratifizéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten an Europa dës Froe stellen:

1. Mengen Informatiounen no sinn ëmmer méi NATO-Länner drun interesséiert, op d'mannst als Observateuren op d'Meetings of State Parties vum TPNW ze goen. Wäert Lëtzebuerg och ee Vertrieeder op déi nächst Meetinge schécken?
2. Huet Lëtzebuerg an der Vergaangenheet Vertrieeder op dës Meetinge geschéckt? Wa jo, wat war de Fazit vum leschte Meeting, un deem mir deelgeholl hunn?
3. Am August war déi éischt Conference of the Parties to the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT), déi soll déi grouss Konferenz vun 2026 preparéieren. Laut Speaking List huet sech Lëtzebuerg hei net zu Wuert gemellt (<https://meetings.unoda.org/npt-treaty-on-the-nonproliferation-of-nuclear-wea>).

pons-preparatory-committee-for-the-eleventh-review-conference-firstsession-2023).

– Wann Lëtzebuerg bei dësem Treffen dobäi?

– Wann nee, firwat net?

– Wäert Lëtzebuerg beim nächsten Treffen dobäi sinn?

**Réponse** (01/12/2023) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

ad 1. Nee, Lëtzebuerg wäert net als Observateur bei den nächste Meetinge vum Atomwaffeverbuetsvertrag (TPNW) deelhuefen.

ad 2. Nee, Lëtzebuerg huet bis elo kee Verrieder op dës Meetinge vum TPNW geschéckt.

ad 3. Lëtzebuerg huet am August 2023 um Preparatory Committee for the 2026 Review Conference of the Parties to the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT) deelgeholl, souwéi och um Working group on further strengthening the review process of the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons, deen Enn Juli stattfonnt huet. An dësem Kontext huet Lëtzebuerg un EU-Koordinationsmeetingen deelgeholl, an sech och op de Statement vum der EU alignéiert.

**Gestion du numéro d'identification à la TVA via MyGuichet** | Question **0016** (10/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Fro N° 5005 hunn ech mech driwwer informéiert, ob och d'Ofmelle vun der TVA-Nummer soll geschwé kënne via MyGuichet gemaach ginn. Deemools huet d'Ministesch erkläert:

„Et ass virgesinn, och am Kader vun enger Cessatioun dës TVA-Nummer iwwert eng Demarche bei myguichet.lu erëm kënne ofzemellen. Dës Prozedur soll am Laf vum Joer 2022 operationell sinn.“

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Finanzen dës Fro stellen:

– Ass et méttlerweil méiglech, fir d'TVA-Nummer via MyGuichet ofzemellen? Wann nee, bis wéini soll et méiglech sinn a firwat ass dës Projet a Verzug geroden?

**Réponse** (08/12/2023) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Et ass zu dësem Zäitpunkt nach net méiglech, eng Betriebsmeldung an der TVA iwwer MyGuichet ze maachen. Den Enregistrement ass awer zouversichtlech, dass déi Prozedur an der éischter Hallschent vum Joer 2024 operationell wäert sinn.

Dës Projet war beim Staat a Verzug geroden aus Grënn vum Novirzéie vun aneren digitalen Demarchen, déi Prioritéit kruten, am Zesammenhang mat verschiddene geopolitische Krisen, wéi dem Krich an der Ukrain, a mat sanitäre Moossnamen.

**Structures d'hébergement pour les demandeurs de protection internationale** | Question **0017** (10/11/2023) de **M. Meris Sehic** (déi gréng)

Depuis une décision de Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile du 23 octobre 2023, les hommes célibataires et cherchant protection au Luxembourg dans le cadre du système Dublin ne sont plus accueillis automatiquement dans un centre de primo-accueil. Les conséquences sont connues, un certain nombre de personnes sont contraintes de passer leurs journées aussi bien que les nuits dans la rue et les premiers campements improvisés voient le jour. La raison indiquée étant la surpopulation des centres de

primo-accueil ainsi que des autres structures d'hébergement pour les demandeurs de protection internationale.

Il n'est pas certain que l'ouverture de la Wanteraktioun puisse à elle seule résoudre le problème. Or, dans une interview accordée en date du 7 novembre au « Luxemburger Wort », le président du Syicol explique que les communes ne pourraient pas simplement se charger de mettre en place des structures pour accueillir les demandeurs de protection internationale. Il dit néanmoins que: « der Staat besitzt zum Beispiel viele Gebäude, die nicht bewohnt sind, wo in der Zwischenzeit nicht viel vorangekommen ist [...]. Kleine und Mittelbetriebe suchen verzweifelt nach Arbeit. Das könnte deren Lage zumindest ein wenig entschärfen. » L'interview se réfère également à une « liste » énumérant les structures d'hébergement pour demandeurs de protection internationale par commune.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Existe-t-il un relevé qui recense tous les terrains et bâtiments en possession de l'État et qui sont mobilisables à court terme pour créer des capacités d'accueil supplémentaires ? Quels sont les terrains et bâtiments en question et où se situent-ils ?

2) Lesquels de ces terrains et bâtiments entrent en ligne de compte pour y aménager des structures d'hébergement provisoires ?

3) Quelles sont les communes qui disposent actuellement de structures d'hébergement pour les demandeurs de protection internationale ? Quelle est la capacité des différentes structures et leur degré d'occupation actuel ?

**Réponse** (11/12/2023) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Au 30 novembre 2023, les structures d'hébergement temporaire pour demandeurs de protection internationale de l'ONA (SHTDPI) sont réparties sur 30 communes et ont une capacité maximale de 4.653 lits. Les SHTDPI hébergent actuellement 4.232 personnes tous statuts confondus (DPI, BPI, autres statuts administratifs), hors bénéficiaires de protection temporaire (BPT).

À ceci viennent s'ajouter les centres de primo-accueil et primo-accueil d'urgence composés de 1.325 lits. Seul le SHU Kirchberg peut encore accueillir de nouveaux arrivants en disposant au 29 novembre 2023 que de 106 lits libres.

Il est à noter que l'écart entre la capacité d'accueil des structures et les lits disponibles est lié en très grande partie à la structure familiale des personnes accueillies (taille des familles, personnes seules, etc.).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

Le relevé des terrains et bâtiments en possession de l'État ne renseigne actuellement pas sur le classement PAG. Une analyse est en cours pour déterminer les diverses structures susceptibles d'être aménagées à court terme pour créer des capacités d'accueil supplémentaires.

**Licences accordées par la CSSF** | Question **0018** (13/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

All Dag kommen Investisseuren op Lëtzebuerg a froe Lizenzen un, fir hire Business ze starten. Net jidderee kritt eng Lizenz, net jidderee brengt d'Prozduer op een Enn. Zuele vun den Tentativen, déi ofgebrach gi sinn,

kënnen Auskonft ginn zur Schwieregkeet vun der Prozedur.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Finanzen dës Fro stellen:

– Kann de Ministère d'Zuele gi fir d'Joren 2021, 2022 an 2023 (bis Oktober) op monatlecher Basis an opgedeelt no Zort Lizenz (PI, EMI, AIFM, Bank, PSF, Kreditinstitut etc.):

- Unzuel vu Lizenzen, déi ausgestellt gi sinn;
- Unzuel u Lizenzen, déi refuséiert gi sinn;
- Unzuel vu Demanden, wou een onkompletten Dossier no dem Oflaf vum Delai clôturéiert ginn ass?

**Réponse** (13/12/2023) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Den éierbaren Deputéierte fënnt heidrënner d'Tabell mat der Unzuel u Lizenzen, déi iwwert d'Period 2021–Oktober 2023 vun der CSSF accordéiert goufen. D'CSSF hält keng monatlech Zuelen. Dofir gëtt hei d'Gesamtzuel fir déi ganz Period zesummegeholl ausgewisen.

Et muss een dobäi verstoen, dass eng statistesch Erfassung vu Refusen net aussokräfteg wier, well eng ganz Rei un Entreprises aus diverse Grënn hir Lizenzufro am Laf vun der Prozedur zeréckzeien. An der Tabell fënnt een awer d'Unzuel vun den Demanden, déi aus diverse Grënn net zu enger Lizenz gefouert hunn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

**Protection des données dans le cadre d'une affaire juridique** | Question **0019** (13/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Oft ass et esou, dass eng Affär, trotz dass se um Geriicht jugéiert an entscheet gouf, fir d'Affer trotzdem nach net fäerdeg ass, grad wann Harcèlement am Spill ass. Heiansdo kënnt et souguer vir, dass d'Beschlëss vum Richter, doduerch, dass perséinlech Donnéeën enthalte sinn, d'Affer a weider Problemer bréngt kënnen.

An engem Fall vu psycheschem Harcèlement gëtt bei enger Decisioun vum zoustännege Richter och eng Kopie vum Beschloss un déi betreffen Acteure geschéckt. Hei ass et esou, dass d'Adresse vun de Persounen Deel op dësem Beschloss dropstinn an domat och dem Täter zur Verfügung stinn.

Een aneren, méi extreme Fall, fënnt een am Jugendschutzgesetz vum 10. August 1992. Ee Kand gëtt am Prinzip vu senger biologeschen Eltere versuergt a grossgezunn. Leider existéieren an all Gesellschaft Fäll, wou een d'Kanner virun hire biologeschen Eltere schützen muss a wou et besser ass, dass d'Kanner net bei hiren Eltere liewen, grad wa Gewalt am Spill ass oder d'Kanner staark vernoléisseg ginn. An dësen Extremfäll ginn d'Kanner duerch ee Richterbeschloss vum Jugendrichter, op Basis vum Jugendschutzgesetz, placéiert. An dësem Richterbeschloss ginn opbauend um Jugendschutzgesetz d'Konditiounen vum Placement festgeluecht. Eng Kopie vun dësem Beschloss, deen och d'Adress vun allen Acteuren enthält, gëtt och un d'biologesch Eltere geschéckt.

A béide Fäll entstinn doduerch potenziell Risiken. Eng Fleegefamill an d'Kand, dat geschützt soll ginn, zum Beispill, ginn duerch de Beschloss exposéiert, dass eventuell déi psychesch erkrankte biologesch Elteren hire Wunnuert matgedeelt kréien. Een Harcèlement-Affer gesäit seng perséinlech Adress un den Täter ausgeliewert.

Grad wann et ëm de Schutz vun den Affer geet, stellen sech eiser Meenung no fundamental Froen, déi den Datschutz an och de Schutz vun de betrafene Leit betreffen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Op wéi eng Dispositionen a Jurisprudenz (souwuel am Fall vum Droit pénal als och beim Jugendschutzgesetz) geet d'Decisioun zeréck, déi d'Vermittlung vu perséinlechen Adressen un all net institutionell Acteuren noutwenneg mécht?
2. Gëtt et Iwwerleeungen, wéi een eng beschriwwen Transmissioun vun den Adressen un net institutionell Acteuren evitéiere kéint?
3. Wéi eng Mesurë gi geholl oder zukünfteg envisagéiert, fir déi beschriwwen, aus de Situatiounen entstoeend Risiken ze minimiséieren an domat déi be-  
traffe Leit ze schützen?

**Réponse** (14/12/2023) de **Mme Elisabeth Margue**,  
Ministre de la Justice

Et sief bemierkt, dass all geriichtlech Prozedur am Prinzipp muss kontradiktöresch sinn („principe du contradictoire“), wat heescht, dass all Partei muss viru Geriicht convoquéiert ginn an dass all Partei muss d'Méiglechkeet hunn, hir Argumenter a Rechter viru Geriicht duerzeleeën.

D'Exigenz vun enger kontradiktörescher Prozedur viru Geriicht ass an enger Rei internationale Konventionne festgeschriwwen, esou zum Beispill an der Europäescher Mënscherechtskonvention, un déi och Lëtzebuerg gebonnen ass.

D'Coordonnéee vun de convoquéierte Partei sinn en Deel vun der Decisioun vum Geriicht.

Et gëtt eng Ausnam zu der Exigenz, d'Nimm an d'Adress vun de Parteien an enger Decisioun unzeginn, nämlech am Fall vun enger „élection de domicile“ op enger anerer Adress.

Et ginn aktuell Iwwerleeunge gefouert, fir en institutionaliséierten Affer- an Zeeschutzprogramm opzestellen, fir Affer an Zeie vu Strofdote besser ze beschützen.

Och wäert am Kader vun der Reform vum Jugendschutz dofir gesuergt ginn, dass eng Transmissioun vu gerichtlechen Donnéeën vun de betraffene Kanner un aner Administratiounen am Respekt vum Dateschutz stattfënnt. De Gesetzesprojet N° 7994 gesäit och vir, dass d'Jugendgeriicht d'Méiglechkeet kritt, am Fall vun engem Placement vun engem Kand d'Anonymitéit vum Wunnuert vum Kand ze decidéieren. D'Jugendgeriicht soll dës maache kënnen, wann d'Anonymitéit vun Wunnuert am Interessi vum Kand ass. Falls d'Anonymitéit vum Riichter decidéiert gëtt, ass et verbueden, dem Titulaire vun der Autorité parentale de Wunnuert vum Kand matzedeelen.

De Gesetzesprojet iwwert d'Rechter vun de Kanner, déi Affer oder Zeie vun enger Strofdot sinn, gesäit eng Rei Schutzmesurë fir dës Kanner vir, ënnert anere och d'Méiglechkeet vun enger „élection de domicile“.

**Participation à une séance communale par visioconférence** | Question **0020** (14/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Während der Covid-19-Pandemie goufen och fir d'Sëtzunge vun de Gemengeréit hei am Land eng Rei Mesurë geholl. Esou war et méiglech, dass e Mandataire per Visio konnt un enger Sëtzung deelhuele. Dës Mesurë sollt just bis den 1. Abrëll 2023 gëllen. Duerno sollt dann nees op d'Reegele vu virun der Pandemie zrëckgegraff ginn an eng Participatioun iwwert Visio net méi méiglech sinn. Et ass antëscht och esou, dass, wann e Mandataire net un enger Sëtzung vum Gemengerot kann deelhuele, en engem anere Member

vum Gemengerot eng Procuratioun fir e Vote ka ginn. Bei dëser Procuratioun handelt et sech allerdéngs net ëm eng Procuratioun mat enger Précision du vote à prendre. De Mandataire, deen eng Procuratioun vun engem anere Mandataire krut, kann also no senger eegener Iwwerzeegung oder och willkürlech ofstëmme, an eng Decisioun huelen, déi net am Interêt vum anere Mandataire war. Grad Mandatairen, déi als eenzeg:e Verrieder:in vun enger Partei an engem Gemengerot vertrauede sinn, hunn domat ee groussen Desavantage par rapport zu Mandatairen aus Parteien, déi mat méi Persoune vertrauede sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Gouf dësen Desavantage bei den Iwwerleeungen, fir just eng einfach Procuratioun, awer keng Procuratioun mat enger Précision du vote à prendre ze erlaben, beduecht? Falls jo, mat wéi enger Argumenter begrënn d'Ministesch hir Decisioun, obwuel dës vill Mandatairen uechtert d'Land benodeelegt? Falls nee, gëtt envisagéiert, fir an Zukunft och eng Procuratioun mat enger Précision du vote à prendre virzugesinn?
2. Während der Covid-19-Pandemie goufen d'Gemengen obligéiert, fir dat entspreche Material, fir d'Gemengerotssëtzunge per Videokonferenz ofzehalen, zur Verfügung ze stellen. All Gemeng hei am Land misst also iwwert dat entspreche Ekipement verfügen, fir och weiderhin eng Participatioun iwwert Visio kënnen ze garantéieren. Firwat ass et trotzdeem zënter dem 1. Abrëll 2023 net méi méiglech, fir am Fall vun enger Verhënerung per Visio un enger Gemengerotssëtzung deelzehuelen?

**Réponse** (29/11/2023) de **M. Léon Gloden**, Ministere des Affaires intérieures

Den Deputéierte freet, wéi esou et am Gemeengegesetz keng Procuratioun mat Instruction de vote gëtt. D'Chamberskommissioun huet de Projet de loi N° 7514 den 23. November 2021 amendéiert an ënner anere d'Instruction de vote bei der Procuratioun virgesinn. De Staatsrot hat a sengem Avis complémentaire N° 60.104 folgend Observatiounen dozou gemaach: „L'instruction de vote doit-elle comporter des indications précises ou peut-elle être générale? Qui décide de la conformité du vote aux instructions? Le Conseil d'État estime que les contours du vote lié sont insuffisamment précisés, ce qui entraîne une insécurité juridique et amène le Conseil d'État à s'opposer formellement à la disposition sous revue.“ Well et net méiglech war, déi Froen ze léisen, déi de Conseil d'État opgeworf hat, huet sech d'Chamber op de franséische Regime vun der einfacher Procuratioun ouni Instruction de vote alignéiert.

D'Méiglechkeet, fir iwwert d'Zäit vun der Covid-19-Pandemie eraus d'Visiokonferenz weider ze benotzen, ass net vun der Chamber zrëckbehale ginn, an de Projet de loi N° 7514 ass unanime gestëmmt ginn.

**Estimation d'un bien immobilier par un algorithme** | Question **0021** (14/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

A Washington DC kënn et laut Medieberichter zu enger Geriichtsaffär géint grouss Wunnengbesëtzer a géint eng Firma. D'Firma soll Software verkaaft hunn, mat där een als Besëtzer konnt via Algorithmen gewuer ginn, wéi vill Loyer ee fir seng Wunneng oder säin Haus ka froen. Doduerch koum et anscheinend zu Präisofsproochen, déi elo gekläert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Ass dem Logementsministère bekannt, ob et och zu Lëtzebuerg Firmen oder Apps gëtt, déi Servicer zur Präisbestëmmung vu Wunnengen ubidden?

Wa jo, wéi eng sinn dat a wéi ginn dës kontrolléiert, fir Präisofsproochen an d'kënschlecht Eropdreiwe vu Präisser ze verhëneren?

2. Wéi géif de Ministère reagéieren, wann esou Softwaren zu Lëtzebuerg géifen optrieden? Wat fir eng Roll kéint hei zum Beispill eng Autorité de la concurrence spillen?

3. Wéi den Observatoire de l'habitat an de LISER viru Kuerzem geschriwwen an enger Nott nach eng Kéier erkläert hunn, gëtt et zu Lëtzebuerg eng staark Konzentratioun vu Bauland. Wéi de Fall an Amerika wéisst, sinn esou Algorithmen virun allem interessant op enger méi begrenzter Fläch, wou d'geografesch Krittären änlech bleiwen (hei zu Lëtzebuerg wier dat zum Beispill d'Proximitéit zur Stad).

« Les 1.000 personnes physiques avec le plus de foncier résidentiel détiennent entre 1.135 et 1.288 hectares (selon la méthode utilisée), soit plus de 40 % du foncier détenu par l'ensemble des personnes physiques. Les 10 groupes de sociétés aux surfaces constructibles pour l'habitat les plus étendues concentrent 391,3 hectares, soit près de la moitié (47,9 %) de tout ce que détiennent les 1.140 sociétés avec du foncier résidentiel. »

Dofir wier et an deem Kontext wichteg ze wëssen, wéi sech d'Konzentratioun vu Bauland op lokalem Gemengenniveau presentéiert. Huet de Ministère hei Zuelen dozou?

**Réponse** (14/12/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministere du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. an 2. Hëllef zur Präisbestëmmung vu Wunnengen ass u sech e Service, deen all Immobilienagence ubitt. Doriwwer eraus gëtt et vum Justizministère unerkannten Experten am Beräich Immobilien, déi och Wäertevaluatiounen vun Immobilie maachen. D'Lëscht vun dësen Experte fënnt een um Site vum Justizministère.

Et ass dem Logementsministère net bekannt, awéiwäit dës Acteuren op informatesch Applikatiounen zrëckgräifen, fir esou Präisbestëmmungen ze maachen.

ad 3. Dozou huet de Ministère keng Statistik.

**Liaison aérienne Luxembourg-Chine** | Question **0022** (14/11/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'„Wort“ bericht an engem Artikel vun haut, dass d'Airline China Southern ab dem 21. Dezember eng nei Fluchverbindung Guangzhou-Zhengzhou-Luxembourg géif opmaachen. Dat wier deen éischten Direktvol tëschent Lëtzebuerg a China.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit an Tourismus dës Froe stellen:

1. War iergendeng Verwaltung direkt oder indirekt bedeelegt, fir déi Fluchverbindung op Lëtzebuerg ze kréien oder handelt et sech ëm eng reng privat Initiativ?

Falls dat net de Fall war, kann d'Regierung bestätegen, dass am Virfeld vun der Decisioun vu China Southern keng Gesprécher tëschent dem Staat an Interessegrupp goufen?

2. War d'Regierung schon am Virfeld vun dëser Ukënnegung iwwert déi nei Fluchverbindung informéiert? Falls jo, zënter wéini?

3. Wéi oft wäerte Fligere vum Findel op Guangzhou an op Zhengzhou fléien?

**Réponse** (15/12/2023) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Dëse Fluch wäert op Basis vum „Air Services Agreement“ (ASA) tëscht China a Lëtzebuerg vum 18. November 2002 duerchgefuert ginn, deen déi lëtzebuergesch Autoritéite mat hire chineeseschen Homologen ausgehandelt hunn. De „Memorandum of Understanding“ iwwer „air services“ tëscht China a Lëtzebuerg vum 29. August 2018 erlaabt eng gewëssen Unzuel vu wéchentleche Frequenze fir Passagéierfluch op feste Routen tëscht deenen zwee Länner.

Der Regierung si keng Gespréicher mat „Interessengruppe“ bekannt am Kader vun der Entscheidung vu China Southern Airlines, fir dës Fluchverbindung duerchzuführen.

ad 2. Déi concernéiert Lëtzebuergesch Autoritéite wouste vun der Intentioun vu China Southern Airlines, fir vum 21. Dezember 2023 un ee wéchentleche Passagéierfluch tëscht de Fluchhäfe vu Guangzhou a Lëtzebuerg ze operéieren.

ad 3. No de leschten Informatiounen ass aktuell eng Rotatioun Lëtzebuerg–Zhengzhou–Guangzhou pro Woch virgesinn.

**Promotion de l'image du Luxembourg** | Question **0023** (15/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Oktober 2023 huet erëm de järeleche Luxembourg Tennis Masters Tournoi stattfonnt. D'Event ass eent vu villen, dat am Kader vum Nation Branding ënnerstëtzt gëtt. Aner Beispiller sinn den Tour de Luxembourg oder och d'Expogast. Wéi Reporter.lu 2019 festgehale huet, stellen sech Froen zur Verdeelung vun dem Budget fir d'„promotion de l'image du Luxembourg“. Am Ufank sollt dës Budgetposten eleng dem Ausseministère ënnerstoen. Bei der LTM huet awer och de Finanzministère 200.000 € bis 300.000 € aus dem Budgetposten „Manifestations culturelles ou sportives à portée internationale“ u Gelder ginn.

Wann een d'Budgetposte vum Finanzministère kuckt, gesäit een, dass et grouss Ënnerscheeder tëscht der Zäit ënnert dem Minister Gramegna an duerno gëtt. De Budgetposte fir kulturell Manifestatiounen ass 2018 entstanen. War am Budget 2018 vum Finanzministère fir Manifestatiounen nach ee Budget vun 1.500.000 € virgesinn, gesäit een am Budget vun 2020 fir d'Period 2020–2023 alljoers eng Millioun € vir. Am November 2021 ass de Pierre Gramegna aus der Regierung ausgetratt. D'Ministerin Yuriko Backes schéngt de Poste gekierzt ze hunn, well am Budget 2023 steet, dass 2022 eng hallef amplaz eng ganz Millioun genotzt ginn ass, an de Budgetposten ass am Joer 2023 ofgeschaaft ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Premierminister an de Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa a Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi eng Ministère hunn am Moment Budgetposten, déi der „promotion de l'image du Luxembourg“ sollen zeguttkommen?
2. Wéi héich waren d'Ausgabe vun de jeeweilige Posten an de leschte 5 Joer (no Joer opgezielt)?
3. Wéi héich waren d'Budgetposte fir déi Joren initial ugesat? Firwat goufen dës Budgetposte jeeweils iwwer- respektiv ënnerschratt?
4. Wéi eng Projete si mam Budget aus dem Finanzministère an der Period 2018–2022 ënnerstëtzt ginn?

5. Wéi eng Projete si mam Budget aus dem Ausseministère an der Period 2018–2023 ënnerstëtzt ginn?

6. Wäerten d'Budgetposte „Promotion de l'image du Luxembourg“ an Zukunft erëm just ënnert engem Ministère gebündelt ginn?

**Réponse** (19/12/2023) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1. Den Ausseministère, Cellule vun der „promotion de l'image de marque“/Let's make it happen (LMIH) hat vun 2018 bis November 2023 e Budgetposte mam Libellé: „Promotion de l'image du Luxembourg“. Säit 2020 huet de Sportsministère e Budgetposte mam Libellé: „Promotion de l'image du Luxembourg dans le sport“.

ad 2. an 3. Déi entspreichend Informatiounen sinn am Budget respektiv am Compte général vun deene Joren transparent opgefuert. Si sinn am Tableau heidrënner och nach emol zesummegestallt.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

ad 4. Well et sech erausgestallt huet, dass an eenzele Fäll Manifestatiounen mat internationaler Portée gläichzäiteg vu verschiddene Ministèren ënnerstëtzt gi sinn, gouf 2018 een Artikel „Participation financière à des manifestations culturelles ou sportives à portée internationale“ ënnert dem Finanzministère geschaf, fir eng besser Iwwersiicht iwwer d'Gesamtkontributioun vum Staat an esou Fäll ze erlaben.

Den Tennis-Tournoi „BGL BNP Paribas Tennis Open“ (haut: „Luxembourg Ladies Tennis Masters“) ass an deem Sënn iwwer deen Artikel finanzéiert ginn.

Aus praktesche Grënn ass dës Approche awer erëm fale gelooss ginn, an et gouf ee spezifeschen Artikel „Promotion de l'image du Luxembourg dans le Sport“ beim Sportsministère geschaf.

ad 5. D'Cellule vun der „promotion de l'image de marque“ ënnerstëtzt eng ganz Rei Evenementer oder Projeten, déi eng staark international Visibilitéit versprechen an d'Krittäre vu Kreativitéit, Diversitéit an Durabilitéit erfëllen. Dës Ënnerstëtzung kann a Form vu Cofinanzementer (dat mussen obligatoresch Kommunikatiounskäschte sinn) geschéien oder awer a Form vu „matériel de prêt“ a Promotiounsmaterial.

D'Cellule vun der „promotion de l'image de marque“ vum Ausseministère war bis November 2023 zoustänneg fir déi finanziell Ënnerstëtzung vun all aneren Evenementer oder Projeten a Secteure wéi Kultur, Gastronomie oder Innovatioun.

D'„promotion de l'image de marque“ ënnerstëtzt och Evenementer an anere Secteuren, andeem si „matériel de prêt“/Kommunikatiounsmaterial zur Verfügung stellen oder Promotiounsmaterial mat der Signature vun Lëtzebuerg.

ad 6. D'„promotion de l'image de marque du Luxembourg à l'étranger“ ass zanter November 2023 an den Attributiounen vum Wirtschaftsministère, an d'„promotion de l'image de marque dans le secteur du sport“ bleift weiderhin an den Attributiounen vum Sportsministère.

Fir déi 4 éischt Méint vum Joer 2024 gëtt beim Budget op de System vun den „douzièmes provisoires“ zeréckgegraff. Dës provisoiresche Budget ass berechent ginn op Basis vum Budget, dee fir d'Joer 2023 gestëmmt gi war. D'Budgetposten am finale Budget fir 2024 wäerten déi aktuell Attributiounen vun de verschiddene Ministère berécksiichtegen.

**Bornes d'appel d'urgence sur les autoroutes** | Question **0024** (16/11/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Op den Autobunne fënnt een nach ëmmer Telefonsbornen, déi am Noutfall benotzt kënnen ginn, wann een zum Beispill eng Pann op der Autobunn hat. Fréier, wou et nach kee Mobilfunknetz gouf an déi meeschte Leit keen Handy haten, waren dës Borne sécherlech méi am Asaz, ewéi haut am digitalen Zäitalter.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Sinn d'Telefonsbornen op den Autobunnen nach alleguernten aktiv?
2. Wat kascht den Entretien dovunner?
3. Wéivillmol sinn dës Telefonen an deene leschte 5 Jore benotzt ginn?

**Réponse** (18/12/2023) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Virop, verweise mir den honorabelen Deputéierten op d'Äntwert zur parlamentarescher Fro N° 6665 vum 17. August 2022, wou op änlech Froe geäntwert ginn ass.

ad 1. Aktuell gëtt et 245 Nouttelefonen um Lëtzebuergesch Autobunnensreseau, déi och alleguernten aktiv sinn.

De Moment lafen awer Moderniséierungsarbechten, soudatt eng geréng Unzuel u Borne zäitweis kënnen ausser Betrib sinn.

ad 2. D'Entretienkäschte vun deenen 245 Bornen belafen sech op ronn 10.000 Euro am Joer. Ze bemierken ass, dass d'Borne mat Solarzellen equipéiert sinn an deementspreechend autark funktionéieren, also keen zousätzlechen Usschluss un de Stroumreseau erfuerderlech ass.

Doduerch, dass POST Luxembourg den 2G- an 3G-Reseau zäitno wäert ausser Betrib huelen, ass aktuell eng Migratioun op de 4G-Reseau noutwenneg. Hei-duerch entstinn eemoleg Käschte vu ronn 375.000 Euro.

ad 3. Säit 2018 sinn am Ganzen 1.126 Appeller enregistriert ginn:

- 2018: 217
- 2019: 223
- 2020: 209
- 2021: 224
- 2022: 253

Et stellt ee fest, dass dës Appeller, déi zum Beispill 2021 ronn 0,6 % vun allen Noutriff ausgemaach hunn, iwwert déi lescht 5 Joer konstant bliwwen sinn.

Déi grouss Majoritéit vun den Uriff op den 112, déi vun enger Born ausgemaach gi sinn, ware Meldunge vun enger Pann. Am Joer 2021 goufen awer och 6 Accidenter, 3 Bränn an 2 medezinnesch Noutfäll iwwer eng Born gemellt. 213-mol gouf also eng Pann gemellt oder et huet sech ëm en Test oder en techneschen Defekt gehandelt. D'Pannmeldunge leet den 112 un de CITA weider.

**Ostéodensitométrie** | Question **0025** (16/11/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Persounen, déi un Osteoporos oder anere Knachestoffkrankheete leiden, sinn drop ugewisen, reegelméisseg eng sougenannte „Knochendichtemessung“ virzehuelen. D'Zoustänn, fir hei am Land – Lëtzebuerg

huet just 1 (!) Gerät – esou eng Ënnersichung virzuehelen – en Termin fir esou eng Ënnersichung ze kréien –, si leider dramatesch. Esou gouf de Patiente matgedeelt, datt en éischt fräien Termin, fir eng „Knochendichtemessung“ virzuehelen, eréischt am Januar 2025 (!) méiglech ass. Vill Lëtzebuerger ginn deemno an dat not Grenzgebitt. An der Belsch zu St. Vith – e klenkt Stiedche mat grad emol 10.000 Awunner – kréien si innerhalb vun e puer Deeg direkt en Termin.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Gesondheitsminister gär dës Fro stellen:

1. Wéi ass et an den Ae vun der Madamm Minister ze veräntwerthen, datt Leit, déi un Osteoporos oder anere Knachestoffkrankheete leiden, zu Lëtzebuerg bis 2025 waarde mussen, fir en Termin fir eng „Knochendichtemessung“ ze kréien?

2. Wéi laang sinn der Madamm Minister dës inakzeptabel Delaie scho bekannt? Goufe bis dato schonn Ustrengungen ënnerholl, fir där Situatioun entgéintzewierken?

3. Ass et an den Ae vun der Madamm Minister elo net dréngend noutwenneg, fir de Gesondheitssecteur an deem Beräich ze reforméieren? Wéi sollen dës Ustrengunge konkret ausgesinn an ass elo virgesinn, weider Geräter unzeschaffen, fir esou eng Diagnos ze erméiglechen?

4. Kann d'Madamm Minister präziséieren, no wéi engem Berechnungsschlëssel gepréift gëtt, wéi vill Geräter noutwenneg sinn, fir datt Patienten an engem akzeptabelen Delai kënnen esou eng „Knochendichtemessung“ virhuelen?

5. Sinn der Madamm Minister weider Fäll bekannt, wou Patiente mat inakzeptabelen Delaie konfrontéiert sinn, fir eng medezinesch Ënnersichung kënnen virzuehelen? Wa jo, a wéi engem medezinesche Beräich trieden dës Delaie op a wat sinn d'Ursaachen (z. B. Personalmanckem, Manckem un techneschem Ekipement etc.) fir dës Delaie?

**Réponse (06/12/2023) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

ad 1. bis 3. Dem Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet ass de beschriwwene Problem bekannt. Et sief awer gesot, dass dringend Terminer kuerzfristeg zougedeele ginn, wann d'Ordonnance dat esou ausweist.

Am Kader vum Projet de loi vun de Gardes et astreintes<sup>16</sup> ass eng Erhéijung vun der maximaler Unzuel vum medezineschen Equipement, wat noutwenneg ass fir eng „Knochendichtemessung“, vun 1 op 3 Unitéite virgesinn a misst erlaben, den Delai fir net dréngend Terminer erofzesetzen. D'Unzuel ass determinéiert ginn am Sënn vun enger regionaler verbesserter Disponibilitéit vun Apparater.

ad 4. Am Kader vun den Dispositiounen vum Artikel 3 vum Spidolsgesetz wäert am Joer 2024 eng Mise à jour vun der Evaluatioun vun de Besoins sanitaires virgeholl ginn. Op dëser Basis gëtt déi national Planung och vun Equipementer an Apparater no den Dispositiounen vum Artikel 14 vum Spidolsgesetz determinéiert.

ad 5. Dem Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet sinn niewent der Situatioun bei der uewe beschriwwener Knochendichtemessung och

<sup>16</sup> Amendements gouvernementaux au projet de loi n° 8277 portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière en vue d'autoriser l'État à participer au financement des gardes et astreintes des médecins hospitaliers dans les centres hospitaliers et les établissements hospitaliers spécialisés

punktuell Delaie bei dem Accès zu dem Plateau médico-technique vun der Radiologie, notamment bei den IRM, an och an der Mammographie bekannt.

Wéi an der QP 7582 zu der Mammographie an an der QP 7978 zu der Radiologie vun der deemoleger Gesondheitsministeres erkläert, goufen Aktiounen vum Ministère fir Gesondheet zesumme mat de Spideeler ënnerholl, fir dës Situatioun ze verbessern.

Generell kann ee soen, dass dringend Ënnersichungen ee Rendez-vous séier zougewise kréien, wann d'Ordonnance vum Dokter d'Drénglechkeet vun der Ënnersichung kloer uweist a motivéiert. An dësem Sënn si verbessert Organisatiounen vun de Sekretariater vun dem Radiologieservice duerch déi eenzel Spideeler en place gesat ginn an erlaben, d'Zoudeeling vum Rendez-vous, deels mat telefonescher Callcenterstruktur an deels mat engem digitalen Zougang, zu den Servicer ze verbessern.

An der Mammographie huet de Ministère fir Gesondheet mat der Gesondheidsdirektioun eng Hotline en place gesat, fir dem Dokter ze erlaben, Hëllef ze kréien, wann hie kee Rendez-vous fir säi Patient kuerzfristeg kann zougedeele kréien.

**Accès pour personnes à mobilité réduite | Question 0026 (16/11/2023) de M. Jeff Engelen (ADR)**

Et ass evident, datt mir als Gesellschaft verflucht sinn, och Persounen mat ageschränkter Mobilitéit e gudden Accès zu eisen Infrastrukturen ze erméiglechen. An deem Kontext ass mir e Fall zougedroe ginn, wou et enger Persoun zu Mäerzeg, déi op de Rollstull ugewise ass, (Strooss N° 21, déi Nidderfeelen a Mäerzeg verbënnt) onméiglech ass, de lokalen Tankstelleshop ze errechen, fir alldeelech Akeef ze maachen, well den Trottoir ze héich ass, fir datt e Rollstull kéint passéieren. Dëst wär relativ liicht ze behiewen, wann een op där genannter Plaz eng Verschrägung vum Trottoir géif virhuelen, esou datt e behënnertegerechten Accès méiglech wier. Am genannte Fall schéngt awer net ganz kloer ze sinn, ob hei d'Verantwortung beim Staat oder bei der Gemeng läit.

Et wier an deem Kontext bedauernswäert, wann de Staat an d'Gemeng sech géigesäitig d'Verantwortung gi fir esou e Mëssel a letztendlech näischt géif passéieren.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte gär dës Fro stellen:

1. Kann den Här Minister präziséieren, ob d'Verantwortung an deem genannte Fall beim Staat oder bei der Gemeng läit?

2. Sinn dem Här Minister – am Beräich vu senger Responsabilitéit – weider esou Fäll bekannt, wou duerch eng einfach ze behiewend Verschrägung vum Trottoir e méi behënnertegerechten Accès ze erméigleche wier?

3. Am Fall, wou d'Verantwortung bei der Gemeng géif leien: Wéi kann am Hibleck op d'Kommunikatioun tëscht dem Staat an de Gemenge séchergestallt ginn, datt d'Gemengen och zu all Moment wëssen, datt et an hirem Kompetenzberäich läit, fir e behënnertegerechten Accès zu allen Infrastrukture sécherzestellen?

4. Wéi kann an deem Kontext an Zukunft ausgeschloss ginn, datt e behënnertegerechten Accès zu den Infrastrukturen net realiséiert gëtt, well net kloer ass, ob dëst an de Kompetenzberäich vum Staat oder vun de Gemenge fält?

**Réponse (21/12/2023) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures**

ad 1. Am Kader vun der Gemeng hirer allgemenger Verantwortung fir déi ëffentlech Sécherheet, dat no den Dekreeter vum 14. Dezember 1789 an deene vun 16. a 24. August 1790, huet d'Gemeng Mäerzeg sech déi lescht Woch (Woch 50) ëm d'Adaptatioun/Ofsenkung vum Trottoir bekëmmert, sou datt dee vum Här Deputéierte genannten Tankstelleshop elo allgemeng méi liicht an och fir Persounen mat ageschränkter Mobilitéit errechbar ass.

ad 2. Aktuell si keng weider Fäll wéi dës bekannt. Allgemeng sief awer ze betounen, datt all neie Projet nom Gesetz vum 7. Januar 2022 iwwert d'Accessibilitéit vun ëffentlech zougängleche Plazen (Loi du 7 janvier 2022 portant sur l'accessibilité à tous des lieux ouverts au public, des voies publiques et des bâtiments d'habitation collectifs) amenagéiert gëtt.

Sollt een Amenagement fir Persounen mat ageschränkter Mobilitéit net méiglech sinn, géif, wéi fir a sou Fäll definéiert, eng Derogatioun bei der zoustänneger Kommissioun ugefrot ginn.

ad 3. a 4. An dëser parlamentarescher Fro geet et ëm d'Thematik vun der ageschränkter Mobilitéit (PMR) vun Infrastrukturen, wou e spezifesche Fall zu Mäerzeg ugeschwat gëtt.

Fir dat komplex Thema besser duerzeleeën, muss een awer fir d'éischt op déi allgemeng gesetzlech Basis agoen an dëst dann op de spezifesche Fall transposéieren.

Mam Gesetz vum 7. Januar 2022 ass festgeluecht ginn, datt ënner anerem all neien Infrastrukturprojet PMR-gerecht amenagéiert muss ginn. Zousätzlech muss no 120 Méint och de Bestand PMR-gerecht ëmgebaut sinn. Et schéngt evident, datt dëst am Kader vum Stroossebau natierlech eng ambitiéis Aufgab ass.

Mam Wëssen, datt et keng allgemenggëlteg Standard fir all déi méiglech Amenagementer gouf, huet d'Stroossebauverwaltung sech an der Tëschenzäit éischt technesch Reegele fir de Stroossebau ginn, fir kënnen bei neie Projeten op déi Demande ze reagéieren.

Och sief ze betounen, datt déi lescht Jore scho vill Projete vun der Stroossebauverwaltung, der Administratioun fir ëffentlech Bauten, mee awer och vun de Gemengen als ëffentleche Bauräger PMR-gerecht amenagéiert goufen.

Allgemeng ass et sou, datt bannent der Uertschaft d'Gemenge sech ëm de ganzen Amenagement vun de Busarrëten, Trottoiren, Zebrasträifen an de PMR-Moosname bekëmmere mussen, a baussent den Uertschaften.

**Prolongation annoncée de l'autorisation du glyphosate dans l'Union européenne | Question 0027 (20/11/2023) de M. David Wagner (déi Lénk)**

La Commission européenne a annoncé le renouvellement de l'autorisation du glyphosate dans l'Union européenne pour dix ans à la suite d'un vote des États membres qui n'a pas permis de dégager de majorité pour une telle prolongation. La décision de la Commission européenne interviendra en principe avant le 15 décembre 2023 puisque l'approbation actuelle du glyphosate expirera à cette date.

Le Gouvernement luxembourgeois précédent comptait parmi les opposants à une prolongation de ladite autorisation et avait introduit une interdiction de l'herbicide en janvier 2021 qu'il était pourtant contraint d'annuler en 2023 à la suite d'une décision de la Cour administrative.



Dans son communiqué suite à la réunion du Conseil du 16 novembre, Monsieur le Ministre Claude Haagen annonçait que « ... le Luxembourg, œuvrant pour une agriculture durable, continue par le biais de la loi agraire à encourager à renoncer aux produits phytopharmaceutiques et notamment au glyphosate ».

Face à cette évolution, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) Madame la Ministre soutient-elle la décision de la Commission européenne visant à prolonger l'autorisation du glyphosate dans l'Union européenne d'ici la fin 2033 ?

2) Le Gouvernement s'engagera-t-il en faveur d'une élimination du glyphosate au niveau européen ? Si oui, par quels moyens ?

3) Madame la Ministre envisage-t-elle de nouvelles mesures de soutien aux entreprises agricoles visant à favoriser l'abandon volontaire du glyphosate au vu de la prolongation annoncée de l'autorisation de celui-ci ?

4) Dans l'affirmative à la question précédente, Madame la Ministre envisagera-t-elle également des aides supplémentaires en faveur de l'agriculture biologique qui renonce de toute façon à l'utilisation de produits chimiques de synthèse dont notamment le glyphosate ?

**Réponse (20/12/2023) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture**

ad 1) Le Gouvernement, n'ayant pas soutenu la prolongation de l'autorisation du glyphosate, prend note du renouvellement de son approbation par la Commission européenne.

ad 2) Le Gouvernement analysera les actions possibles dans le cadre réglementaire communautaire.

ad 3) Oui.

À partir de l'année culturale 2024-2025, une aide supplémentaire pour soutenir la renonciation au glyphosate sera introduite. Il s'agira d'un paiement additionnel alloué dans le cadre de la prime pour l'instauration d'une agriculture durable et respectueuse de l'environnement.

ad 4) La justification économique du montant de l'aide en faveur de l'agriculture biologique (prime « bio ») prend en compte la renonciation à tous les produits phytopharmaceutiques de synthèse, y inclus le glyphosate. Les surfaces éligibles à la prime « bio » ne peuvent ainsi pas être prises en considération pour le versement d'une aide supplémentaire soutenant spécifiquement la renonciation au glyphosate.

Néanmoins le programme gouvernemental prévoit une évaluation en profondeur du Plan d'action national – Bio 2025, y inclus, le cas échéant, des aides à la surface en faveur de l'agriculture biologique.

**Décision de la Commission européenne de renouveler l'autorisation d'utilisation du glyphosate | Question 0028 (22/11/2023) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)**

En l'absence d'une majorité des États membres en faveur d'une interdiction du glyphosate, la Commission européenne a renouvelé, en date du 16 novembre 2023, l'autorisation d'utilisation de la substance au sein de l'Union européenne pour une durée de 10 ans.

En avril, suite à la confirmation de la décision de la Cour administrative luxembourgeoise de lever l'interdiction du glyphosate au Grand-Duché, le Ministre de l'Agriculture avait annoncé vouloir maintenir les

objectifs du « Plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques » qui prévoit une baisse d'utilisation des « big movers » – dont fait partie le glyphosate – de 30 % jusqu'en 2025.

Selon l'accord de coalition 2023-2028, le Gouvernement s'engagera en faveur de l'élimination progressive du glyphosate au niveau européen. L'accord de coalition ne se prononce pas sur la mise en œuvre du « Plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques ».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) Quelle est la position du Gouvernement par rapport à la précitée décision de la Commission européenne ?

2) Étant donné que le Gouvernement entend s'engager en faveur de l'élimination progressive du glyphosate au niveau européen, Madame la Ministre peut-elle nous éclairer sur les points essentiels de la position luxembourgeoise à cet égard (délai de sortie du glyphosate visé, modalités de sortie, ... ) ?

3) Quelles sont les mesures supplémentaires que Madame la Ministre compte implémenter au niveau national afin de soutenir par le biais de subventions l'abandon volontaire du glyphosate et afin d'éviter que les produits à base de glyphosate ne soient remplacés par des produits aussi dangereux, voire plus dangereux ?

4) Madame la Ministre entend-elle mettre en œuvre le « Plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques » dans sa version actuelle ?

5) Les objectifs de réduction à l'horizon 2025 de ce plan pourront-ils encore être atteints ?

**Réponse (20/12/2023) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture**

ad 1) Le Gouvernement, n'ayant pas soutenu la prolongation de l'autorisation du glyphosate, prend note du renouvellement de son approbation par la Commission européenne.

ad 2) Le Gouvernement analysera les actions possibles dans le cadre réglementaire communautaire.

ad 3) À partir de l'année culturale 2024-2025, une aide supplémentaire pour soutenir la renonciation au glyphosate sera introduite. Il s'agira d'un paiement additionnel alloué dans le cadre de la prime pour l'instauration d'une agriculture durable et respectueuse de l'environnement.

Enfin, l'utilisation de certains produits phytopharmaceutiques, y inclus tous ceux contenant du glyphosate, par des personnes ne disposant pas du certificat dit « Sprëtzpass » ne sera plus possible au Luxembourg à partir de 2024 en raison de l'entrée en vigueur d'une nouvelle disposition réglementaire nationale.

ad 4) Dans un premier temps, le Gouvernement mettra en œuvre le PAN dans sa version actuelle, tel que décidé lors du Conseil de Gouvernement du 15 juillet 2022. Une prochaine évaluation est prévue pour 2027. En fonction des résultats de cette évaluation, le Gouvernement procédera éventuellement à des adaptations du PAN.

ad 5) Les dernières données disponibles sur l'utilisation des produits phytopharmaceutiques dans l'agriculture luxembourgeoise portant sur l'année 2020-2021, indiquent une réduction de 37 % pour la catégorie des « big movers » par rapport à la période de référence 2017-2018. L'objectif de réduction fixé à 30 % est donc atteint.

Par ailleurs, la réduction globale de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques chimiques au Luxembourg a atteint, selon les données et la méthodologie de calcul de la Commission européenne, la valeur de 50 % en 2020-2021.

**Remboursement du REVIS | Question 0029 (22/11/2023) de M. Jeff Engelen (ADR)**

Am REVIS-Gesetz sinn an den Artikelen 30, 31 an 32 d'Bestëmmungen opgelësch, ënner wéi enge Konditiounen een de REVIS respektiv en Deel vum REVIS muss zeréckbezuelen un de Fong.

Op där anerer Säit ënnerläit de REVIS awer och der Steiergesetzgebung.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Am Fall, wou Persounen de REVIS respektiv en Deel vum REVIS mussen zeréckbezuelen: Gëtt dem Fait, datt dës Leit op dem REVIS scho Steiere bezuelt hunn, am Hibleck op d'Gesamtzomm, déi dës Leit mussen rembourséieren, Rechnung gedroen?

2. Wa jo, wéi gesäit hei déi genee Prozedur aus, wéi de Staat dëst berechent: Gëtt d'Zesummepill vun de bezuelte Steieren am Hibleck op d'Gesamtzomm, wat ee vum REVIS muss rembourséieren, automatesch berechent oder muss de Betreffene selwer en Antrag stellen, fir dëst berechnen ze loosseren?

3. Wéi gesinn déi genee Prozeduren aus, fir esou en Antrag ze stellen?

**Réponse (22/12/2023) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | M. Gilles Roth, Ministre des Finances**

D'Besteuerung vum „Revenu d'inclusion sociale“ (REVIS) ergëtt sech aus den Dispositiounen vum Artikel 96, 1. Abschnitt, Nummer 3 L.I.R. Doduerch ënnerläit de REVIS kenger Loun- oder anerer Quellesteier. Ee Beneficiaire vum REVIS oder vum Complement ass gebonnen, souwäit eng vun de Limiten, déi am Règlement grand-ducal vum 13. Mäerz 1970 betreffend d'Exekutioun vum Artikel 116 an am Artikel 153 L.I.R. definéiert sinn, dépasséiert ass, dësen iwwert de Wee vun enger Akommessteuerdeklaratioun ze versteieren.

Dem Prinzip vum der Annualitéit vun der Steuer no gëtt de REVIS, gradesou wéi de Complement, als Rent no Artikel 96, 1. Abschnitt, Nummer 3 L.I.R. an no Artikel 108, 1. Abschnitt, Nummer 1 L.I.R., a Bezuch op dat Steierjoer besteiert, wou d'Payementer zugonschte vum Berechtegte gemaach ginn.

Sollt de Berechtegte méi spët de REVIS oder de Complement deelweis oder integral mussen zeréckbezuelen, esou ass dës Réckbezuelung, nom genannte Prinzip, am Joer vum Remboursement ze consideréieren. De Remboursement gëtt als negative Revenu mat Revenuen, primär aus där nämmlecher Akommeskategorie, kompenséiert, oder awer an enger zweeter Phas mat positive Revenuen aus enger anerer Kategorie.

Dobäi sief bemierkt, dass de Prinzip an d'Héicht vun engem méigleche Remboursement vum Fonds national de la solidarité (FNS) bestëmmt ginn.

Eng Regularisatioun fënnt statt, wann de betreffene Contribuabel de Remboursement iwwert de Wee vun enger Akommessteuerdeklaratioun vum Joer vum Remboursement an de virgeschriwwenen Delaien deklaréiert.

Wéinst dem Prinzip vum der Annualitéit vun der Steuer gëtt d'Besteuerung net réckgängig gemaach, oder déi an de betreffene Jore geschëllten

Akommessteier net mat engem dësem Montant entspreichende Steierkredit kompenséiert. D'Akommessteier gëtt opgrond vun där Capacité contributive festgesat, déi de Contribuabel an engem bestëmmte Joer tatsächlech hat. An deene Joren, wou de Berechtigten de REVIS respektiv de Complement krut, entsprécht seng Capacité contributive der Héicht vu senger gesamter Revenuen. Am Joer oder an de Jore vun engem spéidere Remboursement entsprécht seng Capacité contributive der Héicht vun de Revenuen, déi en dat Joer hat, gekierzt ëm d'Remboursement, déi en un den FNS misst bezuelen.

Wéinst dem Effekt vun der Progressivitéit vun der Steuer esouwuel ewéi eventuellen Upassunge vum Barème, kann ee keen exakte Montant vun der Steuer erausrechnen, déi en exklusiv Lien mam zréckbezuelte REVIS hätt. Dëst ass de Fall, well d'Steier selwer net als Ponctioun vum REVIS eleng ze gesinn, mä als Contributioun, déi sech aus der Capacité contributive ergëtt, déi op dat gesamt Akommes vum Berechtigten, an eventuell sengem Stot, berechent gëtt.

.....

**Financement du film « Where is Anne Frank » | Question 0030 (23/11/2023) de Mme Octavie Modert (CSV)**

L'origine du financement du film « Where is Anne Frank », une coproduction luxembourgeoise qui s'est vu décerner un prix au « Lëtzebuerger Filmpräis », a été remise en cause dans la presse récemment.

D'après un article publié sur Reporter.lu, « Der stille Filminvestor », le film aurait notamment profité de financements de la part du Film Fund Luxembourg à hauteur de 1,8 million d'euros, mais aussi de financements d'oligarques russes à hauteur de 3,5 millions d'euros. Ce dernier apport s'est fait au travers de différentes sociétés qui pouvaient cacher à première vue l'origine des fonds. Ces financements sont à voir en rapport avec l'enquête journalistique « Cyprus Confidential », qui a révélé récemment comment les sociétés de services financiers basées à Chypre ont permis à certains oligarques russes de protéger leur fortune contre la menace des sanctions financières dans le contexte de la guerre en Ukraine.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre déléguée auprès du Premier ministre chargée des Médias et des Communications :

1) Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer les informations sur l'origine des financements obtenus pour la coproduction luxembourgeoise « Where is Anne Frank » ? Quelle est son appréciation de la situation ?

2) D'après l'article de reporter.lu, le Film Fund Luxembourg ne contrôle que les financements du partenaire direct avec lequel un accord est trouvé pour la production d'un film. Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer cet état de fait ?

3) Madame la Ministre ne pense-t-elle pas qu'il serait judicieux de trouver de nouveaux mécanismes de contrôle ?

**Réponse (20/12/2023) de M. Eric Thill, Ministre de la Culture**

ad 1) Le film « Where is Anne Frank » est une coproduction multilatérale de la société de production belge Purple Whale Films, coproduit entre autres avec la société de production luxembourgeoise Samsa Film.

Le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle (ci-après le Film Fund) a accordé dans ses réunions du 8 février 2018 et du 15 février 2020 à la

société luxembourgeoise Samsa Film une aide financière sélective (AFS) à la production à hauteur totale de 1.700.000 euros, ce qui représentait une participation de 9,97 % du financement de l'œuvre en question.

Le 17 août 2020 le Film Fund a signé avec Samsa Film une convention gouvernant les conditions de l'aide accordée à la production du film « Where is Anne Frank ». Le plan de financement à ce moment prévoyait que Purple Whale Films avait, entre autres moyens de financement, un accord avec une société des Îles Vierges britanniques (BVI), Ronero Investments Limited.

Le Film Fund n'était pas informé qui était le bénéficiaire effectif de la société Ronero Investments Limited avec laquelle le Film Fund n'avait aucune relation directe. Toutefois le contrat stipulait que l'investissement de Ronero serait financé par un escrow account auprès d'une banque européenne, soumise aux obligations européennes en matière de KYC et de législation anti-blanchiment.

Le reste du financement du film a été assuré entre autres à travers divers organismes et incitants fiscaux et gouvernementaux belges (screen.flanders, screen.brussels, Taxshelter), par le Fonds Eurimages du Conseil de l'Europe, par la Fondation Anne Frank et par des investissements privés.

Il est par ailleurs à noter que l'invasion russe en Ukraine a commencé le 24 février 2022 et que donc, au moment où le Film Fund a pris les décisions relatives au financement du film, les sanctions financières mentionnées par l'honorable Députée, n'étaient pas en vigueur.

ad 2) Le Film Fund n'a aucune obligation légale de contrôler qui sont les bénéficiaires effectifs des investisseurs privés qui accordent des financements à un coproducteur étranger d'un producteur luxembourgeois auquel les aides du Film Fund sont accordées.

Le Film Fund ne peut effectivement contrôler que les financements du partenaire direct auquel il accorde des aides pour la production d'un film et qui sont calculées sur base des investissements faits en économie audiovisuelle luxembourgeoise.

ad 3) Même si le Film Fund était doté de nouvelles obligations dans le cadre d'un contrôle à exercer sur l'origine de financements privés accordés à une coproduction internationale, il n'est pas certain que le Film Fund aurait les moyens légaux et les ressources humaines nécessaires pour effectuer ces contrôles de manière efficace à l'égard de coproducteurs et de leurs investisseurs provenant de pays de l'Union européenne et également de pays tiers non membres de l'Union européenne.

.....

**Dissolution de l'ASBL Benu | Question 0031 (23/11/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)**

De 15. November huet d'Associatioun hanner dem Ökoduurf BENU hir Opléisung an d'Weeër geleet. Dee Moment hunn 42 Persounen fir d'ASBL geschafft. An der Äntwert op d'Fro 8371 hunn d'Ëmweltministesch an den Aarbechtsminister erkläert, dass net ka garantéiert ginn, dass aner Initiativen dës Mataarbechter iwwerhuelen, falls sech bei BENU déi finanziell Situatioun an den nächste Wochen net verbessert.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Aarbecht an Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Fro stellen:

1. Ass d'Regierung doran intresséiert, fir de Projet BENU ze iwwerhuelen?

2. Wat wäert gemaach ginn, fir d'Mataarbechter ze ënnerstëtzen, déi duerch d'Opléisung elo musse fäerten, ouni Job an deelweis och ouni Chômage dozestoen?

**Réponse (12/01/2024) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité**

ad 1. De Moment sinn d'Servicer vum Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit (MECB) a Kontakt mat der Stad Esch fir ze kucken, ob a wéi d'Gemeng de Projet weiderféiere wëll. Déi Gesprächer ginn elo mol ofgewart.

ad 2. All d'Servicer vun der „Agence pour le développement de l'emploi“ (ADEM), déi sech un Aarbechts-sichender adresséieren, sti selbstverständlech och den impaktéierte Salariaë vum der ASBL „Benu Village“ zur Verfügung – ëmmer mam Zil, dëse Persounen schnellstméiglech eng adequat Astellungsméiglechkeet ze vermëttelen.

Prinzipiell engagéiert d'ADEM sech, all Demandeur d'emploi perséinlech ze betrieien. D'Objektiv ass eng komplett an individuell Ënnerstëtzung, fir den Demandeurs d'emploi ze hëllefen, hir Plaz um lëtzebuergeschen Aarbechtsmaart erëmzefannen. All Demandeur d'emploi huet deemno säi perséinleche Beroder, deen sech engagéiert, an d'Situatioun, d'Kompetenzen, d'Aarbechtserfahrung an d'Wënsch vum Demandeur d'emploi ze verstoen.

Dëse Beroder informéiert zousätzlech iwwert déi verschidden individuell Finanzbäihëllefen, déi iwwert de Beschäftigungsfonds kënnen finanziéiert ginn.

Op Basis vun de Kompetenzen an de Wënsch vun deenen hei betraffene Leit hëllefen d'Beroder, déi Secteuren ze identifiziéieren, wou Leit agefallt ginn. De Beroder gëtt hinnen och Informatiounen iwwert aktuell Astellungsméiglechkeeten an iwwert déi allgemeng Tendenzen um Aarbechtsmaart.

Des Weidere kann d'ADEM hinne Servicer ubidden, fir hir Integratioun um Aarbechtsmaart ze vereinfachen. Dozou gehéiert, en cas de besoin, eng Hëllef beim Schreiwe vu Liewensleef a Motivatiounsschreiwen, esouwéi Simulatiounen vu Virstellungsgesprächer, Coachingen, Formatiounen a Beschäftigungsmoossnamen. All dës Mesuren hunn als Zil, d'Chancen op eng nei Aarbecht ze maximiséieren.

.....

**Changement de direction au Service de renseignement de l'État | Question 0032 (23/11/2023) de Mme Sam Tanson (déi gréng)**

Selon des reports dans la presse nationale, la directrice actuelle du Service de renseignement de l'État (SREL) partira en retraite le 1<sup>er</sup> juin 2024, alors que son mandat avait été prolongé de 7 ans en novembre 2022.

Notons que la directrice actuelle du SREL a mis en place au cours des dernières années des réformes importantes du service.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

1) Monsieur le Premier ministre peut-il fournir des explications concernant le départ à court terme de la directrice actuelle du SREL ?

2) Sur la base de quels critères Monsieur le Premier ministre choisira-t-il un.e nouveau.elle directeur.trice du SREL ? Quelles sont, selon lui, les compétences que le ou la futur.e directeur.trice devra apporter ?

**Réponse (27/11/2023) de M. Luc Frieden, Premier ministre**

ad 1) Début novembre 2023, la directrice actuelle du SRE a informé le Premier ministre sortant de son intention de faire valoir ses droits à la retraite en juin 2024. Cette demande – qui relève d'un choix personnel de la directrice – a été formellement accordée par le

Gouvernement sortant lors du Conseil de Gouvernement du 15 novembre dernier.

ad 2) Le profil du nouveau directeur du SRE devra correspondre aux exigences de l'article 18 de la loi modifiée du 5 juillet 2016 qui prévoit, concernant la direction du SRE, que « pour être nommé aux fonctions de directeur ou de directeur adjoint du SRE, le candidat doit remplir les conditions d'accès aux fonctions administratives de la carrière supérieure auprès des administrations de l'État prévues par la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État et avoir l'honorabilité professionnelle nécessaire ainsi que l'expérience adéquate pour l'exercice de ces fonctions.

Le directeur et les directeurs adjoints doivent justifier d'une habilitation de sécurité du niveau "très secret".

Le directeur ou l'un des directeurs adjoints doit être titulaire d'un diplôme de master sanctionnant un cycle d'études universitaires complet en droit. »

.....

**Licenciement en cas de congé de maladie de longue durée** | Question **0033** (23/11/2023) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

Am Fall vu schwéiere Krankheeten oder Accidenter kann een als Aarbechter:in ganz séier vill Deeg a Woche Krankeschäi sammeln. Momentan gëllt, dass d'CNS bis zu 1,5 Joer Krankeschäin op enger Referenzperiod vun 2 Joer bezilt. Duerno erfält beim Staat eng Kënnegung. Eppes, wat zum Beispill d'AEE kritiséiert, well et dozou féiert, dass dës Persounen net méi kënnen zrëck bei de Staat schaffe kommen, wann se erëm gesond sinn. D'Regierung kënnegt an hirem Accord fir 2023-2028 un, dëst Gesetz reforméieren ze wëllen.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Minister fir effentlechen Déngscht dës Fro stellen:

– Wéi vill Persounen sinn an deene leschten 10 Joer beim Staat entlooss ginn opgrond vun der 52- an duerno 78-Woche-Reegel? Wéi vill Leit waren et am ale Regimm vun den 52 Wochen? Wéi vill an deem vun 78 Wochen?

**Réponse** (10/01/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministere de la Fonction publique

A senger parlamentarescher Fro, wëll den honorablen Deputéierte wëssen, wéi vill Persounen „an deene leschten 10 Joer beim Staat entlooss gi sinn opgrond vun der 52- an duerno 78-Woche-Reegel“.

Déi sougenannten „52- oder 78-Woche-Reegel“ betrëfft beim Staat déi Agenten, déi ënnert dem Regimm vun Staatsaarbechter agestallt sinn. Do applizéiert sech dann de Code du travail an de Kollektivvertrag vun de Staatsaarbechter. Duerch déi Laangzäit-Krankmeldunge gëtt den Aarbechtskontrakt net gekënnegt (Licenciement), mee en hält op (Cessation).

Well et sech net ëm eng Kënnegung handelt, kënnen déi betraffe Persounen erëm beim Staat agestallt ginn.

Zanter 2013 huet bei ongeféier 80 Persounen de Kontrakt op der Basis vun där Reegel opgehal.

Wann een d'Aleedung vun honorablen Deputéierte senger Fro liest, wou en de Kontext beschreift, schéngt et awer esou ze sinn, dass et net ëm d'Staatsaarbechter geet, wou déi sougenannten „52- oder 78-Woche-Reegel“ spillt, mee dass et u sech ëm d'Staatsemployéé geet, déi no längerer oder ville Krankmeldungen de Kontrakt kënnen gekënnegt kréien.

Bei de Staatsemployéé gëtt et déi sougenannten „52- oder 78-Woche-Reegel“ net.

D'Gesetz iwwert de Regimm vun de Staatsemployéé gesäit vir, dass, wann en Employé, deen nach net am Pensiounsregimm vun de Fonctionnairen ass, iwwert eng Period vun engem Joer gekuckt, méi wéi 6 Méint krankgemellt ass, säi Kontrakt ka gekënnegt ginn. Deen Delai vu 6 Méint kann op Basis vun engem ausféierleche medezinnesche Rapport ëm 3 Méint verlängert ginn. Duerno gëtt d'Pensiounskeess (CNAP) saiséiert, déi den Dossier da weidergëtt un de Contrôle médical. Op Basis vun de Conclusiounen vun engem Kontrolldokter, gëtt dann decidéiert, ob déi betraffe Persoun eng Invaliderent kritt oder net. Wann net, da kann et eventuell sinn, dass déi zoustänneg Kommissioun fir Reklassementer saiséiert gëtt an den Agent en interne Reklassement kritt (eng aner Plaz oder eng Reduzéierung vun der Aarbechtszäit). Wann et net zu enger Invaliderent oder engem interne Reklassement kënn, da kann de Kontrakt gekënnegt ginn.

D'Konsequenz vun enger Entloossung ass effektiv esou, dass een net méi beim Staat als Fonctionnaire oder Employé kann agestallt ginn.

Well am Gestionsprogramm vun de Paie vum CGPO keen Ënnerscheid gemaach gëtt, aus wéi engem Grond de Kontrakt gekënnegt gouf, kann ech dem honorablen Deputéierte keng genee Zuelen dozou ginn. Et kann een awer dovun ausgoen, dass an der Moyenne e Grappvoll Leit pro Joer betraff ass.

.....

**Format du document mis à disposition du conseil communal dans le cadre du vote du budget communal** | Question **0034** (23/11/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Gestioun vun effentleche Gelder an dem domat zesammenhängende Vott vum Budget gehéieren zu de fundamentalen Aufgabe vun engem Gemengerot zu Lëtzebuerg. Fir dës wichtege Aufgab kënnen nozogen, müssen dem Gemengerot am Virus vun engem Vott sämtlech Ressourcen, Donnéeën a Proposen zur Verfügung gestallt ginn.

A Gemengeréit, wou d'Piraten present sinn, ass opgefall, dass d'Budgetspropositioun de Membere vum Gemengerot als PDF-Dokument zur Verfügung gestallt gëtt. Ee PDF ass per Definitivon en Dokument, wou den Auteur vun initialen Dokument festleet, a wéi enger Form d'Dokument betruecht gëtt. An anere Wieder ass et, ouni e gewëssen techneschen Knowhow an Zousazprogrammer, de weidere Lecturen net méiglech, fir d'Dokument no hirem Besoin ze traitéieren. Ee Member vum Gemengerot muss d'Zuelen traitéieren, analyséieren, vergläichen oder an enger aner Form betruachten an dëst ass am PDF-Format esou net méiglech.

Idealerweis sollten dës Donnéeën an engem Open Source Format zur Verfügung gestallt ginn, esoudass all Gemeengeconseiller dës Donnéeën kann analyséieren, onofhängeg vun techneschen Equipement an der finanzieller Situatioun. Et geet hei awer manner ëm d'Format vun engem Dokument, mee dorëms, dass een d'Dokument kann traitéieren an editéieren.

An engem zweete Schrëtt kann een dës Donnéeën dann och national op den effentleche Portaler publizéieren a fir weider Analyse vun Administratiounen an interesséierte Bierger:innen an aller Transparenz zur Verfügung stellen.

Et ass am Interêt vum Schäfferot, vum Gemengerot an och vun der Bevëlkerung, dass e Vott vun engem Budget nom beschte Wëssen erfollegt an dofir brauche Membere vun engem Gemengerot och en Zuelendokument, wat et hinnen erlaabt, fir hir eegen Analysen a Berechnungen ze maachen.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Fro stellen:

1. Wéi positionéiert sech den Här Minister zu dëser Problematik?

2. Gëtt et Iwwerleeungen, de Gemengeréit op nationalem Niveau e Recht op en editéierbaart Format zuzegestoen?

3. Falls net, wat schwätzt géint esou Iwwerleeungen?

**Réponse** (15/12/2023) de **M. Léon Gloden**, Ministere des Affaires intérieures

ad 1. Aus der Kombinatioun vun den Artikelen 13 Alinea 4 an 122 vum ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 geet ervir, dass de Schäfferot dem Gemengerot de Budget presentéiert, an dass all Conseiller d'Dokumente, Akten a Piëcen, déi den Ordre du jour vun enger Gemengerotsséizung betreffen, am Gemenghaus consultéieren kann. De Règlement d'ordre intérieur (ROI) vum Gemengerot kann, zousätzlech dozou, aner Forme virgesinn, ënnert deenen de Budgetsprojert oder aner Dokumenter, Akten a Piëcen de Conseillere kënnen zur Verfügung gestallt ginn.

De Projet de loi N° 8218 proposéiert eng Modifikatioun vum Artikel 13 Alinea 4 vum Gemengegesetz, déi de Schäfferot an Zukunft obligéiert, Dokumenter, Akten a Piëcen zousätzlech elektronesch zur Verfügung ze stellen. Dofir soll all Conseiller eng perséinlech E-Mail-Adress vun der Gemeng kréien.

ad 2. Et gëtt keng Iwwerleeungen, fir per Gesetz op nationalem Plang en editéierbaart Format ze imposéieren, well et an der Gemeng hirer Autonomie läit, dat am ROI individuell ze reegelen. Déi Demarche huet de Virdeel, dass d'Gemenge méi séier a flexibel op d'Evolutiounen an d'Changeementer am IT-Beräich kënnen reagéieren.

ad 3. Ech verweisen op d'Äntwerten op d'Froen 1 an 2.

.....

**Arrêt récent de la Cour constitutionnelle concernant l'impôt sur la fortune** | Question **0040** (24/11/2023) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

La Cour constitutionnelle a récemment jugé que certaines dispositions de la loi concernant l'impôt sur la fortune sont contraires à la constitution (arrêt n° 00185 du 10 novembre 2023). Cela a été thématiqué aujourd'hui sur la radio 100,7. Selon cet arrêt, le paragraphe 8 de la loi entraîne une différence de traitement entre personnes morales dont la situation est comparable. Cette différence de traitement n'aurait pas pu être justifiée suffisamment par les autorités publiques, violant par ce fait le principe constitutionnel de l'égalité.

Dans les faits, certaines sociétés et principalement les sociétés à participation financière (SOPARFI), auraient été soumises à une imposition trop élevée en comparaison avec d'autres sociétés dans une situation semblable. Puisque dans son arrêt la Cour constitutionnelle demande, en attendant une réforme législative à intervenir, à ce que soit appliqué aux contribuables concernés un impôt sur la fortune minimum plus favorable, cela risque d'entraîner une perte de recettes fiscales importante pour l'État.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) À quelle hauteur estimez-vous la perte fiscale annuelle résultant de l'arrêt susmentionné sans modification de la législation ?

2) Envisagez-vous de modifier la loi concernant l'impôt sur la fortune de façon à neutraliser les effets



budgetaires de l'arrêt? Dans l'affirmative, pouvez-vous me donner des détails sur la façon dont vous comptez procéder? Dans la négative, pouvez-vous m'en donner les raisons?

**Réponse** (22/12/2023) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Suite à l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 00185 du 10 novembre 2023, un contribuable qui remplit les conditions qualificatives du § 8, alinéa 2, point a) VStG et dont le total du bilan ne dépasse pas 2 millions d'euros, tombera désormais sous la coupe plus favorable du § 8, alinéa 2, point b) VStG lequel prévoit un impôt sur la fortune minimum de 1.605 euros au lieu de 4.815 euros prévus par le point a) du même alinéa.

Il s'ensuit que, sans modification législative, le manque à gagner en termes de recettes fiscales que chaque SOPARFI, qui dispose d'un total du bilan supérieur à 350.000 euros, mais inférieur à 2 millions d'euros, engendrerait, s'élèverait à 3.210 euros au titre de l'impôt sur la fortune minimum.

Sur base des données de l'année 2021, le nombre de SOPARFI, qui rempliraient les conditions de bilan visé à l'alinéa précédent, s'élèverait à 5.000 entités. La perte annuelle en termes de recettes fiscales se chiffrerait dès lors à un peu plus de 16 millions d'euros.

Étant donné la dynamique propre au secteur des SOPARFI, il n'est cependant pas à exclure que le nombre de 5.000 entités pourrait être revu à la hausse pour l'année 2023. La détermination du déchet fiscal effectif au titre de l'année 2023 ne pourra dès lors avoir lieu qu'au moment où les données pour l'année en question seront complètes et disponibles.

À ce stade, le dispositif du § 8 VStG fait l'objet d'une analyse approfondie dans l'optique de proposer une modification législative à la lumière de l'argumentation retenue par l'arrêt de la Cour constitutionnelle.

Dans la mesure où l'analyse précitée n'est pas encore achevée, il n'est pas possible de se prononcer dans l'abstrait sur d'éventuels déchets fiscaux qui résulteraient d'une modification législative à proposer.

**Réseau téléphonique du personnel des infrastructures critiques** | Question **0041** (27/11/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Kënnst et, esou wéi z. B. um 24.11.2023, zu engem gréisseren Netzausfall bei engem vun den nationalen Handy-Ubiddere, huet eng grouss Unzuel u Clienté keng Méiglechkeet méi, mobil ze telefonéieren. Grad wann et ëm d'Personal vun den Infrastructures critiques geet, kann dëst sécherheetsrelevant Konsequenzen hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi gëtt garantéiert, dass d'Personal vun den Infrastructures critiques zu all Moment erreichbar bleift?
2. Bleiwen d'Déngschthandye vun z. B. der Police oder anerem wichtige Personal operationell a Momenter, wou et partiell oder komplett Netzausfall gëtt?

**Réponse** (28/11/2023) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Bedreier vun de kriteschen Infrastrukturen identifizéieren, analyséieren an evaluéieren an hire Sécherheets- a Kontinuitéitspläng d'Risiken, deenen

hir Aktivitéiten ausgesat sinn, an, deementspreechend, d'Moossnamen, déi geholl ginn, fir dem jeeweilege Risiko ze entgoen oder fir de Risiko ze reduzéieren. Dorerëner fällt och, datt si evaluéieren, wou si vulnerabel sinn a wéi ofhängeg hir kritesch Infrastruktur vu verschiddene Ressourcen, wéi zum Beispill dem Personal oder der mobiller Telekommunikatioun, ass.

Fir de Fall vun engem gréisseren Netzausfall bei engem nationalen Handy-Ubiddere hunn d'Bedreier vun de kriteschen Infrastrukturen ënnerschiddlech Moossnamen geholl. Dës Moossnamen variéieren ganz staark mat der Ofhängegkeet vun der kritescher Infrastruktur par rapport zu der Disponibilitéit vun hirem Personal respektiv par rapport zu der mobiller Telekommunikatioun. Verschiddene Moossnamen, déi Bedreier vun kriteschen Infrastrukture geholl hunn a bei engem Netzausfall gräifen, begräifen zum Beispill:

- d'Personal gëtt iwwert d'Festnetz kontaktéiert;
- de mobile Reseau vun engem aneren nationalen Operateur gëtt benotzt;
- d'Personal krut zwou SIM-Kaarte vu verschiddenen Operateuren ausgedeelt;
- d'Personal krut eng zousätzlech SIM-Kaart vun engem belschen an/oder franséischen Operateur ausgedeelt;
- de Bedreier gebraucht en eegenen Telekommunikatiounsreseau, am Alldag oder am Fall vum Netzausfall;
- verschiddene Collaboratiounsplattformen (zum Beispill Microsoft Teams, Webex) gi gebraucht;
- d'hausintern Kommunikatioun geet iwwer d'DECT-Telefonie (Digital Enhanced Cordless Telecommunications);
- Pläng a Prozedure sinn do, fir determinéiert Personal automatesch oder manuell zeréckzeruffen, mat oder ouni Bereetschaftsdéngscht;
- d'Déngschtpläng gi wochelaang am Virus opgestallt.

D'Personal vun der Police a vum CGDIS bleift iwwer Funk erreichbar.

ad 2. Den Haaptkommunikatiounsweg vum CGDIS a vun der Police ass de Funk, dee 24/7 genotzt gëtt. Am Fall vun engem Netzausfall vun den Handy-Ubiddere, ass den Impakt op de CGDIS an op d'Police dofir ganz limitéiert. All Servicer vum CGDIS a vun der Police kënnen och nach op weider alternativ Méiglechkeeten zeréckgräife wéi Festnetz (Videokonferenz, Telefon, E-Mail) oder sech wann néideg nei organiséieren.

**Rejet d'un projet visant à réduire l'usage des pesticides dans l'Union européenne** | Question **0042** (27/11/2023) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Den 22. November 2023 huet dat Europäescht Parlament per Vott e Projet refuséiert, deen de Gebrauch vu cheemesche phytopharmazeutesche Produiten an der Agrikultur bis 2030 staark reduzéiere wollt. Och sollt den Asaz vu cheemesche Pestiziden an Natura-2000-Gebidder an ausgewisene Gréngzone verbuede ginn. Allgemeng sollten eis Natur a Planzen iwwert den Asaz vu méi nohaltege Produite besser geschützt ginn.

Och Lëtzebuerg huet iwwert de Vott vu senger 5 Representanté géint dës Projet gestëmmt. Offiziell, laut den Informatiounen vun dem öffentleche Sender 100,7, well vereenzelt Representanten net d'accord ware mat der ofgeschwächter Versioun vum Gesetzestext. Schlussendlech huet dëst awer mat dozou gefouert, dass d'Zukunft elo ganz ongewëss ass, well den Text och net méi an déi europäesch Ëmweltkommissioun zeréckgeet.

Contraire zu dëser Entwécklung schwätzt déi nei Regierung am Koalitiounsaaccord vun engem systematescher a konsequenter Ënnerstëtzung vun der Bioproduktioun, och am Sënn vun engem Schutz vun der Natur an engem méi nohaltegen Ëmgang mat eise Ressourcen. Et gëtt hei an dësem Kontext och vu Mesurë geschwat, fir déi biologesch Produktioun ze ënnerstëtzen. Gläichzäiteg gëtt awer och vu Proportionalitéit bei däraartege Mesurë geschwat, wou de genauen Equilibre net kloer ass, wat ëmmer Interpretatiounsspillraum zouléisst. Am Kapitel zur Durabilitéit an der Resilienz steet dann och: „Le Gouvernement promouvra une utilisation durable des produits phytosanitaires afin de garantir la préservation de la biodiversité et la protection de nos eaux de surface ainsi que de nos sources. La formation initiale et continue dans le cadre de la réduction des produits phytosanitaires sera développée et la sensibilisation à ce sujet sera renforcée.“

An deem Zesummenhang wéilt mir der Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau dës Froe stellen:

1. Wéi steet déi nei Ministesch zu dem Vott vu Lëtzebuerg an dem genannten europäeschen Dossier?
2. Wéi eng konkret Mesuren, nieft der Formatioun an der Sensibilisatioun, sinn zu Lëtzebuerg an dësem Kontext geplangt?
3. Wäert Lëtzebuerg sech onofhängeg vun der europäescher Entwécklung an dësem Sujet quantifizéierbar Ziler ginn?

**Réponse** (20/12/2023) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Déi Lëtzebuerg Regierung kommentéiert allgemeng net d'Entscheidung vum Europaparlament, an och net vun de Lëtzebuerg Europadeputéierten, déi onofhängeg vun der Regierung sinn. Op Conseilsniveau ënnerstëtzen de Landwirtschaftsministère an d'Regierung prinzipiell weiderhin de genannte Projet, och wa Modifikatiounen am Text vum Projet néideg sinn.

ad 2. Iwwert d'Agrargesetz ginn eng Rei fräiwéileg Mesuren zum Verzicht oder zur Reduktioun vu Sprétmittel finanziert. Am „Plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques“ si weider Mesurë genannt.

<https://agriculture.public.lu/de/pflanzen-boeden/pflanzenschutz-gesundheit/pflanzenschutzmittelaktionsplan.html>

Eng vun de Mesuren aus dem Plan d'action national ass d'Aschränkung vun de Sprétmittel, déi fir d'Notzung duerch Amateuren zougelooss sinn. Dës Aschränkung gouf per Règlement grand-ducal festgeloost an trëtt den 1.1.2024 a Kraaft.

ad 3. Lëtzebuerg huet sech 2017 mam Plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques schonns esou Ziler ginn.

**Bazar international** | Question **0043** (27/11/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Israel hat dëst Joer kee Stand um Bazar international. Als Grond, firwat si kee Stand haten, gëtt de Responsable fir den israellesche Stand un, dass si, opgrond vun dem bewaffnete Konflikt an der aktuell ugespaanter Situatioun, ze grouss Sécherheetsbedenken haten. De Responsable fir den israellesche Stand sot weider, dass si ee Bréif un d'Police geschéckt haten, an deem si froen, ob d'Police mat Beamte bannen am Gebai kéint Präsenz weisen. Op hire Bréif hätten si awer keng Äntwert kritt, soudass si d'Entscheidung hu missen huelen, fir dëst Joer net matzemaachen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, dass esou e Bréif bei der Police agaangen ass?
2. Falls jo, kann de Minister soen, firwat et vusäite vun der Police keng Äntwert op dee Bréif gouf?

**Réponse** (27/12/2023) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Weeder op der Direction générale, nach an der Direction des opérations oder op der Direction de la région capitale ass e Bréif vum Responsabele fir den israelesche Stand um Bazar bekannt.

D'Police hat awer Kontakt iwwer E-Mail an Telefon mat den Organisateuren. Am Kader vun der Visité vum israeleschen Ambassadeur um Bazar international, huet d'Police den Organisateur vum Bazar international geroden, fir zousätzlech zum erhéichten Dispositif vun der Police, och selwer weider Sécherheetsmoossenamen ze huelen, déi ënnert d'Responsabilitéit vum Organisateur falen.

**Fräiraam Festival 2024 | Question 0044** (27/11/2023) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

Vum 28. bis den 30. Juni 2024 gëtt vun der Philharmonie déi zweet Editioun vum Fräiraam Festival organiséiert. Et leeft ënnert dem Motto „E Fest fir déi national Musekszeen“ a soll Acteuren aus Lëtzebuerg souwéi och aus der Groussregioun d'Geleeënheet ginn, sech an engem professionnelle Kader ze presentéieren. Well et sech net ëm e kommerziellt Event handelt, brauch de Public keen Entréesbilljee an den Zougang ass fir d'Leit gratis. D'Philharmonie wäert de Kënschtler:innen all néideg Raimlechkeeten zur Verfügung stellen an och eng temporär Bün op der Place de l'Europe opriichten, mee d'Kënschtler:innen erhale keng Remuneratioun fir hir Aarbecht, obwuel d'Event mat hirer Participatioun steet a fält. Dat gëtt besonnesch ze denken, well et sech bei der Philharmonie ëm een Établissement public handelt, dat vum Staat ënnerstëtzt gëtt an dat och d'Charte de déontologie ënnerschriwwen huet, an där et heescht: „La structure culturelle valorise le travail de ses agent/es et des artistes qu'elle engage. Elle assure la reconnaissance du travail réalisé par ses agent/es et l'artiste en leur allouant une rémunération juste et équitable.“

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kultur dës Froe stellen:

1. Firwat erhalen d'Kënschtler:innen, déi bei dësem Event optrieden, keng Remuneratioun fir hir Aarbecht, obwuel d'Philharmonie en Établissement public ass an d'Charte de déontologie ënnerschriwwen huet, an där si sech engagéiert, den engagierten Artist:innen eng fair Remuneratioun ze bezuelen?
2. Organiséiert d'Philharmonie nach aner Evenementer, bei deenen d'Kënschtler:innen net bezuelt ginn?  
Falls jo: Wéi eng?

**Réponse** (20/12/2023) de **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture

ad 1. Nieft hirer Missioun als nationaalt Concertshaus, dat dem Lëtzebuurger Publikum an deem aus der Groussregioun déi beschte Museker, Musekerinnen an Orchesteren ubitt, gesäit d'Philharmonie sech och als Plaz, déi d'Leidenschaft vun der Musek verméttelt, an dat op allen Niveaue. Dozou gehéieren och d'Fräizäitmuseker – Leit vun all Alter an all musikalescher Ausbildung, fir déi Musek spillen eng Passioun ass, ouni datt et hire Beruff ass. Dacks prouwen dës Harmonien,

Fanfaren, Chéier oder Bands a Gemengesäll oder Gargen a spillen a Kierchen oder a lokale Kulturhaiser, ouni Aussicht, eemol kënnen op esou prestigéiese Büne wéi déi vun der Place de l'Europe opzotrieden. Der Philharmonie leien dës Fräizäitmuseker/inne besonnesch um Häerz, well et op dësem Niveau ass, wou den Enthusiasmus an d'Passioun fir d'Musek als éischt gefërdert an encouragéiert ginn – dofir dës Initiativ vun engem Fräiraam Festival. Doduerch, datt dës Museker/innen hei net nëmme Bünen, mee och déi ganz Begleedung vu Personal, Technik a Kommunikatioun zur Verfügung gestallt kréien, kréie si eng eemoleg Geleeënheet vun engem Abléck an déi international professionnell Musekswelt. Déi bal 800 Museker/innen, déi bei der 1. Editioun 2022 matgemaach hunn an och e ganz anere Publikum matbruecht hunn, ginn dësער Approche Recht.

Deemno grenzt sech dëst Evenement och fir seng zweet Oplo 2024 kloer vun deenen anere Concerten, Festivaler oder pedagogesche Manifestatiounen am Joresprogramm vun der Philharmonie of. Dat oppent Konzept vun dësem Festival gouf och esou am Appell formuléiert, mat deem all Museker/innen, Fanfaren, Harmonien, Schülerensembelen an Amateurgruppen ageluede ginn, sech unzemellen a matzemaachen, ouni datt hei déi professionnell oder semiprofessionnell Museker/innen ausgeschloss ginn. D'Gratuitéit vun der Participatioun gouf am Appell, souwéi an der Kommunikatioun ronderëm de Festival vu vireran annoncéiert. Mat all Participant gëtt eng Participatiounskonvention ofgeschloss, an där d'Konditiounen nach emol opgefouert ginn. Vu datt et sech ëm e Festival fir Amateuren handelt, gëtt och an der Konvention d'Gratuitéit vun der Participatioun vun de Museker/innen nach emol ënnerstrach.

ad 2. Wéi schonn uewen ugedeit, besteet de Joresprogramm vun der Philharmonie virun allem aus Manifestatiounen, bei deene Professioneller aus dem Museks- a Kultursektor engagéiert a remuneréiert ginn. Nieft dem Fräiraam Festival, kann een nach dräi Voleten ernimmen, bei deenen d'Philharmonie mat net professionnelle Museker/innen zesummeschafft, a wou keng Remuneratioun stattfënnt:

– D'Philharmonie organiséiert a leet den „Orchestre de la Place de l'Europe“ (OPE), dee sech exklusiv aus Fräizäitmuseker zesummesetzt, fir déi Musek maachen net e Beruff, mee eng Passioun ass. D'Philharmonie gëtt hinnen d'Méiglechkeet, zesummen als Orchester ze prouwen an ee- bis zweemol d'Joer Concerten an der Philharmonie an ausserhalb ze spillen. Den OPE steet an der Tradition vun de „civic orchestras“, déi et an all gréisser Stad uechter d'Welt gëtt. Am Géigesaz zu deene meeschten Orchesteren, verlaangt den OPE keng Frais de participation vu senge Memberen.

– Déi participativ Projeten, déi zum Bildungsprogramm vun der Philharmonie gehéieren, ginn de Participanten d'Méiglechkeet, sech während dëse Workshops weiderzebild mam Zil, zum Schluss vum Projet op enger Bün opzotrieden.

– D'Philharmonie realiséiert och Kooperatiounsprojete mat de Conservatoirë vu Lëtzebuerg, bei deenen d'Conservatoirëschüler/innen d'Méiglechkeet kréien, zesumme mat de Museker/innen aus dem Luxembourg Philharmonic ze musizéieren, dëst besonnesch am Kader vum „Side by Side“ Projet a bei Concerten, wéi dem järeleche Chrëschtconcert.

**Prime à responsabilité pour le coordinateur de cycle dans l'enseignement | Question 0045** (27/11/2023) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Am Enseignement gëtt et sougenannte Coordinateurs de cycle. Zu hiren Tächë gehéiert zum Beispill d'Organisatioun vu wéchentleche Versammlungen, déi an der Reegel 1,5 Stonn sollen daueren. Do dernieft mussen si zum Beispill och d'Versammlung leeden, si si fir den Ordre du jour verantwortlech a schreiwen uschléissend déi entspreichend Rapporten. Well et sech beim Coordinateur de cycle ëm e Poste à responsabilité particulière handelt, kréie betraffe Persounen ënnert anerem e Supplement, eng sougenannte Prime de responsabilité. Do dernieft ginn hinnen dës Posten dann och mat Punkten am Echelon ugerechert.

An deem Zesummenhang wéilt mir dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi vill Coordinateurs de cycle kréien hei am Land eng Prime de responsabilité?
2. Wéi eng Posten am Fondamental si fir dës Primm eligibel a wéi eng Poste sinn dofir net eligibel?
3. No wat fir enge Krittere ginn d'Persounen, déi dës Primm kréien, ausgesicht respektiv wat fir eng Facteure spille beim Choix vun de Persounen eng Roll?
4. Wéi vill Posten am Organigramm gëtt et, déi dës Primm kréien?

**Réponse** (06/12/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Am Enseignement fondamental gëtt et kloer definéiert Funktiounen, deenen ee Poste à responsabilités particulières zougedeele gëtt. Des Weidere gëtt et an dësem Zesummenhang eng Reiefolleg vun den eenzele Funktiounen am Organigramm, deene Rechnung gedroe gëtt. Esou falen am Sous-groupe Enseignement follgend Funktiounen ënnert d'Postes à responsabilités particulières fir déi concernéiert Agenten aus dem Enseignement fondamental:

- a) le collaborateur au service scolaire communal avec une demi-tâche administrative au moins ;
- b) le président du comité d'école et le responsable d'école ;
- c) l'agent remplissant la fonction d'instituteur spécialisé dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (I-EBS) aussi longtemps qu'il est déchargé au SCRIPT et rémunéré au grade A2 ;
- d) le secrétaire CI ;
- e) le conseiller pédagogique sous condition qu'il encadre au moins trois stagiaires-fonctionnaires et qu'il suit une formation continue pour pouvoir assurer cette fonction ; la personne de référence des employés pendant la période d'initiation sous condition qu'elle encadre au moins trois employés ;
- f) le membre de la Commission nationale de l'enseignement fondamental ;
- g) le coordinateur de cycle dans l'enseignement fondamental.

Fir de Sous-groupe vu sozioedukative Personal aus dem Personalkader vum Enseignement fondamental si follgend Funktiounen fir d'Attributioun vun engem Poste à responsabilités particulières festgeluecht:

- a) l'agent qui assure la coordination avec la/les structure(s) d'accueil ;
- b) l'agent responsable d'école ;
- c) le conseiller pédagogique (statut fonctionnaire) sous condition qu'il encadre au moins trois stagiaires-fonctionnaires et/ou employés et qu'il suit une formation continue pour pouvoir assurer cette fonction ; la personne de référence (statut : employé) des employés pendant la période d'initiation sous condition qu'elle encadre au moins trois employés ;

d) le coordinateur de cycle dans l'enseignement fondamental.

Fir d'Schouljoer 2023/2024 gëtt et insgesamt 989 Membere vum Schoulpersonal, déi e Poste à responsabilités particulières ausüben. Vun dësen 989 Agenten hunn der 702 d'Funktioen vum Coordinateur de cycle. Fir d'Schouljoer 2023/2024 hunn alleguerten d'Agenten, déi eng vun den uewe genannte Funktioneen aus dem Organigramm ausüben, e Poste à responsabilités particulières.

**Demande pour le congé parental | Question 0046** (27/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Fro N° 2848 hat ech schonn eng Rei Froen zu der Obligation légale de tampon gestallt. Eis gouf rezent zougedroen, dass eng Persoun hir Demande fir de Congé parental refuséiert krut, well si nach an der Proufzäit wier, obwuel dës Proufzäit scho virum Ufank vum Congé de maternité op en Enn geet. Dowéinst soll de Patron ee Bréif erareeche, dass d'Proufzäit fréizäiteg gestoppt gouf, fir dass déi betraffe Persoun hire Congé parental accordéiert ka kréien. Dëse Bréif soll mat enger Ënnerschrëft an engem Stempel vum Patron beglaubegt ginn. Vill Entreprises hunn awer haut keng Stempelen méi. Dowéinst soll am Bréif vun der Demande drageschriwwen ginn, dass de Patron kee Stempel huet a just mat senger Ënnerschrëft säin Accord gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Kann e Congé parental refuséiert ginn, well déi betraffe Persoun nach zum Moment vun der Demande an der Proufzäit ass, dëst, obwuel d'Proufzäit virum Ufank vum Congé de maternité op en Enn geet?

2. Goufen zënter 2020 Demandé fir Congé parental refuséiert, well op der Demande kee Stempel vum Patron war? Wa jo, wéi vill waren et der?

3. Huet zënter menger leschter Fro (N° 2848) zu dem Thema d'Base légale geännert oder wat sinn d'Grënn dofir, dass d'Zukunftskeess nach ëmmer ee Stempel freet?

**Réponse** (20/12/2023) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Wat de Congé parental während enger Période d'essai ugeet, ass d'Gesetz kloer: „Art. L. 234-48. Dans le cas d'un salarié lié par un contrat à durée indéterminée comportant une clause d'essai, le droit au congé parental ne peut prendre effet et le congé ne peut être demandé qu'après l'expiration de la période d'essai.“ Dat heescht, dass een an enger Période d'essai kee Congé parental kann ufroen a kréien. Sollt d'Période d'essai éischter op en Enn komm sinn, da muss den Employeur dat zertifizéieren.

ad 2. Zënter 2020 goufe keng Demandé fir de Congé parental refuséiert, well e Stempel gefeelt huet.

ad 3. D'Zukunftskeess freet e Stempel aus Sécherheetsgrënn, ouni awer an iergendenger Form ze insistéieren, wann deen een oder anere Patron keen huet, wat awer d'Ausnam ass.

**Problèmes auprès du Service de renseignement de l'État | Question 0047** (27/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Mam Arrêté grand-ducal vum 16. November 2023 ass d'Demission vun der Direktesch vum staatlechen Noriichtendéngscht (SRE) ugeholl ginn. Obwuel

virum Récktrëtt an der internationaler Press eng Rei Ueschlëgung vis-à-vis vun der Directrice hirer Aarbechtsweis gemaach goufen, soll d'Demission net op e Feelverhalen zeréckgoen, mee just dem Wunsch op Pensionéierung vun der Directrice entsprechen. Trotzdeem stellt den Timing eng Rei Froen an de Raum an och d'Ueschlëgungen aus der Press verlaangen no Äntwerten. Konkreet hu Quelle vun der Press z. B. a Fro gestallt, ob Lëtzebuerg d'Geheimhaltung vun EU- an NATO-Informationen ënnert der Leedung vun der deemoleger Directrice konnt garantéieren, a kritiséiert, dass net genuch gemaach gi wier, fir russesch Spionageaktivitéiten ofzewieren. Och d'Bezéiungen an d'Zesummenaarbecht mam Ausland sollen an der Vergaangenheet gelidden hunn, an zwar esou staark, dass Lëtzebuerg vun enger Rei internationalen Informationskanäl net méi profitéiere kéint.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froe stellen:

1. Huet de Minister Kenntnis vun der Berichterstattung vum EUobserver? Falls jo: Wéi eng Konsequenzen zitt d'Regierung?

2. Ass et richtig, dass et Problemer gouf, d'Geheimhaltung vun internationalen Informationer/Dokumenter (z. B. vun der EU an/oder NATO) ze garantéieren? Falls jo: Wat plangt d'Regierung ze maachen (oder wat gouf schonn gemaach), fir dës Problem ze léisen?

3. Ass et richtig, dass Lëtzebuerg op mindestens ee Kanal fir den internationalen Informationsaustausch net méi zougräife kann, op deen an der Vergaangenheet zougegraff konnt ginn, well et Spannungen tëscht Lëtzebuerg an den USA gouf? Falls jo: Awéifern ass dëst fir Lëtzebuerg e sécherheetspoliteschen Nodeel a wat huet zu den ugespaante Bezéiunge gefouert?

**Réponse** (22/12/2023) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre

ad 1. D'Regierung huet Kenntnis vun der Berichterstattung vum EUobserver, weist awer déi doran enthalen Aussoen zeréck.

Am Kader vun de reegelméissegem Echangé mat sengen internationale Partner huet den SRE och selwer op déi Berichterstattung opmierksam gemaach, am Sënn vun enger enker a vertrauensvoller Zesummenaarbecht. Dës ass a bleift ganz gutt.

D'Regierung ka sech net zu disziplinaresche Prozedure géint eenzel Beamten äusseren, déi virum de kompetenten Autoritéiten nach net definitiv ofgeschloss sinn.

D'Regierung verweist fir de Rescht och op d'Äntwerte vun der viregter Regierung op déi parlamentaresch Froen 8193 vum 27. Juli 2023, 8199 vum 31. Juli 2023, 8257 vum 23. August 2023 an 8292 vum 7. September 2023 zum nämmelechte Sujet.

ad 2. Neen, dat ass net richtig.

ad 3. Neen, dat ass net richtig. Den SRE huet, op ënnerschiddlechen Niveaue, ganz gutt Relatioune mat sengen amerikaneschen Homologen.

ad 2. Neen, dat ass net richtig.

ad 3. Neen, dat ass net richtig. Den SRE huet, op ënnerschiddlechen Niveaue, ganz gutt Relatioune mat sengen amerikaneschen Homologen.

**Vols directs Luxembourg-Chine | Question 0049** (28/11/2023) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

Rezent gouf ugekënnegt, dass ab dem 21. Dezember d'Gesellschaft China Southern plangt, eng Kéier d'Woch mat engem Airbus 350-900-Fliger vun de Stied Guangzhou a Zhengzhou aus op Lëtzebuerg ze fléien.

Mat engem vun dëse Volle kënnen bis zu 314 Passagéier gläichzäiteg ukommen, déi duerno natierlech duerch d'Kontrolle vun der Police an der Douane mussen. Dës Passagéierzuele géifen als an déi Dausende goen a si mat engem ganz groussen Aarbechtspowand verbonden, well de Findel just iwwert e klengen Net-Schenge-Beräich verfüegt.

An deem Zesummenhang wéilt mir der Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi gëtt sech um lux-Airport op dës nei grouss Kapazität u Passagéier preparéiert?

2. Sinn d'Ekippe vun der Police um Flughafen op déi méi héich Belaaschtungen duerch dës zousätzlech Vollen aus China preparéiert?

3. Sinn d'Ekippe bei der Douane um Flughafen op déi méi héich Belaaschtungen duerch dës zousätzlech Vollen aus China preparéiert, wëssend, dass am Passagéierberäich aktuell verschidden Ekippen ënnerbesat sinn?

4. Wéi vill Taxe kritt lux-Airport duerch dës Direktvollen tëscht Lëtzebuerg a China eran?

5. Wéi vill Taxen a Recettë soll de Lëtzeburger Staat duerch dës Direktvollen tëscht Lëtzebuerg a China erakréien?

**Réponse** (29/12/2023) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1. Aktuell ass op Basis vun den entspreche Slotreservéierung vun enger Rotatioun an der Woch auszegoen, mat Arrivée donneschdes owes an Depart freides am fréien Nomëtteg. Annoncéiert ass den Asaz vun engem Airbus A350-900 mat enger maximaler Kapazität vun 314 Passagéier. Zum Vergläch, déi aktuell gréisste Passagéiermaschinnen, déi um Findel agesat ginn, hunn eng Kapazität vu ronn 200 Passagéier. Dobäi ginn aktuell schonn am Non-Schenge-Beräich zäitweileg méi Maschinnen parallel ofgefärdet.

De Fluch ass operativ a Konzertatioun mat dem „Groundhandler“, souwéi mat der Police an der Douane virbereet ginn. Fir d'Offärdedegung si weeder zousätzlech Personal, nach Investitioune an d'Infrastruktur virgesinn.

ad 2. D'Grenzkontrolle sinn esou opgestallt, dass d'Operationalitéit vun de Guichets bei Arrivée an Depart vun de geplangte Vollen aus China ka garantéiert ginn, am Respekt vun den Dispositiounen vum Schengen Border Code.

D'Unitéit UPA vun der Police, lux-Airport an China Southern Airlines hunn sech méimoleg concertéiert, fir de groussen Impakt op Net-Schengen-Operatioune ze preparéieren.

D'Gestioun vun de Volle läit an der Verantwortung vu lux-Airport.

ad 3. D'Ekippe bei der Douane um Flughaf sinn op déi potentiell Méibelaaschtungen duerch déi direkt Vollen aus China preparéiert. Wéi bei all nei Drëttlandsvollen üblech, sinn d'Ekippen an dëser éischter Phas, an där de Flux nach nei ass, renforcéiert. An enger zweeter Phas, basierend op deenen éischten Erfahrungswäerter, ginn d'Ekippe gegebenefalls ugepasst. Dëst natierlech am Aklang mat de weideren Attributioune vun der Douanesverwaltung.

ad 4. a 5. Et falen, wéi fir all aner Fluchbeweegungen, déi reguléiert a publizéiert „Airport Charges“ un. (<https://www.lux-airport.lu/corporate/business-partners/airport-fees-and-charges/>)

Am Fall vun de „Landing Charges“ sinn dës onofhängeg vum benotzte Fligertyp. Vusäite vu lux-Airport

gëtt et keng „Incentives“ a Form vu reduzéierten „Airport Charges“. Nieft dësen „Airport Charges“ kritt lux-Airport och nach indirekt Recetten duerch d'Parkingsgelder an d'Revenue vun de Commercen, also de Konsum vun de Passagéier vun den China Southern Flich um Fluchhafen.

**Salarié handicapé | Question 0050 (28/11/2023) de Mme Alexandra Schoos | M. Jeff Engelen (ADR)**

Aus der Broschür iwwert „Le salarié handicapé“ vom Februar 2023 vun der Chambre des Salariés Luxembourg ([https://www.csl.lu/app/uploads/2023/02/salarie\\_handicape\\_fr\\_web.pdf](https://www.csl.lu/app/uploads/2023/02/salarie_handicape_fr_web.pdf)) geet am Kapitel 2 (Les spécificités du contrat de travail) ervir, dass:

2.1. Les droits et devoirs : [...] l'engagement de l'atelier protégé à assurer au salarié handicapé une mise au travail dans des conditions d'emploi adaptées à ses besoins et possibilités. [...]

2.2. Les horaires de travail : La durée hebdomadaire normale du travail dans les ateliers protégés est de 40 heures, à moins que la durée effective de travail dans les organismes et structures concernés ne soit fixée différemment par une disposition légale, réglementaire ou par convention. [...]

2.3. Le salaire : Le salarié handicapé bénéficie dans l'atelier protégé d'un salaire dont le montant est au moins égal au taux horaire du salaire social minimum (note : salaire social minimum mensuel, au 1<sup>er</sup> février 2023, indice 898,93 : 2.447,07 euros pour une personne adulte non qualifiée et 2.936,48 euros pour une personne adulte qualifiée) multiplié par le nombre des heures de travail fixé dans le contrat de travail conclu entre le salarié handicapé et l'atelier protégé. [...]

An dësem Kontext géif ech gär follgend Froen un den Här Aarbechtsminister stellen:

1. Gëtt et eng Statistik (Moyenne, Min., Max., Verdee- lung), wéi vill Stonnen e „salarié handicapé“ ugestallt ass an den Ateliers protégés? Wa jo, wou kann een déi fannen?

Wann nee, gedenkt de Ministère, dat an Zukunft ze maachen?

2. Wéi gëtt de Quantum un Aarbechtsstonne festge- luecht, wann se net de 40 Stonne pro Woch entspre- chen? Medezinnesch? No de Bedierfnisser vun den Ateliers protégés?

3. Wat ass den Duerchschnittsrevenu vun engem Sa- larié handicapé an den Ateliers protégés?

4. Vu dass déi Persounne souwiso schonn zu der vul- nerabelen Populatioun gehéieren, kënnen si mat dem Revenu, deen se hunn, adequat hei zu Lëtzebuerg liewen? Oder ëmgekéiert gefrot: Wéi vill Prozent vun de Salariés handicapés liewen un oder ënnert der Aarmutsgrenz hei zu Lëtzebuerg?

**Réponse (18/12/2023) de M. Georges Mischo, Mi- nistre du Travail**

ad 1. An der Moyenne fir 2023 huet e Salarié handica- pé eng Tâche vun 93,83 %, wat enger 37,53-Stonne- Woch entsprécht.

ad 2. D'Aptitude fir ze schaffe gëtt vum Aarbechtsdok- ter festgeluecht, a wann eng Persoun an en Atelier protégé schaffe geet, gëtt de Posten op d'Persoun an hir spezifesch Bedierfnisser ugepasst.

Am Artikel L. 563-4 vum Code du travail ass fest- gehalen, dass fir e Salarié handicapé, deen an engem Atelier protégé schafft an duerch den Transport déi regulär Aarbechtszäit net respektéiere kann, dës zou- sätzlech Zäit, déi duerch den Transport verluer gaan- gen ass, als Schaffzäit ugerechent gëtt.

Dat selwecht gëllt fir Persounen, déi während der Aar- bechtszäit un therapeutischen oder soziopädagoge- schen Aktivitéiten deelhuefen; och hei huet dës Zäit keen Afloss op déi üblich Aarbechtsdauer.

ad 3. E Salarié handicapé verdéngt am Atelier pro- tégé de soziale Mindestloun, dee säit der leschter Indextranche (944,43) den 1. September 2023 bei 2.570,93 € läit.

Falls eng Persoun mat Handicap, déi am Atelier protégé schafft, eng Qualifikatioun oder eng Expe- rienz an deem spezifesche Beruff vun iwwer 10 Joer nowiese kann, dierf eng Demande beim Aarbechts- ministère gemaach ginn, fir de qualifizéierte Mindest- loun ausbezuelt kënnen ze kréien. De qualifizéierte Mindestloun läit säit dem 1. September 2023 bei 3.085,11 €.

ad 4. Persounen mam Statut vum Salarié handicapé, déi an engem Atelier protégé ënner Kontrakt sinn, bezéien de gesetzleche Mindestloun respektiv de qualifizéierte Mindestloun. Et ass engem Atelier pro- tégé, genau wéi all anerem Patron, fräigestallt, fir e méi héije Salaire wéi de gesetzleche Mindestloun ausbezuelen.

Dëst ass och am Code du travail festgehalten:

Art. L. 563-5.

(2) L'atelier protégé peut payer au salarié handicapé une prime ou un autre avantage en espèces, en de- hors du salaire qui est dû au salarié en application du livre II, titre II, chapitre II. La prime ou l'avantage en espèces est à financer par l'atelier protégé.

Fir Salariés handicapés, déi um Marché ordinaire schaffen, gëllt, wéi och fir all anere Salarié, d'Égalité de traitement, wou de Patron un d'Gesetzgebung oder bestoend Konventiounen gebonnen ass.

**Pension de survie | Question 0052 (28/11/2023) de Mme Alexandra Schoos (ADR)**

Ech si kontaktéiert gi vun enger Madamm, well si keen Usproch huet op eng Hannerbliwwenerent. D'Grënn dofir si follgend laut Artikel 196 Kapitel 2 Buch 3 vun der Pensiounsversécherung:

– de versterwene Partner hat bei der Hochzäit schonn d'Pensioun

– d'Koppel hat méi wéi 15 Joer Altersënnerscheed a si war nëmme 7 Joer bestuet.

De Mann ass am Alter vu 74 Joer versterwen, een Al- ter, deen nach wäit ënnert der duerchschnittlecher Liewenserwaardung hei zu Lëtzebuerg läit (Männer: 80,06 Joer, 2023; Quell: <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/18657/umfrage/lebenserwartung-in-luxemburg/>). Hien hat sech mat 67 Joer rëm bestuet, engem Alter, an deem een dacks grad an d'Pensioun start a säi Liewen nach wëll genéissen an engem eng erneiten Hochzäit dierf zugestane sinn. Et wëll ee sé- cher sinn, dass de Partner/d'Partnerin finanziell ofge- séchert ass, am Doudesfall. Et stellt sech eraus, dass ee bei engem Altersënnerscheed vun > 15 Joer mindes- tens 10 Joer bestuet muss sinn/am Partenariat gelieft muss hunn. Hätt de Mann nach 3 Joer méi laang ge- lieft, hätt seng hannerbliwwene Fra en Usproch op d'Han- nerbliwwenerent gehat.

An deem Kontext wëilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wat ass d'Rationale hannert der Festleeung vun der Unzuel Joren, déi ee muss bestuet gewiescht sinn? Wat ass den Ënnerscheed, ob eng Koppel 5, 10 oder 15 Joer bestuet ass, fir en Urecht op eng Hanner- bliwwenerent ze kréien (bei Altersënnerscheed > 15 Joer)?

2. Wat ass d'Rationale hannert der Festleeung vun der Héicht vum Altersënnerscheed?

3. Wat gedenkt d'Ministesch an der Hisiicht ze maa- chen, dass et sech heibäi ganz kloer ëm eng sozial Diskriminéierung a finanziell Benodeelegung vu Kop- pele mat engem gewissen Altersënnerscheed hand- delt (an Däitschland hunn 8,3 % vun de Koppelen > 10 Joer Altersënnerscheed, Quell: <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/1004551/umfrage/alters- unterschied-der-paare-inlebensgemeinschaften-in-deutschland/>)?

**Réponse (20/12/2023) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

Den Text vum Artikel 196 aus dem Code vun der sozialer Sécherheet (CSS) baséiert op deem Text, deen duerch d'Gesetz vum 27. Juli 1987 iwwert d'Pen- siounsversécherung agefouert gouf.

De Legislaturet wollt duerch dësen Text e klere Kader setzen, fir géint Spekulationen an Abusen a Rela- tioun mat der Hannerbliwwenepensioun virzegoen.

Dobäi ass ze bemerken, dass eng Hannerbliwwenepensioun een „droit dérivé“ duerstellt an et sech heibäi net ëm eng eege Versécherung vum Hanner- bliwwenen handelt. Den Artikel 196 gesäit awer virun allem am zweeten Abschnitt eng Rei Exceptiounen vir, fir déi all Fro vu Spekulationen kann ausgeschloss ginn.

D'Cour constitutionnelle huet an engem Arrêt vum 7. Juli 2017 etabléiert, dass den Altersënnerscheed an d'Dauer vum Bestietnis am Artikel 196 CSS keng Dis- kriminéierung duerstellen, mee „[qu]ils se trouve[nt] dans un rapport raisonnable de proportionnalité avec le but poursuivi“.

**Accès au cannabis médicinal | Question 0053 (28/11/2023) de M. Sven Clement (Piraten)**

Patienten, déi medezinnesche Cannabis brauchen, mussen perséinlech an eng Klinickspadikt goen, fir hire medezinnesche Cannabis ze kréien. D'Rezepter fir de Cannabis ginn dann och, anescht wéi bei normalen Or- donnancen, iwwer Carnets à souche un d'Doktere ver- deelt, déi si och mussen zrückschécken un d'Division de la pharmacie et des médicaments, fir een neie Block ze kréien.

An der Äntwert op d'Fro 7876 hat déi deemoleg Minis- tesch erkläert:

„Laut dem Gesetz vum 19. Februar 1973 an sengem Artikel 30-1, dierfe Betäubungsmittel nëmmen u Pa- tiente verdeelt ginn, wann dës op engem Carnet à souches verschriwwen gi sinn. Well de Cannabis ënnert d'Betäubungsmittel fält, ass de System mat dem Car- net à souches bäibehale ginn.“

An deem Zesammenhang wëilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Fro stellen:

– Wäert déi nei Regierung hei Ännerunge virhuelen, fir den Accès zum medezinnesche Cannabis fir d'Pa- tientes, déi e verschriwwen kréien, ze vereinfachen? Wäerten Ännerungen um Gesetz vum 1973 virgeholl ginn?

**Réponse (27/12/2023) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

Op Basis vun der Evaluatioun vum 2-järege Pilotprojet fir den Accès zum medezinnesche Cannabis, lafen aktu- ell Reflexiounen fir ze kucken, awéiwäit d'Prozedur, fir medezinnesche Cannabis verschriwwen ze kréien, adaptéiert ka ginn. Eventuell Ännerunge wäerten zäit- no kommunizéiert ginn.

**Raccordement d'une installation photovoltaïque** | Question 0054 (28/11/2023) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

Vill Leit maachen sech eng Fotovoltaikanlag op den Daach, fir selwer Energie hierzustellen. Nodeems d'Anlag um Daach installéiert ginn ass, muss een awer e Rendez-vous mat der Creos maachen, fir dass eng Verbindung zum Stroumreseau gemaach gött. Et gouf un eis erugedroen, dass et dacks awer extrem laang Delaie gött, bis d'Anlag finalement un de Stroumreseau kann ugeschloss ginn, obwuel domat längst Stroum kéint produzéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt mir dem Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. Wéi laang dauert et an der Moyenne tëscht der Färdegstellung vun der Fotovoltaikanlag an der Verbindung un de Stroumreseau duerch d'Creos?

2. Wat sinn d'Grënn, dass et deelweis e puer Méint dauert, bis d'Fotovoltaikanlag un de Stroumreseau ugeschloss gött?

3. Wat kéint gemaach ginn, fir dass den Uschloss un de Stroumreseau méi séier geet?

**Réponse** (28/12/2023) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Dëst dauert laut der Creos „ongeféier zwou Wochen“. Wéinst enger rezenter reglementarescher Ännerung erlaben ech mir, Iech nach zousätzlech Präzisiounen ze ginn.

Mam „règlement grand-ducal du 30 juin 2023 établissant des méthodes statistiques pour la détermination de la production de certaines installations photovoltaïques“ ass de Client résidentiel net méi – ënnert verschiddene Bedéngungen – obligéiert, bei enger Fotovoltaikanlag, déi am Eegeverbrauch bedriwwen gött, – an dat ass mëttlerweile déi ganz grouss Majoritéit (> 90 %) vun den neien Anlagen –, e separaten (zweeten) Compteur zousätzlech zum bestoende Consommationszieler am Haus ze installéieren.

Säit dem 1. September kënnen d'Clientë bei hirer Demande bei der Creos och vun dëser Ännerung profitéieren. De Virdeel ass, dass de Client a säin Elektriker och fir d'Mise en service vun der Anlag kee Rendez-vous mat der Creos méi muss maachen. Säit dem Aféiere vun dëser Neierung sinn dann och 85 % vun den Demandë bei der Creos vom Typ „1-Stroumzieler“. Dëst bedeit dann och, dass et keen Delai méi gött tëschent der Färdegstellung vun der Anlag an dem Uschloss un de bestoende Stroumzieler.

Fir dës Aktivéierung vun der Anlag oni Delai gött et zwou Bedéngungen: De Client huet seng Verträge mat der Creos (Contrat de raccordement, contrat d'utilisation) ënnerschrifwen an zeréckgeschéckt. Dës Etapp gouf dëst Joer vun der Creos integral digitaliséiert (E-Mail, elektronesch Ënnerschrëft). Des Weideren ass e Vertrag mat engem Fournisseur néideg, deen och virleie muss. De Client muss nämlech bei engem Fournisseur vu senger Wiel e Vertrag fir d'Opkaf vum deem Stroum, deen nom Eegeverbrauch eventuell nach iwwreg bleibt an an d'Netz agespeist gött, ofschléissen. Ouni dës Vertrag kritt den Netzbedriwer (d'Creos) vum Fournisseur net déi néideg elektronesch Noriicht, déi et erméiglecht, de Stroumzieler fräizeschalten. D'Creos weist scho bei der Demande op dës wichtige Schratt hin a rappeléiert dës Konditioun an allen Dokumenter, déi mam Client echangéiert ginn. Och um Site vun der Klima-Agence gött dës Etapp explizéiert.

No der Mise en service muss dem Client säin Elektriker der Creos déi sougenannten „notification de fin

de travaux“ schécken, woumadder hie confirméiert, dass d'Aarbechten uerdnungsgeméis a konform zu den TABEN (Technische Anschlussbedingungen) vun de Lëtzebuurger Netzbedriwer ausgefouert gi sinn. Och déi Etapp gouf dëst Joer vun der Creos integral digitaliséiert (App).

Et gött awer och nach Demanden, wou de Client en zweete Compteur freet, respektiv en zweete Compteur muss hunn. An deem Fall kontrolléiert d'Creos d'Installatioun nom Erhalt vun der „notification de fin de travaux“ vum Elektriker. Dofir muss effektiv e Rendez-vous vereinbart ginn, bei deem den Agent vun der Creos préift, ob alles fachgerecht vum Elektriker installéiert ginn ass. Wann dat de Fall ass, da kann a ville Fäll och gläich de Compteur installéiert ginn, an domadder geet d'Anlag a Betrib. Am Moment dauert et an der Moyenne ongeféier zwou Wochen, fir esou e Rendez-vous ze kréien. Bis Joresenn sinn och nach Rendez-vousen fräi, a bei dringende Fäll gött zesumme mam Client no enger Léisung gesicht.

ad 2. En normalen Delai läit aktuell bei circa zwou Wochen. Am Fall vun „1-Stroumzieler“-Anlage gött et guer keen Delai – dëst ëmmer ënnert der duebeler Viraussetzung, dass d'Anlag technesch an der Rei ass an och all Verträge ënnerschrifwe virleien.

Ausnamsweis kann et laut Creos zu méi laangen Delaie kommen, wann de Client (respektiv säin Elektriker) seng Demande bei der Creos eréischt erareecht, wann d'Anlag scho gebaut ginn ass, oder awer, wann déi technesch Virgaben net agehale goufen an d'Installatioun muss verbessert ginn. D'Creos kontrolléiert déi Aarbechten an dat bedeit, dass de Client en 2. Rendez-vous sur place muss huelen.

Wéinst der Neierung vum „1-Stroumzieler“-Modell war et rezent esou, dass eng Rei Clienten, déi hir Demande scho méi laang gemaach haten (wou nach zwou Zieler obligatoresch waren), fräiwëlleg gewaart hunn, bis dass d'Netzbedriwer den „1-Stroumzieler“-Modell entsprechend dem neie Règlement grand-ducal en place gesat haten. Wéinst der dofir néideger Upassung vun der Creos hiren IT-Systemer huet et effektiv zwou Méint gedauert tëscht der Méiglechkeet, d'Demandë fir 1-Zieler eranzerechen (dat war ab dem 1. September 2023 méiglech), bis zur Aktivéierung vun deenen Anlagen, déi fréistens ab dem 1. November 2023 méiglech war.

ad 3. Als gréissten Netzbedriwer ass d'Creos sech hirer Roll als Facilitateur vun der Energietransitioun bewusst an huet 2021 mat engem ambitiöse Programm ugefaange mam Zil, d'Clientsprozesser ze digitaliséieren an eng beschtméiglech „expérience client“ ze bidden. Konkreet ass de Clientsportail mycreos.net en place gesat ginn, wou de Client einfach, séier an digital all seng Demandë kann erareeche.

Mëtt 2023 huet d'Creos hir Verträge digitaliséiert, esou dass d'Verträge elo per E-Mail un de Client geschéckt ginn an de Client se elektronesch ënnerschrifwe kann. Dëst spuert net nëmme Pabeier, mee och Zäit. Fir d'Elektriker huet d'Creos am Laf vum Joer 2023 déi digital Fertigmeldung fir PV-Anlagen an och fir Borne fir d'Elektroautoen doheem agefouert – e weidere Schrëtt an der Vereinfachung vun de Prozesser.

**Adaptation des taux de la TVA** | Question 0055 (28/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An enger Sëtzung vun der Commission des Finances ass eisem Representant op Nofro confirméiert ginn, dass déi temporär Baisse vun der TVA zum 1. Januar 2024 opgehuewen an den Taux erëm op 17 % ugehuewe gött. Natierlech huet esou eng Adaptéierung,

bei der Hypothees vun enger normaler Consommation iwwert e Joer gekuckt, e positiven Effekt op d'Recettë vum Staat.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

– Huet de Ministère Previsiounen virleien, wéi vill zousätzlech Recetten dës Adaptéierung vum Taux vun der TVA viraussichtlech wäert generéieren? A falls jo, wéi héich sinn dës Recetten?

**Réponse** (22/12/2023) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

D'Auslaffe vun der temporärer Baisse vun 1 % vun den normalen, reduzéierten an intermédiairen TVA-Sätz gouf am Kader vum Staatsbudget 2023, geneesou wéi am Stabilitéitsprogramm 2023 an och bei de Viraarbechte vum Staatsbudget fir 2024 antizipéiert. De „positiven“ Effekt fir de Staatsbudget ass deementsprechend an de leschten Zuele scho mat berücksichtigeg. D'Enregistrementsverwaltung schätzt aktuell den Effekt vum Auslaffe vun der temporärer Mesure op den TVA-Sätz op 245 Milliounen Recetten. Et soll hei ënnerstrach ginn, dass et sech ëm Estimatiounen handelt, déi ganz staark vun der Konjunktur a vun der Kafkraaft vun de Leit beaflosst ginn. Dës zwee Facteure spille sécherlech eng méi grouss Roll an der Previsioun vun de Gesamrecetten ewéi d'Zrécksetze vum normale Steiersaz vu 16 % op 17 %.

**Promotion du réseau ferroviaire au niveau européen** | Question 0056 (28/11/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Europäesch Kommissioun huet am Dezember 2021 en Aktionsplang adoptéiert, deen d'Promotioun vun Zuchtrajeten iwwer laang Distanzen an domat eng méi nohalteg Mobilitéit virgesäit (Action Plan: boosting long-distance and cross-border passenger rail). De Schinnereseau soll an Zukunft vill besser a méi schnell kënnen op de Marché an d'Besoinen vun der Bevëlkerung reagéieren. An dësem Kontext huet d'Kommissioun déi national Bedriwer (ob staatlech oder privat) dozou opgeruff, Pläng vu Pilotprojeten eranzegi vun neie Verbindungen oder Verbesserungen vun existente Linnen. Aus all dëse Projeten huet d'Europäesch Kommissioun 10 Projeten ausgewielt, déi staark promovéiert, begleet an ënnerstëtzt solle ginn. An der Lëscht vun de Projete fënnt ee Verbindungen queesch duerch Europa, vu Schweden iwwer Däitschland, Frankräich an zum Beispill och Spuenien an Italien. E Lëtzebuurger Projet ass hei net ausgewielt ginn. Lëtzebuerg spillt an eisen Aen duerch seng zentral geographesch Positioun an Europa awer eng zentral Roll an der Promotioun vu laangen Trajeten a vum intraeuropäeschen Zucheseau.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi positionéiert sech déi nei Regierung betreffend den Ausbau vun der Offer vu laangen Trajeten an Nuetszich?

2. Hu mir iwwert eisen nationale Bedriwer am Kader vum Opruff vun der Europäescher Kommissioun eng Propositioun agereecht?

3. Falls eng Propositioun agereecht ginn ass: Wéi eng Proposen oder Propositiounen a Verbindungen sinn hei agereecht ginn?

4. Falls eng Propositioun agereecht ginn ass: Gött et Iwwerleeungen, dës Pläng onafhängeg vun dem Choix op europäeschem Niveau awer ëmzesetzen?

5. Falls keng Propositioun agereecht gouf: Wéi eng Iwwerleeungen hunn dozou gefouert, hei keng Proposen anzerechechen?



**Réponse** (06/12/2023) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Lëtzebuerg ass drun interesséiert, gutt un international Verbindungen – am Dag an an der Nuecht – ugebonden ze sinn. Allerdéngs bréngt eng Aféierung vun Nuetszich héich finanziell Käschte mat sech, déi eisen nationale Bedreier net eleng stemme kann. Am Géigesaz zu den Dageszich gëtt fir Nuetszich speziell Material gebraucht, dat op d'Besoin vum Client vum den Nuetszich ugepasst ass. All Plaz ka beispillsweis nëmmen eemol während der ganzer Faart vum Zuch beluecht ginn, wat d'Käschte pro Plaz an d'Luucht dreift. Well dës Zich duerch méi Länner fieren, mussen d'Sécherheetsmoosname vun all dës Länner respektéiert ginn an et mussen extra adaptéiert Lokomotiven agesat ginn.

D'Europäesch Kommissioun hat en Opruff gemaach, fir verschidde Verbindungen duerch d'Nuecht ze proposéieren. Bei dëse Pilotprojete geet et drëms, fir eventuell technesch an operationell Barriären aus dem Wee ze raumen. Sou Barrière goufen an der Vergaangenheet schonn tëschent Lëtzebuerg a sengen Nopeschlänner eliminéiert. Eng finanziell Ënnerstëtzung vun der Europäescher Kommissioun ass net virgesinn.

Lëtzebuerg ass an engem Aarbechtsgrupp vertraueden, wou et ëm Nuetszich geet, mee kann eleng ouni Kooperatioun mat aneren Eisebunnsfirme keen eegenen Nuetszuch op d'Bee stellen. Verschidde Méiglechkeete sinn iwwerluecht ginn, mee Lëtzebuerg ass vum Wëlle vun aneren Eisebunnsgeesellschaften ofhängeg, déi wëlle Lëtzebuerg mat ubannen.

Prioritéit ass den Ament, gutt un d'Nopeschlänner an driwwer eraus ugebonden ze sinn, wouduerch et sech spéider wuel ergëtt, un en Nuetszucheseau ugebonden ze ginn.

**Licences pour le Cargocenter Luxembourg** | Question **0057** (28/11/2023) de **Mme Francine Closener** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Säit dem 31. Oktober 2023 ass den Delai fir d'Ausschreibung vun den Handling-Lizenzen am Cargoberäich ofgelaf, mee nach ass net gewosst, wéi eng Gesellschaft den neie Gestionnaire vum Cargocenter um Findel wäert ginn.

An deem Zesammenhang wëlle mir der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

– Wéi vill Gesellschaften hu sech un dëser Ausschreibungsprozedur bedeelegt?

– Ass eng Decisioun iwwert den neie Gestionnaire gefall? Wa jo, wéi eng Gesellschaft wäert sech an Zukunft ëm den Handling vum Cargocenter këmmern?

– Wéi vill Investitiounen mussen an de Cargocenter getäteg ginn? Wäerten dës Investitiounen integral vum neie Gestionnaire iwwerholl ginn?

**Réponse** (28/12/2023) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Un der Ausschreibungsprozedur fir d'Handling-Lizenzen am Cargoberäich hu sech am Ganze fënnf Gesellschaften bedeelegt an et hunn der zwou eng Kandidatur ofginn.

No der Auswärtung vun de Kandidaturen an der Consultatioun vum „Comité des usagers“ vum Flughafen huet de Flughafbedreier lux-Airport SA mir als zoustänneg Ministesch eng Propositioun gemaach. Op dëser Basis goufen zwou Lizenzen

attribuéiert: eng un d'Firma Luxcargo Handling SA an eng un d'Firma Goldair Handling SA.

Am Moment lafen Etüden iwwert den Zoustand an den Investitiounsbesoin am Cargocenter. Fir e genaue Montant kënnen ze nennen, ass et am Moment nach ze fréi, allerdéngs erwaart ee sech aleng weinst der Gréisst vum Areal e substanzuelle Montant.

D'Investissementer ginn am Prinzip an de Loyer dragerechent.

**Plateforme « Letzshop »** | Question **0059** (29/11/2023) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

D'après une enquête d'opinion qui a fait l'objet d'un article publié récemment sur Paperjam.lu, « Letzshop, le sondage qui jette “un doute” », la plateforme d'achats en ligne Letzshop serait un échec. Les résultats de cette enquête d'opinion pointent vers un manque de notoriété et, plus inquiétant, vers un nombre important de visiteurs n'ayant pas concrétisé leur intention d'achat.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

– D'après l'article de Paperjam.lu, des conclusions portant sur la notoriété de la plateforme Letzshop ont été communiquées « aux autorités compétentes ». Est-ce que Monsieur le Ministre peut donner de plus amples informations sur le contenu des conclusions en question ?

– Quelles sont les dernières statistiques disponibles concernant l'utilisation de la plateforme Letzshop (nombre de visiteurs, nombre de produits, nombre de commerçants) ? Comment pourrait-on caractériser l'évolution de ces chiffres sur les trois dernières années ?

– Est-ce que Monsieur le Ministre est globalement satisfait de l'évolution de la plateforme Letzshop ? Ou est-ce qu'il voit du potentiel d'amélioration ?

**Plateforme « Letzshop »** | Question **0071** (30/11/2023) de **Mme Francine Closener** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Le développement du commerce en ligne présente un défi majeur pour le commerce physique. C'est notamment pour cette raison que la plateforme « Letzshop », lancée en 2018, vise à soutenir le commerce local. Après avoir connu du succès en période de pandémie, un article de presse récent cite une enquête d'opinion de « Quest », qui tire pourtant un bilan plutôt négatif pour « Letzshop ».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

– Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il a reçu une note de synthèse sur les conclusions de cette étude ? Le cas échéant, quelles seraient les conséquences à tirer ?

– Est-ce que Monsieur le Ministre peut chiffrer les dépenses de l'État et des communes en faveur de « Letzshop » ?

– Combien de personnes sont chargées de l'exploitation de la plateforme « Letzshop » ?

– Est-ce que le Gouvernement vise à soutenir la plateforme ? Le cas échéant, quelles mesures sont envisagées pour développer davantage « Letzshop », afin de lui conférer plus de notoriété ?

**Réponse** (22/12/2023) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme |

**Mme Martine Hansen**, Ministre de la Protection des consommateurs

L'étude en question présente certains éléments d'ores et déjà connus sur le fonctionnement de Letzshop et certains éléments ne sont pas alignés avec d'autres analyses et études thématiques les activités de Letzshop, notamment avec l'enquête intitulée « Consommation et besoins des consommateurs<sup>17</sup> », lancée à l'initiative du Ministère de la Protection des consommateurs en avril 2022. Selon les résultats de cette enquête, 948 personnes, soit près de 46 % de l'échantillon représentatif composé de 2.057 participations valides, utilisent régulièrement la plateforme Letzshop.

L'objectif de Letzshop, qui occupe actuellement 4 personnes, n'est pas et n'a jamais été de concurrencer une plateforme de commerce électronique d'envergure mondiale, ni de réaliser uniquement des transactions en ligne notamment avec des produits aux prix bradés, mais plutôt :

- de proposer au commerce de détail luxembourgeois une solution de commerce en ligne facile pour un coût raisonnable ;
- de sensibiliser les commerçants à la digitalisation et au commerce en ligne tout en leur proposant un accompagnement pour leurs premiers pas dans le commerce en ligne pour diversifier leurs canaux de distribution ;
- d'augmenter la visibilité du commerce de détail dans les centres-villes et d'attirer les clients vers les magasins physiques en présentant en ligne la diversité de leur offre. Le nombre de ventes réalisées sur Letzshop qui promeut également le principe de « rechercher en ligne et acheter sur place » ne reflète pas la clientèle drainée physiquement vers les commerces ;
- d'accroître la visibilité en ligne des commerçants et de les doter d'une vitrine digitale avec des photos professionnelles. Pour de nombreux commerces de détail, Letzshop est la première et la seule présence Internet, ils deviennent ainsi plus faciles à trouver lors de recherches par des clients potentiels.

Letzshop remplit ces missions et suit sur base de données analytiques et d'enquêtes auprès d'utilisateurs la composition, le ressenti et le potentiel de développement de sa clientèle ainsi que les améliorations possibles. Une mesure prise récemment suite à ces analyses était par exemple la traduction du site en anglais afin de correspondre aux besoins d'une clientèle de résidents non luxembourgeois intéressée par les achats en ligne et ayant les moyens financiers correspondants.

Le tableau suivant illustre l'évolution de Letzshop au cours des 3 dernières années :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

Le tableau ci-dessous reprend les cotisations des partenaires du GIE Letzshop pour 2023 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

**Lutte contre le tabac** | Question **0060** (29/11/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

La France compte à ce jour plus de 7.200 espaces sans tabac à travers plus de 73 départements. Lors de la présentation à la presse du programme national de lutte contre le tabac, le Ministre de la Santé français a

<sup>17</sup> L'étude est disponible en ligne sous : <https://mpc.gouvernement.lu/dam-assets/leministere/inteco/report-survey-digital.pdf>

annoncé que le « sans tabac » deviendra désormais la norme en France.

Les espaces sans tabac seront donc généralisés à toutes les plages, parcs publics, forêts, et aux abords de certains lieux publics, tels que les établissements scolaires.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre, quel est son avis sur l'extension des espaces sans tabac en France ?

2) Une mesure similaire serait-elle envisageable pour le Luxembourg afin de lutter contre le tabagisme ?

La France interdira également la vente des cigarettes électroniques jetables (« puffs »), en raison des risques qu'elles présentent pour la santé publique ainsi que pour l'environnement.

3) Madame la Ministre, serait-il opportun d'envisager une interdiction des « puffs » également pour le Luxembourg ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

**Réponse (28/12/2023) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

Dans sa question, le parlementaire se fait l'écho de différentes mesures prévues par le Programme national français de lutte contre le tabagisme (PNLT) 2023-2027, présenté fin novembre 2023 par le Ministre français de la Santé et de la Prévention. Il va sans dire qu'il s'agit de mesures que le Gouvernement français envisage de mettre en œuvre au courant des années à venir. Mes services suivent de très près l'évolution de chaque produit du tabac tant au niveau national que dans chacun de nos pays limitrophes. Ce suivi englobe également les mesures en projet afin de renforcer la lutte contre le tabagisme en France.

Actuellement, la Chambre des Députés est saisie du projet de loi n° 8333 qui vise à modifier la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac, déposé en date du 20 octobre 2023. Ledit projet de loi a pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive 2022/2100/UE de la Commission du 29 juin 2022 modifiant la directive 2014/40/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le retrait de certaines exemptions pour les produits du tabac chauffés. Ainsi, ce projet de loi introduit d'une part une obligation pour les nouveaux produits du tabac de porter les avertissements sanitaires sur les unités de conditionnements et les emballages extérieurs, et d'autre part une interdiction des arômes et additifs pour les nouveaux produits du tabac, ceci à l'instar de ce qui s'applique déjà actuellement pour les cigarettes.

Dans le cadre des travaux parlementaires relatifs à l'examen du projet de loi précité, la Chambre des Députés aura certainement l'occasion de s'exprimer par rapport à d'éventuelles mesures additionnelles permettant, le cas échéant, de renforcer le dispositif légal pour lutter contre le tabagisme.

En ce qui concerne plus particulièrement la mesure visant à interdire la vente des cigarettes électroniques jetables (puffs), force est de préciser que la directive 2014/40/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014<sup>18</sup>, transposée dans le droit national par loi du 13 juin 2017 (article 24) prévoit qu'un « État membre peut également interdire une certaine catégorie de produits du tabac ou de produits connexes pour des motifs relatifs à la situation spécifique dudit État membre et à condition que ces dispositions soient justifiées

<sup>18</sup> relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en matière de fabrication, de présentation et de vente des produits du tabac et des produits connexes

par la nécessité de protéger la santé publique, compte tenu du niveau élevé de protection de la santé humaine qu'assure la présente directive ».

Cela étant, une telle mesure, qui doit être notifiée par l'État membre concerné à la Commission européenne, devrait encore être approuvée par celle-ci. Toujours est-il que dans le cadre d'une disposition visant à interdire les cigarettes électroniques jetables, celle-ci ne saurait, en exécution de l'article 24 précité, porter sur des arguments environnementaux mais devrait relever d'arguments de protection de la santé publique.

.....  
**Option « Forfait bloqué » | Question 0061 (30/11/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)**

Ee Client, deen zu Lëtzebuerg een Abonnement fir Telefon an Internet kafe wëll, huet de Choix tëschent verschiddenen Ubidder a verschiddene Flatraten, déi jee weils verschidde Servicer beinhalten.

Esou existéieren Abonnementer, bei deenen de Konsument kann illimitéiert uruffen, SMS verschécken an am Internet surfen. Et gëtt awer och Flatraten, bei deenen dës Servicer op ee fixe Montant begrenz sinn, wou et dem Konsument awer fräi iwwerlooss ass, méi Donnéeën ze verbrauchen de Moment, wou hien d'Limitt vu sengem Abo erreicht. Dës Zousazleeschunge kritt de Client dann um Enn vum Mount verrechent.

Verschidden Telekomsentreprisë bidden hire Clienten an dësem Zesammenhang eng Spärfunktioun un, déi dofir suergt, dass de Client net méi Uriff maache kann an och keng weider Online-Donnéeë ka verbrauchen, wéi a sengem Kontrakt virgesi sinn. Dës Spär gëtt vun de Firmen awer als Service verrechent an deemno muss de Client bezuelen, wann hie wëll, dass dës automatesch Spär gräift.

Déi deemoleg Regierung hat op meng parlamentaresch Froen N° 1662 an N° 4842 geäntwert, dass et um Konsument wier, dës Entscheidung ze huelen.

An deem Zesammenhang wëilt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Ass dës Regierung der Meenung, dass dës Aart vu Spären dem Client käschtefräi missten ugebuede ginn?

2. Wäre et net am Sënn vum Client, dass hien der Telekomsentreprise säin expliziten Accord misst ginn, am Fall wou hien seng Daten iwwerschreit, an hien och an dem Moment iwwert déi méiglech ufalend Käschten direkt informéiert gëtt?

**Réponse (22/12/2023) de Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | Mme Martine Hansen, Ministre de la Protection des consommateurs**

Déi gesetzlech Basis huet sech zanter der QP N° 1662 vum 7. Januar 2020 an der QP N° 4842 vum 12. August 2021 mam Akraafttriede vum Gesetz vum 17. Dezember 2021 iwwer elektronesch Kommunikatiounsnetzwerker a Servicer („loi du 17 décembre 2021 sur les réseaux et les services de communications électroniques“) geännert.

Déi nei Bestëmmunge féiere Moossnamen an, déi et dem Konsument erlaben, seng Ausgabe besser ze kontrolléieren.

Esou gesäit den Artikel 113, an de Paragrafe 5 a 6, vir, datt den Telekommunikatiounsoperateur dem Konsument eng Funktioun (wei z. B. eng App) offréiere muss, déi et him erlaabt, säi Konsommationsniveau ze suivéieren.

Ausserdeem muss de Konsument notifiéiert ginn, wann ee bestëmmte Seuil vu sengem Forfait erreicht

gëtt. An dësem Kontext huet den Institut luxembourgeois de régulation (ILR) am Reglement ILR/T23/10 dëse Seuil op 80 % fixéiert.

Wann de Konsument 50 EUR iwwert sengem Forfait ass, muss den Telekommunikatiounsoperateur dem Konsument all verfügbar Mëttele kommunizéieren, déi eng temporär Spär oder Verhënnnerung vun enger weiderer Notzung erméiglechen.

Déi nei Bestëmmunge vum Gesetz a vum Reglement vum ILR stäerken also d'Informatioun an de Schutz vum Konsument.

Dës Servicer kënnen vum Operateur gratis offréiert ginn, mä müssen et net. Dat gëllt och fir d'Méiglechkeet vun der Spär, wann een seng Limitt erreicht huet. D'Regierung ass der Meenung, dass dëst ze verrieden ass, well de Konsument selwer d'Méiglechkeet huet, fir säi Verbrauch ze suivéieren.

.....  
**Bureaux pour les juges d'instruction au Centre pénitentiaire « Ueschterhaff » | Question 0063 (29/11/2023) de M. Sven Clement | M. Marc Goergen (Piraten)**

De Centre pénitentiaire d'Ueschterhaff ass zoustänneg fir d'Leit, déi an Untersuchungshaft sinn. Eisen Informatiounen no, si beim Bau vum Ueschterhaff och Büroe fir Untersuchungsrichter virgesi gewiescht. Dës Büroe géifen et erméiglechen, dass d'Untersuchungsrichter d'Leit kéinten op der Plaz gesinn an dass kee Gefaangenentransport méi misst bis bei d'Gerichter organiséiert ginn.

An deem Zesammenhang wëilt mir der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Firwat ginn dës Büroen am Moment genotzt? A wéi ville Fäll hu Richter dës Büroe genotzt?

2. Wéi eng Deeg si se besat a wéi vill Stonne waren se zënter der Ouverture besat?

3. Wéi vill Arrestantentransporter goufen trotzdeem säit der Fäerdgestellung vum Ueschterhaff tëschent dem Prisong an dem Gericht organiséiert?

**Réponse (02/01/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice**

ad 1. an 2. Déi betreffend Raim vum Prisong Ueschterhaff sinn esou amenagéiert ginn, dass si souwuel fir Videokonferenz wéi och am Presentiel kënnen vum de Justizautoritéite genotzt ginn. Sou ginn dës Raim zum Beispill fir Videokonferenz vun der „Chambre du Conseil“ vum Bezirksgericht Lëtzebuerg a vun der Cour d'appel genotzt, fir Audienzen ofzehalen, wann et ëm eng „mise en liberté provisoire“ vun engem Prisonéier geet. Zu dësem Zweck ginn dës Raim ongefëier 10 bis 15 Stonnen d'Woch genotzt. Et gi keng Statistiken doriwuer gefouert, a wéi ville Fäll, wéi eng Deeg a wéi vill Stonnen déi Raim säit der Ouverture vum Prisong Ueschterhaff vun den Untersuchungsrichter gebraucht gi sinn.

ad 3. Säit der Ouverture vum Prisong Ueschterhaff de 5. Dezember 2022 bis op de 4. Dezember 2023 sinn 1.419 Prisonéier op d'Bezirksgericht Lëtzebuerg an op d'Cour d'appel gefouert ginn, an 265 Prisonéier op d'Bezirksgericht op Dikrech. Statistiken iwwer d'Zuel vun den Transporter selwer ginn net gefouert.

.....  
**Échanges de données entre le Statec et l'OCDE | Question 0064 (29/11/2023) de M. Sven Clement (Piraten)**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 6 huet de Minister geäntwert, dass de Stateg a „verschiddene spezifesch Fäll“ en „Data Handling Agreement“ mat der OECD ofschléisst.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. A wéi enge Fäll gëtt en Data Handling Agreement gemaach?
2. Wéi oft gouf schonns en Data Handling Agreement vum Stateg gemaach?
3. Wat enthält dësen Agreement vu Fuerderungen?
4. D'Gesetz vum 10. Juli 2011 iwwert d'Organisatioun vum Institut national de la statistique et des études économiques hält net fest, wéini a wéi esou een „Data Handling Agreement“ gemaach ka ginn. Op wéi enger gesetzlecher Basis ginn dës Accorde gemaach?
5. Goufe schonns Daten, déi net no de primären a secundaire Reegele vun der Confidentialitéit ugepasst goufen, iwwermëttelt, wann en Data Handling Agreement virloucht? Falls jo, wéi oft?

**Réponse (20/12/2023) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme**

Bis ewell gouf just een Data Handling Agreement tëschent dem Stateg an der OECD ofgeschloss. Deen ass gemaach ginn, fir déi praktesch Aspekter vun där Datentransmissioun an Dateveraarbechtung ze reegelen. Et ass also en ad hoc Instrument, dat bis dato just an engem Fall benotzt ginn ass.

Deen Data Handling Agreement enthält Fuerderungen zu den Ziler vum Projet, zum Oflaf an den Eegenschafte vun der Dateveraarbechtung, zum Iwwermëttelen vum Output an zu de Sécherheetsmoossname fir d'Späicheren an den Zougreff op den Output.

Am Kader vun deem Data Handling Agreement huet de Stateg Resultater vun Analysen, also keng Daten um Niveau vu Betriber, iwwermëttelt. Et goufe Parametere vu Regressiounen an deskriptiv Statistikresultater geschéckt, déi streng no de primäre Confidentialitéitsreegele kontrolléiert gi sinn. Den Data Handling Agreement erméiglecht dem Stateg eng komplett Kontroll zu der Verëffentlechung vun de Resultater duerch d'OECD, et schéngt also ausgeschloss, dass et Problemer mat der secundaire Confidentialitéit gëtt.

Och wann d'Gesetz vum 10. Juli 2011, an deem d'Organisatioun vun nationale Statistikinstitut Stateg an seng Missioun festgehal sinn, net explizitt festhält, wéini a wéi en Data Handling Agreement gemaach ka ginn, gesäit et vir, dass de Stateg d'Sécherheet vun den Date garantéiert.

**Absence d'Israël au Bazar international | Question 0065 (29/11/2023) de M. Fernand Kartheiser (ADR)**

Déi Verantwortlech fir d'Organisatioun vum „Bazar international“ vu leschtem Weekend (24.-26. November) hu Verrieder vun israellesche Stand ausgelueden – dëst, wéi et heescht, aus „organisatoresch Grënn“. Op Nofro vun der Press, wat genee dës „organisatoresch Grënn“ da gewiescht wäeren, bleiwen déi Responsabel vum „Bazar international“ awer eng konkret Äntwert schëlleg. Ënnert anere heescht et, et hätt ee Sécherheetsbedenke gehat. D'Police huet allerdéngs matgedeelt, dass een d'Sécherheitssituatioun analyséiert hätt a keng konkret Gefor gesinn hätt.

Evidenterweis hunn déi genannte Faiten zu Lëtzebuerg fir Opreegung gesuergt. D'Ausluedung vum

israeelesche Stand gouf vu Verrieder vun der jüdescher Communautéit, awer och zum Deel vun der Zivillgesellschaft, am Hibleck op de wuessenden Antisemitismus als Signal un déi jüdesch Bevëlkerung interpretéiert, sech ze verstoppen. Besonnesch brisant war an deem Kontext, dass d'Grande-Duchesse an d'Regierung de Basar besicht hunn, wuel wëssend, dass et dem israellesche Stand onméiglech gemaach gouf, Prezenz ze weisen.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Regierung:

1. Nodeems d'Police d'Sécherheitssituatioun analyséiert huet a keng konkret Gefor fir den israellesche Stand gesinn huet, huet si dëst och den Organisateure vum „Bazar international“ matgedeelt? Gouf et am Virfeld vum Event en Austausch tëscht Verrieder vun der Police an den Organisateure vum Event? Wa jo, wat gouf hei beschwat respektiv decidéiert? Wäre den Här Minister bereet gewiescht, fir den israellesche Stand ënner Polizeischutz ze stellen? Wéi eng „Sécherheetsbedenke“ goufe konkret diskutéiert? Vu weem wäeren déi Geforen ausgaangen?
2. Ass et an den Ae vum Här Bauseminister net skandaléis, dass den israellesche Stand um „Bazar international“, dee jo der Vëlkerverstännegung soll dëngen, ausgeluede gouf?
3. Wéi ass et an den Ae vum Här Staatsminister ze veräntwerten, dass d'Grande-Duchesse offiziell Prezenz weist op engem Event, bei där d'Organisateuren et der israellescher Verriedung onméiglech gemaach hunn, hiert Land duerch e Stand ze verrieden?
4. Wéi reagéiert d'Regierung op d'Ausluedung vum israellesche Stand géintwärt den Organisateure vum „Bazar international“? Gi Konsequenze gefuerdert, ewéi z. B. eng offiziell Entschëllegung? Wéi eng Léiere gi fir d'Zukunft gezunn?

**Réponse (02/01/2024) de M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur**

ad 1. Wéi bei all gréisserem Evenement huet d'Police am Virfeld vum Bazar international eng Risikoevaluatioun duerchgefouert, a Fonctioun vun där si hire Sécherheetsdispositiv opstellt. D'Police hat am Virfeld vum Bazar en Austausch mat den Organisateuren iwwert e Sécherheetskonzept.

ad 2. D'Regierung ënnerstëtzt allgemeng d'Wärter vum interkulturellen Echange an dem Multikulturalismus a fënn et begrëssenswäert, wann e Maximum u Länner a Kulturen um Bazar international vertruede sinn.

ad 3. Datt den israellesche Stand um Bazar international net vertruede war, ass net op Grënn oder Handlungen zréckzeféieren, déi der Regierung oder der Grande-Duchesse zoueschreiwe sinn. Wéi och an der Vergaangenheet huet d'Grande-Duchesse duerch hir Prezenz um Bazar och déi aner Stänn a vill Fräiwëlleger ënnerstëtzt, déi hir Zäit an Energie fir luewenswäert humanitär Zwecker asetzen.

ad 4. D'Regierung ass net den Organisateure vum dësem Evenement a mëschet sech net an d'Organisatioun vu privaten Initiativen an.

**Prolongation des aides supplémentaires de l'accord tripartite pour accélérer la transition énergétique | Question 0066 (29/11/2023) de Mme Sam Tanson | M. François Bausch (déi gréng)**

Dans le contexte de la crise énergétique, l'ancien Gouvernement, ensemble avec les partenaires sociaux, a

decidé un paquet de mesures permettant de freiner l'inflation, d'aider les ménages et les entreprises par des mesures spécifiques et de favoriser et accélérer la transition énergétique et digitale (« Solidaritétspak 2.0 », signé le 28 septembre 2022).

Alors qu'une partie des mesures de l'accord « Solidaritétspak 2.0 », a été prolongée d'une année jusqu'au 31 décembre 2024, les aides supplémentaires pour favoriser la transition vers les énergies renouvelables et la rénovation énergétique, concernant entre autres le remplacement d'une chaudière alimentée au combustible fossile existante par une installation de chauffage basée sur de l'énergie renouvelable, les installations solaires photovoltaïques ou l'assainissement énergétique durable, vont écouler le 31 décembre 2023.

Considérant la primordialité de soutenir la transition vers une économie décarbonée, de renforcer les perspectives des PME du secteur de la construction ainsi que l'artisanat, nous nous permettons de poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Monsieur le Ministre des Finances concernant la prolongation des aides supplémentaires de l'accord tripartite pour accélérer la transition énergétique :

- 1) Messieurs les Ministres envisagent-ils de prolonger les aides financières supplémentaires introduites lors de l'accord « Solidaritétspak 2.0 » ?
- 2) Dans la négative, quelles sont les raisons d'un défaut de prolongation ?

**Réponse (12/01/2024) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | M. Gilles Roth, Ministre des Finances**

Lors de sa séance du 13 décembre 2023, le Conseil de Gouvernement a décidé de reconduire jusque fin juin 2024 le régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement (les subventions majorées « Klimabonus Wunnen »), de même que le régime d'aides pour la promotion des véhicules routiers à zéro émissions de CO<sub>2</sub> (« Klimabonus Mobilitéit »), en attendant la révision des régimes d'aides existants dans le sens d'un ciblage social accru de celles-ci.

S'y ajoute que la Chambre des Députés a adopté, en date du 19 décembre 2023, le projet de loi réformant le régime de la bonification d'impôt pour investissement visant à favoriser la transition écologique et énergétique ainsi que la transformation digitale des entreprises. Ce dispositif fiscal adapté convenu dans le cadre du « Solidaritétspak 2.0 » sera applicable à partir de l'année d'imposition 2024.

**Autorisations environnementales pour les installations photovoltaïques | Question 0067 (29/11/2023) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)**

Lors d'une interview récente dans un média national, Monsieur le Premier ministre a affirmé avoir émis la consigne à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité de déclencher un « changement d'esprit » au sein de ses administrations afin de chercher des solutions plutôt que de « bloquer des projets », notamment dans le domaine du photovoltaïque.

Il est à noter qu'actuellement, les installations photovoltaïques ne nécessitent pas d'autorisation commode pour le volet environnemental, ni d'autorisation

« protection de la nature » si les panneaux sont posés à plat sur les toitures de constructions existantes en zone verte. Elles ne tombent pas non plus sous le champ d'application de la loi EIE si elles ne sont pas considérées comme des installations industrielles de production d'énergie électrique.

Étant donné que le développement du photovoltaïque jouera certainement un rôle primordial dans la production énergétique dans les années à venir et que le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) actuel accorde d'ores et déjà une priorité à « l'installation du photovoltaïque sur des surfaces déjà construites, imperméables ou impactées par des infrastructures », je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Au niveau des autorisations requises de la part du Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité pour l'installation de panneaux photovoltaïques, quels sont les « blocages » concrets auxquels il est fait allusion et sur lesquels Monsieur le Ministre compte agir ?

2) Dans ce contexte, Monsieur le Ministre peut-il me fournir les éléments essentiels des réformes envisagées au niveau des autorisations environnementales pour l'installation de panneaux photovoltaïques ?

**Réponse (22/12/2023) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité**

Il arrive que des projets envisagés, que ce soit en matière d'énergie renouvelable ou autres, ne sont pas réalisables puisqu'ils ne remplissent pas les critères environnementaux et ne peuvent ainsi pas être autorisés.

Comme il existe des maîtres d'ouvrages qui ne lancent les procédures environnementales qu'en dernier lieu et seulement après que tous les autres aspects de leur projet (p. ex. de productivité) auront été analysés, il arrive que la durée nécessaire au déroulement de ladite procédure soit perçue comme étant un élément « bloquant » ou un « obstacle » dans la réalisation du projet.

Or, il serait de bon aloi que les aspects environnementaux soient attaqués à un stade précoce du développement du projet, ceci d'autant plus que les procédures d'évaluation ou d'autorisation sont définies de manière précise et bien connues par les bureaux d'études et experts agréés travaillant dans ce domaine.

De telles situations de « blocage » peuvent être évitées si le maître d'ouvrage se renseigne au début du processus de développement du projet auprès des services publics compétents ou auprès de bureaux d'experts et d'études spécialisés, qui sauront le conseiller et le rendre attentif aux aspects à considérer et aux points critiques en relation avec son projet et l'emplacement choisi.

Il importe en effet de choisir tout emplacement de manière judicieuse avant de développer les aspects techniques détaillés d'un projet. À rappeler aussi que les impacts potentiels d'un projet sur son voisinage peuvent différer d'un cas à l'autre, chaque projet et chaque emplacement présentant des caractéristiques singulières.

Il est par ailleurs prévu de publier une « FAQ – Photovoltaïque – Volet environnemental », similaire à celle déjà publiée pour les éoliennes et ayant pour but d'informer et de sensibiliser autant le public que les maîtres d'ouvrage à ce sujet.

Toujours est-il que dans certains cas les dispositions législatives découlant directement d'obligations supranationales ne permettront pas en fin de compte la réalisation d'un projet ou d'une partie d'un projet.

.....  
**Conclusions des campagnes de vaccination contre la Covid-19 | Question 0068 (29/11/2023) de Mme Alexandra Schoos (ADR)**

An der Pressekonferenz vum 1. September 2021 huet d'Regierung deklaréiert, dass d'Impfung dat beschte Mëttel ass, fir eis Matmënschen ze schützen. Et ass gesot ginn, dass eng Impfung net nëmmen zum Eegeschutz, mee och Friemenschutz gutt ass. Dëst huet en immense politeschen an emotionalen Drock (Solidaritéit) op d'Bevëlkerung ausgeübt, fir sech impfen ze loossen. Mir wëssen, dass d'Pharmaindustrie d'Tester fir déi sougenannten „transmission control“ guer net duerchgefëiert huet, an d'Impfstoffe och ausschlieslech eng Autorisatioun am Kontext vun der „personal protection“, dem sougenannten Eegeschutz, haten (cf. Brëif vum 18. Oktober 2023 vun der EMA un d'EU-Parlament). D'Impfstoffe waren also zu kengem Zäitpunkt fir den epidemiologesche Schutz zougelooss an e Grond fir grouss Impfcampagnë vu gesonde Mënsche gouf et net. Et ass och seele vun Niewewierkunge geschwat ginn op de Pressekonferenzen. Hei wësse mir och mëttlerweil, dass et zu Impfniewewierkunge komme kann (874 Resultater bei PubMed mat der Sich „side effects of covid-19 vaccine“).

An deem Kontext wëilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Conclusiounen zitt d'Madamm Gesondheetsminister a fir sozial Sécherheet fir déi zukünfteg Informatiounspolitick vun der Regierung an deem Zesummenhang?  
 – Wéi gëtt d'Transparenz vis-à-vis vum Bierger am Krisefall verbessert?  
 – Wéi gëtt eng besser Kontroll vu wëssenschaftleche Quelle gemaach?  
 – Sinn an deem Zesummenhang Prozeduren opgestallt gi fir eng zukünfteg Pandemie?
2. Wéi erkläert d'Regierung, dass si eng risege Impfcampagne lancéiert huet, obwuel den epidemiologesche Schutz net getest gi war?
3. Wéi erkläert d'Regierung eng Legitimiséierung vun deem psychologeschen Drock op d'Mënschen, sech impfen ze loossen?
4. Gëtt et Statistiken oder Rapporten (fir Lëtzebuerg) iwwert d'Niewewierkunge vun der Impfung? Wa jo, wou sinn déi ze fannen? Wann nee, wéi ginn déi Donnéeën erhuewen zu Lëtzebuerg a wéi dono verschafft?
5. Gëtt eng Indemnitéit consideréiert fir entstane gesondheetlech a wirtschaftlech Schied am Zesummenhang mat der Coronaimpfung? Wa jo, wéi soll déi ausgesinn? Wat sinn do d'Prozeduren? Wéi gëtt d'Héicht vun der Indemnitéit evaluéiert?
6. Gëtt et ëmmer nach eng Impfflicht fir d'Coronaimpfung bei der Lëtzebuenger Arméi? Wa jo, a mat allem Wëssen, dat mir haut hunn, muss déi Impfflicht net ofgeschaaft ginn?

**Réponse (27/12/2023) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense**

Et ass korrekt, dass d'Europäesch Medikamenten-agence (EMA) hire positiven Avis fir d'Zouloossung vun de Covid-19-Impfstoffe ëmmer op de Schutz vun der geimpfter Persoun baséiert. E Medikament (an deemno och e Vaccin) gëtt primär dorop evaluéiert, wat fir e Benefice et fir d'Person selwer bréngt. Dëst schléisst awer op kee Fall aus, dass et doriwwer eraus ee weidere Benefice fir d'Bevëlkerung gëtt (de sougenannten epidemiologesche Schutz).

Et ass falsch ze behaupten, dass dësen epidemiologesche Schutz net nogewise ginn ass. Et gëtt mëttlerweil eng ganz Rei vu wëssenschaftlechen Etüden<sup>19</sup>, déi kloer bewisen, dass et dëse Schutz gëtt, an et besteet keen Zweifel drun, dass dëst och zur Kontroll vun der Pandemie bäigedroen huet.

Et ass och initial erwaart ginn, dass dësen Effekt länger géif unhalen. Dëst ass awer leider net de Fall: Mir wëssen haut, dass, och wann den individuelle Schutz géint schwéier Krankheetsverleef an Doud länger unhält, an nëmme lues iwwert d'Zäit noléisst, dëst net de Fall ass fir de Schutz géint d'Infektioun an domat de Risk, de Virus weider ze iwwerdroen, déi béid relativ schnell zrëckginn<sup>20</sup>. Well mir dëse Fakt mam Wësse vun haut verstinn, mécht et och elo, besonnesch an der Situatioun vun enger wéineg pathogeenen Virusvariant, kee Sënn méi, systematesch déi ganz Populatioun ze impfen, mee et gëtt weider recommandéiert, vulnerabel an eeler Leit ze impfen, déi jo een héije Risk fir Komplikatiounen vum Covid-19 hunn. Leschten Informatiounen no, gesäit et awer esou aus, wéi wann d'Impfung och de Risiko vu Long-Covid géif erofsetzen.

Wat eng zukünfteg Informatiounspolitick bei enger nächster Gesondheetskris betrëfft, huet een aus der Covidpandemie geléiert, dass d'Wëssen ëm eng nei Krankheet sech progressiv iwwert d'Zäit opbaut, an dass d'Informatiounen, déi un d'Populatioun iwwermëttelt ginn, nëmmen déi kënnen sinn, déi zu engem bestëmmten Zäitpunkt disponibel sinn. Réckbléckend weess een natierlech ëmmer méi, mee zum Zäitpunkt, wou déi generell Impfcampagne lancéiert gouf, hat Lëtzebuerg et nach mat méi pathogeenen Virusvarianten ze dinn, an et gouf déi berechtigt Erwaardung, dass d'Impfung, nieft dem direkten Effekt fir déi individuell Persounen, och e längeren Effekt op d'Iwwerdroung kéint hunn. An deem Sënn kann een net soen, dass während der Pandemie net transparent kommunizéiert gi wier, oder wëssenschaftlech Quellen – déi deemools disponibel waren – net gepréift gi wieren.

Wat d'Evaluatioun vu wëssenschaftleche Quelle betrëfft, huet d'Regierung an den öffentlechen Administratiounen eng Rei Leit mat der néideger Kompetenz, fir esou Publikatiounen kritesch ze hannerfroen a kann och – wéi dëst während der Covidkris reegelméisseg geschitt ass – op d'Kompetenze vun der Uni Lëtzebuerg, dem Laboratoire national de santé, an den öffentleche Fuerschungszentren (LIH, LIST, LISER) zerréckgräifen.

Während der Impfcampagne gouf och kee psychologeschen Drock op d'Mënsche gemaach, mee nëmmen déi Informatiounen kommunizéiert, déi zu deem Zäitpunkt disponibel waren.

Wat d'Froen iwwert d'Niewewierkunge vun der Impfung an d'Indemnitéiten, an déi betreffend Prozedure betrëfft, verweisen ech d'honorabel Deputéiert op déi ganz detailléiert Äntwerte vun der deemoleger Gesondheetsministesch op d'parlamentaresch Froen

<sup>19</sup> E puer Referenzen als Beispiller: 1. Effect of vaccination on household transmission of Sars-CoV-2 in England. RJ Harris et al. N Engl J Med 2021;385(8):759-760. 2. Effect of vaccination on transmission of Sars-CoV-2. ASV Shah et al. N Engl J Med 2021;385:1718-20. 3. The indirect effect of an RNA-based Covid-19 vaccination of healthcare workers' unvaccinated household members. J. Salo et al. Nature Communications 2022, 13, 1162. 4. Effect of vaccination on household transmission of Sars-CoV-2 Delta variant of concern. FP Lyngse et al. Nature Communications 2022, 13, 3764.

<sup>20</sup> Och hei zwou Referenzen, als Beispill vu villen: 1. Duration of effectiveness of vaccines against Sars-CoV-2 infection and Covid-19 disease: results of a systematic review and meta-regression. DR Feikin et al. Lancet 2022;399(10328):924-44. 2. Association between Covid-19 vaccination status, time elapsed since last vaccine dose, morbidity, and absenteeism among health care personnel: a prospective, multicenter study. HC Maltezeou et al. Vaccine 2022;40(52):7660-66.

Nummer 7844 (30. März 2023) an 8046 (31. Mee 2023) vun den Häre Jeff Engelen a Fernand Kartheiser. Et gëtt zu dese Punkte keng nei Elementer.

Betreffend d'Fro vun der Covidimpfflicht bei der Arméi ass et esou, datt d'Arméi weiderhin eng Impfflicht géint Covid-19 an hiren Opnamebedingungen, fir zum Militärdéngscht zougelooss ze ginn, huet. Dës Impfflicht huet sech bewäert, well d'Arméi esou Infektiounsketten ënnerbannen a schwéier Krankheetsverleef verhënnere konnt. Effektiv gouf et keng schwéier Krankheetsverleef opgrond vu Covid-19 beim militäreschen Personal an d'Arméi war esou no der Aféierung vun der Impfflicht mat kengen operationelle Beanträchtege konfrontéiert.

D'Impfflicht bleift weiderhin aktuell am Kontext vun der Bedeelegung vun der Lëtzebuurger Arméi un internationale Missiounen am Ausland, wou d'Partnerarméien, notament d'Belsch, Däitschland a Frankräich, an déi d'Lëtzebuergesch Detachementer integréiert sinn, weiderhin eng Impfflicht hunn. En fonctioun vun der Aschätzung vun der sanitärer Lag an de Missiounsgebiddere an der Praxis vun de Partnerarméien, kann d'Impfflicht zu all Moment nei evaluéiert ginn.

.....

### Rénovation du domaine thermal à Mondorf-les-Bains | Question 0069 (30/11/2023) de M. Jeff Engelen | Mme Alexandra Schoos (ADR)

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 8298 aus der Legislaturperiod 2018–2023 huet d'Regierung zum Stand vun de Renovatiounsaarbechte vum Thermalbad vu Munnereff ënner anerem dat hei geschriwwen: „D'Renovatiounsaarbechte vum Thermalbad vu Mondorf hunn entre-temps ugefaangen. An enger éischer Phas sinn dat Preparatiounsaarbechten. [...] Aktuell ass d'Baugeneemegung betreffend d'Renovatiounsaarbechte respektiv den Neibau vum Gebai „Les Sources“ awer nach net ausgestallt.“ An engem RTL-Reportage vum 27. November zu der selwechter Thematik heescht et weider, datt verschide „juristesche Probleemer“ wéinst „dem Parking“ nach net gekläert wieren. D'Direktioun vum Thermalbad erkläert iwwerdeems am selwechter Reportage, datt de Chantier soll an Etappe virgeholl ginn, fir kee Member vum Personal missen ze entloossen. Zousätzlech zu deem vun der Chamber schonn accordéierte Budget vun 133 Milliounen Euro, soll de Projet elo op d'mannst nach eng Kéier 57 Milliounen Euro méi deier ginn.

An deem Zesammenhang géife mir der Regierung gär dës Nofro stellen:

1. Kann d'Regierung elaboréieren, ewéi eng Autorisatiounen op Staats- an/oder Gemengenniveau nach ausstinn a wéi eng Émstänn zu deser laangwierreger Prozedur goufouert hunn?
2. Kann d'Regierung elaboréieren, ewéi eng juristesche Probleemer par rapport zu wéi engen Institutiounen am Bezuch op de Parking aktuell nach um Dësch leien a wéi eng Propose vun de Responsabele bis ewell gemaach goufen, fir dës méiglechste séier ze léisen?
3. D'Initiativ, fir kee Mataarbechter wëllen ze entloossen, ass natierlech ze begréissen. Kann d'Regierung an deem Zesammenhang allerdéngs matdeelen, ob a wéi eng aarbechtsrechtlech Méiglechkeete géife bestoen, fir d'Personal vum Thermalbad am Kader vun der öffentlecher Finanzéierung vun der Projet bei vollem Lounausgläich am Roulement ze halen? Kann d'Regierung dozou gegebenefalls eng Käschen-Notze-Rechnung presentéieren, déi weist, ewéi eng zousätzlech Laaschten der öffentlecher Hand duerch

esou eng Moosnam géifen entstoën, an awéiwäit d'Baukäschen sech op där anerer Säit géife reduzéiere loosse?

**Réponse (03/01/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

ad 1. Op Staatsniveau muss eng Verlängerung vun der Kommodo-Inkommodo-Geneemegung fir d'Exploitatioun ugefrot ginn. Des Weidere muss en nei Kommodo-Inkommodo-Dossier fir d'Terrassementsaarbechte vum Gebai „Les Sources“ agereecht ginn.

Op Gemengenniveau stinn aktuell d'Baugeneemegung betreffend d'Renovatiounsaarbechte vum Thermalbad an den Neibau vum Gebai „Les Sources“ nach aus. Op Nofro gouf eis matgedeelt, dass d'Baugeneemegung kuerzfristeg erdeelt ginn.

D'Geneemegung fir d'Renovatiounsaarbechten an den Neibau vum Gebai „Les Sources“ goufen den 8. Februar 2017 respektiv 9. August 2019 vun der Verwaltung fir öffentlech Baute bei der Gemeng Munnereff ugefrot.

Am Juni 2021 gouf vusäite vun der Verwaltung fir öffentlech Bauten eng Aktualiséierung vun den uewe genannte Baugeneemegungen agereecht op Basis vun aktualiséierte Pläng.

ad 2. Vu staatlecher Säit gëtt et keng juristesche Probleemer a Bezuch op de Parking.

Am Kader vum Gesetzesprojet betreffend d'Renovatioun vum Thermalbad, deen de 24. Abrëll 2020 gestëmmt gouf, si keng zousätzlech Parkplaze virgesinn.

Well d'Gemeng Munnereff am Kader vum Renovatiounsprojet laut gültigem Bautereglement fir d'Erdeele vun der Baugeneemegung zousätzlech Parkplaze freet, ass virgesinn, eng global an detailléiert Etude vun de Fluxen um Site ze maachen. Déi Etude ass liéiert un eng urbanistesche Analys vum Entwécklungspotential vum Site, fir engersäits kënnen ze bestëmmen, wéi vill Parkplazen an Zukunft fir dee ganze Site noutwendeg sinn an anerersäits déi beschte Plaz fir d'Parkingszonen ze definéieren.

Fir net mussen op d'Resultat vun der genannter Etude ze waarden, huet d'Verwaltung fir öffentlech Bauten der Munnereff Gemeng eng Proposition fir e provisorische Parking ënnerbreet, déi et erlabe sollt, d'Baugeneemegung ze accordéieren, an domat de Projet vun der Renovatioun vum Thermalbad ze deblockéieren.

ad 3. Ee Renovatiounsprojet bei lafendem Betrieb ass komplizéiert mee néideg a bedeit, dass op Basis vun der Evolutioun vum Chantier eenzel Aktivitéitsberäicher vum Domaine thermal Mondorf temporär Aboussen am Émsaz wäerten hunn. Duerch Moosnamen am Beräich vun de Personalkäschen (Planung an Ersatz fir Ofgäng a Pensiounen), der Weiterbildung beim Personal an duerch Realiséierung vun Aspuermoosname wäerten d'Käsche während der selwechter Zäit souwäit wéi méiglech reduzéiert ginn. Wann den detailléierte Phasage vum Chantier bekannt ass, wäert eng méi präzis Berechnung kënnen erstallt ginn.

.....

### Imposition des sociétés de participations financières | Question 0070 (30/11/2023) de Mme Sam Tanson (déi gréng)

Dans sa réunion d'hier, la Commission des Finances a abordé le récent arrêt de la Cour constitutionnelle sur la discrimination en matière d'impôts entre les entreprises et les sociétés financières. Dans ce contexte, Monsieur le Ministre des Finances a précisé que

quelque 5.000 entreprises devront être régularisées, engendrant un déchet fiscal qui resterait à être chiffré.

Dans un article de presse d'aujourd'hui, il est fait état d'une remise en question plus générale, par un député membre de la Commission des Finances, de la conformité de l'imposition des sociétés de participations financières (SOPARFI).

Au vu de ces questionnements, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis dudit député qu'une analyse de l'arrêt de la Cour constitutionnelle laisse présager d'autres discriminations dans le cadre de l'imposition des sociétés financières ?

2) Dans l'affirmative, de quelles discriminations s'agit-il ?

3) Toujours dans l'affirmative, quand Monsieur le Ministre sera-t-il en mesure de fournir une estimation quant aux nouveaux déchets fiscaux qui en résulteraient ?

**Réponse (22/12/2023) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances**

L'arrêt de la Cour constitutionnelle constate une discrimination qui résulte de la distinction légale opérée par les points a) et b) de l'alinéa 2 du §8 VStG et dont l'articulation mène à une différence de traitement entre contribuables se trouvant dans une situation comparable.

L'arrêt en question pose le constat que la condition liée au dépassement du seuil bilantaire de 350.000 euros (§8, alinéa 2, point a), VStG) n'est rationnellement pas justifiée.

À ce stade, le dispositif du §8 VStG fait l'objet d'une analyse approfondie dans l'optique de proposer une modification législative à la lumière de l'argumentation retenue par l'arrêt de la Cour constitutionnelle.

Dans la mesure où l'analyse précitée n'est pas encore achevée, il n'est pas possible de se prononcer dans l'abstrait sur d'éventuels déchets fiscaux qui résulteraient d'une modification législative à proposer.

.....

### Réforme du cadre de gouvernance économique | Question 0072 (30/11/2023) de Mme Taina Bofferding | M. Franz Fayot (LSAP)

En février 2020, la Commission européenne avait lancé un débat public sur le réexamen du cadre de gouvernance économique afin de dégager un consensus sur l'avenir dudit cadre.

En novembre 2022, la Commission a adopté une communication définissant des orientations pour une réforme du cadre de gouvernance économique. Ces orientations visent à établir un cadre mieux adapté aux spécificités des États membres, permettant de promouvoir une croissance durable au moyen de réformes et d'investissements judicieux qui répondent à la nécessité de construire une Union numérique, verte et stratégiquement autonome.

Suivant plusieurs articles de presse, les positions entre le camp dit « frugal » et le camp désireux de davantage de flexibilité se seraient récemment rapprochées.

Dès lors, à l'approche du prochain Conseil « Ecofin », nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à la réforme du cadre de gouvernance économique ?

– Monsieur le Ministre soutient-il l'introduction de plans budgétaires et structurels nationaux à moyen terme ? Dans l'affirmative, quels types d'investissements devraient permettre aux yeux du ministre de rallonger la période de mise en œuvre dudit plan budgétaire de 4 à 7 ans ?

– Quel objectif minimal moyen de réduction de la dette publique à l'issue du plan budgétaire Monsieur le Ministre juge-t-il approprié ?

**Réponse** (02/01/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Le Gouvernement a activement participé aux discussions autour de la réforme du cadre de gouvernance économique et salue le compromis qui a pu être trouvé entre les 27 États membres de l'UE lors d'une réunion informelle des ministres de l'économie et des finances décisive qui s'est tenue par vidéoconférence sous la présidence espagnole du Conseil de l'Union européenne, le 20 décembre 2023.

Le compromis trouvé entre les 27 États membres vise à établir un cadre pour des règles budgétaires prudentes qui laisse une marge de manœuvre pour les investissements du futur. L'accord permettra d'assurer des finances publiques solides et ainsi renforcera la résilience de nos économies, au niveau tant européen que national. Il est en ligne avec les aspirations du Gouvernement de mener une politique budgétaire responsable et soutenable.

**Résolution des Nations Unies sur la mise en place d'une convention fiscale** | Question **0073** (30/11/2023) de **M. David Wagner** (déli Lénk)

Le 22 novembre 2023, l'Assemblée générale des Nations Unies a voté en faveur d'une résolution qui vise la promotion d'une coopération internationale inclusive et efficace en matière fiscale à l'Organisation des Nations Unies (A/C.2/78/L.18/Rev.1). La résolution, introduite par le Nigeria, crée un « comité intergouvernemental spécial à composition non limitée, chargé, sous la direction des États membres, d'élaborer un mandat pour une convention-cadre des Nations Unies sur la coopération fiscale internationale », cette dernière devant « renforcer la coopération internationale en matière fiscale et la rendre pleinement inclusive et plus efficace ».

Ce vote reflète la frustration grandissante d'un nombre important de pays avec le rôle dominant joué par l'OCDE dans l'élaboration des règles régissant la fiscalité internationale. Le reproche principal est que cette instance, composée principalement de pays riches, ne prenne pas suffisamment en compte les besoins, les intérêts et les capacités des pays en développement. L'idée centrale est donc de transférer l'élaboration des règles internationales en matière fiscale sous l'égide des Nations Unies.

125 pays ont voté pour la résolution, 45 pays ont voté contre la résolution et 9 pays se sont abstenus. Parmi les opposants se trouvent presque tous les pays de l'OCDE et notamment tous les pays membres de l'Union européenne, dont le Luxembourg. Selon de nombreux observateurs, les pays à haut revenu se seraient beaucoup mobilisés en amont pour empêcher le vote de la résolution.

Connaissant l'attachement du Gouvernement luxembourgeois au cadre multilatéral et à la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région :

1) Pouvez-vous m'expliquer les raisons qui ont amené les pays de l'UE et plus particulièrement le Luxembourg à voter contre la résolution susmentionnée ?

2) Quelle attitude le Luxembourg adoptera-t-il face au processus lancé par le vote de la résolution susmentionnée ? Est-ce que le Luxembourg participera de manière constructive aux travaux et si oui sous quelle forme et avec quels objectifs ?

**Réponse** (02/01/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

La résolution évoquée par l'honorable Député, intitulée « Promotion d'une coopération internationale inclusive et efficace en matière fiscale à l'Organisation des Nations Unies » (document A/C.2/78/L.18/Rev.1), a été adoptée au niveau de la Deuxième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies le 22 novembre 2023. La résolution a ensuite été adoptée de manière formelle par l'Assemblée générale des Nations Unies en séance plénière le 22 décembre 2023. Le Luxembourg, à l'instar de tous ses partenaires de l'Union européenne, a voté contre la résolution au niveau de la Deuxième Commission et au niveau de l'Assemblée générale réunie en séance plénière.

L'Union européenne et ses États membres ont salué l'occasion de poursuivre les discussions sur les meilleurs moyens de promouvoir une coopération fiscale internationale inclusive et efficace, et se sont engagés de manière ouverte et constructive tout au long des négociations afin de trouver une voie acceptable pour tous concernant l'approche à suivre au niveau mondial.

La position de l'Union européenne et de ses États membres pendant le processus de négociations était basée sur une position commune sur la coopération en matière fiscale à l'Organisation des Nations Unies, qui a été préparée par le groupe de travail sur les questions fiscales au sein de l'Union européenne à Bruxelles. Cette position a été adoptée en amont des négociations à l'ONU au niveau du Comité des représentants permanents (COREPER) le 27 septembre 2023 et au Conseil Justice et affaires intérieures (JAI) le 28 septembre 2023 (<https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST12967-2023-INIT/fr/pdf>). L'unité de l'Union européenne était un aspect primordial tout au long du processus.

Tout en reconnaissant l'importance de trouver un résultat consensuel, les États membres de l'Union européenne ont participé de manière active aux négociations à l'ONU, en cherchant le dialogue avec les autres États membres des Nations Unies, notamment le groupe des États africains, qui a initié le projet de résolution. Les États membres de l'Union européenne ont fait des propositions concrètes en vue de renforcer le rôle des Nations Unies en matière de coopération fiscale internationale, en reconnaissant le besoin d'inclusion et d'efficacité. Les propositions des États membres de l'Union européenne ont été conçues en prenant en compte la nécessité de ne pas faire double emploi avec les travaux en cours dans d'autres enceintes en matière de coopération fiscale internationale, notamment au niveau de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

En dépit des efforts européens, soutenus par d'autres États membres des Nations Unies, le projet de résolution final soumis au vote ne reflétait pas les différents points de vue ni les propositions de compromis faites par de nombreuses délégations au cours des négociations. Le projet a en particulier souligné qu'il est « nécessaire d'élaborer une convention-cadre des Nations Unies sur la coopération fiscale internationale

pour renforcer la coopération internationale en matière fiscale et la rendre pleinement inclusive et plus efficace ». Ceci a amené les États membres de l'Union européenne à voter contre le projet de résolution.

Les États membres de l'Union européenne (donc aussi le Luxembourg) se concerteront pour définir l'approche constructive à suivre dans les mois à venir sans faire double emploi avec les efforts poursuivis au niveau de l'OCDE, auxquels participent de nombreux pays en développement.

**Arrêté en matière de finances communales** | Question **0075** (30/11/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

A sengem Arrêté Nummer 00187 vum 17. November 2023 huet d'Verfassungsgericht festgehalten, datt den Artikel 3 Paragraph 2 Punkt 2 a) vum Gesetz vum 14. Dezember 2016 iwwert d'Gemengefinanzierung net konform zum Artikel 107 vun der aler Verfassung (Artikel 122 no der neier Verfassung) steet. Dat aktuell Urteel bezitt sech op d'Joren 2017 an 2018. RTL weist an engem Reportage zum selwechten Thema awer doropshin, datt och fir d'Joren 2019 an 2020 nach Gerichtsurteeler ausstinn.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Banneminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi reagéiert den Här Minister op dëst Urteel?

2. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi eng potentiell Konsequenzen sech retroaktiv aus dësem Urteel fir d'Finanzierung vun de Gemengen erginn? Kann den Här Minister matdeelen, ob hien eventuell betraffe Gemengen onmëttelbar doriwwer informéiert, falls si domat musse rechnen, Fongen ze rembourseren, fir den entspreche Risiko bei der Opstellung vun hirem aktuelle Budget berécksichtegen ze kënnen?

**Réponse** (22/12/2023) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Urteel N° 187 stellt fest, dass de Krittär vun der „population ajustée“ fir d'Steierjoer 2017 net präzis genuch am Gesetz definéiert gouf. Ergänzungen zum Krittär ware virun 2019 an engem Règlement grand-ducal festgehale ginn, soudatt den deemolegen Artikel 3 Paragraph 2 Punkt 2 Buschtaf a) vum geännerte Gesetz vum 14. Dezember 2016 iwwert d'Gemengefinanzierung net konform zum alen Artikel 107 vun der Verfassung war.

D'Effekter a Konsequenze vun engem Urteel vum Verfassungsgericht ginn an der Verfassung am neien Artikel 112 Paragraph 8 festgehalten. Dësen Artikel gesäit nämlech vir, dass d'legal Auswierkung vum Gesetzartikel, dee géint d'Verfassung verstéist, den Dag nom Urteel ophalen. An dësem Fall ass et awer sou, dass den deemolegen Artikel 3 Paragraph 2 Punkt 2 Buschtaf a) vum geännerte Gesetz vum 14. Dezember 2016 iwwert d'Gemengefinanzierung duerch d'Gesetz vum 26. Abrëll 2019 geännert gouf, soudass d'Dispositioun, déi d'Verfassungsgericht als net konform zum alen Artikel 107 vun der Verfassung deklaréiert huet, souwi sou säit 2019 keng Auswierkung méi huet.

ad 2. Zu de konkrete budgetäre Konsequenzen an Auswierkung kann eréischt Positioun geholl ginn, nodeems an Urteel vun administrative Riichter geholl ginn ass. Selbstverständlech wäerten d'Gemengen och onmëttelbar informéiert ginn.

**Situation de Liberty Steel à Dudelange** | Question **0076** (01/12/2023) de **M. Dan Biancalana** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)



L'usine de Liberty Steel à Dudelange se trouve actuellement dans une situation dramatique. Les quatre dernières années ont été marquées par l'incertitude pour ses salariés. Un article de presse récent note que le nombre d'employés de l'aciérie en question est passé de 280 à 160 depuis 2019. En 2017, l'usine d'Arcelor-Mittal, qui se portait bien, a été vendue à Liberty Steel pour se mettre en conformité avec les règles de concurrence.

Cependant, quelques années plus tard, le nouvel employeur a connu des difficultés financières. Depuis, les salariés craignent pour leur emploi, même si leurs salaires ont continué à être versés jusqu'à présent. L'usine est toujours à l'arrêt et aucun nouvel investissement n'a été réalisé. C'est d'autant plus déconcertant qu'il existe toujours une réelle demande pour les produits de l'usine de Dudelange.

Dès lors, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre du Travail :

– Comment et par quels moyens Messieurs les Ministres projettent-ils d'intervenir si la situation de l'usine de Liberty Steel à Dudelange se détériore encore davantage ?

– Messieurs les Ministres peuvent-ils nous renseigner sur les moyens à leur disposition et ce qu'ils comptent entreprendre pour assurer les emplois ?

– Quelles sont les pistes actuellement en cours pour redynamiser la production sur le site de Dudelange ?

**Réponse (22/12/2023) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Georges Mischo, Ministre du Travail**

Les efforts du Gouvernement continuent à se concentrer sur le maintien d'emplois et d'activités industrielles sur le site de Dudelange.

Suite à des entrevues avec les syndicats ainsi qu'avec la direction de Liberty Liège-Dudelange (LU) SA afin de faire le point concernant les développements récents, le Gouvernement entend tirer profit des possibilités désormais offertes par la loi du 7 août 2023 relative à la préservation des entreprises et portant modernisation des droits de la faillite, entrée en vigueur en date du 1<sup>er</sup> novembre 2023, afin de structurer les prochaines étapes. Un courrier y relatif a été adressé à la direction de l'entreprise début du mois de décembre.

**P&R à Rodange | Question 0077 (01/12/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)**

Dëst Joer gouf zu Rodange ee Park&Ride mat iwwer 1.500 Parkplazen opgemaach.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Am Koalitiounsaccord ass festgehale, dass Parkingsfläche solle mat Solaranlagen equipéiert ginn. Ass dëst bei dësem Parking schonn de Fall?

– Falls jo, wéi vill Stroum kann hei am Joer hiergestallt ginn?

– Falls nee, bis wéini wäert dës Fläche mat Solaranlagen equipéiert ginn?

2. Op wéi engen aneren CFL-Parkinggen a Gebaier si Solaranlagen installéiert a wéi vill Stroum kann hei am Joer produzéiert ginn?

3. D'Belichtung vun dësem Parking zu Rodange ass och nuets un. Kann d'Ministesch bestätegen, dass d'Luuchten aus Sécherheetsgrënn ugelooss ginn? Falls jo, wéi vill Stroum gëtt dofir pro Nuecht verbraucht?

**Réponse (02/01/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

Betreffend d'Solaranlagen op de Parkingsflächen, esou ewéi am Koalitiounsaccord festgehale, ass d'Gebai vum P&R zu Rodange zanter Ufank 2023 mat enger Fotovoltaikanlag equipéiert. Déi viraussichtlech Joresproduktioun beleeft sech op 216.000 kWh.

Och op dem Gebai vum P&R zu Miersch ass zanter Ufank 2023 eng Fotovoltaikanlag a Betrib. Dës viraussichtlech Joresproduktioun beleeft sech op 216.000 kWh.

Eng zousätzlech Fotovoltaikanlag ass op der Hal 4 um Site vum Centre de remisage et de maintenance installéiert a produzéiert 140.620 kWh pro Joer.

Bezüglech der Belichtung vum Parking zu Rodange sinn eng normal Belichtung an eng Sécherheetsbelichtung installéiert. Déi normal Belichtung gëtt tëschent 20.00 a 5.00 Auer iwwer Präsenzmelder aktivéiert.

Déi installéiert Leeschtung vun der normaler Belichtung ass 53 kW. Den Energieverbrauch ergëtt sech aus der Benetzung vum Parking an ass deemno variabel.

**Émissions et nuisances en relation avec le site de production d'acier à Esch-Belval | Question 0079 (01/12/2023) de M. Marc Baum | M. David Wagner (déi Lénk)**

Une réunion d'information publique initiée par une association de résident.e.s d'un quartier d'Esch-sur-Alzette avoisinant un site de production d'acier a fait apparaître de nombreuses doléances en relation avec des pollutions environnementales émanant du site en question. Ainsi, ce quartier serait concerné par des bruits excessifs, de la pollution lumineuse et des nuisances olfactives importantes. De plus, le quartier serait exposé à des retombées de poussières blanches et noires potentiellement nocives.

Les inspections environnementales les plus récentes effectuées par l'Administration de l'environnement montrent des non-conformités significatives. Ainsi l'inspection effectuée en 2022 du four électrique a montré que les valeurs limites d'immission sonore ont été dépassées. Vos services ont obligé l'exploitant du site d'introduire un plan d'action avec échéancier au plus tard pour le 31/12/2023 afin de se conformer aux valeurs limites fixées dans l'autorisation d'exploitation.

Un autre rapport d'une inspection effectuée en 2022 au niveau des trains de laminage a par ailleurs fait apparaître des non-conformités significatives en matière d'émissions à l'air (dioxyde d'azote) et d'émissions à l'air de poussières.

L'exploitant a été incité par vos services à réaliser un contrôle avant le 31 juillet 2021 pour les dépassements au niveau des immissions sonores et d'installer des mesures en continu des paramètres NO<sub>2</sub>, O<sub>2</sub> et SO<sub>2</sub> et de transmettre les premiers résultats d'analyse au courant du 2<sup>e</sup> semestre 2021.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) L'exploitant du site en question a-t-il entre-temps introduit un plan d'action pour répondre aux non-conformités significatives en matière d'immissions sonores ? Dans l'affirmative, quelles mesures prévoit-il pour réduire les valeurs d'immissions sonores au niveau du four électrique ? Ces mesures permettront-elles à l'exploitant de se conformer aux valeurs limites fixées dans l'autorisation d'exploitation ?

2) Le recontrôle concernant les non-conformités significatives en matière d'émissions à l'air prévu pour l'année 2021 a-t-il bien eu lieu ?

3) Dans l'affirmative, les valeurs mesurées lors de ce contrôle étaient-elles inférieures aux valeurs limites ? Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer les valeurs mesurées depuis le début des mesures en continu ?

4) Dans la négative à la question 3), quelles mesures supplémentaires vos services ont-ils imposées à l'exploitant pour faire baisser les émissions à l'air ? Dans quel délai ces mesures devraient-elles être mises en place ?

5) Quel a été le résultat du recontrôle exigé pour 2021 concernant le dépassement des valeurs limites en matière d'émissions à l'air de poussières ? Des mesures afin de faire baisser ces émissions ont-elles été réalisées ? Si oui, lesquelles ?

6) Les poussières en question sont-elles régulièrement analysées ? Dans l'affirmative, quelle est leur composition chimique ? Sont-elles nocives pour la santé humaine ? Sont-elles en relation avec les nuisances olfactives témoignées par les résident.e.s du quartier ? Dans la négative, d'où proviennent ces nuisances olfactives ?

7) Vos services effectuent-ils également des inspections au niveau de la pollution lumineuse émanant du site industriel en question ? Dans l'affirmative, quels en ont été les résultats ?

**Réponse (11/01/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité**

ad 1) L'étude acoustique, ayant comme but de définir les mesures nécessaires afin de se conformer aux valeurs limites acoustiques, mentionnée dans le rapport définitif de l'inspection environnementale de l'aciérie du 3 mars 2023 est une étude préliminaire.

Pour compléter cette étude l'Administration de l'environnement a demandé des mesurages acoustiques par une personne agréée à des points récepteurs dans le voisinage dont notamment celui dans le quartier Bruch. Ces mesures acoustiques sont censées identifier entre autres les sources de bruit gênantes dans ce quartier, qui ont été constatées par l'association des résidents et ArcelorMittal lors d'une visite sur le site.

En outre, différentes questions techniques doivent encore être clarifiées dans cette étude.

La version finale ainsi qu'une prise de position, comprenant un échéancier de mise en œuvre des différentes mesures antibruit, doivent être introduites par ArcelorMittal pour le 31 mars 2024.

ad 2) et 3) Le recontrôle a bien eu lieu en 2021 ainsi que 3 autres contrôles en 2021, 2022 et 2023. Pendant ces 4 contrôles, réalisés par une personne agréée, la valeur limite de 280 mg/Nm<sup>3</sup> NO<sub>x</sub> était respectée :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

ad 4) n. a.

ad 5) Le contrôle en 2021 avait encore montré un dépassement de la valeur limite. Lors des contrôles en 2022 et 2023, la valeur limite des poussières était respectée.

Les mesures réalisées afin de faire baisser les émissions de poussières au four à longerons Train 2, étaient le remplacement de la voute du four et du récupérateur de chaleur qui est installé dans la cheminée de ce four ainsi que la remise en état du moteur de ventilation de l'air de combustion.

ad 6) Les poussières en question ne sont pas régulièrement analysées. Ces poussières proviennent de la combustion du gaz naturel dans le four à longers et des demi-produits en fer qui y sont réchauffés. Dès lors, ces poussières ne sont pas supposées contenir des composants nocifs pour la santé humaine et être en relation avec les nuisances olfactives.

Avant celles introduites en août et en septembre cette année, la dernière plainte que l'Administration de l'environnement a reçue concernant l'odeur datait de l'année 2017.

Une source pour des nuisances olfactives hors commun pourrait être la cheminée du four électrique. ArcelorMittal avait fait des investigations sur cette cheminée à l'époque qui n'ont pas révélé d'anomalies. Il est à noter que sur cette cheminée certains polluants sont mesurés en continu, 24h/24. En outre, une personne agréée procède à des mesures ponctuelles deux fois par année. De nouvelles investigations seront à réaliser lors de nouveaux signalements de nuisances olfactives. Il est recommandé d'adresser ces signalements rapidement (à court terme) directement à ArcelorMittal via son numéro vert (tél : +352 8002 2014) ou par courriel (elp.seeim-ebcomplaint@arcelor-mittal.com) et en parallèle à l'AEV via le formulaire de plainte administrative mis à disposition (<https://guichet.public.lu/fr/citoyens/justice/voies-recours-reglement-litiges/plaintesadministratives/plainte-aev.html>), un signalement rapide permettant en règle générale une meilleure identification des raisons et des sources de ces nuisances.

ad 7) Cet aspect n'est pas vérifié lors des inspections environnementales obligatoires en vertu des dispositions de la loi modifiée du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles.

Les sources à l'origine de pollution lumineuse ne se réduisent d'ailleurs pas aux activités industrielles : elles sont indépendantes de l'utilisation du terrain dont l'éclairage émane. Il importe dès lors de l'éviter au mieux sur l'ensemble du terrain.

Les documents « Pollution lumineuse – préserver l'environnement nocturne pour la biodiversité » ([https://environnement.public.lu/dam-assets/fr/conserv\\_nature/publications/2021/pollutionlumineuse-GDL-2021.pdf](https://environnement.public.lu/dam-assets/fr/conserv_nature/publications/2021/pollutionlumineuse-GDL-2021.pdf)) et « Leitfaden "Gutes Licht" im Außenraum für das Großherzogtum Luxemburg » (<https://environnement.public.lu/dam-assets/actualites/2018/06/Leitfaden-fur-gutes-Licht-im-Aussenraum.pdf>) ont été développés par mes services en 2018 : ils fournissent des recommandations concrètes pour différents domaines d'application ainsi que des exemples « best practice » et peut servir dans la planification de l'éclairage. Il va de soi qu'en ce qui concerne les activités pour lesquelles un éclairage nocturne est nécessaire pour des raisons de sécurité et de protection des salariés, il est indiqué de trouver un bon équilibre entre ces enjeux et des enjeux pour la biodiversité.

## Extension du réseau de tramway | Question 0080 (04/12/2023) de M. Meris Sehovic (déi gréng)

Selon le 1<sup>er</sup> Plan national de mobilité, pour l'horizon 2035 (PNM 2035), présenté en avril 2022, trois nouvelles lignes de tramway devront s'ajouter d'ici 2035 à la première ligne, actuellement en phase de finalisation entre le Findel et la Cloche d'Or.

Outre la ligne de tram rapide vers Esch et les deux extensions dont le projet de loi de financement a été déposé par le Gouvernement précédent (Kirchberg et Hollerich), le PNM 2035 prévoit également de prolonger le réseau au-delà du P&R Bouillon le long de l'autoroute A6 et de nouveaux boulevards de Merl et de Cessange en direction du futur P&R Ouest, avant de

rejoindre une autre extension qui vise à raccorder le Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) au centre-ville via la route d'Arlon et de former ainsi une boucle par faite.

Ce dernier projet d'extension vers la route d'Arlon est particulièrement important et prévoit également un raccordement plus direct du centre-ville en quittant le tracé actuel du tram au rond-point Schuman pour tourner à gauche vers le boulevard Royal. Ce raccordement est indispensable pour assurer la qualité du service et pour éviter le passage obligé de la totalité des tramways par la place de l'Étoile et l'obligation, le cas échéant, pour les passagers d'y changer de ligne. Il fonctionnera comme raccourci vers Hamilius et permettra d'assurer une fiabilité et une fréquence de transport élevées au cœur du réseau, face à la multiplication des lignes.

L'accord de coalition 2023-2028 se doit de constater que « le tramway, en tant que moyen de transport public dans l'espace urbain, connaît un succès incontestable » et le Gouvernement s'y engage en conséquence « à développer davantage le tramway outre des lignes actuellement prévues au niveau de la ville de Luxembourg. » Tandis que le développement du réseau de tramway présenté par le PNM 2035 ne semble donc pas remis en cause, l'accord de coalition ne fournit aucune information sur l'ordre de priorité politique des nombreuses extensions prévues.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- 1) Le Gouvernement partage-t-il la conviction que l'extension vers le CHL et le raccourci afférent entre le rond-point Schuman et Hamilius sont des éléments essentiels pour le futur réseau de tramway, voire une précondition à la réalisation d'autres extensions ?
- 2) Les études techniques ayant déjà été réalisées, le Gouvernement prévoit-il de traiter l'extension vers le CHL comme prioritaire et d'adopter rapidement l'avant-projet de loi de financement afférent ?
- 3) Dans l'affirmative, quand est-ce que Madame la Ministre prévoit de déposer ce projet de loi à la Chambre des Députés ?

## Réponse (14/12/2023) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député demande des renseignements au sujet de l'extension du tramway vers le CHL, y inclus la liaison entre le rond-point Schuman et le boulevard Royal.

Tout d'abord, je tiens à rectifier que le tramway sur le futur contournement de Cessange n'était pas prévu avant 2035 dans le Plan national de mobilité. Il s'agit d'une extension proposée « post-2035 » comme indiqué sur l'illustration à la page 56 du PNM 2035.

Incontestablement, le site du Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) sur la route d'Arlon, ainsi que le futur « Wunnquartier Stade » devraient être reliés au tramway dès que l'avancement du PAP de la place de l'Étoile permettra une pose des rails et un embranchement sur la ligne de tram existante.

Dans ce contexte, j'ai l'intention de présenter au Conseil de Gouvernement un avant-projet de loi de financement le plus tôt possible.

De manière générale, le Gouvernement reconnaît le succès incontestable du tram et s'engage à développer de nouvelles lignes. Cela nous obligera de trouver des tracés qui permettront d'éviter un goulot d'étranglement de ces nouvelles lignes au centre-ville.

C'est pourquoi j'ai l'intention de me concerter en janvier avec la Ville de Luxembourg pour trouver des

solutions à ce défi, prioriser de façon claire les projets de nouvelles lignes et poursuivre ensemble le succès du tram.

## Déclaration commune à la COP28 par rapport aux capacités de l'énergie nucléaire dans le monde | Question 0081 (04/12/2023) de M. François Bausch (déi gréng)

Dans une déclaration commune à la COP28, une vingtaine de pays dont les États-Unis, la France et les Émirats arabes unis ont appelé, ce samedi, à tripler les capacités de l'énergie nucléaire dans le monde d'ici 2050. Ceci avec l'argument de vouloir réduire la dépendance au charbon et au gaz, qui est le grand enjeu de cette COP.

Dans ce contexte, je voudrais avoir le renseignement suivant de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

– Quel est le positionnement du Gouvernement luxembourgeois par rapport à cette déclaration ?

## Réponse (22/12/2023) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Le Gouvernement luxembourgeois a pris note de la déclaration commune à laquelle fait référence l'honorable Député. Le Luxembourg n'a pas l'intention de se joindre à cette déclaration.

À noter qu'à l'occasion de la COP28, le Luxembourg était un des 195 pays cosignataires de l'accord qui a réuni pour la première fois le monde entier autour d'un langage clair concernant la sortie des énergies fossiles, les objectifs mondiaux de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, la transition vers les énergies renouvelables, l'adaptation aux changements climatiques ainsi que les questions de financement dans les pays les plus exposés à ces changements.

## Digitalisation de l'info trafic | Question 0083 (04/12/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

Verkéiersmeldungen erhalen déi meescht Leit am Auto ëmmer nach iwwert de Radio. Wien en neien Auto huet, kritt awer och vun Zäit zu Zäit Meldung vum Auto selwer, dee mat engem Piiptoun an enger Textannonce viru kommende Baustellen oder Accidenter warnt, wann dës a senger Datebank verzeechent goufen. De Virdeel vun dësem neie System ass, dass d'Warnungen net allgemeng sinn, mee konkret op eng Gefor hiweisen, op déi een amgaangen ass, zouzefueren. Wéi gutt d'Qualitéit vun de Meldungen, déi ee kritt, ass, hântk dobäi natierlech vun den Daten of, mat deenen den Auto schafft kann. Wat méi Verkéiersmeldungen disponibel sinn, wat d'Warnunge méi prezis an aktuell sinn. An aneren EU-Länner ginn d'Autobunnen dofir elo mat Systemer ausgestatt, mat deenen d'Autoen sech beim Laanschtfuere connectéiere kënnen, fir déi aktuellste Verkéiersinformatiounen ze erhalen, déi vun der Verkéierszentral à jour gehale ginn. Laangfristeg sollen d'Autoen zousätzlech dozou am Fall vun engem Accident souguer selbststänneg eng Warnung erausginn, déi vum System erfaasst an dann un déi aner Persounen am Verkéier iwwermittelt ka ginn. Accidenter kéinten esou onni gréisser Verzögerung gemellt ginn an de Risiko fir zousätzlech Onfäll duerch Autoen, déi an déi accidentéiert Gefierer erafueren, géif staark reduzéiert ginn.



An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Digitalisatioun a Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Gëtt et Pläng, fir och zu Lëtzebuerg am Stroossenetz Punkten ze errichten, wou Autoe beim Laanschtfueren aktuell Verkëiersmeldung kreien?

2. Falls jo: Wéi wäit sinn d'Aarbechten? Mat wéi engem System wäert geschafft ginn/gëtt scho geschafft?

Wéi gëtt garantéiert, dass d'Autoen Daten iwwermëttelt kreien, mee keng Date vun den Autoen, déi sech connectéieren, gespäichert ginn?

3. Falls nee: Wäert d'Regierung sech an Zukunft mam Sujet befaassen, fir e Plang auszeschaffen oder besteet fir dësen Infrastrukturausbau keen Interessi?

**Réponse (28/12/2023) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

ad 1. De Moment existéiere keng Pläng, fir op spezifesch definéierte Punkten am Stroosereiseu eng Verkëiersmeldung direkt iwwer sougenannte „Road Site Units“ (RSU) u Gefierer, déi eng Optioun hunn, dat technesch ze interpretéieren, ze schécken.

ad 2. an 3. D'Stroosesebauverwaltung verfollegt déi Thematik, dëst awer an engem weesentlech méi grousser Kader, fir eng national Architektur matzplangen, déi laangfristeg op Lëtzebuerg passt an net nëmmen eng lokal oder punktuell Investitioun duerstellt. Wéi wäit et sënnvoll ass, engem bestëmmten Infrastrukturausbau nozoeen, kann haut nach net definitiv gesot ginn. D'Prioritéit läit haut op der lokaler Chantiers- an Accidentswarnung vun de Stroosennotzer\*innen duerch déi schonns am Asaz befandend Ofsecherungsgefiierer vun der Verwaltung.

**Conséquences de quatre arrêts de la Cour constitutionnelle en matière de finances communales | Question 0084 (04/12/2023) de M. Meris Sehovic (déi gréng)**

Par les arrêts n° 186, n° 187, n° 188 et n° 189 du 17 novembre 2023, la Cour constitutionnelle vient de déclarer non conforme à l'article 107, paragraphe 1 de la Constitution, dans son libellé antérieur au 1<sup>er</sup> juillet 2023, l'article 3, paragraphe 2, point 2., lettre a) de la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation général des communes et l'article 8, paragraphe 2, de la loi du 30 juin 1976 portant création d'un fonds du chômage, tels qu'applicables pour l'année 2017 et 2018.

Sur base de questions préjudicielles soumises séparément pour les exercices fiscaux de 2017 et de 2018 par la commune de Niederanven et la commune de Leudelange, la cour se devait de constater que le critère de la « population ajustée » auquel se réfèrent les lois susmentionnées, n'était pas déterminable sur base de conditions et modalités suffisamment précises fixées dans la loi elle-même.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Le Gouvernement estime-t-il que l'inconstitutionnalité du dispositif mis en cause pourrait également conduire, au-delà du probable octroi de fonds supplémentaires aux deux communes pour les exercices 2017 et 2018, à la réduction subséquente des fonds attribués aux autres communes au vu de l'enveloppe globale fixée ?

2) Quel est le calendrier prévu pour la réalisation de l'analyse et de l'évaluation de la réforme des finances communales de 2017 prévue dans l'accord de coalition

du Gouvernement ? Quels seront les principaux indicateurs et critères utilisés dans l'analyse et l'évaluation ? Quelles mesures concrètes sont envisagées pour garantir une collaboration efficace entre le Gouvernement et les communes dans le cadre de cette initiative ?

**Réponse (22/12/2023) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures**

ad 1) Les arrêts n° 186, n° 187, n° 188 et n° 189 constatent que le critère de la « population ajustée » pour les années fiscales 2017 et 2018 n'a pas été suffisamment défini dans la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes. Des compléments au critère avaient été fixés dans un règlement grand-ducal, de sorte que l'ancien article 3, paragraphe 2, point 2, lettre a), de la loi précitée du 14 décembre 2016 n'était pas conforme à l'ancien article 107 de la Constitution.

À cet égard, il y a lieu de constater que les effets et les conséquences d'un jugement de la Cour constitutionnelle sont établis dans le nouvel article 112, paragraphe 8, de la Constitution. Cet article prévoit notamment que les conséquences juridiques de l'article de loi qui enfreint la Constitution cessent d'avoir un effet juridique le lendemain de la publication des arrêts concernés. Cependant, à l'article 3, paragraphe 2, point 2, de la loi précitée du 14 décembre 2016, la lettre a) a été modifiée par la loi du 26 avril 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2019 de manière à ce que la disposition déclarée non conforme à l'ancien article 107 de la Constitution par la Cour constitutionnelle a été changée depuis 2019<sup>21</sup>.

Ceci étant, les conséquences budgétaires et les répercussions concrètes ne pourront être prises en compte qu'après le jugement du juge administratif.

ad 2) En définitive, et pour ce qui concerne les changements mentionnés dans l'accord de coalition, le Gouvernement réalisera, en collaboration avec les communes, une analyse et une évaluation de la réforme des finances communales mise en place en 2017. Dans cette optique et en vue d'une collaboration fructueuse, un calendrier sera mis sur pied en temps utile. C'est dans ce contexte que le Gouvernement prendra en compte les critères et indicateurs permettant d'offrir aux communes une plus grande flexibilité financière.

**Fête Sainte Barbe | Question 0085 (05/12/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)**

<sup>21</sup> Art. 3. (1) ...  
(2) Le Fonds de dotation globale des communes est réparti suivant les règles suivantes :

1. Une dotation forfaitaire graduelle en fonction de la population est allouée aux communes à raison de 0 euros pour les communes comptant moins de 1.000 habitants et à raison de 300.000 euros pour les communes comptant au moins 3.000 habitants. Pour les communes dont la population se situe entre 1.000 et 2.999 habitants, la dotation augmente graduellement de 150 euros par habitant supplémentaire à partir d'une population de 1.000 habitants.
2. Le solde est réparti à raison de :
  - a) 82 pour cent entre les communes d'après la population ajustée, l'ajustement étant défini en fonction de critères d'aménagement du territoire et de densité et effectué avec la somme des pourcentages définis comme suit :
    - i) Quant aux critères d'aménagement du territoire, la population de la ville de Luxembourg est augmentée à raison de 45 pour cent, celle de la ville d'Esch-sur-Alzette à raison de 25 pour cent et celles des villes de Differdange, de Dudelange, d'Echternach, de Grevenmacher, de Remich, de Vianden et de Wiltz, de même que celle des communes de Clervaux, de Junglinster, de Mersch, de Redange-sur-Attert et de Steinfort à raison de 5 pour cent.
    - ii) Quant à la densité, l'ajustement de la population se situe dans un intervalle de -5 pour cent à 5 pour cent en appliquant une progression linéaire sur l'intervalle de densité allant de 0 à 2.000 habitants par km<sup>2</sup>. Pour les communes où la densité dépasse les 2.000 habitants par km<sup>2</sup>, l'ajustement est effectué avec 5 pour cent. Aux termes de la présente loi, on entend par « densité », le ratio entre la population et la superficie totale de la commune en km<sup>2</sup>. [...]

De 4. Dezember gëtt a ville Südgemege Bärbelendag gefeiert. Et ass den Dag vun der Schutzpatréinesch vun de Mineuren an dofir ass de Feierdag virun allem a Géigenden, wou et ee Minettobau gouf, Tradition. Um Site vum immaterielle Kulturierwen zu Lëtzebuerg, dem iki.lu, heescht et zum Bärbelendag:

„D'Traditioun vu Bärbelendag ass den 30. November 2022 vun der Kulturministesch Sam Tanson op den nationalen Inventar vum immaterielle Kulturierwe gesat ginn. [...] Well Bärbelendag awer och an anere Länner, ewéi, zum Beispill, a Polen oder Éisträich eng déif verwuerzelt Traditioun ass, kéint geschwënn eng multinational Demande gemaach ginn, fir d'Fest vun der hellegger Bärbel och op d'Unesco-Representativlëscht vun der Mënschheet ze setzen.“

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kultur dës Froe stellen:

1. Wäert den neie Kulturminister d'Beméiung fir d'Klassifizéierung vum Bärbelendag als Kulturierwen op Unesco-Niveau weiderféieren?

2. Wou sinn d'Beméiunge fir eng multinational Demande drun?

**Réponse (16/01/2024) de M. Eric Thill, Ministre de la Culture**

Wéi schonn an der parlamentarescher Ufro vum honorabelen Deputéierte vermerkt, ass d'Feier vum Bärbelendag net eng reng Lëtzebuenger Traditioun, mee soll souguer iwwer Biergaarbechter aus Schlesien am haitege Polen op Lëtzebuerg komm sinn.

Esou ass et och net erstaunlech, datt Pole Bestriewungen opgeholl hat, fir bei der Unesco eng Kandidatur ze stellen, fir Bärbelendag op d'Repräsentativlëscht vum immaterielle Kulturierwe vun der Mënschheet opzehuelen. Bekräftegt duerch de Fait, datt Bärbelendag am November 2022 vum Kulturministère op den nationalen Inventar vum immaterielle Kulturierwe geholl ginn ass (eng vun de grondleeënde Bedéngungen, fir kënnen bei der Unesco eng Kandidatur ze stellen), an duerch de positiven Avis vun der Lëtzebuenger Unesco-Kommissioun am November 2022, en faveur vun der Lëtzebuenger Participatioun bei enger multinationaler Kandidatur bei der Unesco, huet Lëtzebuerg sech dem polnesche Projet fir d'Aschreiwung vum Bärbelendag op der Repräsentativlëscht vum immaterielle Kulturierwe vun der Mënschheet ugeschloss.

Zënterhier sinn, ënnert der Leedung vu Polen, Lëtzebuerg an Éisträich amgaangen, dës multinational Kandidatur fir Bärbelendag an déi entspreichend Gebräicher vun de Biergleit auszeschaffen. Esou wéi d'Unesco dat virgesäit, schafft de Kulturministère heifir ganz enk mat den Trägergemeinschaften hei am Land zesummen. De Comité Sainte Barbe vun Téteng ass momentan amgaangen, bei allen Trägergemeinschaften, déi d'hellegt Bärbel als Schutzpatréinesch vun de Biergleit hei am Land feieren, déi verlaangten Averständneserklärunge fir d'Unesco-Kandidatur unzefroen. Do derniewert schafft de Kulturministère ganz enk mat PRO-SUD zesummen, fir Dokumentationsmaterial iwwert Bärbelendag am Süde vum Land ze kreien, esouwéi och mat dem Schiffermuseum vum Uewermaartel fir den Norde vum Land. Parallell dozou huet de Kulturministère 2022 an 2023 och eegent audiovisuell Dokumentationsmaterial iwwert d'Feier vu Bärbelendag am Minett an zu Uewermaartel produziéiert an am Kader vun der Unesco-Kandidatur a Pole weidergeleet.

Dës gemeinsam Beméiunge solle sech am Laf vum Joer 2024 an enger gemeinsamer Unesco-Ufro fir d'Aschreiwung vum Bärbelendag op der Repräsentativlëscht vum immaterielle Kulturierwe vun der Mënschheet konkretiséieren.

**Chômage de longue durée** | Question 0086 (05/12/2023) de **M. Dan Biancalana** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Les chiffres du chômage sont actuellement en hausse. Dans ce contexte, nous nous intéressons au chômage de longue durée. La loi du juillet 2017 portant modification du Code du travail en vue de l'introduction d'un nouveau dispositif de lutte contre le chômage de longue durée est un outil qui permet de faire sortir les demandeurs d'emploi du chômage de longue durée. Ce dispositif de lutte contre le chômage de longue durée vise à soutenir la création de nouveaux emplois dans le secteur communal, parapublic ou social. En 2021, une motion a été adoptée à la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à évaluer ce dispositif et adaptations y relatives pour aboutir à une baisse des demandeurs d'emploi inactifs. De plus, une étude intitulée « Le chômage de longue durée au Luxembourg : Mesure, contours et déterminants du phénomène » a été réalisée récemment par le Gouvernement sortant.

Dès lors, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Comment la structure d'âge des chômeurs de longue durée a-t-elle évolué au cours des cinq dernières années ?

2) – Combien de chômeurs de longue durée ont trouvé un emploi auprès de la fonction publique ou des communes au cours des cinq dernières années ?

– Quelles sont les communes et les associations sans but lucratif qui ont embauché le plus de chômeurs de longue durée au cours des cinq dernières années ?

3) L'économie sociale et solidaire devrait jouer un rôle dans la lutte contre le chômage de longue durée. Néanmoins, l'économie sociale et solidaire n'est pas mentionnée dans l'accord de coalition. Compte tenu de l'importance du sujet, la question se pose de savoir si le Gouvernement a l'intention d'accorder une place à l'économie sociale et solidaire dans la lutte contre le chômage de longue durée. Dans l'affirmative, que prévoit-il concrètement ?

**Réponse** (28/12/2023) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1) (Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

À la date du 31 octobre 2023, la catégorie des chômeurs de longue durée, définie comme les demandeurs d'emploi inscrits depuis au moins 12 mois, représente 37 % du total des demandeurs d'emploi résidents disponibles, ce qui équivaut à 6.288 personnes. La part des chômeurs de longue durée est en baisse depuis quelques années.

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

Au cours des cinq dernières années, la répartition des chômeurs de longue durée par tranche d'âge n'a pas connu d'évolutions significatives.

ad 2) – (Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

Ce graphique présente l'évolution du nombre de sorties vers l'emploi<sup>22</sup> vers le secteur de l'administration publique (catégorie O du code NACE : État et communes) de 2019 à 2022. En 2022, les sorties vers l'administration publique ont représenté 2,6 % de l'ensemble des sorties vers l'emploi des chômeurs de longue durée. Cela représente 133 personnes. Les secteurs

<sup>22</sup> Nombre de demandeurs d'emploi qui ont occupé un emploi salarié ou non salarié au Luxembourg, trois mois après clôture de leur dossier à l'ADEM.

principaux ayant embauché des chômeurs de longue durée étaient les activités de services administratifs et de soutien (catégorie N ; nettoyage et jardinage), l'hébergement et la restauration (catégorie I), ainsi que le commerce (catégorie G).

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

La répartition par tranche d'âge révèle une relative stabilité des sorties vers l'emploi au sein des administrations publiques au cours des dernières années.

– Les communes et les associations sans but lucratif (ASBL) ayant recruté le plus de chômeurs de longue durée au cours des cinq dernières années sont, par ordre d'importance :

1. Commune de la ville de Luxembourg
2. Forum pour l'emploi ASBL
3. Commune de la ville d'Esch-sur-Alzette
4. Commune de Differdange
5. Commune de Dudelange
6. Stéftung Hëllef Doheim
7. Arcus Kanner, Jugend a Famili ASBL
8. CIGL Esch/Alzette ASBL
9. Commune de Sanem
10. Proactif ASBL C/O.

ad 3) Promouvoir le développement durable et encourager voire faciliter la transition en se mobilisant pour une justice sociale et une responsabilité écologique, telles sont les missions principales de l'économie sociale et solidaire.

Au vu de sa transversalité, l'économie sociale et solidaire concerne tous les domaines et se retrouve à la lecture de l'accord de coalition à plusieurs endroits. L'investissement à impact social, l'évaluation et les adaptations de la loi du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal ou le volet éducation n'en constituent que des exemples.

Comme par le passé, les sociétés agréées en tant que sociétés d'impact sociétal dont le capital social est composé à 100 % de parts d'impact, les fondations et les associations sans but lucratif pourront continuer à bénéficier des mesures proposées par l'ADEM dans le cadre de la lutte contre le chômage de longue durée.

**Vaccins contre la Covid-19** | Question 0090 (08/12/2023) de **M. Sven Clement** (Pirates)

Vill Impfstoffer, déi am Kader vun der Covid-19-Pandemie akaf oder bestallt goufen, hunn um Enn missen zerstiéert ginn, well d'Demande net méi esou grouss war, wéi ufangs gefaart. Weinst lafende Laangzäitkontrakter, déi ënnerschriwwen goufen, si méi Vaccinen hiergestallt a verkaf ginn, wéi néideg. Dat war weeder nohalteg um Ressourcen- an Emissiounsniveau, nach gutt fir d'Staatsfinanzen. Trotzdem erwaarden d'Hiersteller, dass déi iwuerflësseg Vaccinen ofkak ginn, och wann d'Wuer net méi gebraucht gëtt. Dat huet sech och rezent nach emol gewisen an der Gerichtsaffair tëscht Pfizer an Ungarn, wou Pfizer geklot hat, well Ungarn 2022 refuséiert hat, fir déi bestallten, mee net méi gebrauchte Vaccinen, ze bezuelen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. – Wéi vill Impfstoffdosen hu säit menger leschter Fro vum Oktober 2023 zousätzlech zu de scho bekannten Dose missen zerstiéert ginn? Wéi vill Vaccinen huet d'Regierung bis elo missen insgesamt zerstiéieren? Kann d'Regierung oplëschen, ëm wéi vill Flacone vu wéi engen Hiersteller et sech heibäi handelt?

– Wéi héich war de Käschtepunkt bis elo insgesamt vun deenen zerstiéierte Flaconen (Präis fir d'Impfstoffer)? – Wéi héich war de Käschtepunkt vun der Entsuerung vun deenen zerstiéierte Flaconen insgesamt (Präis fir eng konform Entsuerung)?

2. Wéi vill Dose vu wéi engen Hiersteller muss Lëtzebuerg nach akafen, well nach eng kontraktuell Verflichtung dofir besteet?

3. Kann d'Ministesch eis d'Oflafdatumer grad ewéi déi verbleiwend Unzuel u Flacone vun all deene verschiddene Impfstoffer ginn, déi Lëtzebuerg am Moment op Stock huet?

4. Erwaart Lëtzebuerg nach Impfstoffliwwerungen? Falls jo: Ass geplangt, vollstänneg fir dës Liwwerungen ze bezuelen, oder gëtt et Pläng fir Renegotiationen? Wéi héich ass de Montant?

**Réponse** (09/01/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. – Wéi schon den 18. Oktober 2023 an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 8206 vum 3. August vum honorabelen Deputéierte präziséiert, huet Lëtzebuerg sech um gemeinsamen Akaf vun Impfdose vun der Europäescher Unioun (EU) bedeelegt, fir soumat eng besser Positioun an den Negotiationen mat de Produzenten ze hunn. Doduerch ass Lëtzebuerg, genau esou wéi all anert Land aus der EU, kontraktuell gebonnen, eng proportionell Unzuel un Dose mat anzekafen. Deemo ass et och zu Lëtzebuerg, genau wéi an deenen anere Länner vun der EU, net méiglech ze verhënneren, dass eng gewëssen Unzuel vu Flaconen aus diverse Grënn hu missen zerstiéert ginn.

Tëschent dem 18. Oktober 2023 an dem 8. Januar 2024 goufen 349.942 Dosen zu Lëtzebuerg zerstiéiert.

Op den 8. Januar 2024 goufen insgesamt 1.105.182 Dosen zu Lëtzebuerg zerstiéiert respektiv fortgeschéckt fir zerstiéiert ze ginn, dorënner:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

– De Gesamtkäschtepunkt vun den zerstiéierten Dose gëtt op EUR 23.487.499,15 geschat, wuel wëssend, dass d'applizéiert Wiesselcoursen zum Zäitpunkt vun de Paiementer vun de verschiddene Rechnungen de Gesamttotal liicht ännere kënnen.

– Op den 19. Dezember 2023 huet d'Zerstéierung selwer EUR 13.810,84 kascht. Enn Dezember sinn nach eemol 36.340 Dose verschéckt gi fir entsuergt ze ginn. Dës Entsuerung ass nach net a Rechnung gestallt ginn, am Duerchschnëtt kascht d'Zerstéierung vun enger Dosis allerdéngs ëm déi 0,014 EUR.

ad 2. Et ginn nach 464.354 Dose Comirnaty (BioNTech-Pfizer) erwaart. D'Liwwerunge sinn iwwer 3 Joer verdeelt an dat op d'Joren 2024 bis 2026. Dat entsprécht ongeféier 154.785 Dose pro Joer.

ad 3. De follgenden Tableau liwwert d'Unzuel vum Stock op den 8. Januar 2023.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

ad 4. Déi nach erwaarte Liwwerunge sinn an der Äntwert op d'Fro 2 präziséiert.

D'Verhandlung mat de Produzenten hunn et méiglech gemaach, déi reschtlech Liwwerquantitéiten un Impfdosen op déi nächst Joren ze verdeelen a beim initiale Präis ze bleiwen (EUR 19,50 € pro Dos) bis zum Enn vum Kontrakt. De Gesamtkäschtepunkt bis Enn 2026 läit bei EUR 9.054.903 HTVA.

PRIORITAIRE  
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

**Déneigement des trottoirs** | Question urgente  
0193 (17/01/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Uechter d'Land sinn d'Servicer vu Staat a Gemengen an och d'Leit mat enger akuter Erausforderung duerch Schnéi a Glatäis konfrontéiert. Vill Propriétaire vu Privathaiser a Geschäfte stellen sech wéi sou dacks an där Situatioun d'Fro, wéi eng Responsabilitéit fir d'Garantie vun der Sécherheet um Trottoir laansch hir Gebaier dëst fir si mat sech bréngt.

Fir hei Informatiounen ze ginn, hat RTL ënnert dem Titel „Wien ass responsabel fir den Trottoir, wann ech net doheem sinn?“ de 16. Januar en Artikel mat engem Iwwerbléck iwwert déi wichtegst Modalitéit publizéiert. Um Enn vun deem genannten Artikel gëtt allerdéngs och de Maître Krieger mat folgender Ausso zitéiert: „No der Publikatioun vun eise Artikel huet de Maître Krieger preziséiert, datt en Trottoir zu der Voie publique gehéiert an d'Sécurité publique op diesen deemno gesetzlech ënnert d'Responsabilitéit vun der Gemeng fällt. Zwar géife vill Gemengen an hire Reglementer festhalen, datt d'Bierger fir d'Sécherheet op den Trottoir responsabel sinn, ma d'Gesetz stéing allerdéngs ëmmer nach iwwer de Gemengereglementer.“

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Banneminister gär dës dréngend Froe stellen:

1. Deelt den Här Minister déi juristesche Interpretatioun vum Maître Krieger? Falls net, firwat net? Wéi eng gesetzlech Texter reegelen déi Matière?

2. Gesäit den Här Minister vir, d'Gemengereglementer, déi d'Responsabilitéit vun der Sécherheet op den

Trottoiren un d'Bierger delegéieren, op hir Legalitéit ze préieren an se opzefuerderen, dës ze revidéieren, fir eng kloer Rechtssécherheet fir all d'Bierger hei am Land ze schafen? Falls net, firwat net?

**Réponse** (24/01/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Den Trottoir gehéiert dem Code de la route no zur Voie publique<sup>23</sup> an doduerch sinn d'Gemengen och Propriétaire vun den Trottoiren, déi op hirem Territoire leien. D'Gemengen hunn also d'Garde iwwert hir Trottoiren a sinn, als Gardien, zoustänneg fir den Entretien vun den Trottoiren, dëst op Basis vum Artikel 1384 Alinea 1 vum Code civil<sup>24</sup>.

Dëst verhënnert awer net, dass eng Gemeng, iwwert de Wee vun engem Gemengereglement, d'Obligatioun

vum Entretien un d'Bierger weidergëtt, net nëmmen op Basis vun den Dekreter vu 1789 a 1790, mee och op Basis vum Code pénal, Artikel 551 Punkt 3, dee beseet: „Seront punis d'une amende de 25 euros à 250 euros : [...] Ceux qui auront négligé de nettoyer les rues ou passages, dans les communes où ce soin est mis à la charge des habitants ; [...]“. D'Gemengereglementer, déi dem Bierger d'Obligatioun octroyéieren, fir d'Trottoiren ze botzen, exekutéieren an deem Sënn eng Virgab vum Code pénal um lokalen Niveau.

Gëtt et an enger Gemeng keen esou ee Reglement, bedeit dat awer net, dass d'Bierger dispenséiert sinn, den Trottoir virun hirer Hausdier ze botzen. D'Jurisprudenz<sup>25</sup> präziséiert, dass all Bierger, als „personne prudente et diligente“ op Basis vun den Artikelen 1382 a 1383<sup>26</sup> den Trottoir vu Schnéi, Glatäis a Laf muss fräi maachen.

D'Gemengen an d'Bierger sinn also zesammen dofir zoustänneg, dass d'Trottoir gebotzt ginn.

ad 2. Op Basis vun der Äntwert zur Fro 1 ass et net néideg, d'Gemengereglementer op hir Legalitéit ze préieren.

<sup>23</sup> Arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, art. 2. [...] 1.1. Voie publique : Toute l'emprise d'une route ou d'un chemin ouverts à la circulation publique comprenant la chaussée, les trottoirs, les accotements et les dépendances, y inclus les talus, les buttes antibruit et les chemins d'exploitation nécessaires à l'entretien de ces dépendances ; les places publiques, les pistes cyclables et les chemins pour piétons font également partie de la voie publique

<sup>24</sup> Art. 1384. On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde.

Les parents, en tant qu'ils exercent l'autorité parentale, sont solidairement responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux.

Les maîtres et les commettants, du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés. Les artisans, du dommage causé par leurs apprentis, pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance.

La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins que les parents et les artisans ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité.

<sup>25</sup> TA de Luxembourg, 06.05.2011, n° du rôle 132711, CA, 30.04.2003, n° 26545 du rôle : « [...] ; on ne saurait non plus, compte tenu des chutes de neige et du gel subséquent, reprocher à la commune Y de ne pas avoir immédiatement nettoyé routes et trottoirs dès la survenance du verglas étant donné qu'on ne saurait la contraindre de combattre le gel en même temps sur l'ensemble du territoire de la commune dès son apparition et de maintenir de façon permanente toutes les routes et tous les trottoirs dans un état parfaitement dégagé et entretenu. »

<sup>26</sup> Art. 1382. Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer. Art. 1383. Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence.

# Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

## Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un [abocro@chd.lu](mailto:abocro@chd.lu), andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,  
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite [www.chd.lu](http://www.chd.lu)  
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

## Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

### Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun\*  fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: \_\_\_\_\_

### Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun\*  vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: \_\_\_\_\_

\*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: \_\_\_\_\_ Virnumm: \_\_\_\_\_

Sociétéit/Administratioun: \_\_\_\_\_

Adress: \_\_\_\_\_ Boîte postale: \_\_\_\_\_

Code postal: \_\_\_\_\_ Uertschaft: \_\_\_\_\_ Land: \_\_\_\_\_

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.  
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



## Invitation to the lecture

# “King William II (1792-1849) and the House of Orange in the Age of Revolution”

**When?** Thursday, 22 February 2024  
at 6 p.m.

**Where?** Maison du Savoir  
2, place de l'Université  
L-4365 Esch-sur-Alzette  
Auditoire 3.530

**Registration:** [relations.publiques@an.etat.lu](mailto:relations.publiques@an.etat.lu)

The lecture is being organised as part of the exhibition “**1848 Revolutioun zu Lëtzebuerg**” at the Luxembourg National Archives.

**Jeroen Koch** is Senior Lecturer of Modern European History at Utrecht University, The Netherlands. He is co-author of *The House of Orange in Revolution and War. A European History, 1772-1890* (London 2022).



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Archives nationales



**I.HIST.**  
uni.lu

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | [info@chd.lu](mailto:info@chd.lu) | [chd.lu](http://chd.lu) |   

PERIODIQUE

**POST**  
LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:  
L-3290 BETTEMBOURG

**PORT PAYÉ**  
**PS/799**